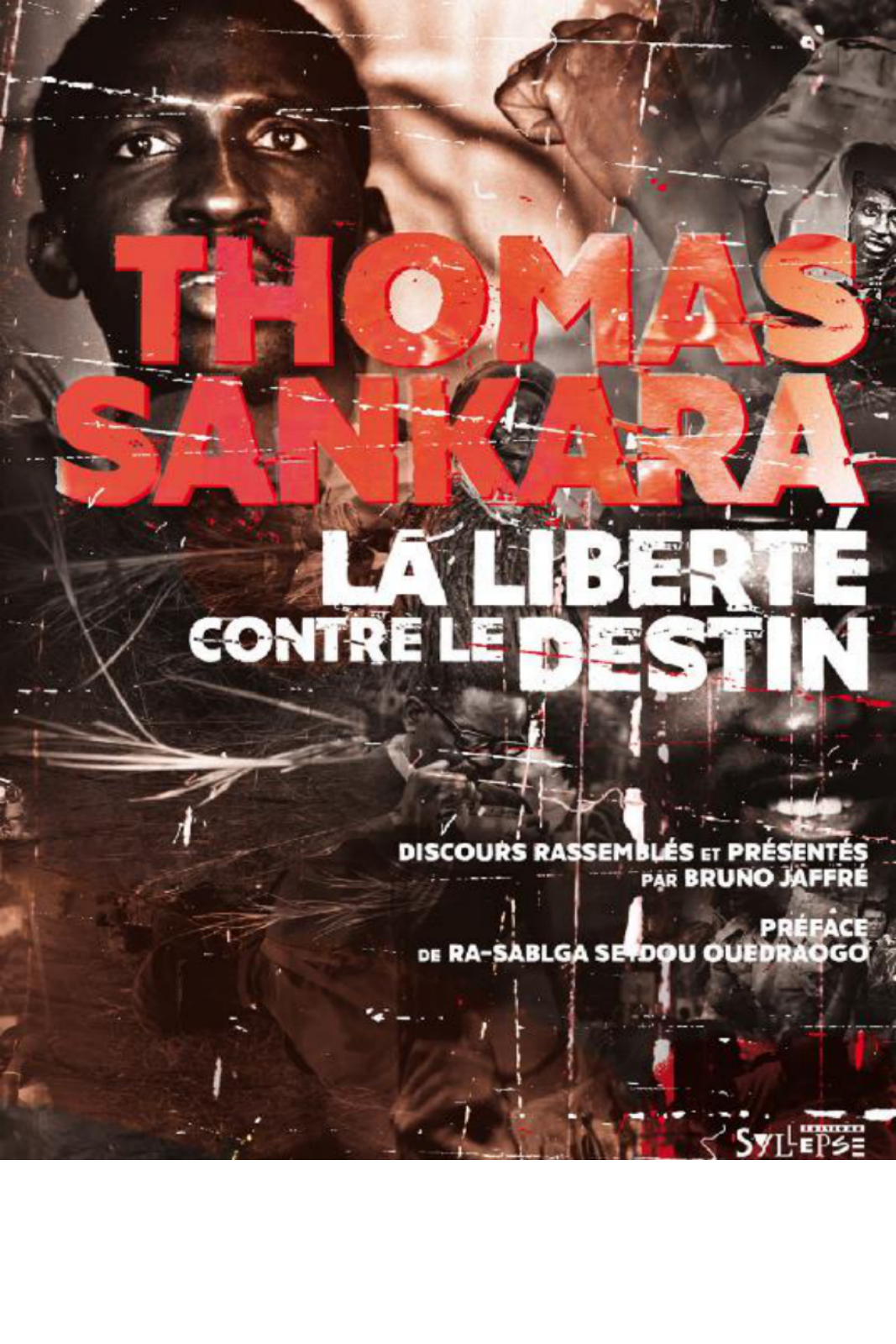


La liberté contre le destin

Thomas Sankara

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



THOMAS SANKARA

LA LIBERTÉ CONTRE LE DESTIN

DISCOURS RASSEMBLÉS ET PRÉSENTÉS
PAR BRUNO JAFFRÉ

PRÉFACE
DE RA-SABLGA SEYDOU OUEDRAOGO

SYLÉPSE

LA LIBERTÉ CONTRE LE DESTIN

THOMAS SANKARA

DISCOURS RASSEMBLÉS ET PRÉSENTÉS PAR BRUNO JAFFRÉ
PRÉFACE DE RA-SABLGA SEYDOU OUEDRAOGO

ÉDITIONS SYLLEPSE

REMERCIEMENTS

Retrouver les discours de Thomas Sankara fut un travail de longue haleine, de patience, de persévérance. Après l'assassinat de Thomas Sankara, l'éliminer de la mémoire des Burkinabè fut un objectif essentiel du nouveau pouvoir dirigé par Blaise Compaoré. Il convient ici de remercier tous ceux qui furent les pionniers. David Gakunzi et l'équipe des éditions Pathfinder qui ont publié, dès 1991, un premier ouvrage chez l'Harmattan intitulé *Thomas Sankara. Oser inventer l'avenir*, et les éditions Pathfinfer publiant une édition améliorée sous le titre *Thomas Sankara parle* en 2007.

Je tiens à remercier particulièrement deux personnes sans qui cet ouvrage qui présente de nombreux discours inédits n'aurait pas bénéficié d'une telle richesse. Il s'agit d'Ulysse Perez et de Daouda Coulibaly. D'autres personnes, Sita Tarbagdo et Issiaka Dabéré, respectivement journaliste et archiviste au quotidien *Sidwaya*, et Badini Zacharie se sont lancés, à ma demande, à la recherche d'autres discours, et notamment celui de la deuxième conférence nationale des Comités de défense de la révolution, que nous espérons bien vous proposer lors d'une prochaine édition.

Plusieurs discours, dont seuls les enregistrements étaient disponibles, ont dû être retranscrits. Ce travail a pu être réalisé grâce à l'implication d'Inoussa Ouedraogo, qui a constitué une équipe de jeunes enthousiastes à l'idée de participer à ce travail de reconstitution de documents historiques : Abdu Wahad Zoungo, Joseph Sawadogo, Ludovic Yigo.

Merci aussi à Eric Van Grasdorff qui m'a aidé à rassembler les photos ainsi qu'à Augusta Conchiglia, Gaston Dabiré, Sophie Garcia, Fabrice Guyot, Ernest Harsch, Amidou Kabré, Claude Mahoudeau, Olivier Montel, Xavier Ricou et à l'équipe de l'iconographie de *Jeune Afrique*, qui m'ont fait l'obligeance d'accepter que leurs photos soient utilisées pour agrémenter la lecture de cet ouvrage.

Merci aussi à Ra-Sablga Seydou Ouedraogo qui, malgré ses nombreuses charges, a trouvé le temps de rédiger la préface de ce livre.

Enfin, ces remerciements ne seraient pas complets si je ne mentionnais pas ma femme Nivo et ma belle-famille malgache, qui m'ont permis,

de me consacrer totalement à cet ouvrage, au cours d'un séjour à Madagascar en septembre 2016.

© ÉDITIONS SYLLEPSE 2017

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

EDITION@SYLLEPSE.NET

WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN : 978-2-84950-557-1

COUVERTURE : HELIOS FIGUEROLA GARCIA / H@PUTSH.ONE

PRÉFACE

RA-SABLGA SEYDOU OUEDRAOGO¹

Jeudi 30 octobre 2014. Des marées de jeunes insurgés envahissent les rues des villes du Burkina Faso et ébranlent le pouvoir vieux d'un quart de siècle de Blaise Compaoré. Celui qui a, le jeudi 15 octobre 1987, mis tragiquement fin à l'expérience de la révolution burkinabè, devait abandonner, dans un scénario d'un drame loufoque, et sans pour autant obtenir le salut, le projet de révision de la Constitution, qui visait à lui permettre de poursuivre une troisième décennie au pouvoir et même entamer une quatrième.

Le lendemain, en début d'après-midi, des scènes de liesse célèbrent la fuite du tombeur de Sankara, exfiltré par la France, accueilli et aidé par la Côte d'Ivoire et le Togo, les alliés dont il avait bénéficié de la précieuse assistance vingt-sept ans plus tôt, le jeudi noir qui a emporté le leader de la révolution et ses camarades martyrs. Dans la cour du centre de presse Norbert Zongo,² haut lieu d'activisme, un groupe de jeunes chante la victoire. Les slogans qui ont alimenté, des mois durant, l'émergence du puissant mouvement insurrectionnel, sont opportunément actualisés pour la circonstance : « Ce président-là, il faut qu'il parte, et il est parti ! », « Blaise salaud, le peuple a eu ta peau ! »

Ces évènements d'octobre 2014, qui ont bouleversé le Burkina Faso, et dont l'onde de choc a été ressentie dans plusieurs capitales africaines où, sous l'ivresse des délices du pouvoir, des chefs d'État tentent de s'éterniser au pouvoir, sont intimement liés à la figure de Thomas Sankara : elle représentait le plus petit dénominateur commun des insurgés. L'image et la parole de Sankara constituaient la référence la plus partagée par ces insurgés, majoritairement jeunes, qui scandaient à toute occasion, comme ce jour de victoire au centre de presse, « La Patrie ou la mort, nous vaincrons » ; le slogan révolutionnaire qui terminait l'hymne nationale et qui a été retoqué sous le régime de Blaise Compaoré comme pour anesthésier les consciences.

À un moment où les « écoles politiques et citoyennes » sont rares et où la formation idéologique est recluse dans des groupes étroits en difficulté avec la réalité, la parole de Sankara, ses images et ses films, charriés par les débits de l'Internet et partagés sur les téléphones portables, compagnons fidèles de ces jeunes, constituaient pour beaucoup l'une des rares nourritures politiques et ressources de conscientisation. À la recherche de repères, déboussolée par la

déchéance éthique des gouvernants satrapes, clochardisée par des problèmes sociaux et économiques d'une violence inouïe et quasiment interdite de rêve, cette jeunesse trouve en Sankara le modèle de l'action et de la parole en fusion totale, de la pédagogie par l'exemple. Sa popularité chez toutes les catégories de la jeunesse, tant les élèves et les étudiants que les jeunes évoluant dans la précarité du secteur informel et dont la plupart n'ont pas bénéficié d'une instruction de niveau secondaire, en fait le ciment d'une génération, la génération des enfants de Sankara, la génération Sankara.

De fait, l'insurrection populaire a été celle de la génération Sankara. Trente ans après sa mort, une génération Sankara est née. Dans une large majorité, les insurgés, pour les plus âgés, avaient commencé leurs premières années d'école sous la révolution, ou, pour les plus jeunes, sont nés sous le régime Compaoré. Le personnel insurrectionnel est en effet majoritairement né sous Blaise Compaoré qui n'a jamais pris la pleine mesure du doublement de la population durant son quart de siècle de pouvoir.

Plusieurs leaders de premier plan du mouvement insurrectionnel affirment fièrement leur référence à Sankara. Les artistes Sams'K le Jah et Smokey, qui ont incarné la résistance et permis d'attirer massivement au mouvement citoyen des jeunes dont une majorité n'était pas « politiquement » encadrée, sont des disciples autoproclamés de Sankara. La référence à Sankara constituait pour eux, la sève des discours et des slogans pour galvaniser les jeunes.

Même les militants des survivances des chapelles idéologiques clandestines, dont les organisations n'étaient pas au-devant de l'insurrection, qui avaient été formés dans une vision extrêmement critique, voire dénigrante du président Sankara, étaient de fait emportés dans le flot des références à l'homme du 4 août.

Dans la tendance politique du mouvement insurrectionnel, au-delà du compartiment sankariste, les responsables politiques se sont volontiers laissés emporter par l'attrait que le héros avait sur la jeunesse, quitte à tenir des propos démagogiques aux antipodes de leurs options idéologiques affirmées. Ainsi, le point révolutionnaire s'est imposé même aux libéraux autoproclamés.

L'important travail de biographe que Bruno Jaffré abat depuis trois décennies a contribué, à travers les livres, les conférences et l'exceptionnel site Internet thomassankara.net à faire connaître Sankara à la jeunesse burkinabè et donc à faire naître cette génération Sankara. Je fais partie de la génération qui a connu Sankara, pour une bonne partie, sous la plume de son dévoué biographe. Et je dois lui signifier la gratitude de ma génération pour son œuvre de sauvegarde de la mémoire du plus grand homme de l'histoire des peuples du Burkina Faso. Nul avant lui, avant, pendant et après la colonisation, n'a hissé aussi haut sur la

scène internationale le nom et l'honneur de ces peuples pétris de modestie et de dignité. Bruno Jaffré a le grand mérite de nous le faire connaître tous les jours un peu plus. Lui-même dont la vie a été bouleversée par la rencontre avec son héros, permet à des millions de jeunes de donner du sens à leur vie en leur offrant des pans de la parole, de la vie et de l'œuvre de l'illustre révolutionnaire.

Dans ce nouveau recueil de discours, il présente de nouvelles trouvailles de son patient travail de recherche de paroles inédites du président Sankara. Le court texte qui accompagne chaque discours, en en donnant le contexte, est très riche et éclairant pour le jeune lecteur ou pour ceux, dont une majorité de Burkinabè eux-mêmes, ne sont pas familiers de cette période palpitante de l'histoire du Burkina Faso. De ce fait, même les textes déjà connus sont rendus plus intelligibles par ces notes introductives. Mieux, par moments, des informations essentielles offrent des indices sur la généalogie de la pensée de ce grand homme, levant, un tant soit peu, le voile sur la fascinante érudition juvénile et la pensée visionnaire du révolutionnaire.

S'il est espéré que la période post Blaise Compaoré livre des documents inédits sur Sankara, et peut-être des écrits de sa main, il est évident qu'il nous lègue l'essentiel de sa pensée via ses discours dont l'étude est donc capitale pour connaître, sauvegarder et perpétuer son héritage.

Si Sankara a largement contribué à sustenter les consciences insurgées au Burkina Faso, plus que jamais, il faut le lire, dans le texte, dans la parole devrais-je dire, l'étudier, au-delà des slogans, pour saisir sa pédagogie révolutionnaire. À l'heure où la fougue de la jeunesse africaine est, dans bien des cas, focalisée dans la dénonciation des dérives des gouvernants et des puissances néocolonialistes, il est impératif d'apprendre auprès de Sankara l'engagement sincère dans la construction d'alternatives, dans le concret et non dans la spéculation oisive ou dans les positions douillettes survolant le réel du quotidien des populations. En engageant les populations dans le changement de leur propre condition, et en faisant corps avec elles, Sankara nous donne une leçon intemporelle de responsabilisation et de responsabilité que, malheureusement, bien souvent, nous oublions. C'est à cela que j'ai pensé en lisant, dans le manuscrit que Bruno Jaffré m'a transmis, le passage suivant du discours de février 1984 prononcé à Bobo-Dioulasso :

La vallée du Sourou, vous avez entendu parler d'elle. Nous avons décidé de faire la vallée du Sourou et pour cela, les études nous ont démontré que nous avons besoin d'un milliard trois cents millions. Les sources de financement nous refusent cette somme [...]. Nous avons dit qu'à cela

ne tienne, nous ferons le barrage du Sourou avec ou sans ces bailleurs de fonds. Et pour cela, nous vous convions au sacrifice : ce sacrifice, c'est d'abord des retenues sur nos salaires, nos indemnités, c'est normal. C'est encore la main-d'œuvre que chacun d'entre nous représente, hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres, civils et militaires ; chacun de nous représente une force de travail.

Ce texte m'a en effet renvoyé en mars 2012 où au lancement du projet d'agropole de Bagré, au Burkina Faso, l'interprète a traduit en langue mooré pour la majorité des populations, le discours du représentant de la Banque mondiale en ces termes : « La Banque mondiale a donné des milliards sans fin pour faire de Bagré un petit Paris. » Il s'agissait pourtant d'un prêt de 62 milliards de francs CFA que ces populations devraient payer à la sueur de leurs fronts. En plus de les engager dans des contrats à leur charge sans leur consentement, on concluait les termes d'un véritable vol en présentant les clients bons payeurs qu'ils sont en mendiants qui doivent applaudir une générosité putative.

Le « compter sur ses propres forces » que Sankara a appliqué dans le concret paraît séduisant pour tous et nous le réclamons pour nos pays. Mais en réalité, la plupart d'entre nous cite Sankara la bouche pleine du biberon de l'aide internationale, autant les gouvernants que la plupart des intellectuels et des acteurs de la société civile, y compris les plus acerbes contre l'Occident. Ainsi, les causes africaines, y compris les plus nobles, souffrent souvent de la crédibilité de leurs défenseurs. Il est temps d'apprendre de Sankara l'autocritique afin d'engager nos responsabilités dans le changement auquel nous aspirons.

Comme bien souvent au lendemain des grands chamboulements historiques, il y a comme une vague de pessimisme qui a gagné les rangs de la jeunesse burkinabè. Elle croyait, et avec elle celle du continent, aux lendemains d'insurrection qui chantent, automatiquement. Si elle a appris avec Sankara et démontré avec l'insurrection populaire que « nul ne peut rien contre un peuple mobilisé », elle doit apprendre à « oser inventer l'avenir » car, en définitive, il n'y a point de démiurge d'avenir en dehors de nous-mêmes, en dehors de nos rêves réalisés et à réaliser par nos luttes concrètes, individuelles et collectives.

1. Ra-Sablga Seydou Ouedraogo est économiste spécialisé dans l'économie bancaire et les stratégies de développement. Il est le directeur exécutif de l'Institut de recherche indépendant Free Afrik qu'il a créé au Burkina Faso. Il est devenu pendant la transition un des leaders les plus en vue de la société civile burkinabè.

2. NdE: Journaliste et opposant au régime de Blaise Comororé, Norbert Zongo a été assassiné dans des circonstances troubles le 13 décembre 1998.

THOMAS SANKARA N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

BRUNO JAFFRÉ

À mon ami André Nyamba décédé injustement trop tôt.

Aux insurgés des 30 et 31 octobre 2014.

Aux résistants qui ont fait échec au coup d'État de septembre 2015.

Il existe déjà plusieurs éditions présentant des discours de Thomas Sankara. Le présent livre se veut quelque peu différent. En premier lieu, plusieurs discours ne figurent pas dans les ouvrages précédents, quelques-uns sont même restés jusqu'ici inédits, dont certains très importants. Ensuite, il doit permettre une approche globale de la pensée de Thomas Sankara, aussi bien dans son évolution dans le temps que dans la confrontation de ce qu'il dit avec la réalité. Les discours ne sont que des discours, la retranscription d'une pensée, d'un projet. On entend souvent dire que Thomas Sankara faisait ce qu'il disait. Confronter la pensée exprimée dans les discours à la réalité, comparer le projet aux réalisations, sont des objectifs majeurs de cet ouvrage.

L'idée de ce livre est à porter au crédit de la Fondation Africavenir, une fondation allemande, proche de la Fondation Rosa Luxemburg. Il s'agissait de faire connaître la pensée de Thomas Sankara à travers ses discours, la rendre accessible à la population allemande. Un ouvrage a vu le jour, publié en 2016. Nous avons jugé utile et opportun de reproduire ce travail pour les francophones. L'apport principal en regard des autres recueils de discours consiste en la présentation de chaque discours dans son contexte avec, pour chacun, une introduction spécifique. Une démarche qui permet en effet de mieux en saisir la profondeur, mais aussi le mouvement. Les éditions précédentes, toutes issues de la même source, s'en tiennent à des présentations générales de la révolution, quand elles existent. La présente édition est très largement augmentée par rapport à l'édition allemande. Pourtant, nous sommes encore loin d'une édition des œuvres complètes de Thomas Sankara. Un tel projet existe à l'initiative d'un jeune burkinabè, Daouda Coulibaly. Ne reste qu'à trouver un éditeur et des subventions pour que ce livre soit financièrement accessible !

L'insurrection burkinabè de 2014 qui a chassé Blaise Compaoré a créé une situation nouvelle. Paradoxalement, si elle devrait permettre d'accéder à de

nouveaux documents, en tout cas nous l'espérons, elle laisse aussi l'opportunité à certains idéologues de tenter de banaliser la pensée de Thomas Sankara, et d'en réduire sa portée rebelle et révolutionnaire. D'où l'importance de revenir à ses textes originaux et de s'efforcer d'en saisir, au mieux, la portée et l'actualité.

La diversité des sujets évoqués et l'évolution dans le temps de la pensée ont présidé aux choix des discours. Ainsi, pour la première fois, sont présentés ici tous les discours prononcés à l'occasion des anniversaires de la révolution, la plupart de ceux de la nouvelle année, dans lesquels Thomas Sankara fait le point de ce qui a été réalisé, des difficultés rencontrées et des objectifs fixés pour l'année à venir.

Nous avons rassemblé aussi les principaux discours abordant les thèmes chers à Thomas Sankara, la libération des femmes, la lutte contre la dette, l'utilisation de la langue française, la défense de l'environnement, la justice, le mouvement des non-alignés, les Comités de défense de la révolution (CDR), la justice populaire. On trouvera également le fameux discours à l'ONU où il s'affirme comme porte-parole de tous les opprimés. Le discours d'orientation politique figure en bonne place. Prononcé peu après la prise du pouvoir, il annonce le programme du Conseil national de la révolution (CNR). Mais il analyse la société et ses contradictions et permet de mieux comprendre les enjeux de la révolution. Si Thomas Sankara n'en est pas formellement l'auteur, il l'a validé au fur et à mesure de son avancement, d'où sa place au sein de cet ouvrage. Les discours prononcés fin 1987 viennent compléter cet ouvrage en donnant à comprendre les contradictions de la fin de la révolution et les efforts de Thomas Sankara pour les dépasser.

Enfin trois textes, une biographie de Thomas Sankara, une présentation de son projet et une synthèse de ce qu'on sait sur son assassinat donnent des compléments au lecteur permettant, nous l'espérons, d'avoir une connaissance approfondie de cette expérience révolutionnaire inédite et du rôle qu'y a joué son leader Thomas Sankara.

BIOGRAPHIE DE THOMAS SANKARA

BRUNO JAFFRÉ

Thomas Isidore Noël Sankara, né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta, est issu de l'ethnie Silmimosse, ou encore « Peuhl-Mossi ». Son père, ancien combattant, fut prisonnier de guerre lors de la Deuxième Guerre mondiale. C'est sous les drapeaux qu'il s'est converti au catholicisme alors qu'il était issu d'une famille musulmane. Thomas Sankara fréquente l'école primaire à Gaoua mais aussi assidûment l'église où il sert comme enfant de cœur. Il prend conscience de l'injustice coloniale, en se confrontant aux privilèges des Français. Les prêtres comme ses parents s'attendent à le voir rejoindre le séminaire, mais il en décide autrement et entreprend des études secondaires au lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays.

Au sortir du collège, il souhaite être médecin mais un concours de circonstance l'amène à intégrer le PMK, le Prytanée militaire du Kadiogo, à Ouagadougou, à partir de la seconde. C'est, pour lui, l'assurance d'une éducation de qualité prise totalement en charge, déchargeant ses parents qui ont de nombreux enfants à éduquer, et la promesse d'un avenir assuré.

Après le baccalauréat, il suit une formation d'officier à l'Académie militaire d'Antsirabé, à Madagascar, une école interafricaine d'officiers dirigée par un officier français. Ce pays vit alors une révolution dans laquelle l'armée joue un rôle déterminant. Il reste une année supplémentaire et découvre, lors de séjours à la campagne au sein de l'armée malgache, le rôle que peuvent jouer les militaires qui assument des tâches d'éducation et d'animation en développement.

Rentré au pays, il s'efforce d'organiser la nouvelle génération des jeunes officiers, formés dans des écoles militaires à l'étranger, qui étouffent dans une armée dirigée par les anciens officiers de l'armée coloniale. Ces jeunes officiers se rassemblent d'abord pour améliorer leurs conditions et celles des soldats qu'ils commandent. Puis ils en viennent, peu à peu, à créer des structures clandestines et se rapprochent de celles des militants civils marxistes, eux-mêmes clandestins.

En 1974, il se fait un nom dans l'armée et au sein du pays, pour avoir été à l'origine d'un exploit militaire, durant la guerre dite « guerre des pauvres ». Le Mali et la Haute-Volta s'affrontent pour une étroite bande de terre revendiquée par les deux pays. Le héros n'en sort pas moins traumatisé par cette guerre. Un

vieux, dont il s'était rapproché, qui l'avait renseigné sur les positions ennemies fut torturé à mort par les soldats maliens.

En 1976, il se lie d'amitié avec Blaise Compaoré lors d'un stage au Maroc. Alors que l'intégration d'un nouveau membre, au sein de la structure clandestine, devait suivre une procédure stricte et progressive, Thomas Sankara demande à ses camarades d'accepter Blaise Compaoré sans passer par ces étapes. D'autres militaires qui joueront un rôle de premier plan lors de la révolution, appartiennent déjà à cette structure, Henri Zongo, Boukary Kaboré, Jean-Baptiste Lingani et Abdul Salam Kaboré par exemple. La même année, il obtient des chefs de l'armée la création du Centre national d'entraînement commando, situé à Pô, dans la province du Nahouri, à 150 km au sud de la capitale, dont il prend la tête.

Blaise Compaoré, orphelin, est adopté par le père de Thomas Sankara, comme un de ses enfants. Il déjeune tous les jours dans la famille quand il séjourne à Ouagadougou. Thomas Sankara se marie avec Mariam Sermé le 27 juillet 1979. Ils auront deux enfants Philippe et Auguste.

En septembre 1981, Thomas Sankara soumis à de fortes pressions, finit par obéir à ses supérieurs, non sans avoir longtemps refusé et devient secrétaire d'État à l'information dans le gouvernement du colonel Saye Zerbo, arrivé au pouvoir par un coup d'État. Mais comme il l'avait annoncé, il démissionne six mois après, le 21 avril 1982, et déclare en direct à la radio et à la télévision : « *Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple !* », ce qui ne fait qu'accroître sa popularité dans le pays.

Le 7 novembre 1982, un nouveau coup d'État porte au pouvoir le médecin militaire Jean-Baptiste Ouédraogo. Certains y voient déjà la main de Thomas Sankara. En réalité, les initiateurs cherchent alors à bénéficier de sa popularité grandissante. Mais lui pense que les conditions d'une prise de pouvoir, pour y mener de véritables changements, ne sont pas encore réunies. Des luttes politiques internes au sein de l'armée aboutissent à sa nomination comme Premier ministre en janvier 1983. Il effectue alors différents séjours à l'étranger pendant lesquels il rencontre de nombreux dirigeants du tiers-monde. Il invite aussi Kadhafi à Ouagadougou, ce qui exacerbe les luttes internes mais aussi attire l'attention des puissances étrangères. Il est limogé et mis aux arrêts le 17 mai 1983, le jour où Guy Penne, conseiller pour l'Afrique de François Mitterrand, atterrit à Ouagadougou. Pour Sankara, aucun doute, ces deux événements sont liés. Blaise Compaoré refuse de reconnaître le nouveau pouvoir et réussit à rejoindre les commandos de Pô dont il avait pris le commandement sur proposition de Thomas Sankara, lorsque ce dernier était devenu secrétaire d'État.

D'importantes manifestations de jeunes, à l'initiative du Parti africain de l'indépendance (PAI) et de l'Union des luttes communistes reconstruites (ULCR), se déroulent à Ouagadougou pour exiger la libération de Thomas Sankara, emprisonné à Ouahigouya. Il est finalement ramené dans la capitale et placé en résidence surveillée. Mais s'appuyant alors sur de nombreuses complicités au sein de l'armée, il organise la prise du pouvoir avec ses amis militaires, en lien avec les organisations clandestines civiles. Il tente d'intégrer au processus révolutionnaire le Parti communiste révolutionnaire voltaïque¹ (PCRv) qui refuse de collaborer avec des militaires.

Après plusieurs reports, décision est prise : le 4 août 1983 sera le jour J. Les commandos de Pô, sous la direction de Blaise Compaoré, descendent sur Ouagadougou, tandis que des civils, parfois armés, guident les militaires à l'entrée de la ville. Ils participent à des missions de renseignement, ou favorisent l'arrivée des militaires, par exemple en coupant le téléphone. Thomas Sankara devient président de la Haute-Volta, rebaptisée l'année suivante Burkina Faso, un mot fabriqué à l'aide de plusieurs langues nationales, qui signifie mot à mot « *Pays des hommes intègres* ». Dès la prise du pouvoir, il appelle la population à se constituer en CDR, qui seront les organes de pouvoir dans les quartiers des villes et les villages.

Sankara se démènera sans compter pour sortir son pays du sous-développement, promouvoir de nouvelles formes de démocratie directe, et apporter le bien-être aux populations du pays. Il est à la fois un leader charismatique, un visionnaire, et un formidable producteur d'idées qu'il tente de mettre en pratique sans tarder. Il imprègne un rythme de travail particulièrement soutenu à ses collaborateurs qu'il choisit minutieusement, par-delà leurs orientations politiques, parmi les meilleurs cadres du pays. Ses admirateurs, comme ses détracteurs, aiment à citer cette phrase : « *Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable par l'homme.* » Son intégrité et son engagement sont aujourd'hui rarement remis en cause, mais il est parfois critiqué pour avoir voulu aller trop vite. D'autres disent qu'il était pressé parce qu'il pressentait qu'il n'avait pas beaucoup de temps. C'est sous son impulsion que la plupart des changements furent engagés. Mais il sut aussi revenir en arrière lorsqu'il sentait que le pays n'était pas prêt. Selon ses collaborateurs, il était impossible de le contredire en public, mais il était possible de le faire changer d'avis, après d'âpres discussions en tête à tête. Encore fallait-il être convaincant.

En 1987 vont s'enchaîner de très nombreux événements politiques. La lutte interne va s'exacerber. Les syndicats se réorganisent et les CDR tentent d'en prendre la direction. Après avoir, en 1986, largement critiqué les

dysfonctionnements des CDR, Sankara affiche clairement, en août 1987, sa volonté de faire une pause. Il souhaite stabiliser le processus révolutionnaire, lui donner des structures pérennes et construire une organisation politique qui rassemblerait les différentes tendances engagées dans la révolution, mais aussi celles qui ne participaient plus au processus révolutionnaire, comme le PAI. Mais il se heurte à une fronde interne, parmi des membres du CNR, qui s'organise avec la complicité de Blaise Compaoré. Celui-ci s'est marié, en 1985, avec une femme issue de la bourgeoisie ivoirienne, proche d'Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire. Désormais sous l'influence de ce dernier qui inonde le couple de cadeaux, et des réseaux francophones, il veut prendre le pouvoir et mettre fin à la révolution. Il a besoin de la caution politique de militants civils et s'associe à ceux qui affirment vouloir combattre le « *réformisme* » de Thomas Sankara. Ce dernier est notamment critiqué pour vouloir réintégrer des fonctionnaires qui avaient été délogés, mais aussi pour ses tentatives de rassembler les militants de la gauche marxiste quand ses détracteurs souhaitent de nouvelles épurations.

En réalité, ceux qui se présentaient comme des révolutionnaires purs et durs, suivront pour la plupart Blaise Compaoré dans sa route vers le libéralisme économique et le rapprochement avec les puissances occidentales. Quelques-uns, qui comprirent qu'en réalité le pays tournait le dos à la révolution et qui voulurent s'y opposer, furent assassinés à la fin des années 1980.

Peu à peu les rapports se tendent entre Thomas Sankara et Blaise Compaoré. Thomas Sankara souhaite préserver l'unité des militaires et leur demande de sortir des organisations civiles pour se regrouper au sein de l'Organisation des militaires révolutionnaires (OMR) qu'il contrôle. Il veut mettre en place un fonctionnement plus collectif au sein du CNR. Il passe, dans cette période difficile, par des moments de dépression, mais n'abandonne jamais son combat pour l'amélioration de la révolution. Alors que, dans son entourage, on ne cesse de le mettre en garde contre le complot qui s'organise contre lui, il se refuse à intervenir et interdit à ses amis de neutraliser Blaise Compaoré.

Thomas Sankara comprend² que ceux qui conspirent ne le font pas par divergence politique, mais bien pour profiter du pouvoir et des avantages qu'ils pourraient en tirer. Il voulait proposer différentes initiatives pour aller de l'avant, « *éliminer des rangs de la révolution* » ceux qui complotent et entamer une tournée du pays où les dirigeants militaires de la révolution se présenteraient unis. Il n'aura pas le temps. Il est assassiné le 15 octobre 1987, avec plusieurs autres civils à ses côtés, ceux qui constituaient l'ébauche d'un secrétariat du CNR.

Un complot va s'organiser inéluctablement. Le numéro deux du régime, le

président actuel du Burkina Faso, Blaise Compaoré va s'en charger avec le soutien de la Côte d'Ivoire, de la Libye, de la France et de la CIA³ selon certains des témoignages de compagnons de Charles Taylor. On connaît la suite, l'alliance qui se fait jour via les réseaux français mêlant des personnalités politiques, des militaires ou des affairistes, pour soutenir Charles Taylor responsable des effroyables guerres civiles au Liberia et en Sierra Leone.

Les tentatives d'effacer Thomas Sankara de la mémoire de son pays ont été vaines. Il est aujourd'hui devenu la référence d'une grande partie de la jeunesse africaine, comme la preuve que l'Afrique peut s'émanciper. De nombreux films et livres lui sont consacrés.

Cet élan s'est encore amplifié depuis l'extraordinaire insurrection du peuple burkinabè qui a chassé Blaise Compaoré, exfiltré, rappelons-le, par l'armée française.

1. Ce parti, considéré alors comme pro-albanais, alors que l'Albanie se réclamait d'un marxisme stalinien relativement dogmatique, est à l'origine de la création de la Confédération générale du travail du Burkina (CGTB) qui regroupa différents syndicats créés pendant la révolution pour défendre les salariés. Il est toujours clandestin et très influent dans la CGTB, devenu le syndicat le plus puissant mais aussi dans une partie des organisations de la société civile.

2. Voir page 431 le dernier discours qu'il devait prononcer le 15 octobre 1987.

3. On trouvera p. 439 une synthèse de ce que l'on sait sur l'assassinat de Thomas Sankara.

UN PRÉCURSEUR DES LUTTES D'AUJOURD'HUI

BRUNO JAFFRÉ

Le libéralisme économique qui organise la domination des multinationales et des puissances financières ne peut que rencontrer l'opposition des peuples, tant il secrète la pauvreté et l'injustice. Inventer un monde nouveau est à l'ordre du jour. De la Tunisie à la Grèce, du Gabon au Burkina Faso, du Venezuela à la Bolivie, sur tous les continents, des mouvements sociaux, des révoltes, des insurrections ou des révolutions sont à l'ordre du jour, prenant des formes différentes, des contenus différents, des évolutions diverses avec leurs lots de victoires et d'échecs, s'enrichissant des expériences des autres peuples. Les peuples se mettent en mouvement, s'organisent, résistent et luttent pied à pied.

« *Nous sommes les héritiers des révolutions du monde* » clamait Thomas Sankara.

Blaise Compaoré est resté au pouvoir pendant vingt-huit ans, organisant le pillage bien réglé des richesses de son pays, maintenant sa population dans une révoltante pauvreté. Il est notoirement impliqué dans de nombreuses déstabilisations en Afrique de l'Ouest, les plus graves se traduisant par des guerres particulièrement meurtrières, au Liberia, en Sierra Léone et plus récemment en Côte d'Ivoire. Les Français et les Américains, qui ont pu récemment installer des bases militaires au Burkina, n'avaient pourtant rien trouvé de mieux que de le choisir comme le médiateur dans la région. Fort de ce soutien, sans doute s'est-il senti invincible.

Une puissance insurrection l'a balayé en deux jours illustrant le mot d'ordre né en Amérique du Sud : « *El pueblo unido jamas sera vencido* » (Un peuple uni ne sera jamais vaincu). Elle faisait suite à une longue succession de manifestations puissantes qui ont donné confiance en la victoire. Des foules immenses, ont affronté durant des heures les forces de l'ordre, pour empêcher le vote à l'Assemblée nationale d'un amendement à la Constitution qui aurait permis à Blaise Compaoré de se représenter aux élections présidentielles. Forts de leur victoire, après la prise de l'Assemblée nationale, les insurgés n'avaient plus qu'un seul objectif, le départ de Blaise Compaoré. La phrase préférée des insurgés n'était autre qu'une citation de Thomas Sankara : « *L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort.* » En chassant Blaise Compaoré de la plus belle des façons, les Burkinabè ont réhabilité Thomas Sankara. Et ce sont des troupes françaises qu'ils l'ont exfiltré, empêchant qu'il puisse être jugé dans son pays. Quelques mois plus tard, ils ont

massivement fait échec à un coup d'État de son numéro deux, le général Gilbert Diendéré, qui se sentait menacé. À l'heure où nous écrivons ces lignes, il est sous les verrous dans l'attente de son procès.

Ce que nous proposons ici, c'est de nous plonger dans la révolution africaine qui a marqué la fin du 20^e siècle, la révolution démocratique populaire du Burkina Faso, en proposant des extraits des discours¹ de Thomas Sankara, leader incontestable de cette révolution. Bien que dans un contexte certes très différent, cette révolution et la façon dont Thomas Sankara a affronté toutes les difficultés et les contradictions, permettent sans aucun doute d'approfondir l'analyse des difficultés que rencontrent les révolutions de notre époque, voir inspirer celles qui ne manqueront pas d'éclater, y compris en Afrique, tant le mécontentement et la révolte ne cessent de grandir, tant l'exacerbation des contradictions se fait sentir.

La révolution du Burkina est, en réalité mal connue, si ce n'est à travers la personnalité marquante qu'est devenue petit à petit Thomas Sankara, très prisée sur le continent africain. Les tee-shirts à son effigie sont partout. Les artistes de toute discipline, musiciens, chorégraphes, hommes de théâtre, plasticiens, s'en inspirent. Internet a bien sûr favorisé ce phénomène, tout en le confinant dans une imagerie superficielle. Il importe de transformer cette popularité, dont on ne saurait se plaindre, en une appropriation progressive plus approfondie de sa pensée et des leçons de son action, de ses échecs et de ces réussites.

Car en réalité, Thomas Sankara était un précurseur des luttes d'aujourd'hui. Sur deux thèmes centraux, on peut même dire vitaux de notre époque, au cœur des affrontements entre les peuples et leurs gouvernements et les institutions internationales. La préservation de la planète et la lutte contre la dette illégitime, que l'on veut faire supporter par les peuples.

La souveraineté alimentaire est la priorité du gouvernement révolutionnaire. La lutte pour la maîtrise de l'eau, par exemple, en est un préalable tout autant qu'elle alimente la défense de l'environnement. Il s'agit de rompre avec la dépendance extérieure et la soumission à l'aide qui entraîne l'assistanat mais aussi parce qu'*« il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés »*. Thomas Sankara sait que pour libérer la puissance créatrice du peuple, il faut le libérer de la domination culturelle venant de l'extérieur, tout autant que du poids des aliénations internes d'où la lutte contre la chefferie, coupable, à ses yeux, de l'arriération des campagnes.

Thomas Sankara est probablement le premier dirigeant politique à avoir souligné les responsabilités humaines dans la dégradation de l'environnement et d'en avoir tiré les conséquences. La défense de l'environnement est aujourd'hui devenue un objectif majeur de la communauté internationale et fait la une de

l'actualité.

Nous avons retrouvé en octobre 2012, un document de tout premier plan, le rapport que René Dumont² et Charlotte Paquet remirent au gouvernement en octobre 1984³. Il avait été critiqué à l'époque, lors de son passage au Burkina, notamment pour son obsession à imposer un contrôle stricte des naissances alors qu'il prévoyait la famine pour l'an 2000 ! C'est donc tout à l'honneur de Thomas Sankara, de s'être très fortement inspiré de ce rapport. Dans les préconisations on trouve déjà l'essentiel des « trois luttes ».

Le CNR lance dès avril 1985, le mot d'ordre des « trois luttes » : lutte contre la coupe abusive du bois, accompagnée de campagnes de sensibilisation pour le développement de l'utilisation du gaz pour la cuisine, lutte contre les feux de brousse et lutte contre la divagation des animaux. Les CDR⁴ se chargent de traduire ces mots d'ordre dans la réalité, non sans parfois quelques mesures coercitives.

Par ailleurs, partout dans le pays, les paysans se sont mis à construire des retenues d'eau, souvent à mains nues, pendant que le gouvernement relançait des projets de barrages qui dormaient dans les tiroirs. Sankara interpellait tous les diplomates ou les hommes d'État, leur soumettant inlassablement ses projets, pointant les insuffisances de l'aide de la France, alors que les entreprises françaises étaient les principales bénéficiaires des marchés des gros travaux. Parmi les autres trains de mesures, signalons les campagnes de popularisation des foyers améliorés, économisant ainsi la consommation de bois dans ce pays subissant la sécheresse, ou les campagnes de reboisement dans les villages qui doivent prendre en charge l'entretien d'un bosquet. Par ailleurs, chaque événement social ou politique, devait être accompagné de plantations d'arbres.

La mondialisation, le système financier international, l'omniprésence et les diktats du FMI et de la Banque mondiale, la question de la dette des pays du tiers-monde sont aujourd'hui aussi au centre des problèmes internationaux et des mobilisations citoyennes. C'est en effet au tour des pays de l'Europe du Sud d'avoir à se soumettre à des politiques d'austérité et de régression sociale, alors que l'Europe semble incapable de s'opposer aux paradis fiscaux.

En précurseur, Sankara développe, dans un discours sur la dette⁵, une analyse largement reprise aujourd'hui : la dette est devenue le moyen de « *reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers* ». Et il appelle ses pairs à ne pas la rembourser, rappelant au passage la dette de sang due après l'envoi par dizaine de milliers d'Africains pour combattre l'armée nazie lors de la Deuxième Guerre mondiale. Si le Burkina Faso est effectivement entré en discussion avec le FMI pour obtenir des financements, le Burkina refusera de

conclure un accord, jugeant contraire à ses choix les conditions que voulait lui imposer le FMI. Le Burkina se lance alors seul dans la « bataille du rail », avec l'aide de Cuba et avec les moyens dont disposait le pays. La population étant invitée à tour de rôle à venir poser des rails :

Notre révolution n'aura de valeur que si, en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés et en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabè sont, grâce à la révolution, un peu plus heureux, parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décents, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité... La révolution, c'est le bonheur⁶.

Voilà ce que tient à rappeler Thomas Sankara. Des objectifs pragmatiques alors que la direction de la révolution se déchire sur des pseudo-querelles idéologiques. On sait aujourd'hui qu'il s'agissait, pour ces idéologues dogmatiques, de pouvoir surtout bénéficier de leurs positions aux plus hautes sphères de l'État pour s'enrichir.

Le plus important, je crois, c'est d'avoir amené le peuple à avoir confiance en lui-même, à comprendre que, finalement, il faut s'asseoir et écrire son développement ; il faut s'asseoir et écrire son bonheur ; il peut dire ce qu'il désire. Et en même temps, sentir quel est le prix à payer pour ce bonheur⁷.

Cette citation, extraite d'un film, révèle en quelque sorte la pédagogie de la révolution, une qualité peu soulignée de Thomas Sankara. Or il exprime une démarche qui l'a guidé dès la prise du pouvoir. Il me l'avait personnellement déjà exprimée, en des termes voisins, lors d'un entretien qu'il m'avait accordé, quelques jours avant qu'il ne prenne le pouvoir⁸.

Et sur cet aspect comme sur beaucoup d'autres, il fait ce qu'il dit ou en tout cas tente de le faire. Dès les pouvoirs provinciaux mis en place, après une réforme administrative de décentralisation rondement menée, la population est amenée à se réunir et à se fixer des objectifs réalistes en recherchant d'abord ce qu'elle peut elle-même réaliser, en grande partie par ses propres moyens.

C'est ainsi qu'est conçu l'ambitieux Plan populaire de développement (PPD), dès octobre 1984, dont la réalisation est programmée jusqu'en décembre 1985. L'objectif affiché est d'améliorer les conditions de vie de la population et

d'augmenter les infrastructures du pays, barrages, retenues d'eau, magasins populaires, dispensaires, écoles, routes, cinémas, stades, etc.

Une fois bouclé le PPD, le gouvernement travaille sans attendre à la conception du premier plan quinquennal en s'appuyant sur les enseignements tirés de ce plan expérimental. Réalisé entre 70 et 80 %, son principal mérite, en dehors de ses nombreuses réalisations, aura été d'inventorier les besoins, de mieux évaluer les coûts mais aussi la capacité d'autofinancement.

Au-delà des choix idéologiques de Thomas Sankara, dont ses admirateurs ont souvent trop tendance à nier l'importance – nous y reviendrons – les succès de la révolution sont certes dus en partie à sa créativité, son charisme, sa vision politique, ses qualités de dirigeant, mais aussi à cette démarche, osons le mot, *participative*, en réalité les prémices d'une véritable démocratie. Il s'en est suivi de multiples réalisations, en termes de production, de construction d'infrastructures de toute sorte, barrages et retenues d'eau, écoles, dispensaires, etc. Au-delà des preuves qui n'ont pas tardé à être avancées, quant à la volonté du pouvoir révolutionnaire de stopper la corruption, à travers notamment les tribunaux populaires, le pouvoir a montré par cette démarche et ses premiers succès sa volonté réelle d'améliorer les conditions de vie de la population. On pourrait citer aussi le dégagement des fonctionnaires corrompus ou champions de l'absentéisme. Mais celui-ci a aussi donné lieu à quelques excès, notamment au plus fort des luttes politiques entre les différentes organisations engagées dans la révolution, ou contre certains opposants.

Au début des années 1980, la Haute-Volta, ancienne colonie française, traverse une grave crise des finances publiques, doublée d'une crise politique. Différents régimes se sont succédés depuis l'indépendance sans remettre en cause le système néocolonial. L'écrasante majorité de la population, en ville comme à la campagne, survit dans la pauvreté. La tâche est immense, la Haute-Volta figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Gagner la confiance était une des tâches primordiales du début de la révolution, gage de son succès comme nous venons de le voir. Sur quelles forces s'est-elle appuyée pour prendre le pouvoir ? Thomas Sankara, regroupe par son charisme personnel et sa clairvoyance politique une nouvelle génération de jeunes officiers, aspirant à un changement radical, tout en développant des relations avec des cercles de jeunes intellectuels marxistes. Ceux-ci, anciens étudiants ayant souvent milité au sein de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), contribuent à la création d'organisations clandestines. Les salariés des villes se mobilisent dans les syndicats où s'aguerrissent les militants de ces organisations qui en prennent ici

ou là la direction. Pour le reste, pays rural à 90 %, souvent sous l'influence de la chefferie, la population était jusqu'ici spectatrice et plutôt fataliste, après avoir constaté combien les différents pouvoirs qui s'étaient succédés ne s'intéressaient guère à leurs difficultés.

Sans cette participation active de la population, rien n'était donc possible, car le budget de l'État ne permettait que peu d'investissements, et le pouvoir était décidé à ne pas céder aux diktats du FMI et de la Banque mondiale.

Ces orientations économiques ne sauraient être complètes sans mentionner le choix de l'autodéveloppement ou développement autocentré, inséparable bien sûr de la souveraineté alimentaire que nous avons évoquée plus haut. Les dépenses de fonctionnement diminuent au profit de l'investissement en même temps qu'une rigueur implacable s'attache à rationaliser les maigres ressources. L'économie ne doit pas s'appuyer sur les exportations – rajoutons pour payer la dette –, ce que cherche à imposer le FMI et la Banque mondiale et que refuseront les révolutionnaires burkinabè, mais sur l'exploitation des ressources internes. On assistera à l'augmentation de la production agricole et à des tentatives de réindustrialisation. Il s'agit de créer de la valeur ajoutée, de créer des filières, de s'appuyer sur la production de matières premières au lieu de les exporter brutes, ce qui passe par des sollicitations souvent volontaristes du marché intérieur. Tel est le sens du mot d'ordre « Produisons, consommons burkinabé ». Les importations de fruits et légumes sont interdites dans la dernière période pour obliger les commerçants à prendre les pistes des villages burkinabè du sud-ouest du Burkina, difficilement accessibles, plutôt que d'emprunter la route goudronnée allant en Côte d'Ivoire. Des circuits de distribution ont été mis en place grâce à une chaîne nationale de magasins sur tout le territoire, mais aussi pour atteindre via les CDR les salariés jusque dans leurs services.

L'Effort populaire d'investissement (EPI) se traduit par des ponctions sur les salaires de 5 à 12 %, une mesure tempérée cependant par la gratuité des loyers décrétée pendant un an. Il s'agit de ne pas dépendre de l'aide extérieure car *« il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés⁹ »*.

Ce qui ne va manquer de créer des contradictions, puisque ce sont les salariés qui sont sollicités en premier. Les fonctionnaires sont incités à porter le Faso Dan Fani, l'habit traditionnel, fabriqué à l'aide de bandes de coton tissées de façon artisanale. Une mesure qui a joué un véritable effet d'entraînement, puisque la production du coton a augmenté. Mais surtout de très nombreuses femmes se mettent à tisser chez elle, accédant ainsi à l'indépendance économique.

Aux critiques concernant ces retenues sur salaires et autres cotisations,

Thomas Sankara répond qu'il est injuste que ceux-ci reçoivent régulièrement un salaire, contrairement aux agriculteurs. Là encore dans la redistribution des richesses, la révolution est rapidement passée de la parole aux actes. En plus des salariés, les commerçants et quelques entrepreneurs du pays, sont dans l'obligation de contribuer au développement du pays, souvent sous la contrainte.

Au-delà des questions économiques, la révolution va se traduire comme une véritable rupture dans tous les domaines. Citons la transformation de l'administration, la lutte sans merci contre la corruption, l'action concrète tout autant que symbolique pour la libération de la femme, la responsabilisation de la jeunesse ce qui libérera toute son énergie, la mise à l'écart de la chefferie quand elle n'est pas combattue en tant que responsable de l'arriération des campagnes et soutien des anciens partis politiques, la tentative presque désespérée de faire des paysans une classe sociale soutenant activement la révolution, la transformation et la politisation de l'armée pour la mettre au service du peuple en lui assignant aussi des tâches de production, car un « *militaire sans formation politique est un assassin en puissance* », la décentralisation et l'expérimentation du pouvoir populaire et de la démocratie directe à travers les CDR, la rigueur budgétaire et les ministres sous contrôle des CDR. Et la liste n'est pas exhaustive tant l'action engagée a été multiple et diversifiée. Lorsqu'on demande à Sankara ce qu'est la démocratie il répond :

La démocratie est le peuple avec toutes ses potentialités et sa force. Le bulletin de vote et un appareil électoral ne signifient pas, par eux-mêmes, qu'il existe une démocratie. Ceux qui organisent des élections de temps à autre et ne se préoccupent du peuple qu'avant chaque acte électoral, n'ont pas un système réellement démocratique. Au contraire, là où le peuple peut dire chaque jour ce qu'il pense, il existe une véritable démocratie car il faut alors que chaque jour l'on mérite sa confiance. On ne peut concevoir la démocratie sans que le pouvoir, sous toutes ses formes, soit remis entre les mains du peuple ; le pouvoir économique, militaire, politique, le pouvoir social et culturel¹⁰.

Les CDR sont chargés d'exercer le pouvoir du peuple. S'ils ont été à l'origine d'exactions et ont servi de fer de lance contre les syndicats, il n'en reste pas moins qu'ils ont assumé de nombreuses responsabilités bien au-delà de la seule sécurité publique : formation politique, assainissement des quartiers, gestion des problèmes de voisinage, lutte pour la défense de l'environnement, développement de la production et de la consommation des produits locaux,

participation au contrôle budgétaire dans les ministères, etc. Ils ont même rejeté après débats, plusieurs projets comme celui de l'« école nouvelle » jugée trop radical¹¹. Quant à leurs insuffisances bien réelles, souvent dues aux manques de responsables politiques pour les encadrer ou aux querelles que se livraient les différentes factions soutenant la révolution, Sankara était souvent le premier à les dénoncer.

Dernier élément et non des moindres, Thomas Sankara portait haut la voix des opprimés dans les instances internationales, redonnant fierté à son peuple, rappelant sans cesse, l'oppression que subissaient les Noirs d'Afrique du Sud et les Palestiniens, avec la complicité des puissances occidentales, dénonçant sans répit l'impérialisme comme le montre son discours à l'ONU. Il s'était aussi rapproché des dirigeants sandinistes du Nicaragua et il prônait la tenue d'une conférence des non-alignés dans ce pays, alors que celui-ci subissait l'agression des contras (contre-révolutionnaires) soutenus par la CIA. On sait aujourd'hui que c'est l'argent du trafic de drogue qui a financé cette guerre, le gouvernement américain et la CIA ne voulant pas apparaître aux yeux de leur opinion publique. Enfin, le Burkina fit aussi campagne pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, profitant de sa position de membre du Conseil de sécurité, un affront que les dirigeants français ne lui pardonneront pas.

Ce président d'un type nouveau était à l'époque devenu gênant pour les puissances occidentales. Son exemple menaçait le pouvoir des présidents de la région et plus généralement l'influence française en Afrique.

Après son élimination, tout a été fait pour effacer Thomas Sankara de la mémoire dans son pays. Une entreprise vouée à l'échec ! Inéluctablement, Sankara est revenu, par le son, les images, les écrits. Internet n'a fait qu'amplifier le phénomène. Aujourd'hui, son rayonnement et sa vision de précurseur, notamment sur les questions de l'environnement, de la souveraineté alimentaire, du système financier international et de la dette atteignent désormais les militants écologistes et anticapitalistes des pays occidentaux. Mais surtout, Thomas Sankara est devenue une icône de la jeunesse dans l'ensemble des pays d'Afrique. On comprend pourquoi, tant ce continent paraît bloquée, particulièrement les anciennes colonies françaises, du fait d'une complicité d'intérêt de certaine élites locales et des pays occidentaux qui ont besoin de l'accès à bon prix des matières premières et de débouchés pour leurs exportations.

Thomas Sankara n'a pas fini de faire parler de lui. D'autant plus que la fuite de Blaise Compaoré a encore libéré la parole. En même temps, les tentatives de banalisation de sa pensée se multiplient au Burkina et en Afrique, en particulier. On ne veut souvent retenir que ses aspects sympathiques voire

folkloriques selon certains, son charisme, son intégrité, son engagement personnel, son patriotisme, et c'est déjà beaucoup. Mais on fait mine d'oublier son combat résolument anti-impérialiste, son influence marxiste qui guidait sa pensée et son analyse des rapports de force, ses grandes qualités de dirigeant révolutionnaire. Ce livre a aussi pour objectif de rétablir la pensée et l'œuvre de Thomas Sankara dans toute sa profondeur et sa richesse.

1. Les intertitres figurant dans les discours ont été ajoutés au cours des publications successives des discours de Thomas Sankara.

2. René Dumont est le précurseur de l'écologie politique. Il fut le premier candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974. Il a certainement eu beaucoup plus d'influence que Pierre Rabhi, contrairement à ce qu'on lit souvent aujourd'hui.

3. René Dumont et Charlotte Paquet, *La République populaire et démocratique de Haute-Volta n'est pas « en voie de développement » mais « en voie de destruction »*, rapport du PNUD, janvier-avril 1984, <http://thomassankara.net/la-republique-populaire-et-democratique-de-haute-volta-nest-pas-en-voie-de-developpement-mais-en-voie-de-destruction-rapport-de-rene-dumont-et-charlotte-paquet>.

4. Les CDR créés dès le lendemain du 4 août 1983. Selon le discours d'orientation politique, « pour que cette révolution soit véritablement populaire, elle devra procéder à la destruction de la machine d'État néocoloniale et organiser une nouvelle machine capable de garantir la souveraineté du peuple. [...] Les CDR sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail. Les CDR constituent l'organisation authentique du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire ».

5. Discours prononcé le 29 juillet 1987 devant le sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), voir page 387.

6. Discours du 2 octobre 1987, voir page 413.

7. Extrait d'un interview du film de Thuy Tien Ho et Didier Mauro, *Fratricide au Burkina, Sankara et la Françafrique*, production ICTV Solférino, 2007.

8. Voir Bruno Jaffré, *Thomas Sankara : La Patrie ou la mort*, Paris, L'Harmattan, 2007, annexe, p. 333.

9. Extrait du film de Robin Shuffield, *Thomas Sankara l'homme intègre*, Zorn Production International/ Arte France/France 3, 2007.

10. Interview recueillie à Ouagadougou par Claude Hackin, correspondant de Radio Havane, <http://thomassankara.net/nous-pouvons-compter-sur-cuba-1987/>. Elle a été publiée le 4 août 1987 par *Granma*, le quotidien du Parti communiste cubain.

11. Ce projet de réforme a récemment été retrouvé en 2016 et rendu public : <http://thomassankara.net/le-projet-de-reforme-de-leducation-elaboree-pendant-la-revolution/>.

NE PAS TENIR LE PEUPLE EN RESPECT, MAIS RÉSERVER TOUT LE RESPECT AU PEUPLE

FIN JANVIER 1983¹

Le 7 novembre 1982 un coup d'État militaire a renversé le gouvernement du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) devenu très impopulaire. Les instigateurs sont des officiers partisans du retour des civils au pouvoir. Conscients de la popularité de Thomas Sankara, ils manœuvrent pour faire croire que ce dernier est partie prenante de ce nouveau putsch, mais pour lui la situation n'est pas mûre.

Les officiers progressistes imposent la création d'un organisme de concertation des militaires, le Conseil provisoire de salut du peuple (CPSP), qu'ils intègrent. Désormais, deux groupes de militaires vont s'affronter politiquement. D'un côté, ceux regroupés autour de Sankara, attirés par ses qualités personnelles et son charisme ou pour son engagement progressiste et, de l'autre, ceux regroupés autour de Jean-Claude Kamboulé, Somé Yorian ou Fidel Guébré qui veulent revenir à une « vie constitutionnelle normale », c'est-à-dire à la situation d'avant 1980. Ces derniers proposent Somé Yorian comme président mais les progressistes refusent. Finalement, par consensus, Jean-Baptiste Ouedraogo est choisi pour ses positions plutôt modérées comme président du Conseil de salut du peuple (CSP) qui prend la suite du CPSP. Des progressistes accèdent à des responsabilités. Des militants de l'Union des luttes communistes (ULC) dirigé par Valère Somé et du Parti africain de l'indépendance (PAI), deux partis révolutionnaires marxistes clandestins, entrent au gouvernement. Conscients du rapport de force, les militaires progressistes passent à l'offensive et proposent Thomas Sankara comme Premier ministre. La décision est entérinée le 10 janvier 1983. Thomas Sankara, fraîchement nommé, s'adresse aux ministres comme quelqu'un qui s'identifie au nouveau pouvoir : « Le CSP fait sienne l'obligation de faire comprendre et de faire soutenir en son sein votre mobilisation, tant qu'elle sera responsable et conforme aux intérêts des masses populaires. » « Cependant, il s'interdira tout dirigisme, tout autoritarisme » et affirme vouloir œuvrer « pour une

relation d'apports critiques mutuels ». En réalité, les rapports entre les syndicats et le pouvoir vont considérablement se dégrader sous la révolution. Les plus virulents étaient dirigés par des militants de partis de gauche qui s'opposaient à la révolution. C'est en quelque sorte la feuille de route qu'il décline en termes mesurés. Mais il ne peut s'empêcher à la fin de proclamer son anti-impérialisme et sa volonté de « liquider le néocolonialisme ». Deux thèmes principaux dominent déjà, caractéristiques du positionnement de Thomas Sankara. D'une part, l'hommage qu'il rend au peuple, que d'aucuns qualifieront plus tard de « populisme », avec notamment cette formule désormais devenue célèbre : « Nous ne devons pas tenir le peuple en respect, mais réserver tout le respect au peuple. » On notera au passage l'énumération des composantes de ce qu'il appelle le peuple, et des oppressions qu'elles subissent. D'autre part, la très forte exigence envers les ministres. On sait que durant la révolution, le PF (président du Faso), comme on le surnommait, leur a imposé des rythmes de travail particulièrement soutenus et qu'il n'hésitait pas, par ailleurs, à critiquer ceux dont il jugeait le comportement douteux au vue de la morale. Il s'est créé beaucoup d'inimitiés, en se permettant de faire des réflexions sur les agissements des uns et des autres quand il les jugeait immoraux.



Monsieur le président du Conseil de salut du peuple, chef de l'État,
Monsieur le Grand chancelier des Ordres nationaux,
Monsieur le président de la Cour suprême,
Messieurs les membres du Conseil de salut du peuple,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Monsieur le chef d'État-major général des armées,
Excellences Messieurs les ambassadeurs,
Messieurs les représentants des organisations internationales,
Mesdames, Messieurs les représentants des cabinets ministériels,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,
Honorables invités,

La présente et brève cérémonie pour marquer ma prise de fonction comme Premier ministre, chef du gouvernement de la République m'offre d'abord l'occasion de remercier le Conseil de salut du peuple pour la confiance qu'il m'a faite en m'élisant à ce poste, dans le difficile combat qu'il a choisi de

mener, en union avec tout le peuple voltaïque, pour engager résolument notre pays dans la voie de la liberté, de l'indépendance et du progrès.

Avec votre autorisation, monsieur le président du Conseil de salut du peuple, honorables invités, je m'adresserai tout particulièrement aux membres du gouvernement.

Cette cérémonie me permet donc d'aborder avec vous, mesdames et messieurs les ministres, qui êtes devenus mes premiers collaborateurs dans la conduite des responsabilités qui me sont dévolues, les grands axes de l'action qui devra être la nôtre dans le gouvernement, et les exigences qu'ils commandent de chacun de nous pris en particulier, et de nous tous en tant que composantes imbriquées d'une même force appelée à atteindre, avec l'efficacité optimale, les objectifs assignés par le Conseil de salut du peuple au gouvernement.

Car si le Conseil de salut du peuple, en mesurant toutes les implications, a décidé de liquider le pouvoir autocratique et dictatorial du CMRPN, en cette date historique du 7 novembre 1982, ce n'est nullement pour des raisons individuelles, subjectives ou personnelles de tel ou tel de ses membres. C'est d'abord et essentiellement en raison de la haute conscience qu'a ce mouvement du respect qui doit être dû au peuple voltaïque et à sa dignité. C'est d'abord et essentiellement parce que, avec tous les démocrates voltaïques, le Conseil de salut du peuple partage entièrement l'aspiration profonde du peuple voltaïque à l'indépendance et à la liberté.

C'est d'abord et essentiellement parce que, avec tous les patriotes voltaïques, le mouvement de salut du peuple, partie intégrante du mouvement populaire voltaïque actuel, est décidé à contribuer :

- à débarrasser notre pays de toute tutelle humiliante et de toute dépendance exploiteuse ;
- à faire respecter son indépendance et sa souveraineté tout en respectant aussi scrupuleusement celles des autres pays ;
- à redonner au peuple voltaïque la confiance dans ses capacités à changer lui-même son destin ;
- à faire avancer la Haute-Volta dans la voie du progrès, ce qui exclut le folklore, l'improvisation et le charlatanisme dans les méthodes de gouvernement, afin de permettre, aussi rapidement que la force et le génie créateur du peuple voltaïque lui en donneront les moyens, de nourrir le peuple, de lui donner une eau saine à boire, de le vêtir, de l'instruire et de le soigner.

Les objectifs que le Conseil de salut du peuple assigne au gouvernement de la

République, découlent en droite ligne de ces préoccupations qui sont, faut-il le rappeler, celles du peuple dont s'excluent tous ceux qui ne pensent qu'à exploiter et à s'allier à ceux qui l'exploitent, celles des masses populaires telles qu'elles s'expriment par leurs organisations démocratiques.

Il revient ainsi au gouvernement :

- d'assurer dorénavant à notre pays une politique indépendante et souveraine, prenant pour axe principal de son expression les intérêts du peuple voltaïque, et l'intérêt solidaire des peuples africains, qui vont de pair avec le non-alignement et le soutien ferme et constant aux peuples qui luttent pour leur indépendance, leur souveraineté et leur liberté ;

- de traduire pratiquement, dans les faits de tous les jours, que le pouvoir, celui du Conseil de salut du peuple, est d'abord celui du peuple voltaïque. Le gouvernement est là pour servir le peuple voltaïque, et non pour se servir ou servir quelque puissant du jour ou de la veille. C'est donc en partant essentiellement de l'intérêt du peuple, et non des égoïsmes d'une minorité, que les actions du gouvernement doivent être définies et exécutées.

- Le peuple aime la liberté. Contrairement à ce que prétendent ses ennemis et ceux qui sont condamnés à ne pas le comprendre, pour le peuple, la liberté, ce n'est pas l'anarchie. Le peuple a droit à la liberté. Cette liberté ne doit pas se confondre avec la liberté pour les uns d'exploiter les autres, par des profits illicites, la spéculation, les détournements ou l'escroquerie. Elle ne doit pas se confondre avec la liberté pour les ennemis du peuple d'intoxiquer le peuple ou de le tromper au profit de ceux qui l'ont toujours exploité, réprimé, méprisé, bâillonné.

Pour que passe la liberté, les « détourneurs » de la liberté ne doivent pas passer, et le peuple lui-même, instruit par ses dures expériences, s'en chargera.

Il faut que nous en soyons intimement convaincus, le peuple voltaïque lui-même est non seulement capable de savoir, de décider et de comprendre ce qui est conforme à ses intérêts, mais il est en outre capable de construire lui-même et de ses mains. Mais pour y arriver, il faut non seulement qu'il ait raison de placer sa confiance dans le gouvernement, mais aussi et surtout que le gouvernement lui fasse confiance : confiance en sa sagesse, confiance en sa perspicacité, confiance en son intelligence et en ses capacités, confiance en son esprit de sacrifice. Nous ne devons pas craindre les masses, et nous barricader dans des bureaux climatisés pour penser lourdement à sa place, avec les pesanteurs petites-bourgeoises, sans tenir compte de lui et de ses conditions concrètes de vie et de travail.

En un mot, je voudrais vous dire que nous ne devons pas tenir le peuple en

respect, mais réserver tout le respect au peuple.

Nous devons aider le peuple à s'organiser librement, car c'est en s'organisant de façon démocratique et libre qu'il peut s'exprimer plus efficacement, qu'il peut mettre en valeur son expérience et sa sagesse, qu'il peut conjuguer utilement ses forces et libérer dans son intérêt et celui de tout le pays, son génie créateur. Le peuple voltaïque, ce n'est pas seulement une définition théorique : c'est un peuple d'acteurs de la production et de la culture ; c'est un peuple de paysans qui connaissent leurs problèmes d'ouvriers, de travailleurs, qui savent dans leur chair ce qu'est le chômage et l'exploitation. C'est un peuple d'artisans qui voient mourir leurs métiers. C'est un peuple d'artistes qui savent leurs passions continuellement mutilées et ridiculisées par l'indifférence du pouvoir. C'est un peuple d'élèves et d'étudiants que le mandarinat des terroristes intellectuels et le fléau des seigneurs de l'obscurantisme dénigrent et répriment pour les empêcher de prendre part aux justes luttes des masses populaires. Le peuple voltaïque, c'est aussi ces organisations démocratiques qui respectent de façon conséquente leur vocation à défendre les intérêts des masses populaires et ses aspirations légitimes. Bref, le peuple, c'est concret. Et c'est seulement avec son adhésion et sa confiance que nous pouvons travailler. Et notre seule raison d'être en tant que gouvernement, c'est de le servir. Servir le peuple, voilà l'étoile polaire de la politique du Conseil de salut du peuple.

Mesdames, Messieurs les ministres, avec de tels objectifs, ce n'est certainement pas à un banquet de copains ou à une partie de plaisir que le Conseil de salut du peuple vous a conviés en vous investissant de sa confiance. Mais c'est à un gigantesque chantier de travail auquel participera avec ardeur tout le peuple voltaïque, qu'il vous demande de prendre part, comme chefs de brigades de travail dans ce chantier. En tant que tels, pour motiver les hommes et les femmes qui sont sous votre responsabilité directe, pour mobiliser leur ardeur, pour les amener à tenir leur poste de combat dans cette grande bataille pour le progrès de notre pays, beaucoup vous sera demandé.

Ce sera d'abord la force de caractère et le courage moral pour encaisser de façon dynamiquement progressiste, les coups qu'une fraction de la population, farouchement opposée au concept même de « peuple » et viscéralement incapable d'admettre l'existence de la moindre liberté démocratique, ne manquera pas de vous assener, si elle n'a pas déjà commencé à le faire. Ces coups seront la médisance, la calomnie, l'intoxication, les fausses psychoses et la subversion et pire...

Le courageux peuple de notre pays s'enrichira en vérifiant la sagesse qui dit que « même lorsque l'hyène étale de la compassion pour la chèvre malade, c'est

pour mieux la dévorer, à plus forte raison lorsque, démagogiquement elle prétend s'associer à la chèvre pour réfléchir sur des agissements du berger ».

Mais disais-je, beaucoup vous sera demandé.

Vous devez donner l'exemple du courage au travail, de la probité, de l'honnêteté et de l'amour du travail bien fait ;

Vous devez donner l'exemple du respect du peuple, du respect de la compétence, du travail, et du travailleur. Ne laissez donc en souffrance aucun dossier, aucune demande sans suite, car cela s'appellerait mépris pour le peuple.

Il faut vous écarter comme de la peste du favoritisme, du népotisme et du régionalisme qui divisent le peuple, dans le choix de vos collaborateurs, et dans l'appréciation des travailleurs qui relèvent de votre autorité. Seuls les dévouements au peuple, la compétence et l'esprit d'initiative doivent vous guider dans ce domaine.

Vous devez savoir conduire les hommes c'est-à-dire leur insuffler le désir de se dévouer pour le peuple, de travailler, de se dévouer pour le peuple, de travailler, par votre exemple, par votre juste appréciation des efforts de chacun, et par l'attention que vous portez aux préoccupations « des uns et des autres ».

Mériter l'amour de son peuple.

Vous devez savoir écouter vos collaborateurs, susciter en eux dynamisme et enthousiasme, obtenir leur pleine participation aux réunions de travail, diriger correctement ces réunions, savoir en faire la synthèse afin d'éviter à vous-même et aux participants une perte de temps précieux.

Vous devez savoir décider, prendre à temps les décisions qui s'imposent, les faire respecter et contrôler à temps leur exécution.

Vous devez respecter par votre morale de rigueur, d'honnêteté et de justice votre comportement sans ostentation et sans morgue, la dignité de votre charge. Car vous êtes, de jour comme de nuit, en Haute-Volta comme ailleurs, en tout temps et tout lieu les chargés de mission permanents du peuple voltaïque. Chaque fois que vous serez amené à poser un acte en tant que détenteur d'une parcelle d'autorité, interrogez votre conscience : ai-je pris en considération les intérêts du peuple voltaïque ? Et si vous répondez affirmatif à cette question, engagez-vous sans réserve. Souvenez-vous, le ministre, c'est-à-dire le serviteur, se ruine en pensant, en dépensant et en se dépensant pour son peuple. Mais il s'enrichit moralement s'il sait mériter l'amour de son peuple.

Voilà, Mesdames et Messieurs les ministres, ce que je tenais à vous dire, en tant que Premier ministre, chef du gouvernement, afin de vous éclairer sur les axes de la politique que nous sommes appelés à appliquer, et sur le style de travail qui doit être désormais celui du gouvernement durant une période qui

ne vaut pas plus deux ans.

Responsable devant le Conseil de salut du peuple et devant le peuple voltaïque, et tant que la confiance me sera maintenue, je m'engage, en tant que Premier ministre et chef du gouvernement, à respecter et faire respecter ce style de travail, et ces axes de la politique du Conseil de salut du peuple, qui visent à dégager notre pays des ornières d'un passé rétrograde, et de la domination néocoloniale et à conduire, en union avec tout le peuple, la Haute-Volta dans la voie de l'indépendance, de la liberté et du progrès.

Mon inspiration, je la tirerai du peuple, ma force, je la tirerai du peuple. Notre cohésion devra être totale, bâtie à partir des matériaux que sont l'anti-impérialisme, la détermination à liquider le néocolonialisme et l'irréversibilité de notre marche vers une société réellement démocratique armée d'une construction d'un type nouveau qui enterrera le passé monopolisé. Moins que cela, nous ne le tolérerons pas.

Puissions-nous être tous présents à l'arrivée.

Puissent la confiance et le soutien du peuple ne jamais nous faire défaut.

Vive le peuple de Haute-Volta au service duquel nous sommes !

1. Ce discours a été publié dans le n° 764 du 4 février 1983 de l'hebdomadaire *Carrefour africain*.

BARRER LA ROUTE À TOUTES LES FORCES QUI ONT L'AMBITION D'ALIGNER D'AUTRES PEUPLES

MARS 1983

Thomas Sankara, tout nouveau Premier ministre, se rend avec enthousiasme à cette septième conférence des non-alignés qui se tient du 7 au 13 mars 1983 à New Dehli. L'occasion pour lui de rencontrer les dirigeants du tiers-monde, de se faire connaître et reconnaître comme un dirigeant progressiste. C'est sa première intervention publique traitant des questions internationales. Il prononcera un autre important discours à la conférence des non-alignés suivante à Harare le 3 septembre 1986¹.

Le mouvement des non-alignés est né à la conférence de Bandung qui s'est tenue en avril 1955 en Indonésie, en présence de représentants de 29 pays africains et asiatiques. Pour la première fois, les pays du tiers-monde affirmaient leur volonté d'indépendance politique par rapport aux deux blocs, celui des pays dits socialistes, regroupés autour de l'URSS et celui des pays capitalistes occidentaux, autour des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest. L'ambition alors est de constituer un troisième bloc – les non alignés – aux positions totalement indépendantes. Mais en pleine guerre froide, qui impose à chaque pays de s'aligner sur une grande puissance, l'unité de tiers-monde fut impossible à réaliser.

Thomas Sankara rencontre les dirigeants révolutionnaires : Fidel Castro, Mathieu Kérékou du Bénin, le Premier ministre de Grenade Maurice Bishop, son ami ghanéen Jerry Rawlings² et Daniel Ortega du Nicaragua. Ce dernier, leader du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) est arrivé au pouvoir à la tête d'une insurrection populaire armée qui a mis fin au régime du dictateur Somoza le 17 juin 1979. Thomas Sankara ne cessera de demander plus de solidarité avec ce pays qui subit une agression armée des « contras » financés par les États-Unis.

Thomas Sankara rencontre aussi d'autres personnalités comme Indira Gandhi, Chadli Bendjedid, Julius Nyerere. Il se range dans le camp des plus progressistes en contestant « une équidistance arithmétique des deux blocs qui dominent le

monde ou un équilibre ridicule des traumatisés entre ces deux blocs ».

De sa rencontre avec Fidel Castro, Jean Ziegler rapporte ce témoignage : « J'apprendrai deux ans plus tard, à La Havane, combien a été forte l'impression produite par Sankara sur Fidel Castro. C'est Carlos Raffael RodrigueZ, premier vice-président du Conseil d'État cubain et observateur subtil des fissures et craquements du tiers-monde, qui me fit le récit de cette nuit³ ». Cuba, bien qu'engagé dans une guerre contre l'Afrique du Sud aux côtés des pays dits de la ligne du front, apportera une aide conséquente au Burkina durant la révolution. Six cents jeunes élèves de CM2, choisis dans toutes les provinces et parmi les plus défavorisés, partiront étudier à Cuba.

Il affirme des positions tranchées sur les conflits alors en cours dans le monde, dénonçant le soutien des États-Unis à Israël lors de l'invasion du Liban et du massacre des Palestiniens dans le camp de réfugiés de Sabra et Chatila. Il prend place parmi les dirigeants les plus engagés dans la lutte contre l'impérialisme.

La France paraît épargnée. Sans doute Thomas Sankara a-t-il encore quelques illusions sur le soutien que pourrait lui apporter ce pays alors dirigé par les socialistes. La proclamation de positions aussi nettement anti-impérialistes va le ranger aux yeux des États-Unis et de la France dans le camp des ennemis, ce qui ne va pas tarder à avoir des conséquences.



Madame le président, Excellences, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement, honorables délégués,

Au nom du peuple voltaïque, au nom du Conseil de salut du peuple, de son président le médecin-commandant Jean Baptiste Ouédraogo, et en mon nom personnel, je voudrais tout d'abord remercier et féliciter le peuple et le gouvernement indien d'avoir accepté d'abriter le 7^e sommet du mouvement des non-alignés, ce qui nous donne l'agréable occasion de nous retrouver dans cette admirable et historique cité de New Delhi, pour débattre dans une atmosphère d'amitié et de bonne volonté réciproque des problèmes de la paix et de l'avenir de l'humanité.

Ma délégation et moi-même avons été particulièrement sensibles à l'accueil chaleureux, entièrement conforme à la longue tradition d'hospitalité, de courtoisie et de solidarité qui constitue un des nombreux éléments de réputation du peuple indien et de sa brillante civilisation à travers le monde, accueil dont nous le remercions profondément.

Madame le président permettez-moi, à la suite des délégations qui m'ont précédé à cette tribune, de vous exprimer mes plus vives félicitations pour votre brillante élection à la présidence du Sommet et des travaux de notre mouvement. Je le fais avec d'autant plus de plaisir et de sincérité que vos incontestables qualités d'homme d'État et votre longue expérience personnelle des problèmes qui sont ceux de tous les pays ici représentés, ainsi que la place éminente occupée par l'Inde dans le mouvement des non-alignés dès l'aube de sa naissance, sont des gages certains de la réussite de nos travaux et du développement continu de notre cause commune.

Durant les trois années où il a eu à diriger notre mouvement, le président Fidel Castro a fait preuve de qualités hors pair, ce qui a renforcé notre dignité et notre crédibilité.

Nous voudrions lui redire toute notre satisfaction et notre profonde considération.

Au nom du peuple voltaïque, du Conseil de salut du peuple et du gouvernement voltaïque, je salue ici les représentants des peuples et les gouvernements frères et amis auxquels nous lient une histoire commune, faite de souffrance coloniale ou néocoloniale, de lutte douloureuse et héroïque pour notre liberté et notre indépendance, et maintenant un destin commun dans la recherche de la paix, la consolidation de notre indépendance, et le développement juste et équilibré de l'humanité.

Je salue également les nouveaux membres de notre mouvement, à savoir, les Bahamas, la Colombie, La Barbade et Vuanatu. Leur admission au sein des non-alignés sera sans aucun doute un apport fécondant pour la consolidation de nos luttes communes.

Après les concertations préliminaires de la conférence de Bandung qui affirma avec éclat à la face du monde, et par la voie des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples coloniaux, donnant ainsi le signal décisif de l'ébranlement et de l'effondrement généralisé de l'odieux système colonial, le mouvement des non-alignés est né voici maintenant vingt-deux ans à Belgrade à l'initiative de ses pères fondateurs qui ont pour noms, Nehru, Sukarno, Nasser, Tito, des héros de l'humanité et dont l'histoire gardera éternellement la marque profonde.

D'autres, après eux, ont joué un rôle dynamique pour valoriser notre mouvement, lui éviter la sclérose que l'impérialisme et le néocolonialisme affolés tentaient de lui imposer par les chantages économiques et politiques. Permettez-moi de ne citer que Kwamé N'Krumah⁴ et Boumédiène dont nous nous souviendrons toujours avec un profond respect.

Du premier sommet de Belgrade en 1961 au second du Caire en 1964, de

celui de Lusaka en 1970 à celui d'Alger en 1973, de celui de Colombo en 1976 à celui de La Havane en 1979, et maintenant à celui de New Delhi, notre mouvement n'a cessé de confirmer et d'étendre son audience, de se préciser et de s'affirmer dans le monde à travers ses objectifs et ses nobles idéaux comme une force de paix, comme une force de raison, comme enfin la conscience profonde et courageuse d'un monde que l'impérialisme voudrait voir éternellement soumis à sa domination, à son pillage et à ses massacres aveugles. Car, né en pleine guerre froide, le mouvement des non-alignés s'est voulu tout d'abord comme une force représentant l'aspiration profonde de nos pays à la liberté, à l'indépendance et à la paix face aux blocs hostiles en présence, comme une force affirmant notre droit de pays, et de peuple souverain à choisir librement et sans inféodation nos propres voies pour le progrès de nos peuples à choisir librement nos amis dans le monde, sur la base de leur attitude concrète devant l'aspiration de nos peuples à la libération du joug colonial, néocolonial ou raciste à l'indépendance, à la sécurité, à la paix et au progrès économique et social.

Contrairement à l'interprétation restrictive et simpliste que l'impérialisme veut nous imposer comme définition du non-alignement, celui-ci n'a rien à voir avec une équidistance arithmétique des deux blocs qui dominent le monde, ou un équilibrisme ridicule des traumatisés entre ces deux blocs, toute chose qui n'ont manifestement aucun sens et nient en fait notre liberté d'apprécier souverainement et en toute indépendance les attitudes et agissements des uns et des autres dans le monde. Nous ne pourrions jamais mettre sur le même pied d'égalité celui qui opprime un peuple, le pille et le massacre quand il lutte pour sa libération, et celui qui aide de façon désintéressée et constante ce peuple dans sa lutte de libération. Nous ne pouvons nous tenir à équidistance de celui qui arme, fortifie, soutient diplomatiquement et économiquement une clique raciste qui assassine froidement et depuis des décennies tout un peuple, et celui qui aide ce peuple à mettre une fin, par les armes, au régime raciste qui le massacre.

Nous ne pouvons mettre sur le même pied d'égalité et nous tenir à égale distance d'une part, de ceux qui soutiennent par tous leurs puissants moyens militaires, politiques, diplomatiques, économiques des régimes et des gouvernements qui n'ont d'autre obsession que de soumettre et de terroriser tous les pays autour d'eux, y compris par l'agression militaire directe, les assassinats organisés par leurs services secrets, et d'autre part ceux qui apportent un soutien concret à ces pays agressés pour assurer sur leur sol leur défense, leur sécurité.

Bien sûr, le mouvement des non-alignés n'est pas une puissance militaire et

c'est heureux ainsi, même si cela lui vaut la dérision de certaines puissances chez qui la force tout court prime sur le droit des peuples à la dignité et à l'indépendance.

Notre mouvement est avant tout une force morale qui rassemble des pays divers par leur position géographique, leur étendue, leur population, leur économie et les systèmes sociaux dont ils se sont dotés autour d'une politique positive et constructive pour promouvoir une paix collective entre eux, et entre tous les pays de notre planète, pour promouvoir la démocratisation des rapports internationaux fondés sur l'égalité des droits et des obligations, en lieu et place des rapports internationaux actuels injustes et inégaux, pour promouvoir enfin le progrès des pays et des peuples en lieu et place de l'appauvrissement continu des pays pauvres et de l'enrichissement, sur leur dos, des plus riches.

Promouvoir une paix collective entre les pays membres des non-alignés et entre tous les pays, pour ce premier grand objectif, notre mouvement ne doit jamais abandonner ses efforts persévérants pour amener ses membres à respecter l'un de nos grands principes qui est de rechercher, dans la négociation et les moyens pacifiques, la solution des divergences ou des conflits pouvant surgir entre eux, et qui sont, du reste, souvent aiguisés ou suscités par les manœuvres suscitées par l'impérialisme.

C'est pourquoi, non seulement nous déplorons la guerre fratricide engagée depuis plus de deux ans entre l'Irak et l'Iran, deux pays membres de notre mouvement, mais nous appelons ces deux pays à accepter la médiation du mouvement des non-alignés pour une paix juste, honorable et rapide.

De même, pensons-nous, notre mouvement ne peut accepter le rôle d'observateur muet et passif qu'on cherche à lui imposer, comme au reste du monde dans ce conflit du Proche-Orient, vieux maintenant de près de quarante ans, où les manœuvres combinées de l'impérialisme et du sionisme ont réussi, non seulement à expulser de sa Patrie le peuple palestinien, mais aussi, à la suite d'agressions barbares successives, à réaliser et maintenir l'occupation militaire et l'annexion de vastes territoires de plusieurs pays arabes membres de notre mouvement.

Récemment encore, il y a moins d'un an, le gouvernement d'Israël publiquement encouragé par les celui des États-Unis, et malgré la condamnation unanime des peuples du monde entier, a envahi avec son armée l'État du Liban, soumis la capitale Beyrouth à la destruction impitoyable de ses énormes moyens militaires, terrestres, maritimes et aériens, malgré l'héroïque résistance de la ville et des Palestiniens sous la direction de l'OLP [Organisation de libération de la Palestine].

Malgré le cessez-le-feu obtenu par la communauté internationale, le

gouvernement israélien a permis les massacres inqualifiables de Sabra et Chatila dont les responsables méritent d'être poursuivis pour crime contre l'humanité et s'obstinent encore à refuser de retirer du Liban les troupes d'agression.

Partout où les peuples se lèvent pour réclamer leur libération et leur indépendance, l'impérialisme intervient grossièrement pour armer leurs ennemis, allumer la guerre et organiser leur massacre, se dressant ainsi activement contre la paix et contre la liberté des peuples.

Il en est ainsi au Nicaragua où, pour tenter d'effacer la victoire du peuple nicaraguayen, l'impérialisme dresse contre lui des bandes armées et des gouvernements de pays voisins qu'il manipule.

Au Salvador, le même scénario a pour objectif d'enrayer l'avance du mouvement de libération nationale.

Mais nous croyons que, sur ce problème de la paix et de la sécurité et du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, le mouvement des non-alignés a entièrement raison de s'en tenir à sa position constante qui est de soutenir les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance, ainsi que leur mouvement de libération nationale, quelle que soit la fureur de l'impérialisme, quelles que soient les pressions que ce dernier exerce sur tel ou tel de nos membres pour tenter d'affaiblir la voix de notre mouvement.

Nous saluons ainsi l'appui constant apporté par le mouvement des non-alignés à la lutte du peuple de Namibie pour sa libération, sous la conduite de son unique représentant légitime, la SWAPO, à la lutte du peuple noir d'Afrique du Sud contre l'odieux système raciste d'exploitation qu'est l'apartheid ; au droit à l'autodétermination indépendante du peuple sahraoui, à la réunification pacifique de la Corée débarrassée des troupes étrangères qui occupent son sol depuis trente ans.

Promouvoir la démocratisation des rapports internationaux, c'est tout simplement accorder ces rapports institués à une époque de plus en plus révolue, avec la situation actuelle de notre monde. C'est prendre en compte le fait indéniable de l'émergence sur la scène internationale de peuples colonisés ou assujettis mais qui, tout naturellement, aspirent au progrès et au bien-être, à être maîtres des ressources de leur sol et de leur sous-sol afin qu'elles servent en premier à satisfaire leurs propres besoins, à participer avec des droits et des obligations égaux au développement des échanges internationaux de toute nature, économiques, commerciaux mais aussi technologiques et culturels.

Nos pays ne veulent plus de l'ordre économique ancien bâti sur la suprématie incontestée et le diktat du plus fort organisé autour des échanges à sens unique de nos matières premières, produits de base ou à peine élaborés contre leurs produits manufacturés, leur technologie et leur mode de vie.

Les objectifs de notre mouvement pour la paix, l'indépendance des pays et des peuples, et la démocratisation des rapports internationaux peuvent apparaître comme ambitieux, mais l'audience de plus en plus grande du mouvement des non-alignés, le fait que des pays de plus en plus nombreux nous rejoignent comme membres à part entière ou comme observateurs, la participation régulière à nos assises de hautes personnalités comme le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le secrétaire général des Nations unies, dont nous voulons saluer ici la présence, soulignent l'impact croissant de notre mouvement. Nous devons donc poursuivre avec persévérance notre action. En dépit des obstacles et des échecs momentanés, en recherchant constamment à renforcer notre cohésion, car la paix, l'indépendance des peuples et la démocratisation des rapports internationaux pour le progrès global de l'humanité méritent, plus que tout et particulièrement en cette époque où le gigantisme des arsenaux nucléaires fait planer sur le genre humain la menace permanente de sa folle autodestruction, que nous leur consacrons tous nos efforts, toute notre intelligence et tout notre courage.

Dans notre monde en proie à de multiples convulsions, la recherche constante de la paix doit être l'impératif majeur de notre mouvement car, sans la paix, aucun des objectifs que nous poursuivons ne pourra être atteint.

Dans ces conditions, par exemple, comment ne pas encourager et soutenir les efforts inlassables déployés par la République démocratique de Madagascar, et d'autres, pour faire de l'océan Indien une zone de paix, c'est-à-dire une zone plus humaine pour le bonheur des peuples riverains.

Madame le président, messieurs les chefs d'État et de gouvernement, honorables délégués, permettez-moi avant de quitter cette historique tribune de réaffirmer plus haut [que] pour nous, peuple de Haute-Volta sous la direction du Conseil de salut du peuple, le non-alignement doit être compris d'abord comme notre autonomie permanente de décision, et pour la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, mais que nous ne confondons pas le non-alignement avec la complicité de la passivité devant les crimes de l'impérialisme contre l'indépendance et la liberté des peuples, ni la non-ingérence avec l'aveuglement devant les crimes des forces réactionnaires contre la liberté de leur peuple et le respect de leurs droits.

Notre appartenance au mouvement des non-alignés nous ordonne, parmi les nombreuses tâches, de barrer la route à toutes les forces qui ambitionnent d'aligner d'autres peuples. L'Afrique du Sud est de celles-là. Le non-alignement responsable nous interdit de nous taire lorsque l'on assassine des hommes, des femmes et des enfants qui n'ont commis d'autre crime que celui de penser à la

notion, si lointaine pour eux, de liberté.

Depuis le 7 novembre 1982, au nom des justes et progressistes principes que le Conseil de salut du peuple a tracé en prenant le pouvoir, le peuple voltaïque se sent plus proche de tous ceux qui luttent pour la justice, la liberté et la démocratie. Il n'est plus ce peuple à qui l'on présentait les racistes par des euphémismes sans engagement. Le peuple de Haute-Volta vit dans sa chair les cruautés que subissent des hommes géographiquement loin de lui, mais désormais si près de lui de par la détermination commune à dénoncer le racisme, cette autre forme de fascisme.

Nous voulons dire à tous ceux qui sont victimes des harcèlements des bandits d'Afrique du Sud, que nous épousons totalement leur lutte.

Nous saluons les forces populaires du Mozambique et de l'Angola qui repoussent victorieusement les hordes que les sinistres impénitents de Pretoria continuent encore de leur envoyer.

Notre mouvement a déjà condamné l'Afrique du Sud et il doit continuer de le faire. C'est bien, c'est déjà beaucoup.

Je voudrais terminer mon propos par une question. À quand la condamnation réelle de tous ceux qui, dans l'ombre comme au grand jour, apportent à Pretoria un soutien financier, économique, diplomatique et militaire ?

Vive la coopération internationale, vive la solidarité des peuples des pays non-alignés, vive la paix, la sécurité et l'indépendance et le progrès de tous les peuples.

1. Voir <http://thomassankara.net/nous-devons-accumuler-des-victoires-3-septembre-1986>.

2. Jerry Rawlings, capitaine d'aviation, ami de Thomas Sankara, a dirigé une révolution au Ghana, contemporaine de celle du Burkina Faso.

3. Jean Ziegler, *La Victoire des vaincus*, Paris, Le Seuil, 1988.

4. Kwame N'Krumah: Premier dirigeant du Ghana indépendant et un des artisans du panafricanisme.

QUI SONT LES ENNEMIS DU PEUPLE ?

OUAGADOUGOU, 26 MARS 1983

L'affrontement entre les deux groupes de militaires composant le CSP était prévisible comme nous l'avons déjà évoqué. D'un côté les progressistes alliés aux organisations révolutionnaires, et de l'autre les partisans du retour à une vie constitutionnelle normale, alliés des anciens partis politiques qui veulent revenir à la situation qui a précédé le coup d'État du CMRPN de 1980. Thomas Sankara prononce un discours de combat dont il explique les enjeux. Les ennemis du peuple sont clairement identifiés. Ceux qui se sont enrichis malhonnêtement, une partie de la bourgeoisie, les hommes politiques, les propriétaires qui augmentent les prix des maisons, mais aussi les fonctionnaires et les militaires « pourris ». Cette description rencontre les préoccupations quotidiennes du peuple de Ouagadougou et l'auditoire est transporté. Les projets fourmillent déjà sans la tête de Thomas Sankara mais le pays manque cruellement de moyen. Ainsi par exemple évoque-t-il la construction d'un aéroport à Orodara dans le sud-ouest du pays, la Zone la plus riche de potentiel agricole. C'est le grenier à fruits du pays, mais la production pourrit en partie sur place car la région est difficile d'accès par la route, alors que le reste du pays manque de fruits. Effectivement une piste fut construite près d'Orodara, durant la révolution, grâce à l'engagement des paysans qui participèrent aux travaux, mais elle ne fut pas exploitée faute de temps et d'avion sans doute aussi.

Le clivage avec Jean-Baptiste Ouedraogo, le président du pays, ne transparait pas nettement ce jour-là. Par contre, Thomas Sankara démontre sa capacité à entraîner la foule tandis que l'autre orateur va lire son discours. Il a participé deux semaines plutôt tôt à la conférence des non-alignés du 7 au 12 mars à New Delhi. Nous avons noté l'intense activité qu'il y a déployée. Il a rencontré de nombreux dirigeants révolutionnaires dont il se sent proche. Pour lui, son pays est entré dans un processus mondial de libération des peuples, dont il se sent, avec son pays, partie prenante. D'où un long passage où il explique que l'impérialisme sera enterré à Ouagadougou. Mais il prévient, ce ne sera pas facile et le combat sera difficile.

Par deux fois déjà Kadhafi l'avait invité à se rendre en Libye, par deux fois Thomas Sankara avait refusé. Mais il a décidé finalement de s'y rendre le 24 février. Prévu pour deux jours, son séjour va durer une semaine. Il semble avoir été impressionné par les réalisations qu'il a visitées dans ce pays. C'est pourquoi il exprime son agacement pour toutes les attaques subies, notamment à l'étranger, pour ses relations entretenues avec la Libye. Thomas Sankara va inviter Kadhafi en Haute-Volta fin avril, ce qui va aiguïser le conflit latent entre les deux clans militaires, alors que les attaques en provenance de l'extérieur vont redoubler. En plus de ses liens avec Kadhafi, ses attaques répétées contre l'impérialisme l'ont classé comme un ennemi du côté des dirigeants occidentaux. On le taxe désormais de « communiste ». Une étiquette qu'il rejette alors que le CSP ne parle que « assainissement, justice sociale, liberté, démocratie ». À l'époque, en effet, chaque dirigeant qui affirmait vouloir porter atteinte aux intérêts occidentaux était taxé de « communiste ».

Le 14 mai suivant, Thomas Sankara prononce un autre discours très combatif en direction de la jeunesse à Bobo-Dioulasso, publié plus loin. Il sait que le combat qu'il entreprend nécessite une forte mobilisation populaire. Trois jours après il est arrêté ainsi que plusieurs de ses camarades.



Je vous remercie d'avoir bien voulu vous rassembler ici, sur cette place du 3 janvier. Je vous salue d'avoir accepté de répondre à l'appel du Conseil de salut du peuple : vous démontrez ainsi que le peuple de Haute-Volta est un peuple majeur.

Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble. L'impérialisme qui nous regarde est inquiet : il tremble. L'impérialisme se demande comment il pourra rompre le lien qui existe entre le CSP et le peuple. L'impérialisme tremble. Il tremble parce qu'il a peur, il tremble parce qu'ici à Ouagadougou même, nous allons l'enterrer.

Je vous salue également d'être venu démontrer que tous nos détracteurs qui sont à l'intérieur comme à l'extérieur ont tort. Ils se sont trompés sur notre compte. Ils ont cru que par leurs manœuvres d'intoxication et d'intimidation, ils pourraient arrêter la marche du CSP vers le peuple. Vous êtes venus, vous avez démontré le contraire. L'impérialisme tremble et il tremblera encore. Peuple de Haute-Volta, ici représenté par les habitants de la ville de Ouagadougou, merci. Je vous remercie parce que vous nous donnez l'occasion

de vous donner une information saine, une information qui vient de la base.

LES ENNEMIS, QUI SONT-ILS ?

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de vous dire exactement ce que veulent nos ennemis, ce que veut le CSP et ce à quoi le peuple a droit. Le peuple aime la liberté, le peuple aime la démocratie. Par conséquent, le peuple s'attaquera à tous les ennemis de la liberté et de la démocratie.

Mais qui sont les ennemis du peuple ? Les ennemis du peuple sont à l'intérieur comme à l'extérieur. Ils tremblent actuellement, mais il faut que vous les démasquiez. Il faut que vous les combattiez jusque dans leurs trous. Les ennemis du peuple à l'intérieur, ce sont tous ceux qui se sont enrichis de manière illicite, profitant de leur situation sociale, profitant de leur situation bureaucratique. Ainsi donc, par des manœuvres, par la magouille, par les faux documents, ils se retrouvent actionnaires dans les sociétés, ils se retrouvent en train de financer n'importe quelle entreprise ; ils se retrouvent en train de solliciter l'agrément pour telle ou telle entreprise. Ils prétendent servir la Haute-Volta. Ce sont des ennemis du peuple. Il faut les démasquer, il faut les combattre. Nous les combattons avec vous.

Qui sont les ennemis du peuple ? Les ennemis du peuple, c'est encore cette fraction de la bourgeoisie qui s'enrichit malhonnêtement par la fraude, par la corruption, par le pourrissement des agents de l'État, pour arriver à introduire en Haute-Volta toutes sortes de produits dont les prix sont multipliés par dix. Ce sont les ennemis du peuple. Cette fraction de la bourgeoisie, il faut la combattre et nous la combattons.

Qui sont les ennemis du peuple ? Les ennemis du peuple, ce sont encore les hommes politiques qui ne parcourent la campagne que lorsqu'il y a des élections. Ce sont encore ces hommes politiques qui sont convaincus qu'eux seuls, peuvent faire marcher la Haute-Volta. Or nous, CSP, nous sommes convaincus que les sept millions de Voltaïques représentent sept millions d'hommes politiques capables de conduire ce pays. Voilà les ennemis du peuple ; il faut les démasquer et les combattre, et nous les combattons avec vous.

Les ennemis du peuple, ce sont également ces forces de l'obscurité, ces forces qui, sous des couverts spirituels, sous des couverts coutumiers, au lieu de servir réellement les intérêts moraux du peuple, au lieu de servir réellement les intérêts sociaux du peuple, sont en train de l'exploiter. Il faut les combattre, et nous les combattons.

Je voudrais vous poser une question : Est-ce que vous aimez ces ennemis du peuple, oui ou non ? [« Non ! »] Est-ce que vous les aimez ? [« Non ! »] Alors, il

faut les combattre.

À l'intérieur du pays, est-ce que vous les combattrez ? [« *Oui !* »] En avant pour le combat !

Les ennemis du peuple sont également hors de nos frontières. Ils s'appuient sur des apatrides qui sont ici, parmi nous, à tous les échelons de la société : chez les civils comme chez les militaires ; chez les hommes comme chez les femmes ; chez les jeunes comme chez les vieux ; en ville comme à la campagne. Ils sont là, les ennemis du peuple. Ils sont là, les ennemis extérieurs. C'est le néocolonialisme, c'est l'impérialisme.

S'appuyant donc sur ces apatrides, sur ceux qui ont renié la Patrie, ceux qui ont renié la Haute-Volta, en fait ceux qui ont renié le peuple de Haute-Volta, l'ennemi extérieur développe une série d'attaques. Des attaques en deux phases : la phase non violente et la phase violente.

Nous sommes actuellement dans la phase non violente. Et l'ennemi extérieur, c'est-à-dire l'impérialisme, c'est-à-dire le néocolonialisme, tente de semer la confusion au sein du peuple voltaïque. Ainsi donc, à travers leurs journaux, leurs radios, leurs télévisions, ils font croire que la Haute-Volta est à feu et à sang.

« L'IMPÉRIALISME EST UN MAUVAIS ÉLÈVE »

Or, vous êtes là, peuple de Haute-Volta, et votre présence démontre que l'impérialisme a tort, et que ses mensonges ne passeront pas. Vous êtes présents, vous êtes debout et c'est lui qui tremble aujourd'hui.

Un journaliste étranger, dans un pays lointain, assis dans son bureau climatisé, dans son fauteuil roulant, a osé dire qu'actuellement, le CSP connaît un échec dans ses tournées d'information. Est-ce un échec ? Vous êtes là, répondez-moi ! [« *Non !* »] Est-ce que c'est un échec ? [« *Non !* »] Je souhaiterais que l'impérialisme soit là, qu'il vous entende dire non. Répétez : est-ce que c'est un échec ? [« *Non !* »]

Voyez-vous, l'impérialisme a tort. Mais l'impérialisme est un mauvais élève. Quand il est battu, quand il est renvoyé de la classe, il revient encore. C'est un mauvais élève. Il n'a jamais appris la leçon de son échec, il n'a jamais tiré la leçon de son échec. Il est là-bas en Afrique du Sud en train d'égorger les Africains, simplement parce que ces Africains pensent à la liberté comme vous aujourd'hui. L'impérialisme est là-bas au Moyen-Orient en train d'écraser les peuples arabes : c'est le sionisme. L'impérialisme est partout. Et à travers sa culture qu'il répand, à travers ses fausses informations, il nous amène à penser comme lui, il nous amène à nous soumettre à lui, à le suivre dans toutes ses

manoeuvres. De grâce, il faut que nous barriions la route à cet impérialisme.

« OUAGADOUGOU SERA LA BOLIBANA DE L'IMPÉRIALISME »

Comme je vous l'ai déjà dit, il passera à une phase violente. Cet impérialisme, c'est lui qui a organisé des débarquements dans certains pays que nous connaissons. Cet impérialisme, c'est encore lui qui a armé ceux qui en Afrique du Sud tuent nos frères. Cet impérialisme, c'est encore lui qui a assassiné les Lumumba¹, Cabral², Kwamé Nkrumah.

Mais je vous dis et je vous promets que, parce que j'ai confiance en vous et que vous avez confiance dans le CSP, parce que nous formons le peuple, quand l'impérialisme viendra ici, nous l'enterrerons. Nous enterrerons l'impérialisme ici. Ouagadougou sera la bolibana de l'impérialisme, c'est-à-dire la fin de sa route. L'impérialisme a essayé par des méthodes qui sont très raffinées, de faire en sorte qu'au sein même du CSP, il y ait la division. Il a fait en sorte qu'au sein même du peuple voltaïque, il y ait l'inquiétude et la psychose. Mais nous n'avons pas peur.

Pour la première fois, il se passe en Haute-Volta quelque chose de fondamental, quelque chose de tout à fait nouveau. Le peuple n'a jamais eu le pouvoir d'instaurer ici une démocratie politique. L'armée a toujours eu la possibilité de prendre le pouvoir, mais elle n'a jamais voulu la démocratie. Pour la première fois, nous voyons l'armée qui veut le pouvoir, qui veut la démocratie et qui veut se lier réellement au peuple. Pour la première fois aussi, nous voyons le peuple qui vient massivement pour tendre la main à l'armée. C'est pourquoi nous considérons que cette armée qui est en train de prendre les destinées de la Haute-Volta, c'est l'armée du peuple. C'est pourquoi je salue aussi ces pancartes qui parlent de l'armée du peuple.

« SI VOUS AVEZ VOLÉ, TREMBLEZ ! »

Nos ennemis de l'intérieur comme ceux de l'extérieur s'appuient sur un certain nombre d'éléments pour nous nuire. J'en citerai quelques-uns et je vous laisserai le soin de compléter la liste. Ils essaient de faire croire que le CSP va arrêter la marche normale de l'appareil de l'État, parce que le CSP a pris des décisions contre des cadres civils. Si nous prenons ces décisions c'est simplement parce que nous estimons qu'à cette phase de notre lutte, il y a des hommes qui ne peuvent pas suivre notre rythme. Il y a des fonctionnaires qui ne viennent au bureau qu'à 9 heures et qui en ressortent à 10 heures 30 pour aller dans leurs vergers et surveiller leurs villas. Est-ce que c'est normal ?

Quand nous voulons chasser ce genre de fonctionnaires, nos ennemis disent que le CSP veut bloquer l'appareil de l'État. Mais qui a peur de qui ?

Nous, nous sommes avec le peuple. Eux, ils sont contre le peuple. Alors nous prendrons des décisions qui seront contre les ennemis du peuple, parce que ces décisions iront en faveur du peuple, le peuple militant de Haute-Volta. Est-ce que vous êtes d'accord que nous maintenions dans notre administration des fonctionnaires pourris ? [« *Non !* »]

Alors il faut les chasser. Nous les chasserons.

Est-ce que vous êtes d'accord que nous maintenions dans notre armée des militaires pourris ? [« *Non !* »]

Alors, il faut les chasser. Nous les chasserons.

Cela va nous coûter la vie peut-être, mais nous sommes là pour prendre les risques. Nous sommes là pour oser et vous êtes là pour continuer la lutte coûte que coûte.

Nos ennemis disent que le CSP se prépare à nationaliser, que le CSP se prépare à confisquer leurs biens. Qui a peur de qui ?

Lorsque vous faites un tour à Ouagadougou et que vous faites le compte de toutes les villas qu'il y a, vous verrez que ces villas n'appartiennent qu'à une minorité. Combien d'entre vous, affectés à Ouagadougou à partir des coins les plus reculés de Haute-Volta, ont dû tourner chaque nuit parce qu'on les avait chassés de la villa qu'ils avaient louée ? Et chaque jour le propriétaire qui fait monter un peu plus les prix. Pour ceux qui ont acquis normalement leurs maisons, il n'y a pas de problèmes, il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Par contre, ceux qui ont acquis leurs terrains, leurs maisons grâce à la magouille, nous leur disons : commencez à trembler. Si vous avez volé, tremblez ! Parce que nous allons vous poursuivre. Non seulement le CSP va vous poursuivre, mais le peuple se chargera de vous. Oui ou non ? [« *Oui !* »]

Citoyens honnêtes, même si vous avez mille villas, n'ayez crainte ! Par contre, citoyens malhonnêtes, même si vous n'avez qu'un demi-carré en zone non lotie, « entrée coucher », commencez à trembler, le CSP arrive ! Nous n'avons pas commencé pour nous arrêter en si bon chemin. Nous ne sommes pas là pour collaborer, nous ne sommes pas là pour trahir le peuple.

On nous dit que nous voulons nationaliser. Le CSP ne comprend pas et ne comprendra jamais, comme vous également vous ne comprendrez jamais, que l'on vienne s'installer en Haute-Volta, qu'on crée en Haute-Volta une entreprise, que l'on réussisse à obtenir faveurs et exonérations de taxes diverses sous prétexte qu'on veut créer des emplois, qu'on veut contribuer au développement économique et puis, qu'après un certain nombre d'années d'exploitation éhontée, on déclare : compression de personnel. À quelle

condition vous avait-on donné ces faveurs ? À la condition que vous créiez des emplois pour les Voltaïques. Aujourd'hui que vous avez pressé le citron, vous voulez le rejeter. Non ! C'est à cela que nous disons non !

Nos ennemis disent que le CSP a proclamé la liberté d'expression et de la presse mais que le CSP commence à mettre un frein à cette liberté. Le camarade Jean-Baptiste Lingani l'a dit tout à l'heure et le camarade Jean-Baptiste Ouédraogo le dira mieux que moi tout à l'heure. Nous ne voulons pas mettre fin à la liberté. Seulement nous disons que la liberté de critiquer déclenche la liberté également de protester. Et la liberté pour les hommes sincères ne doit pas être la liberté pour les hommes malhonnêtes.

Ceux qui utilisent la liberté que le CSP a créée pour s'attaquer au CSP, pour, en fait, s'attaquer au peuple voltaïque, à ceux-là nous allons retirer la liberté. Nous leur retirons la liberté de nuire et nous leur donnons la liberté de servir le peuple. Nous ne pouvons pas donner la liberté de mentir, d'intoxiquer collectivement les consciences voltaïques. Ce serait travailler contre les masses populaires de Haute-Volta.

SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES DU CSP

On dit également du CSP que certains de ses éléments, comme le capitaine Thomas Sankara, sont allés en Libye et en Corée (du Nord) et que cela est dangereux pour la Haute-Volta. Peuple de Haute-Volta, une question : la Libye ne nous a jamais rien fait ; la Corée n'a jamais exploité la Haute-Volta ; la Libye n'a jamais attaqué la Haute-Volta. Pourtant nous connaissons des pays qui ont attaqué la Haute-Volta, qui ont mis nos parents en prison. Nos grands-parents sont morts sur des champs de bataille pour ces pays. Nous coopérons avec eux et l'on ne se plaint pas.

Sangoulé Lamizana est parti en Libye. Saye Zerbo a été en Libye et en Corée. Pourquoi ne s'est-on pas plaint ? Il y a de la malhonnêteté quelque part. Hier, on a préparé le voyage de Saye Zerbo chez Khadafi avec l'avion de Khadafi et on en a fait une publicité. Aujourd'hui que nous partons en Libye, on se plaint.

Mais nous sommes partis en Libye de manière responsable et intelligente ! Nous sommes partis en Libye après que le colonel Khadafi nous eut envoyé par trois fois des émissaires. Nous avons dit aux dirigeants libyens que nous n'avons rien contre la Libye, mais que nous avons nos positions. Sur le plan idéologique, nous ne sommes pas vierges. Nous sommes prêts à collaborer avec la Libye, mais nous sommes prêts à lui dire aussi ce que nous lui reprochons, de manière responsable. C'est après trois démarches que nous avons décidé d'y aller, et nous avons posé des conditions concrètes, conformes aux intérêts du

peuple voltaïque.

Lorsque le ciment va venir de Tripoli et que nous en vendrons à bon prix, est-ce que le peuple sera content, oui ou non ? [« *Oui !* »]

Pourquoi voudrait-on le ciment de Khadafi et ne voudrait-on pas que nous allions négocier avec Khadafi ? Lorsque nous allons négocier avec certains pays deux millions, trois millions de francs CFA, on en parle à la radio. Avec Khadafi, nous avons négocié 3,5 milliards [de francs CFA]. Et alors ? Le peuple est-il content, oui ou non ? [« *Oui !* »]

Le peuple aime la coopération entre les États qui respectent leurs peuples. Le peuple de Haute-Volta ne veut pas qu'on lui indique sa voie. Nous disons non à la domestication de la diplomatie voltaïque ! Nous disons non au despotisme de la diplomatie voltaïque ! Nous sommes libres d'aller où nous voulons.

Et je vais vous dire une chose, un secret. Ne le répétez pas aux impérialistes. Ceux qui nous reprochent d'avoir été en Libye ont pris les dollars de Khadafi pour développer leurs pays. Se croient-ils plus malins que nous ? Ils vont traiter avec Khadafi. Pourquoi ? Qui est plus malin que qui ?

Nous irons partout où se trouve l'intérêt des masses voltaïques. Nous avons vu des réalisations sociales en Libye : des hôpitaux, des écoles, des maisons et tout cela, accessible gratuitement. Comment la Libye a-t-elle pu réaliser ces investissements sociaux ? Grâce au pétrole. Ce pétrole existait sous l'ancien régime du roi Idriss, mais ce pétrole était exploité par les impérialistes et au profit du roi. Le peuple ne bénéficiait absolument de rien. Aujourd'hui, les Libyens ont des maisons gratuitement, des routes bitumées. Si demain, nous pouvions transformer la Haute-Volta comme Khadafi a transformé la Libye, seriez-vous contents, oui ou non ? [« *Oui !* »]

Donc, lorsque dans nos rapports avec les autres États, nous prenons ce qu'il y a de bon chez eux, nous ne faisons qu'appliquer une politique d'indépendance diplomatique, appliquer une règle du CSP : travailler pour le peuple. Il n'y a pas de honte à se mettre à genoux lorsqu'il s'agit des intérêts du peuple.

Nous sommes en train de vous parler et nous savons que dans cette foule, il y a des gens qui voudraient bien nous fusiller actuellement. Ce sont des risques que nous prenons, convaincus que c'est pour l'intérêt du peuple. Nous leur disons : Tirez ! Lorsque vous allez tirer, vos balles feront demi-tour et vous atteindront. C'est ce qui s'appelle la victoire du peuple sur les ennemis du peuple. Aujourd'hui nous parlons avec la force du peuple et non avec notre propre force.

« CELUI QUI AIME SON PEUPLE AIME LES AUTRES PEUPLES »

Les ennemis du CSP disent que certaines fractions du CSP sont favorables à tels pays, à tels camps, au camp pro-occidental, etc. Nous, nous disons que nous ne sommes contre aucun camp, nous sommes pour tous les camps. Nous l'avons répété à New Delhi, au sommet du Mouvement des pays non-alignés : nous sommes pour tous les camps.

Nous disons également que celui qui aime son peuple aime les autres peuples. Nous aimons le peuple voltaïque et nous aimons le peuple du Nicaragua, d'Algérie, de Libye, du Ghana, du Mali, tous les autres peuples.

Ceux qui n'aiment pas leur peuple n'aiment pas le peuple voltaïque. Ceux qui sont inquiets actuellement à cause des transformations qui se font en Haute-Volta, ceux-là n'aiment pas leur peuple. Ils s'imposent par la dictature et par des manœuvres policières contre leur peuple. Nous ne sommes pas de ceux-là.

On nous dit que le CSP a une certaine admiration pour le capitaine Jerry Rawlings. Rawlings est un homme ! Tout homme doit avoir des amis et des ennemis. Si Rawlings a des admirateurs en Haute-Volta, à qui la faute ? C'est la faute à l'impérialisme. C'est parce qu'on a créé au Ghana une situation telle que les nouvelles autorités étaient obligées de lutter pour les intérêts du peuple ghanéen. Lorsque le Ghana était prospère, nous, Voltaïques, nous en profitions bel et bien ! Aujourd'hui que le Ghana se trouve dans des difficultés, pourquoi voudrait-on que nous oublions le Ghana ?

Non, nous sommes sincères. Le peuple garde ses attachements. Peut-être des hommes peuvent-ils se trahir, mais les peuples ne se trahissent pas. Le peuple ghanéen a besoin du peuple voltaïque comme le peuple voltaïque a besoin du peuple ghanéen.

Lorsque le capitaine Rawlings a fermé ses frontières, on a protesté. Vous n'aimez pas Rawlings, il ferme ses frontières pour rester chez lui et vous protestez ?

Le Ghana ne peut rien nous imposer. Nous non plus, nous ne pouvons rien imposer au Ghana. Rawlings ne peut pas nous donner des leçons. Mais nous non plus, nous ne pouvons pas donner des leçons à Rawlings. Cependant, lorsque Rawlings dit : « *No way for kalabule* ! », c'est-à-dire halte à la magouille, il dit cela pour l'intérêt du peuple ghanéen. Mais c'est en fait pour l'intérêt de tous les peuples, parce que le peuple voltaïque est aussi contre la magouille.

Les ennemis du CSP disent aussi que nous sommes des « rouges », des communistes. Cela nous fait plaisir ! Parce que cela prouve que nos ennemis sont en désarroi. Ils sont perdus. Ils ne savent plus ce qu'il faut faire, ce qu'il faut dire. Nous n'avons rien fait de communiste ici, nous avons simplement dit : assainissement, justice sociale, liberté, démocratie. Lorsque nous avons pris la décision de supprimer le décret du CMRPN, qui défendait l'ouverture des bars

à certaines heures, nous avons entendu des gens du peuple dire : ces gens du CSP, qu'ils soient des rouges ou des verts, des communistes ou non, nous, nous avons nos intérêts et nous préférons cela. C'est ce qui s'appelle être près des masses populaires. Ce ne sont pas les étiquettes qui comptent.

On nous traite de communistes pour effrayer le peuple. On nous taxe de communistes et on dit au peuple que le communisme est mauvais. Nous n'avons pas l'intention de vous dire que le communisme est bien, non plus de vous dire le contraire. Nous avons l'intention de vous dire seulement que nous poserons des actes avec vous et pour vous. Peu importe l'étiquette qui sera collée sur ces actes.

Les ennemis du peuple disent également que nous nous attaquons aux étrangers. Non. Nous aimons tous les étrangers : ceux qui sont ici ou qui y viendront. Nous les aimons parce que nous supposons qu'ils aiment le peuple voltaïque. Nous ne considérons pas qu'ils sont des étrangers qui veulent nous exploiter.

Le CSP entend créer avec vous les conditions de mobilisation, de travail. Nous voulons que le peuple s'organise pour le travail, pour le combat qu'on va mener. Par exemple, nous savons que dans certaines régions de Haute-Volta comme à Orodara, il y a des cultures de fruits et de légumes qui sont très réussies. Mais nous savons aussi que dans ces régions, les fruits et les légumes pourrissent par manque de moyens d'évacuation. Alors, nous disons que le peuple mobilisé à Orodara construira des pistes d'atterrissage et des avions se poseront là-bas. Les mangues viendront à Ouaga, iront à Dori et ce sera bon pour le peuple de Haute-Volta.

Il s'agit de ce genre de travail. Nous voulons que chaque jour maintenant car nous allons commencer les grands chantiers, vous sortiez massivement pour construire. Nous allons construire un monument et un théâtre populaire à Ouagadougou. Nous construirons les mêmes choses dans tous les départements et cela se fera avec la jeunesse. Vous allez construire pour démontrer que vous êtes capables de transformer votre existence et de transformer vos conditions réelles de vie. Vous n'avez pas besoin qu'on aille chercher des bailleurs de fonds étrangers, vous avez seulement besoin qu'on donne la liberté et le droit au peuple. Cela se fera.

Le CSP entend également mettre fin à certaines pratiques. Lorsque vous allez à l'hôpital pour une hémorragie ou une fracture, même si vous êtes sur le point de tomber en syncope, on préfère vous laisser sans soin et s'occuper du rhume d'un président, d'un Premier ministre ou d'un ministre, simplement parce que vous êtes homme du peuple, ouvrier. Il faut dénoncer tout cela chaque jour. Nous y mettrons fin. Ayez confiance. Nous allons mettre fin à la spéculation,

au détournement, à l'enrichissement illicite. Et c'est pourquoi nous internons et nous internerons tous ceux qui vont voler l'argent du peuple.

Nous disons au peuple d'être prêt à se battre, d'être prêt à prendre les armes, à résister chaque fois qu'il sera nécessaire. N'ayez crainte, il ne se passera rien. L'ennemi sait que le peuple voltaïque est désormais mûr. C'est pourquoi lorsqu'on nous dit que deux ans c'est peu pour le retour à une vie constitutionnelle normale, nous disons que c'est bien suffisant. Parce que lorsque vous donnez la parole en toute liberté et en toute démocratie au peuple, en trente minutes, le peuple vous dira ce qu'il veut. Donc nous n'avons pas besoin de deux ans.

Le CSP vous remercie parce que vous êtes mobilisés. Il a eu raison de vous donner sa confiance, il a eu raison de s'engager à vos côtés pour le combat contre les ennemis du peuple : l'impérialisme.

C'est pourquoi nous devons crier ensemble :

À bas l'impérialisme,

À bas l'impérialisme,

À bas l'impérialisme !

À bas les ennemis du peuple !

À bas les détourneurs des fonds publics !

À bas les « faux-types » en Haute-Volta ! Fini le « faux-typisme » !

À bas les hiboux au regard gluant !

À bas les caméléons équilibristes !

À bas les renards terrorisés !

À bas les lépreux qui ne peuvent que renverser les calebasses !

À bas ceux qui se cachent derrière les diplômes du peuple, et qui à cause de leurs diplômes se permettent de parler au nom du peuple, mais sont incapables de servir au nom du peuple !

À bas ceux qui sont contre les liens entre l'armée et le peuple !

À bas ceux qui sont contre les liens entre le peuple et l'armée !

À bas ceux qui se cachent sous des habits divers blancs ou noirs contre le peuple !

L'impérialisme sera enterré en Haute-Volta ! Ses valets seront enterrés en Haute-Volta !

Vive la Haute-Volta !

Vive la démocratie !

Vive la liberté !

Je vous remercie et à très bientôt !

-
1. Patrice Lumumba : Premier ministre du premier gouvernement indépendant du Congo, il sera arrêté par Mobutu, torturé puis assassiné le 30 juin 1960 avec la complicité de la CIA et du gouvernement belge.
 2. Amilcar Cabral : Dirigeant et théoricien du Mouvement pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Trahi, il est assassiné le 20 janvier 1973 .

JEUNESSE DE HAUTE-VOLTA, MOBILISEZ-VOUS !

BOBO-DIOULASSO, 14 MAI 1983

Le discours du 26 mars avait déjà montré les divergences avec Jean-Baptiste Ouédraogo. Mais celui-ci marque une véritable rupture comme le montre cette phrase on ne peut plus claire : « J'ai essayé, au CSP nous avons essayé de ménager l'ennemi, de le combattre de manière détournée ; ce n'est pas possible, il faut le combattre directement : un chat est un chat. » Pour Thomas Sankara, c'est le peuple qui doit se mobiliser, ce combat ne pouvant se faire en vase clos au sein du CSP. Ce discours est de ceux qui vont largement contribuer à sa popularité¹. Un appel aussi virulent en direction de la jeunesse est inédit dans la vie politique, du moins sous cette forme. La vie politique est plutôt, jusqu'ici, réservée aux notables, à des personnalités ou des chefs traditionnels, et les jeunes sont considérés comme soumis au droit d'ânesse. L'appel sera entendu. Les jeunes se sont massivement engagés dans la révolution, séduits par la jeunesse de Thomas Sankara mais aussi par la confiance qu'il leur exprimait.

On notera encore l'appel à se mobiliser pour participer à des chantiers. Il y a là un aspect essentiel de la stratégie que Thomas Sankara va mettre en place. D'une part, refuser l'aide qui sera accompagnée de conditionnalités contraires aux choix du pays. La visite de Kadhafi fin avril avait entraîné de nombreuses réprobations. Il y répond ici ainsi qu'aux nombreuses critiques reçues pour avoir accepté les aides en provenance de Corée du Nord et de Libye. D'autre part, cette posture va de pair avec l'appel au volontariat et à la mobilisation de la main-d'œuvre disponible du pays. Il s'explique très clairement : « Nous voulons qu'à travers ces chantiers nous puissions tester notre capacité d'organisation, notre capacité de mobilisation, notre capacité de réalisation. » Il s'agit de réaliser des projets, jugés par certains non prioritaires, mais qui, par les leçons qui en seront tirés, permettront d'aller de l'avant. C'est exactement l'esprit du Plan populaire de développement dont nous reparlerons plus loin.

Si Thomas Sankara appelle à la mobilisation contre l'« ennemi à nos portes

», c'est qu'il sait que Jean-Baptiste Ouédraogo, le président du CSP, subit des pressions de la part des dirigeants français qui lui demandent de se débarrasser de lui. Ce qui ne va pas tarder. Le 17 mai 1983, il est arrêté et envoyé en détention loin de Ouagadougou. Le même jour, Guy Penne, le conseiller Afrique de François Mitterrand, qui se fera par la suite le chantre de Blaise Compaoré, atterrissait à Ouagadougou. Des manifestations, à l'appel du PAI et de l'ULCR sont alors organisées à Ouagadougou, rassemblant principalement des jeunes. Thomas Sankara sera libéré le 29 mai et assigné à résidence surveillée. Ses conditions de détention, relativement laches, lui permettront de préparer la prise de pouvoir en lien avec ses camarades. Blaise Compaoré réussit à s'échapper et à rejoindre les commandos de Po, près de la frontière du Ghana, où il se déclare en rébellion. Thomas Sankara avait demandé la création de cette unité d'élite dont il avait pris le commandement en 1976. Il avait placé Blaise Compaoré à sa tête lorsqu'il avait été promu capitaine à l'état-major de la division opérationnelle en février 1981. C'est de Po que partiront les troupes qui installeront Thomas Sankara au pouvoir le 4 août 1983 à la tête du CNR.



[...] Une jeunesse mobilisée est une puissance qui effraye même les bombes atomiques. Il y en a qui possèdent les bombes atomiques et qui ont des problèmes avec d'autres peuples qui, eux, ne possèdent pas la bombe atomique, mais pourquoi ils n'osent pas l'utiliser ? Parce qu'ils savent très bien, que dans ces peuples qui osent les attaquer, il [se] trouve une jeunesse mobilisée, une jeunesse [prête] à mourir. Et nous, nous vous disons, jeunesse de Haute-Volta, mobilisez-vous ! L'ennemi est à nos portes, l'ennemi est chez nous, et l'ennemi passera par des méthodes violentes, l'ennemi passera par toutes sortes d'actes crapuleux. Nous connaissons les débarquements fascistes qui ont été organisés çà et là contre des peuples mobilisés. Nous connaissons aussi les crimes abominables qui ont été organisés contre des peuples mobilisés. Jeunesse voltaïque, ou bien vous vous mobilisez et vous avez l'ennemi en face, ou bien vous faites la politique de la collaboration avec l'ennemi, et il ne vous attaquera pas mais vous exploitera. Mobilisez-vous ! Attaquez-le !

Mais la jeunesse, c'est également tous ceux qui sont prêts à prendre les fusils contre l'ennemi extérieur.

Jeunesse voltaïque, si un jour ces mercenaires que nous attendons de pied ferme venaient ici, seriez-vous prêts à prendre les fusils ? [« Oui ! »] Seriez-vous

prêts à combattre l'ennemi ? [« *Oui !* »] Seriez-vous prêts à combattre les valets locaux de l'ennemi ? [« *Oui !* »]

Jeunesse voltaïque, c'est ça la mobilisation. La mobilisation, ce n'est pas coudre des uniformes et organiser des banquets. La mobilisation, c'est savoir combattre ses ennemis, c'est savoir les dénoncer, c'est savoir mourir pour une cause. Nous avons fait un choix, nous avons fait une option. Nous savons qu'aujourd'hui, en Haute-Volta même, sont en train de trembler tous ceux qui ont peur d'une jeunesse mobilisée. Qu'à cela ne tienne, nous irons de l'avant. Qu'à cela ne tienne, nous ne connaissons jamais l'échec, parce que le jour où l'ennemi aura eu raison de nous, c'est que nous ne sommes plus en vie. Tant que nous serons en vie, nous connaissons le succès.

Jeunesse de Haute-Volta, nous pensons que la dénonciation de l'ennemi extérieur, et la dénonciation de l'ennemi intérieur, passent également par des actes concrets. C'est pourquoi nous vous avons conviés à des réalisations concrètes, tenant compte des besoins réels du peuple voltaïque. Nous avons décidé de lancer un certain nombre de chantiers. Ces chantiers sont, pour l'instant, des théâtres populaires qui vous permettront d'organiser, de manière libre et dans des conditions décentes, des représentations théâtrales, des conférences, des meetings, des projections cinématographiques, et ces théâtres populaires seront également les lieux de rencontres, de discussions et de débats, d'échange d'idées, de critiques et d'autocritiques, c'est-à-dire de volonté d'aller de l'avant, c'est-à-dire de volonté de comprendre la situation politique, les impératifs idéologiques. Nous vous avons également conviés à des travaux tendant à organiser dans nos villes des places de meeting. Sur ces places de meeting, vous, jeunes de Haute-Volta, vous construirez des monuments dédiés au peuple voltaïque en marche pour sa libération.

On nous dit que ces chantiers ne sont pas prioritaires, c'est vrai, ils ne sont pas prioritaires, mais nous avons décidé de commencer par là parce que nous savons également que ces chantiers n'entraînent aucune charge récurrente, nous savons qu'avec ces chantiers il n'est pas besoin d'études longues, de dispositions financières budgétaires d'entretien.

Nous voulons qu'à travers ces chantiers nous puissions tester notre capacité d'organisation, notre capacité de mobilisation, notre capacité de réalisation. Mais après ces chantiers, faites-nous confiance, si le succès est acquis, nous lancerons des opérations ambitieuses. Ces opérations, ça sera la construction de centaines et de centaine d'écoles ; ces opérations, ça sera la construction de centaines de dispensaires ; ces opérations, ce sera la construction de centaines de kilomètres de route ; ces opérations, ce sera la construction de dizaines de barrages ; pour ne citer que les actes concrets, pour ne citer que les actes

physiques.

Mais, la jeunesse voltaïque aura également l'occasion de s'engager vers d'autres combats, vers d'autres réalisations. Et, en attendant donc que nous ouvrons des chantiers pour construire les écoles, les dispensaires, les barrages, les routes, les ministères techniques intéressés et concernés au plus haut point, s'attelleront, et certains s'y attellent déjà, à faire les études nécessaires, à faire les études correctes pour que, les chantiers démarrés, le succès soit total. Cela sera pour nous l'occasion de montrer que nous pouvons doubler, quintupler le taux de scolarisation en l'espace d'un an sans intervention impérialiste, sans intervention néocolonialiste, sans tentative de domination. C'est ça la libération ! La libération ne se mesure pas au projet que l'on réalise après avoir parcouru vingt-cinq pays capitalistes, impérialistes et dominateurs pour collecter des milliards. C'est de l'inconscience, c'est de la collaboration, c'est un attentat contre le peuple. Et nous sommes contre les attentats. La libération, c'est d'abord prendre en main son destin sur son propre sol, [pour] l'intérêt du peuple voltaïque.

C'est dans ce cadre que nous avons osé négocier avec certains pays qui ont été qualifiés de peste. Nous avons négocié avec la Libye, nous avons négocié avec la Corée [*Applaudissements*]. Et, camarades, c'est donc avec ces pays que nous allons commencer les premières réalisations ; c'est avec également les expériences des autres peuples, c'est avec également les expériences des jeunes des autres peuples que nous allons continuer ces chantiers, en étant sûrs, en étant certains que nous, Voltaïques, à partir de maintenant, nous aurons également des leçons, nous aurons également à apprendre aux autres peuples, et notamment à leurs jeunes, ce que c'est que la liberté et la responsabilité.

Lorsque donc nous avons engagé ces négociations avec ces pays amis, nous avons eu des réponses favorables, des réponses favorables en fonction de ce qui est pour nous l'alpha et l'oméga, le début et le commencement, le Tout, c'est-à-dire l'intérêt du peuple voltaïque. Nous avons dit que nous tenions le peuple voltaïque pour responsable, le peuple voltaïque pour sujet et objet, et c'est dans ces conditions que nous attendons des millions à investir en Haute-Volta. En tenant compte aussi de la liberté et de l'indépendance du peuple voltaïque, nous attendons des matériaux venus de Corée, venus de Libye, pour nous aider, et aider le peuple voltaïque, en tenant compte des aspirations de ce peuple, en tenant compte de sa liberté à se définir, à prendre son destin en main. Cela a été pour nous une occasion très enrichissante, et je sais que très bientôt la jeunesse voltaïque sera représentée à la Fête de la jeunesse qui se tiendra à Tripoli.

Nous irons à Tripoli pour apporter la note de la jeunesse voltaïque, pour dire

que la jeunesse voltaïque vient de se libérer, la jeunesse voltaïque à qui on avait interdit hier le droit de penser, de réfléchir, et de dire ce qu'elle avait au fond du cœur, cette jeunesse voltaïque aujourd'hui a pris son destin en main et, sur la scène internationale, elle entend situer sa place et donner son mot. Prolongeant donc ce que vient de dire le camarade tout à l'heure, à savoir que la jeunesse voltaïque doit être représentée dans les organisations officielles en Haute-Volta, je dirais même plus, la jeunesse voltaïque doit avoir sa place sur la scène internationale [*Applaudissements*].

Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui nous ont aidés jusque-là et à tous ceux qui voudront bien nous aider. Nous savons que certains pays ne font que nous aider sur la base de l'incitation créée par d'autres aides ; tant mieux ! Le peuple voltaïque en profitera [*Cris, applaudissements*]. Nous savons que certaines aides ont pour finalité de nous détourner de nos réels objectifs, et pour intention profonde de nous récupérer. Tant pis ! Le peuple voltaïque se chargera de ses ennemis. Ce n'est pas le CSP qui va s'en occuper ; c'est le peuple qui va s'en occuper, et c'est pourquoi ils ont peur actuellement, c'est pourquoi ils attendent la fin du meeting pour se regrouper en petites cellules et commencer à dénigrer. Demain, vous entendrez que le meeting a été un échec, mais aujourd'hui ils n'oseront jamais le dire ; demain vous entendrez qu'il n'y avait que des petits enfants, des curieux ; aujourd'hui ils n'oseront pas le dire, aujourd'hui ils se taisent. Peut-être même qu'ils sont en train d'applaudir, parce qu'ils sont obligés d'applaudir. Et applaudissez ! [*Applaudissements*]. Que voulez-vous ? Pour combattre les ennemis du peuple il n'y a pas deux chemins, il faut aller directement.

J'ai essayé, au CSP nous avons essayé de ménager l'ennemi, de le combattre de manière détournée ; ce n'est pas possible, il faut le combattre directement : un chat est un chat.

Camarades, je ne voudrais pas être long ; je pense que je n'ai pas été long. Parler du peuple suffit à remplir la vie d'un homme, par conséquent, parler du peuple, ne serait-ce que dans sa portion qui s'appelle la jeunesse, suffit à nous occuper tout le long de notre vie, parce que nous serons toujours jeunes. Jeunes, parce que nous allons continuer à dénoncer ; jeunes, parce que nous allons continuer à combattre, au lieu de ces personnes qui n'ont peut-être que 18 ans, mais qui déjà parlent de résignation, parlent de sagesse, parlent de ménager, parlent de compromis. Il n'est pas question de compromis.

Je voudrais vous dire, je voudrais dire à la jeunesse voltaïque à travers vous qui êtes ici présents, que les chantiers que nous avons entrepris de réaliser, qui commenceront dès que vous-mêmes, jeunes de Haute-Volta, vous vous serez organisés librement et démocratiquement, et sur des bases anti-impérialistes,

nous y tenons, ces chantiers seront lancés avec les moyens que le CSP pourra mettre à votre disposition ; ces moyens, nous les avons rassemblés ; ces moyens, nous attendons que vous-mêmes, vous en exprimiez le besoin pour qu'ils soient utilisés ; et ces moyens iront à ceux qui auront été les plus organisés.

Bobo-Dioulasso, Ouagadougou auront peut-être leur chantier les premiers, mais les neuf autres départements suivront et peut-être devanceront Bobo-Dioulasso et Ouagadougou, et en tout cas nous le souhaitons. Et je voudrais vous dire que le CSP n'a pas fait de choix particulier pour favoriser Bobo-Dioulasso ou Ouagadougou. Nous estimons que ces villes sont égales aux autres villes de Haute-Volta ; nous estimons que la jeunesse de Bobo, la jeunesse de Ouaga sont des jeunesses égales aux autres jeunesses. Il n'y a que la résolution, la détermination qui compte. Et cette résolution, cette détermination, nous pensons la trouver partout en Haute-Volta.

Jeunes de Haute-Volta, avant de vous quitter je voudrais rappeler ceci, je voudrais rappeler que le combat que nous commençons n'est pas seulement le combat de la jeunesse ; c'est le combat de tout le peuple voltaïque. Si, aujourd'hui, nous avons choisi de nous adresser à la jeunesse, c'est parce que nous savons que demain nous nous adresserons à d'autres. C'est le combat de tout le peuple voltaïque et le succès appartient à tout le peuple voltaïque. Les ennemis du peuple voltaïque seront les perdants. Il faut qu'ils soient perdants ; il faut qu'ils soient perdus ; il faut qu'ils soient écrasés.

Et, c'est un plaisir pour moi de me retrouver dans cette [...]

1. Retranscrit à partir d'un enregistrement, il manque une partie du début et un morceau à la fin.

DISCOURS D'ORIENTATION POLITIQUE

2 OCTOBRE 1983

Le discours d'orientation politique, a été diffusé à la radio le 2 octobre 1983, à partir d'un enregistrement effectué la veille. Les informations qui suivent sont issues directement d'entretiens avec les deux auteurs de ce discours.

Suite à un accord au sein du CNR, décision est prise que chacune des composantes du CNR délègue un représentant pour rédiger le discours. Le PAI désigne Philippe Ouédraogo, l'ULCR, Valère Somé et les militaires, Blaise Compaoré. Mais Philippe Ouédraogo est entièrement pris par sa charge de ministre du plan, de l'équipement et des infrastructures.

Valère Somé va donc prendre en charge l'essentiel de la rédaction. Philippe Ouédraogo, ancien élève de l'École polytechnique en France, a rédigé la partie du début qui décrit la situation économique de la Haute-Volta. On perçoit une certaine différence de style, avec le reste du discours plus idéologique.

Un soldat du Conseil de l'entente est chargé de transmettre les papiers au fur et à mesure que la rédaction avance. Valère Somé en profite pour faire passer ses thèses notamment celle de « révolution démocratique et populaire » au détriment de la « révolution de libération nationale », la thèse du PAI. C'est ainsi que va se régler le débat théorique qui a tant passionné les futurs acteurs de la révolution dans leur jeunesse lorsqu'ils étaient étudiants, débat à l'origine des scissions au sein de la première organisation marxiste de Haute-Volta. Le PAI pense que la révolution doit passer par une première étape qui consiste à d'abord se libérer de la domination étrangère avant de passer à l'étape plus avancée que constitue la révolution démocratique et populaire.

Mais le temps presse. Thomas Sankara doit se rendre le 3 octobre à la conférence France-Afrique de Vittel. Le 2 octobre, il appelle Valère vers 8 heures du matin. Il lui signifie qu'il va envoyer une voiture le chercher et qu'il va le bloquer près de lui pour achever la rédaction. Il convoque les journalistes pour 20 heures afin d'enregistrer le discours. Vers 16 heures passe Soumane Touré, un autre dirigeant du PAI. Sankara lui propose de contribuer au texte, mais il décline l'invitation. Ils travaillent ainsi tous les deux jusqu'à minuit. Blaise Compaoré

les rejoint. Lorsqu'ils pensent avoir terminé, on fait entrer les journalistes qui enregistrent le discours prononcé par Thomas Sankara. Ils se rendent compte qu'ils avaient oublié une partie traitant de la politique internationale. Sankara fait appeler Valère Somé et Blaise Compaoré pour la rédiger. Cette partie apparaît en effet assez sommaire comparativement aux autres parties du discours.

C'est ainsi que fut rédigée ce qui constituera la référence théorique de la révolution. On y trouve l'analyse de la société et les rapports de classe, fortement inspirée des thèses marxistes, dont le texte emprunte le vocabulaire. Mais ce discours ébauche aussi un programme assez complet dont la priorité reste la satisfaction des besoins des populations.

À Vittel, Thomas Sankara est accueilli par Guy Penne, le conseiller Afrique de François Mitterrand. Non seulement il pense qu'il est à l'origine du coup d'État de mai 1983 qui l'a écarté de son poste de premier ministre mais il considère que son rang de chef d'État n'est pas respecté. Il refuse donc de se rendre au dîner des chefs d'État et menace de quitter le sommet France-Afrique. Mitterrand délègue son fils Jean-Christophe, qui dû déployer tous ses efforts pour le convaincre de rester. Mais, jusqu'à la mort de Thomas Sankara, le Burkina boycottera tous les sommets annuels France-Afrique, dénonçant ces réunions « néocoloniales ».



Peuple de Haute-Volta,

Camarades militantes et militants de la révolution.

Notre pays au cours de cette année 1983 a connu des moments d'une intensité particulière qui laisse encore des empreintes indélébiles dans l'esprit de bien des concitoyens. La lutte du peuple voltaïque a connu durant cette période des flux et des reflux.

Notre peuple a subi l'épreuve de luttes héroïques et a enfin remporté la victoire dans la nuit devenue désormais historique du 4 août 1983. Cela fera bientôt deux mois que la révolution est en marche irréversible dans notre pays. Deux mois que le peuple combattant de Haute-Volta s'est mobilisé comme un seul homme derrière le Conseil national de la révolution pour l'édification d'une société voltaïque nouvelle, libre, indépendante et prospère ; une société nouvelle débarrassée de l'injustice sociale, débarrassée de la domination et de l'exploitation séculaires de l'impérialisme international.

À l'issue de ce bref chemin parcouru, je vous invite, avec moi, à jeter un regard rétrospectif afin de tirer les enseignements nécessaires pour déterminer correctement les tâches révolutionnaires qui se posent à l'heure actuelle et dans le prochain avenir. En nous dotant d'une claire perception de la marche des événements, nous nous fortifions davantage dans notre lutte contre l'impérialisme et les forces sociales réactionnaires.

En somme : d'où sommes-nous venus ? Et où allons-nous ? Ce sont là les questions de l'heure qui exigent de nous une réponse claire et résolue, sans équivoque aucune, si nous voulons marcher hardiment vers de plus grandes et de plus éclatantes victoires.

La révolution d'août est l'aboutissement de la lutte du peuple voltaïque.

Le triomphe de la révolution d'août n'est pas seulement le résultat du coup de force révolutionnaire imposé à l'alliance sacro-sainte réactionnaire du 17 mai 1983. Il est l'aboutissement de la lutte du peuple voltaïque sur ses ennemis de toujours. C'est une victoire sur l'impérialisme international et ses alliés nationaux.

Une victoire sur les forces rétrogrades obscurantistes et ténébreuses. Une victoire sur tous les ennemis du peuple qui ont tramé complots et intrigues derrière son dos.

La révolution d'août est le terme ultime de l'insurrection populaire déclenchée suite au complot impérialiste du 17 mai 1983, visant à endiguer la marée montante des forces démocratiques et révolutionnaires de ce pays.

Cette insurrection a été non seulement symbolisée par l'attitude courageuse et héroïque des commandos de la ville de Pô, qui ont su opposer une résistance farouche au pouvoir pro-impérialiste et antipopulaire du médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo et du colonel Somé Yorian, mais aussi, par le courage des forces populaires démocratiques et révolutionnaires qui, en alliance avec les soldats et les officiers patriotes, ont su organiser une résistance exemplaire.

L'insurrection du 4 août 1983, la victoire de la révolution et l'avènement du Conseil national de la révolution sont donc incontestablement la consécration et l'aboutissement conséquent des luttes du peuple voltaïque contre la domination et l'exploitation néocoloniales, contre l'assujettissement de notre pays, pour l'indépendance, la liberté, la dignité et le progrès de notre peuple. En cela, les analyses simplistes et superficielles, cantonnées dans la reproduction des schémas préétablis, ne pourront rien changer à la réalité des faits.

La révolution d'août a triomphé en se posant ainsi comme l'héritière et l'approfondissement du soulèvement populaire du 3 janvier 1966. Elle est la poursuite et le développement à un stade qualitatif supérieur de toutes les

grandes luttes populaires qui sont allées en se multipliant ces dernières années et qui toutes, marquaient le refus systématique du peuple voltaïque et particulièrement de la classe ouvrière et des travailleurs de se laisser gouverner comme avant. Les jalons les plus marquants et les plus significatifs de ces grandes luttes populaires correspondent aux dates de décembre 1975, de mai 1979, d'octobre et novembre 1980, d'avril 1982 et de mai 1983.

C'est un fait établi que le grand mouvement de résistance populaire qui a immédiatement suivi la provocation réactionnaire et pro-impérialiste du 17 mai 1983, a créé les conditions favorables à l'avènement du 4 août 1983. En effet, le complot impérialiste du 17 mai a précipité sur une grande échelle le regroupement des forces et organisations démocratiques et révolutionnaires qui se sont mobilisées durant cette période en développant des initiatives et en entreprenant des actions audacieuses inconnues jusque-là. Pendant ce temps, l'alliance sacro-sainte des forces réactionnaires autour du régime moribond souffrait de son incapacité à juguler la percée des forces révolutionnaires qui, de façon de plus en plus ouverte, montaient à l'assaut du pouvoir antipopulaire et antidémocratique.

Les manifestations populaires, des 20, 21 et 22 mai ont connu un large écho national à cause essentiellement de leur grande signification politique, du fait qu'elles apportaient la preuve concrète de l'adhésion ouverte de tout un peuple et surtout de sa jeunesse, aux idéaux révolutionnaires défendus par des hommes traîtreusement abattus par la réaction. Elles ont eu une grande portée pratique, du fait qu'elles exprimaient la détermination de tout un peuple et de toute sa jeunesse qui se sont mis debout pour affronter concrètement les forces de domination et d'exploitation impérialistes. Ce fut la démonstration la plus patente de la vérité selon laquelle, quand le peuple se met debout l'impérialisme et les forces sociales qui lui sont alliées tremblent.

L'histoire et le processus de conscientisation politique des masses populaires suivent un cheminement dialectique qui échappe à la logique réactionnaire. C'est pourquoi les événements du mois de mai 1983 ont grandement contribué à l'accélération du processus de clarification politique dans notre pays, atteignant ainsi un degré tel que les masses populaires dans leur ensemble ont accompli un saut qualitatif important dans la compréhension de la situation.

Les événements du 17 mai ont contribué grandement à ouvrir les yeux du peuple voltaïque, et l'impérialisme dans son système d'oppression et d'exploitation leur est apparu sous un éclat brutal et cruel.

Il y a des journées qui renferment en elles des enseignements d'une richesse comparable à celle d'une décennie entière. Au cours de ces journées, le peuple

apprend avec une rapidité inouïe et une profondeur d'esprit telle que mille journées d'études ne sont rien à côté d'elles. Les événements du mois de mai 1983 ont permis au peuple voltaïque de mieux connaître ses ennemis.

Ainsi, dorénavant, en Haute-Volta, tout le monde sait :

Qui est qui !

Qui est avec qui et contre qui !

Qui fait quoi et pourquoi.

Ce genre de situation qui constitue le prélude à de grands bouleversements a contribué à mettre à nu l'exacerbation des contradictions de classes de la société voltaïque. La révolution d'août arrive par conséquent comme la solution des contradictions sociales qui ne pouvaient désormais être étouffées par des solutions de compromis.

L'adhésion enthousiaste des larges masses populaires à la révolution d'août est la traduction concrète de l'espoir immense que le peuple voltaïque fonde sur l'avènement du CNR pour qu'enfin puisse être réalisée la satisfaction de son aspiration profonde à la démocratie, à la liberté et à l'indépendance, au progrès véritable, à la restauration de la dignité et de la grandeur de notre Patrie, que vingt-trois années de régime néocoloniale ont singulièrement bafouée.

L' HÉRITAGE DE VINGT-TROIS ANNÉES DE NÉOCOLONISATION

L'avènement du CNR le 4 août 1983, et l'instauration d'un pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta depuis cette date, ont ouvert une page glorieuse dans les annales de l'histoire de notre peuple et de notre pays. Cependant, lourd et pesant est l'héritage que nous lèguent vingt-trois années d'exploitation et de domination impérialistes. Dure et ardue sera notre tâche d'édification d'une société nouvelle, d'une société débarrassée de tous les maux qui maintiennent notre pays dans une situation de pauvreté et d'arriération économique et culturelle.

Lorsqu'en 1960, le colonialisme français traqué de toutes parts, déconfit à Diên-Biên-Phu (Vietnam), en prise à des difficultés énormes en Algérie, fut contraint, tirant ainsi les leçons de ces défaites, d'octroyer à notre pays la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, cela a été salué positivement par notre peuple qui n'était pas resté impassible mais développait des luttes de résistance appropriées. Cette fuite en avant de l'impérialisme colonialiste français constitua pour le peuple une victoire sur les forces d'oppression et d'exploitation étrangères. Du point de vue des masses populaires ce fut une réforme démocratique, tandis que du point de vue de l'impérialisme ce n'était

qu'une mutation opérée dans ses formes de domination et d'exploitation de notre peuple.

Cette mutation a abouti cependant à une redistribution des classes et couches sociales et à l'établissement de nouvelles classes. En alliance avec les forces rétrogrades de la société traditionnelle, la petite bourgeoisie intellectuelle de l'époque, dans un mépris total des masses fondamentales qui lui avaient servi de tremplin pour son accession au pouvoir, entreprit d'organiser les fondements politiques et économiques des nouvelles formes de domination et d'exploitation impérialistes. La crainte que la lutte des masses populaires ne se radicalise et ne débouche sur une solution véritablement révolutionnaire est à la base du choix opéré par l'impérialisme qui consiste à exercer dorénavant sa mainmise sur notre pays, à perpétuer l'exploitation de notre peuple par des nationaux interposés. Des nationaux voltaïques allaient prendre le relais de la domination et de l'exploitation étrangères. Toute l'organisation de la société néocoloniale reviendra à une simple opération de substitution dans les formes.

Dans leur essence, la société néocoloniale et la société coloniale ne diffèrent en rien. Ainsi, à l'administration coloniale on a vu se substituer une administration néocoloniale identique sous tous les rapports à la première. À l'armée coloniale se substitue une armée néocoloniale avec les mêmes attributs, les mêmes fonctions et le même rôle de gardien des intérêts de l'impérialisme et de ceux de ses alliés nationaux. À l'école coloniale se substitue une école néocoloniale qui poursuit les mêmes buts d'aliénation des enfants de notre pays et de reproduction d'une société essentiellement au service des intérêts impérialistes, accessoirement au service des valets et alliés locaux de l'impérialisme.

Des nationaux voltaïques entreprirent, avec l'appui et la bénédiction de l'impérialisme, d'organiser le pillage systématique de notre pays. Des miettes de ce pillage qui leur retombent, ils se transforment petit à petit en une bourgeoisie véritablement parasitaire, ne sachant plus retenir leurs appétits voraces. Mus par leurs seuls intérêts égoïstes, ils ne reculeront désormais plus devant les moyens les plus malhonnêtes, développant à grande échelle la corruption, le détournement des deniers et de la chose publics, les trafics d'influence et la spéculation immobilière, pratiquant le favoritisme et le népotisme.

Ainsi s'expliquent toutes les richesses matérielles et financières qu'ils ont pu accumuler sur le dos du peuple travailleur. Et non contents de vivre sur les rentes fabuleuses qu'ils tirent de l'exploitation éhontée de leurs biens mal acquis, ils jouent des pieds et des mains pour s'accaparer des responsabilités politiques qui leur permettront d'utiliser l'appareil étatique au profit de leur

exploitation et de leur gabegie.

Une année entière ne se passe sans qu'ils se payent de grasses vacances à l'étranger. Leurs enfants désertent les écoles du pays pour un enseignement de prestige dans d'autres pays. À la moindre petite maladie, tous les moyens de l'État sont mobilisés pour leur assurer des soins coûteux dans les hôpitaux de luxe des pays étrangers.

Tout cela se déroule sous les yeux d'un peuple voltaïque laborieux, courageux et honnête, mais qui croupit dans la misère la plus crasse. Si pour la minorité de riches la Haute-Volta constitue un paradis, pour cette majorité que constitue le peuple, elle est un enfer à peine supportable.

Dans cette grande majorité, les salariés, malgré le fait qu'ils sont assurés d'un revenu régulier subissent contraintes et pièges de la société de consommation du capitalisme. Tout leur salaire se voit consommé avant même qu'il n'ait été touché. Et le cercle vicieux se poursuit sans fin, sans aucune perspective de rupture.

Au sein de leurs syndicats respectifs, les salariés engagent des luttes revendicatives pour l'amélioration de leurs conditions de vie. L'ampleur de ces luttes contraint quelquefois les pouvoirs néocoloniaux en place à lâcher du lest. Mais ils ne donnent d'une main que pour récupérer aussitôt de l'autre. Ainsi on annonce, avec grand tapage, une augmentation de 10 % des salaires pour immédiatement prendre des mesures d'imposition qui annulent les effets bénéfiques attendus de la première mesure. Les travailleurs après cinq, six, sept mois finissent toujours par se rendre compte de la supercherie et se mobilisent pour de nouvelles luttes. Sept mois, c'est plus qu'il ne faut aux réactionnaires au pouvoir pour reprendre du souffle et élaborer d'autres stratagèmes. Dans cette lutte sans fin, le travailleur s'en sort toujours perdant.

Au sein de cette grande majorité, il y a ces « damnés de la terre », ces paysans que l'on exproprie, que l'on spolie, que l'on moleste, que l'on emprisonne, que l'on bafoue et que l'on humilie chaque jour et qui, cependant, sont de ceux dont le travail est créateur de richesses. C'est par leurs activités productives que l'économie du pays se maintient malgré sa fragilité. C'est de leur travail que se « sucent » tous ces nationaux pour qui la Haute-Volta est un Eldorado. Et pourtant, ce sont eux qui souffrent le plus du manque des structures, d'infrastructures routières, du manque des structures et d'encadrement sanitaires.

Ce sont ces paysans créateurs de richesses nationales qui souffrent le plus du manque d'écoles et de fournitures scolaires pour leurs enfants. Ce sont leurs enfants qui vont grossir les rangs des chômeurs après un passage éclair sur les bancs des écoles mal adaptées aux réalités de ce pays.

C'est parmi eux que le taux d'analphabétisme est le plus élevé : 98 %. Ceux qui ont besoin de plus de savoir pour que leur travail productif puisse s'améliorer en rendement, c'est encore eux qui profitent le moins des investissements dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la technologie.

La jeunesse paysanne, qui a les mêmes dispositions d'esprit que toute la jeunesse, c'est-à-dire, plus sensible à l'injustice sociale et favorable au progrès, en arrive, dans un sentiment de révolte, à désertir nos campagnes les privant ainsi de ses éléments les plus dynamiques.

Le premier réflexe pousse cette jeunesse dans les grands centres urbains que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Là ils espèrent trouver un travail plus rémunérateur et profiter aussi des avantages du progrès. Le manque de travail les pousse à l'oisiveté avec les vices qui la caractérisent. Enfin ils chercheront leur salut, pour ne pas finir en prison, en s'expatriant vers l'étranger où l'humiliation et l'exploitation la plus éhontée les attendent. Mais la société voltaïque leur laisse-t-elle d'autre choix ?

Telle est, de la manière la plus succincte, la situation de notre pays après vingt-trois années de néocolonisation : paradis pour les uns et enfer pour les autres.

Après vingt-trois années de domination et d'exploitation impérialistes, notre pays demeure un pays agricole arriéré où le secteur rural qui occupe plus de 90 % de la population active ne représente seulement que 45 % de la production intérieure brute (PIB) et fournit les 95 % des exportations totales du pays. Plus simplement, il faut constater que pendant que dans d'autres pays les agriculteurs qui constituent moins de 5 % de la population arrivent non seulement à se nourrir correctement, à assurer les besoins de toute la nation entière, mais aussi à exporter d'immenses quantités de leurs produits agricoles, chez nous plus de 90 % de la population malgré de rudes efforts connaissent famines et disettes et sont obligés d'avoir recours, avec le reste de la population, à l'importation des produits agricoles si ce n'est à l'aide internationale. Le déséquilibre entre les exportations et les importations ainsi créé contribue à accentuer la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. Le déficit commercial qui en résulte s'accroît sensiblement au fil des années et le taux de couverture des importations par les exportations se situe aux environs de 25 %. En termes plus clairs, nous achetons à l'étranger plus que nous ne lui vendons et une économie qui fonctionne sur cette base se ruine progressivement et va vers la catastrophe.

Les investissements privés en provenance de l'extérieur sont non seulement insuffisants, mais en outre exercent des ponctions énormes sur l'économie du pays et ne contribuent donc pas à renforcer sa capacité d'accumulation. Une part importante de la richesse créée à l'aide des investissements étrangers est

drainée vers l'extérieur au lieu d'être réinvestie pour accroître la capacité productive du pays. Dans la période 1973-1979, on estime les sorties des devises comme revenus des investissements directs étrangers à 1,7 milliard de francs CFA par an, alors que les investissements nouveaux ne se chiffrent qu'à 1,3 milliard de francs CFA par an en moyenne.

L'insuffisance des efforts en investissements productifs amène l'État voltaïque à jouer un rôle fondamental dans l'économie nationale par l'effort qu'il fournit en vue de suppléer à l'investissement privé. Situation difficile lorsque l'on sait que les recettes du budget de l'État sont essentiellement constituées par les recettes fiscales qui représentent 85 % des recettes totales et qui se résument en grande partie à des taxes sur les importations et à des impôts.

Les recettes de l'État financent, outre l'effort d'investissement national, les dépenses de l'État dont 70 % servent à payer les salaires des fonctionnaires et à assurer le fonctionnement des services administratifs. Que peut-il en rester alors pour les investissements sociaux et culturels ?

Dans le domaine de l'éducation, notre pays se situe parmi les pays les plus retardataires avec un taux de scolarisation de 16,4 % et un taux d'analphabétisme qui s'élève à 92 % en moyenne. C'est dire que sur cent Voltaïques, à peine huit semblent savoir lire et écrire en quelque langue que ce soit.

Sur le plan sanitaire, le taux de morbidité et de mortalité est des plus élevés dans la sous région en raison de la prolifération des maladies transmissibles et des carences nutritionnelles. Comment d'ailleurs éviter une telle situation catastrophique lorsque l'on sait que chez nous on ne compte qu'un lit d'hôpital pour 1 200 habitants et un médecin pour 48 000 habitants ?

Ces quelques éléments suffisent à eux seuls pour illustrer l'héritage que nous laissent vingt-trois années de néocolonisation, vingt-trois années d'une politique de totale démission nationale. Cette situation, parmi les plus désolantes, ne peut laisser dans l'indifférence aucun Voltaïque qui aime et honore son pays. En effet notre peuple, peuple courageux et travailleur, n'a jamais pu tolérer une telle situation. Et parce qu'il avait compris qu'il ne s'agissait pas là d'une fatalité mais d'une organisation de la société sur des bases injustes au seul profit d'une minorité, il a toujours développé des luttes multiformes, cherchant les voies et moyens pour mettre un terme à l'ancien ordre des choses.

C'est pourquoi, il a salué fiévreusement l'avènement du Conseil national de la révolution et de la révolution d'août qui est le couronnement des efforts qu'il a déployés et des sacrifices qu'il a consentis pour renverser l'ancien ordre, instaurer un nouvel ordre à même de réhabiliter l'homme voltaïque et donner

une place de choix à notre pays dans le concert des nations libres, prospères et respectées.

Les classes parasitaires qui avaient toujours tiré profit de la Haute-Volta coloniale et néocoloniale sont et seront hostiles aux transformations entreprises par le processus révolutionnaire entamé depuis le 4 août 1983. La raison en est qu'elles sont et demeurent attachées par un cordon ombilical à l'impérialisme international. Elles sont et demeurent les fervents défenseurs des privilèges acquis du fait de leur allégeance à l'impérialisme.

Quoique l'on fasse, quoique l'on dise, elles resteront égales à elles-mêmes, et continueront de tramer complots et intrigues pour la reconquête de leur « royaume perdu ». De ces nostalgiques il ne faut point s'attendre à une reconversion de mentalité et d'attitude. Ils ne sont sensibles et ne comprennent que le langage de la lutte, la lutte des classes révolutionnaires contre les exploiters et les oppresseurs des peuples. Notre révolution sera pour eux la chose la plus autoritaire qui soit ; elle sera un acte par lequel le peuple leur imposera sa volonté par tous les moyens dont il dispose et s'il le faut par ses armes.

Ces ennemis du peuple, qui sont-ils ? Ils se sont démasqués aux yeux du peuple lors des événements du 17 mai dans leur hargne contre les forces révolutionnaires. Ces ennemis du peuple, le peuple les a identifiés dans le feu de l'action révolutionnaire. Ce sont :

1° La bourgeoisie voltaïque, qui se distingue, de par la fonction que les uns et les autres accomplissent, en bourgeoisie d'État, bourgeoisie compradore et bourgeoisie moyenne.

- La bourgeoisie d'État. C'est cette fraction qui est connue sous l'appellation de bourgeoisie politico-bureaucratique. C'est une bourgeoisie qu'une situation de monopole politique a enrichie de façon illicite et crapuleuse. Elle s'est servie de l'appareil d'État tout comme le capitaliste industriel se sert de ses moyens de production pour accumuler les plus-values tirées de l'exploitation de la force de travail des ouvriers. Cette fraction de la bourgeoisie ne renoncera jamais de plein gré à ses anciens avantages pour assister, passive, aux transformations révolutionnaires en cours.

- La bourgeoisie commerçante. Cette fraction, de par ses activités mêmes, est attachée à l'impérialisme par de multiples liens. La suppression de la domination impérialiste signifie pour elle la mort de la « poule aux œufs d'or ». C'est pourquoi elle s'opposera de toutes ses forces à la présente révolution. C'est dans cette catégorie que se recrutent par exemple les commerçants véreux qui cherchent à affamer le peuple en retirant de la circulation les vivres

à des fins de spéculation et de sabotage économique.

- La bourgeoisie moyenne. Cette fraction de la bourgeoisie voltaïque, bien qu'ayant des liens avec l'impérialisme, rivalise avec celui-ci pour le contrôle du marché. Mais comme elle est plus faible économiquement, elle se fait évincer par l'impérialisme. Elle a donc des griefs contre l'impérialisme, mais a aussi peur du peuple et cette peur peut l'amener à faire front avec l'impérialisme. Toutefois, du fait que la domination impérialiste sur notre pays l'empêche de jouer son rôle véritable de bourgeoisie nationale, quelques-uns de ses éléments, sous certains rapports, pourraient être favorables à la révolution qui les situerait objectivement dans le camp du peuple. Cependant, entre ces éléments qui viennent à la révolution et le peuple, il faut développer une méfiance révolutionnaire. Car, sous ce couvert accourent à la révolution des opportunistes de toutes sortes.

2° Les forces rétrogrades qui tirent leur puissance des structures traditionnelles de type féodal de notre société. Ces forces, dans leur majorité, ont su opposer une résistance ferme à l'impérialisme colonialiste français. Mais depuis l'accession de notre pays à la souveraineté nationale, elles ont fait corps avec la bourgeoisie réactionnaire pour opprimer le peuple voltaïque. Ces forces ont tenu les masses paysannes en une situation de réservoir à partir duquel elles se livraient à des surenchères électorales.

Pour préserver leurs intérêts qui sont communs à ceux de l'impérialisme et opposés à ceux du peuple, ces forces réactionnaires ont le plus souvent recours aux valeurs décadentes de notre culture traditionnelle qui sont encore vivaces dans les milieux ruraux. Dans la mesure où notre révolution vise à démocratiser les rapports sociaux dans nos campagnes, à responsabiliser les paysans, à mettre à leur portée plus d'instruction et plus de savoir pour leur propre émancipation économique et culturelle, ces forces rétrogrades s'y opposeront.

Ce sont là les ennemis du peuple dans la présente révolution, des ennemis que le peuple a identifiés lui-même lors des événements du mois de mai. Ce sont ces individus-là qui ont constitué le gros de la troupe des marcheurs isolés, protégés par un cordon militaire, et qui ont manifesté leur soutien de classe au régime déjà moribond issu du coup d'État réactionnaire et pro-impérialiste.

En dehors des classes et couches sociales réactionnaires et antirévolutionnaires ci-dessus énumérées, le reste de la population constitue le peuple voltaïque. Un peuple qui tient la domination et l'exploitation impérialistes en abomination et qui n'a cessé de le manifester dans la lutte concrète de tous les jours contre les différents régimes néocoloniaux. Ce peuple dans la présente révolution regroupe :

1° La classe ouvrière voltaïque, jeune et peu nombreuse, mais qui a su faire la preuve dans ses luttes incessantes contre le patronat, qu'elle est une classe véritablement révolutionnaire. Dans la révolution présente, c'est une classe qui a tout à gagner et rien à perdre. Elle n'a pas de moyen de production à perdre, elle n'a pas de parcelle de propriété à défendre dans le cadre de l'ancienne société néocoloniale. Par contre, elle est convaincue que la révolution est son affaire, car elle en sortira grandie et fortifiée.

2° La petite bourgeoisie qui constitue une vaste couche sociale très instable et qui hésite très souvent entre la cause des masses populaires et celle de l'impérialisme. Dans sa grande majorité, elle finit toujours par se ranger du côté des masses populaires. Elle comprend les éléments les plus divers parmi lesquels : les petits commerçants, les intellectuels petit-bourgeois (fonctionnaires, étudiants, élèves, employés du secteur privé, etc.), les artisans.

3° La paysannerie voltaïque est, dans sa grande majorité, constituée de petits paysans attachés à la propriété parcellaire du fait de la désintégration progressive de la propriété collective depuis l'introduction du mode de production capitaliste dans notre pays. Les rapports marchands dissolvent de plus en plus les liens communautaires, et à leur place s'instaure la propriété privée des moyens de production. Dans cette nouvelle situation ainsi créée par la pénétration du capitalisme dans nos campagnes, le paysan voltaïque qui se trouve lié à la petite production, incarne les rapports bourgeois de production. Aussi, au vu de toutes ces considérations, la paysannerie voltaïque est partie intégrante de la catégorie de la petite bourgeoisie. De par le passé et de par sa situation présente, elle est la couche sociale qui a payé le plus de tribut à la domination et à l'exploitation impérialistes. La situation d'arriération économique et culturelle qui caractérise nos campagnes l'a tenue longtemps à l'écart des grands courants de progrès et de modernisation, et contenue dans le rôle de réservoir des partis politiques réactionnaires. Cependant elle a intérêt à la révolution et en est, du point de vue du nombre, la force principale.

4° Le lumpenprolétariat. C'est cette catégorie d'éléments déclassés qui, du fait de leur situation de sans-travail, sont prédisposés à être à la solde des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires pour l'exécution de leurs sales besognes. Dans la mesure où la révolution saura les convertir en les occupant utilement, ils pourront être ses fervents défenseurs.

LE CARACTÈRE ET LA PORTÉE DE LA RÉVOLUTION D'AOÛT

Les révolutions qui surviennent de par le monde ne se ressemblent point.

Chaque révolution apporte son originalité qui la distingue des autres. Notre révolution, la révolution d'août, n'échappe pas à cette constatation. Elle tient compte des particularités de notre pays, de son degré de développement et d'assujettissement au système capitaliste impérialiste mondial.

Notre révolution est une révolution qui se déroule dans un pays agricole arriéré, où le poids des traditions et de l'idéologie, secrétées par une organisation sociale de type féodal, pèse énormément sur les masses populaires. Elle est une révolution dans un pays qui, à cause de la domination et de l'exploitation que l'impérialisme exerce sur notre peuple, a évolué de la situation de colonie qu'était ce pays, à celle de néocoloniale.

Elle est une révolution qui se produit dans un pays caractérisé encore par l'inexistence d'une classe ouvrière consciente de sa mission historique et organisée et par conséquent, ne possédant aucune tradition de lutte révolutionnaire. C'est une révolution qui se produit dans un petit pays continental, au moment où, sur le plan international, le mouvement révolutionnaire s'effrite de jour en jour sans l'espoir visible de voir se constituer un bloc homogène à même d'impulser et de soutenir pratiquement les mouvements révolutionnaires naissants. Cet ensemble de circonstances historiques, géographiques et sociologiques donne une certaine empreinte singulière à notre révolution.

La révolution d'août est une révolution qui présente un double caractère : elle est une révolution démocratique et populaire. Elle a pour tâches primordiales la liquidation de la domination et de l'exploitation impérialistes, l'épuration de la campagne de toutes les entraves sociales, économiques et culturelles qui la maintiennent dans un état d'arriération. De là découle son caractère démocratique.

De ce que les masses populaires voltaïques sont partie prenante à part entière dans cette révolution et se mobilisent conséquemment autour de mots d'ordre démocratiques et révolutionnaires qui traduisent dans les faits leurs intérêts propres opposés à ceux des classes réactionnaires alliées à l'impérialisme, elle tire son caractère populaire. Ce caractère populaire de la révolution d'août réside aussi dans le fait qu'en lieu et place de l'ancienne machine d'État s'édifie une nouvelle machine à même de garantir l'exercice démocratique du pouvoir par le peuple et pour le peuple.

Notre révolution présente, ainsi caractérisée, tout en étant une révolution anti-impérialiste, s'effectue encore dans le cadre des limites du régime économique et social bourgeois. En procédant à l'analyse des classes sociales de la société voltaïque, nous avons soutenu l'idée selon laquelle la bourgeoisie voltaïque ne constitue pas une seule masse homogène réactionnaire et

antirévolutionnaire. En effet, ce qui caractérise la bourgeoisie des pays sous-développés sous le rapport capitaliste, c'est leur incapacité congénitale de révolutionner la société à l'instar de la bourgeoisie des pays européens des années 1780, c'est-à-dire à l'époque où celle-ci constituait encore une classe ascendante.

Tels sont les caractères et les limites de la présente révolution déclenchée en Haute-Volta depuis le 4 août 1983. En avoir une claire perception et une définition exacte de son contenu nous prémunit des dangers de déviation et des excès qui pourraient porter préjudice à la marche victorieuse de la révolution.

Que tous ceux qui ont pris fait et cause pour la révolution d'août se pénètrent de la ligne directrice ainsi dégagée en vue de pouvoir assumer leur rôle de révolutionnaires conscients et, en véritables propagandistes intrépides et infatigables, en fassent une diffusion au sein des masses.

Il ne suffit plus de se dire révolutionnaire, il faut en plus se pénétrer de la signification profonde de la révolution dont on est le fervent défenseur. C'est le meilleur moyen de mieux la défendre contre les attaques et les défigurations que les contre-révolutionnaires ne manqueront pas de lui opposer. Savoir lier la théorie révolutionnaire à la pratique révolutionnaire sera le critère décisif permettant désormais de distinguer les révolutionnaires conséquents de tous ceux qui accourent à la révolution mus par des mobiles étrangers à la cause révolutionnaire.

DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE DANS L'EXERCICE DU POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE

Un des traits distinctifs de la révolution d'août, avons-nous dit, et qui lui confère son caractère populaire, c'est qu'elle est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité.

C'est une révolution faite par les masses populaires voltaïques elles-mêmes avec leurs mots d'ordre et leurs aspirations. L'objectif de cette révolution consiste à faire assumer le pouvoir par le peuple. C'est la raison pour laquelle le premier acte de la révolution, après la Proclamation du 4 août, fut l'appel adressé au peuple pour la création des Comités de défense de la révolution. Le CNR a la conviction que pour que cette révolution soit véritablement populaire, elle devra procéder à la destruction de la machine d'État néocoloniale et organiser une nouvelle machine capable de garantir la souveraineté du peuple. La question de savoir comment ce pouvoir populaire sera exercé, comment ce pouvoir devra s'organiser, est une question essentielle pour le devenir de notre révolution. L'histoire de notre pays jusqu'à nos jours a

été essentiellement dominée par les classes exploiteuses et conservatrices qui ont exercé leur dictature antidémocratique et antipopulaire, par leur mainmise sur la politique, l'économie, l'idéologie, la culture, l'administration et la justice.

La révolution a pour premier objectif de faire passer le pouvoir des mains de la bourgeoisie voltaïque alliée à l'impérialisme aux mains de l'alliance des classes populaires constituant le peuple. Ce qui veut dire qu'à la dictature antidémocratique et antipopulaire de l'alliance réactionnaire des classes sociales favorables à l'impérialisme, le peuple au pouvoir devra désormais opposer son pouvoir démocratique et populaire.

Ce pouvoir démocratique et populaire sera le fondement, la base solide du pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta. Elle aura pour tâche primordiale la reconversion totale de toute la machine d'État avec ses lois, son administration, ses tribunaux, sa police, son armée qui avaient été façonnés pour servir et défendre les intérêts égoïstes des classes et couches sociales réactionnaires. Elle aura pour tâche d'organiser la lutte contre les menées contre-révolutionnaires de reconquête du « paradis perdu » en vue d'écraser complètement la résistance des réactionnaires nostalgiques du passé. Et c'est là que résident la nécessité et le rôle des CDR, comme point d'appui des masses populaires à l'assaut des citadelles réactionnaires et contre-révolutionnaires.

POUR UNE JUSTE COMPRÉHENSION DE LA NATURE, DU RÔLE ET DU FONCTIONNEMENT DES CDR

L'édification de d'État de démocratie populaire qui est l'objectif final de la révolution d'août n'est pas et ne sera pas l'œuvre d'un seul jour. C'est une tâche ardue qui exigera de nous des sacrifices énormes. Le caractère démocratique de cette révolution nous impose une décentralisation et une déconcentration du pouvoir administratif afin de rapprocher l'administration du peuple, afin de faire de la chose publique une affaire qui intéresse tout un chacun. Dans cette œuvre immense de longue haleine, nous avons entrepris de remodeler la carte administrative du pays pour une plus grande efficacité.

Nous avons aussi entrepris de renouveler la direction des services administratifs dans un sens plus révolutionnaire. En même temps, nous avons « dégagé » des fonctionnaires et militaires qui, pour des raisons diverses, ne peuvent suivre la cadence de la présente révolution. Il nous reste beaucoup à faire et nous en sommes conscients.

Le Conseil national de la révolution, qui est dans le processus révolutionnaire déclenché depuis le 4 août le pouvoir de conception, de direction et de contrôle de la vie nationale tant sur le plan politique, économique que social,

se doit d'avoir des instances locales dans les divers secteurs de la vie nationale. Et c'est là que réside le sens profond de la création des CDR qui sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail.

Les CDR constituent l'organisation authentique du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire. C'est l'instrument que le peuple s'est forgé pour se rendre véritablement souverain de son destin et étendre de ce fait son contrôle dans tous les domaines de la société. Les armes du peuple, le pouvoir du peuple, les richesses du peuple, ce sera le peuple qui les gèrera et les CDR sont là pour cela.

Quant à leurs rôles, ils sont immenses et diversifiés. Leur mission première est l'organisation du peuple voltaïque tout entier en vue de l'engager dans le combat révolutionnaire. Le peuple ainsi organisé dans les CDR acquiert non seulement le droit de regard sur les problèmes de son devenir, mais aussi participe à la prise de décision sur son devenir et à son exécution. La révolution comme théorie juste pour détruire l'ordre ancien et, en lieu et place, édifier une société d'un type nouveau ne saurait être menée que par ceux qui y ont intérêt.

Les CDR sont alors les détachements d'assaut qui s'attaqueront à tous les foyers de résistance. Ce sont les bâtisseurs de la Haute-Volta révolutionnaire. Ce sont les levains qui devront porter la révolution dans toutes les provinces, tous nos villages, tous les services publics et privés, tous les foyers, tous les milieux. Pour ce faire, les militants révolutionnaires au sein des CDR doivent rivaliser d'ardeur dans les tâches primordiales suivantes :

1° L'action en direction des membres du CDR : il revient aux militants révolutionnaires le travail d'éducation politique de leurs camarades. Les CDR doivent être des écoles de formation politique. Les CDR sont les cadres adéquats où les militants discutent des décisions des instances supérieures de la révolution, du CNR et du gouvernement.

2° L'action en direction des masses populaires vise à les entraîner à adhérer massivement aux objectifs du CNR par une propagande et une agitation intrépides et sans relâche. À la propagande et aux calomnies mensongères de la réaction, les CDR doivent savoir opposer une propagande, une explication révolutionnaires appropriées selon le principe que seule la vérité est révolutionnaire. Les CDR se doivent d'être à l'écoute des masses afin de se rendre compte de leur état d'esprit, de leurs besoins, pour en informer à temps le CNR et faire à ce sujet des propositions concrètes. Ils sont invités à examiner les questions touchant l'amélioration des intérêts des masses

populaires, en soutenant les initiatives prises par ces dernières. Le contact direct avec les masses populaires, par l'organisation périodique des assemblées ouvertes où sont discutées les questions qui les intéressent, est une nécessité impérieuse pour les CDR s'ils veulent aider à l'application correcte des directives du CNR. Ainsi, dans l'action de propagande, les décisions du CNR seront expliquées aux masses. Seront aussi expliquées toutes les mesures destinées à l'amélioration de leurs conditions de vie. Les CDR doivent lutter avec les masses populaires des villes et des campagnes contre leurs ennemis et l'adversité de la nature, pour la transformation de leur existence matérielle et morale.

3° Les CDR devront travailler de manière rationnelle illustrant ainsi un des traits de notre révolution : la rigueur. Par conséquent, ils doivent se doter de plans d'action cohérents et ambitieux qui s'imposent à tous leurs membres.

Depuis le 4 août, date devenue désormais historique pour notre peuple, répondant à l'appel du CNR, les Voltaïques ont développé des initiatives pour se doter de CDR. Ainsi des CDR virent le jour dans les villages, dans les quartiers des villes, bientôt sur les lieux de travail, dans les services, dans les usines, au sein de l'armée. Tout ceci est le résultat de l'action spontanée des masses. Il convient maintenant de travailler à leur structuration interne sur une base claire, et à leur organisation à l'échelle nationale. C'est ce à quoi s'attelle actuellement le secrétariat général national des CDR. En attendant que des travaux de réflexion qui se mènent actuellement sur la base des expériences déjà accumulées, sortent des résultats définitifs, nous nous contenterons d'esquisser le schéma et les principes directeurs généraux du fonctionnement des CDR.

L'idée première poursuivie avec la création des CDR consiste en la démocratisation du pouvoir. Les CDR devenant ainsi des organes par lesquels le peuple exerce le pouvoir local découlant du pouvoir central dévolu au CNR.

Le CNR constitue, en dehors des assises du congrès national, le pouvoir suprême. Il est l'organe directeur de tout cet édifice dont le principe directeur est le centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique est basé, d'une part, sur la subordination des organes de l'échelon inférieur aux organismes de l'échelon supérieur dont le plus haut est le CNR auquel se subordonnent toutes les organisations. D'autre part, ce centralisme reste démocratique, car le principe électif est de rigueur à tous les niveaux et l'autonomie des organes locaux est reconnue pour toutes les questions relevant de leur ressort, toutefois dans les limites et le respect des directives générales tracées par l'instance supérieure.

DE LA MORALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE AU SEIN DES CDR

La révolution vise à la transformation de la société sous tous les rapports, économiques, sociaux et culturels. Elle vise à créer un Voltaïque nouveau, avec une moralité et un comportement social exemplaires qui inspirent l'admiration et la confiance des masses. La domination néocoloniale a placé notre société dans un pourrissement tel qu'il nous faudra des années pour la purifier.

Cependant les militants des CDR doivent se forger une nouvelle conscience et un nouveau comportement en vue de donner le bon exemple aux masses populaires. En faisant la révolution, nous devons veiller à notre propre transformation qualitative. Sans une transformation qualitative de ceux-là mêmes qui sont censés être les artisans de la révolution, il est pratiquement impossible de créer une société nouvelle débarrassée de la corruption, du vol, du mensonge, et de l'individualisme de façon générale.

Nous devons nous efforcer de faire concorder nos actes à nos paroles, surveiller notre comportement social afin de ne pas prêter le flanc aux attaques des contre-révolutionnaires qui sont à l'affût. Avoir continuellement à l'esprit que l'intérêt des masses populaires prime sur l'intérêt personnel nous préservera de tout égarement.

L'activisme de certains militants caressant le rêve contre-révolutionnaire d'amasser des biens et des profits par le biais des CDR doit être dénoncé et combattu. Le vedettariat doit être éliminé. Plus vite ces insuffisances seront combattues, mieux cela vaudra pour la révolution.

Le révolutionnaire de notre point de vue, c'est celui qui sait être modeste tout en étant des plus déterminés dans les tâches qui lui sont confiées. Il s'en acquitte sans vantardise et n'attend aucune récompense.

Ces derniers temps nous constatons que des éléments qui ont pris part activement à la révolution et qui s'attendaient, pour ce faire, à ce que leur soient réservés des traitements privilégiés, des honneurs, des postes importants se livrent, par dépit, à un travail de sape parce qu'ils n'ont pas eu gain de cause. C'est la preuve qu'ils ont participé à la révolution sans jamais comprendre les objectifs réels. On ne fait pas de révolution pour se substituer simplement aux anciens potentats renversés. On ne participe pas à la révolution sous une motivation vindicative animée par l'envie d'une situation avantageuse : « Ôte-toi de là que je m'y mette. » Ce genre de mobile est étranger à l'idéal de la révolution d'août et ceux qui le portent démontrent leurs tares de petit-bourgeois situationnistes quand ce n'est pas leur opportunisme de contre-révolutionnaires dangereux.

L'image du révolutionnaire que le CNR entend imprimer dans la conscience

de tous, c'est celui du militant qui fait corps avec les masses, qui a foi en elles et qui les respecte. Il se départit de toute attitude de mépris vis-à-vis d'elles. Il ne se considère pas comme un maître à qui ces masses doivent obéissance et soumission. Au contraire, il se met à leur école, les écoute attentivement et fait attention à leurs avis. Il se départit des méthodes autoritaires dignes des bureaucrates réactionnaires.

Le révolution se distingue de l'anarchie dévastatrice. Elle exige une discipline et une ligne de conduite exemplaires. Les actes de vandalisme et les actions aventuristes de toute sorte, au lieu de renforcer la révolution par l'adhésion des masses, l'affaiblissent et repoussent loin d'elle les masses innombrables. C'est pourquoi les membres des CDR doivent élever leur sens des responsabilités devant le peuple et chercher à inspirer respect et admiration.

Ces insuffisances le plus souvent relèvent d'une ignorance du caractère et des objectifs de la révolution. Et pour nous en prémunir, il nous faut nous plonger dans l'étude de la théorie révolutionnaire. L'étude théorique élève notre compréhension des phénomènes, éclaire nos actions et nous prémunit de bien des présomptions. Nous devons désormais accorder une importance particulière à cet aspect de la question et nous efforcer d'être des exemples qui encouragent les autres à nous suivre.

POUR UNE RÉVOLUTIONNARISATION DE TOUS LES SECTEURS DE LA SOCIÉTÉ VOLTAÏQUE

Tous les régimes politiques qui se sont succédés jusqu'alors se sont évertués à instaurer un ensemble de mesures pour une meilleure gestion de la société néocoloniale. Les changements opérés par ces divers régimes se résumaient à la mise en place de nouvelles équipes dans la continuité du pouvoir néocolonial. Aucun de ces régimes ne voulait et ne pouvait entreprendre une remise en cause des fondements socio-économiques de la société voltaïque. C'est la raison pour laquelle ils ont tous échoué.

La révolution d'août ne vise pas à instaurer un régime de plus en Haute-Volta. Elle vient en rupture avec tous les régimes connus jusqu'à présent. Elle a pour objectif final l'édification d'une société voltaïque nouvelle au sein de laquelle le citoyen voltaïque animé d'une conscience révolutionnaire sera l'artisan de son propre bonheur, un bonheur à la hauteur des efforts qu'il aura consentis.

Pour ce faire, la révolution sera, n'en déplaise aux forces conservatrices et rétrogrades, un bouleversement total et profond qui n'épargnera aucun domaine, aucun secteur de l'activité économique, sociale et culturelle.

La révolutionnarisation de tous les domaines, de tous les secteurs d'activité, est

le mot d'ordre qui correspond au moment présent. Fort de la ligne directrice ainsi dégagée, chaque citoyen, à quelque niveau qu'il se trouve, doit entreprendre de révolutionnariser son secteur d'activité.

D'ores et déjà, la philosophie des transformations révolutionnaires touchera les secteurs suivants : 1° l'armée nationale ; 2° la politique de la femme ; 3° l'édification économique.

1° L'ARMÉE NATIONALE : SA PLACE DANS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Selon la doctrine de défense de la Haute-Volta révolutionnaire, un peuple conscient ne saurait confier la défense de sa Patrie à un groupe d'hommes quelles que soient leurs compétences. Les peuples conscients assument eux-mêmes la défense de leur Patrie. À cet effet, nos forces armées ne constituent qu'un détachement plus spécialisé que le reste du peuple pour les tâches de sécurité intérieure et extérieure de la Haute-Volta. De la même manière, bien que la santé des Voltaïques soit l'affaire du peuple et de chaque Voltaïque pris individuellement, il existe et existera un corps médical plus spécialisé et consacrant plus de temps à la question de la santé publique.

La révolution dicte aux forces armées nationales trois missions :

1) Être en mesure de combattre tout ennemi intérieur et extérieur, et participer à la formation militaire du reste du peuple. Ce qui suppose une capacité opérationnelle accrue faisant de chaque militaire un combattant compétent au lieu de l'ancienne armée qui n'était qu'une masse de salariés.

2) Participer à la production nationale. En effet, le militaire nouveau doit vivre et souffrir au sein du peuple auquel il appartient. Finie l'armée budgétivore. Désormais, en dehors du maniement des armes, elle sera aux champs, elle élèvera des troupeaux de bœufs, de moutons et de la volaille. Elle construira des écoles et des dispensaires dont elle assurera le fonctionnement, entretiendra les routes et transportera par voie aérienne le courrier, les malades et les produits agricoles entre les régions.

3) Former chaque militaire en militant révolutionnaire. Fini le temps où l'on prétendait à la réalité de la neutralité et de l'apolitisme de l'armée tout en faisant d'elle le rempart de la réaction et le garant des intérêts impérialistes !

Finis le temps où notre armée nationale se comportait tel un corps de mercenaires étrangers en territoire conquis ! Ce temps-là est désormais révolu à jamais. Armés de la formation politique et idéologique, nos soldats, nos sous-officiers et nos officiers engagés dans le processus révolutionnaire cesseront

d'être des criminels en puissance pour devenir des révolutionnaires conscients, étant au sein du peuple comme un poisson dans l'eau.

Armée au service de la révolution, l'armée nationale populaire ne fera de place à aucun militaire qui méprise son peuple, le bafoue et le brutalise. Une armée du peuple au service du peuple, telle est la nouvelle armée que nous édifierons à la place de l'armée néocoloniale, véritable instrument d'oppression et de répression aux mains de la bourgeoisie réactionnaire qui s'en sert pour dominer le peuple. Une telle armée, du point de vue même de son organisation interne et de ses principes de fonctionnement, sera fondamentalement différente de l'ancienne armée. Ainsi, à la place de l'obéissance aveugle des soldats vis-à-vis de leurs chefs, des subalternes vis-à-vis des supérieurs, se développera une discipline saine qui, tout en étant stricte, sera fondée sur l'adhésion consciente des hommes et des troupes.

Contrairement aux points de vue des officiers réactionnaires animés par l'esprit colonial, la politisation de l'armée, sa révolutionnarisation, ne signifie pas la fin de la discipline. La discipline dans une armée politisée aura un contenu nouveau. Elle sera une discipline révolutionnaire. C'est-à-dire une discipline qui tire sa force dans le fait que l'officier et le soldat, le gradé et le non-gradé se valent quant à la dignité humaine et ne diffèrent les uns des autres que par leurs tâches concrètes et leurs responsabilités respectives. Forts d'une telle compréhension des rapports entre les hommes, les cadres militaires doivent respecter leurs hommes, les aimer et les traiter avec équité.

Ici aussi, les Comités de défense de la révolution ont un rôle fondamental à jouer. Les militants CDR au sein de l'armée devront être les pionniers infatigables de l'édification de l'armée nationale populaire de l'État démocratique et populaire dont les tâches essentielles seront :

- 1) Sur le plan intérieur, la défense des droits et des intérêts du peuple, le maintien de l'ordre révolutionnaire et la sauvegarde du pouvoir démocratique et populaire.
- 2) Sur le plan extérieur, la défense de l'intégrité territoriale.

2° LA FEMME VOLTAÏQUE : SON RÔLE DANS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Le poids des traditions séculaires de notre société voue la femme au rang de bête de somme. Tous les fléaux de la société néocoloniale, la femme les subit doublement : premièrement, elle connaît les mêmes souffrances que l'homme ; deuxièmement, elle subit de la part de l'homme d'autres souffrances.

Notre révolution intéresse tous les opprimés, tous ceux qui sont exploités dans la société actuelle. Elle intéresse par conséquent la femme, car le fondement de sa domination par l'homme se trouve dans le système d'organisation de la vie politique et économique de la société. La révolution, en changeant l'ordre social qui opprime la femme, crée les conditions pour son émancipation véritable.

Les femmes et les hommes de notre société sont tous victimes de l'oppression et de la domination impérialistes. C'est pourquoi ils mènent le même combat. La révolution et la libération de la femme vont de pair. Et ce n'est pas un acte de charité ou un élan d'humanisme que de parler de l'émancipation de la femme. C'est une nécessité fondamentale pour le triomphe de la révolution. Les femmes portent sur elles l'autre moitié du ciel.

Créer une nouvelle mentalité chez la femme voltaïque qui lui permette d'assumer le destin du pays aux côtés de l'homme est une des tâches primordiales de la révolution. Il en est de même de la transformation à apporter dans les attitudes de l'homme vis-à-vis de la femme.

Jusqu'à présent la femme a été exclue des sphères de décisions. La révolution, en responsabilisant la femme, crée les conditions pour libérer l'initiative combattante des femmes. Le CNR, dans sa politique révolutionnaire, travaillera à la mobilisation, à l'organisation et à l'union de toutes les forces vives de la nation et la femme ne sera pas en reste. Elle sera associée à tous les combats que nous aurons à entreprendre contre les diverses entraves de la société néocoloniale et pour l'édification d'une société nouvelle. Elle sera associée, à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution, à l'organisation de la vie de la nation entière. Le but final de toute cette entreprise grandiose, c'est de construire une société libre et prospère où la femme sera l'égale de l'homme dans tous les domaines.

Cependant, il convient d'avoir une juste compréhension de la question de l'émancipation de la femme. Elle n'est pas une égalité mécanique entre l'homme et la femme. Acquérir les habitudes reconnues à l'homme : boire, fumer, porter des pantalons. Ce n'est pas cela l'émancipation de la femme.

Ce n'est pas non plus l'acquisition de diplômes qui rendra la femme égale à l'homme ou plus émancipée. Le diplôme n'est pas un laissez-passer pour l'émancipation.

La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productives, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme c'est celle qui force le respect et la considération de l'homme. L'émancipation tout comme la liberté ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes

d'avancer leurs revendications et de se mobiliser pour les faire aboutir.

En cela, la révolution démocratique et populaire créera les conditions nécessaires pour permettre à la femme voltaïque de se réaliser pleinement et entièrement. Car, serait-il possible de liquider le système d'exploitation en maintenant exploitées ces femmes qui constituent plus de la moitié de notre société ?

3° UNE ÉCONOMIE NATIONALE INDÉPENDANTE, AUTOSUFFISANTE ET PLANIFIÉE AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Le processus des transformations révolutionnaires entreprises depuis le 4 août met à l'ordre du jour de grandes réformes démocratiques et populaires. Ainsi, le Conseil national de la révolution est conscient que l'édification d'une économie nationale, indépendante, autosuffisante et planifiée passe par la transformation radicale de la société actuelle, transformation qui elle-même suppose les grandes réformes suivantes : la réforme agraire ; la réforme de l'administration ; la réforme scolaire ; la réforme des structures de production et de distribution dans le secteur moderne.

La réforme agraire aura pour but :

- l'accroissement de la productivité du travail par une meilleure organisation des paysans et l'introduction au niveau du monde rural de techniques modernes d'agriculture ;
- le développement d'une agriculture diversifiée de pair avec la spécialisation régionale ;
- l'abolition de toutes les entraves propres aux structures socio-économiques traditionnelles qui oppriment les paysans ;
- enfin, faire de l'agriculture le point d'appui du développement de l'industrie.

Cela est possible en donnant son vrai sens au slogan d'autosuffisance alimentaire, trop vieilli à force d'avoir été proclamé sans conviction. Ce sera d'abord la lutte âpre contre la nature qui, du reste, n'est pas plus ingrate chez nous que chez d'autres peuples qui l'ont merveilleusement vaincue sur le plan agricole. Le Conseil national de la révolution ne se bercera pas d'illusions en projets gigantissimes, sophistiqués. Au contraire, de nombreuses petites réalisations dans le système agricole permettront de faire de notre territoire un vaste champ, une suite infinie de fermes. Ce sera ensuite la lutte contre les affameurs du peuple, spéculateurs et capitalistes agricoles de tout genre. Ce sera

enfin la protection contre la domination impérialiste de notre agriculture, le pillage de nos ressources et la concurrence déloyale à nos productions locales par des importations qui n'ont de mérite que leur emballage pour bourgeois en mal de snobisme. Des prix rémunérateurs et des unités industrielles agroalimentaires assureront aux paysans des marchés pour leurs productions en toute saison.

La réforme administrative vise à rendre opérationnelle l'administration héritée de la colonisation. Pour ce faire, il faudra la débarrasser de tous les maux qui la caractérisent, à savoir la bureaucratie lourde, tracassière et ses conséquences, et procéder à une révision complète des statuts de la fonction publique. La réforme devra déboucher sur une administration peu coûteuse, plus opérante et plus souple.

La réforme scolaire vise à promouvoir une nouvelle orientation de l'éducation et de la culture. Elle devra déboucher sur la transformation de l'école en un instrument au service de la révolution. Les diplômés qui en sortiront devront être, non au service de leurs propres intérêts et (de celui) des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires. L'éducation révolutionnaire qui sera dispensée dans la nouvelle école devra inculquer à chacun une idéologie, une personnalité voltaïque qui débarrasse l'individu de tout mimétisme. Apprendre aux élèves étudiants à assimiler de manière critique et positive les idées et les expériences des autres peuples, sera une des vocations de l'école dans la société démocratique et populaire.

Pour arriver à bout de l'analphabétisme et de l'obscurantisme, il faudra mettre l'accent sur la mobilisation de toutes les énergies en vue de l'organisation des masses pour les sensibiliser et créer en elles la soif d'apprendre en leur montrant les inconvénients de l'ignorance. Toute politique de lutte contre l'analphabétisme, sans la participation même des principaux intéressés est vouée à l'échec.

Quant à la culture dans la société démocratique et populaire, elle devra revêtir un triple caractère : national, révolutionnaire et populaire. Tout ce qui est antinational, antirévolutionnaire et antipopulaire devra être banni. Au contraire, notre culture qui a célébré la dignité, le courage, le nationalisme et les grandes vertus humaines sera magnifiée.

La révolution démocratique et populaire créera les conditions propices à l'éclosion d'une culture nouvelle. Nos artistes auront les coudées franches pour aller hardiment de l'avant. Ils devront saisir l'occasion qui se présente à eux pour hausser notre culture au niveau mondial. Que les écrivains mettent leur plume au service de la révolution. Que les musiciens chantent non seulement le passé glorieux de notre peuple mais aussi son avenir radieux et prometteur.

La révolution attend de nos artistes qu'ils sachent décrire la réalité, en faire des images vivantes, les exprimer en notes mélodieuses tout en indiquant à notre peuple la voie juste conduisant vers un avenir meilleur. Elle attend d'eux qu'ils mettent leur génie créateur au service d'une culture voltaïque, nationale, révolutionnaire et populaire.

Il faut savoir puiser ce qu'il y a de bon dans le passé, c'est-à-dire dans nos traditions, ce qu'il y a de positif dans les cultures étrangères, pour donner une dimension nouvelle à notre culture.

La source inépuisable, pour l'inspiration créatrice des masses, se trouve dans les masses populaires. Savoir vivre avec les masses, s'engager dans le mouvement populaire, partager les joies et les souffrances du peuple, travailler et lutter avec lui, devraient constituer les préoccupations majeures de nos artistes.

Avant de produire, se poser la question : à qui destinons-nous notre création ? Si nous avons la conviction que c'est pour le peuple que nous créons, alors nous devons savoir clairement ce qu'est le peuple, quelles sont ses composantes, quelles sont ses aspirations profondes.

La réforme dans les structures de production et de distribution de notre économie : les réformes dans ce domaine visent à établir progressivement le contrôle effectif du peuple voltaïque sur les circuits de production et de distribution. Car sans une véritable maîtrise de ces circuits, il est pratiquement impossible d'édifier une économie indépendante au service du peuple.

Peuple de Haute-Volta,

Camarades militantes et militants de la révolution :

Les besoins de notre peuple sont immenses. La satisfaction de ces besoins nécessite des transformations révolutionnaires à entreprendre dans tous les domaines.

Ainsi dans le domaine sanitaire et [celui] de l'assistance sociale en faveur des masses populaires, les objectifs à atteindre se résument en ceci : une santé à la portée de tous ; la mise en œuvre d'une assistance et d'une protection maternelle et infantile ; une politique d'immunisation contre les maladies transmissibles par la multiplication des campagnes de vaccination ; une sensibilisation des masses pour l'acquisition de bonnes habitudes hygiéniques.

Tous ces objectifs ne peuvent être atteints sans l'engagement conscient des masses populaires elles-mêmes dans le combat sous l'orientation révolutionnaire des services de santé.

Dans le domaine de l'habitat, domaine d'une importance cruciale, il nous faudra entreprendre une politique vigoureuse pour mettre fin aux spéculations immobilières, à l'exploitation des travailleurs par l'établissement des taux de

loyers excessifs. Des mesures importantes devront être prises dans ce domaine pour : établir des loyers raisonnables ; procéder aux lotissements rapides de quartiers ; développer sur une grande échelle la construction de maisons d'habitation modernes en nombre suffisant et accessibles aux travailleurs.

Une des préoccupations essentielles du CNR, c'est l'union des différentes nationalités que compte la Haute-Volta dans la lutte commune contre les ennemis de notre révolution. Il existe en effet dans notre pays, une multitude d'ethnies se distinguant les unes des autres par leur langue et leurs coutumes. C'est l'ensemble de ces nationalités qui forment la nation voltaïque. L'impérialisme dans sa politique de diviser pour régner, s'est évertué à exacerber les contradictions entre elles, pour les dresser les unes contre les autres.

La politique du CNR visera à l'union de ces différentes nationalités pour qu'elles vivent dans l'égalité et jouissent des mêmes chances de réussite. Pour ce faire, un accent particulier sera mis pour : le développement économique des différentes régions ; encourager les échanges économiques entre elles ; combattre les préjugés entre les ethnies, régler les différends qui les opposent dans un esprit d'union ; châtier les fauteurs de divisions.

Au vu de tous les problèmes auxquels notre pays se trouve confronté, la révolution apparaît comme un défi que nous devons, animés de la volonté de vaincre, surmonter avec la participation effective des masses populaires mobilisées au sein des CDR.

Dans un proche avenir, avec l'élaboration des programmes sectoriels, tout le territoire de Haute-Volta sera un vaste chantier de travail où le concours de tous les Voltaïques valides et en âge de travailler sera requis pour le combat sans merci que nous livrerons pour transformer ce pays en un pays prospère et radieux, un pays où le peuple sera le seul maître des richesses matérielles et immatérielles de la nation. Enfin, il nous faut définir la place de la révolution voltaïque dans le processus révolutionnaire mondial. Notre révolution fait partie intégrante du mouvement mondial pour la paix et la démocratie contre l'impérialisme et toute sorte d'hégémonisme.

C'est pourquoi nous nous efforcerons d'établir des relations diplomatiques avec les autres pays sans égard à leur système politique et économique sur la base des principes suivants :

- le respect réciproque pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ;
- la non-agression mutuelle ;
- la non-intervention dans les affaires intérieures ;

- le commerce avec tous les pays sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques.

Notre solidarité et notre soutien militants iront à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'indépendance de leur pays et la libération de leurs peuples. Ce soutien s'adresse particulièrement :

- au peuple de Namibie sous la direction de la SWAPO ;
- au peuple sahraoui dans sa lutte pour le recouvrement de son territoire national ;
- au peuple palestinien pour ses droits nationaux.

Dans notre lutte, les pays africains anti-impérialistes sont nos alliés objectifs. Le rapprochement avec ces pays est rendu nécessaire par les regroupements néocoloniaux qui s'opèrent sur notre continent.

Vive la révolution démocratique et populaire !

Vive le Conseil national de la révolution !

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

DÉSORMAIS RIEN NE POURRA EMPÊCHER LE PEUPLE DE RENDRE SON VERDICT

3 JANVIER 1984

La révolution burkinabè a totalement détruit les institutions judiciaires pour les remplacer par un système pyramidal de tribunaux populaires calqué sur l'organisation de l'administration et des CDR.

En haut de l'échelle, les Tribunaux populaires de la révolution (TPR). Ce discours en inaugure la première session. Leur compétence porte sur les crimes et délits politiques, crimes et délits contre la Sécurité intérieure et extérieure de l'État, détournements des deniers publics. En bas de l'échelle, les Tribunaux populaires de conciliation (TPC) qui, dans les villages et les secteurs, se substituent aux tribunaux coutumiers issus de la chefferie traditionnelle pour traiter des conflits de voisinage et petits délits. Selon leur gravité, les affaires sont jugées soit par les Tribunaux populaires départementaux, soit par le Tribunal populaire d'appel, au niveau de la province qui comprend cette fois deux juges professionnels, à côtés de représentants des CDR.

Au niveau national le bilan économique aussi est éloquent. Début 1985, en seize audiences, 139 personnes avaient été jugées, dont 33 relaxées. Les condamnations financières se chiffraient à 7 milliards de francs CFA dont trois milliards avaient déjà été récupérés¹. Ces tribunaux ont entraîné une très forte augmentation des rentrées fiscales.

Le pouvoir veut juger les dignitaires et récupérer les sommes détournées. Mais ce ne saurait être suffisant. Les sessions sont ouvertes au public, diffusées en direct à la radio et écoutées par une bonne partie de la population munie partout de récepteur radio. Il s'agit de décrire et de démonter tout le système de prédation des richesses, mais aussi, comme le dira Thomas Sankara dans son discours du 4 août 1985, d'aider à mettre en marche « une morale et une éthique nouvelle ». Les critiques ne vont pas tarder car les accusés sont privés d'avocat. Thomas Sankara s'en explique longuement dans le discours. Pour lui, les artifices et procédures du système précédent empêchent que les tribunaux disent la justice.

Les TPR vont accéder à la renommée internationale en mars 1985. Trois dirigeants de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), Mohamed Diawara, Moussa N'Gom et Moussa Diakité comparaissent devant les tribunaux populaires révolutionnaires (TPR). Ils sont accusés d'avoir détourné 6 milliards de francs CFA. Thomas Sankara est venu les arrêter au Mali et les a faits transporter au Burkina Faso pour être jugés. Une opération spectaculaire qui braquera une fois de plus les projecteurs sur ce président qui décidément tranche avec la plupart des dirigeants africains. Leurs avocats refusent de siéger au procès bien qu'ils aient le droit d'intervenir en tant que témoins.

On assiste alors à une campagne internationale pour remettre en cause la validité de cette juridiction spéciale, relayée par un certain nombre d'organes de presse, mais aussi des dirigeants de la région comme Houphouët-Boigny, le président de la Côte d'Ivoire ou Moussa Traoré, celui du Mali, probablement à l'origine de la nomination de ces personnalités à ces postes dirigeants. Pour Thomas Sankara, il s'agit de prouver aux yeux des peuples d'Afrique, que plus personne n'est à l'abri des poursuites judiciaires. Pour les dirigeants de la région, c'est un affront et surtout une remise en cause du système sur lequel repose leur pouvoir, un exemple qui pourrait donner de mauvaises idées aux peuples qu'ils dirigent.

À la mort de Thomas Sankara, le nouveau pouvoir s'est empressé de réhabiliter la plupart des personnes jugées et de les dédommager, sans que l'on puisse vraiment savoir, puisqu'il n'y eut pas d'autres procès, lesquelles de ces personnes étaient coupables et lesquelles vraiment innocentes.



Camarades présidents des institutions,
Camarades membres du Conseil national de la révolution,
Camarades membres du gouvernement révolutionnaire,
Camarades militants de la révolution démocratique et populaire, Excellences,
Mesdames, Messieurs :

Cela fait exactement dix-sept ans, jour pour jour que le peuple voltaïque dans un élan révolutionnaire est sorti dans les rues pour crier à la face de ceux qui l'ont toujours bâillonné, exploité et opprimé des mots d'ordre tels que : « À bas les détourneurs des deniers publics ! », « À bas les affameurs du peuple ! ». Dix-sept ans aujourd'hui, que le peuple voltaïque est sorti dans les rues pour réclamer : « Du pain, de l'eau et de la démocratie ».

Le 3 janvier 1966, le peuple voltaïque dans un sursaut collectif a mis au banc

des accusés la bourgeoisie réactionnaire et corrompue de notre pays, qui, après s'être servie de lui comme d'un tremplin pour accéder au pouvoir, lui avait tourné le dos, dans une course effrénée à l'accumulation de richesses mal acquises.

Aujourd'hui encore, le peuple voltaïque accuse.

Le peuple voltaïque accuse et exige la mise en application du verdict populaire. Aujourd'hui pour la réalisation de ses aspirations profondes exprimées depuis toujours, le peuple voltaïque s'est forgé un instrument adéquat : les tribunaux populaires révolutionnaires. Nous avons fait un choix et désormais rien ne pourra empêcher le peuple de rendre son verdict. Rien désormais ne pourra empêcher le peuple de donner un châtiment exemplaire à toute cette racaille politique qui s'est nourrie de la famine, à toutes ces crapules qui l'ont toujours bafoué, humilié par mille et une vexations.

Le peuple voltaïque accuse, et le monde tremble.

Le monde des exploiters, des spoliators, de tous ceux qui tirent avantage du système néocolonial, tremble parce que le peuple voltaïque devenu désormais maître de sa destinée veut rendre sa justice.

Camarades membres des Tribunaux populaires de la révolution, en choisissant la date du 3 janvier 1984 pour l'ouverture solennelle de vos assises, vous ne faites donc que renouer avec un passé récent qui a constitué un moment décisif dans la prise de conscience de notre peuple contre la domination et l'exploitation des couches et classes sociales, réactionnaires, véritables appuis locaux de l'impérialisme.

La création des tribunaux populaires révolutionnaires se justifie par le fait, qu'en lieu et place des tribunaux traditionnels, le peuple voltaïque entend désormais matérialiser dans tous les domaines, dans tous les secteurs de la société, le principe de la participation effective des classes laborieuses et exploitées à l'administration et à la gestion des affaires de l'État.

Les juges des tribunaux populaires révolutionnaires ont été choisis au sein des travailleurs et par les seuls travailleurs avec la mission d'accomplir la volonté du peuple. Pour ce faire, nul besoin pour eux, de connaître les vieilles lois. Étant issus du peuple, il suffit qu'ils se laissent guider par le sentiment de la justice populaire.

En l'absence de textes codifiés, il leur suffit de s'appuyer sur le droit révolutionnaire, en rejetant les lois de la société néocoloniale.

Notre révolution, la révolution d'août, en se fixant comme objectif la destruction de l'appareil d'État bureaucratique et en donnant une représentation beaucoup plus accessible au peuple, fait la preuve si besoin en était encore que le régime mis en place est plus démocratique que la plus

démocratique des républiques bourgeoises.

Toutefois, il faut s'attendre à ce que l'instauration des TPR fasse l'objet d'attaques de la part de nos ennemis à l'extérieur comme à l'intérieur du pays.

On y verra, à ne point en douter, un instrument de répression sinon d'inquisition politique. On criera certainement au bafouement des droits de l'homme. Mais qu'à cela ne tienne ! Notre justice populaire se distingue de la justice dans une société où les exploiters et les oppresseurs détiennent l'appareil d'État en ce qu'elle s'attachera à mettre à jour, à dévoiler publiquement tous les dessous politiques et sociaux des crimes perpétrés contre le peuple, à amener celui-ci à saisir leur portée afin d'en tirer les leçons de morale sociale et de politique pratique. Les jugements des TPR permettront de révéler aux yeux du monde les plaies du régime néocolonial en livrant les matériaux de la critique et en dégagant les éléments d'édification d'une société nouvelle.

Aussi à travers la condamnation des forfaits socio-économiques et moraux, il s'agit là d'un procès politique, d'une remise en cause du système politique de la société néocoloniale.

À travers l'homme, c'est la société qui est ici en cause. C'est pourquoi les débats au cours de ces procès devront revêtir un caractère éducatif par les explications qui seront données aux masses populaires à l'audience et dans la presse. Les verdicts qui en sortiront devront donner suffisamment à réfléchir. L'hypocrisie de la morale bourgeoise et réactionnaire réside dans des sursauts d'indignation vis-à-vis de la condamnation de quelques individus et dans un silence complice face au génocide collectif d'un peuple qui se meurt dans la misère, la famine et l'obscurantisme.

Nous jugeons un homme pour rétablir des millions d'hommes dans leurs droits. Nous sommes par conséquent de fervents défenseurs des droits de l'homme et non des droits d'un homme. À la « morale » immorale de la minorité exploiteuse et corrompue, nous opposons la morale révolutionnaire de tout un peuple pour la justice sociale.

Fort de cette légitimité révolutionnaire, le Conseil national de la révolution (CNR) vous invite, camarades juges des TPR, à faire preuve de sang-froid et de conscience révolutionnaire, sans excès mais avec fermeté, sans passion mais avec lucidité, avec discernement, mais sans complaisance, pour que les acquis de notre révolution soient sauvegardés.

Nous avons fait le choix entre deux formes de droit : d'un côté, le droit révolutionnaire du peuple, de l'autre l'ancien droit réactionnaire de la minorité bourgeoise. La justice que vous êtes appelés à rendre, s'inspire des principes démocratiques de notre révolution. Une démocratie pour le peuple et contre

les exploiters et les oppresseurs, tel est le fondement de l'activité des TPR.

Vous devez être fiers. Fiers d'avoir été choisis et d'avoir été appelés à être les artisans d'une œuvre novatrice à tous les points de vue.

Laissez les tenants de la démocratie dite pure à leurs pleurnicheries et à leurs attermoissements. Laissez s'indigner et se scandaliser les juristes et autres érudits, tous formalistes obnubilés par des procédures et des protocoles dont ils n'ont pas encore saisi les intentions mystificatrices pour le peuple et faisant du magistrat drapé dans sa toge et affublé de son épitoge, parfois même en perruque, un guignol qui suscite chez nous révolutionnaires, de la compassion, surtout lorsque nous le sentons proche du peuple au point de vouloir désertir sa corporation.

En effet, à régime réactionnaire, justice réactionnaire. Et nous comprenons la douleur d'un magistrat progressiste, voire révolutionnaire, lorsqu'il est contraint d'appliquer les textes d'un droit qui bafoue ses convictions politiques intimes. D'autres corporations comme l'armée pour ne citer qu'elle, nous ont donnés à observer de tels dilemmes.

Mais heureusement, la révolution du 4 août, la révolution démocratique et populaire est venue libérer et mobiliser les consciences de tous ceux qui ont consciemment choisi le camp du peuple.

Les masses populaires de Haute-Volta ont cessé d'être les dupes des politiciens réactionnaires le jour où elles ont compris que dans une société où il existe des exploiters exerçant leur domination sur la majorité du peuple, que dans une telle société, la justice est incontestablement une justice faite pour les exploiters. Un des objectifs de notre révolution populaire étant d'instituer un État démocratique, cet État devra être foncièrement distinct de l'État des exploiters.

La justice de l'État démocratique est par conséquent distincte de la justice des exploiters. Si les régimes politiques réactionnaires, enterrés chez nous et leurs semblables, en voie de fossilisation ailleurs, n'ont jamais osé et n'osent pas organiser les procès de cette pègre politique, c'est justement parce qu'ils ont compris qu'ils ne peuvent pas dans leur système réactionnaire, instituer des TPR où le peuple s'exprimera sans qu'ils ne soient eux-mêmes balayés. Tout comme ils ne peuvent pas s'en remettre aux tribunaux classiques dont le verdict ne pourra que provoquer le courroux légitime des sans-voix, de la voix du peuple. D'où les cotes mal taillées consistant par exemple en des internements administratifs, qu'appliquaient les philistins du Comité militaire de redressement pour le progrès national sous la docte houlette de l'inventeur historien-inquisiteur réactionnaire Joseph Ki-Zerbo.

Ailleurs, ce sont les emprisonnements à vie, les résidences surveillées à

perpétuité, comptant sur l'action du temps pour faire oublier que des problèmes politiques étaient posés aux dirigeants et que les dirigeants devaient les résoudre : à savoir le peuple et son droit à la justice.

En instituant les TPR, le CNR, le gouvernement révolutionnaire et le peuple militant de la révolution démocratique et populaire, savent que jusque dans leurs propres rangs, s'il se trouvait des éléments dégénérés, la justice populaire devra sévir dans toute sa rigueur. En même temps, chaque militant sait que son action politique, sa conduite de tous les jours et sa pratique sociale seront d'une transparence qui lui imposeront de n'accepter de faire la nuit ou dans l'ombre que ce qu'il pourra étaler le jour, la conscience tranquille. En vérité, il n'existe point d'autre vertu que celle qu'imposent et contrôlent réellement la société et le peuple.

Dans une société comme la nôtre, où la population est à 95 % analphabète, maintenue dans l'obscurantisme et l'ignorance par les classes dominantes, le droit bourgeois en dépit de tout bon sens ose affirmer que : « Nul n'est censé ignorer la loi ». C'est à l'aide de tels artifices que les classes possédantes et oisives oppressent les larges masses populaires, paysans de nos campagnes et ouvriers de nos villes.

Il en est de même lorsque, au nom de ce même droit, on affirme que : « Force doit rester à la loi ». La loi étant édictée pour défendre et sauvegarder les intérêts des classes dominantes, c'est dire que l'argument de la force est exhumée chaque fois que les intérêts de la minorité sont menacés. « Force doit rester à la loi » est une expression consacrée par les expropriateurs pour rejeter toute idée de justice populaire.

Ainsi, tout est permis sauf de manquer d'argent pour s'acheter un avocat et des magistrats qui sont seuls chargés d'interpréter dans un langage ésotérique réservé, des textes volontairement confus.

Au bout du compte effectivement, force reste à la loi, c'est-à-dire que la loi du plus riche, les textes du plus offrant, les talents oratoires vendus au plus offrant, l'emportent à tous les coups sur le « bon droit » populaire de ceux qui restent toujours coupables d'être pauvres, incapables d'acheter les services d'avocats célèbres ou se montrent simplement ignorants et analphabètes.

Tous les jours, sous nos yeux, nous voyons des voleurs poursuivis par la foule, chercher refuge au commissariat de police, convaincus que la « force restera à la loi » et que leur protection sera assurée. Par contre, le paysan de passage à Ouagadougou, poursuivi pour la moindre peccadille devra éviter à la fois ses poursuivants et le commissariat, car pour lui, nulle part dans l'univers de la grande ville, il n'y a d'espoir de voir une justice en sa faveur. Il croit que le commissariat est un lieu où effectivement, il sera sanctionné au nom de la loi.

Et il croit naïvement à l'égalité de tous les citoyens devant la loi, une loi implacable et incontournable.

La révolution démocratique et populaire se doit de briser cette justice antidémocratique et antipopulaire. Exactement comme notre peuple a brisé le verdict des élections truquées de décembre 1965 à travers lesquelles le réactionnaire mégalomane Maurice Yaméogo prétendait avoir obtenu « démocratiquement » 99,99 % des suffrages ! Quelques jours plus tard, le 3 janvier 1966, notre peuple en dehors des urnes et contre les bulletins de vote imposait son implacable verdict révolutionnaire, en destituant l'imposteur. Aucun exégète des textes du droit romain, aucun magistrat, aucun avocat, aucun tribunal n'a osé se mettre au travers de cette puissante et implacable démocratie véritablement populaire. Et pour cause !

Plus récemment, après le coup d'État contre-révolutionnaire du 17 mai 1983, lorsque le camarade Blaise Compaoré a rejoint ses troupes et le peuple révolutionnaire de la ville de Pô pour préparer la réplique révolutionnaire aux usurpateurs, personne n'a osé remettre en cause la légitimité d'une telle attitude. À l'évidence, la légalité, les textes et les lois militaires de l'armée néocoloniale étaient là totalement remis en cause. Le camarade Compaoré savait que les commandos et le peuple de Pô incarnaient effectivement les plus profonds sentiments de justice, d'honneur et de dignité de l'ensemble de notre peuple. De ce point de vue, son acte était mille fois démocratique et légal. Aucun texte militaire, aucune loi de la justice néocoloniale voltaïque ne pouvaient être en faveur d'une telle attitude. Et pourtant, cette attitude était juste et légitime aux yeux de la grande majorité de notre peuple révolutionnaire, humilié et bafoué à travers la trahison réactionnaire du 17 mai 1983.

L'expression de notre peuple à travers ces deux exemples nous enseigne qu'il ne sert à rien d'être en conformité avec la légalité bourgeoise de la minorité, si on n'est pas en accord total avec la morale non codifiée de son peuple.

Le peuple voltaïque offre son expérience en partage aux autres peuples du monde. Aucun arsenal de combinaisons juridico-politiques, aucune prestidigitation corruptrice de féodalité financière, aucun viol des consciences, aucun carnaval électoraliste, ne pourront empêcher le triomphe de la justice des peuples.

Camarades ! Tant qu'il y aura l'oppression et l'exploitation, il y aura toujours deux justices et deux démocraties : celle des oppresseurs et celle des opprimés, celle des exploiters et celle des exploités. La justice sous la révolution démocratique et populaire sera toujours celle des opprimés et des exploités, contre la justice néocoloniale d'hier qui était celle des oppresseurs et des

exploiteurs. Camarades ! Le peuple doit exercer lui-même la justice, sa justice.

Les jérémiades et les larmes de crocodiles ne devront point vous influencer lorsqu'il s'agira d'asséner de pesants coups à ceux-là qui auront montré leur incapacité à éprouver d'autre sentiment que le mépris le plus féodal pour le peuple et ses intérêts. Par contre, s'il s'en trouvait pour vous convaincre de leur gratitude à l'égard du peuple, qui en les châtiant sévèrement leur offre l'occasion de mesurer leurs forfaits, tendez-leur une main secourable.

Faites-les nous connaître. Après leur avoir fait payer jusqu'au dernier centime ce que le peuple leur réclame légitimement, nous leur créerons les conditions pour qu'ils comprennent que, dépouillés des immenses richesses mal acquises, ils pourront trouver le vrai bonheur. Ce bonheur ne sera rien d'autre dans notre société révolutionnaire que le travail honnête qui procure un gain honnête. Ce gain honnête procure une dignité et une liberté qui ne se calculent ni en termes de comptes bancaires apatrides en Suisse ou ailleurs, ni en valeurs spéculatives des places boursières au-dessus de tout soupçon, ni en étalage d'un luxe agressif et traumatique face à un peuple qui se meurt de faim, de maladie et d'ignorance. Ce bonheur auquel nous convions les éventuels repentis sera dans la satisfaction d'avoir prouvé leur utilité sociale et de jouir du droit de participer à la définition et à la réalisation effective des aspirations du peuple qui vous accepte et vous intègre.

Camarades ! les TPR sonnent le glas pour le vieux droit romain : c'est le chant du cygne pour le droit social étranger, napoléonien, qui a produit chez nous tant et tant de déclassés et qui avait consacré les privilèges illégitimes et iniques d'une classe minoritaire. Puissent les toutes prochaines assises de Ouagadougou tracer la voie lumineuse au bout de laquelle, dans le firmament de la révolution universelle, brillera le grand soleil de la justice qui dardera de ses puissants rayons les cœurs de tous ceux qui espèrent mais n'osent pas, de tous ceux qui osent mais ne comprennent pas, et de tous ceux qui comprennent mais n'osent pas.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

1. Chiffres cités par l'hebdomadaire *Carrefour africain*, n° 871, 22 février 1985.

NUL NE PEUT RIEN CONTRE UN PEUPLE MOBILISÉ

BOBO-DIOULASSO, FÉVRIER 1984

Ce discours a été prononcé à Bobo-Dioulasso lors de la visite de Jerry Rawlings en Haute-Volta entre le 10 et le 12 février 1984 et publié dans Carrefour africain, n° 818, 17 février 1984. Il évoque tout d'abord le passé de Bobo-Dioulasso, d'où est originaire OueZZin Coulibaly, l'un des dirigeants de tout premier plan du Rassemblement démocratique africain (RDA). Ce parti s'aligna à ses débuts, après la Deuxième Guerre mondiale, sur des positions authentiquement anticolonialistes. En 1950, Houphouët-Boigny, que Thomas Sankara égratigne dans ce discours sans le nommer, après sa rencontre avec François Mitterrand, rompt avec le Parti communiste dont il était allié à l'Assemblée nationale et va désormais s'aligner sur les positions de l'ancienne colonie¹.

Le 14 mai 1983, qu'il évoque, est le jour où Thomas Sankara, alors Premier ministre, s'est adressé à la jeunesse dans un discours très offensif, à Bobo-Dioulasso. Il a appelé la jeunesse à se mobiliser contre ses ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur, affirmant qu'ils étaient aux portes de la Haute-Volta, évoquant même des mercenaires.

Ce 10 février, Thomas Sankara est encore sous l'euphorie de la victoire du 4 août contre les militaires de droite, dont l'un des leaders, Jean-Claude Kamboulé, est cité dans le discours. Il prononce un discours de combat, il faut galvaniser la foule, mobiliser le peuple !

Il rend un vibrant hommage à Jerry Rawlings, livrant des informations inédites. Il raconte comment le jeune capitaine ghanéen a aidé les révolutionnaires voltaïques à préparer le 4 août. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que des armes sont arrivées en provenance de la Libye et qu'elles ont transité via le Ghana pour renforcer les troupes basées à Po, dirigées par Blaise Compaoré.

Jerry Rawlings comme Thomas Sankara est un jeune militaire qui veut lutter contre la corruption et rétablir l'intégrité dans son pays. Ils se comprennent et

sont en phase. Il sera même question, par la suite, d'une union entre le Ghana et le Burkina qui organiseront plusieurs fois des manœuvres communes de leurs armées.

Après ces quelques mois de pouvoir, Thomas Sankara sent que le développement du pays ne va pas être facile et qu'il faudra redoubler d'énergie. Il veut transmettre la sienne. La Haute-Volta a déjà essuyé le refus d'un financement pour le développement et l'irrigation de la vallée du Sourou, qu'il a fallu aménager après l'achèvement d'un barrage. Le projet se fera finalement sans les bailleurs de fonds classiques. Et il demande des sacrifices, « le prix à payer pour notre liberté et notre dignité ». Compte tenu des immenses besoins en financement pour sortir le pays de la pauvreté, les sacrifices vont être lourds, notamment pour les salariés, dont les salaires vont être réduits, bien qu'ils soient peu nombreux en regard de l'ensemble de la population. Il faut aussi ajouter les heures et les jours de travail pour les travaux d'intérêts communs, qui ne seront pas rétribués.

Il annonce de nouveau des chantiers. Cette fois des aéroports, sous la direction de Philippe Ouédraogo, un des dirigeants du PAI. Les travaux ont commencé pour l'aéroport de Bobo-Dioulasso mais n'ont pas été achevés et une piste a été terminée à Orodara. Les habitants de la région sont venus, avec de maigres outils stabilisés une piste de latérite qui permet à des avions d'atterrir.



Je ne sais comment vous exprimer mon émotion d'avoir à me retrouver aujourd'hui parmi vous, populations de Sya.

C'est pour moi et pour bien d'autres personnes qui m'accompagnent un véritable pèlerinage que nous effectuons dans cette ville de Bobo-Dioulasso. Nous effectuons ce pèlerinage avec beaucoup de joie, beaucoup de reconnaissance aussi, parce que, aussi haut que puisse voler l'oiseau, il revient forcément à terre. On a dit et prétendu que le CNR se tenait exclusivement à Ouagadougou décidant pour les autres régions et que Bobo-Dioulasso en l'occurrence devait attendre. Attendre quoi ? de qui ?

Lorsque nous parlons au nom du peuple, il n'est plus question qu'il y ait une fraction du peuple qui ait à attendre une quelconque décision d'un quelconque groupe. Cette campagne d'intoxication de nos ennemis, des réactionnaires, ceux qui ont été battus sur le terrain démocratiquement et qui s'accrochent désespérément aux manœuvres de déstabilisation, d'intoxication et de

détournement, cette campagne-là ne passera pas ; parce que Bobo-Dioulasso comprendra comme dans toutes les autres régions de Haute-Volta que le CNR est l'émanation du peuple, qu'il est avec le peuple.

Et le peuple se trouve à Bobo-Dioulasso parce que c'est dans cette même ville que le 14 mai – 14 mai tristement célèbre – pendant que nous nous adressions à vous, que nous dialoguions avec le peuple que la trahison, la manœuvre de tous ceux qui ont perdu toute dignité se tramait d'abord à Ouaga, ensuite à Bobo-Dioulasso. Pendant donc que nous étions en entretien avec vous, on complotait contre nous. Et nous savons que lorsque, après le 17 mai 1983, des Voltaïques ont été arrêtés pour avoir osé se mettre du côté du peuple, nous savons que Bobo-Dioulasso a ressenti cruellement et douloureusement cette perfidie. Nous savons que Bobo-Dioulasso s'est mobilisée depuis le 17 mai aux côtés des patriotes. Nous savons que Bobo-Dioulasso a lutté, Bobo-Dioulasso a participé à cette insurrection populaire qui, le 4 août, a renversé définitivement en Haute-Volta le néocolonialisme, le fantochisme et ses alliés.

Parce que Bobo-Dioulasso a conscience de ce qu'est cette ville, elle a conscience de ce qu'est son histoire, et de ce que sera son avenir. 1946-1947, Bobo-Dioulasso c'est le vrai père, un des pères du RDA se trouve quelque part en Côte d'Ivoire, mais la capitale du RDA, c'est Bobo-Dioulasso. Quand nous parlons du RDA dans ce cas, nous parlons de cet élan démocratique, réellement libérateur et anticolonialiste. Nous ne parlons pas de cette mascarade, de cet équilibrisme qui est venu par la suite de par la compromission et de par le jeu d'intérêt de ceux qui ont prostitué le RDA. C'est dire que Bobo-Dioulasso a une longue tradition de lutte, une longue tradition de militantisme conséquent quand bien même les forces d'oppression colonialistes étaient là. C'est à Bobo-Dioulasso aussi que sont nés des groupes clandestins mais progressistes tel ce Groupement de lutte communiste. Bobo-Dioulasso, c'est également cette ville des femmes. C'est dans cette ville que les femmes voltaïques ont démontré leur capacité d'organisation et de mobilisation. Intrépides, organisatrices, éducatrices, maniant avec habileté l'art de l'organisation et de la mobilisation, la femme voltaïque à Bobo-Dioulasso a su administrer à ses ennemis des leçons dont on se souviendra encore longtemps.

C'est dire que lorsque nous nous trouvons à Bobo-Dioulasso, nous ne pouvons nous adresser au peuple voltaïque sans adresser cette pensée à cette fraction assez importante que représentent les femmes et principalement celles de Bobo-Dioulasso, même si par la suite leurs luttes ont été récupérées pendant vingt-trois années de colonialisme, d'oubli, de trahison. La femme voltaïque à Bobo-Dioulasso est une femme militante.

Bobo-Dioulasso a fourni pour la lutte de libération de notre peuple depuis le 17 mai de dignes fils. Nous savons que de Bobo-Dioulasso sont partis des militants décidés et convaincus jusqu'à Pô, bravant des dangers de toutes sortes, pour rejoindre le capitaine Blaise Compaoré qui, heureusement, avait dû s'y retrancher. C'est du reste ici à Bobo-Dioulasso que par hasard, car le hasard aussi est révolutionnaire et est du côté de ceux qui luttent et qui ont raison, que notre camarade a été maintenu pour des discussions fructueuses, ce qui lui a valu d'échapper au coup de filet que les colonialistes avec leurs pantins locaux avaient lancé sur nous autres. Si donc il n'y avait pas eu des progressistes à Bobo-Dioulasso, les désirs de discuter et d'approfondir les thèmes que sous le CSP n° 1 nous évoquions déjà, il n'y aurait pas eu de 17 mai avorté, car le complot a été déjoué finalement. Il n'y aurait pas eu ce 4 août, la résistance de Pô parce qu'il n'y aurait pas eu de Blaise Compaoré et aussi la possibilité pour cette aile, cette fraction déjà révolutionnaire de se constituer et de mobiliser un soutien important à travers le pays.

Nous venons donc à Bobo-Dioulasso vous rendre hommage et vous dire merci. Merci pour tout ce que vous avez fait, encore pour ce que vous ferez. Mais pour tout cela, pour la grande ville de Bobo-Dioulasso, il nous fallait choisir un grand homme pour défendre une grande cause, et pour évoquer une grande question. Ce grand homme, c'est le camarade, le frère Jerry John Rawlings.

Avant d'être chef de l'État du Ghana, J. J. Rawlings est d'abord Africain, Africain avec nous, parmi nous, pour nous. En effet, J. J. Rawlings est un des nôtres, intimement mêlé à notre lutte, lié à notre combat. Comme démonstration de cette liaison révolutionnaire et dynamique entre ce frère ghanéen et nous autres, des contacts nombreux, fréquents mais clandestins ont existé entre lui et nous depuis fort longtemps, mais essentiellement après le 17 mai. C'est lui qui a été un des rares chefs d'État à croire encore en la possibilité pour la Haute-Volta révolutionnaire de continuer sa lutte. Il a osé nous soutenir de toutes ses forces militaires, politiques et diplomatiques, il a osé combattre lui-même personnellement à nos côtés, nous assistant de ses conseils, de son soutien efficace, de ses analyses clairvoyantes, et nous avons effectué des voyages nombreux au Ghana. Dans la clandestinité certes, mais avec la conviction que nous combattons pour notre peuple. Nous nous sommes rencontrés plusieurs fois avec J. J. Rawlings. Malgré les pressions diverses qui pesaient sur lui, les menaces, les chantages, Rawlings n'a jamais cédé et il a tout mis en œuvre pour que la révolution triomphe en Haute-Volta. Il a osé sacrifier une partie du Ghana pour la Haute-Volta. Il n'y a donc pas de meilleures preuves d'amour que lorsqu'on est prêt à donner sa vie pour ceux

que l'on aime. C'est pourquoi nous disons que Rawlings est un des nôtres. Lui aussi a lutté et est propriétaire aussi comme nous de ce 4 août.

À Bobo-Dioulasso, nous savons que la réaction continue de grenouiller, nous savons que les ennemis du peuple continuent leurs manœuvres d'intoxication. Nous savons que les ennemis du peuple continuent leurs manœuvres de mobilisation pour des causes perdues d'avance. C'est ainsi que des rumeurs multiples, contradictoires et fantaisistes circulent dans cette belle ville de Bobo-Dioulasso. Nous ne pouvons pas vous jeter la pierre parce que nous-mêmes, pendant un certain temps, nous avons cru à ces rumeurs. À présent, nous sommes aguerris et savons que les rumeurs ne sont que les rumeurs. Tant qu'il y aura la cité, il y aura les rumeurs. Laissez courir. L'on dit à Bobo-Dioulasso que cette ville sera isolée ; que d'autres groupes ethniques, les Mossis par exemple, vont s'accaparer du pouvoir ; que les commerçants seront bâillonnés et maltraités ; que l'heure est proche pour les revanchards, les félons, les traîtres comme Kamboulé et autres canards lâches qui se sont enfuis...

On ose dire qu'ils reviendront et même qu'ils sont à côté, à Darsalamy. Tout cela n'est que rumeur, et nos ennemis sont loin, ils sont bien loin, loin du peuple voltaïque qui les attend pour les juger comme il faut. Mais ils sont également loin, loin de ceux qui les ont trompés, égarés, ceux qui ont prétendu qu'ils pouvaient les aider et qui en ce moment font l'objet de menaces...

Nous avons convoqué l'ambassadeur français pour lui dire que sur le sol français existent des opposants voltaïques. Nous lui avons dit que nous ne sommes pas d'accord avec cette politique. Nous lui avons dit de transmettre fidèlement à François Mitterrand que s'il aime le peuple français, il ne peut pas haïr le peuple voltaïque. Nous avons dit à l'ambassadeur français de transmettre au gouvernement français que si le pouvoir dit de gauche qui tient les rênes des affaires de l'État en France depuis le 10 mai 1981 respecte un tant soit peu ses proclamations, il ne peut caresser d'une main et fouetter de l'autre. Il ne peut pas appliquer la politique de la souris. Et comme le chat est un chat, si la France fait la politique de la souris, mordre et souffler à la fois, nous nous comporterons en chat parce que un chat est un chat ; il n'y a pas de pitié pour le chat vis-à-vis de la souris. Nous avons dit cela à François Mitterrand par l'intermédiaire de son représentant à Ouagadougou et nous le répétons sans inimitié, mais en toute franchise et avec le courage révolutionnaire qui est un impératif que tout le peuple exige de nous.

Vous [le peuple] n'aurez jamais d'excuses pour nous, de pardon, si jamais nous, en qui vous faites confiance, un seul jour, nous commençons à flancher par peur de dire la vérité devant qui que ce soit. Les ennemis du peuple ne peuvent pas passer. Nous savons qu'on a trompé beaucoup de commerçants ici

à Bobo-Dioulasso pour leur demander des milliers, peut-être même des millions de francs. Nous savons que les ennemis de la révolution ont enterré des boucs noirs, des bœufs rouges, des chameaux, mais il reste aussi à enterrer des crocodiles pour que la boucle soit bouclée.

Nous leur demandons une seule chose : « Pitié, pitié pour le cheptel voltaïque. » Cessez de maltraiter, de massacrer les moutons, les chèvres, les chiens, les chacals et les bœufs de toutes couleurs. Parce que ces flots de sang n'arriveront jamais à bout du CNR, parce que si le grigri, les « *wacks* » existent, il existe le « *contre-wack* », le contre grigri. Et le contre grigri, c'est le peuple mobilisé. Nul ne peut rien contre le peuple mobilisé. Au contraire, nous offrons une chance à ces ennemis de la révolution, c'est de s'engager dans la révolution. Pour eux, Bobo-Dioulasso reste encore cette ville où l'on joue le folklore théâtral des campagnes électorales. L'on sait qu'aux veilles des élections, même si les décisions se prennent à Ouagadougou, tout est concocté à partir de Ouagadougou à qui mieux mieux pour contrôler comme on pourra une fraction ou toute la ville entière de Bobo-Dioulasso. Nous, nous ne sommes pas venus faire la cour à Bobo-Dioulasso. Nous sommes venus tenir un langage franc et direct. Nous sommes venus dire à Bobo-Dioulasso que la révolution est bel et bien en marche. J'aurais voulu faire avec vous le bilan du CNR depuis le 4 août jusqu'à ce jour, mais je le laisserai pour une autre fois. Cependant, je vous dirai que le CNR n'est pas venu pour gérer l'appareil étatique tel que les réactionnaires ont dû l'abandonner, contraints par notre lutte. Le CNR est venu implanter la révolution en Haute-Volta, soutenir la révolution en Haute-Volta, l'organiser avec vous tous. C'est pourquoi nous devons combattre l'appareil bourgeois corrompu, l'appareil bureaucratique. Pour le combattre, il n'y a pas de commune mesure, d'autres solutions que de balayer les éléments pourris ou dégénérés. Quels sont ceux qui sont contre les dégagements ? Ce sont les voleurs, ceux qui sont contre le dégagement des cadres pourris, ce sont justement ceux-là qui s'appuyaient sur l'ignorance des masses, sur l'obscurantisme dans lequel ils attiraient les masses. Nous agissons au nom de, et pour, les masses populaires. C'est pourquoi nous allons dégager ; nous dégageons les cadres dégénérés, incompetents. Certes, nous commettrons des erreurs, certes il se peut que nous frappions des innocents, mais... nous allons purifier l'appareil étatique et mettre fin à toutes ces magouilles. Il n'est pas normal que pour avoir une carte d'identité, le citoyen voltaïque soit obligé d'offrir des œufs, des pintades, des poulets et autres.

C'est un droit pour lui. Le fonctionnaire est payé pour cela et il le fera. Il n'est pas normal que pour se soigner on soit obligé de faire la courbette devant tel ou tel agent de la santé. Non. Il n'est pas normal que pour éviter une

contravention, le transporteur soit obligé de glisser un billet de mille francs entre les feuilles de sa carte grise pour tel ou tel policier, gendarme ou militaire. Il n'est pas normal que le commerçant de la place de Bobo-Dioulasso soit obligé de corrompre un douanier pour pouvoir exporter ses marchandises tant qu'il veut les vendre légalement et dans la justice. Nous mettrons fin à tout cela. C'est pourquoi il n'y a pas pour nous de dates limites pour les dégagements. Nous dégagerons tant qu'il y aura des pourris. Nous savons également et nous l'avons entendu dire par le ministre, le camarade Barro des finances, que le système dont nous héritons, l'appareil étatique dont nous héritons est un appareil chaud, lourd avec un budget extrêmement faible, mal organisé. Nous avons pris des mesures, des mesures draconiennes certes, mais des mesures justes qui visent essentiellement à nous soustraire de la mendicité, de l'état d'assisté parce que nous sommes contre cette mentalité d'assisté permanent. Nous avons un budget réduit, c'est vrai, mais nous savons que ce budget était mal réparti. Aussi, pour les grandes opérations que nous allons entreprendre bientôt, nous avons demandé à chacun un sacrifice, sacrifice qui n'est que le prix à payer pour notre liberté et notre dignité. Nous avons le choix. Ou bien faire un sacrifice nous-mêmes sur nos salaires, nos avantages, nos privilèges ou alors nous prostituer et demander à telle ou telle puissance de venir nous aider. Il faut faire un choix. Nous le CNR, la révolution voltaïque a fait son choix. Elle est du côté de l'honneur, elle tourne le dos résolument à la mendicité. C'est pourquoi il y a des mesures restrictives des privilèges. Mais nous disons qu'il n'est pas normal que les salaires varient en Haute-Volta d'un extrême à un autre, pendant que certains Voltaïques à Bobo-Dioulasso et ailleurs sont obligés de rechercher péniblement leur pain. Il y en a qui sont à l'heure du pain beurré, même des croissants beurrés.

C'est de cette différence que nous ne voulons plus. Et nous disons donc que nos mesures restrictives conduisent au bien-être et à la libération du peuple. Ces mesures indiquent pour chacun de nous qu'il ne suffit pas de se proclamer révolutionnaire pour être révolutionnaire. En effet, il y a depuis le 4 août beaucoup de personnes qui crient : « Vive la révolution, la Patrie ou la mort nous vaincrons ». Mais lorsque la révolution commence à s'approcher de leurs portefeuilles, ils deviennent réactionnaires. La révolution est dans l'esprit, dans les faits et dans les portefeuilles. Celui qui n'a pas encore introduit la révolution dans son portefeuille n'est qu'un vulgaire opportuniste, équilibriste, un caméléon. Ces mesures sont nécessaires de par la gabegie et l'irresponsabilité des régimes qui nous ont précédés, par leur manière de traiter et de contracter des prêts çà et là. En effet, les marchands d'illusions leur ont promis des milliers de dollars, des millions de dollars, des milliards de francs çà et là pour tel et tel

projet et l'on a vu ces responsables signer des contrats sur le dos du peuple en disant : « On paiera dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans ». Cinq ans, dix ans, quinze ans, c'est aujourd'hui et c'est nous qui sommes en train de payer pour leurs erreurs, leurs fautes, leurs crimes. Les dettes qu'ils ont contractées sont aujourd'hui payées par le peuple voltaïque qui, s'il avait eu la possibilité de décider, aurait rejeté catégoriquement de tels prêts, de telles dettes. Nous voilà aujourd'hui en train de supporter leur inconséquence. Nous le faisons avec dignité, stoïcisme, un stoïcisme révolutionnaire. D'ailleurs vous entendez et suivez les Tribunaux populaires de la révolution.

C'est honteux, très honteux que tout un gouvernement soit traîné dans la boue de cette façon. On a dit que c'était ces enfants du CNR qui voulaient humilier les anciens. C'est pas nous qui les humilions. Lorsque Michel Kpooda n'a fait que dire ce qu'ils ont concocté entre eux la nuit avec les Kani Gnoumou, les Aboubakary Ouattara, les Saye Zerbo, les Roch Compaoré² et bien d'autres, nous n'étions pas là pour leur dire de le faire. Ce sont eux qui l'ont fait. Aujourd'hui, qu'ils soient obligés de se dénoncer mutuellement, ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas notre faute, nous n'y sommes pour rien. Nous n'avons fait que leur donner la parole. Malheur à ceux qui bâillonnent leur peuple. Pour une simple histoire de pierres à lécher, aujourd'hui un Roch Compaoré est en train de suer sang et eau pour s'expliquer sur les milliers et les milliards. Ce n'est pas notre faute.

Lorsque les Euro-Building et autres se promenaient en Haute-Volta ici, vous et moi, nous n'étions pas au courant. Cela ne nous intéressait pas, cela ne nous préoccupait pas. Lorsqu'on remettait les pots de vin à Pierre ou à Paul, vous et moi nous n'étions pas concernés. Aujourd'hui ils doivent répondre de tout ce qu'ils ont fait avec Euro-Building et bien d'autres marchands d'illusions. Il est injuste d'accuser le CNR. Ce n'est pas le CNR, c'est la justice, celle du peuple. Ils auront à s'expliquer, et il y a encore des dossiers sombres sur lesquels il faut s'expliquer, et ils s'expliqueront. Ils ont tout fait parce qu'il n'y avait pas les TPR, et nous avons tout fait pour qu'il y ait les TPR.

On dit que personne ne peut juger ces hommes-là en Haute-Volta, nous avons dit, nous pouvons juger ces hommes-là en Haute-Volta. Le pari a été engagé et nous disons qu'ils comparaitront, un à un, les grands et les petits poissons. Oui, par les mesures que nous sommes en train de prendre pour nous soustraire de cette glu dans laquelle nous avaient plongés les régimes précédents, ces mesures visent essentiellement à permettre au peuple voltaïque d'être plus heureux.

La vallée du Sourou, vous avez entendu parler d'elle. Nous avons décidé de faire la vallée du Sourou et pour cela, les études nous ont démontré que nous

avons besoin d'un milliard trois cent millions. Les sources de financement nous refusent cette somme, simplement parce qu'elles savent très bien que dans la vallée du Sourou, nous allons pratiquer des cultures qui vont aller concurrencer leurs propres productions. Lorsque nous allons produire du blé dans la vallée du Sourou, ce sera autant de moins du point de vue des importations venant de ces pays qui, jusque-là, nous ont vendu du blé après nous avoir convaincus qu'il faut manger le pain, et qu'il n'y a que le pain qu'il faut manger. C'est pour éviter cette concurrence loyale que nous voulons mener contre eux, qu'ils ne veulent pas nous aider à financer le barrage du Sourou. Nous avons dit qu'à cela ne tienne, nous ferons le barrage du Sourou avec ou sans ces bailleurs de fonds. Et pour cela, nous vous convions au sacrifice : ce sacrifice, c'est d'abord des retenues sur nos salaires, nos indemnités, c'est normal. C'est encore la main-d'œuvre que chacun d'entre nous représente, hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres, civils et militaires ; chacun de nous représente une force de travail. Ensemble, nous irons faire ce barrage du Sourou, nous creuserons. Nous avons pris la décision à Ouagadougou, les jeunes de toutes les provinces de Haute-Volta feront le déplacement à tour de rôle. Nous avons également dit que les ministres, les présidents des institutions en Haute-Volta iront, tous, passer chacun des jours sur le chantier du Sourou, ils creuseront. Je creuserai avec vous et tous les ministres aussi.

L'on nous a dit que nous sommes contre telle ou telle religion, nous disons non. Nous invitons seulement chacun à prendre ses responsabilités vis-à-vis du peuple, à ne pas le tromper, à ne pas l'endormir. C'est pourquoi pour la réalisation du barrage du Sourou nous invitons l'Église catholique à désigner ses membres pour aller creuser, les musulmans de Haute-Volta de même, les protestants et toutes les autres religions. Nous ne sommes contre aucune religion. Nous disons que celui qui refusera en ce moment d'aller creuser pour le barrage du Sourou, il est contre le peuple. En ce moment qu'il ne dise pas que nous sommes contre sa religion, mais qu'il reconnaisse simplement que le peuple fera justice, c'est tout. Ainsi donc, l'appel est lancé et que chacun se tienne prêt à prendre la pioche, la brouette, à aller construire le barrage du Sourou.

Bobo-Dioulasso est appelée à juste titre la capitale économique de la Haute-Volta, mais nous savons que certains régimes réactionnaires, nous pensons à celui de Maurice Yaméogo en particulier, ces régimes-là ont tenté de vider Bobo-Dioulasso de sa substance réelle pour en faire une ville fantôme. Nous disons non ; Bobo-Dioulasso ne sera plus une ville fantôme mais une ville clanique, prospère. Nous rendrons à Bobo-Dioulasso sa splendeur. Mais nous ne sommes pas comme ces démagogues qui sont venus vous promettre monts

et merveilles, simplement pour vous amener à voter pour eux. Nous, nous sommes venus vous dire que nous allons redonner à Bobo-Dioulasso son dynamisme, mais avec vous et par vous. Il y aura à Bobo-Dioulasso très bientôt une société de transports en commun ; vous aurez les bus qui circuleront dans cette ville de Bobo-Dioulasso. Le ministre de l'équipement est là, le camarade Philippe Ouédraogo et il s'attelle à cette tâche-là. Et très bientôt il viendra installer ici les bus. Mais ce sera avec vous et grâce à votre effort. Il y aura bientôt à Bobo-Dioulasso les DC 10 et même les 747 s'il le faut. La piste de Bobo-Dioulasso sera allongée ; tous les avions pourront se poser ici. Mais pour le faire, nous n'avons pas besoin de parcourir le monde pour mendier les milliards et demi de francs CFA que l'on nous réclame. Les sources de financement ne veulent pas nous aider parce qu'elles savent que si Bobo-Dioulasso se développe, il y aura d'autres villes africaines autour de Bobo-Dioulasso qui vont baisser la tête.

Est-ce que vous voulez oui ou non le développement de Bobo-Dioulasso ? [« *Oui.* »]

Êtes-vous prêts pour le développement de Bobo ? [« *Oui.* »]

Êtes-vous prêtes à travailler pour Bobo ? [« *Oui.* »]

Camarades, très bientôt aussi, le camarade Philippe Ouédraogo, ministre de l'équipement et des communications sera ici pour organiser les travaux. Chacun de vous prendra la pelle, la brouette, la pioche et vous irez creuser à l'aéroport de Bobo pour prolonger cet aéroport. Le reste, c'est notre affaire. Le reste, c'est à nous de travailler, et à trouver des solutions pour le bitumage final et la pose des appareils, des équipements de communications et de télécommunications. Ainsi donc, bien qu'on ait refusé d'aider Bobo-Dioulasso, elle s'aidera elle-même.

C'est vous dire que vous pouvez obtenir tout ce dont vous avez besoin si vous êtes prêts à vous engager. C'est vous dire également que la révolution n'est pas faite de mots, elle est faite d'actions.

Camarades, soyons des bâtisseurs parce que si nous n'arrivons pas à bâtir la Haute-Volta, il ne restera plus qu'à nous vendre à quelqu'un d'autre.

Nous avons beaucoup de choses à nous dire, mais nous dirons ces choses-là sur les chantiers. Nous allons revenir. Lorsque sous le CSP nous avons dit qu'il fallait ouvrir des pistes d'atterrissage à Orodara pour désenclaver ces régions, les esprits malins, les ennemis du peuple voltaïque, les réactionnaires agglutinés autour de Jean-Baptiste Ouédraogo disaient à l'époque, le capitaine Thomas Sankara veut que l'on transporte les mangues de Orodara chez les Peuhls de Dori parce que les Peuhls ne connaissent pas les mangues.

Vous allez voir ces possibilités qui seront offertes à Orodara et aux autres

régions autour de Bobo-Dioulasso. Ces possibilités permettront de désenclaver la région efficacement. Également cela nous permettra d'éviter d'être manipulés comme nous le sommes présentement par ceux qui achètent nos produits aux prix qu'ils veulent. Exemple : l'UVOCAM [Union voltaïque des coopératives agricoles et maraîchères].

L'UVOCAM est une vaste tromperie, une vaste magouille et nous l'avons découvert. Comment peut-on comprendre qu'à l'heure où l'on dit qu'il y a sécheresse en Haute-Volta, à l'heure où l'on dit que les populations sont affamées, comment peut-on comprendre qu'on laisse moisir à Ouagadougou plus de 400 tonnes de haricots verts. Ce n'est pas normal. Mais nous savons qui fait cela. Nous savons pourquoi.

Cela est dû d'abord à l'esprit affairiste de certains Voltaïques qui sont à la tête de l'UVOCAM et qui en liaison avec les marchands de légumes à Paris et ailleurs essaient d'exploiter les paysans. Cela est également dû aux compagnies aériennes qui n'osent pas – et elles savent pourquoi – se sacrifier pour secourir la Haute-Volta quand elle demande un ou deux avions pour évacuer ces tonnes de haricot vert. On préfère transporter des touristes pour aller les amuser ailleurs plutôt que de transporter le haricot vert de Haute-Volta pour aller le vendre.

Nous disons à Air Afrique, merci.

Merci Air Afrique d'avoir laissé moisir le haricot vert de Ouagadougou. Merci de nous avoir laissé avec nos paysans malheureux. Merci Air Afrique. Et nous disons également à Air Afrique : les paysans voltaïques commencent à savoir pourquoi volent ces avions si haut dans notre Patrie, mais qui sont si proches de certains réactionnaires.

Nous sommes membres d'Air Afrique et nous avons les mêmes droits que n'importe qui à Air Afrique. C'est pourquoi Air Afrique n'a pas le droit de nous laisser avec nos conditions d'avaries lorsqu'elle sait que nous risquons la crise. S'il y avait crise en Haute-Volta, si effectivement Air Afrique voulait se comporter comme une compagnie multinationale, tenant en considération les intérêts de la Haute-Volta, elle devrait même immobiliser tous les avions et évacuer en priorité le haricot vert de Ouagadougou. Si cette compagnie refuse de le faire, je vous promets que nous évacuerons le haricot vert de Ouagadougou coûte que coûte avec ou sans Air Afrique. Nous prendrons nos responsabilités. Il y a beaucoup de choses encore qui seront faites. Il y a beaucoup d'actes politiques qui seront posés ; mais je voudrais revenir à notre frère Rawlings à qui je vais donner la parole.

Rawlings que nous accueillons ici est un frère révolutionnaire, révolutionnaire parce que continuateur de l'œuvre de Kwamé N'Krumah, il a ranimé la

flamme de ce flambeau qui s'était éteint de par les manœuvres des réactionnaires. Avec lui nous continuons l'œuvre de Kwamé N'Krumah. Nous la purifierons, nous irons plus haut que Kwamé N'Krumah.

Honte à celui qui ne fait pas mieux que son père. C'est pourquoi nous disons à Rawlings : « Vas-y plus loin encore que Kwamé N'Krumah. »

Nous avons cette vision de l'Afrique unie et nous pensons que le rôle des dirigeants africains d'aujourd'hui c'est d'œuvrer à faire en sorte que les peuples africains se sentent solidaires les uns des autres, que les peuples africains sentent la nécessité pour eux de mobiliser leurs forces ensemble.

Nous pensons donc que l'OUA, si elle doit vivre, si elle doit continuer à vivre, doit cesser d'être ce que ses ennemis ont voulu qu'elle soit. Si les chefs d'État doivent se retrouver à Addis-Abeba ou ailleurs, simplement pour s'adresser des congratulations mutuelles... Si donc ils doivent se retrouver simplement pour taire les causes des peuples africains et se comporter en véritable syndicat de chefs d'État qui ne veulent pas tomber, nous disons que nous n'irons pas là-bas. Nous ne prendrons jamais la carte de ce syndicat. Nous préférons nous tenir à l'écart, loin d'un tel syndicat, parce que l'unité ne doit pas se faire à n'importe quel prix, au prix de compromissions et nous ne devons œuvrer que pour le soutien des luttes des peuples africains. C'est pourquoi nous disons que l'OUA ne peut pas vivre, ne peut pas servir la cause africaine sans un dynamisme progressiste. L'OUA ne peut pas être au service de l'Afrique tant qu'elle ne combat pas l'impérialisme, le colonialisme et même le sionisme et ses forces d'arrière-garde, ses monarchies et autres qui, aujourd'hui, prennent des couleurs de ce modernisme mais d'un modernisme qui ne trompe personne. L'OUA ne peut pas fermer les yeux sur la Namibie, sur ce qui se passe en Afrique du Sud. Or c'est de par notre inconséquence, notre manque de louange, notre soutien qui a toujours fait défaut aux combattants du Mozambique et d'Angola, qu'aujourd'hui l'ANC est en train de connaître des difficultés. C'est pourquoi aussi, en Angola, au Mozambique, les frères qui luttent sont de plus en plus à la merci de ceux qui veulent les exploiter.

Il n'y a pas d'OUA sans combat contre l'apartheid, combat réel, résolu. S'il faut que chaque État donne une compagnie, un bataillon ou un régiment pour aller en Afrique du Sud, la Haute-Volta sera prête à envoyer ses troupes. Il ne peut pas y avoir d'OUA tant que nous ne disons pas la vérité sur la crise tchadienne.

Comment admettre qu'aujourd'hui, en 1984, des avions de chasse, tout arsenal de guerre, de désolation et de tristesse aille s'installer à N'Djamena ? Comment pouvons-nous nous taire quand nous voyons cela ? Est-ce que nous pouvons admettre que demain ces forces aillent s'installer à Banfora, Fada,

Bobo-Dioulasso, Ouahigouya ou à Koudougou ? Est-ce que nous pouvons l'accepter ? Non.

Nous ne pouvons donc pas accepter que le Tchad soit à la merci de ceux qui croient à la force et rien qu'à la force. Il y a des Africains arriérés, en retard, qui font croire que seule la force peut régler la situation du Tchad. Nous disons non, ce n'est pas la force.

Donnez seulement le droit au peuple tchadien de dire ce qu'il pense et il le dira.

Heureusement nous apprécions l'attitude de la France qui nous a demandé qu'au Conseil de sécurité des Nations unies, nous soutenions sa position, position qui vise à retirer les forces françaises du Liban. Nous avons dit d'accord, nous soutiendrons la France pour le retrait de ses forces au Liban et pour leur remplacement par des forces loyales, sincères pour la paix avec le Liban. Mais nous disons à la France que cela doit se poursuivre et qu'elle doit continuer de retirer ses forces partout où elles sont. C'est-à-dire au Tchad aussi. Nous disons qu'il ne peut y avoir d'OUA, d'unité africaine sans ce combat contre l'impérialisme. Sans ce non-alignement sincère, et intégral. Il nous faut l'indépendance totale, c'est bel et bien le refus de récupérer qui que ce soit.

Nous avons condamné et nous condamnerons toujours l'agression de l'île de Grenade par les troupes *yankees*. Nous avons condamné cela. L'assassinat de Maurice Bishop est un crime contre la liberté des peuples. C'est pourquoi nous avons à l'époque convoqué l'ambassadeur des États-Unis pour lui dire ceci. Nous lui avons dit de transmettre à son président Ronald Reagan ce message : *« Il faut qu'il retire ses troupes de l'île de Grenade, sinon la Haute-Volta prendra ses responsabilités, sinon la Haute-Volta condamnera. »* Les troupes n'ont pas été retirées et nous avons condamné. Et les Américains nous ont fait des pressions diverses. Ils ont voulu dicter à la Haute-Volta sa position au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons dit qu'à cela ne tienne, nous n'accepterons pas le chantage. Si l'aide américaine doit être subordonnée à ces pressions, que l'on ne nous apporte pas d'aide ; nous sommes prêts à mourir de faim, mais à mourir dans la dignité. Nous ne voulons pas de l'aide américaine si elle doit se faire à condition de ce chantage américain.

Et nous disons également que le refus du chantage américain n'est pas une acceptation servile et inconditionnelle du chantage d'où qu'il vienne. C'est pourquoi nous avons dit à l'ambassadeur soviétique que nous ne voulons pas de l'aide (500 tonnes de riz) qu'il promettait de nous apporter. Nous refusons cette aide parce qu'elle est infâme et dérisoire, humiliante parce qu'une telle quantité ne peut pas sauver le peuple voltaïque de la famine dans laquelle il est

tombé. Nous avons dit non, non à l'aide de Moscou de 500 tonnes de riz. Nous savons pourquoi nous l'avons dit. Nous lui avons dit : « *Nous serons d'accord avec Moscou tant que Moscou défendra des thèses et des principes justes. Mais le jour où Moscou défendra des thèses qui ne sont pas justes, nous nous démarquerons et nous condamnerons.* » Nous prendrons là aussi nos responsabilités. Il faut donc les inviter tous, quels qu'ils soient, à se démarquer de l'esprit de Yalta. Il faut dépasser Yalta, cette ville dans laquelle il y a eu le partage du monde, la répartition des parcelles d'exploitation et de domination. Nous sommes contre Yalta. Aujourd'hui c'est la liberté et l'heure des peuples. La Haute-Volta revit son indépendance d'une manière intégrale et sans condition pour qui que ce soit.

Camarades, nous avons beaucoup à dire. Nous voudrions dire encore beaucoup, mais il faut céder la parole à J. J. Rawlings que vous attendez impatiemment, je le sais. Avant de lui céder la parole, je voudrais vous inviter à observer une minute de silence en mémoire de ce grand homme d'État qui vient de nous quitter précipitamment hier seulement. Je veux parler de Youri Andropov de l'Union soviétique. Nous admirons son courage. Ses positions lorsqu'il s'érigait contre toutes ces armes dressées çà et là contre la sécurité, la paix, la tranquillité du monde entier et nous souhaitons que ses successeurs puissent prolonger son œuvre de façon efficace, de manière profitable pour tous les peuples du monde entier. Nous savons que son combat n'a pas été facile et nous savons aussi qu'il aurait pu triompher, plus vite encore si tous nous l'avions soutenu ensemble. C'est pourquoi il faut que nous observions une minute de silence en sa mémoire.

Je vous remercie.

Maintenant, avant que je ne quitte cette tribune, je voudrais une fois de plus renouveler à Bobo-Dioulasso toute notre gratitude. Je voudrais renouveler à Bobo-Dioulasso toute notre sympathie, toute notre confiance, confiance que vous serez de vrais révolutionnaires, que vous allez vous mobiliser au sein des CDR, confiance que vous poserez des actes éminemment révolutionnaires pour le progrès de l'homme voltaïque. Confiance également que vous combattrez partout où se trouveront ces intoxications.

Il y a des gens qui sont dégagés de Ouagadougou et qui sont venus se réfugier à Bobo-Dioulasso pour vous intoxiquer. Chaque jour ils prédisent la chute du CNR et chaque jour le CNR ne fait que lever la tête de manière plus fière et plus résolue. Mais cela se fera grâce à vous.

Camarade, la victoire appartient au peuple voltaïque, aux peuples africains qui luttent. Au Ghana et en Haute-Volta, la victoire est au peuple. Merci.

1. Houphouët-Boigny va s'opposer jusqu'au bout à l'indépendance de la Côte d'Ivoire qu'il doit finalement se résoudre à accepter plus vite qu'il ne l'a souhaitée. Il préférerait une alliance privilégiée avec la France dans le cadre d'une fédération que l'on appelait alors l'Union française.

2. Ce sont tous des dirigeants du CMRPN qui dirigea le pays de 1980 à 1982.

LE PEUPLE CONCEVRA SES BESOINS ÉCONOMIQUES

4 AOÛT 1984

Ce discours inédit inaugure la série de quatre discours, prononcés à chaque anniversaire de la révolution, et qui sont rassemblés dans cet ouvrage pour la première fois.

Aux lendemains du 4 août 1983, la population urbaine va exprimer sa joie. Les nouveaux dirigeants tentent de canaliser cette énergie en appelant immédiatement à la création des CDR. Mais tout reste à faire et à inventer.

Thomas Sankara reconnaît, la première année de la révolution, « une apparence d'hésitation, de tâtonnements, de recherche fébrile et jamais concluante de solutions concrètes, d'improvisations juxtaposées, d'incohérences et de contradictions qui ont pu inquiéter nos militants », mais il met ça sur le compte de la « fête », sans laquelle il ne saurait y avoir de révolution, du « défolement » et de l'« euphorie légitime ». Il ne s'agissait là que d'« aiguillons », chargés de former le peuple, au travail sans lequel point d'avancement, afin qu'il apprenne à se mobiliser et à s'organiser. En quelque sorte, une vision pédagogique et surtout dialectique de la révolution. Il faut qu'elle avance au rythme de la prise de conscience du peuple qui elle-même progresse au fur et à mesure des réalisations de la révolution. Le bilan qu'il égrène tout au long du discours apparaît pourtant impressionnant.

Il réaffirme des orientations déjà énoncées dans les discours précédents : priorité à l'agriculture, consommation des produits locaux et création d'une industrie de transformation, construction d'infrastructures pour améliorer les conditions de vie de la population, satisfaction des besoins élémentaires, réaffirmation de l'indépendance nationale et retour de la dignité.

Une grave crise politique a éclaté au sein du CNR durant cette première année. Elle se termine par le départ du PAI du gouvernement, le parti pourtant le plus important de ceux qui soutenaient la révolution. Une rivalité est née avec l'ULCR de Valère Somé, qui n'acceptait pas la place que celle-ci avait au gouvernement où elle n'avait que trois ministres contre cinq pour le PAI. Ce

parti émettait des critiques ; il aurait fallu stabiliser le CNR, le régler, limiter le nombre de militaires, cesser les improvisations et mieux mûrir les projets. Un conflit avait opposé le secrétariat général des CDR et le ministre de la jeunesse, membre du PAI, sur la date à laquelle devaient être célébrées les manifestations de jeunes qui avaient suivi l'arrestation de Thomas Sankara en mai 1983.

Dans des entreprises où ils sont souvent, influents, les militants de la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD), une organisation populaire autorisée, créée par le PAI demeuré clandestin, qui sont souvent les plus actifs dans le syndicat Confédération syndicale voltaïque (CSV), vont démettre les directeurs de différentes sociétés. Ils seront désavoués par le CNR, l'acte étant jugé anarcho-syndicaliste ! Le départ du PAI va se traduire par la perte de nombreux cadres de la révolution et de deux ministres particulièrement compétents, Philippe Ouédraogo et Arba Diallo. Mais le président saura utiliser leurs compétences, plus tard, alors que les syndicalistes de la Confédération syndicale burkinabè (CSB)¹, membres du PAI seront, eux, emprisonnés. Pourtant, Thomas Sankara emploie les termes « respect et considération » en évoquant les syndicats. Il veut sans doute encore préserver leur soutien et éviter un affrontement. La création des CDR dans les services et les entreprises durant l'année écoulée a été très mal acceptée par les syndicats. D'autant plus que Pierre Ouédraogo, le secrétaire général des CDR avait même laissé entendre qu'ils pourraient entrer en concurrence avec les CDR.



Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire.

Il y a tout juste un an, les soldats, sous-officiers, officiers de l'armée nationale et des forces paramilitaires, soutenus par le peuple et par tous ceux qui ont dressé barricade et se sont insurgés de façon massive et généralisée contre la domination du peuple et la politique représentée par le régime issu du coup d'État réactionnaire du 17 mai 1983, se sont vus obligés d'intervenir dans la conduite des affaires de l'État pour rendre à notre pays son indépendance et sa liberté, et à notre peuple sa dignité.

Depuis, le Conseil national de la révolution, le gouvernement révolutionnaire et le peuple voltaïque se sont mis au travail.

Face à cette mobilisation continue sans précédent dans l'histoire de notre pays, le monde entier surpris s'interroge :

- Pourront-ils réussir ?

- Arriveront-ils à apporter à boire et à manger à ce peuple travailleur longtemps humilié à qui il est enfin donné l'occasion de s'éveiller à la vie et qui se met debout pour assumer avec courage et une détermination légendaire son destin depuis si longtemps confisqué par une oppression multiforme ?

Les esprits, il est vrai, avaient été conditionnés pour admettre que la bonne volonté et le courage ne suffisent pas ; les grandes questions quotidiennes de santé, d'éducation, de chômage, les grands défis économiques relèveraient de la compétence de grands spécialistes, voire d'hommes politiques prétendument plus qualifiés.

L'année révolutionnaire qui vient de s'écouler a été marquée par une apparence d'hésitation, de tâtonnements, de recherche fébrile et jamais concluante de solutions concrètes, d'improvisations juxtaposées, d'incohérences et de contradictions qui ont pu inquiéter nos militants.

Tout cela procède pourtant de la logique qui veut qu'il n'y ait pas de révolution sans fête. Il nous fallait donner le temps et la possibilité à la multitude venue à la révolution d'exprimer son légitime défoulement. Il nous fallait laisser à cette adhésion euphorique inconsciente ou sentimentale le temps de cette fête, voire de la kermesse.

Nous avons posé cependant çà et là des actes qui ont été autant de tests et autant d'aiguillons. Des tests de mobilisation et d'organisation de notre peuple à travers la construction des barrages, des cités du 4 août, des magasins Sovolcom [Société voltaïque de commercialisation], des travaux d'intérêt collectif de reboisement, etc.

Des aiguillons pour l'amener à comprendre que la révolution est synonyme de travail, de difficultés et de sacrifices. Dans cet ordre d'idées, certaines mesures restrictives de privilèges que nous avons eues à prendre, bien qu'incontestablement justes, n'ont pas manqué de susciter des interrogations, de l'incompréhension, et parfois une baisse d'enthousiasme chez les moins convaincus.

Il nous fallait aussi s'assurer que les masses ont bien assimilé les mots d'ordre et compris les objectifs qui leur étaient assignés. Nous avons ainsi refusé d'être investis de pouvoirs messianiques et évité les fuites en avant par un travail patient et profond d'explication et de conscientisation du peuple.

Bref, nous avons accumulé ensemble beaucoup d'expériences qui sont autant de richesses et d'acquis pour la révolution. Cette révolution du 4 août que le peuple voltaïque appelait de tous ses vœux et qu'il apprécie depuis, parce qu'il a la certitude, la conviction profonde qu'elle est venue pour le servir et qu'elle

est, depuis, son œuvre.

Les masses populaires convaincues de la juste orientation du gouvernement révolutionnaire, ne cessent de poser des actes courageux qui apprennent à ceux qui pourraient encore en douter que c'est désormais avec elles, avec le CNR porteur de leurs espoirs qu'il faudra compter, et que c'est avec son gouvernement qu'il faudra désormais traiter.

De toute évidence, les Burkinabè ont marqué la différence avec les régimes antérieurs qui avaient suscité dans les premiers moments de leur existence des espoirs réels vite déçus, trahis par des individus serviles et sans scrupules qui étaient venus pour se servir et non se mettre au service des masses.

Ceux qui présidaient à distance à la composition des équipes gouvernementales et qui s'accrochent aux lambeaux de rêves que sont leurs hommes de paille doivent comprendre que le temps des pouvoirs par procuration est définitivement révolu au Burkina Faso.

Peuple du Burkina-Faso, depuis le 4 août, tu as démontré chaque jour ta détermination à construire toi-même et de tes mains les fondements matériels de ton existence. Tu as construit des aérodrômes, bâti des ouvrages d'art, des logements, tu as refait des routes et des ponts, construit des dispensaires et des écoles ; grâce à toi, le Sourou a démarré.

Avec l'aide de tes amis, Tambao sera bientôt une réalité tout comme le sera l'exploitation à ton seul profit de l'or de Sebba, des phosphates de Kodjari et les multiples richesses de ton sous-sol découvertes ou à découvrir.

Depuis le 4 août, grâce à la mobilisation, tu enregistres des victoires dans le domaine de la santé, de l'habitat, du logement, de l'éducation, des transports et des circuits de distribution. Ta culture est vivifiée et s'épanouit chaque jour davantage. Grâce à toi nous avons des finances plus saines et dignes qui refusent la prostitution et la mendicité, notamment pour assurer la paie de ses fonctionnaires.

Nous enregistrons de meilleures entrées des impôts et notre douane est attelée à sa purification.

Ensemble, nous avons su mettre fin aux hésitations du gouvernement qui osait encore, après le 17 mai 1983 qui l'a vu naître, s'arroger le droit de se qualifier « Conseil de salut du peuple ».

Nous avons entamé la moralisation de notre société, procédé à la révolutionnarisation de l'appareil d'État et de la vie de tous les secteurs.

De manière résolue, tu as accepté de t'attaquer aux tâches pour le développement.

Des médias, mal informés ou à la solde des puissances d'argent solidaires de

tes ennemis que nous combattons, nous ont dépeint sous des traits qui ont multiplié la confusion et la méfiance vis-à-vis du Burkina ; mais la réalité est toute autre.

Peuple laborieux du Burkina Faso, tu as accordé respect et considération aux syndicats qui sont la première organisation de la classe ouvrière, fer de lance de toute révolution vraie. Ils ont été consultés pour les décisions nationales d'importance. Les récentes mesures qui ont été prises contre les participants à la grève pro-impérialiste déclenchée par la direction réactionnaire du SNEAHV [Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta] sont la preuve que le CNR ne frappe pas aveuglement mais s'impose une démarche faite de lucidité, de discernement, de vérité et de justice.

Dans le domaine extérieur, nous avons retrouvé notre dignité. Nous participons activement et de façon critique et vigilante à la vie de diverses organisations en Afrique et dans le reste du monde.

Nous luttons avec les armes que nous avons contre le colonialisme, le néocolonialisme, le racisme et l'apartheid.

Enfin, nous avons opéré une ouverture diplomatique vers des pays que les régimes antérieurs ont marqués du sceau de l'interdit.

Peuple du Burkina, après un tel bilan dont tu peux être légitimement fier, mais qui souligne l'immensité de la tâche qu'il nous reste à accomplir, quelles perspectives se dégagent à toi au seuil de cette nouvelle année révolutionnaire ?

Tes qualités de courage et d'ardeur au travail, ton sens élevé de dignité et de l'honneur sont autant de raisons d'espérer. Pour consolider tes espérances, nous conduirons à leur terme les grands projets économiques et nous réaliserons les grands équilibres. Le Conseil révolutionnaire économique et social (CRES) dont des séminaires studieux avaient permis d'esquisser les contours, verra bientôt le jour pour être un partenaire du pouvoir qui permettra de prendre en compte le monde des opérateurs économiques.

Un programme sera mis en place pour la résorption de ce chômage, chômage dont nous avons hérité et qui se prolongerait de manière dramatique si nous n'avions décidé de l'affronter en révolutionnaires.

Nous veillerons à la consolidation du pouvoir populaire en clarifiant la ligne politique de la RDP [révolution démocratique et populaire].

Les statuts des CDR serviront à corriger les insuffisances organisationnelles. Toutefois, en étant un guide pour l'action, ils devront être amendés et réajustés par l'expérience révolutionnaire vécue par notre peuple. C'est ainsi que nous pourrons constamment les purifier.

Au niveau de l'instance politique suprême, le Conseil national de la

révolution, des mesures seront prises de façon à consolider son rôle dirigeant et à le prémunir des égarements, des déviations, des idéologies érosives petites-bourgeoises.

Le peuple accapare ses armes, et les gardiens des armées vont au peuple, ce qui n'est qu'un juste retour de leur part vers leurs origines retrouvées.

C'est cette doctrine de défense populaire qui nous permet d'aligner aujourd'hui l'une des armées les plus massives et surtout l'une des plus mobilisées et des plus combatives d'Afrique, et cela sans incidence sur notre budget.

Le peuple concevra ses besoins économiques, fixera ses nouveaux objectifs à travers des économies qui se créent, produira et gèrera directement ses biens.

L'exploitation des magasins Sovolcom, des cités du 4 août sera exemplaire.

L'Union révolutionnaire des banques [UREBA] est l'outil qui viendra en appui à ces programmes populaires de développement qui s'étendront d'octobre 1984 à décembre 1985.

Cette vision de notre avenir économique implique à son tour une nouvelle stratégie de croissance économique. C'est pourquoi le CNR a choisi de faire de l'agriculture le moteur, le levier principal de notre développement économique et social. Le choix du secteur agricole comme moteur de notre développement se justifie à plusieurs titres :

1) La stratégie de développement qui a cours jusqu'à présent au Burkina Faso n'a pas donné les résultats escomptés. Cette stratégie qui a consisté à investir en priorité dans les secteurs les plus rentables, avec l'espoir que les efforts de ces investissements se cumuleront pour provoquer le développement des autres secteurs, a plutôt contribué à l'accentuation de la désorientation de l'économie nationale et à l'aggravation des inégalités sociales entre populations urbaines et populations rurales.

De même, la concentration de la plupart des activités industrielles et commerciales dans les principaux centres urbains (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) a abouti à l'aggravation de l'inégalité entre la ville et la campagne.

2) L'économie burkinabè est une économie essentiellement agricole. En effet, la population rurale représente 90 % de la population totale.

Après vingt et trois années d'indépendance, le problème majeur de l'économie voltaïque demeure son incapacité intrinsèque à assurer l'autosuffisance alimentaire des populations. En d'autres termes, la production vivrière agricole actuelle ne permet même pas à chaque burkinabè de consommer 180 kg de céréales par an, norme généralement admise.

En ce qui nous concerne, notre volonté de faire de l'agriculture le moteur de

notre développement n'a rien à voir avec les priorités que les différents plans ont accordées par le passé au secteur rural.

Par cette option il s'agit pour le CNR de concentrer réellement l'essentiel des efforts d'investissement et de modernisation dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, principalement en faveur des productions vivrières.

Cette politique de modernisation sans laquelle aucun progrès social notable et durable n'est possible sera fondée sur l'accroissement des rendements agricoles, l'aménagement effectif de toutes les superficies aménageables, et le réaménagement des structures de production agricoles.

En ce qui concerne le réaménagement des structures de production il s'agit essentiellement d'entreprendre la mise en œuvre de la réforme agraire dans le but, d'une part, d'une meilleure organisation du monde rural et, d'autre part, de favoriser l'intégration de l'agriculture et de l'élevage.

Le maintien et l'augmentation des productions agricoles seront obtenus grâce à une politique des prix rémunérateurs pour les producteurs ruraux, agriculteurs comme éleveurs.

S'agissant de l'hydraulique, une attention toute particulière lui sera accordée. La maîtrise de l'eau constitue un facteur déterminant, non seulement pour la réalisation des progrès attendus de l'agriculture, mais également pour le développement de l'activité économique de l'homme en général. Notre politique de l'eau vise en somme un double but : offrir d'ici 1990, 20 à 30 litres d'eau potable par jour et par homme dans les zones rurales ; favoriser l'essor agricole par une utilisation rationnelle des disponibilités en eau.

Dans le cadre de la réalisation de ce dernier objectif, on accordera la priorité à la construction de petites retenues d'eau, à la mesure des moyens financiers et du niveau technologique des populations concernées. Cette priorité que nous accordons à la réalisation de ces ouvrages de petite et moyenne dimension, n'altérera en rien l'importance des grands projets d'aménagement agricole de dimension nationale, tels que Bagne, le Sourou et la Kompienga.

La création d'agro-industries utilisatrices de matières premières agricoles locales sera l'appui indispensable à l'agriculture.

Le réaménagement des structures du marché national se fera de manière à privilégier la consommation des produits agricoles et des produits agro-industriels fabriqués dans notre pays, par nous-mêmes. Dans ce domaine tous les comportements imitatifs liés aux vestiges néocoloniaux et petits-bourgeois seront systématiquement combattus.

C'est seulement par la mise en chantier d'une telle politique économique qu'il nous sera possible de bouleverser utilement et positivement les statistiques

:

- en réalisant à terme l'autosuffisance du pays en produits de consommation de base, produits vivriers notamment, et en biens de production, tels que les biens d'équipement technique et les biens intermédiaires ;
- en assurant la couverture des infrastructures sociales vitales pour les masses laborieuses dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'habitat et de la culture ;
- en éliminant notre dépendance économique par la restauration des grands équilibres économiques et financiers, en particulier par la diminution progressive de la dépendance commerciale et financière.

La révolution sera clarifiée et sa ligne consolidée. Le CNR sera mieux structuré. De nouveaux bureaux CDR seront mis en place.

Nous encouragerons les femmes à s'organiser dans des structures révolutionnaires. Si d'autres ont pu souligner, en d'autres temps, que la savane offre l'avantage de se voir et d'éviter le croc-en-jambe, ils ont oublié d'en souligner les inconvénients possibles qui sont de laisser les hommes évoluer, même divaguer, zigzaguer sans aucune limite, ni à gauche, ni à droite.

Maintenant, nous avons commencé à placer des limites que nous avions senties nécessaires sous le CSP ¹² qui avait restreint les possibilités de divagation et d'errements de la moralité. Mais c'était encore un boulevard. Maintenant, avec le CNR, ce boulevard s'est rétréci à la minceur d'une corde raide qui ôte toute possibilité de s'écarter de la juste ligne. Il est des cadres burkinabè qui oublient très souvent que s'ils ont pu aller à l'école, bénéficier d'une bourse d'études, c'est grâce aux sacrifices consentis par le peuple auquel ils doivent tout.

Le nouveau rythme que nous allons prendre sera très exigeant pour tout travailleur, pour tout fonctionnaire, pour tout cadre dont nous attendons plus de dévouement dans la tâche qui lui est confiée, plus d'esprit d'initiative qui en feront des hommes capables d'évoluer en dehors des schémas scolaires et universitaires, des hommes riches d'un non-conformisme positif.

Le CNR est ouvert à tous, y compris à tous ceux qui l'ont combattu par ignorance. Tous ceux qui ont perdu leurs privilèges, ceux qui ont eu des parents sanctionnés aussi bien que ceux qui ont perdu le paradis de leur pouvoir personnel.

Le CNR, sans être une passoire, est ouvert à toutes les bonnes volontés, à tous les patriotes, pourvu qu'ils adoptent et appliquent de façon conséquente la ligne de la RDP.

Il faut que nos travailleurs, à travers leurs structures (CDR et syndicats) s'approprient à assumer effectivement leurs responsabilités sur les chantiers, dans

les usines ; pour que, des masses de manœuvres électoralistes, ils deviennent des acteurs conscients et des moteurs dirigeants de l'économie burkinabè, constituant le premier pas du passage de l'état de classe en soi à l'état de classe pour soi.

Les syndicats auront un rôle encore plus significatif. Nous accorderons davantage d'importance à ceux qui se situent dans la voie révolutionnaire, à tout syndicat dont la pratique est anti-impérialiste. CDR et syndicat sont complémentaires, et c'est celui qui sera le plus efficace, le plus apte à défendre sur le terrain les intérêts matériels et moraux des travailleurs qui aura leur confiance.

Peuple du Burkina Faso, la vigilance est une exigence révolutionnaire face à ceux qui n'ont pas encore compris que les masses populaires mobilisées sont une force irrésistible.

Nos ennemis, les ennemis du notre peuple, doivent comprendre qu'ils ont été battus par l'adversaire le plus fort, c'est-à-dire le peuple, le peuple sur qui ils ne pourront jamais prendre une quelconque revanche.

Nous avons fait preuve de patience, de beaucoup de patience. Mais si la violence est le seul moyen susceptible de leur faire entendre raison, le CNR se fera un devoir de la leur appliquer dans toute sa rigueur.

Fermes contre nos ennemis, nous le serons aussi envers les interprétations erronées de la RDP, les phénomènes érosifs et tous ceux qui, par leur comportement, sapent l'édifice révolutionnaire.

Ils sont de plus en plus nombreux qui adhèrent à la RDP, résolument, timidement, ou dans l'hésitation. Cela est encourageant.

Nous déplorons cependant que des Burkinabè trouvent le temps de théoriser stérilement pendant que leur peuple avance.

Toutefois certaines critiques nous sont un apport utile, surtout lorsqu'elles sont assorties d'un patriotisme sans ombre et d'une pratique sociale admirable. Nous espérons que l'esprit scientifique rigoureux nous fera nous retrouver tôt ou tard, avec ceux-là qui n'ont pas encore compris que la révolution est, à côté de toute théorisation, une transformation révolutionnaire du réel et du vécu.

Pour ce grand jour anniversaire, ma pensée va également aux anciens ; à ces anciens que des éléments non révolutionnaires, par des interprétations erronées, ont condamné de façon péremptoire, jetant sur eux l'anathème pour en faire des damnés de la révolution. J'affirme que les anciens ont eux aussi leur place dans la révolution qui a besoin de leur expérience positive et dynamique. Nous les invitons à s'organiser dans les quartiers, les secteurs, les villages, et nous les convions à ce grand défi pour l'avenir où ils peuvent encore et doivent faire

beaucoup et dans leurs limites objectives.

Les Burkinabè, en tant que peuple révolutionnaire, sont attachés à la paix, à une amitié qui, au lieu de privilégier ces rapports entre dirigeants, travaillent à consolider les liens entre les peuples.

Le Burkina Faso, en tant que pouvoir des masses populaires, considère que la paix dans le monde ne peut venir que d'une amitié vraie entre les peuples.

Nous affirmons, et nous y croyons profondément, que celui qui aime son peuple ne peut qu'aimer les autres peuples. Les peuples qui s'aiment ne sauraient se combattre et se menacer mutuellement d'apocalypse.

Dans notre politique d'ouverture, nous irons à tous. Beaucoup nous ont déjà accueillis. Nous irons aussi aux autres, régimes, et dirigeants d'orientations politiques diverses, surtout de prédispositions ondoyantes vis-à-vis de notre peuple. Même à ceux qui nous attendent avec des baisers de Judas, nous devons aller à eux mais dans la vigilance avec un esprit critique, un esprit de combattant, débarrassé de tout défaitisme et dans le souci de rapprocher nos peuples. Quant à ceux qui ont choisi délibérément de soutenir les ennemis du peuple burkinabè, nous restons convaincus que leur propre peuple leur barrera la route dans leurs desseins funestes et antipopulaires, avant de leur exiger des comptes.

Le Burkina-Faso n'entend donner de leçons à personne, parce qu'il n'entend en recevoir de personne. Il sait par expérience que la révolution ne s'exporte pas. Mais il sait aussi que sa révolution est un acquis pour tous les peuples révolutionnaires du monde. C'est pourquoi il la donne en partage avec ses succès et ses échecs.

Le Burkina Faso ne soutiendra jamais une rencontre qui a pour but de discuter d'intérêts égoïstes d'homme-institutions au lieu de ceux des peuples. Il défendra sa ligne révolutionnaire avec fermeté à travers des organisations internationales à caractère politique, économique, scientifique et culturel.

Pour ce grand jour anniversaire, nous tenons à féliciter tous les Burkinabè, toutes les organisations qui ont œuvré pour l'avènement de la révolution. Nous réservons une pensée émue à l'endroit de nos illustres disparus tombés sur le champ de bataille dans la nuit du 4 août 1983. Cette même pensée va également à ceux tombés avant et après le 4 août 1983 pour la cause de la révolution en gestation, ou déjà grandissante, enfantée par les luttes auxquelles ils ont pris part.

Nous félicitons la jeunesse burkinabè pour sa mobilisation et sa vigilance. Nous félicitons l'armée qui a réussi à transformer radicalement des structures réactionnaires en citadelles révolutionnaires, s'attaquant même aux privilèges. Nous sommes sûrs qu'elle saura, de sa propre initiative, surprendre notre

peuple par de nouveaux sacrifices.

Nous félicitons la jeunesse burki [texte manquant, supposé : nabè et aussi l'armée qui,] malgré le poids des traditions, luttent pour leur émancipation sectorielle et pour celle du peuple tout entier.

Nous félicitons les paysans, les intellectuels patriotes, le peuple travailleur, tous ceux qui de manière résolue ou non soutiennent la révolution.

Nous remercions tous les peuples du monde qui se sentent solidaires de notre révolution. Et je voudrais dire que nous associons, à cette joie, les pays qui, si légitimement, se réjouissent avec nous de nos ennemis communs, et dont les témoignages de solidarité soutenue balaient les rêves d'un isolement dans lequel ces mêmes ennemis souhaitent chaque jour nous confiner. Toutefois, cette joie ne nous enivre pas au point de nous faire oublier la situation de ceux qui poursuivent la lutte pour s'affranchir de la domination de ceux dont le 4 août 1983 nous a déjà débarrassés.

Camarades burkinabè, des concitoyens nous ont déçus, très déçus. Avant même la naissance de la révolution il y a eu qui se sont déclarés engagés à la combattre. Quand elle a vu le jour, des hostilités se sont manifestées. Nous leur avons donné des avertissements. Nous les avons assignés à résidence dans l'espoir que nous finirons par être compris. Cette clémence nous a valu d'être taxés de sentimentalistes. En dépit de cette main tendue, leurs complots, leurs manœuvres ont continué. Nous avons été contraints d'interner les plus irréductibles d'entre eux. Hélas, la volonté acrimonieuse de déstabilisation s'est engagée dans une escalade de complots. Ils ont ébranlé notre pacifisme. La légalité et la légitimité révolutionnaires nous ont dicté contre eux la volonté du peuple. Et la sanction ultime fut opposée à leur forfait.

Néanmoins, cette fermeté dont nous avons prouvé que nous sommes capables, ne nous empêche pas d'écouter, d'observer et de continuer de tenter de racheter. C'est pourquoi nous avons choisi de libérer certains éléments qui serviront de test, et dont l'attitude vis-à-vis de la RDP déterminera, dans une large mesure, le sort de ceux qui restent détenus.

Camarades burkinabè, je vous invite à comprendre tout cela, et à rester vigilants.

Peuple du Burkina Faso, bonne fête, joyeux anniversaire révolutionnaire.

Gloire éternelle à notre peuple.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons.

1. La Haute-Volta devient le Burkina le 2 août 1984. La CSV change de nom pour devenir la CSB.

2. Première période du Conseil de salut du peuple (7 novembre 1982-11 janvier 1983) à l'issue de laquelle Thomas Sankara devient Premier ministre.

LA LIBERTÉ SE CONQUIERT

NEW YORK, 4 OCTOBRE 1984

Depuis la fin de l'année 1983, la Haute-Volta – devenue Burkina le 2 août 1984 – est membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce discours fait suite à une intense activité diplomatique, qui a mené Thomas Sankara dans de nombreux pays d'Afrique, dont il veut se faire le porte-parole. Il est le premier président à effectuer une visite officielle au Sahara-Occidental, fin mars, après la reconnaissance par son pays de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Il se prononce en juillet pour le boycott des jeux olympiques de Los Angeles, à cause des violations répétées de la charte des Nations unies à propos de l'Afrique du Sud. On note ici ses prises de position contre la France, qu'il évite de nommer, à propos des Comores et des îles de l'Archipel malgache.

Il propose une réforme pour démocratiser l'ONU, tout en lui réaffirmant sa confiance. Juste avant de fouler le sol des États-Unis, pour assister à la 39^e session des Nations unies, il s'arrête au Cap Vert, puis à Cuba pour des entretiens avec Fidel Castro.

Il profite de son séjour à New York pour tisser des liens avec la communauté afro-américaine dont les représentants se rendront au Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou. Il va coup sur coup prononcer deux discours à Harlem. Le premier, lors de l'inauguration d'une exposition d'art burkinabè au Centre de commerce du tiers-monde. Il y prononcera cette phrase devenue célèbre : « Notre Maison Blanche se trouve dans le Harlem noir¹. » Il annonce aussi pour la première fois son projet de créer un centre de recherche pour l'homme noir qui prendra le nom d'Institut des peuples noirs. Celui-ci vivra faute de moyens adéquats, Blaise Compaoré le laissant doucement périliter par la suite. Le second apparaît nettement plus politique, dénonçant l'impérialisme. Porté par le public enthousiaste et son plaisir d'être là, Thomas Sankara prend un tour provocateur lorsqu'il exhibe son arme et déclare : « Je veux vous montrer que je suis prêt contre l'impérialisme. Et je vous prie de croire que ce n'est pas un jouet. Ce sont des balles réelles. Et lorsque nous

tirerons ces balles, ce sera contre l'impérialisme. »

Son discours devant l'ONU, empreint de lyrisme, n'en est pas moins une succession de prises de position très fermes dans tous les conflits qui opposent les puissances occidentales aux pays du tiers-monde en Afrique, mais aussi en Asie et en Amérique du Sud. Représentant un petit pays pauvre, c'est non sans courage qu'il dénonce sans détour les complicités occidentales avec l'Afrique du Sud et Israël. Thomas Sankara laisse exploser ici sa révolte contre la misère, les inégalités sociales, mais aussi son empathie avec ceux qui souffrent. Il se fait le porte-parole des opprimés, des sans voix.

Selon ce que l'on m'a rapporté, un de ses collaborateurs lui avait apporté dans l'avion, un projet de discours. Il passa tout le long du trajet à le modifier pour finaliser ce texte de toute beauté. On peut penser que son séjour à Cuba a eu de l'influence sur le contenu.

Le cinéaste Balufu Bakupa Kanyinda, qui a réalisé un des premiers documentaire sur Thomas Sankara, m'a raconté avoir vainement tenté de récupérer les images de ce discours à l'ONU, à la fin des années 1980. Le chanteur Awadi l'a tenté lui aussi lors de la réalisation de son projet « Présidents d'Afrique ». Sans succès ! En pleine rédaction de cet ouvrage, j'apprends qu'un autre film de ce discours a été retrouvé dans les archives de la télévision nationale !



Monsieur le président, Monsieur le secrétaire général,
Honorables représentants de la communauté internationale

Je viens en ces lieux vous apporter le salut fraternel d'un pays de 274 000 km², où sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes, refusent désormais de mourir d'ignorance, de faim, de soif, tout en n'arrivant pas à vivre véritablement depuis un quart de siècle d'existence comme État souverain, siégeant à l'ONU.

Je viens à cette 39^e session vous parler au nom d'un peuple qui, sur la terre de ses ancêtres, a choisi, dorénavant, de s'affirmer et d'assumer son histoire, dans ses aspects positifs, comme dans ses aspects négatifs, sans complexe aucun.

Je viens enfin, mandaté par le Conseil national de la révolution du Burkina Faso, pour exprimer les vues de mon peuple concernant les problèmes inscrits à l'ordre du jour, et qui constituent la trame tragique des événements qui fissurent douloureusement les fondements du monde en cette fin du 20^e siècle.

Un monde où l'humanité est transformée en cirque, déchirée par les luttes entre les grands et les semi-grands, battue par les bandes armées, soumise aux violences et aux pillages. Un monde où des nations, se soustrayant à la juridiction internationale, commandent des groupes hors-la-loi, vivant de rapines, et organisant d'ignobles trafics, le fusil à la main.

Monsieur le président,

Je n'ai pas ici la prétention d'énoncer des dogmes. Je ne suis ni un messie ni un prophète. Je ne détiens aucune vérité. Ma seule ambition est une double aspiration : premièrement, pouvoir, en langage simple, celui de l'évidence et de la clarté, parler au nom de mon peuple, le peuple du Burkina Faso ; deuxièmement, parvenir à exprimer aussi, à ma manière, la parole du « Grand peuple des déshérités », ceux qui appartiennent à ce monde qu'on a malicieusement baptisé tiers-monde. Et dire, même si je n'arrive pas à les faire comprendre, les raisons que nous avons de nous révolter.

Tout cela dénote l'intérêt que nous portons à l'ONU, les exigences de nos droits y prenant une vigueur et la rigueur de la claire conscience de nos devoirs.

Nul ne s'étonnera de nous voir associer l'ex-Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina Faso, à ce fourre-tout méprisé, le tiers-monde, que les autres mondes ont inventé au moment des indépendances formelles pour mieux assurer notre aliénation culturelle, économique et politique. Nous voulons nous y insérer sans pour autant justifier cette gigantesque escroquerie de l'Histoire. Encore moins pour accepter d'être « l'arrière monde d'un Occident repu ». Mais pour affirmer la conscience d'appartenir à un ensemble tricontinental et admettre, en tant que non-alignés, et avec la densité de nos convictions, qu'une solidarité spéciale unit ces trois continents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique dans un même combat contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiters économiques.

Reconnaître donc notre présence au sein du tiers-monde c'est, pour paraphraser José Martí², « *affirmer que nous sentons sur notre joue tout coup donné à n'importe quel homme du monde* ». Nous avons jusqu'ici tendu l'autre joue. Les gifles ont redoublées. Mais le cœur du méchant ne s'est pas attendri. Ils ont piétiné la vérité du juste. Du Christ ils ont trahi la parole. Ils ont transformé sa croix en massue. Et après qu'ils se soient revêtus de sa tunique, ils ont lacéré nos corps et nos âmes. Ils ont obscurci son message. Ils l'ont occidentalisé cependant que nous le recevions comme libération universelle. Alors, nos yeux se sont ouverts à la lutte des classes. Il n'y aura plus de gifles.

Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous

tournons radicalement le dos à tous les modèles que tous les charlatans de même acabit ont essayé de nous vendre vingt années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de salut en dehors de ce refus-là. Pas de développement en dehors de cette rupture.

Du reste, tous les nouveaux « maîtres-à-penser » sortant de leur sommeil, réveillés par la montée vertigineuse de milliards d'hommes en haillons, effrayés par la menace que fait peser sur leur digestion cette multitude traquée par la faim, commencent à remodeler leurs discours et, dans une quête anxieuse, recherchent une fois de plus en nos lieux et places, des concepts miracles, de nouvelles formes de développement pour nos pays. Il suffit pour s'en convaincre de lire les nombreux actes des innombrables colloques et séminaires.

Loin de moi l'idée de tourner en ridicule les efforts patients de ces intellectuels honnêtes qui, parce qu'ils ont des yeux pour voir, découvrent les terribles conséquences des ravages imposés par lesdits « spécialistes » en développement dans le tiers-monde. La crainte qui m'habite, c'est de voir les résultats de tant d'énergies confisquées par les Prospéro³ de tout genre pour en faire la baguette magique destinée à nous renvoyer à un monde d'esclavage maquillé au goût de notre temps.

Cette crainte se justifie d'autant plus que la petite bourgeoisie africaine diplômée, sinon celle du tiers-monde, soit par paresse intellectuelle, soit plus simplement parce qu'ayant goûté au mode de vie occidental, n'est pas prête à renoncer à ses privilèges. De ce fait, elle oublie que toute vraie lutte politique postule un débat théorique rigoureux et elle refuse l'effort de réflexion qui nous attend. Consommatrice passive et lamentable, elle se regorge de vocables fétichisés par l'Occident comme elle le fait de son whisky et de son champagne, dans ses salons à l'harmonie douteuse.

On recherchera en vain depuis les concepts de négritude ou d'*African Personality* marqués maintenant par les temps, des idées vraiment neuves issues des cerveaux de nos « grands » intellectuels. Le vocabulaire et les idées nous viennent d'ailleurs. Nos professeurs, nos ingénieurs et nos économistes se contentent d'y adjoindre des colorants parce que, des universités européennes dont ils sont les produits, ils n'ont ramené souvent que leurs diplômes et le velours des adjectifs ou des superlatifs.

Il est nécessaire, il est urgent que nos cadres et nos travailleurs de la plume apprennent qu'il n'y a pas d'écriture innocente. En ces temps de tempêtes, nous ne pouvons laisser à nos seuls ennemis d'hier et d'aujourd'hui, le monopole de la pensée, de l'imagination et de la créativité. Il faut, avant qu'il ne soit trop tard, car il est déjà trop tard, que ces élites, ces hommes de l'Afrique, du tiers-monde, reviennent à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur société,

à la misère dont nous avons hérité pour comprendre non seulement que la bataille pour une pensée au service des masses déshéritées n'est pas vaine, mais qu'ils peuvent devenir crédibles sur le plan international, qu'en inventant réellement, c'est-à-dire, en donnant de leurs peuples une image fidèle. Une image qui leur permette de réaliser des changements profonds de la situation sociale et politique, susceptibles de nous arracher à la domination et à l'exploitation étrangères qui livrent nos États à la seule perspective de la faillite.

C'est ce que nous avons perçu, nous, peuple burkinabè, au cours de cette nuit du 4 août 1983, aux premiers scintillements des étoiles dans le ciel de notre Patrie. Il nous fallait prendre la tête des jacqueries qui s'annonçaient dans les campagnes affolées par l'avancée du désert, épuisées par la faim et la soif et délaissées. Il nous fallait donner un sens aux révoltes grondantes des masses urbaines désœuvrées, frustrées et fatiguées de voir circuler les limousines des élites aliénées qui se succédaient à la tête de l'État et qui ne leur offraient rien d'autre que les fausses solutions pensées et conçues par les cerveaux des autres. Il nous fallait donner une âme idéologique aux justes luttes de nos masses populaires mobilisées contre l'impérialisme monstrueux. À la révolte passagère, simple feu de paille, devait se substituer pour toujours la révolution, lutte éternelle contre la domination.

D'autres avant moi ont dit, d'autres après moi diront à quel point s'est élargi le fossé entre les peuples nantis et ceux qui n'aspirent qu'à manger à leur faim, boire à leur soif, survivre et conserver leur dignité. Mais nul n'imaginera à quel point « le grain du pauvre a nourri chez nous la vache du riche ».

Dans le cas de l'ex-Haute-Volta, le processus était encore plus exemplaire. Nous étions la condensation magique, le raccourci de toutes les calamités qui ont fondu sur les pays dits « en voie de développement ». Le témoignage de l'aide présentée comme la panacée et souvent trompétée, sans rime ni raison, est ici éloquent. Très peu sont les pays qui ont été comme le mien inondés d'aides de toutes sortes. Cette aide est en principe censée œuvrer au développement. On cherchera en vain dans ce qui fut autrefois la Haute-Volta, les signes de ce qui peut relever d'un développement. Les hommes en place, soit par naïveté, soit par égoïsme de classe, n'ont pas pu ou n'ont pas voulu maîtriser cet afflux extérieur, en saisir la portée et exprimer des exigences dans l'intérêt de notre peuple.

Analysant un tableau publié en 1983 par le Club du Sahel, Jacques Giri dans son ouvrage *Le Sahel demain*, conclut avec beaucoup de bon sens que l'aide au Sahel, à cause de son contenu et des mécanismes en place, n'est qu'une aide à la survie. Seuls, souligne-t-il, 30 % de cette aide permet simplement au Sahel de vivre. Selon Jacques Giri, cette aide extérieure n'aurait d'autres buts que de

continuer à développer les secteurs improductifs, imposant des charges intolérables à nos petits budgets, désorganisant nos campagnes, creusant les déficits de notre balance commerciale, accélérant notre endettement.

Juste quelques clichés pour présenter l'ex-Haute-Volta : 7 millions d'habitants, avec plus de 6 millions de paysannes et de paysans ; un taux de mortalité infantile estimé à 180 pour mille ; une espérance de vie se limitant à 40 ans ; un taux d'analphabétisme allant jusqu'à 98 %, si nous concevons l'alphabétisé comme celui qui sait lire, écrire et parler une langue ; un médecin pour 50 000 habitants ; un taux de scolarisation de 16 % ; et enfin un produit intérieur brut par tête d'habitant de 53 356 francs CFA soit à peine plus de 100 dollars.

Le diagnostic à l'évidence, était sombre. La source du mal était politique. Le traitement ne pouvait qu'être politique.

Certes nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais en général, la politique d'assistance et d'aide n'a abouti qu'à nous désorganiser, à nous asservir, à nous déresponsabiliser dans notre espace économique, politique et culturel.

Nous avons choisi de risquer de nouvelles voies pour être plus heureux. Nous avons choisi de mettre en place de nouvelles techniques.

Nous avons choisi de rechercher des formes d'organisation mieux adaptées à notre civilisation, rejetant de manière abrupte et définitive toutes sortes de diktats extérieurs, pour créer ainsi les conditions d'une dignité à la hauteur de nos ambitions. Refuser l'état de survie, desserrer les pressions, libérer nos campagnes d'un immobilisme moyenâgeux ou d'une régression, démocratiser notre société, ouvrir les esprits sur un univers de responsabilité collective pour oser inventer l'avenir. Briser et reconstruire l'administration à travers une autre image du fonctionnaire, plonger notre armée dans le peuple par le travail productif et lui rappeler incessamment que sans formation patriotique, un militaire n'est qu'un criminel en puissance. Tel est notre programme politique.

Au plan de la gestion économique, nous apprenons à vivre simplement, à accepter et à nous imposer l'austérité afin d'être à même de réaliser de grands desseins.

Déjà, grâce à l'exemple de la Caisse de solidarité nationale⁴, alimentée par des contributions volontaires, nous commençons à répondre aux cruelles questions posées par la sécheresse. Nous avons soutenu et appliqué les principes d'Alma-Ata⁵ en élargissant le champ des soins de santé primaires. Nous avons fait nôtre, comme politique d'État, la stratégie du GOBI FFF préconisée par l'Unicef⁶.

Par l'intermédiaire de l'Office du Sahel des Nations unies (OSNU), nous pensons que les Nations unies devraient permettre aux pays touchés par la

sécheresse la mise sur pied d'un plan à moyen et long termes afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Pour préparer le 21^e siècle, nous avons, par la création d'une tranche spéciale de la tombola, « Instruisons nos enfants », lancé une campagne immense pour l'éducation et la formation de nos enfants dans une école nouvelle. Nous avons lancé à travers l'action salvatrice des Comités de défense de la révolution un vaste programme de construction de logements sociaux – 500 en trois mois –, de routes, de petites retenues d'eau, etc. Notre ambition économique est d'œuvrer pour que le cerveau et les bras de chaque Burkinabè puissent au moins lui servir à inventer et à créer de quoi s'assurer deux repas par jour et de l'eau potable.

Nous jurons, nous proclamons, que désormais au Burkina Faso, plus rien ne se fera sans la participation des Burkinabè. Rien qui n'ait été au préalable décidé par nous, élaboré par nous. Il n'y aura plus d'attentat à notre pudeur et à notre dignité.

Forts de cette certitude, nous voudrions que notre parole s'élargisse à tous ceux qui souffrent dans leur chair, tous ceux qui sont bafoués dans leur dignité d'homme par une minorité d'hommes ou par un système qui les écrase.

Permettez, vous qui m'écoutez, que je le dise : je ne parle pas seulement au nom du Burkina Faso tant aimé mais également au nom de tous ceux qui ont mal quelque part.

Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire ou qu'ils sont de culture différente et bénéficient d'un statut à peine supérieur à celui d'un animal.

Je souffre au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves afin qu'ils n'aspirent à aucun droit et que leur culture ne puisse s'enrichir en convolant en noces heureuses au contact d'autres cultures, y compris celle de l'envahisseur.

Je m'exclame au nom des chômeurs d'un système structurellement injuste et conjoncturellement désaxé, réduits à ne percevoir de la vie que le reflet de celle des plus nantis.

Je parle au nom des femmes du monde entier, qui souffrent d'un système d'exploitation imposé par les mâles. Pour ce qui nous concerne, nous sommes prêts à accueillir toutes les suggestions du monde entier, nous permettant de parvenir à l'épanouissement total de la femme burkinabè. En retour, nous donnons en partage à tous les pays, l'expérience positive que nous entreprenons avec des femmes désormais présentes à tous les échelons de l'appareil de l'État et de la vie sociale au Burkina Faso. Des femmes qui luttent et proclament avec nous, que l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que

l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère et nous en appelons à toutes nos sœurs de toutes les races pour qu'elles montent à l'assaut pour la conquête de leurs droits.

Je parle au nom des mères de nos pays démunis, qui voient mourir leurs enfants de paludisme ou de diarrhée, ignorant qu'il existe, pour les sauver, des moyens simples que la science des multinationales ne leur offre pas, préférant investir dans les laboratoires de cosmétiques et dans la chirurgie esthétique pour les caprices de quelques femmes ou d'hommes dont la coquetterie est menacée par les excès de calories de leurs repas trop riches et d'une régularité à vous donner, non, plutôt à nous donner, à nous autres du Sahel, le vertige. Ces moyens simples recommandés par l'OMS et l'Unicef, nous avons décidé de les adopter et de les populariser.

Je parle aussi au nom de l'enfant. L'enfant du pauvre, qui a faim et qui louche furtivement vers l'abondance amoncelée dans une boutique pour riches. La boutique protégée par une vitre épaisse. La vitre défendue par une grille infranchissable. Et la grille gardée par un policier casqué, ganté et armé de matraque. Ce policier, placé là par le père d'un autre enfant qui viendra se servir ou plutôt se faire servir parce que représentant toutes les garanties de représentativité et de normes capitalistiques du système.

Je parle au nom des artistes (poètes, peintres, sculpteur, musiciens, acteurs), hommes de bien qui voient leur art se prostituer pour l'alchimie des prestidigitations de show-business.

Je crie au nom des journalistes qui sont réduits soit au silence, soit au mensonge pour ne pas subir les dures lois du chômage.

Je proteste au nom des sportifs du monde entier dont les muscles sont exploités par les systèmes politiques ou les négociants de l'esclavage modernes.

Mon pays est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité, mais aussi et surtout des espérances de nos luttes. C'est pourquoi je vibre naturellement au nom des malades qui scrutent avec anxiété les horizons d'une science accaparée par les marchands de canons. Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par la destruction de la nature et à ces trente millions d'hommes qui vont mourir comme chaque année, abattus par la redoutable arme de la faim.

Militaire, je ne peux oublier ce soldat obéissant aux ordres, le doigt sur la détente, et qui sait que la balle qui va partir ne porte que le message de la mort.

Enfin, je veux m'indigner en pensant aux Palestiniens qu'une humanité inhumaine a choisi de substituer à un autre peuple, hier encore martyrisé. Je

pense à ce vaillant peuple palestinien, c'est-à-dire à ces familles atomisées errant de par le monde en quête d'un asile. Courageux, déterminés, stoïques et infatigables, les Palestiniens rappellent à chaque conscience humaine la nécessité et l'obligation morale de respecter les droits d'un peuple : avec leurs frères juifs, ils sont antisionistes.

Aux côtés de mes frères soldats de l'Iran et de l'Irak, qui meurent dans une guerre fratricide et suicidaire, je veux également me sentir proche des camarades du Nicaragua dont les ports sont minés, les villes bombardées et qui, malgré tout, affrontent avec courage et lucidité leur destin. Je souffre avec tous ceux qui, en Amérique latine, souffrent de la mainmise impérialiste.

Je veux être aux côtés des peuples afghan et irlandais, aux côtés des peuples de Grenade et de Timor Oriental, chacun à la recherche d'un bonheur dicté par la dignité et les lois de sa culture.

Je m'élève ici au nom de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde ils pourront faire entendre leur voix et la faire prendre en considération réellement. Sur cette tribune beaucoup m'ont précédé, d'autres viendront après moi. Mais seuls quelques-uns feront la décision. Pourtant nous sommes officiellement présentés comme égaux. Eh bien, je me fais le porte-voix de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde, ils peuvent se faire entendre. Oui je veux donc parler au nom de tous les « laissés pour compte » parce que « je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger ».

Notre révolution au Burkina Faso est ouverte aux malheurs de tous les peuples. Elle s'inspire aussi de toutes les expériences des hommes depuis le premier souffle de l'Humanité. Nous voulons être les héritiers de toutes les révolutions du monde, de toutes les luttes de libération des peuples du tiers-monde. Nous sommes à l'écoute des grands bouleversements qui ont transformé le monde. Nous tirons des leçons de la révolution américaine, les leçons de sa victoire contre la domination coloniale et les conséquences de cette victoire. Nous faisons nôtre l'affirmation de la doctrine de la non-ingérence des Européens dans les affaires américaines et des Américains dans les affaires européennes. Ce que [le président des États-Unis] Monroe clamait en 1823, « L'Amérique aux Américains », nous le reprenons en disant « l'Afrique aux Africains », « Le Burkina aux Burkinabè ». La Révolution française de 1789, bouleversant les fondements de l'absolutisme, nous a enseigné les droits de l'homme alliés aux droits des peuples à la liberté. La grande Révolution d'octobre 1917 a transformé le monde, permis la victoire du prolétariat, ébranlé les assises du capitalisme et rendu possible les rêves de justice de la Commune française.

Ouverts à tous les vents de la volonté des peuples et de leurs révolutions, nous instruisant aussi de certains terribles échecs qui ont conduit à de tragiques manquements aux droits de l'homme, nous ne voulons conserver de chaque révolution, que le noyau de pureté qui nous interdit de nous inféoder aux réalités des autres, même si par la pensée, nous nous retrouvons dans une communauté d'intérêts.

Monsieur le président,

Il n'y a plus de duperie possible. Le nouvel ordre économique mondial pour lequel nous luttons et continuerons à lutter, ne peut se réaliser que : si nous parvenons à ruiner l'ancien ordre qui nous ignore ; si nous imposons la place qui nous revient dans l'organisation politique du monde ; si, prenant conscience de notre importance dans le monde, nous obtenons un droit de regard et de décision sur les mécanismes qui régissent le commerce, l'économie et la monnaie à l'échelle planétaire.

Le nouvel ordre économique international s'inscrit tout simplement, à côté de tous les autres droits des peuples, droit à l'indépendance, au libre choix des formes et de structures de gouvernement, comme le droit au développement. Et comme tous les droits des peuples, il s'arrache dans la lutte et par la lutte des peuples. Il ne sera jamais le résultat d'un acte de la générosité d'une puissance quelconque.

Je conserve en moi la confiance inébranlable, confiance partagée avec l'immense communauté des pays non-alignés, que sous les coups de boutoir de la détresse hurlante de nos peuples, notre groupe va maintenir sa cohésion, renforcer son pouvoir de négociation collective, se trouver des alliés parmi les nations et commencer, de concert avec ceux qui peuvent encore nous entendre, l'organisation d'un système de relations économiques internationales véritablement nouveau.

Monsieur le président,

Si j'ai accepté de me présenter devant cette illustre assemblée pour y prendre la parole, c'est parce que malgré les critiques qui lui sont adressées par certains grands contributeurs, les Nations unies demeurent la tribune idéale pour nos revendications, le lieu obligé de la légitimité des pays sans voix.

C'est cela qu'exprime avec beaucoup de justesse notre secrétaire général lorsqu'il écrit : *« L'Organisation des Nations unies est unique en ce qu'elle reflète les aspirations et les frustrations de nombreux pays et gouvernements du monde entier. Un de ses grands mérites est que toutes les Nations, y compris celles qui sont faibles, opprimées ou victimes de l'injustice, (il s'agit de nous), peuvent, même lorsqu'elles sont confrontées aux dures réalités du pouvoir, y trouver une tribune et s'y faire entendre. Une*

cause juste, même si elle ne rencontre que revers ou indifférence, peut trouver un écho à l'Organisation des Nations unies ; cet attribut de l'organisation n'est pas toujours prisé, mais il n'en est pas moins essentiel. »

On ne peut mieux définir le sens et la portée de l'organisation.

Aussi est-il, pour chacun de nous, un impératif catégorique de consolider les assises de notre organisation, de lui donner les moyens de son action. Nous adoptons en conséquence, les propositions faites à cette fin par le secrétaire général, pour sortir l'organisation des nombreuses impasses, soigneusement entretenues par le jeu des grandes puissances afin de la discréditer aux yeux de l'opinion publique.

Monsieur le président,

Reconnaissant les mérites mêmes limités de notre organisation, je ne peux que me réjouir de la voir compter de nouveaux adhérents. C'est pourquoi la délégation burkinabè salue l'entrée du 159^e membre de notre organisation : l'État du Brunei Darussalam.

C'est la déraison de ceux entre les mains desquelles la direction du monde est tombée par le hasard des choses qui fait l'obligation au Mouvement des pays non alignés auquel, je l'espère, se joindra bientôt l'État du Brunei Darussalam, de considérer comme un des objectifs permanents de sa lutte, le combat pour le désarmement qui est un des aspects essentiels et une condition première de notre droit au développement.

Il faut, à notre avis, des études sérieuses prenant en compte tous les éléments qui ont conduit aux calamités qui ont fondu sur le monde. À ce titre, le président Fidel Castro, en 1979, a admirablement exprimé notre point de vue à l'ouverture du 6^e sommet des pays non alignés lorsqu'il déclarait :

Avec 300 milliards de dollars, on pourrait construire en un an 600 000 écoles pouvant recevoir 400 millions d'enfants ; ou 60 millions de logements confortables pour 300 millions de personnes ; ou 30 000 hôpitaux équipés de 18 millions de lits ; ou 20 000 usines pouvant employer plus de 20 millions de travailleurs ou irriguer 150 millions d'hectares de terre qui, avec les moyens techniques adéquats pourraient alimenter un milliard de personnes...

En multipliant aujourd'hui ce chiffre par dix, je suis certainement en deçà de la réalité, on réalise ce que l'Humanité gaspille tous les ans dans le domaine militaire, c'est-à-dire contre la paix.

On perçoit aisément pourquoi l'indignation des peuples se transforme rapidement en révolte et en révolution devant les miettes qu'on leur jette sous

la forme ignominieuse d'une certaine « aide », assortie de conditions parfois franchement abjectes. On comprend enfin pourquoi dans le combat pour le développement, nous nous désignons comme des militants inlassables de la paix.

Nous faisons le serment de lutter pour atténuer les tensions, introduire les principes d'une vie civilisée dans les relations internationales et les étendre à toutes les parties du monde. Ce qui revient à dire que nous ne pouvons assister passifs, au trafic des concepts.

Nous réitérons notre résolution d'être des agents actifs de la paix ; de tenir notre place dans le combat pour le désarmement ; d'agir enfin dans la politique internationale comme le facteur décisif, libéré de toute entrave vis-à-vis de toutes les grandes puissances, quels que soient les projets de ces dernières.

Mais la recherche de la paix va de pair avec l'application ferme du droit des pays à l'indépendance, des peuples à la liberté et des nations à l'existence autonome. Sur ce point, le palmarès le plus pitoyable, le plus lamentable – oui, le plus lamentable – est détenu au Moyen-Orient en termes d'arrogance, d'insolence et d'incroyable entêtement par un petit pays, Israël, qui, depuis, plus de vingt ans, avec l'inqualifiable complicité de son puissant protecteur, les États-Unis, continue à défier la communauté internationale.

Au mépris d'une histoire qui hier encore, désignait chaque Juif à l'horreur des fours crématoires, Israël en arrive à infliger à d'autres ce qui fut son propre calvaire. En tout état de cause, Israël dont nous aimons le peuple pour son courage et ses sacrifices d'hier, doit savoir que les conditions de sa propre quiétude ne résident pas dans sa puissance militaire financée de l'extérieur. Israël doit commencer à apprendre à devenir une nation comme les autres, parmi les autres.

Pour l'heure, nous tenons à affirmer du haut de cette tribune, notre solidarité militante et agissante à l'endroit des combattants, femmes et hommes, de ce peuple merveilleux de la Palestine parce que nous savons qu'il n'y a pas de souffrance sans fin.

Monsieur le président,

Analysant la situation qui prévaut en Afrique sur les plans économique et politique, nous ne pouvons pas ne pas souligner les graves préoccupations qui sont les nôtres, face aux dangereux défis lancés aux droits des peuples par certaines nations qui, sûres de leurs alliances, bafouent ouvertement la morale internationale.

Certes, nous avons le droit de nous réjouir de la décision de retrait des troupes étrangères au Tchad, afin que les Tchadiens entre eux, sans intermédiaire,

cherchent les moyens de mettre fin à cette guerre fratricide, et donner enfin à ce peuple qui n'en finit pas de pleurer depuis de nombreux hivernages, les moyens de sécher ses larmes. Mais, malgré les progrès enregistrés çà et là par les peuples africains dans leur lutte pour l'émancipation économique, notre continent continue de refléter la réalité essentielle des contradictions entre les grandes puissances, de charrier les insupportables apories du monde contemporain.

C'est pourquoi nous tenons pour inadmissible et condamnons sans recours, le sort fait au peuple du Sahara occidental par le royaume du Maroc qui se livre à des méthodes dilatoires pour retarder l'échéance qui, de toute façon, lui sera imposée par la volonté du peuple sahraoui. Pour avoir visité personnellement les régions libérées par le peuple sahraoui, j'ai acquis la confirmation que plus rien désormais ne saurait entraver sa marche vers la libération totale de son pays, sous la conduite éclairée du Front Polisario.

Monsieur le président,

Je ne voudrais pas trop m'étendre sur la question de Mayotte et des îles de l'Archipel malgache. Lorsque les choses sont claires, lorsque les principes sont évidents, point n'est besoin d'élaborer. Mayotte appartient aux Comores. Les îles de l'archipel sont malgaches.

En Amérique latine, nous saluons l'initiative du groupe de Contadora, qui constitue une étape positive dans la recherche d'une solution juste à la situation explosive qui y prévaut. Le commandant Daniel Ortega, au nom du peuple révolutionnaire du Nicaragua a fait ici des propositions concrètes et posé des questions de fond à qui de droit. Nous attendons de voir la paix s'installer dans son pays et en Amérique centrale, le 15 octobre prochain et après le 15 octobre et nous prenons à témoin l'opinion publique mondiale. De même que nous avons condamné l'agression étrangère de l'île de Grenade, de même nous fustigeons toutes les interventions étrangères. C'est ainsi que nous ne pouvons pas nous taire face à l'intervention militaire en Afghanistan.

Il est cependant un point, mais dont la gravité exige de chacun de nous une explication franche et décisive. Cette question, vous vous en doutez, ne peut qu'être celle de l'Afrique du Sud. L'incroyable insolence de ce pays à l'égard de toutes les nations du monde, même vis-à-vis de celles qui soutiennent le terrorisme qu'il érige en système pour liquider physiquement la majorité noire de ce pays, le mépris qu'il adopte à l'égard de toutes nos résolutions, constituent l'une des préoccupations les plus oppressantes du monde contemporain.

Mais le plus tragique, n'est pas que l'Afrique du Sud se soit elle-même mise

au banc de la communauté internationale à cause de l'abjection des lois de l'apartheid, encore moins qu'elle continue de maintenir illégalement la Namibie sous la botte colonialiste et raciste, ou de soumettre impunément ses voisins aux lois du banditisme. Non, le plus abject, le plus humiliant pour la conscience humaine, c'est qu'elle soit parvenue à « banaliser » le malheur de millions d'êtres humains qui n'ont pour se défendre que leur poitrine et l'héroïsme de leurs mains nues. Sûre de la complicité des grandes puissances et de l'engagement actif de certaines d'entre elles à ses côtés, ainsi que de la criminelle collaboration de quelques tristes dirigeants de pays africains, la minorité blanche ne se gêne pas pour ridiculiser les états d'âme de tous les peuples, qui, partout à travers le monde, trouvent intolérable la sauvagerie des méthodes en usage dans ce pays.

Il fut un temps où les brigades internationales se constituaient pour aller défendre l'honneur des nations agressées dans leur dignité. Aujourd'hui, malgré la purulence des plaies que nous portons tous à nos flancs, nous allons voter des résolutions dont les seules vertus, nous dira-t-on, seraient de conduire à résipiscence une Nation de corsaires qui « détruit le sourire comme la grêle tue les fleurs ».

Monsieur le président,

Nous allons bientôt fêter le cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique. Ma délégation souscrit à la proposition des pays d'Antigua et de la Barbade de commémorer avec éclat cet événement qui revêt, pour les pays africains et le monde noir, une signification d'une très grande importance. Pour nous, tout ce qui pourra être fait, dit ou organisé à travers le monde au cours des cérémonies commémoratives devra mettre l'accent sur le terrible écot payé par l'Afrique et le monde noir, au développement de la civilisation humaine. Écot payé sans retour et qui explique, sans aucun doute, les raisons de la tragédie d'aujourd'hui sur notre continent.

C'est notre sang qui a nourri l'essor du capitalisme, rendu possible notre dépendance présente et consolidé notre sous-développement. On ne peut plus escamoter la vérité, trafiquer les chiffres. Pour chaque Nègre parvenu dans les plantations, cinq au moins connurent la mort ou la mutilation. Et j'omets à dessein, la désorganisation du continent et les séquelles qui s'en sont suivies.

Monsieur le président,

Si la terre entière, grâce à vous, avec l'aide du secrétaire général, parvient à l'occasion de cet anniversaire à se convaincre de cette vérité-là, elle comprendra pourquoi, avec toute la tension de notre être, nous voulons la paix

entre les nations, pourquoi nous exigeons et réclamons notre droit au développement dans l'égalité absolue, par une organisation et une répartition des ressources humaines.

C'est parce que de toutes les races humaines, nous appartenons à celles qui ont le plus souffert, que nous nous sommes jurés, nous Burkinabè, de ne plus jamais accepter sur la moindre parcelle de cette terre, le moindre déni de justice. C'est le souvenir de la souffrance qui nous place aux côtés de l'OLP contre les bandes armées d'Israël. C'est le souvenir de cette souffrance qui, d'une part, nous fait soutenir l'ANC et la SWAPO, et d'autre part, nous rend intolérable la présence en Afrique du Sud des hommes qui se disent blancs et qui brûlent le monde à ce titre. C'est enfin ce même souvenir qui nous fait placer dans l'Organisation des Nations unies toute notre foi dans un devoir commun, dans une tâche commune pour un espoir commun.

Nous réclamons :

- Que s'intensifie à travers le monde la campagne pour la libération de Nelson Mandela et sa présence effective à la prochaine assemblée générale de l'ONU comme une victoire de fierté collective.
- Que soit créé en souvenir de nos souffrances et au titre de pardon collectif un prix international de l'Humanité réconciliée, décerné à tous ceux qui par leur recherche auraient contribué à la défense des droits de l'homme.
- Que tous les budgets de recherches spatiales soient amputés de 1/10 000^e et consacrés à des recherches dans le domaine de la santé et visant à la reconstitution de l'environnement humain perturbé par tous ces feux d'artifices nuisibles à l'écosystème.

Nous proposons également que les structures des Nations unies soient repensées et que soit mis fin à ce scandale que constitue le droit de veto. Bien sûr, les effets pervers de son usage abusif sont atténués par la vigilance de certains de ses détenteurs. Cependant, rien ne justifie ce droit : ni la taille des pays qui le détiennent ni les richesses de ces derniers.

Si l'argument développé pour justifier une telle iniquité est le prix payé au cours de la guerre mondiale, que ces nations, qui se sont arrogé ces droits, sachent que nous aussi nous avons chacun un oncle ou un père qui, à l'instar de milliers d'autres innocents arrachés au tiers-monde pour défendre les droits bafoués par les hordes hitlériennes, porte lui aussi dans sa chair les meurtrissures des balles nazies. Que cesse donc l'arrogance des grands qui ne perdent aucune occasion pour remettre en cause le droit des peuples. L'absence de l'Afrique du club de ceux qui détiennent le droit de veto est une injustice qui doit cesser.

Enfin ma délégation n'aurait pas accompli tous ses devoirs si elle n'exigeait pas

la suspension d'Israël et le dégagement pur et simple de l'Afrique du Sud de notre organisation. Lorsque, à la faveur du temps, ces pays auront opéré la mutation qui les introduira dans la communauté internationale, chacun de nous, et mon pays en tête, devra les accueillir avec bonté, et guider leur premier pas.

Nous tenons à réaffirmer notre confiance en l'Organisation des Nations unies. Nous lui sommes redevables du travail fourni par ses agences au Burkina Faso et de la présence de ces dernières à nos côtés dans les durs moments que nous traversons.

Nous sommes reconnaissants aux membres du Conseil de sécurité de nous avoir permis de présider deux fois cette année les travaux du Conseil. Souhaitons seulement voir le Conseil admettre et appliquer le principe de la lutte contre l'extermination de 30 millions d'êtres humains chaque année, par l'arme de la faim qui, de nos jours, fait plus de ravages que l'arme nucléaire.

Cette confiance et cette foi en l'organisation me fait obligation de remercier le secrétaire général, M. Xavier Pérez de Cuellar, de la visite tant appréciée qu'il nous a faite pour constater, sur le terrain, les dures réalités de notre existence et se donner une image fidèle de l'aridité du Sahel et la tragédie du désert conquérant.

Je ne saurai terminer sans rendre hommage aux éminentes qualités de notre président (Paul Lusaka de Zambie) qui saura, avec la clairvoyance que nous lui connaissons, diriger les travaux de cette 39^e session.

Monsieur le président,

J'ai parcouru des milliers de kilomètres. Je suis venu pour demander à chacun de vous que nous puissions mettre ensemble nos efforts pour que cesse la morgue des gens qui n'ont pas raison, pour que s'efface le triste spectacle des enfants mourant de faim, pour que disparaisse l'ignorance, pour que triomphe la rébellion légitime des peuples, pour que se taise le bruit des armes et qu'enfin, avec une seule et même volonté, luttant pour la survie de l'Humanité, nous parvenions à chanter en chœur avec le grand poète Novalis :

Bientôt les astres reviendront visiter la terre d'où ils se sont éloignés pendant nos temps obscurs ; le soleil déposera son spectre sévère, redeviendra étoile parmi les étoiles, toutes les races du monde se rassembleront à nouveau, après une longue séparation, les vieilles familles orphelines se retrouveront et chaque jour verra de nouvelles retrouvailles, de nouveaux embrassements ; alors les habitants du temps jadis reviendront vers la terre, en chaque tombe se réveillera la cendre

éteinte, partout brûleront à nouveau les flammes de la vie, les vieilles demeures seront rebâties, les temps anciens se renouvelleront et l'histoire sera le rêve d'un présent à l'étendue infinie.

À bas la réaction internationale !

À bas l'impérialisme !

À bas le néocolonialisme !

À bas le fantochisme !

Gloire éternelle aux peuples qui luttent pour leur liberté !

Gloire éternelle aux peuples qui décident de s'assumer pour leur dignité !

Victoire éternelle aux peuples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui luttent !

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie.

1. Voir <http://thomassankara.net/notre-maison-blanche-se-trouve-dans-notre-harlem-noir-1-dis-cours-a-harlem-le-2-octobre-1984/>.

2. NdE : José Martí est un homme politique, philosophe, journaliste et poète cubain de la fin du 19^e siècle dont se réclament les révolutionnaires cubains qui prennent le pouvoir au début de 1959.

3. Probablement une référence au personnage de Shakespeare dans *La Tempête*.

4. Caisse qui a permis de collecter de l'argent, notamment lors de la sécheresse.

5. Texte adopté par l'Organisation mondiale de la santé à Alma Ata (septembre 1987) et qui a déterminé les principes de soins de santé primaire que la révolution s'est efforcée de mettre en œuvre.

6. Stratégie mettant à portée des mères et des enfants des techniques bon marché, comme la vaccination, les traitements de réhydratation orale contre la diarrhée infantile et le suivi de la croissance.

POUR 1985, LE LOGEMENT EST DÉCLARÉ GRATUIT

JANVIER 1985

Ce discours a été publié dans Carrefour africain, n° 864-65 du 11 janvier 1985. Nous n'avons pas trouvé celui du nouvel an 1984, mais nous publions plus loin ceux des nouvelles années 1986 et 1987.

L'annonce de la gratuité des loyers arrive en fin de discours et constitue pour beaucoup de monde une surprise. A-t-elle été totalement improvisée, comme l'affirment ses détracteurs ? Elle aura, quoiqu'il en soit fait débat et sera annulée l'année suivante ! On retiendra cette formule : « La qualité du bonheur auquel le peuple burkinabè aspire ne saurait se résumer au premier coup de pied donné à la médiocrité des vingt-trois années de néocolonialisme. » Thomas Sankara est friant de ce type de formule et ses admirateurs qui en raffolent aiment à les réciter. Voici quelques explications sur les réalisations qu'il évoque. Les taxis brousse à l'époque étaient, sur les grands axes, des Peugeot 504 break et sur les routes secondaires souvent des « bâchés », c'est-à-dire des véhicules conçus pour le transport de matériel, où l'on entassait derrière la cabine les passagers sous une bâche d'où leurs noms. Les X9, dont il est question sont des petits bus, commandés en grand nombre en Inde à la société Tata qui vont peu à peu sillonner les routes pour le transport de personnes dont le confort s'en trouve amélioré. Le lotissement dont il est question, qui a consisté à attribuer massivement des terrains dans des quartiers aménagés, pour des sommes accessibles alors, est une des plus grandes réussites de la révolution. La Socogib (Société de construction et de gestion immobilière du Burkina) est une société, créée par l'État, chargée de la gestion des différentes cités qui seront construites durant la révolution, destinée aux couches moyennes de la population.



Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire,

Un peuple en communion intime avec tous les peuples du monde va célébrer dans quelques instants une année nouvelle. Travailleurs, courageux et dignes : notre peuple, le peuple burkinabè a vécu avec courage et lucidité l'année 1984, au cours de laquelle son image s'est imposée avec éclat au monde entier, à travers ses luttes et ses victoires révolutionnaires.

Avec une imperturbable assurance, la révolution au Burkina Faso s'est imposée aux petits et aux grands de la planète, car nous défendons la vérité, et nous avons raison de le faire avec intransigeance et détermination. Les complots et les intrigues ont été nombreux, de l'intérieur parfois, de l'extérieur souvent, mais pour éviter d'en faire une psychose au niveau des militants nous avons préféré la discrétion dans la tranquille confiance. Le Burkina est aujourd'hui un partenaire respecté parce qu'il est sérieux, ferme et respectueux de ses engagements. C'est avec satisfaction que nous constatons lentement mais sûrement que l'engagement conscient, organisé et discipliné des militants a fait un bond qualitatif. La révolution s'enracine de plus en plus dans les consciences, après l'euphorie et les adhésions superficielles. La situation politique est stable, et nous avons tous le droit de nous en réjouir, parce que c'est là le résultat des efforts, du travail, de la persévérance et des sacrifices de chacun d'entre nous, pour asseoir des fondements solides au processus révolutionnaire.

En ces dernières heures de 1984, je me dois de vous féliciter, militantes et militants de la révolution démocratique et populaire.

Je sais que ce ne fut point facile. Les obstacles que chacun de vous rencontre individuellement, le carrefour auquel je suis placé me permet de les connaître dans leur ensemble et dans leur somme. En raison de sa pureté et de sa dureté que nous avons tous voulues, cette révolution a frappé parfois dans votre entourage le plus intime. Ce ne fut point facile à supporter. Que d'efforts il nous aura fallu pour maintenir notre foi inébranlable face au dégagement d'un père, d'un frère, d'un ami !

Pour avoir refusé de frapper aveuglement, combien de fois le CNR n'a-t-il pas mis les nerfs de certains d'entre vous à rude épreuve face à l'arrogance et à la provocation de la contre-révolution.

Et que dire de ces efforts et sacrifices ultimes auxquels les exigences de la révolution vous ont conviés objectivement et que cependant vous n'avez pu réaliser qu'au prix de violence sur vous-même en raison des tares qui nous habitent tous !

Et cependant il reste plus à faire qu'il n'en a été fait.

La qualité du bonheur auquel le peuple burkinabè aspire ne saurait se résumer au premier coup de pied donné à la médiocrité des vingt-trois années de

néocolonialisme.

Toutefois, les grandes batailles à venir nous commandent d'affirmer nos armes et nos méthodes. Plus de vigilance dissuasive pour faire échec à ceux dont l'intelligence, en dessous de la moyenne, n'a pas permis d'évaluer les conséquences d'une folle témérité au Burkina Faso.

Rigueur et intransigeance exemplaires et communicatives dans le comportement social, dans l'exécution des directives et des tâches.

Tolérance et patience dans le travail d'explication. À cet effet il faut déplorer que des militants sincères aient taxé trop facilement de réactionnaires d'autres Burkinabè opposés à des justes mesures révolutionnaires parce qu'ils ne les comprenaient pas.

Camarades militantes et militants, n'est point révolutionnaire celui qui croit que le Burkina Faso est une terre vierge et fertile qui n'attend que son geste auguste de semeur.

Le CNR continuera à appeler tous les Burkinabè à cette grande œuvre patriotique, comme toujours sans sectarisme.

Mais nous savons aussi qu'il en existe et qu'il en existera toujours pour nous combattre. Ce sont d'abord ceux dont les privilèges et les avantages mal acquis ont été et continueront d'être restitués à leur légitime propriétaire : le peuple. Puisse la joie des millions d'heureux les consoler s'il leur reste encore un cœur pour être sensibles au sort des autres.

Ensuite ce sont à ceux dont les attaques mécaniques et rituelles portent la marque première du ridicule, lorsque l'on sait qu'ils sont parmi les premiers à disputer et de manière frénétique les multiples bienfaits que la révolution a promis et déjà réalisés : parcelles loties, villas Socogib¹, villégiatures en bus X9, réduction des frais de scolarité et de loyer, soulagement face à la hantise d'avoir à payer l'impôt de parents.

Même à ceux-là la révolution continuera de démontrer qu'elle est bel et bien venue pour donner et non prendre. Parce que la RDP les considère encore comme faisant partie du peuple, bien que de par leur comportement ils s'en excluent en fait. Et Lénine avait raison de dire : « *Une révolution sans contre-révolution n'existe pas et ne peut pas exister.* »

Militantes et militants, demain comme aujourd'hui, je veillerai à ce que, en rangs serrés, nous continuions en 1985 notre marche en avant.

Le CNR, le gouvernement révolutionnaire par ma voix vous souhaitent une bonne et heureuse année 1985.

Je m'adresse en particulier :

- à tous ceux qui souffrent de maladies, de faim, de soif ou d'ignorance, au Burkina et n'importe où sur la terre ;

- à tous ceux qui vivent sans liberté, et qui luttent pour la conquérir ;
- à tous les enfants du monde entier qui préparent silencieusement l'avenir d'une humanité enfin réconciliée avec elle-même ;
- aux anciens, à toutes les femmes et à tous les hommes burkinabè.

Camarades, faisons ensemble de 1985 une année de plus grandes batailles et de victoires révolutionnaires beaucoup plus éclatantes.

Sur tous les champs de bataille multiformes où nous nous sommes déjà inscrits en Afrique ou ailleurs, puisse 1985 voir l'élargissement de nos conquêtes au bénéfice des peuples.

Aux travailleurs burkinabè, nous souhaitons encore plus de productivité en 1985 en faveur des masses populaires.

En signe de compréhension [...], le CNR leur accorde le bénéfice du 13^e mois pour 1984.

Bonne et heureuse année 1985.

Militantes et militants, camarades révolutionnaires, ce qui n'avance pas recule.

La révolution avance. Et c'est pourquoi, au nom du CNR et du gouvernement révolutionnaire, l'ultime mesure que je vais prendre sera pour allonger la liste des acquis du peuple. Pour 1985, le logement est déclaré gratuit au Burkina Faso.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons.

1. Villas construites et gérées par la Socogib.

LA LUTTE CONTRE LE DÉSERT NE PEUT SE DISSOCIER DE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE

22 AVRIL 1985

Ce discours a été prononcé lors de l'inauguration de l'Inspection générale des eaux et forêts, dans le cadre de la semaine révolutionnaire du forestier. Inédit, extrait récemment des archives, je l'ai préféré à un autre discours, déjà publié dans différents ouvrages, prononcé à Paris à la conférence Silva sur l'arbre et l'environnement qui s'est tenue à Paris du 5 au 7 février 1986¹, en présence d'une soixantaine de chefs d'État. Ce jour-là, il va proposer notamment qu'1 % des sommes dépensées pour la recherche spatiale soit consacré à « financer de façon compensatoire, des projets de lutte pour sauver l'arbre et la vie ».

La politique pour la défense de l'environnement est une priorité du président Thomas Sankara. Une mission de René Dumont² et de Charlotte Paquet était programmée dès juin 1983, avant même la prise du pouvoir par Sankara et ses camarades sur le thème : « Les problèmes, contraintes et difficultés du développement rural ; les potentialités agricoles et forestières du pays ; une analyse sans complaisance de sa situation économique. » Il est fort probable qu'elle ait été commandée lorsque Sankara était Premier ministre. En effet, René Dumont, explique dans son préambule qu'il était « persona non grata » dans toute l'Afrique francophone, du fait de ses positions particulièrement critiques sur la coopération. Finalement la mission se déroule du 27 janvier au 18 mars 1984. Le rapport qui en résulte renferme un certain nombre de propositions et en particulier ce qui constituera le contenu des « trois luttes ». Il fallait aller à l'encontre d'usages sociaux traditionnels, ce qui ne fut pas facile et non sans contrainte.

D'autres initiatives sont venues compléter les « trois luttes », comme le développement des foyers améliorés pour économiser le charbon de bois utilisé pour la cuisine, la fabrication de la bière de mil, les campagnes de reboisement, l'incitation à planter des arbres à chaque cérémonie officielle ou familiale ou les efforts gigantesques déployés pour la maîtrise de l'eau. Thomas Sankara avait

même le projet, selon ce que m'a confié un de ses collaborateurs, de créer une immense bande verte au nord du Sahel pour arrêter l'avancée du désert, en mobilisant la population à tour de rôle, comme ce qui a été fait pour prolonger le chemin de fer vers le nord.

Cela ne s'est bien sûr pas fait sans heurts, notamment à la campagne où les feux de brousse existent depuis longtemps. Ils permettent, en effet, à court terme, de défricher les champs rapidement, de chasser, de faire repousser une herbe verte et tendre, mais à long terme ils assèchent la terre. Mais ce sont aussi souvent des périodes de rituels où se renforcent les liens sociaux d'où de nombreuses résistances de la campagne.

On mesure aujourd'hui combien Thomas Sankara et son pays étaient précurseurs. Aujourd'hui la planète se réchauffe de plus en plus vite, irrémédiablement, et les dirigeants de la planète peinent à se mettre d'accord pour inverser la tendance.



Camarades forestiers, camarades militants et militantes de la RDP, chers amis du Burkina Faso,

Cette semaine révolutionnaire que nous vivons, aujourd'hui même, a une signification particulière et le fait aussi qu'elle se tienne en ce lieu est suffisamment évocateur et nous fait comprendre les soucis que les responsables du développement de notre faune et notre flore connaissent chaque jour. En effet, il y a seulement quelques années nous n'aurions pas pu nous retrouver en ces lieux dits « bois de Boulonné », tant les arbres étaient nombreux, tant la forêt était réelle et dense. Aujourd'hui, nous voyons ces arbres rachitiques et peut-être aussi, si nous n'apportons notre soutien, sans lendemain.

C'est pourquoi, il me semble important que chacun de nous apporte son soutien aux camarades qui, à l'égal de ceux qui tiennent les armes pour combattre d'autres ennemis, se sont équipés eux pour régénérer notre environnement. Hier, le Burkina Faso était un pays vert, un pays couvert. Nous avions de jeunes forêts. Mais depuis que des hommes blancs ont essayé d'écrire et de décrire le Burkina Faso, jadis la Haute-Volta comme ils l'ont baptisée, ils ont introduit la notion de forêt galerie pour maintenir la différence d'avec ces autres forêts où les Savorgnan de Brazza³, les Livingstone⁴ jouaient au Tarzan pour reconquérir des zones et les terres des autres. Mais nous avons déjà la forêt.

À cette époque, là où la forêt n'avait pas conquis des espaces, c'était d'immenses et d'épais tapis que constituaient les hautes herbes. C'est ce qu'on appelait la savane. Le tout avait fini par créer un univers. Si ce n'était plus l'Éden qu'Ève, pécheresse dit-on, et Adam nous ont fait perdre, c'était une image et une réplique sur terre de ce paradis que ces deux individus n'ont pas su conserver. Et puis, à cette époque, l'homme vivait heureux. Il vivait heureux car il n'avait jamais faim, la nature venant compléter d'une manière riche et suffisante les efforts que lui-même faisait pour se nourrir. Il suffisait de tendre la main et de recueillir sinon cueillir des fruits. Il n'avait jamais soif, l'eau coulait abondamment. Dans le souvenir des peuples du Burkina Faso, dans notre histoire il y a à cette étape des souvenirs de traversées de rivières impétueuses. Ce qui signifie que les rivières étaient nombreuses dans notre région. L'homme ne connaissant pas la maladie comme nous la connaissons aujourd'hui. La nature procurait également les éléments pour se soigner. Les animaux parlaient à l'époque. Les animaux parlaient, vivant dans la promiscuité avec lui, dans un voisinage immédiat, chacun procurant à l'autre ce dont il avait besoin, peut-être plus souvent, l'homme dominant l'animal, mais en tout cas l'équilibre existait. Aujourd'hui, nous avons cessé de parler de forêts et même simplement de forêts galeries.

Depuis un certain temps, nous parlons, s'agissant de la destruction du Burkina Faso, de savane ; mais cela ne fait qu'une mutation, car entre-temps, de manière brutale, de manière choquante, le terme savane a disparu pour faire place à un nouveau terme, le Sahel. La sahélisation nous a gagnés. Et puis il sera dit que le 13 mars 1985 est une date historique. Une date qui pour les écoliers et pour tous ceux qui aiment l'histoire événementielle, signifiera l'annonce, l'arrivée du désert. En effet, c'est le mercredi 13 mars 1985 que chacun, scientifique et profane, amoureux de la nature et déprédateurs invétérés, chacun de nous a compris que le désert avance, que le désert est déjà à nos portes, que le désert est déjà au-dessus de nous, il ne lui reste plus qu'à s'abattre sur nous. Quand, entre le soleil et les hommes du Burkina Faso, s'est établi un écran, un écran de tristesse qui a plongé notre univers dans les ténèbres. Ce jour-là ce fut un jour de réflexion. Ce fut peut-être un jour de prise de conscience.

Et cette tristesse sera éternelle et grandissante si nous ne développons pas une stratégie de lutte pour conjurer ce sort malheureux, pour conjurer cette fatalité, ce sort qui nous a été jeté par nous ne savons qui.

Aujourd'hui, nous constatons que le Burkina Faso n'est plus ce qu'il était. Nous constatons que les mares se sont asséchées, que ce qui s'appelait forêt a disparu. Nos ancêtres ont eu la clairvoyance de créer des bois, des bois sacrés,

derniers refuges de l'écologie qu'ils regrettaient déjà. Ces bois sacrés leur avaient permis de professer la protection de la nature. En effet, les interdits, les tabous faisaient en sorte que l'on respectait la nature et permettaient à la nature de se reproduire de façon heureuse. Les arbres, les animaux n'étaient point détruits de façon sauvage, mais c'était largement insuffisant. Nous devons l'admettre. Aujourd'hui, nous constatons que la saison des pluies semble connaître un décalage. On parle même de perturbation écologique des saisons.

Beaucoup se souviendront, c'est peut-être néocolonial, que chaque 14 juillet était accompagné systématiquement de pluies qui battaient les enfants. Le soir, la fraîcheur venue, on allait acclamer le gouverneur. Il n'y a plus rien de cela.

C'est peut-être heureux que le gouverneur soit parti, c'est même sûrement le cas et nous espérons que celui-ci en repartant n'a pas emporté avec lui la pluie du 14 juillet. Et s'il l'avait fait il nous appartiendrait de reconquérir notre pluie, notre droit.

Chaque jour, le désert avance et totalise pour notre région une vitesse effrayante de 10 000 mètres par an de conquête. Cette conquête est-elle le fait que les régions du Sahel, Dori, Gorom-Gorom, Djibo ne sont plus des régions productrices de certaines semences que dans le temps nos cultivateurs allaient chercher là-bas ! Au contraire les populations qui y sont accompagnées de leurs bêtes, mais des bêtes efflanquées ayant perdu la moitié de leur valeur nutritive, ce cortège-là descend et aide à accélérer l'avancée du désert.

Chaque année la nappe phréatique baisse d'au moins six mètres. Six mètres, c'est ce qui suffit à rendre les méthodes traditionnelles de forage inopérantes. Six mètres par an c'est ce qui suffit à rendre indispensable, obligatoire, la lourde machinerie des immenses ateliers de forage qui équipent aujourd'hui certains services et qui vont de records en records, des forages de 50 mètres à 75 m, 100 m et même à 200 m et plus. Demain peut-être on forera le sol pour trouver l'eau à la même hauteur qu'on fore pour trouver le pétrole. Tant mieux si le pétrole et l'eau jaillissent ensemble.

Nos hommes sont responsables de cette situation, largement responsables de ce qu'il est. Nous en sommes responsables, mais n'en prenons pas conscience de façon collective. Nous sommes au Burkina Faso 7 millions d'habitants. En considérant que nous avons 7 millions de foyers, en considérant qu'une charrette tractée par un âne mesure 4 à 5 mètres, si vous faites la somme de la consommation annuelle du bois de chauffe au Burkina Faso et que vous la convertissez en nombre de charrettes mises bout à bout, elles vont du Cap jusqu'au Caire et les calculs les plus précis nous montrent qu'elles dépassent Le Caire et vont au-delà de Tel-Aviv ! C'est cela notre consommation annuelle. Pouvons-nous nous permettre chaque année d'aligner un convoi de

ce genre ? La responsabilité des hommes se situe dans son devoir de protéger la nature [et celle-ci] saute aux yeux face à son irresponsabilité. Le mégot de cigarette que nous jetons par inadvertance peut provoquer ce feu de brousse dévastateur. Chaque fumeur doit se sentir à partir de maintenant responsable des feux de brousse. Chaque fumeur doit se sentir à partir de maintenant passible des peines qui sont attachées aux crimes que constituent les feux de brousse. Il n'y a pas qu'eux, il y a aussi les autres.

La paresse naturelle de l'homme fait que ce feu de brousse est utilisé comme méthode culturelle pour aller vite et facilement, mais aussi comme besoin de résolution des carences des sols. La potasse qui s'y dépose aide à la fertilisation. Mais au bout d'un certain nombre d'années, même le paysan finit par se poser la question : est-ce que la potasse nécessaire obtenue par le feu de brousse suffit à compenser la pauvreté qu'il amène au sol en le calcinant ?

La responsabilité de l'homme se situe aussi au niveau de la coupe du bois. Une coupe sauvage. Une coupe nécessaire tant il est vrai qu'aujourd'hui la cuisine a besoin d'énergie, et la source la plus facile pour nous reste encore le bois. Notre action de dégradation, de destruction et de perturbation de l'écologie se situe aussi dans le type d'élevage que nous avons au Burkina Faso. Élevage contemplatif, de cueillette, élevage qui n'est jamais assorti d'une comptabilité du coût du prix de revient de la bête, du troupeau.

Aucun éleveur ne sait combien lui coûte son troupeau. Il suffit d'avoir les éléments de la reproduction de ce troupeau et de le laisser dans la nature. Nous estimons que s'il est normal que l'homme use de tous les moyens pour vivre et survivre, s'il est normal que chacun de nous pense à vivre heureux, il est indispensable que nous nous posions aussi la question de ce que deviendront les générations à venir.

C'est donc un crime contre les générations du Burkina Faso, c'est-à-dire contre l'éternité même du Burkina Faso que de ne penser qu'à soi, c'est-à-dire tout pour soi et le désert pour les générations à venir. Nous combattons ce genre de crime-là comme de l'exigence de notre société et de l'exigence de la pérennité de notre révolution, de notre pays, de sa dignité et de sa liberté.

Mais nous situons également la responsabilité de la perturbation de l'écologie en dehors du Burkina Faso. Tous ces engins que l'on envoie dans l'espace pour aller chercher nous ne savons exactement quoi, cette guerre des étoiles à laquelle se livrent ceux qui ont fini de faire la guerre des villes sur terre, toutes ces nuisances, toutes ces pollutions que l'on déverse dans la nature, dans les mers ont certainement pour conséquence de perturber l'ordre établi des choses. Et cela ne se fait qu'au profit des grands prédateurs que sont ces excités qui sont en train de se livrer à une espèce de java, j'allais dire à une

espèce de danse sabbatique dans l'espace. Ce sont ceux-là que nous dénonçons. Ils ont leur part de responsabilité mais hélas, c'est encore eux qui possèdent la science et la technologie suffisantes pour décrire de façon scientifique et rigoureuse les conséquences de leurs actes incalculables. Mais lorsque nos scientifiques, lorsque l'Institut burkinabè d'énergie se sera mué en un grand centre de recherche, il dira certainement à la face du monde entier qu'un engin dans l'espace provoque très certainement un décalage des pluies. L'IBE dira un jour de façon très précise que le fait de dévaster l'Amazonie aujourd'hui a des conséquences sur notre Burkina Faso. Tout comme il prouvera de façon rigoureuse que les sociétés qui exploitent les forêts dans les pays frères et voisins du Burkina Faso, ces sociétés-là, non seulement ont pillé et sucé à sang nos frères qui sont allés travailler sur ces chantiers, mais aussi elles ont condamné les populations qui sont restées au pays car elles ont perturbé le cycle normal des pluies. La responsabilité ne s'arrête donc pas à nos frontières.

C'est pourquoi nous voulons être solidaires de tous les peuples qui ont engagé un combat contre la désertification. Si au Maghreb on plante des arbres, le Burkina Faso doit saluer l'acte comme étant positif. Chaque fois que des Canadiens décolleront en France pour aller éteindre des feux provoqués par des pyromanes, ils expriment ainsi leur tristesse et leur déception dans une société qu'ils ont supportée péniblement ; lorsque des Canadiens décolleront de Marseille pour aller éteindre des feux, nous au Burkina Faso nous applaudirons la lutte contre la désertification, contre le désert. Cette forme de cancer ne doit pas être l'affaire d'un seul peuple, mais de tous les peuples. Et pour qu'elle devienne effectivement et de manière victorieuse l'affaire de tous les peuples, il faut que tous les peuples entretiennent le dialogue, ce dialogue de combat contre leurs ennemis. Le désert est un ennemi, il faut le combattre. Il y a à côté d'autres ennemis, il faut les combattre.

C'est donc dire que *la lutte contre le désert ne peut se dissocier de la lutte anti-impérialiste*. La lutte contre les formes de balkanisation et de domination, la lutte contre le désert est donc une lutte idéologique. Elle est une lutte politique avant d'être autre chose qu'une lutte pratique et technique. Avant d'être seulement un acte, l'acte de planter un arbre ou de s'abstenir de couper un arbre doit être un acte politique, compris et consciemment compris, faute de quoi nous serons nous-mêmes les agents premiers de ce désert qui nous envahit. Il faut se réjouir peut-être que les perturbations amènent les dirigeants africains en particulier à se préoccuper du devenir de l'environnement. Cent discours des chefs d'État africains sont pour plus de 75 à 80 d'entre eux consacrés à la tristesse de la nature, à la sécheresse et à la lamentation pour obtenir des aides alimentaires. Eh bien, ne transformons donc pas les chefs

d'État africains en commis pointeurs chargés d'inscrire leurs peuples à l'allocation d'aide alimentaire. Ne transformons pas les chefs d'État africains ou que les chefs d'État ne se transforment pas eux-mêmes en phraséologues qui, à qui mieux mieux, rivalisent de rhétorique, rivalisent aussi de pathétique dans leurs discours et dans leurs implorations pour se faire aider, pour se nourrir. On finirait, de cette façon-là, par créer le prix du meilleur orateur de celui qui aura demandé le mieux les aides alimentaires et il y en aurait certainement, parmi les chefs d'État africains, qui auraient ce prix Goncourt s'il existait et qui constitueraient toute une bibliothèque de ce genre de prix, tellement leur existence est conçue comme étant la forme la plus élevée du griotisme⁵ pour vivre. Mais c'est leur affaire. N'en parlons plus.

La lutte contre le désert est donc une lutte politique et nous pensons qu'à travers ce phénomène, les États africains comprendront que l'unité africaine est une nécessité et non plus simplement un choix, un choix qui peut permettre, également d'autres choix. Hier, les Nkwamé N'Krumah, lorsqu'ils laissaient cette idée d'unité africaine ont été combattus. Ils ont été combattus et même battus peut-être par la présentation qu'ils faisaient que cette idée juste et noble était empreinte d'une certaine idée de contemplation, d'encouragement, de catalyseur de l'unité africaine, [ils] sont en train de se présenter à nous pour faire en sorte que chacun de nous cède un peu de sa souveraineté et de son chauvinisme afin d'effacer les cicatrices, qui existent et qui nous divisent, que sont les frontières. Oui, il faut refaire une autre conférence de Berlin, une conférence de Berlin qui va gommer ces frontières. Nous ne pouvons lutter contre la désertification qu'en effaçant les frontières. Nous ne pouvons lutter contre la désertification qu'en faisant de l'Afrique un seul et même continent. Les richesses, nous les avons. Le sous-sol est riche. C'est ce sous-sol-là qui fait vivre tant et tant d'industries à l'étranger. Le sol est riche. Les eaux sont abondantes. L'énergie nous l'avons à foison. Le barrage d'Akossombo, avec seulement une turbine en fonctionnement, suffit à alimenter en électricité, au-delà du Ghana lui-même, d'autres pays : le Togo, le Bénin... Et qu'est-ce que vous auriez vu si le Ghana avait mis en service quatre sur six de ses turbines. L'électricité aurait été gratuite au Burkina Faso. Mais à un niveau interne, nous ne parlons même pas d'intérieur, car pour nous, la vision unitaire de l'Afrique est déjà en marche.

Au niveau interne et sectoriel, c'est-à-dire au niveau du seul Burkina Faso, nous avons des luttes engagées. Nous avons des luttes engagées et je voudrais vous dire que le CNR a décidé d'engager trois luttes.

Une lutte tridimensionnelle.

Premièrement, lutte contre les feux de brousse. Est déclaré crime, l'acte de provoquer les feux de brousse et sera puni comme tel. Il n'y a pas de tergiversation. Je sais que les détracteurs diront que ces mesures sont draconiennes ; je sais que nos détracteurs diront que ces mesures traduisent la nature répressive du CNR, mais je sais que nos détracteurs qui diront cela sont ceux qui, ici, à la zone du Bois ou dans des villes similaires, ont des jardins arrosés chaque jour grâce à l'ONEA [Office national de l'eau et de l'assainissement] qui leur produit l'eau. Je sais que nos détracteurs sont ceux qui ont les moyens de s'acheter les engrais qu'il faut, donc de se créer un microclimat et par conséquent de ne point se poser de questions pour savoir ce que devient la nature en général, l'environnement en général. Je sais que nos détracteurs, pour dire que nous sommes des répressifs, sont des hommes qui ne savent pas, qui n'ont jamais cultivé, qui n'ont jamais semé, qui n'ont jamais entretenu un champ, qui n'ont jamais récolté et ne savent donc pas ce que c'est que le feu de brousse et ses conséquences, mais qui répètent à la manière des perroquets ce qu'ils ont entendu ailleurs et, du reste, ces détracteurs-là, nous n'avons d'autre solution que de les confiner, de les rejeter dans le clan de ceux qui sont en train de concourir pour le prix Goncourt de la rhétorique misérabiliste. Le feu de brousse est donc un crime. Peut-être, certainement, admettrons-nous, tolérerons-nous des circonstances atténuantes pour les conditions dans lesquelles ce feu de brousse aura été créé, mais il sera de toute façon sanctionné comme crime. Il tombe donc sous la responsabilité de tous les villages, et principalement les CDR de tous les villages de surveiller leur territoire. Ou bien le responsable individuel sera démasqué et livré pour être sanctionné pour le crime commis, ou bien le village paiera. Il en sera ainsi et ce n'est qu'à cette condition que le Burkina Faso sera vert aujourd'hui et surtout encore plus vert demain pour les générations à venir. Chaque année, nous dépensons beaucoup d'argent, beaucoup d'énergie à négocier des dettes extérieures pour construire des sites anti-érosifs, alors qu'hier, nous ne construisions pas de sites anti-érosifs. C'était simplement les racines des arbres et des herbes qui maintenaient fortement l'humus, l'épais humus sur un sol, lui-même bien contrôlé malgré la force des torrents, malgré la force de ruissellement des eaux. Aujourd'hui, l'eau est fuyante au Burkina Faso. Toute eau qui tombe au Burkina Faso s'enfuit vers d'autres pays, s'enfuit vers la mer. Nous retiendrons cette eau par notre lutte.

La deuxième lutte que nous engageons, la deuxième lutte que nous déclenchons sera contre la divagation des animaux. La liberté des animaux ne doit pas porter atteinte à la liberté des hommes. Le droit des cheptels ne doit point porter atteinte au droit des peuples. Celui qui laisse son troupeau en

divagation pour se nourrir de façon libre, sur tout ce qui pousse sur le sol, commet un acte criminel de destruction de la nature et de condamnation des générations à venir. C'est pourquoi, eh bien, aux éleveurs en particulier, nous leur disons qu'à partir de maintenant et cela se vérifiera dès les cultures de cette année, dès les travaux champêtres de cette année, tout animal en divagation qui aurait détruit un arbre planté ou des céréales cultivées sera purement et simplement abattu. Et s'il se présente un responsable pour exiger des comptes pour cet animal abattu, eh bien, ce responsable ira répondre de son crime.

Désormais, chacun devra comptabiliser le coût exact, le coût réel de l'entretien d'un cheptel, et donc peut-être ramener son troupeau à des proportions scientifiques. L'efficacité du troupeau, la richesse du troupeau ne se mesurent plus au nombre de cornes, de paires de cornes ou de sabots, mais au poids des animaux et à leur utilisation pour amoindrir leur coût d'entretien. Utilisation pour les engrais, la fumure que ces animaux pourraient produire ; utilisation pour l'énergie, pour les efforts de travail qu'ils peuvent fournir dans les champs par la traction des outils, des appareils, mais également utilisation rationnelle par l'exploitation complète de tout ce que l'animal peut produire. Il n'y a que de cette façon draconienne certes, mais salutaire, que nous pouvons éviter que les animaux ne soient des éléments de destruction de la nature.

Et puis enfin, la troisième lutte sera contre la coupe anarchique du bois de chauffe. La coupe du bois aujourd'hui, je vous l'ai dit plus haut, représente une procession du Cap en Afrique du Sud, vers le « Mur des Lamentations » en Israël. Mais les jérémiades, nous les avons entendues. Les séminaires, les colloques, les journées de réflexion, nous les avons également vus et entendus sur les foyers améliorés et sur tout ce qui peut limiter la consommation du bois. Avouons que rien ou presque n'a changé. La semaine révolutionnaire des camarades des eaux et forêts ne devrait pas être une journée de réflexion, une semaine de réflexion de plus, mais autre chose. C'est pourquoi, dans cette troisième lutte contre la coupe anarchique du bois de chauffe, nous décidons qu'elle deviendra une profession réglementée et organisée, il sera interdit de couper le bois. Il sera interdit d'en introduire dans nos grands centres urbains, Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et d'autres centres.

Tous les centres qui seront identifiés devront s'approvisionner en bois de chauffe auprès de détaillants agréés officiellement, lesquels détaillants se seront approvisionnés eux-mêmes auprès de demi-grossistes reconnus, ces demi-grossistes se seront approvisionnés auprès de grossistes reconnus. Et ces grossistes, désormais, n'iront couper le bois que munis d'une licence en bonne et due forme, établissant le quota annuel auquel ils ont droit en bois de chauffe. Ils se feront indiquer les espaces autorisés pour la coupe du bois par les agents,

les combattants intrépides qui se mobilisent à partir de maintenant contre la désertification.

Cette coupe du bois, ce bois coupé sera transporté dans des véhicules spéciaux marqués de couleur spéciale, de telle sorte que se promenant le week-end dans nos brousses, les fonctionnaires ne soient tentés eux-mêmes de transporter du bois.

Désormais, tout véhicule transportant du bois sera arrêté et des amendes lourdes seront prononcées contre le propriétaire du véhicule.

Ainsi donc, nous connaissons exactement pour nos villes au moins, quelle quantité de bois nous coupons annuellement. Nous connaissons exactement quelle réglementation et quelle espèce de jachère nous pouvons organiser pour les terres et nous permettrons ainsi à la nature de se reproduire de façon harmonieuse.

Bien entendu, pour les populations des zones rurales, la liberté leur sera donnée de couper le bois autant qu'elles voudront. Mais ce bois coupé ne pourra servir, vous vous en doutez, qu'à l'utilisation familiale et non plus commerciale, car dans ces zones il sera interdit de vendre du bois.

Le spectacle du bois le long des routes est désormais interdit au Burkina Faso. Et le village où sera pris un fagot de bois vendu le long des routes, ce village répondra de son acte, le village répondra et en premier lieu le CDR sera sanctionné, et révolutionnairement sanctionné.

Vous direz, ou du moins nos détracteurs diront que nous aurons ainsi enlevé, arraché, privé à certaines personnes leur pitance. La profession de bûcheron est devenue une profession bien établie chez nous. Le bûcheron pourra désormais couper du bois pour celui qui l'achète par tonnes, par quotas annuels, mais seulement en se rendant dans les espaces indiqués. Seulement là, il pourra couper du bois à longueur d'années s'il veut le faire.

Les tarifs seront étudiés en conséquence. Par stère ou par autre unité que le ministère de l'environnement et du tourisme définira. Désormais, la coupe du bois doit être réglementée et elle le sera. Et puis c'est de cette façon, c'est en rendant le bois rare que nous obligerons toutes les femmes, notamment des villes, à adopter le foyer amélioré et trouver les autres méthodes d'économie du bois.

Camarades, trois luttes : lutte contre les feux de brousse, c'est un crime. Lutte contre la divagation des animaux, c'est un crime. Lutte contre la coupe anarchique du bois, c'est un crime. Trois luttes, trois victoires, mais certainement des douleurs, des douleurs pour quelques individus qui refuseront, qui ne pourront pas s'adapter à la nouvelle dynamique, mais un

succès pour tout un peuple.

Chanter à longueur d'années, à longueur de décennies foyer amélioré, alors que le bois est abondant, n'obligera aucune femme à installer chez elle le foyer amélioré. Au contraire, toutes ces femmes pourront se réfugier derrière les habitudes culinaires, les tabous qui font que le foyer traditionnel a sa valeur mythique : les trois pierres. Eh bien ! Les femmes ont refusé le foyer amélioré parce que le bois n'est pas une rareté.

À partir de maintenant, le bois sera rare et la recherche de toutes les formes d'économie d'énergie sera un acte qui habitera chaque ménagère, chaque foyer, chaque couple ; l'homme, la femme calculeront désormais le budget spécial pour l'énergie. C'est de cette façon aussi que les ministres responsables, lorsqu'ils voudront vulgariser l'utilisation du gaz, rencontreront un écho favorable auprès de nos ménagères parce que le bois sera devenu une rareté et que l'on aura démontré que le gaz, en dernière analyse, coûtait moins cher que le bois, même si à priori le gaz apparaît comme un luxe. C'est de cette façon que l'IBE, l'Institut burkinabè d'énergie, pourra aussi vulgariser de façon efficace les trouvailles géniales qui, hélas pour l'instant, dorment dans les tiroirs sous forme de mémoires, de thèses ou dorment sous les arbres, dans cet institut parce que dans les ménages, on n'a pas encore compris, dans nos villages, dans nos villes, nos populations n'ont pas encore compris le sens et l'importance de ces découvertes. C'est ce qui permettra peut-être l'énergie que nous avons en abondance : le soleil. Et puis, nous considérons désormais comme un acte révolutionnaire, patriotique le fait pour une femme de chercher, de rechercher les méthodes culinaires les plus économiques. Si les crudités ne doivent point suffire parce que les aliments doivent être nécessairement cuits, la femme par son génie créateur libéré, et obligée de se libérer par nécessité, car là où le génie n'a pas été libéré, nous le contraindrons à se libérer. Eh bien, en brisant cette coque qui enferme le génie créateur de nos femmes, nous obligerons les femmes à créer, à découvrir des méthodes culinaires rapides et efficaces qui permettront de précuire les aliments pour que la cuisson soit rapide et qu'elle ne nécessite que deux ou trois brindilles. Faute de quoi, il faudra à chaque femme pour son couscous, pour son haricot, pour son maïs, pour le tô⁶, deux ou trois charrettes de bois. Elles découvriront parce qu'elles seront obligées de le faire, et parce qu'elles peuvent le faire aussi.

À l'inverse, nous considérons comme un acte contre-révolutionnaire, réactionnaire, antipatriotique le fait pour une femme de refuser, par paresse, l'effort minimum de créer, de découvrir ce qui peut lui permettre de gagner du temps et d'économiser de l'énergie dans la cuisson des aliments.

Le fait pour une femme de refuser, par orgueil petit-bourgeois ou bourgeois,

parce qu'elle dort sur un épais matelas de billets de banque volés et détournés que les TPR n'ont pas encore pu démasquer, mais cela se fera, parce qu'elle est entourée de ce cliquetis, de cette espèce trébuchante et de frou-frou de l'espèce sonnante, de refuser donc le foyer amélioré ou d'autres méthodes qui viendront, qui seront découvertes et vulgarisées, est un acte antipatriotique.

La femme qui refuse le foyer amélioré parce qu'elle a les moyens de s'acheter la quantité de bois dont elle a besoin, peut-être même qu'elle a les moyens d'importer de Norvège ou de Suède du bois pour faire sa cuisine, cette femme-là sera une réactionnaire patentée à combattre : parce que c'est une femme criminelle, c'est une criminelle qui assassine les générations à venir, c'est une femme qui poignarde ces fœtus créés ou à créer. C'est donc une criminelle qui n'a aucun égard pour ceux qui viendront et qui ne pense qu'à elle, elle qui vit aujourd'hui.

Donc un succès pour d'autres peuples. Exigence aussi pour nous de dire ici et ailleurs que la lutte du peuple burkinabè ne saurait se dissocier des luttes des autres peuples. Exigence pour nous de réclamer des autres peuples qu'ils s'engagent dans la construction d'écrans de défense contre ce désert qui avance. À quoi servirait pour nous d'avoir un reboisement si les pays qui sont au nord, qui sont entre le désert réel et le semi-désert actuel que nous constituons, si ces pays ne veulent point et ne s'adonnent point à cet effort de reboisement réel. C'est un devoir pour nous d'exiger d'eux qu'ils fassent du reboisement. C'est pourquoi nous commençons par nous-mêmes.

Chacun de nous, chacun de vous, tous ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas, nous devons désormais planter des arbres. Par famille, par village, par service. Et cela, nous le rendrons obligatoire non seulement pour les Burkinabè qui sont ici, mais même pour tous ceux qui vivent ici. Car lorsque l'ONEA leur fournit de l'eau, ils ne se posent pas la question de savoir comment nous avons pu obtenir cette eau. Pour avoir droit à l'ombre, pour avoir droit à l'eau au Burkina Faso, il faut protéger la nature burkinabè. Donc le reboisement est une exigence pour tous. Entrer au Burkina Faso exige, implique que l'on accepte de planter au minimum un arbre. Ce qui veut dire que refuser de planter un arbre au Burkina Faso sera sanctionné, et pour les Burkinabè, cela conduira là où nous savons. Pour les étrangers, cela les reconduira chez eux.

L'étranger qui refusera de planter un arbre sera expulsé du Burkina Faso. C'est une loi que nous prenons au même titre que d'autres pays ont décidé d'imposer des cartes de séjour ou autres formes de contrôle. C'est normal.

Planter un arbre fait partie des exigences minimales pour être et durer au Burkina. Les arbres seront plantés partout et vous, camarades des eaux et forêts,

il vous appartiendra de développer, de créer des pépinières populaires afin que partout on puisse en trouver. Si on demandait à chaque écolier, à une période donnée de l'année de venir avec une boîte d'allumette remplie de certaines graines précises et que l'on se mettait à reboiser, à créer des pépinières et à reboiser ou alors à planter des arbres, à semer partout, il y aura bien sûr une grande perte. Les coefficients de déperdition sont très élevés encore dans notre pays. Mais petit à petit, arbre par arbre, nous irons au bout de dix millions d'années vers la création de ce grand parc de 10 millions d'arbres que vous avez annoncé tout à l'heure. Même s'il faut dix millions d'années pour y aller, nous y serons. Et le peuple burkinabè sait désormais qu'il engage des combats de titans parce que d'autres avant nous, d'autres avant les crus, les organisations, les ingénieurs d'aujourd'hui ont conçu des pyramides. Les pharaons ont fait déplacer des tonnes et des tonnes de matériaux et les ont entreposés de façon scientifique dans une géométrie que nous continuons d'admirer aujourd'hui encore. Donc nous pouvons et nous le ferons. La bataille du rail doit être considérée simplement comme un exercice sur maquette en vue des grands travaux qui nous attendent. C'est cela la réalité au Burkina Faso. Désormais le ministère de l'environnement et du tourisme lancera un appel, suscitera les bonnes volontés et poussera ceux qui ne voudront pas bouger de beaucoup pour que nos villes soient embellies avec des fleurs, avec des arbres, des aires de repos, des aires de récréation. Les squares qui existent, les espaces verts à créer seront mis à la disposition de personnes morales ou physiques, celles qui l'ont déjà demandé, car une personne s'est déjà manifestée, et celles qui se manifesteront ou qui seront poussées à se manifester, ou conditionnées pour se manifester, afin que l'on voit par exemple le square Yennega pris en charge par Petro-Shell, une société. Par exemple, cette fontaine qui existe à côté de la place des Nations unies, qui, avec son jet d'eau constituait une espèce de fierté de la ville de Ouagadougou jadis, et qui aujourd'hui tombe en ruine, se rouille. Eh bien, que cette fontaine soit prise en charge par la station qui existe à côté. Il faudra que cela soit exigé, exigé de façon gentille, amicale, mais exigé quand même de façon ferme. Que les ambassades qui sont ici, qui, chaque jour nous disent que le Burkina Faso est en train de devenir un désert, que ces ambassades prennent certains espaces : 2 m², 4 m², 40 m², peu nous importe la superficie. Mais que chaque ambassade s'attache à entretenir cet espace, à y planter des arbres, à les entretenir réellement, à en faire une fierté. Que tous, dans tous les secteurs, les CDR créent leurs espaces verts, quelle qu'en soit la superficie. Dans tous les villages, nous voulons désormais qu'il existe des bosquets. Combien il y en avait, ces bosquets qui étaient la sonnette d'alarme que nos pères ont tiré pour montrer, expliquer, s'inquiéter vis-à-vis de la

désertification, de la sahélisation qui venait dans notre pays ? Ces bosquets, vous vous en souvenez, étaient à l'image de ce que les Grecs appelaient des lycées, un lieu de regroupement, de retrouvailles des savants, des érudits, des puissants de nos villages pour créer et approfondir et la philosophie et la mystique communautaire du village, pour éduquer chaque enfant, pour initier chacun de nous dans ces villages, dans le respect d'un certain nombre de règles. En détruisant ces bosquets, en détruisant aussi la philosophie qui en sortait, nous avons détruit les méthodes d'organisation, coercitives certes : les masques qui frappaient les gens et vous imposaient le respect, les tabous qui interdisaient de consommer tel ou tel animal ou de tuer des animaux dans une certaine période de l'année. En détruisant donc ces bosquets et la philosophie qui en émanait, nous avons livré notre pays à l'invasion et à la calcination par le désert. Nous allons recréer ces bosquets. Nous imposons que dans tous les villages du Burkina Faso, renaissent de tels bosquets. Et désormais toute autorité du Burkina Faso, et chacun de nous est une autorité dans ses pérégrinations, doit s'imposer de voir, d'identifier effectivement ces bosquets. Il sera constitué de trois arbres dans certains endroits, mais ailleurs ce sera des forêts denses. C'est donc des exigences que nous posons. Des indications que nous faisons.

Et je répète que cela est valable pour ceux qui sont d'accord, que cela est également valable pour ceux qui ne sont pas d'accord. C'est valable donc pour tous et force restera aux protecteurs de la nature.

Camarades, je voudrais féliciter les camarades des eaux et forêts pour la cérémonie de ce matin, cérémonie qui occupe une place importante dans nos esprits et préoccupations de chaque jour, cérémonie qui constitue pour nous un espoir, espoir que nous n'aurons pas fait que parler, espoir que nous n'aurons pas fait qu'alimenter la presse, la télévision par les images du jour, mais que nous nous serons donnés pour mot d'ordre de reconstruire, de reproduire ce qui était au Burkina Faso. C'est pourquoi ma confiance est totale que les camarades des eaux et forêts, dans la rigueur de ce matin, par ce qu'ils nous ont présenté, pourront se hisser, se mettre à la hauteur de nos espérances. Qu'ils sauront eux-mêmes se départir des attitudes négatives des agents des eaux et forêts d'hier, ceux-là même qui le jour s'en allaient rechercher les braconniers, et le soir dégustaient avec eux les têtes de chauve-souris si ce n'était les pattes de crapauds de brousse.

L'espoir est aussi que ces agents des eaux et forêts nouvelle vision se démarqueront de leurs prédécesseurs, certains étant de cupides agents qui spéculaient.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

-
1. Ce discours est disponible à l'adresse suivante : <http://thomassankara.net/sauver-larbre-lenvironnement-et-la-vie -tout-court-5-fevrier-1986/>.
 2. René Dumont est le précurseur de l'écologie politique en France. Il effectue différentes missions pour la coopération française entre 1959 et 1961, avant d'être mis sur une liste noire pour ses critiques trop virulentes. Il publie en 1962, *L'Afrique noire est mal partie*, où il s'oppose à la politique productiviste, qui connaît à l'époque beaucoup de succès.
 3. NdE : Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905), explorateur italien, naturalisé français, officier de marine qui a ouvert la voie à la [colonisation française](#) en [Afrique centrale](#).
 4. NdE : David Livingstone (1813-1873), médecin, missionnaire protestant et explorateur écossais. Il participa à la cartographie de l'Afrique centrale qui prépara le partage de l'Afrique.
 5. Griotisme : Chanter les louanges des puissants.
 6. Plat traditionnel à base de mil.

SUSCITER L'HOMME DE LA LIBERTÉ CONTRE L'HOMME DU DESTIN

4 AOÛT 1985

Les changements se poursuivent à un rythme particulièrement soutenu. Thomas Sankara veut que le peuple en ressente la même fierté que lui. Il n'en tire pas encore de bilan chiffré mais décline un inventaire impressionnant de nouvelles réformes engagées comme le préconisait le discours d'orientation politique : « La révolutionnarisation de tous les domaines, de tous les secteurs d'activité, est le mot d'ordre qui correspond au moment présent. Fort de la ligne directrice ainsi dégagée, chaque citoyen, à quelque niveau qu'il se trouve, doit entreprendre de révolutionnariser son secteur d'activité. » Il avait annoncé, lorsqu'il était Premier ministre, le lancement de nombreux chantiers, répondant à des besoins, mais aussi comme expérimentation de la mise en place de la mobilisation populaire et du travail collectif. C'est ce que concrétisera le Plan populaire de développement (PPD), fruit de très nombreux débats décentralisés. De son bilan, annoncé pour bientôt, doit être élaboré le premier plan quinquennal.

Thomas Sankara n'a eu de cesse d'obtenir un engagement plus affirmé des paysans dans la révolution. Ce sont eux qui produisent l'essentiel des richesses du pays, sans en recevoir les retombées. Les efforts pour marginaliser les chefs traditionnels, relayés par les CDR n'ont eu que peu d'échos. Aujourd'hui, la plupart des paysans voient en Thomas Sankara quelqu'un de sincère, d'intègre, qui œuvrait pour le bien de son pays et de sa population, reconnaissant que pour la première fois l'action politique semblait se préoccuper de leurs problèmes.

Il évoque très vite la réforme agraire, adoptée en août 1984 et dont les décrets d'application viennent d'être adoptés. La terre devenait propriété exclusive de l'État, le système foncier coutumier, jugé féodal ayant été aboli. La terre n'a pas été distribuée aux paysans comme on le lit souvent, car ils avaient accès à la terre. Par contre, les salariés purent avoir accès à des champs collectifs pour travailler ensemble comme le préconisait la révolution.

En fait, il s'agissait ainsi pour l'État de s'affranchir des obstacles à l'extension

des villes, mais aussi de rationaliser aussi l'occupation du sol. Par exemple en Zone rurale, le territoire devait Être partagé en quatre Zones, une Zone pour le bétail, une Zone pour l'habitation, une Zone pour un bois et une Zone pour l'agriculture.

Le salaire vital, évoqué ici, n'eut jamais d'application. Cette mesure rencontra une telle résistance qu'elle fut abandonnée. Il annonce que la gratuité des loyers, promulguée pour lutter contre la spéculation immobilière, sera bientôt levée. Elle permit certes d'alléger le pouvoir d'achat des salariés, victimes de retenus pour alimenter le maigre budget de l'État, mais elle eut comme répercussion négatives celle de priver de revenus ceux qui s'étaient endettés pour compléter leur salaire.

On retrouve ici aussi une constante chez Thomas Sankara, un mélange d'autorité, de sévérité envers les ennemis de la révolution, avec toujours la promesse de pardon possible et l'annonce de mesures de clémence pour certains emprisonnés.

Autre thème de prédilection abordé ici, celui de la morale révolutionnaire, sans laquelle les succès de la révolution seront impossibles. Thomas Sankara croit en l'homme. En bon dialecticien, il pense que la révolution change les mentalités, mais aussi que la révolution ne peut connaître le succès sans un changement de mentalité.



Camarades de la révolution démocratique et populaire,

Avant toute chose, je voudrais demander à chacun de nous d'observer une minute de silence, minute de silence en hommage, à la mémoire de nos chers disparus, tous ceux qui, connus ou inconnus, ont payé de leur sang pour qu'aujourd'hui nous puissions fêter l'an II de la RDP.

Je vous remercie.

Honorables invités du Burkina Faso, représentant le gouvernement de la République du Mali, représentant le gouvernement de la République française, représentant la Jamahiriya arabe libyenne populaire, représentant la République du Ghana,

Chers amis,

Camarades militantes et militants de la RDP,

Lorsqu'il y a un an jour pour jour, je m'adressais à vous, peuple burkinabè de toutes conditions, pour vous apporter le salut militant de la RDP, je mesurais certes le chemin parcouru en un an, j'appréciais comme vous la résolution et la

fermeté révolutionnaire dans l'enthousiasme autour du Conseil national de la révolution pour annoncer de nouvelles rives face au vaste océan de menaces et d'efforts. Je n'étais alors que convaincu de la justesse de notre cause. Seule était présente en moi, la croyance que le but de notre révolution était la révolution elle-même, c'est-à-dire, cette recherche constante du bonheur de notre peuple, cette montée de la vie, cette création continue de formes colorées de clairs paysages sur les ruines des murailles qui nous maintenaient prisonniers.

Le deuxième anniversaire de la victoire révolutionnaire et populaire du 4 août 1983 ponctue une étape qualitative nouvelle dans notre marche en avant. C'est pourquoi sa célébration doit revêtir dans tous ses aspects une marque supplémentaire de maturité et de lucidité dans notre méthode de penser nos problèmes et notre façon de les résoudre.

Malgré l'extraordinaire mobilisation de nos masses pour déplacer des montagnes, nous sentions que nous avançons encore dans une demi-obscurité tiède où se croisaient les bons sentiments, la générosité, un monde mal délimité d'où allaient surgir menaçants et toutefois pleins d'attirances des difficultés et des sacrifices qui pouvaient être vains.

Mais aujourd'hui, date de notre deuxième anniversaire, nous affirmons, à partir de ce que le monde entier et le peuple burkinabè en particulier voient et constatent, que le premier élan révolutionnaire d'août 1983, fruit d'un effort qui rend fier et console était nécessaire, puisqu'il nous a conduits vers plus de lumière, rendu possible notre dignité et notre indépendance. L'œuvre bâtie était utile. Nous avons maintenant raison d'être résolument optimistes.

Il ne s'agit pas simplement de dresser des bilans que nous n'avons aucune envie de trompéter, mais de la certitude acquise au cours de ces deux années de lutte au côté du peuple burkinabè qu'il s'est passé ici au Burkina Faso, des preuves qu'il est désormais possible de bâtir un monde nouveau à la condition de vouloir l'édifier sur des bouleversements considérés jusqu'ici comme inimaginables, à la condition aussi de parvenir à associer à ces transformations le plus grand nombre.

Il est évident que le Faso est devenu un vaste chantier et même au moment où je vous parle, quelque part, des femmes, des hommes et des enfants mobilisés dans leurs Comités de défense de la révolution sont en train de commencer ou d'achever une école, un dispensaire ou une retenue d'eau. Des cités du 4 août ou de l'an II s'ouvrent, des magasins populaires Faso Yaar s'inaugurent, des travaux d'intérêt commun se mènent, etc.

Le travail productif et libérateur commence à être accepté et compris comme la condition première et la garantie essentielle de l'amélioration concrète de nos conditions de vie. Nous avons le droit et le devoir d'en être fiers. Nous

avons le droit et le devoir d'exiger plus de nous-mêmes et d'oser réaliser encore plus pour transformer nos conditions matérielles de vie. Chaque Burkinabè sait qu'aujourd'hui, il travaille et il produit pour lui-même, pour ses enfants et pour sa Patrie.

Au regard de tout ce qui reste à construire, ce qui est fait aujourd'hui ne représente qu'un test positif de notre détermination à rejeter définitivement l'idéologie de soumission, de mendicité et d'attentisme, de fatalisme qui caractérise toute société sous domination étrangère.

Le bilan de l'an II de la RDP doit être principalement axé sur l'évaluation objective du degré de transformation de l'homme burkinabè qui doit construire le Faso nouveau et sa société nouvelle.

Jusqu'à quel niveau nos principes et nos idées de justice, d'amour, de liberté et d'honnêteté dans la recherche légitime du bien-être, ont-ils pénétré dans nos consciences ? Jusqu'à quel niveau ces principes et ces idées révolutionnaires se manifestent-ils dans notre vie quotidienne, privée ou publique ? Jusqu'à quel niveau, ces principes se traduisent-ils effectivement dans nos relations sociales et professionnelles, dans la rue, au bureau, à la caserne et sur les chantiers ?

Tout en nous réjouissant de nos conquêtes définitivement arrachées à l'impérialisme, portons à la conscience de tous que la révolution peut être autre nature que rythme brisé, symphonie, manifestation esthétique, intéressante en son jaillissement, mais totalement dépourvue lorsque retombant sur elle-même, elle se pétrifie. Certes comparées à tous les régimes du passé, nos réalisations en deux années de labeur populaire sont au-delà de toute attente.

Laissons parler nos contempleurs et leur presse à qui nos mille succès interdisent de masquer nos progrès, de s'enfermer dans le silence indifférent et malhonnêtement voilant, sinon que de nous reconnaître nos mérites. Et même lorsqu'ils tentent de dénaturer la réalité, les faits têtus, notre meilleure arme, est là qui nous défend et leur arrache des applaudissements à leur corps défendant. Mais notre fidélité aux principes affirmés tant dans la proclamation du 4 août que dans le discours d'orientation politique du 2 octobre 1983 n'aura de sens que si nous parvenons à réaliser une société en totale harmonie avec elle-même.

Dans le discours d'orientation politique au chapitre touchant à la « révolutionnarisation de tous les secteurs de la société burkinabè » nous écrivons :

La Révolution d'août ne vise pas à instaurer un régime de plus en Haute-Volta. Elle vient en rupture avec tous les régimes connus jusqu'à présent. Elle a pour objectif final l'édification d'une société voltaïque

nouvelle au sein de laquelle le citoyen voltaïque animé d'une conscience révolutionnaire sera l'artisan de son propre bonheur, un bonheur à la hauteur des efforts qu'il aurait consentis. Pour ce faire, la révolution sera, n'en déplaise aux forces conservatrices et rétrogrades, un bouleversement total et profond qui n'épargnera aucun domaine, aucun secteur de l'activité économique, sociale et culturelle. La révolutionnarisation de tous les domaines, de tous les secteurs d'activité, est le mot d'ordre qui correspond au moment présent. Fort de la ligne directrice ainsi dégagée, chaque citoyen, à quelque niveau qu'il se trouve, doit entreprendre de révolutionnariser son secteur d'activité.

La mission est tracée. Elle est claire. Qu'en a été l'exécution ? Nous avons à notre actif, des acquis non négligeables. Passons-en quelques-uns en revue.

La réforme agraire et foncière a brisé l'exploitation féodale et rétabli le peuple dans son droit à la terre et dans celui de disposer des fruits de sa production.

Des champs collectifs, créés par les agents de l'administration ont vu récemment le jour et où, tout en participant même de façon gauche, des hommes et des femmes apprennent ou réapprennent le travail de la terre.

Ils en découvrent les joies cachées qu'ils ne manqueront pas de savourer même à la retraite et nos opérateurs économiques ont été intéressés à l'agriculture.

Le Burkinabè a compris comme une nécessité vitale pour l'économie et l'environnement, la préservation de la nature, notamment par un reboisement intensif, l'abandon de la pratique destructive des feux de brousse et de la divagation des animaux, prédateurs de notre verdure.

Le monde paysan est de plus en plus consulté et il participe plus étroitement à l'exercice du pouvoir économique, notamment par la fixation des prix des produits agricoles.

Les diverses foires provinciales qui se sont tenues au cours de cette année tout en révélant nos immenses potentialités agropastorales et industrielles, sont un facteur certain de promotion de notre économie.

- Sur le front social, et pour répondre au problème du logement, nous avons construit des cités, entrepris des lotissements à grande échelle sur toute l'étendue du territoire.

- Dans le domaine de la santé, des structures décentralisées ont été mises en place afin de faciliter et de promouvoir un mieux-être dans les communautés de base. La vaccination commando reste encore dans nos mémoires comme un effort gigantesque et une réussite pour barrer la route à la maladie. Cette

vaccination commando et la grande bataille du rail sont de ces audaces que seule la révolution permet.

- Sur le plan financier, un effort d'assainissement a été opéré au niveau de certains services, notamment la Douane. L'État fait face de plus en plus intégralement à ses obligations financières intérieures et extérieures grâce aux sacrifices consentis par tous, mais aussi à une plus grande rigueur dans la gestion.

- Sur le front de la justice, les TPR ont imposé une morale nouvelle conforme aux intérêts du peuple. L'administration pénitentiaire a été réorganisée afin de permettre aux détenus, force potentielle, de devenir productifs et de s'amender vis-à-vis de la société. C'est ainsi qu'à Baporo, 40 détenus exploitent brillamment 50 ha, confirmant ainsi qu'il est possible de bâtir une morale de progrès quand l'homme est déterminé à mériter le pardon populaire.

- Nous avons renoué avec le sport, le sens de l'effort et nous avons montré notre volonté de revaloriser notre patrimoine culturel. L'une de nos initiatives dans ce sens est l'institution de la Semaine nationale de la culture dont la 3^e édition aura lieu à Bobo-Dioulasso au début de l'année 1986.

Et si nous prenons la peine de transcender les lieux communs et les propos irresponsables qui parlent de peur sinon de terreur dans nos services administratifs, il existe une morale et une éthique nouvelle que les enseignements des Tribunaux populaires de la révolution nous ont aidés à mettre en marche.

Le fonctionnaire responsable, honnête et courageux est fier d'avoir été hier et de demeurer aujourd'hui encore propre moralement. Il va et vient en toute liberté, marche la tête haute et fait figure de travailleur modèle, digne et respecté dans notre société.

Il se délecte à écouter la radio lors des procès. La conscience tranquille, il ne redoute nullement d'être convoqué à comparaître. Et même s'il l'était, ce serait avec fierté qu'il se précipiterait devant les juges pour aider à la manifestation de la vérité en révélant les dessous sordides des gloutons d'hier.

De nombreux Burkinabè sont aujourd'hui heureux que par le biais des TPR, la probité, l'humilité, le respect de la chose publique aient été mis à l'honneur. Ils sont heureux, eux qui hier ressemblaient aux dindons de la farce parce qu'ils se refusaient à choir dans la gangue de la cupidité, de l'irresponsabilité et des vices d'hier.

Par contre, ceux qui n'ont pas la conscience tranquille perdent le sommeil et recherchent la première oreille complaisante ou complice pour souffler que «

tout le monde a peur, on ne peut pas ou on ne peut plus travailler en paix, on dégage n'importe comment et c'est la terreur ».

Mais nous devons continuer et nous allons continuer à épurer l'administration de ceux-là qui veulent être payés à ne rien faire d'autre que la recherche des failles pour détourner les biens du peuple.

Rappelons-nous cet agent qui, face aux TPR disait effrontément que lorsqu'il arrivait à Ouagadougou pour soi-disant verser les impôts des paysans au Trésor, il commençait par faire un tour dans un bar. Ces tours ont totalisé la bagatelle de 9 millions de francs CFA de détournement. Non seulement il vole l'argent et le dilapide, mais il prétend avoir une nombreuse famille à nourrir pour attirer la pitié du tribunal et de l'opinion. Et ces paysans auxquels on a volé cet argent ? Ils sont sept millions et on veut les opposer à une seule famille pour justifier le fait de les avoir rançonnés jusqu'au dernier centime ? La commisération que suscite la famille éplorée du dégaqué ne peut faire oublier la pitié due à tout un peuple victime de la privation que lui impose l'irresponsable.

Notre société est en train de mûrir, de se souder et les Burkinabè commencent à comprendre et à accepter la nécessité de la solidarité au-delà de la petite cellule familiale, tribale ou villageoise.

Lorsque les enfants de Ouagadougou ou les femmes de Orodara cotisent pour aider les sinistrés de Gorom-Gorom ou d'ailleurs, cela est un signe qui ne trompe pas. Nous devenons chaque jour, de véritables frères, les uns pour les autres.

Lorsque des militants CDR venus de différentes provinces construisent le canal du Sourou ou posent les rails pour le chemin de fer du Sahel, ils ne pensent plus à leur région ou à leur province d'origine. Ils pensent au Faso en entier, à son progrès, à son développement, au profit de tous ses fils.

La noblesse de tous ces gestes et de toutes ces actions collectives, l'enthousiasme dans le travail et la fierté de bâtir dans le sacrifice et la souffrance physique, doivent nous donner chaque jour, beaucoup plus de confiance en l'avenir, car nous apprenons à compter sur nos propres forces unies et orientées vers la recherche d'un bonheur légitime et juste.

On entend de moins en moins, les voix paresseuses, habituées à tendre la main vers les autres pays pour obtenir la pitance alimentaire, souvent objet de honteuses spéculations et de chantages vils, entre nous-mêmes et entre nous et les pays étrangers.

Pour le bonheur du plus grand nombre, ces mesures quelles que terribles qu'elles fussent, il fallait les prendre. Nous les avons prises. Mais c'est très certainement le lieu de dire quelle peine nous ressentions en décidant ainsi.

Combien tout au long de l'année nous avons souffert avec ces centaines de familles bousculées dans leurs habitudes, dérangées dans leurs mentalités et obligées d'opérer des réajustements psychologiques douloureux, afin de vivre au niveau réel de notre pays.

Nous avons fait beaucoup de choses ensemble, de petites comme de grandes réalisations. Mais nous ne voulons pas étaler ici un catalogue de succès. Et si nous avons des motifs de joie, il y a aussi des points d'ombre qu'il nous appartient d'éclairer afin de mieux les connaître et parfaire notre démarche révolutionnaire.

Camarades, vous l'avez noté, j'ai voulu à la place d'une litanie de succès matériels, relater ici ce qui me paraît avoir le plus frappé l'esprit du Burkinabè, pour développer cette mentalité nouvelle, condition *sine qua non* de toute révolutionnarisation. À la place des dispensaires et dépôts pharmaceutiques nous pourrions même réaliser d'immenses hôpitaux complexes et sophistiqués, que le progrès, le vrai, ne sera pas pour autant atteint tant que l'homme n'aura pas été transformé lui aussi.

La société nouvelle exige des mentalités nouvelles. C'est pourquoi il faut courageusement se livrer à un examen sans complaisance de nos deux ans de RDP. Qu'est-ce qui mérite d'être changé dans nos habitudes, dans notre façon d'être révolutionnaire ?

D'abord le pouvoir populaire : acquis principal de la RDP, il s'exerce de façon insuffisamment correcte. C'est le cas au niveau des CDR géographiques. Conséquence du degré des maturités politiques, le subjectivisme et les abus sont vite apparus. C'est ainsi que les vexations, les frustrations, les contrariétés diverses, ont entaché le dialogue de construction nationale entre CDR et personnes encore hésitantes vis-à-vis de la RDP. Lorsque de véritables accidents et incidents sont venus s'ajouter, nos ennemis ont eu force quantité d'eau à leur moulin de dénigrement, d'intoxication contre nous.

À l'an III de la RDP, nous devons corriger sérieusement ces égarements pour lesquels nous avons mille excuses, la révolution n'étant pas une garden-party de snobs dandies aux gants blancs ! Il nous faudra extirper des rangs de nos CDR les aventuriers, les imposteurs et les tartuffes opportunistes, situationnistes ; ils sont incapables de lutte conséquente.

C'est de leurs rangs que se dégagent les néo-féodaux, les triomphalistes et les phraséologues platement ambitieux et exerçant le pouvoir comme un droit dynastique, leur préoccupation révolutionnaire se résume à s'assurer d'étroites relations au niveau des dirigeants les plus hauts placés. Ces seigneurs de guerre-là, ces anciens combattants du dernier show de spectacle réactionnaire de « votez pour moi » devront être pris en main, formés, voire transformés.

Au niveau des CDR de service, de vigoureux correctifs devront être apportés. Après s'être d'abord détournés de nos CDR, certains activistes d'aujourd'hui ont découvert la puissance de cette structure. Spécialistes des slaloms géants, ils n'ont pas hésité à changer subrepticement de caps autant de fois que cela était nécessaire pour se retrouver dans les instances dirigeantes des CDR de service. Il faut dénoncer ouvertement leur équilibrisme et leur habileté à masquer des appétits petits-bourgeois qu'ils dénoncent cependant très fort. Ceux qui utilisent le CDR de service pour s'assurer une promotion fulgurante, une position d'intouchables dans les services et un moyen de règlement de compte devront être aussi recyclés sinon éjectés. Incapables d'assurer courageusement les mesures révolutionnaires qu'ils contribuent à faire adopter, ils se répandent en démagogie et couardise à chaque difficulté.

C'est pourquoi ils redoutent souvent d'avoir à se prononcer sur les cas litigieux délicats, comme la notation. D'autres, par un verbiage envahissant, constituent de véritables blocages pour paralyser les services. Ces individus devront céder la place aux vrais et combatifs CDR.

Du côté militaire, le laisser-aller, le goût de la facilité vicieuse, le prétexte de manque de moyens, doivent céder la place à un esprit encore insuffisamment spartiate, malgré les bonds réalisés dans l'acquisition d'une plus grande valeur opérationnelle.

Aux forces de l'ordre militaires et paramilitaires, il convient d'indiquer avec insistance que l'agent révolutionnaire de sécurité ne saurait se confondre avec le barbare soudard répressif et inhumain d'hier. Au contraire, la courtoisie, l'amabilité, la serviabilité et un rien de coquetterie achèvent d'ôter à nos forces de sécurité publique une image répulsive sans entamer en rien leur fermeté et leur vigilance.

Dans, notre administration, malgré des succès incontestables, on trouve çà et là la bureaucratie néocoloniale, la paresse, les retards, l'absentéisme, l'incompétence et le manque d'esprit d'initiative qui se traduisent par l'obsession pour les textes. Au lieu de mettre le peuple au-dessus des textes, des agents font le contraire, ils placent les textes au-dessus du peuple. Ils utilisent les textes pour combattre les intérêts des masses et rechercher des pots-de-vin. Le népotisme et le trafic d'influence se rencontrent encore dans notre administration.

Des dirigeants cherchent déjà à créer une nomenklatura et exigent d'être entourés de tout un cordon protocolaire afin d'éviter les critiques et les débats avec les masses. C'est le chemin de l'embourgeoisement qui nous tend la main, avec l'esprit de facilité et de manque de rigueur révolutionnaire dans sa vie privée et publique.

Si, pour favoriser la création, il a fallu laisser libre cours à la fermentation des esprits sans entraves aucune, force est de reconnaître que l'improvisation est encore une composante trop importante de nos méthodes de travail. Nous avons parfois voulu aller très vite et même trop vite. La machine a été soumise à rude épreuve. Mais qu'est-ce que aller trop vite quand on a vingt-trois ans de retard à combler ! L'abattement et l'hésitation ont parfois troublé notre marche, ce n'est pas normal, car la RDP est hardiesse.

Il existe encore beaucoup de défauts, des carences et même des comportements très graves dans la gestion du pouvoir populaire.

Le non-respect du centralisme démocratique n'est pas des moindres. De ces défaillances il faut parler et encourager les militants à en parler. Il faut les étaler au grand jour. Les révolutionnaires n'ont pas peur de reconnaître leurs faiblesses et leurs défauts, même face à nos adversaires et nos ennemis. C'est la seule façon aussi de prendre l'engagement de combattre ces défauts publiquement.

En rapport avec les hauts responsables, il existe encore des camarades qui exploitent malhonnêtement la confiance du CNR pour se livrer à des trafics d'influence, à des magouilles pour placer, une sœur, une cousine ou un ami personnel à tel ou tel poste. Ce n'est pas normal. Il faut dénoncer courageusement ces pratiques pour avancer dans la voie révolutionnaire, réussir notre travail de transformation des mentalités et construire une société nouvelle.

Mais, que l'on ne se méprenne guère. Mon propos n'est ni un constat d'échec ni de l'amertume. Révolutionnaire, je ne fais qu'appliquer un principe si cher à tous ceux que la percutante clairvoyance et la rigueur organisationnelle de Lénine guident chaque jour. Ne disait-il pas que la pratique de la critique et l'autocritique est le critère le meilleur pour apprécier le sérieux d'une organisation ! Et si je me suis décidé à livrer publiquement mes appréciations c'est bien parce que je sais qu'il ne viendrait à l'idée de personne de se prétendre plus propre que nous.

Pays des hommes intègres, nous traquons des citoyens pour un bol de riz volé quand ailleurs la triste époque des officiers détourneurs d'aides alimentaires continue de battre son plein impunément. Tout le monde sait que le moindre sou vaillant conduit un homme en prison alors qu'ailleurs des milliards se volatilisent comme dans un roman d'une sarabande burlesque de sangsues. Nos mesures draconiennes ont été imitées ailleurs mais appliquées de façon impopulaire. Car tout en faisant fi des droits d'auteur en la matière il nous importe de faire ressortir qu'alors qu'ici les sacrifices profitent au peuple et à lui seul, nos imitateurs eux destinent à leur oligarchie les profits que les efforts du peuple ont procurés. Malheur aux imitateurs.

Camarades ; l'an III de la RDP s'annonce pour nous sous les auspices d'une confiance créatrice. Nous avons labouré et semé, la moisson est prometteuse, mais les greniers ne s'empliront que si nous menons nos efforts jusqu'au bout. Il serait prématuré de s'écouter et de penser à une pause. Cet abandon momentané dans notre course de fond pourrait annihiler notre labeur de deux ans ; alors il sera demandé à chacun de ne point débâter ses muscles. Le PPD que nous allons bientôt achever, le plan quinquennal dont nous allons bientôt terminer la rédaction, le budget 1986 que dans les prochains jours nous allons élaborer seront de meilleures occasions pour énoncer les transformations matérielles pour lesquelles nous nous engagerons tout au long de l'an III et des autres années à venir.

Pour l'heure, je me bornerai à vous indiquer ce que tout au long de l'an III de la RDP nous nous attacherons à adopter comme comportement. Du plus petit geste anodin à la décision plus ou moins importante, tout s'épouse harmonieusement pour construire un pan entier de notre future identité.

La bataille pour un Burkina vert qui a débuté sur un rythme d'intense mobilisation devra se poursuivre. La victoire dans les trois luttes à savoir : lutte contre la divagation des animaux, lutte contre la coupe anarchique du bois, action de reforestation, cette victoire-là ne s'obtiendra et ne se garantira que si chaque Burkinabè acquiert des réflexes de protection de la nature. C'est pourquoi tout en invitant chacun à entreprendre une production agricole, je voudrais surtout inviter chaque ménagère à entretenir chez elle un jardin potager quel qu'en soit la taille. La récupération des eaux usées lui permettra la production des légumes d'appoint et offrira à chaque enfant, même des villes, l'occasion d'entretenir des plantes. Je rappelle à tous le mot d'ordre d'un bosquet par village, les aménagements d'espaces verts dans les villes. Au sujet de nos villes, j'invite tout un chacun à l'usage massif de la chaux blanche qui en plus de son pouvoir aseptique présente l'avantage de familiariser très rapidement les esprits au respect de la propreté, de la netteté et de l'ordre.

Dans les secteurs, dans les villages, le niveau des CDR et de leurs responsables sera jugé en partie et en fonction du respect de ces mots d'ordre. Prenons l'engagement de ne plus cracher dans les lieux publics pour ne plus indisposer d'autres personnes, et évitant ainsi de propager des maladies. Généralisons les poubelles par famille et respectons celles qui seront désormais aux lieux publics.

Les loyers prévus pour reprendre en 1986, chacun devra se forcer de se bâtir une maison ou d'avoir son appartement à la Socogib. Afin de garantir l'efficacité de l'utilité de nos CDR d'une part, des agents de l'État d'autre part, une structure créée par le CNR recevra les doléances et ou les suggestions que tout un chacun voudra bien exprimer. Cette structure aura à connaître du

comportement des agents de l'État dont la médiocrité pénalise d'innocents militants. 10 % de ces agents concentrés à Ouagadougou seront envoyés en province où les hauts commissaires ne manqueront pas d'apprécier leur talent et leur utilité.

Parce que nous voulons une société saine, bien équilibrée, assurée sur ses jambes, fraîche d'esprit et de corps, la RDP a décidé d'introduire le sport à tous les niveaux de la vie de ce pays. Tous les établissements scolaires des villes et des campagnes, tous les ministères, toutes les structures administratives publiques et parapubliques seront désormais concernées par le sport.

Nous voulons un peuple équilibré, disponible, ayant l'esprit d'équipe, le sens du fair-play, de l'ouverture et de la communication. Il a été décidé que le sport sera au cœur de toutes les préoccupations des Burkinabè. Chaque agent de l'État burkinabè sera jugé non seulement en fonction de ses compétences, mais également de l'intérêt qu'il porte au sport. Le sport jouera dans son avancement professionnel, il jouera en un mot dans sa vie. En nous amenant à nous surpasser à chaque épreuve, le sport cultivera en nous l'esprit de combativité.

La société idéale à laquelle nous aspirons est loin d'être atteinte. C'est pourquoi il existe toujours des sanctions administratives d'avertissement, de suspension, de dégagement et de licenciement. Car il existe encore des fonctionnaires peu enclins à se défaire des tares de l'administration réactionnaire corrompue, repue et qui pue. Mais le CNR tendra la main aux sanctionnés. Il leur offrira le rachat sous diverses formes et ainsi, lorsque leurs punitions auront redressé leurs conduites, ils éprouveront la joie de se retrouver travailleurs sains, productifs et fort utiles à la société.

De même, tant que tous nos compatriotes et leurs mercenaires n'auront pas compris que les privilèges des minorités sont révolus et qu'il est vain d'essayer d'envisager la reconquête des paradis antipopulaires, tant qu'ils se laisseront guider par la folie de monter à l'assaut du pouvoir populaire, nous ne pourrons faire autrement que de leur barrer la route, énergiquement. Ces insensés nous contraindront à arrêter, à emprisonner.

Nos ennemis à l'intérieur et à l'extérieur doivent savoir que tant qu'ils vont continuer les intrigues et les complots contre notre révolution, nous aussi nous allons continuer à nous défendre légitimement. Il est trop facile de financer et d'armer des contre-révolutionnaires pour nous attaquer et se mettre à brandir les droits de l'homme, amener les journaux, les agences de presse et des organisations humanitaires pour nous tâcher les mains de sang par avance, sans aucune preuve. Lorsqu'on fait exploser des dépôts à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, lorsqu'on tire sauvagement sur nos jeunes camarades qui étaient

de garde, personne ne s'en émeut et personne n'en parle. Mais dès que nous répliquons, dès que nous réagissons pour sauver notre peuple et sa révolution, il se trouve partout des voix pour sonner l'alerte et déclencher le chœur des pleureuses. La comédie a assez duré. Nous jugerons et nous punirons les comploteurs à la solde des puissances d'argent qui veulent détruire notre révolution. Cela doit être clair pour tous. Nous disons haut et fort ce que nous faisons au grand jour, face au monde. Et nous avons compris la tactique de l'ennemi. Il nous envoie des comploteurs, des assassins. Lorsque nous les arrêtons, il crie à l'atteinte aux libertés individuelles et nous envoie d'autres comploteurs.

Si nous nous taisons par respect des organisations humanitaires, il persiste et menace de nous renverser et de mettre le pays à sang. Suffit, le chantage a assez duré. Mais magnanime et fidèle à la pédagogie révolutionnaire, nous nous efforcerons d'expliquer et de convaincre. Tous les détenus seront jugés, pour profiter de l'école du peuple, reconnaître leurs fautes, les expier, se considérer avec leur peuple ou s'obstiner dans l'opposition et nous imposer d'adopter contre eux la violence. En attendant, nous réduirons les peines de nombreux détenus, libérerons d'autres et déclarerons éteinte l'action judiciaire révolutionnaire engagée contre certains d'entre eux, des civils, des militaires, des syndicalistes détenus jusque-là coupables d'atteinte à la RDP et à l'ordre public pourront pour bon nombre bénéficier en cet anniversaire de la grâce présidentielle. Le CNR espère que chaque bénéficiaire de cette clémence partielle ou totale saura profiter de l'occasion qui lui est offerte de se racheter. Mais si d'aventure une quelconque récidive ramenait l'un d'entre eux devant les forces de sécurité, l'intéressé devra comprendre qu'il aura lui-même légitimé les graves sanctions qu'il aura à subir.

Pour permettre toujours à nos femmes, à nos sœurs de ne pas continuer à souffrir des désordres des hommes, nous ferons en sorte que les salaires cessent d'être la seule propriété de l'homme pour devenir une propriété familiale. L'État ne contraint personne au mariage, mais exige que celui qui fonde un foyer assume ses responsabilités. Nous devons nous mettre à la place de nos hommes et de nos enfants. Il y a des hommes qui transforment leurs femmes en bonne à domicile, leur refusant cependant jusqu'au salaire de bonne, et dissipent en futilités, l'argent destiné au foyer. Ce qui du point de vue de la morale simple est amoral, et pour la RDP inacceptable. C'est pourquoi, les mesures sont étudiées pour permettre aux femmes de recevoir de leur mari par l'intermédiaire du gouvernement, ce que nous allons appeler le « salaire vital ».

Nous attendons de nos artistes qu'ils rehaussent nos valeurs traditionnelles et singulièrement des musiciens, nous attendons une intégration des instruments

traditionnels à leur ensemble moderne et une maîtrise d'un riche répertoire de musique bien de chez nous.

Camarades militantes et militants de la RDP en ce deuxième anniversaire de notre révolution, je voudrais en votre nom à tous redire au monde entier les idéaux de paix, de liberté et d'amitié qui nous animent. Soucieux de pratiquer le voisinage dynamique et positif avec ceux de nos voisins qui nous entourent, nous multiplierons les démarches fraternelles, privilégierons le dialogue pour faire échec aux manœuvres divisionnistes, néobalkanisantes.

Notre foi en l'unité africaine se consolide davantage au regard des problèmes politiques, socio-économiques qui démontrent que nous n'avons qu'une alternative à propos de l'Afrique face à l'impérialisme : mourir chacun de son côté ou résister, survivre et vaincre ensemble. Notre révolution communitaire avec les autres Révolutions sœurs en comprenant et en se préparant à assumer sa part de responsabilité dans l'internationalisme libérateur. En attendant d'achever notre mandat de membre du Conseil de sécurité des Nations unies, nous ne faillirons jamais à la mission de défenseur du droit des peuples contre la barbarie et la sauvagerie aveugle des bêtes et des brutes, de la confrérie internationale des Belzebuth. Nous sommes fiers et heureux que le peuple sahraoui, chaque jour davantage, affirme ses droits, quand en Afrique australe, les forces patriotiques par leurs assauts répétés commencent à mettre la monstruosité blanche le dos à la mer et à préparer contre elle l'hallali.

Nous renouvelons notre soutien au peuple palestinien et à sa direction de lutte qu'est l'OLP dans sa résistance farouche contre le sionisme.

Cet anniversaire que nous célébrons avec les acquis politiques et idéologiques qui s'en dégagent nous confortent dans notre marche à la rencontre de la révolution ghanéenne pour une union qui fait son chemin au mépris des tentatives de blocage développées par l'impérialisme et ses petits servants locaux bavant de rage.

La fête va commencer, je voudrais exprimer la gratitude et la solidarité du peuple burkinabè à tous les étrangers qui, vivant chez nous ou hors de notre Faso, subissent dans le silence de leur intime conviction les attaques, les sarcasmes et les pressions diverses pour briser en eux l'élan de générosité, de solidarité et de communion ascendante avec la lutte de notre peuple. Ils ont contribué à la caisse de solidarité, posé leur part de rail, planté les arbres avec nous. Ils ont été insultés. Ils n'ont pas répondu. En saluant leur constance, je voudrais leur dire que désormais, nous séparerons l'ivraie du bon grain. Cette ivraie là a rongé notre confiance et épuisé notre patience, déclenché notre colère. Désormais nous ne nous tairons plus devant les calomnies et les surnois manœuvres de la vermine.

Peuple du Burkina, chers frères et sœurs,

Comment ne pas vibrer à l'unisson, marcher à la cadence du pas bloqué avec ces milliers de militants qui dans nos villes et nos campagnes se sont mobilisés pour célébrer deux ans de succès, deux ans d'un test merveilleusement réussi qui donne le droit de défier gaillardement et témérairement l'avenir et ses embûches ! La parade à laquelle nous allons assister tout à l'heure ne sera rien de moins qu'une procession à la gloire de notre Faso nouveau, et la marche radieuse vers ce que la RDP nous réserve. Cette année, nous avons retenu le double thème de l'arbre et de la mobilisation populaire. Le reverdissement de notre Patrie sera une réalité parce que notre peuple l'a décidé. Et chaque jour qui passe, sa main féconde caresse une terre nourricière généreusement entraînée dans la dynamique du succès sans fin de la RDP.

La mobilisation pour la défense populaire verra les femmes. Et nos femmes coquettement drapées de leurs beaux uniformes, et redoutablement équipées de leurs armements n'expriment rien de moins non plus que cette synthèse heureuse dont la RDP et sa politique de bon voisinage ont le secret. Il s'agit de la rencontre de Venus et de Mars, oui cette tendresse d'amour, de pacifique et conciliante mère, fille ou amante conseillera toujours la paix et la concorde entre les peuples. Mais si quelque oligarchie décadente ou acculée par les masses populaires en révolte, nous provoquait, nous, eh bien, notre vigilance ne sera pas prise en défaut. Car nos femmes d'abord, les autres ensuite, ce serait une levée en masse de tout un peuple ; deux années de révolution ayant rendu possible au Burkina Faso l'heureuse et permanente alliance des professionnels des armes et du peuple des profondeurs conduites par les amazones des temps modernes qui tout à l'heure descendront le boulevard de l'indépendance, guerrières au doux sourire, et grâces séduisantes de furieuses résolutions.

Camarades militantes et militants de la RDP, mes chers frères et sœurs du Burkina, je ferme ces pages par un retour au sport, notre Kadiogo nous ayant déjà installé dans la trilogie d'une noria de buts et de victoires depuis le début des festivités. Et c'est pourquoi pour l'an III et pour les années à venir, le Conseil national de la révolution a décidé en faveur des masses populaires la suppression, l'extinction totale des arriérés d'impôts que certains de nos frères continuent à payer lourdement et de façon traumatisante. C'est pourquoi en faveur de l'ensemble du peuple burkinabè dont la discipline et la vigilance sont notre principale garantie contre les attaques d'où qu'elles soient, le CNR a décidé la suppression du couvre-feu. Camarades, comme vous le savez, il s'agit pour nous, de vivre, d'agir et de vaincre, de prouver ainsi que nous savons réfuter la défaite, en susciter l'homme de la liberté contre l'homme du destin.

À toutes et à tous, à tous nos amis venus de loin, bon et heureux anniversaire.
La Patrie ou la mort nous vaincrons.

NE PAS SE LAISSER ENTRAÎNER DANS DES COMBATS INUTILES

3 JANVIER 1986¹

Thomas Sankara, encore Premier ministre, s'en prenait déjà en termes à peine voilé, au chef de l'État ivoirien. Ce serait lui que désignerait le terme « hibou au regard gluant ». Pourtant, à l'égard du Mali, il fait preuve d'ouverture en annonçant la levée du veto empêchant l'adhésion du Mali à l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), qui permettra au Mali d'y entrer le 1^{er} juin 1984. Un veto datant probablement du précédent conflit armé avec ce pays qui eut lieu en 1974.

En 1984, Thomas Sankara, décidé à lutter contre la mauvaise gestion de la CEAO, ramène avec lui, manu militari, Mohamed Diawara, ancien ministre des finances de la Côte d'Ivoire, et les maliens Moussa N'Gom et Moussa Diakité, trois dirigeants de la CEAO qu'il compte bien faire juger par les TPR pour détournements de fonds.

Plusieurs événements ont envenimé les rapports avec la Côte d'Ivoire et le Mali : l'assassinat d'un homme d'affaire burkinabè à Abidjan, l'expulsion du Burkina, en août 1985, du secrétaire général de la CEAO, le Malien Drissa Keïta, pour avoir tenu des propos hostiles au Burkina. En septembre 1985, un sommet des chefs d'État du Conseil de l'entente est convoqué pour se pencher sur les problèmes de sécurité dans la région, suite à une série d'explosions au Togo et au Niger. Sankara soupçonne que cette réunion n'est qu'une manœuvre pour tenter de l'isoler. Son retour donne lieu à des meetings et des communiqués des CDR où sont attaquées sans ménagement la Côte d'Ivoire et le Togo.

Fin 1985, la guerre éclate avec le Mali. Un litige frontalier oppose les deux pays pour une bande de terre désertique longue de 160 kilomètres, large de 30, située au nord du pays. Ce litige avait déjà entraîné les deux pays dans la guerre en 1974. Cette fois, c'est la présence de soldats burkinabè dans un des villages contestés pour protéger des opérations de recensement qui va servir de prétexte à une attaque malienne, le 25 décembre, et à des bombardements sur les villes de Ouahigouya et de Djibo, dans le nord du pays. Alors même qu'une

mission de l'accord de non agression et de défense (ANAD), paraphé par les pays de la région, devait venir le 26 décembre constater le retrait des troupes burkinabè. L'armée malienne s'avère en réalité bien mieux dotée que celle du Burkina, contrairement à ce qu'affirme la propagande hostile à la révolution. Les combats vont durer six jours avant qu'un cesseZ-le-feu ne puisse intervenir. Une intense activité diplomatique permet un cesseZ-le-feu rapide et un accord intervient pour reprendre la procédure devant la Cour de justice de La Haye.

La tension va rapidement retomber. Et à l'issue d'un sommet de la CEAO, fin mars, Thomas Sankara remercie tous les chefs d'État et va même jusqu'à déclarer que Drissa Kěta était cheZ lui au Burkina !

Au sortir d'une guerre, Thomas Sankara se lance dans un discours aux accents résolument pacifistes. Puis il lance un appel aux Burkinabè de l'extérieur pour qu'ils rentrent contribuer à la révolution, annonce la libération de prisonniers et déclare désormais interdits la mendicité et la prostitution. Ce qui ne manquera pas d'entraîner des critiques acerbes par nombre de Burkinabè. Quelques initiatives furent prises pour organiser leur reconversion, mais la tâche était bien rude dans un pays qui comptait tant de chômeurs. Pour Sankara, la révolution ne peut laisser de côté les victimes de ce qu'il considère comme la négation de la dignité humaine. Il envoya même son salut à un congrès mondial des prostituées.



Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire,
Voilà 365 jours qu'ensemble nous avons construit, 365 jours qu'ensemble nous avons peiné pour bâtir.

365 jours, qu'ensemble nous avons défié l'impérialisme, ses valets locaux et nous avons gagné. Des victoires, nous les avons remportées sur le terrain du social, de l'économique et du politique ; en particulier nous avons construit des barrages, des dispensaires, des écoles, des ponts, des routes, des maisons ; nous avons rendu les Burkinabè un peu plus heureux. Ensemble, nous avons fait le PPD, ensemble nous avons conçu le plan quinquennal et ensemble nous sommes en train de mettre la dernière main à cette œuvre gigantesque. Nous aurons l'occasion de revenir sur le PPD, son plan, ses leçons, et nous aurons l'occasion de revenir sur le plan quinquennal, ses perspectives, ses espoirs et son défi.

Sur le plan politique, nous avons consolidé la valeur organisationnelle de la

RDP, nous avons affirmé notre marche en avant, nous avons inscrit notre révolution parmi les plus grandes et les plus nobles de cette planète.

Et puis l'année a tiré vers sa fin. C'était le 25 décembre 1985 : nos populations ont été bombardées ; elles ont été bombardées par des avions, elles ont été blessées, tuées par des chars, par des militaires venus de l'autre côté. Nous avons riposté. Face à la supériorité matérielle, à l'abondance des moyens, nous avons opposé la détermination politique et révolutionnaire, nous avons libéré le génie créateur, et les stratèges ont écrit dans les pages de l'histoire militaire africaine des hauts faits de guerre. C'est ainsi que nous avons protégé notre peuple. Nous l'avons protégé parce que nous avons été agressés, parce que nous lui devons jour et nuit, la liberté et la quiétude. Nous l'avons protégé, obéissant ainsi à un devoir révolutionnaire. La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique. La politique a continué et s'est transformée en guerre. Notre politique a continué et elle s'est transformée en défense populaire généralisée. Ainsi deux politiques se sont affrontées, une politique a triomphé.

Chers camarades, je voudrais qu'en ce jour du 3 janvier 1986, nous pensions à tous ceux qui sont tombés sur le champ d'honneur, Maliens et Burkinabè ; à tous ceux qui ont été blessés, à toutes ces familles éplorées, à tous ces deux peuples et les autres peuples d'Afrique et d'ailleurs qui ont été marqués par ces affrontements douloureux. Je voudrais que chacun de nous fasse l'effort de dominer le sentiment de haine, de rejet et d'hostilité envers le peuple malien. Je voudrais que chacun de nous gagne la victoire la plus importante, à savoir tuer en lui les germes de l'hostilité, de l'inimitié vis-à-vis de qui que ce soit. Nous avons une victoire importante à gagner : il s'agit de semer dans nos cœurs les germes de l'amitié vraie, celle qui résiste même aux assauts meurtriers des canons, des avions et des chars. Cette amitié-là ne se construit que sur la base révolutionnaire de l'amour sincère envers les autres peuples. Et cela, je vous sais capables, capables d'aimer le peuple malien et de le démontrer. Nous le démontrerons : les frères du Mali nous ont dit, dans leur discours, qu'ils étaient pour l'ouverture ; nous répondons d'abord oui, mais nous allons ajouter à la parole l'acte. Et c'est pourquoi je voudrais vous demander camarades, qu'entre les peuples malien et burkinabè il n'y a jamais eu que l'amitié et l'amour.

Camarades ! Êtes-vous oui ou non pour l'amitié entre nos deux peuples ? [« *Oui !* »]

Alors, les masses populaires dépositaires du pouvoir au Burkina Faso ont parlé, et c'est en leur nom que je dis à la face du monde entier qu'il n'y a plus jamais

de prisonniers maliens au Burkina Faso. Les militaires maliens qui sont là ne sont plus des prisonniers ; ce sont nos frères : ils peuvent rentrer à Bamako, quand et comme ils veulent, en toute liberté. Nous ne nous sommes pas battus pour faire des prisonniers, mais pour repousser l'ennemi ; nous l'avons repoussé, et tout Malien au Burkina Faso est un frère.

Ainsi donc, les Maliens qui sont là sont nos frères.

À partir d'aujourd'hui des dispositions seront prises pour qu'ils vivent en toute liberté et qu'ils savourent la joie de la liberté au Burkina Faso, à Ouagadougou en particulier. Que leurs parents au Mali sachent qu'ils peuvent venir les chercher, comme ils peuvent les attendre à l'aéroport de Bamako.

Camarades, évitons de nous laisser divertir, entraîner dans des combats qui ne sont pas des combats du peuple ; évitons de nous laisser entraîner dans les préoccupations qui ne sont pas celles du peuple, dans la course folle à l'affrontement et au surarmement. Nous savons que la tentation sera grande dans les esprits de rechercher coûte que coûte des arsenaux militaires, justifiant ainsi des actions bellicistes et souvent, par là aussi, des prétextes faciles et commodes pour rançonner les masses populaires ; il n'en sera pas ainsi au Burkina Faso. Les médias occidentaux, la presse impérialiste a souvent dit du Burkina Faso qu'il était un pays surarmé ; vous avez toujours lu dans les journaux que notre pays a reçu des tonnes et des tonnes de matériel militaire. Fort heureusement, c'est cette même presse qui s'est condamnée, qui s'est déjugée et a reconnu que le Burkina Faso était sous-équipé militairement. Ce n'est pas nous qui l'avons dit, c'est eux qui l'ont écrit. C'est vrai, nous sommes sous-équipés, donc tout ce qu'ils avaient répandu comme propos sur notre compte n'étaient que dénigrement ; aujourd'hui ils sont face à leurs propres dénigrement, face à leurs propres mensonges.

Nous savons maintenant quels sont les pays qui sont surarmés, quels sont les pays qui disposent de la ferraille militaire. Nous savons maintenant quels sont les pays qui imposent des sacrifices pour un développement social, politique et économique de leur peuple au lieu d'une militarisation à outrance.

Ces événements de six jours ont permis au Burkina Faso de laver la honte ; de rétablir la vérité. Ils ont permis au monde entier de nous connaître sous notre vrai jour, et seuls ceux qui détestent la révolution, et ils sont nombreux, continueront dans leurs manœuvres à vouloir semer la confusion. Des combats nous attendent, et il nous faut les gagner. C'est pourquoi je voudrais souhaiter à tous pour cette année 1986 qui commence, le bonheur ; le bonheur conformément à ce que nous formulons comme intention, et aux efforts que nous sommes disposés à engager. Et c'est parce que je vous souhaite à tous une bonne et heureuse année que je voudrais demander à chacun de se ressaisir et

de considérer comme un épisode, malheureux certes, mais plein d'enseignements ce qui vient de se passer. Et je voudrais que nous analysions cela, car nous révolutionnaires, nous savons que chaque jour qui passe est un jour d'affrontement. Nous savons que depuis le jour où à cette même place, c'était le 26 mars 1983, où nous avons proclamé que « lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble », depuis ce jour, nous sommes face à face : l'impérialisme et ses valets locaux d'un côté, et nous de l'autre.

Je voudrais que pour 1986, nous acceptions des sacrifices, des sacrifices pour faire du Burkina Faso une grande famille. Je voudrais que chacun de nous se sente concerné par les problèmes de la société burkinabè ; d'abord les problèmes de la santé. La santé est l'affaire du peuple, elle ne saurait être seulement l'affaire du malade.

Nous sommes tous malades, malades de quelque chose, et il ne suffit pas de s'enfermer dans des bâtiments luxueux. Il ne suffit pas de s'enfermer dans une mentalité d'assuré pour se dire qu'on est à l'abri de la maladie. La maladie même dans le quartier voisin peut nous atteindre, et c'est pourquoi les combats que nous avons engagés (la vaccination commando, les postes de santé primaire) doivent être poursuivis et nous devons faire en sorte que tous ceux qui sont malades soient à la charge de la société. Nous allons combattre la maladie, mais nous allons la combattre avec les moyens de tout le peuple. Et ceux qui ne voudront pas se joindre à ce combat seront alors ceux qui seront inscrits contre le peuple.

Il y a aussi le problème de l'éducation de nos enfants. Le Burkina Faso doit combattre l'analphabétisme, il y a à l'heure actuelle 18 % seulement des enfants qui vont à l'école. Cela n'est pas normal. Il s'agit aujourd'hui pour chacun de nous de faire en sorte que tous les enfants du Burkina Faso aient accès à l'école. Certes la petite bourgeoisie affolée, agglutinée dans les centres urbains se lèvera encore contre ce combat, parce qu'elle ne peut pas supporter les sacrifices. Mais cette petite bourgeoisie, nous avons fini de l'identifier et nous savons qu'elle est contre le peuple. L'école doit être bâtie partout, elle doit être l'affaire de tous et il y aura des écoles partout.

1986 : nous devons construire des écoles, beaucoup plus encore qu'en 1984 et 1985, nous allons également lutter contre le chômage. Déjà des programmes importants sont élaborés et nous mettrons fin à ce fléau. Il n'est pas normal qu'il y ait encore au Burkina Faso des bras valides qui chôment. Certes, beaucoup de nos compatriotes ont été éduqués dans la mentalité petite bourgeoise et néocoloniale qui veut qu'on fasse des choix, des distinctions entre des emplois. Il n'y a pas de sot métier. Et il faut qu'il y ait au Burkina Faso des emplois productifs. Et il y en aura et chacun sera convié à ces emplois.

Mais, principalement, avant que nous ne revenions sur ces emplois, je voudrais surtout parler de la mendicité et de la prostitution.

La mendicité, parce qu'elle est un fléau, parce que les mendiants sont partout, dans les rues, au bord des marchés et des hôtels en train de nous agresser physiquement et moralement. Les mendiants sont là et ils sont la conséquence de la désorganisation sociale, d'une putréfaction sociale. Il faut y mettre fin. Certes, il faut également distinguer les mendiants qui sont contraints par une tare physique quelconque, et les parasites. Les mendiants qui sont empêchés par un mal quelconque, physique et mental, nous les récupéreront. Nous les organiserons pour leur permettre de vivre dignement, de gagner chaque jour leur vie et aussi d'être des hommes parmi les hommes, et non plus d'être des demi-hommes parmi les hommes.

Le ministère de l'essor familial a reçu des consignes en la matière. Des directives sont données et des préparatifs vont bon train. Dans nos villes et nos campagnes, il n'y aura plus de mendiants ; la révolution doit également résoudre ce problème, et notre révolution résoudra ce problème. Tous les mendiants qui traînent, qui sont dans les rues, sont nos frères, nos sœurs, ce sont ceux que nous avons rejetés par égoïsme, et cet égoïsme, nous allons le combattre en chacun de nous.

Il y a des parasites parmi les mendiants ; nous savons que beaucoup, se réfugiant derrière la religion, tendent la main chaque jour pour manger. Or, aucune religion n'a encouragé la mendicité. Si les religions ont encouragé, célébré la modestie et l'humilité, elles n'ont jamais encouragé la mendicité, c'est-à-dire le parasitisme. Et principalement la religion musulmane qui dans le système éducationnel entretient ses élèves qu'on appelle les « garibous », la religion nulle part n'a prôné la mendicité. Au contraire, le prophète ne disait-il pas, dans le Coran : « Celui qui quémante n'est pas un mendiant et celui qui suit ma voie doit travailler pour gagner chaque jour sa pitance. » Il l'a dit et écrit. Et ce sont les mauvais musulmans, qui ont lu à l'envers le Coran, qui encouragent les garibous. Ces mauvais musulmans exploitent les garibous, ils les font travailler et ils contribuent à dégénérer la société, à jeter devant les cinémas, les magasins, des petits enfants, des adolescents qui en plus de la mendicité apprennent à démonter les feux rouges et les phares des voitures. Ce sont ces petits-enfants qui vous arrachent vos portefeuilles, qui traumatisent les femmes au marché. Nous allons combattre la mendicité et le parasitisme. Chacun travaillera et gagnera sa pitance.

Je voudrais aussi parler de la prostitution. Il faut oser poser le problème parce qu'il est réel. Il existe des prostituées et nous ne devons pas faire la politique de l'autruche, nous ne devons pas nous voiler les yeux et faire croire que ce mal

n'existe pas. Je sais très bien que le Burkina Faso est très loin derrière beaucoup de pays dans ce domaine, que le Burkina Faso a produit très peu de prostituées à son niveau national. Et que l'exportation ou l'importation nous ont envahi. Néanmoins toutes celles qui sont ici comme prostituées sont nos sœurs et nous les considérons comme telles.

Qu'est-ce que c'est que la prostitution ? La prostitution, c'est ce métier qui consiste à se vendre, à offrir son corps pour gagner sa vie. Offrir son corps dans ce qu'il a de plus noble et nous allons donc dénoncer ce commerce, ce métier pour que jamais la confusion ne s'établisse entre l'amour et le commerce. Ce qui veut dire que nous devons donner à chaque femme un emploi, nous devons donner à chaque femme le moyen de gagner honnêtement et dignement sa vie, faire en sorte que chaque femme refuse de se livrer aux besoins lubriques ou non d'un homme. Nous devons faire en sorte que plus jamais un homme n'estime qu'il peut conquérir une femme grâce à ce qu'il a dans sa poche, généralement d'ailleurs c'est de l'argent volé. Et pour lutter contre les prostituées, je disais que nous créerons des emplois, nous créerons des emplois pour leur permettre de s'engager, et de produire, et de gagner leur vie, ensuite nous interdirons la prostitution, nous continuerons plus, nous inviterons les CDR et l'Union des femmes burkinabè à dénoncer les prostituées d'une part, et à dénoncer tous ceux qui encouragent la prostitution d'autre part.

Nous allons également inviter nos femmes à dénoncer ces prostituées de luxe. Quand je parle des prostituées de luxe, je pense à ces femmes qui sont dans les bureaux, qui ont des voitures ou des mobylettes, qui sont bien chamarrées mais qui jalourent, essaient chaque fois de détourner les maris des autres femmes et de semer la discorde dans les foyers. Si chaque femme a le droit de vivre sa vie amoureuse autant qu'elle l'entend, aucune femme n'a le droit de troubler le foyer d'une autre femme. Ce sont ces femmes qui sont à l'origine de la dépravation sociale à laquelle nous assistons, ce sont elles qui sont la cause de ces nombreux enfants abandonnés sans père et mère, qui ne connaissent ni famille, qui ne connaissent ni 1^{er} janvier ni 25 décembre. Ce sont ces femmes-là qui sont la cause de la déconfiture sociale qui a quitté les autres pays pour commencer petit à petit à nous ronger nous aussi au Burkina Faso. Il nous faut donner des droits à nos femmes, il nous faut protéger nos familles. Combien sont-ils qui entretiennent dehors des maîtresses en sacrifiant dedans femmes et enfants ? Ils sont très nombreux et c'est la révolution que de s'engager à les combattre eux aussi, de faire en sorte que plus jamais un homme n'aille trouver son plaisir avec une autre femme, plus jamais dans nos rues des femmes à partir d'une certaine heure ne soient en train de déambuler, en parlant en français ou

en anglais, que plus jamais les hommes ne soient obligés de donner de ces rendez-vous clandestins, macabres, louches dans les endroits louches, dans les bars, les hôtels, les dancings, car il n'existe plus de boîtes de nuit au Burkina Faso, il faut combattre ce mal, combattre la prostitution. Tuer la prostitution, ce n'est pas dire frapper les prostituées. Protégeons la prostituée car c'est une malheureuse, victime de la société, de l'organisation bourgeoise de la société. Lénine appelait cela « l'hypocrisie honteuse de la bourgeoisie et de l'aristocratie » ; nous aussi, nous devons combattre cela, faire en sorte que, ici, dans ce pays, on puisse dire que les vertus de la femme ont été célébrées. Jésus avait dit : « Que celui qui n'a jamais pêché lui jette la première pierre », et personne n'a osé jeter la première pierre. Il faut, camarades, que si Jésus revenait ici au Burkina Faso, et s'il répétait cela, que tous ensemble nous osions jeter la pierre car nous ne pêcherons plus car c'est le défi du siècle et il faut oser l'engager. Camarades, sur ces différents points nous aurons l'occasion de revenir car simplement j'avais pour intention de vous souhaiter une bonne et heureuse année ainsi qu'au peuple malien.

Mais je ne saurais terminer sans parler de ceux-là, qui se sont mis en marge de la révolution, en travers de la marche radieuse de la révolution, qui se sont exilés, nous l'avons déjà dit lors du meeting du 2 octobre, mais je reviens encore là-dessus pour rappeler que tous ceux qui sont partis peuvent revenir, ce pays est le leur et pour le bâtir les sept millions de bras ne suffiront pas ; il faut aussi leur intelligence. La porte est donc ouverte à tous ceux qui veulent revenir pour bâtir le Burkina Faso, parce qu'ils se seront aperçus que des jours sont passés, nous avons bâti, nous avons construit, nous sommes allés de l'avant, nous n'avons pas piétiné comme on l'avait prédit, nous ne sommes pas tombés. Beaucoup d'entre eux sont en train d'hésiter, de se demander s'ils peuvent revenir ici, oui ! Ils peuvent revenir. Mais certains se sont définitivement condamnés, ont estimés que seule la lutte apatride peut les sauver ; à ceux-là nous leur disons, jamais au grand jamais le peuple burkinabè ne se laissera piétiner par eux et par leur ambition. Lorsque les avions nous ont bombardés, que les chars montaient à l'assaut et que l'artillerie lourde pilonnaient nos villages, ces apatrides n'ont pas été en mesure de rentrer au Burkina Faso ; ce n'est pas lorsque qu'il n'y aura plus cet arsenal de guerre qu'ils pourront tenter quoi que soit, même avec les chars, les Migs, les artilleries, ils n'ont pas pu pénétrer le Burkina Faso sacré.

Par conséquent, camarades, il leur appartient de choisir : vivre la révolution, se soumettre à la révolution ou alors se laisser achever par la révolution. Je voudrais également parler de ceux-là qui à l'intérieur se sont mis en travers de la révolution, nous imposant parfois des mesures draconiennes. À leur endroit

nous prendrons des mesures de clémence, qui doivent être bien comprises dans le sens le plus juste. Il s'agit de donner à chacun d'eux l'occasion de se racheter, de démontrer que la période de détention a été bénéfique, une période de réflexion, pour mûrir, et comprendre ce qu'est la révolution et qu'elle sera toujours victorieuse.

Et que les ambitions, les projets aussi machiavéliques soient-ils, doivent se mettre de côté.

Je vous demande à chacun, lorsque nous allons mettre dehors tous ceux qui sont actuellement en prison, de faire l'effort de participer à leur éducation révolutionnaire, de leur donner à chacun d'eux l'occasion de s'amender, l'occasion de participer à la construction nationale. Je vous demande de ne garder aucune rancune et de démontrer que la révolution c'est la paix, la révolution c'est le bonheur du peuple. Parce que nous sommes très différents de ces régimes fascistes qui terrorisent pour la protection d'une minorité. Ici au Burkina Faso c'est le peuple qui parle.

Camarades, je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui, par le monde, chefs d'États, dirigeants d'organisations, personnes individuelles, ont exprimé leur soutien au peuple du Burkina Faso, au peuple du Mali pour nous exhorter à faire taire les armes. Je voudrais les remercier, leur exprimer notre profonde gratitude. Ils se sont adressés à nous parce qu'ils ont eu confiance en notre sagesse, parce qu'ils ont eu confiance en notre lucidité. Nous les remercions et nous savons que l'histoire nous donnera d'autres rendez-vous pour leur démontrer qu'ici au Burkina Faso on sait entendre la voix de la raison. Je ne voudrais citer personne, toutefois je voudrais remercier ceux de l'ANAD pour les efforts qui ont été déployés. Mais avant eux, avant l'ANAD, le Nigeria et la Libye pour les efforts conjoints qu'ils ont déployés afin qu'entre le Burkina Faso et le Mali les armes ne parlent plus.

Car pour nous, Burkinabè, nos armes sont orientées vers l'Afrique du Sud. Le Mali au contraire doit nous aider à arriver jusqu'à Johannesburg, le Mali doit nous aider à aller jusqu'au Cap. Nous demandons aux Maliens de mettre à notre disposition les nombreux chars qu'ils ont, les Migs qu'ils ont pour aller combattre l'apartheid. Nous leur demandons cela parce que nous savons qu'ils sont désormais nos frères et nous savons, parce que nous les avons rencontrés sur le champ de bataille, qu'ils ont beaucoup de Migs. Nous en savons quelque chose. Mais nous voulons ce matériel pour aller en Afrique du Sud. Pieter Botha est là-bas et nous attend. Si un pays a aidé que ce soit le Burkina ou le Mali il devrait en rougir, il devrait en avoir honte, parce que l'aide militaire que nous demandons est celle qui doit permettre de nous battre contre le sionisme,

contre le racisme, contre l'impérialisme sous toutes ses formes, ici et ailleurs, et l'impérialisme il y en a. On nous a imposé un conflit armé. Nous devons faire en sorte que ce conflit armé serve la cause du peuple, nous devons faire en sorte que ce conflit armé nous permette de passer de la première vitesse à la deuxième vitesse. Nous allons accélérer le train de la révolution. Et c'est parce que les Maliens nous ont donné l'occasion d'accélérer le train de la révolution que je voudrais leur dire merci. Merci à nos frères et nos sœurs du Mali, merci à tous ceux qui nous ont permis de comprendre que la révolution doit compter sur ses propres forces, que la révolution ne dit compter sur personne, et nous n'avons compté sur personne. Nous avons compris que la révolution doit compter avec ses armes, avec ses moyens, mais avec tous ses moyens. Désormais il ne sera plus question de permettre que des moyens du Burkina Faso ne soient mis de côté, pendant que le peuple se bat.

Camarades, je vous demande de faire en sorte que demain, après-demain et dans les jours à venir, les Maliens et les Maliennes viennent nombreux au Burkina Faso, dans les manifestations sportives, culturelles, que nous puissions les rencontrer, dans les opérations économiques et politiques, que les Burkinabè se rendent au Mali fréquenter les Maliens. Chacun de nous doit mettre un point d'honneur à gagner l'amitié et la sincérité, à regagner disais-je l'amitié et la fraternité des frères et sœurs du Mali. Celui qui n'aurait pas réussi à gagner l'amitié d'un Malien n'aura pas fait son devoir révolutionnaire et à commencer par moi-même, je le ferai.

L'impérialisme... « *À bas* » !

Le néocolonialisme... « *À bas* » !

Le fantochisme... « *À bas* » !

Les valets locaux de l'impérialisme. « *À bas* » !

Les hiboux aux regards gluants. « *À bas* » !

Les tortues à double carapace. « *À bas* » !

Les caméléons équilibristes. « *À bas* » !

Les chiens enragés. « *À bas* » !

Les crocodiles affolés. « *À bas* » !

Les buffles terrorisés. « *À bas* » !

Gloire. « *Au peuple* » !

Victoire. « *Au peuple* » !

Dignité. « *Au peuple* » !

La Patrie ou la mort, nous vaincrons.

Je vous remercie.

1. *Sidwaya*, 6 janvier 1986.

POUR LA TRANSFORMATION RADICALE ET TOTALE DE L'ÉCOLE

16 FÉVRIER 1986

Le diagnostic que nous livre ici Thomas Sankara du système éducatif est particulièrement sombre. Largement inefficace alors qu'il coûte cher à l'État, il perpétue les inégalités sociales, accentue l'exode rural, et éloigne les enfants de leur réalité sociale. C'est ce que Thomas Sankara appelle une « école de classe », qui génère l'aliénation culturelle. Il emploie là encore la terminologie marxiste. Il annonce donc une réforme de l'éducation et appelle l'ensemble des acteurs à se saisir du projet et à en discuter le contenu.

Ce n'est qu'en 2016, qu'a pu être retrouvé le document présentant cette réforme et intitulé « De l'école révolutionnaire burkinabè¹ ». Cette réforme se présente comme une refonte totale de l'enseignement, dont l'objectif déclaré est de préparer à des métiers, répondant aux besoins du pays, tout en fournissant une culture générale. Elle doit être « nationale », « réaliste », « révolutionnaire », « démocratique et populaire », « productive », « ouverte » et de « promotion collective ». Telles sont ses caractéristiques énumérées dans le projet.

Le parcours scolaire comprend trois cycles. Le cycle préscolaire concerne les enfants de 3 à 6 ans qui seront accueillis dans les garderies populaires. Le cycle des métiers qui suit, d'une durée totale de dix ans est décomposé en trois niveaux : celui de l'acquisition fondamentale de cinq ans, celui de l'enseignement polytechnique de trois ans, et celui de la spécialisation professionnelle de deux ans. Le dernier cycle, celui de « la recherche et de l'invention » doit être dispensé dans une dizaine d'instituts en charge des sciences exactes, des sciences sociales, du droit et de l'économie, du développement rural, de la santé, des arts et de la culture. L'informatique et les énergies nouvelles font leur apparition. La mise en œuvre de cette réforme est détaillée dans le document ainsi que la répartition des différents coûts, sans que ne soient mentionnées les ressources financières.

La production bénéficie d'une attention particulière. La priorité est donnée à

l'agriculture, sans pourtant que les autres formations techniques ne soient négligées. L'acquisition de savoir-faire est en bonne place. Par exemple, à l'issue de l'acquisition fondamentale, un élève doit être capable d'« écrire une lettre pour transmettre les doléances de la communauté », de connaître les plantes à usage thérapeutique ou s'initier à la gestion d'une coopérative. À la fin du deuxième cycle l'élève doit pouvoir exercer un métier et posséder un niveau comparable à ceux des niveaux de terminale classique. Et pour accéder au niveau supérieur, l'élève doit avoir connu une phase de production.

Difficile de résumer ce projet de réforme, mais celle-ci doit former des citoyens, préparer à un métier, permettre à chacun de réaliser la plupart des tâches pratiques du quotidien, sans oublier les matières générales avec une attention particulière accordées aux matières scientifiques.

Cette réforme n'a pas été adoptée. Nous ne savons pas à ce jour, comment s'est déroulée la discussion ni comment a été prise la décision de l'abandonner. Mais nous pouvons imaginer l'inquiétude des parents, vue la place prise par les tâches pratiques, et la production, qu'ils imaginent au détriment de l'apprentissage des matières générales. D'autant plus que, pour la plupart d'entre eux, faire accéder leurs enfants à la fonction publique était leur principal objectif.



Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire, L'on se souvient que le conseil des ministres en sa séance du mercredi 12 septembre 1984 avait procédé à la suppression de la réforme scolaire néocoloniale en vigueur dans notre pays.

En effet, l'édification de la société nouvelle, entreprise depuis le 4 août 1983, impose la transformation radicale et totale de l'école en un instrument au service des aspirations profondes des masses populaires, tant il est vrai que l'école est le reflet de la société.

Dès lors, on comprend aisément que l'avènement de la révolution démocratique et populaire qui a rendu à notre pays son indépendance et sa liberté, et à notre peuple sa dignité, ne puisse pas s'accommoder d'une école qui a suffisamment fait les preuves de son incompétence congénitale. Héritée de la colonisation, l'actuelle école néocoloniale burkinabè est un instrument d'aliénation culturelle et d'asservissement intellectuel de notre peuple. Cette école néocoloniale comporte essentiellement les tares suivantes :

Premièrement son coût de revient est trop élevé. Au moment où le manque

de ressources financières constitue un handicap sérieux pour la mise sur pied de nombreux projets de développement, notre pays dépense plus de 25 % de son budget à des fins éducatives. L'année-élève d'un écolier du primaire coûte plus de 18 000 francs à l'État et autant à ses parents. Pour maintenir un élève dans le cycle de la scolarisation, l'État dépense plus de 160 000 francs par an au secondaire. Il faut plus de 700 000 francs pour entretenir un étudiant à l'université et par an. Pendant ce temps le revenu d'un brave paysan burkinabè ne dépasse pas 61 000 francs par an.

Sa sélectivité et son caractère antidémocratique, deuxième caractéristique. L'école néocoloniale au lieu d'atténuer les inégalités sociales, les a plutôt accentuées. Si le taux de scolarisation atteint 80 % dans les grands centres urbains comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, il descend à moins de 2 % dans certaines régions et plusieurs départements entiers sont sans école. À ces inégalités régionales criardes s'ajoute une sélectivité sauvage et impitoyable. Ainsi, sur 1 000 enfants inscrits au CP1², 195 obtiennent le CEPE [certificat d'études primaires élémentaires], 126 entrent en 6^e, 71 réussissent au BEPC et 38 seulement au baccalauréat. Plus de la moitié des enfants qui vont à l'école sont renvoyés du système avant d'avoir acquis les simples notions d'alphabétisation.

Troisièmement, sa nature de classe, de domination et d'exploitation. L'école néocoloniale par le contenu de son enseignement dans le monopole de l'exercice du pouvoir d'État, réservé uniquement aux sortants de son système, est au service de la classe dominante. En effet, l'éducation donnée dans cette école est contraire aux nobles traditions humanitaires de solidarité communautaire de nos ancêtres. Cette école forme des individus mus par une recherche forcenée du profit individuel, égoïste, au détriment de celui de la collectivité.

Quatrièmement, son caractère aliénant et acculturant. Les contenus des enseignements ne renvoient à aucune réalité burkinabè. Ils restent théoriques, abstraits aux réalités nationales et cultivent chez l'élève le goût pour le travail bureaucratique et le mépris pour le travail manuel productif. Ce qui conduit à une distorsion permanente entre l'école et la société.

Cinquièmement, son inadaptation au marché du travail. Pays traditionnellement agropastoral, le contenu de l'enseignement devrait conduire le sortant du système à acquérir des connaissances pratiques, immédiatement utilisables. Mais l'école néocoloniale tourne le dos à cette réalité et met l'accent sur la formation théorique. Elle fournit des cadres érudits mais incapables d'entreprendre une activité manuelle. Cette distorsion entre la scolarisation et l'emploi conduit à un chômage massif des diplômés au secondaire et au

supérieur.

Ainsi le constat est amer. C'est l'échec total. Avec plus du quart du budget de l'État consacré à des fins éducatives, les résultats obtenus sont nettement en dessous des attentes et sacrifices consentis. Et pourtant nous n'avons scolarisé guère plus de 22 % des enfants. En effet, un seul enfant sur dix en âge d'aller à l'école y va effectivement. Moins de 4 % du groupe d'âge de 13 à 22 ans ont le privilège de faire des études secondaires et 98 habitants sur cent sont analphabètes. Et l'échec de ce système éducatif entraîne de graves conséquences sur les plans social, économique et politique. D'abord sur le plan social : l'éducation, en aliénant culturellement la jeunesse est un puissant agent désintégrateur social. Les anciennes valeurs cèdent le pas à de nouvelles valeurs déshumanisantes. La dégénérescence de la vie familiale s'accélère. Des phénomènes jadis inconnus font leur apparition. Ce sont entre autres, l'alcoolisme, la drogue, la prostitution, la délinquance, les violences urbaines. Les déchets scolaires constituent une couche sociale très dynamique dans le processus de décomposition sociale dans lequel s'était engagé notre pays depuis les nuits sombres de la colonisation jusqu'au 4 août 1983.

Sur le plan économique : des centaines de milliers de scolarisés refusent, pour la quasi-totalité, de rester en campagne. La grande majorité choisit l'exode vers les centres urbains. L'école néocoloniale d'une certaine façon a accéléré l'urbanisation en vidant les campagnes des bras valides qui pouvaient assurer l'autosuffisance alimentaire. Les campagnes se trouvent ainsi vidées de leurs forces productives qui deviennent des bouches parasites en ville.

Enfin sur le plan politique : les sortants du système néocolonial, en vertu du prétendu caractère apolitique de l'école, sont restés politiquement carents et ont perpétué ainsi le système de domination impérialiste. Ainsi, face à un tel constat d'échec, le Conseil national de la révolution estime que le problème de l'école est un problème national et que sa solution se trouve dans l'élaboration d'un type nouveau d'enseignement qui réponde aux aspirations profondes des masses populaires.

À cet effet, une commission ministérielle avait été mise en place dès la suppression de la réforme néocoloniale par le conseil des ministres du 12 septembre 1984. Cette commission a travaillé au cours de l'année et a produit un document de base qui trace les grandes orientations de la nouvelle école. Le ministère de l'éducation nationale a raffiné le document et c'est le fruit de ce travail intitulé « L'école révolutionnaire burkinabè » que j'ai le grand plaisir de proposer à l'appréciation du peuple militant du Burkina. Le projet de réforme proposé est conforme aux directives du discours d'orientation politique du 2 octobre 1983 qui prévoit que l'école se transforme en un

instrument de la révolution et que les diplômés qui en sortent soient non au service de leurs propres intérêts et des classes exploiteuses mais au service des masses populaires. La nouvelle école burkinabè instaurée par le peuple et pour le peuple doit être nationale, réaliste, révolutionnaire, démocratique et populaire, productive enfin. Elle doit être en outre une école ouverte à son environnement national et au monde extérieur et une école de promotion collective. Le camarade ministre de l'éducation nationale et ses techniciens auront l'occasion, lors de débats radiotélévisés, de revenir en détail sur les caractéristiques de cette nouvelle école burkinabè. Aussi, j'invite donc le peuple militant à apprécier le document qui lui sera soumis. Toutes les organisations démocratiques, CDR, syndicats, associations de parents d'élèves, etc., sont conviées à ce débat national. Les critiques et suggestions, les observations et les différents amendements et propositions doivent parvenir au ministère de l'Éducation nationale pour le 31 mars 1986. Et dès le début d'avril 1986, la conférence des commissions du peuple chargées des secteurs ministériels élargies aux États généraux de l'éducation, syndicats, associations de parents d'élèves et autres structures démocratiques sera convoquée pour arrêter la synthèse des différentes propositions à faire au gouvernement.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

1. Le texte de cette réforme est disponible sur <http://thomassankara.net/le-projet-de-reforme-de-leducation-elaboree-pendant-la-revolution/>.

2. Il y a deux années de CP au Burkina Faso.

LE FRANÇAIS DOIT ACCEPTER LES AUTRES LANGUES

17 FÉVRIER 1986

Les rapports entre la France et le Burkina révolutionnaire sont restés longtemps conflictuels. Blaise Compaoré avait été chargé, dès 1984, de négocier de nouveaux accords de coopération. Après d'âpres discussions, ils sont finalement signés le 4 février 1986. Sans doute en signe de détente, Thomas Sankara vient à Paris prononcer un discours à la conférence Silva pour la sauvegarde de la forêt, qui se tient juste après, du 5 au 7 février.

Thomas Sankara se rend de nouveau dans la capitale française, à l'occasion du premier sommet de la francophonie qui se tient mi-février 1986. C'est à cette occasion qu'il rencontre François Mitterrand pour la première fois en tête à tête. C'est pourtant Henri Zongo, un des « quatre chefs historiques de la révolution », qui prend la parole pour lire ce texte traitant du rapport de son pays avec le français. Il faut lire ce texte à la lumière du rapport contradictoire qu'entretient Thomas Sankara avec la langue française. Comme beaucoup de jeunes ayant fait des études, il apprend le français, mais aussi le latin. Des matières qu'il aime particulièrement alors qu'il n'est guère brillant en mathématiques. Sensible à son assiduité au cours de français, son professeur lui permettra, avec son ami Fidel Toé, de pouvoir disposer des livres de la bibliothèque des enseignants. L'ensemble de ses discours montrent non seulement une parfaite maîtrise mais aussi un goût prononcé pour cette langue. On remarquera que malgré la dénonciation récurrente de la déculturation des élèves due à la période coloniale et au néocolonialisme, le français est choisi comme langue de l'enseignement dans le projet de réforme de l'époque révolutionnaire.



Excellences Messieurs les chefs d'État et de gouvernement, Messieurs les ministres, Messieurs les ambassadeurs, Mesdames, Messieurs

J'ai l'honneur de prendre la parole pour vous livrer ici le message que le camarade président Thomas Sankara a voulu adresser à votre auguste assemblée. Ce message, il l'a voulu bref mais aussi il s'est employé à le rendre le plus fidèle possible aux idéaux de notre révolution démocratique et populaire, aux aspirations de liberté, de dignité et de souveraineté du peuple burkinabè, et conforme au dur combat d'indépendance vis-à-vis de toute puissance, et d'amour véritable avec tous les peuples du monde conformément à la ligne du Conseil national de la révolution mise quotidiennement en pratique par le gouvernement révolutionnaire.

Nous voilà francophones par le fait colonial, même si chez nous seuls 10 % de Burkinabè parlent français. En nous proclamant de la francophonie, nous annonçons et intériorisons deux préalables, à savoir que la langue française n'est qu'un moyen d'expression de nos réalités, et que, comme toute langue, le français doit s'ouvrir pour vivre le fait sociologique et historique de son devenir.

La langue française a été pour nous d'abord la langue du colonisateur, le véhicule culturel et idéologique par excellence de la domination étrangère et impérialiste.

Mais c'est avec cette langue, par la suite, que nous avons pu accéder à la maîtrise de la méthode d'analyse dialectique du phénomène impérialiste, et être à même de nous organiser politiquement pour lutter et vaincre.

Aujourd'hui le peuple burkinabè et sa direction politique, le Conseil national de la révolution, utilisent la langue française au Burkina, non plus comme le vecteur d'une quelconque aliénation culturelle, mais comme moyen de communication avec les autres peuples.

Notre présence à cette conférence se justifie par le fait que, du point de vue du Conseil national de la révolution, il existe deux langues françaises : la langue française parlée par les Français de l'Hexagone, et la langue française parlée dans les cinq continents.

C'est pour contribuer à l'enrichissement de ce français universalisé que nous entendons apporter notre participation, et apprécier en quoi la langue française nous rapproche davantage des autres. Et c'est pour cette raison que je voudrais remercier très sincèrement les autorités françaises de cette heureuse initiative.

C'est par l'intermédiaire de la langue française qu'avec d'autres frères africains nous analysons nos situations respectives, et cherchons à conjuguer nos efforts pour des luttes communes.

C'est par l'intermédiaire de la langue française que nous avons communiqué avec la lutte du peuple vietnamien et parvenons à mieux comprendre le cri du peuple calédonien.

C'est par la langue française que nous découvrons les richesses de la culture européenne, et défendons les droits de nos travailleurs émigrés.

C'est par l'intermédiaire de la langue française que nous lisons les grands éducateurs du prolétariat, et tous ceux qui, de façon utopique ou scientifique, ont mis leur plume au service de la lutte des classes.

C'est enfin en français que nous chantons *L'Internationale*, hymne des opprimés, des « damnés de la terre ».

De cette universalité de la langue française, nous retenons pour notre part que nous devons utiliser cette langue en conformité avec notre internationalisme militant. Car nous croyons fermement à une unité entre les peuples qui naîtra de leur conviction partagée, parce qu'ils souffrent tous de la même exploitation et de la même oppression, quelles que soient les formes sociales et les habillages dans le temps.

C'est pourquoi selon nous, la langue française, si elle veut plus servir les idéaux de 1789 que ceux des expéditions coloniales, doit accepter les autres langues comme expressions de la sensibilité des autres peuples.

En acceptant les autres peuples, la langue française doit accepter les idiomes et les concepts que les réalités de l'espace de la France n'ont pas permis aux Français de connaître.

Qui pourrait, par vanité et mauvaise fierté, s'encombrer de tournures alambiquées pour dire en français, par exemple, les mots islam, baraka, quand la langue arabe exprime mieux que nulle autre ces réalités ?

Ou bien le mot pianissimo, douce expression musicale d'au-delà du Piémont ? Ou encore le mot apartheid que la richesse shakespearienne exporte d'Albion sans perfidie vers la France ? Refuser d'intégrer au français les langues des autres, c'est ériger des barrières de chauvinisme culturel. N'oublions pas que d'autres langues ont accepté du français des mots intraduisibles chez eux.

Par exemple l'Anglais, *fair-play*, a adopté du français l'aristocratique et bourgeois mot « champagne ». L'Allemand, dans sa *realpolitik* admet carrément sans esprit jongleur le mot français « arrangement ».

Par exemple enfin, le peulh, le moré, le bantou, le wolof et bien d'autres langues africaines ont assimilé, toute colère contenue, les termes oppressants et exploiteurs de « impôts », « corvées », « prison ».

Cette diversité nous rassemble dans la famille francophone. Nous la faisons rimer avec les mots amitié, fraternité.

Refuser d'intégrer les autres langues, c'est ignorer l'origine et l'histoire de sa propre langue. Toute langue est la résultante de plusieurs autres, et aujourd'hui plus encore qu'hier, en raison de la perméabilité culturelle que créent, en ces temps modernes, les puissants moyens de communication.

Refuser les autres langues, c'est avoir une attitude figée contraire au progrès, et cela relève d'une idéologie d'inspiration réactionnaire.

Le Burkina Faso s'ouvre aux autres peuples et attend beaucoup de la culture des autres pour s'enrichir davantage, convaincu que nous tendons vers une civilisation universelle qui nous conduira vers une langue universelle. Notre utilisation du français se situe dans ce sens.

Pour le progrès véritable de l'humanité !

En avant !

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

LA CEAO NE SAURAIT AVOIR LA CORPULENCE DE L'ABONDANCE LORSQUE SES GÉNITEURS ONT LA MAIGREUR DE L'AUSTÉRITÉ

OUAGADOUGOU, 26 MARS 1986

Cette allocution a été prononcée à l'ouverture de la conférence des chefs d'État de la CEAO et de l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) et publiée le 27 mars 1986 par Sidwaya.

La CEAO a été créée en 1973 dans l'objectif de favoriser l'intégration économique en Afrique de l'Ouest. Elle regroupe le Sénégal, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et la Haute-Volta. Le Bénin en est sorti en 1985. Le Togo et la Guinée assistent à la conférence en tant qu'observateurs.

On se rappelle qu'au sommet de Niamey, en octobre 1983, la Côte d'Ivoire, sous l'impulsion d'Houphouët-Boigny avait refusé de confier la présidence de la CEAO à la Haute-Volta, alors qu'elle lui revenait de droit.

Le Burkina Faso accède finalement à sa présidence, en octobre 1984, à l'occasion du 10^e sommet à Bamako. Thomas Sankara veut frapper fort. À l'issue du sommet, il ramène avec lui Moussa Diawara à Ouagadougou où siège désormais la CEAO. Cet homme d'affaire avait réussi à persuader des cadres de la celle-ci de lui confier 6,5 milliards de francs CFA tirés du Fonds d'intervention et de solidarité pour le développement (Fosidec) mis en place par la Communauté. Mais il s'avère incapable de les rembourser.

En novembre 1984, c'est au tour de ses complices Moussa Ngom, secrétaire général de la CEAO, et Moussa Diakité, contrôleur financier du Fosidec, d'être arrêtés. Ils seront tous jugés devant les tribunaux populaires révolutionnaires dès le mois de mars 1985 et condamnés à la confiscation de leurs biens jusqu'à concurrence de leur condamnation pécuniaire et à plusieurs années d'emprisonnement. Une première dans la région où la corruption et les détournements de fonds restent souvent impunis.

Une réunion du Conseil de l'entente, plusieurs fois reportée, se tient à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) en février 1985, signe d'une certaine détente. Mais ce sera de courte durée. Plusieurs événements s'accumulent qui contribuent

à dégrader les rapports entre les deux pays. En septembre 1985, le sommet des chefs d'État du Conseil de l'entente, dont nous avons déjà parlé, se termine mal. Le retour de Thomas Sankara au Burkina donne lieu à un discours agressif envers ses voisins, « les alliés locaux de l'impérialisme qui gambadent de sommets folklores en sommets folklores ». La guerre du Mali, que nous avons déjà évoquée, va éclater peu après.

Nous avons peu d'information sur l'action de Sankara à la présidence de la CEAO. D'où l'intérêt de ce discours qui en dévoile l'essentiel. Sankara s'est efforcé de remettre de la rigueur dans la gestion de la Communauté.

Il exprime dans ce discours une grande fierté pour le travail déjà réalisé. Et lors de la clôture des travaux, le quotidien Sidwaya peut titrer : « Une fin en apothéose. Au terme des travaux, tous les chefs d'État et de délégation se sont déclarés satisfaits. » Ils apprécient le travail réalisé et reconnaissent la compétence des TPR. Sankara en profite même pour adresser des félicitations personnelles à Houphouët-Boigny. Mais cette victoire sera de courte durée. Les rapports entre deux présidents vont de nouveau se dégrader rapidement, alors que Blaise Compaoré s'est rapproché d'Houphouët-Boigny depuis son mariage.



Messieurs les présidents, messieurs les ministres, messieurs les représentants des organismes internationaux et interafricains, Excellences mesdames et messieurs les membres du corps diplomatique, Honorables invités, camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire,

En cet instant mémorable où nous nous retrouvons aujourd'hui à Ouagadougou, siège de notre Communauté, dans un élan de fraternité et de solidarité pour procéder à l'ouverture solennelle des travaux de la 11^e conférence au sommet de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et de la 7^e conférence au sommet de l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense, je voudrais en tant que président du Conseil national de la révolution et du Faso, vous exprimer les remerciements et la profonde gratitude du peuple burkinabè, du Conseil national de la révolution et son gouvernement, pour l'insigne honneur que vous leur faites de pouvoir vous accueillir en terre africaine libre du Burkina Faso.

C'est vous dire donc toute la signification de l'accueil enthousiaste et fraternel que le peuple burkinabè tout entier a tenu à réserver à ses hôtes et tout particulièrement à nos illustres frères chefs d'État et de gouvernement. Il m'est

un agréable devoir également d'adresser en votre nom, nos vifs remerciements et nos vives félicitations à la République populaire du Bénin qui vient de consacrer définitivement son adhésion à notre organisation commune.

Je voudrais aussi le faire à l'endroit de la République sœur du Togo, membre de l'ANAD, et à la République de Guinée qui, depuis un certain temps, assistent à nos rencontres en qualité d'observateurs.

Nous sommes à présent fondés à croire fermement que le moment n'est plus bien loin où ces deux pays frères franchiront l'ultime barrière qui nous sépare encore d'eux.

Avec toujours votre permission, je voudrais remercier tous nos partenaires, représentant les organisations internationales de développement, les institutions financières qui nous ont fait l'honneur de répondre positivement à notre invitation en prenant part aujourd'hui à nos assises. Je tiens surtout à leur signifier toute notre reconnaissance pour les efforts et l'appui constants qu'ils n'ont cessé de nous apporter dans la recherche des solutions à nos problèmes de développement. À ces remerciements je voudrais enfin associer toutes les instances de nos organisations communes, pour les efforts méritoires qu'ils déploient régulièrement pour assurer à nos deux organisations toutes les conditions d'une évolution qualitative vers un lendemain meilleur.

Messieurs les présidents,

Messieurs les ministres,

Honorables invités,

Camarades,

En octobre 1984, lors de la 10^e conférence au sommet de la CEAO tenue à Bamako au Mali, nous avons fait ensemble l'amer constat selon lequel notre Communauté, éprouvée par des difficultés de tous ordres, venait d'entrer dans la crise de confiance la plus grave de son existence.

Avec courage et lucidité, nous avons ensemble diagnostiqué sans complaisance tous les maux qui sont à l'origine de cette crise et qui ont failli précipiter notre communauté à la faillite. Avec sens des responsabilités et clairvoyance, ensemble nous avons dégagé les voies et moyens de redonner vigueur et crédibilité à notre Communauté à travers des directives claires et précises qui devraient déboucher sur un train de mesures de redressement et d'assainissement.

Vous nous avez fait l'honneur et la confiance de nous investir de la délicate mais exaltante et noble mission de traduire concrètement cette volonté en me confiant la présidence en exercice de la Conférence des chefs d'État de notre Communauté.

Conscient et soutenu par cette marque de confiance et surtout de l'appui que

vous ne manquerez pas de m'apporter, j'ai accepté cette redoutable charge au nom du peuple burkinabè, malgré le contexte particulièrement difficile que traverse notre Communauté. Nous héritons d'une organisation très malade mais qui avait pour elle les apparences trompeuses de la bonne santé.

Aussi est-il compréhensible que certains aient pu penser que le Burkina Faso faisait courir des risques à la CEAO par son rigorisme, à leurs yeux intempestif.

Et pourtant, il n'est que de se souvenir de nos milliards de francs volés pour mesurer le danger que représentent les illusions. Ainsi, n'eût été le sommet salutaire de Niamey en octobre 1983, nous aurions brutalement retrouvé notre CEAO en banqueroute totale cependant que nous continuions à voguer de réunions d'experts en conseil des ministres et jusqu'aux sommets de chefs d'État, toujours routinièrement ponctués de satisfecit décernés à des fossoyeurs, comme quoi les maux les plus foudroyants ont bien souvent un long passé de développement.

Conscient de notre responsabilité collective dans l'échec ou le succès de notre entreprise commune, nous avons pris l'engagement solennel devant les peuples de notre Communauté et devant l'opinion internationale, de vous présenter au cours des présentes assises, soit un acte de décès si tel devait en être le sort irréversible à notre entreprise, soit un acte de naissance et des conditions nouvelles pour son développement véritable si seuls les efforts et les sacrifices en étaient requis.

Ce devoir sacré de solidarité, nous croyons l'avoir compris et l'avoir humblement accompli dans les limites objectives de nos moyens.

Messieurs les présidents,

Messieurs les ministres,

Honorables invités, camarades,

À travers le projet d'ordre du jour que je me propose de soumettre à votre approbation dans un instant, je vous rendrai fidèlement compte de la mission que vous m'avez confiée.

Permettez-moi de rappeler à votre attention les pertinentes directives issues de notre 10^e sommet tenu à Bamako en octobre 1984.

C'était, vous vous en souviendrez, trois points : 1^o l'affaire du détournement des 6 milliards du Fosidec ; 2^o la restructuration de la CEAO ; 3^o l'application des mesures d'austérité dans la gestion de la CEAO.

1^o L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DES 6 MILLIARDS DU FOSIDEC

Il s'agissait de faire la lumière sur le détournement des deniers de notre institution financière, à savoir le Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement économique, et d'en déterminer les voies et moyens de réparer les préjudices moraux et pécuniaires causés à notre Communauté. Eh bien ! Sur ce point, toutes les conditions ont été réunies pour qu'il en soit ainsi et, en accord avec mes frères chefs d'État, nous avons décidé de l'ouverture du procès comme vous avez pu le constater déjà, hier, 25 mars 1986.

Nous faisons confiance au Tribunal populaire de la révolution qui connaît cette affaire de par la libre et souveraine décision que les chefs d'État ont prise à Bamako de faire appliquer en la matière le droit du pays siège.

Six milliards de francs, que voilà une somme énorme, au regard de la misère poignante de nos peuples ! 6 milliards de francs, cela représente un fonds décisif dans les programmes de développement de nos États !

Six milliards de francs de détournés par une poignée d'hommes contre les projets de 40 millions d'êtres, cela ne s'appelle plus cupidité mais rapacité de corsaires sans foi ni loi donc méprisant peuples et États ! C'est conscients de leur forfait et de la légitime indignation vengeresse des masses populaires africaines que les criminels de ce grave attentat à l'esprit communautaire se sont sentis envahis subitement par le désarroi. Alors tout devient utile pour conjurer le sort qu'ils ont pourtant provoqué.

C'est par exemple les tentatives de blocages, les artifices procéduriers, les bluffs, les chantages et bien d'autres tours de passe-passe que les prestidigitateurs de l'indécence et inacceptable tristesse voudront nous servir.

Ayant porté plainte en votre nom à tous, je souhaite que les lois du pays siège s'appliquent sans faiblesse ; j'en appelle aux autorités du Burkina Faso, à leur système judiciaire, piliers sur lesquels nous nous sommes adossés pour clamer notre douleur devant l'injure et la blessure du vol, pour qu'ils ne sacrifient pas nos intérêts aux délices des amusements bourgeois qui en viennent à divertir l'auditoire plus consterné, et réussissent miraculeusement à faire relâcher un voleur habile dans les comédies procédurières. Mais nous comptons également sur le tribunal pour qu'au-delà des voleurs de nos milliards, et ceux-là au moins nous les tenons fermement, pour que disais-je, il dénonce le règne négatif du gang de bourgeois et petits-bourgeois africains, véritables sangsues qui, de par leurs pratiques sociales oppresseuses, ont dégoûté les masses et semé la confusion dans les esprits au point que les Africains en sont arrivés à regretter le Blanc et sa colonisation. Or, dans nos administrations, dans nos organisations interafricaines, nous traînons ces punaises si discrètement tapies qu'elles passent inaperçues, mais si redoutables qu'elles nous sucent notre sang et nous inoculent des maladies sociales pernicieuses, leur train de vie et leurs rapports

sociaux, tout cela jure contre notre dignité et notre respect de l'homme tout court. Il faut moraliser ici et maintenant. Si ça peut servir ailleurs, nous n'en serons que plus heureux. Et même si nous ne parvenons pas à moraliser le monde entier, nous aurons au moins imposé que l'on nous respecte, que ceux en qui nous avons placé notre confiance craignent la colère du peuple et que nos partenaires étrangers comprennent que la CEAO caverne d'Ali Baba c'est fini.

2° LA RESTRUCTURATION DE LA CEAO

Il s'agissait de proposer un train de mesures d'assainissement, de redressement et de restructuration propres à redynamiser et à donner crédibilité à notre communauté. Sur cet aspect, les éminents experts mis à ma disposition par les chefs d'État de notre organisation ont produit à notre intention un travail de qualité dans ce sens qu'il sera incessamment soumis à la sanction de nos présentes assises. Sans anticiper sur l'appréciation que nous ferons de leurs travaux, je voudrais dire combien j'ai été réconforté à travers eux de trouver des cadres dont le sérieux n'a rien à voir avec la concussion et la gabegie de certains de nos responsables.

3° L'APPLICATION DES MESURES D'AUSTÉRITÉ DANS LA GESTION DE LA CEAO

Au niveau de la gestion de la crise communautaire au cours du mandat que vous avez bien voulu nous confier, nous nous sommes efforcés d'inculquer la même rigueur dans la gestion financière de nos États à la communauté. Cela me paraît normal surtout au moment où dans la quasi-totalité de nos États des sacrifices sont demandés à nos peuples aux fins d'application des mesures d'ajustement structurel. La CEAO doit être à l'image des États qui l'ont engendrée. C'est pourquoi la CEAO ne saurait avoir la corpulence de l'abondance lorsque ses géniteurs ont la maigreur de l'austérité.

Tout autre comportement serait de nature à fausser les liens de parenté entre la Communauté et chacun des États qui l'ont conçue.

C'est une CEAO post-opératoire que nous vous présentons. Elle a encore la fragilité du convalescent. Elle éprouve encore en son sein des douleurs d'un traitement de choc. Mais pouvait-on faire autrement dès lors que le diagnostic inquiétant de Bamako indiquait le thérapeutique jusqu'à l'extrême !

Mais les séquelles du traitement auraient pu se transformer en stigmates du traumatisme. Heureusement que la joie d'un début de guérison, et surtout la

fierté d'avoir crevé un abcès alors en voie de généralisation, nous comblent d'aise. Combien d'organisations sous-régionales, africaines, internationales tout simplement ont osé se remettre en cause comme nous l'avons fait.

Dès après Bamako, lorsque par votre confiance vous nous aviez confié la présidence en exercice, nous ne savions s'il fallait exulter de joie ou nous morfondre.

C'était un honneur. Mais un honneur redoutable. Les cimes du succès que nous ambitionnions d'atteindre perdaient parfois de leur éclat lorsque nous devons reconnaître que pour y parvenir il nous fallait admettre jusqu'au risque de l'éclatement. Des murmures sourds puis des voix hostiles distinctes se sont élevées ça et là pour parfois nous apeurer, ou, pour je crois, souvent dire avec la sérénité de ceux qui veulent aider, les craintes de plus d'un dirigeant, de plus d'un responsable. Nous en avons éprouvé de l'inquiétude. Puis ces voix sont devenues plus pressantes. La morosité a gagné la ruche de la CEAO. La tâche ingrate de moralisation et de renaissance ne nous faisait pas que des amis. Des travailleurs se sont affolés à l'idée que pourraient être remis en cause privilèges, avantages et train de vie qui, s'ils sont décriés par les masses populaires, sont alors perçus par eux-mêmes avec bonne foi comme légaux, voire légitimes. Des responsables se sont offusqués que la présidence en exercice, pourtant première instance de la CEAO, ait entrepris de connaître le contenu des boîtes noires de la CEAO.

Des interlocuteurs économiques de la CEAO, ou des opérateurs économiques ont noué intrigues et complots pour jeter le désarroi sur la nouvelle marche de la CEAO.

Excellences, Messieurs les présidents, la gestation de cette nouvelle CEAO a été pour nous pénible, pleine de déceptions devant la cupidité, la veulerie, l'égoïsme et le mépris des masses populaires.

Mais nous avons pour nous la satisfaction du devoir accompli. Des dirigeants de bonne volonté à la tête ou dans le secret d'organismes interafricains attendent beaucoup de nos travaux, connaissant les mêmes maux chez eux, ils veulent s'inspirer de nos remèdes. Face aux partenaires financiers qui ont pu un instant désespérer de leur partenaire qu'est notre organisation communautaire, nous disons que c'est maintenant une CEAO nouvelle que nous présentons.

Elle a été déshonorée, elle a frôlé l'avilissement, nous l'en avons sauvée ensemble. Elle peut donc, de la fierté de ceux qui ont fini le ménage chez eux et sont alors autorisés à prôner la propreté chez les autres, regarder chacun en face. Elle n'en rougit pas, elle au moins, de s'être débarrassée de la maladie honteuse qui ronge les autres.

Au moment où mon pays achève le mandat que vous lui avez confié, il me tient à cœur de louer ici les efforts et le mérite que les pères fondateurs de notre organisation communautaire ont eu en mettant sur pied notre institution. Ils ont, dans la patience de ceux qui veulent aller loin, tissé, maille par maille, la trame de l'organisation et de l'administration de notre CEAO. Qu'ils en soient tous félicités. Aujourd'hui, l'ambition que doit assumer collégialement la conférence des chefs d'État, c'est de rendre maintenant la CEAO à ceux pour qui elle a été créée : nos peuples. Ces 40 millions d'êtres doivent chaque jour mieux connaître la CEAO, en mesurer l'utilité et l'efficacité, en critiquer les insuffisances et en dégager les lignes futures.

C'est à l'ère de cette CEAO des masses que nous sommes attelés. Sans intégration des peuples, point d'intégration économique viable et durable possible. L'intégration des peuples, c'est le vécu symbiotique où on n'est aussi heureux d'avoir donné que d'avoir reçu. Pour cela nous avons initié les rencontres que nos jeunes ont vécues dans l'allégresse. Ces rencontres, c'étaient les journées de solidarité entre les jeunesses de pays membres de la CEAO et de pays amis. À les voir, leur joie débordante, leur dynamisme, leur vitalité, tout cela faisait que nous ne doutions plus de rien. Alors les grandes montagnes nous les aurions soulevées si cela nous avait été demandé. Les jeunes de la CEAO ont demandé l'institutionnalisation de ces journées de solidarité. Je suis sûr que nous répondrons à leur attente. Mais certainement nous irons plus loin. D'autres dimensions de nos peuples seront prises en compte. Lorsque fleuriront les associations des musiciens de la CEAO, des sculpteurs, des sportifs, etc., lorsque naîtront les associations des femmes de la CEAO, des journalistes et autres juristes de la CEAO alors, les TCR et tiers FCD ne seront plus que des adjutants. Si nous sommes parvenus à de tels résultats, c'est grâce à vous Messieurs les présidents, par l'assistance morale que les uns et les autres vous nous avez apportée tout au long de cette dure épreuve.

Dans la discrétion et dans l'efficacité vous nous avez prodigué conseils et recommandations, apporté soutien et concours.

Soyez-en remerciés.

La CEAO, ses responsables, tous les travailleurs vous savent gré d'être venus à leur siège, cette parcelle de l'Afrique aux sept nationalités d'où demain sortira sûrement l'Africain de l'ouest.

Soyez également remerciés au nom du Burkina Faso dont la fierté ne peut se comprendre qu'au regard de l'impatiente attente que vos frères d'ici ont éprouvée à l'idée que vous auriez pu ne pas venir.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

© « Ouagadougou, 1984. Thomas
Sankara chef de l'État de la
République populaire et
démocratique du Burkina Faso ». La
photo officielle/Bara. Information
Haute Volta.

L'ABUS DE POUVOIR DOIT ÊTRE ÉTRANGER AUX CDR

4 AVRIL 1986

Les CDR créés dès le lendemain du 4 août 1983. Selon le discours d'orientation politique, « pour que cette révolution soit véritablement populaire, elle devra procéder à la destruction de la machine d'État néocoloniale et organiser une nouvelle machine capable de garantir la souveraineté du peuple. [...] Les CDR sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail. Les CDR constituent l'organisation authentique du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire ».

Dans ce discours de clôture de la première conférence des CDR, Thomas Sankara en tire un premier bilan. Il y déploie son humour avec malice, sans doute pour mieux faire passer ses critiques, et semble visiblement y prendre un grand plaisir. Le discours de la seconde conférence des CDR en avril 1987, n'a par contre pour l'instant, pas encore été retrouvé.

Dès le 4 août 1983, les CDR se constituent dans tout le pays, dans tous les villages, les quartiers des villes. Les CDR de services sont constitués peu après, fin 1983. Le secrétaire général des CDR, Pierre Ouedraogo, ne cache pas, alors, sa volonté de les mettre en concurrence avec les syndicats. Ce sera une des sources des divergences avec le PAI, alors que le principal syndicat, la CSV, est dirigé par un de ses membres.

Les CDR ont la charge de gestion de la vie quotidienne, de la sécurité, de la formation politique de la population. Certains d'entre eux furent envoyés au front lors de la guerre contre le Mali. Ils servent aussi à relayer les campagnes politiques et les initiatives lancées par le gouvernement pour le développement économique du pays et la santé par exemple. Ils sont invités aussi à prendre leurs propres initiatives pour améliorer la vie des quartiers ou des villages.

Ils entrent dans les conseils d'administration des entreprises. Des structures, au niveau de chaque ministère, ou regroupant tous les ministères, issues des CDR sont chargées de contrôler le travail des administrations. Par exemple, une conférence du peuple chargé des secteurs ministériels s'est réunie trois jours en septembre 1986 et vota une série de résolutions pour améliorer le fonctionnement des administrations. Des conflits naissent régulièrement entre des ministres et les CDR de leur ministère, avec souvent comme toile de fond les règlements de compte politiques entre groupes révolutionnaires concurrents.

De nombreux conflits vont naître aussi dans les entreprises entre les syndicats qui se plaignent des retenues sur les salaires, et les CDR qui n'hésitent pas à les taxer d'anarcho-sindicalistes. Les syndicats ont toujours joué un rôle politique important et les dirigeants de la révolution s'en méfient et tentent de changer les directions syndicales durant l'année 1987.

La critique la plus courante de la révolution concerne les CDR que l'on compare souvent à des milices. Certes, certains de ses membres se sont rendus coupables d'exaction mais les réduire à des bandes armées serait caricatural, tant ils ont de tâches à prendre en charge.

Thomas Sankara démontre ici qu'il est parfaitement conscient de leurs défauts. Il aimait, dit-on, se rendre incognito dans les permanences pour échanger avec les militants. Et c'est donc en connaissance de cause qu'il pousse lui-même très loin les critiques de leur fonctionnement, de l'attitude de certains de leurs militants.

La révolution n'aurait pas eu un bilan aussi important sans les CDR, mais il convient cependant de ne pas en nier les travers et ce discours permet de faire la part des choses.



Chers camarades, chers amis invités,

Nous voilà au terme d'un dur labeur. Nous voilà au terme d'une épreuve particulière. La première du genre, durant laquelle les Comités de défense de la révolution ont volontairement, consciemment accepté de se remettre en cause. Pendant des jours et des nuits, ils ont siégé sans désespérer dans un esprit de critique et d'autocritique, pour examiner leur action depuis plus de deux ans et demi de révolution au Burkina Faso. Le principe en lui-même est une victoire. Victoire en ce sens que seules les révolutions acceptent de se remettre en cause, seules les révolutions acceptent de faire le point critique de leur combat ; à la différence de la réaction qui passe le temps à se faire des louanges et des éloges

pour aboutir à un échec fatal [*Applaudissements*].

Camarades, je voudrais tout d'abord demander à toutes les délégations étrangères qui n'ont pas pu être représentées ici, de bien vouloir comprendre et excuser cette démarche : si nous avons estimé que cette première conférence nationale des CDR devait se dérouler pratiquement à huis clos, à savoir entre Burkinabè exclusivement, cela ne veut pas dire que nous méconnaissions l'internationalisme qui nous lie aux autres luttes. Je suis persuadé que nous bénéficierons de leur indulgence, de leur compréhension.

En effet, partout dans le monde, des messages avaient été préparés pour nous être envoyés. On voulait nous envoyer également des délégations. Nous demandons à tous les pays amis, à toutes les révolutions sœurs qui, dans la compréhension, ont bien voulu retenir l'envoi de leurs délégations, nous leur demandons de transmettre à leurs militants le salut internationaliste des Comités de défense de la révolution du Burkina Faso [*Applaudissements*].

Je voudrais remercier les Pionniers qui se sont présentés, et qui ont animé de bout en bout cette première conférence nationale.

Les Pionniers constituent pour nous l'espoir, l'espoir de demain. Ils symbolisent et représentent l'avenir dans le présent. Mais en même temps, ils indiquent à chacun de nous notre tâche quotidienne, à savoir que leur devenir, leur évolution, dépendent étroitement de notre prise de conscience, de la façon avec laquelle nous assumerons nos responsabilités face à ces jeunes révolutionnaires. Nous n'avons pas le droit, en tant que révolutionnaires, de considérer que les Pionniers doivent être tenus en marge de l'action révolutionnaire et n'être intégrés à notre action qu'une fois l'âge de 18 ans atteint.

Partout où des révolutionnaires sont concernés directement par la vie de ces Pionniers, ils devront prendre leurs responsabilités : encadrer, éduquer, conscientiser ces jeunes enfants afin qu'ils grandissent en révolutionnaires, qu'ils vivent en révolutionnaires et meurent en révolutionnaires [*Applaudissements*].

Ainsi donc, comment ne pas féliciter, comment ne pas admirer ces jeunes enfants : l'orchestre la Voix des pionniers de Bobo-Dioulasso, les Petits chanteurs aux poings levés de Ouagadougou, les Petits danseurs du secteur 27 de Ouagadougou et du secteur 6 de Banfora qui se sont produits tout à l'heure !

Comment ne pas être encouragés ! Nous savons, dès lors que nous les voyons se produire, se manifester, que notre culture est en de bonnes mains. Si seulement chacun de nous, à l'âge où nous étions comme ces enfants, avait appris et la musique et la maîtrise de notre culture, aujourd'hui Mozart serait

une piètre célébrité à côté de nous. Hélas, nous avons grandi avec des défauts [Applaudissements].

Je remercie également l'Union nationale des anciens du Burkina pour sa participation à cette première conférence nationale des CDR du Burkina Faso [Applaudissements].

L'Union nationale des anciens du Burkina Faso nous apporte une contribution importante. Elle est très importante parce que, tactiquement, nous savons que si nous, nous ne mobilisons pas les anciens, nos ennemis les mobiliseront contre nous [Applaudissements]. Tous les réactionnaires, tous les contre-révolutionnaires nous invitent à laisser les anciens de côté afin qu'ils puissent les mobiliser contre nous [Vifs applaudissements].

Eh bien, camarades, ne faisons point le jeu de la réaction et de la contre-révolution. Ne faisons point le jeu du populisme et au contraire, disons-nous qu'il ne doit pas y avoir au Burkina Faso un être humain quel que soit son âge qui n'ait été mobilisé. Nous en avons besoin. Et puis, il me faut quand même dire à nos chers camarades anciens que s'il est vrai que la neige sur le toit n'implique pas qu'il ne fait pas chaud à l'intérieur, il faut comprendre qu'à l'intérieur même des anciens se trouvent des tortues à double carapace [Applaudissements].

Il se trouve à l'intérieur des anciens des hiboux au regard gluant [Applaudissements], c'est-à-dire un certain nombre de caméléons équilibristes qui pensent et estiment que, comme au jeu de dames, la révolution vient de faire une ouverture très dangereuse dont ils vont profiter pour s'installer afin de retrouver leur sport favori : les intrigues, les complots, les règlements de comptes, les dénigrement, les calculs et que sais-je encore !

Il appartient d'abord prioritairement aux anciens de démasquer et de combattre ces mauvais anciens [Applaudissements]. Si après avoir croisé le fer contre ces mauvais anciens qui, généralement, sont tenaces parce qu'ils ont le cuir dur [Rires], les bons anciens n'ont pas réussi, qu'ils fassent appel aux CDR. Qu'ils nous accordent la permission : nous saurons ce qu'il faudra faire. N'est-ce pas, camarades, n'est-ce pas ? [« Oui ! », applaudissements] Soyons donc vigilants.

Nous remercions également l'Union des femmes du Burkina (UFB) [Applaudissements] dont le silence à l'ouverture de la première conférence nationale des CDR a été particulièrement « bruyante » et remarquée [Applaudissements]. Organisation de masse, tard venue par rapport à d'autres, elle n'est pas pour autant en marge de notre marche victorieuse et nous faisons confiance à l'UFB pour que toutes les femmes, toutes nos femmes, toute

femme et toutes les femmes du monde entier soient mobilisées. La tâche est donc dure.

Je félicite le secrétariat général national des CDR pour l'important travail d'organisation qui vient d'être accompli [*Applaudissements*].

Je le félicite d'autant plus qu'il n'était pas certain que nous puissions organiser de façon aussi minutieuse et dans des délais aussi courts une réunion aussi importante.

Notre quotidien, le *Sidwaya*, a même, dans un écart d'impertinence, osé dire du mal du secrétariat général national des CDR. Le secrétariat général des CDR répondra en temps opportun à cet intrus de *Sidwaya* [*Applaudissements*].

Eh bien ! Je félicite tous les organisateurs, tous ceux qui sont venus de toutes les provinces pour cette grande manifestation parce qu'encore une fois nous venons d'inscrire une victoire à notre actif.

Souvenez-vous, après la célébration du premier anniversaire de la révolution démocratique et populaire le 4 août 1984, la réaction, la contre-révolution, chantant en chœur, avaient dit que nous avions dépensé des milliards et des milliards pour organiser cette fête ; tellement la fête avait été grandiose et belle. Affolés, ces messieurs ne pouvaient pas imaginer que la capacité des révolutionnaires était de nature à pallier et même à dépasser le manque de moyens !

Depuis, ils ne parlent plus de milliards dépensés. Au contraire ; lorsqu'ils entendent que nous organisons une manifestation, ils sont pris de panique et tentent du mieux qu'ils peuvent de la saboter.

La dernière conférence au sommet des chefs d'État de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest a été un succès éclatant pour la révolution démocratique et populaire [*Applaudissements nourris*]. Elle a été un succès, non pas parce qu'on nous a apporté beaucoup de moyens, mais parce que les révolutionnaires se surpassent lorsqu'on les attaque. Et nous avons été attaqués, vous le savez très bien ! [*Applaudissements*] Nous avons forcé l'admiration même de ceux qui ne voulaient pas venir. Mais ils sont venus malgré eux, ici même à Ouagadougou [*Applaudissements*].

Le dernier Tribunal populaire de la révolution, le quinzième du genre, a été, lui aussi une consécration internationale de cette juridiction révolutionnaire [*Applaudissements*]. Nous avons jugé et condamné des malfrats internationaux ! [*Applaudissements*] Nous avons osé faire ce que beaucoup n'ont pas osé faire. Nous avons donc installé glorieusement les TPR parmi les formes de juridictions dont les peuples ont réellement besoin. Nous sommes heureux de constater que notre exemple suscite çà et là des tentatives d'imitation

[Applaudissements].

Ailleurs, on veut également juger et condamner et nous savons que partout on pourra juger, partout on pourra condamner. Mais la différence se situera toujours entre la vérité, toute la vérité que l'on osera dire et la demi-vérité que l'on sera obligé de proclamer parce que... on est peut-être soi-même impliqué ou, en tout cas, on anime un régime réactionnaire, corrompu [Applaudissements]. Avez-vous déjà vu un chat demander un certificat de bonne moralité pour son fils ? [Rires, applaudissements] Lui-même, il est voleur. Mais, enfin, on sait que même les chats essaient de prendre des mines de personnes sérieuses.

Nous mettons en garde les imitateurs. Ils nous suivent, ils nous imitent, mais il reste un secret, un seul secret : celui qui nous permet de franchir les grands obstacles et que eux ne détiennent pas et qui précipitera leur chute [Applaudissements].

Camarades, lorsque cette conférence nationale des CDR a été convoquée, beaucoup de choses ont été dites ici et ailleurs. L'on a dit que ce serait l'occasion de tout dire. Par « tout dire », certains entendaient également par-là que ce serait l'occasion pour eux de régler certains comptes avec certaines personnes. D'autres disaient aussi que cette conférence nationale des CDR allait être une simple mascarade pour faire semblant de donner la parole au peuple mais, en réalité, pour empêcher que la vérité ne transparaisse. Pendant et même à l'heure où je vous parle, des participants à cette conférence estiment que c'est plus qu'une mascarade puisqu'on ne leur a pas donné la parole !

Il y avait plus de 1 310 délégués et rien qu'en donnant dix minutes à chaque délégué faites le calcul les matheux, ça aurait fait plus de dix jours d'affilée à écouter rien que les interventions. Manifestement cela aurait été impossible ! On a dû donc procéder par synthèses. Mais je dois reconnaître que la synthèse des synthèses a parfois dénaturé certaines pensées. Certains propos, certains points de vue ne s'expriment plus entièrement et convenablement dans ce qui est présenté en dernière analyse, en dernière mouture.

Ce sont, hélas là, les règles normales d'un travail qui veut s'adresser au plus grand nombre et non pas simplement se limiter à une minorité.

Mais, c'est pourquoi, d'ores et déjà, j'invite le secrétariat général national des CDR à prendre toutes les dispositions afin que, périodiquement, par exemple par trimestre, des sessions se tiennent à travers le pays entre le secrétariat général national des CDR et les principaux représentants des CDR. Ce qui permettra d'entendre davantage ce que pense chacun et faire en sorte que, lorsque nous serons obligés de synthétiser des pensées, nous ne soyons pas

amenés à les déformer malgré nous [*Applaudissements*].

Mais, l'on a pensé que cette première conférence nationale des CDR avait été convoquée pour définitivement enterrer les CDR. C'est vrai, il y en a qui sont venus ici pour présenter leurs condoléances au secrétariat général national des CDR. Condoléances qui, comme dans bien des cas, ne seront que des formes d'hypocrisie parce qu'en réalité, beaucoup étaient venus pour fêter la disparition de ces fameux CDR.

Pourquoi les CDR ?

Historiquement, vous savez que rien n'est plus faux que de dire que les CDR ont été créés au lendemain du 4 août 1983. Les CDR ont été créés avec les premiers coups de feu qui ont été tirés ici. Les CDR ont été créés le 4 août 1983, précisément [*Applaudissements*].

Les CDR sont nés dialectiquement en même temps que la révolution au Burkina Faso [*applaudissement*]. Parce que... à l'instant même où nous avons prononcé le mot révolution dans ce pays, la nécessité de la défendre s'est fait sentir et celui qui parle de révolution sans prendre les dispositions pour protéger cette révolution commet une grave erreur et méconnaît les capacités de lutte, les capacités de destruction de la réaction.

Pour notre part, nous avons invité le peuple dans la nuit du 4 août, à se constituer partout en Comités de défense de la révolution parce que nous ne nous faisons pas d'illusion : la révolution allait être attaquée. Elle l'a été, elle l'est et elle le sera. Donc, les Comités de défense de la révolution l'ont été, le sont et le seront [*Applaudissements*]. Rien de ce qui a été fait de positif sous la révolution n'a pu être réalisé sans les CDR.

Nous savons que nous CDR, nous ne sommes pas parfaits. Nous le savons, mais nous continuons de rechercher dans ce monde les exemples de perfection. Nous CDR, avons eu à exercer le pouvoir populaire. Sur le plan politique, sur le plan économique, sur le plan militaire, sur tous les plans de la vie nationale, à tous les niveaux de la vie des Burkinabè, nous, CDR, sommes impliqués directement. Il est donc important que nous comprenions que la marche correcte des CDR a une conséquence bénéfique et heureuse pour chacun de nous. Se détourner des CDR, c'est se faire à soi-même du tort ; à moins que l'on ne soit en mesure de quitter le Burkina Faso. Nous avons besoin des CDR et nous aurons toujours besoin des CDR quelle que soit la forme qu'un jour ils pourraient prendre.

Nous constatons qu'au Burkina Faso, lorsque certains étrangers arrivent, ils considèrent ce pays comme divisé en deux : il y a le Burkina Faso normal avec un drapeau, un hymne, des bureaux, une administration, des structures de

fonctionnement, c'est-à-dire le Burkina Faso qui connaît les bonnes règles, qui porte les gants blancs, les belles cravates et que sais-je encore !

Et puis, il y a le Burkina Faso des CDR. Ces CDR-là ! [Applaudissements] Et ils nous disent : comme votre pays est magnifique ! Et quel travail colossal vous avez accompli ! Malheureusement, il y a vos CDR-là ! [Applaudissements].

Mais que voulez-vous que nous fassions de nos CDR ? Que nous les mettions dans des bouteilles ? Ils sont tellement nombreux que si nous les mettons dans des bouteilles, ils seront dans tous les bars ! [Applaudissements] Même des nationaux, des Burkinabè nous disent : « Ah ! Camarade président, nous sommes, en tout cas, très contents. Ce qui a été fait est magnifique, mais est-ce que vous ne pourriez pas voir du côté des CDR ; [Rires] parce que ces enfants-là... ! » J'écoute avec beaucoup d'intérêt leurs propos, leurs conseils et avec le respect dû à la barbe blanche qui parle en ces termes, avant de leur demander : en fait, entre ces CDR et moi-même, quelle est la différence d'âge ? [Applaudissements] Non ! Nous ne pouvons pas accepter de mettre les CDR de côté. Il n'y a pas deux Burkina Faso. Il n'y a qu'un seul Burkina Faso : le Burkina Faso des CDR. Il commence avec les CDR et finit avec les CDR [Applaudissements]. C'est pourquoi, il faut que là où il n'y a pas encore des CDR qu'ils soient rapidement constitués. Partout où se trouvent des Burkinabè, le premier réflexe doit être pour eux de constituer un Comité de défense de la révolution parce qu'ils sont et existent grâce à la révolution. Et s'ils ne le font pas, ils vont à l'encontre de la révolution et il n'y a pas de raison qu'ils bénéficient des bienfaits de la révolution.

À ce sujet, il importe que je dise que nous avons rencontré quelques difficultés dans les organisations internationales. Les organisations internationales, prétendant ne pas faire de la politique, refusent, s'opposent à ce que les CDR se constituent en leur sein. Eh bien, nous disons que les Burkinabè qui travaillent dans les organisations internationales, doivent demeurer liés à la révolution par le biais des CDR [Applaudissements]. Donc il faut des CDR partout [Applaudissements].

Bref ! Je ne citerai aucun organisme international, mais chacun s'y reconnaîtra.

Lorsque nous avons jugé les voleurs de la CEAO, ces bandits, ces truands, ces jongleurs, s'il y avait eu un seul Burkinabé de la CEAO impliqué, pensez-vous que les Comités de défense de la révolution auraient adressé une motion de félicitations à ce voleur-là ? Eh bien ! Le CDR qui inspire les TPR est une garantie pour la CEAO, par exemple contre les voleurs ! C'est parce que nous avons les CDR que nous osons poursuivre les méchants, les voleurs. Ça fait

longtemps qu'ils palpent les milliards [*Applaudissements*].

Alors, que ce soit dit une fois pour toutes : toute organisation internationale qui nous acceptera, devra également accepter nos CDR. Bien entendu, nous respecterons les règles, les statuts de fonctionnement de ces organisations internationales. Nous ne nous organiserons en leur sein que dans les limites du possible. Il ne s'agira pas d'aller demander au secrétaire général de l'ONU l'autorisation de tenir une assemblée générale CDR dans la maison de verre à New York ; ce qui ne serait pas très grave, du reste !

Cette première conférence nationale des CDR doit contribuer à une plus grande cohésion, à une plus grande unanimité, à une plus grande unité organique au sein des CDR. Cela est très important.

Premier militant CDR que je suis, je n'échappe pas à l'obligation de critiquer fondamentalement, totalement nos CDR ; mais également, je n'hésite pas à leur apporter tout le soutien, tout le renforcement dont ils ont besoin pour continuer à aller de l'avant [*Applaudissements nourris*]. C'est pourquoi nous devons avoir le courage de nous regarder en face.

Il y a de mauvais militants CDR parmi nous ! Qu'on ne se le cache pas.

Vous savez très bien qu'au début de la révolution, très peu de gens voulaient venir dans les CDR. Mais dès lors que l'on s'est aperçu que les CDR permettaient de résoudre un certain nombre de problèmes, les vieux magouilleurs ont repris leurs vieux chemins pour se faire élire dans les CDR [*Applaudissements*]. On les voit, lorsqu'il s'agit de la bataille du rail, tourner avec leur voiture ; ils se renseignent : « Est-ce que la télévision va venir ? » [*Rires, applaudissements*]. Dès qu'ils sont sûrs que la télévision va venir, glacières et bières fraîches dans la voiture, ils vont là-bas et attendent. Ils tournent, passent et repassent devant le cameraman qui ne semble pas comprendre [*Rires*]. Ils finissent par faire des signes au cameraman et à la foule : « Ah ! Les gars, ça travaille... ça fait... depuis des heures que nous sommes là ! Ah oui... ! »

Comme tous les journalistes finissent par leur demander : « Vos impressions ? » Ah ! C'est l'occasion attendue [*Applaudissements*]. « Oui ! Très impressionné, mes impressions sont très bonnes, en tout cas, nous sommes debout comme un seul homme ! »

Les vieux refrains, vous les connaissez ! On a chanté la même chose place de la Révolution précédemment place du Trois janvier : « Debout comme un seul homme » pendant que certains allaient à gauche, d'autres allaient à droite [*Applaudissements*].

Eh oui ! Ces calculateurs ont compris de quel côté souffle le vent, le vent du pouvoir et ils sont là-bas dans les CDR. On les voit également faisant tout pour se faire élire, pour être responsables.

Je veux dire quelque chose qui risque d'être une arme à double tranchant. Mais je vais le dire quand même parce que c'est la vérité.

Au niveau de la Caisse de solidarité révolutionnaire, nous voyons souvent ceci : « Le camarade un tel fait don d'un dixième de son salaire pendant trois mois et demande l'anonymat. »

Eh bien ! Vous savez comment se manifeste cet anonymat ? Le bon camarade, le vaillant militant, ce grand militant, va d'abord voir son ministre de tutelle et lui dit : « Camarade ministre, je fais don d'une partie de mon salaire, mais je demande l'anonymat parce que, moi, j'aime être discret. » [*Applaudissements*]. Il va au secrétariat général national des CDR et il répète : « Je donne, mais je veux l'anonymat ; je veux être discret. » Il va dans son secteur, il dit la même chose. Il écrit au camarade président une longue lettre pour montrer que depuis la nuit historique du 4 août, lui, [*Rires*] tout son carnet de chèques tremble rien que pour la révolution, mais il demande l'anonymat : il signe, il met son nom, son prénom, son secteur, sa date de naissance, le nom de sa femme et de ses enfants [*Rires*]. Il écrit à la camarade ministre de l'essor familial, il demande l'anonymat. Et maintenant il attend. Un conseil de ministres annonce que ce camarade a cédé un dixième de son salaire pendant trois mois et a demandé l'anonymat. Pendant ce temps, toute la ville et, en particulier, « ses électeurs » savent qui est cet anonyme généreux.

Tout cela, ce sont des méthodes utilisées pour se faire élire.

Bien entendu, que personne ne dise qu'à partir de maintenant ce n'est plus la peine d'envoyer quelque chose à la Caisse de solidarité. Il faut continuer à alimenter cette caisse ainsi que les autres caisses qui ont besoin de beaucoup d'argent pour aider tous ceux qui critiquent les caisses et qui en profitent cependant [*Applaudissements*].

Le pouvoir politique est utilisé à ce niveau pour les calculs : il y a de mauvais éléments, il faut les extraire. Ces néoféodaux qui sont dans nos rangs doivent être extirpés, combattus et battus. Ils s'installent dans les secteurs, dans les villages, dans les provinces en véritables potentats. Ils sont également très dangereux : dans leur façon de faire ils sont anarchistes ; régnant et sévissant à la manière des seigneurs de guerre, ils sont fascistes.

Ce sont en dernière analyse des anarcho-fascistes. C'est une nouvelle race à laquelle nous avons à faire [*Applaudissements très nourris*].

C'est à ce niveau également que les CDR, en particulier dans les services, deviennent de véritables terreurs pour les directeurs. Il y a, à l'heure actuelle, des directeurs de service qui ne peuvent même plus signer un bordereau d'envoi tellement ils ont peur de leur CDR [*Applaudissements*]. Il y a des

directeurs de service qui, avant de décider de la peinture qu'il faut mettre sur leur voiture, convoquent une assemblée générale ; parce que, camarades, le peuple décidera. Ils ont peur, ils ont peur parce qu'ils ont été terrorisés. Effectivement, ils ont été maltraités, on a menacé de les suspendre, de les licencier, de les dégrader et il faut reconnaître qu'il y a eu à ce niveau des règlements de comptes que nous sommes obligés de réparer aujourd'hui [Applaudissements]. Ou bien, parfois, il y a le cas de ces directeurs qui occupent des postes par la magouille. Ils font du porte-à-porte nuitamment pour être directeurs ; par conséquent, ils sont à la merci de ceux-là qui les ont nommés.

Nous avons vu, au niveau politique, des CDR lâches, qui n'osent pas prendre leurs responsabilités. Exemple, les suspensions : « Le camarade, un tel est suspendu pour telle ou telle faute... grave. »

Ce camarade est dans la rue, se plaint, vocifère et menace. Ceux-là mêmes qui ont proposé sa suspension viennent dire : « Ah ! Tu sais, nous-mêmes, nous n'étions pas au courant. » [Applaudissements]. Cette lâcheté, il faut la combattre.

Des CDR, lorsqu'ils sont menacés, courent au secrétariat général national des CDR pour dire : « Nous sommes attaqués par un groupe de fascistes, par des populistes, par des contre-révolutionnaires, par des réactionnaires. » Non ! Il leur appartient de faire face à leurs ennemis là où ils sont [Applaudissements]. Poursuivons ! Nous sommes obligés de résoudre à Ouagadougou des problèmes qui opposent nos CDR à des contre-révolutionnaires à des milliers de kilomètres d'ici. Il s'agit là d'une mauvaise compréhension du rôle du secrétariat général national des CDR. Certains n'hésitent pas à traverser la Méditerranée, la mer Caspienne, le Sahara même pour venir jusqu'à Ouagadougou, poser leurs problèmes. Non ! C'est là-bas, au Trocadéro ou dans le 19^e [arrondissement de Paris], que vous devez vous battre et triompher. Ce n'est pas ici ! Le combat au secteur 26 n'est pas le combat des camarades qui seraient à Leningrad ou à Bouaké [Côte d'Ivoire].

Sur le plan militaire, les CDR ont été très souvent truffés de gens incompetents.

La compétence ne se résume pas à prendre les armes et à bien les manier parce que s'il n'était que question de dextérité, d'adresse avec les fusils, il suffirait d'aller à la maison d'arrêt de Ouagadougou, on trouverait là-bas des gens très adroits. S'il n'était que question de savoir-faire, d'intelligence, il ne resterait plus qu'à demander à Moussa Ngom d'être le délégué aux affaires économiques des CDR parce que Moussa Ngom, comme vous le savez, est très fort ; son patron [Mohamed] Diawara pourrait être secrétaire général national des CDR ; [Moussa] Diakité, lui s'occuperait des questions sociales [Applaudissements très nourris].

Bien ! Nous avons eu beaucoup d'accidents. Ces accidents ne sont pas le fait de l'insuffisance de la formation car, je tiens à le préciser tout de suite, nous n'avons pas eu plus d'accidents avec les armes chez les CDR qu'il y en a eu chez les troupes régulières ici au Burkina et à l'étranger. Chaque année, dans toutes les armées du monde, il y a des accidents qui se produisent. On n'en parle pas. Il y a des gens qui meurent : des parachutistes, des pilotes... Lorsque l'avion français est tombé à Bangui, combien de morts cela a-t-il fait ?

En tout cas, beaucoup. Alors était-ce un CDR celui-là ? Voyez-vous, les accidents, il y en a partout. Quand *Challenger* a explosé, des gens sont morts ! Ce sont des accidents, ça arrive, même à la NASA ! Les accidents, ça arrive partout.

Ce qu'il faut condamner plutôt, ce sont les mauvais éléments, et nous en avons dans nos rangs. Il faut les combattre, car pour s'exhiber, ils arborent tout un arsenal d'armes comme s'ils en avaient besoin, comme s'ils étaient les adjoints de Himmler. Non ! Ceux-là, il faut les mettre de côté. Les accidents proviennent bien souvent d'eux : « Si tu fais ça, je te rafale. » C'est ce qu'il faut condamner et c'est ce genre de personnes dorénavant que vous devez vous employer à châtier sévèrement. Il en sera ainsi. Celui qui n'est pas sûr de lui, qu'il dépose les armes.

Militairement, nous savons également que pendant les patrouilles, certains CDR ont fait des choses exécrables, indicibles. Mais comme indicible n'est pas révolutionnaire, il faut tout dire. En effet, des CDR ont profité de la patrouille pour piller. Eh bien, nous les pourchasserons désormais comme des voleurs et nous les abattons purement et simplement.

Que cela soit clair ! Si nous avons des armes, c'est pour défendre le peuple. Tous ceux qui volent et pillent le peuple seront abattus. Il y a eu même des cas de règlements de compte, il faut aussi le dire pendant la période du couvre-feu. C'est à dénoncer. Il y a eu des camarades qui, parce que militants CDR, responsable à la sécurité, équipés d'un gros fusil, sans être même sûrs que ça percute, se permettaient tout. À l'heure où le couvre-feu était à 19 heures, à 19 heures moins 10, ils se pointent chez la camarade et commencent à dire à leurs rivaux, aux autres candidats : « C'est l'heure bientôt ! Il faut partir. Si vous ne partez pas on vous enferme. » Et oui ! Il y en a qui ont demandé que le couvre-feu soit toujours maintenu pour qu'ils puissent régner. Eh bien, nous avons levé le couvre-feu pour que nous soyons tous à égalité dans ce domaine et ceux qui doivent échouer par leur incapacité échoueront.

Toujours sur le plan militaire nous avons vu des militants CDR mal habillés. Bien sûr le problème de tenues se pose. Il n'y en a pas assez, c'est vrai. Mais le peu que vous avez, vous devez le soigner. Ils sont mal vêtus, négligés, débraillés.

Non ! Il faut désormais que tous les responsables CDR n'hésitent pas à déshabiller séance tenante les militants qui se présenteraient en mauvaise tenue.

Ce sont des signes extérieurs d'une incapacité à s'organiser.

Nous avons vu des CDR arrêter, enfermer, puis dire : « C'est ça, c'est le règlement, c'est la justice : on va te manœuvrer ! » Non ! Chaque Burkinabè a droit à la protection des CDR et la permanence CDR ne doit pas être un lieu de tortionnaires mais au contraire une permanence où se retrouvent des responsables qui dirigent, qui organisent, qui mobilisent, qui éduquent et luttent en révolutionnaires. Mais il peut arriver qu'on éduque dans la fermeté, alors, il faudra de la lucidité dans la fermeté. Cependant les abus de pouvoir doivent être considérés comme étrangers à notre lutte.

Sur le plan économique et social là aussi, ils sont nombreux, très nombreux, les militants qui programment des activités de construction par exemple, mais qui sont, eux, assis à côté. Ils font travailler les masses ! Leur propre paresse transparait au point que les masses sont, elles-mêmes, démoralisées et démobilisées. Nous devons combattre cela.

De même qu'il y a une gestion anarchique, frauduleuse, gabegie et concussionnaire des fonds qui sont confiés aux CDR, bien souvent ; c'est pourquoi il est juste que soient créées des structures de contrôle des caisses. Il faut désormais que l'on sache ce que contient la caisse, ce que l'on a fait de la caisse. Et ce n'est pas assez : beaucoup de personnes se sont enrichies sur le dos des militants en se proclamant militants CDR eux-mêmes. C'est une nouvelle catégorie de voleurs.

Ne pensez donc pas qu'au Conseil national de la révolution l'on n'a pas conscience de ces nombreuses tares, des nombreux défauts qui minent encore nos CDR. Nous en sommes conscients, nous sommes résolument engagés à combattre toutes ces pratiques négatives, néfastes à la révolution. C'est d'ailleurs l'une des motivations de cette conférence. Le militant CDR doit toujours et partout donner le bon exemple. C'est pourquoi en saluant les petits-enfants qui se sont produits tout à l'heure, nous saluons également leurs encadreurs qui ont assuré leur production.

Mais en même temps, nous indiquons que parmi les provinces il y en a qui sont à la traîne. Il y a des Hauts commissaires commandants de cercle, des gouverneurs de régions, certains se croient encore à l'époque de la colonne Voulet-Chanoine, d'autres se croient à l'époque des collectivités rurales. Tout cela est négatif. Nous devons les dénoncer et les combattre. En tant que Hauts commissaires, nous devons animer nos provinces sur tous les plans ; nous devons donc être énergiques et pleins d'initiatives et soutenir le nouveau et

organiser sa mise en valeur.

Si nos trente provinces présentaient trente spectacles comme ceux-là, ce serait bien ! Nous serions bien et très loin. Mais ce n'est pas encore le cas.

Au niveau des services, les CDR fonctionnent encore très mal. Ils fonctionnent très mal parce que, loin de rechercher la qualité du service, loin de rechercher un accroissement quantitatif et qualitatif dans la production des biens sociaux et économiques, nos travailleurs organisés dans les Comités de défense de la révolution sont plutôt occupés à courir derrière les honneurs, à courir derrière les titres et le pouvoir. Cette boulimie du pouvoir doit être combattue [*Applaudissements*]. C'est ainsi que la bureaucratie risque de s'installer dans nos services, dans notre administration si nous continuons de la sorte. Parce que, pour un document donné, vingt-cinq personnes veulent signer « vu et transmis ». « Vu et transmis »... cela n'apporte absolument rien à la qualité du document, mais chacun veut être sûr qu'il a mis son petit quelque chose [*Applaudissements*]. Cela nous bloque parce que simplement le militant CDR responsable voudrait qu'en ville, on puisse dire : « Camarade ! Je vous remercie ! Vraiment grâce à vous » [*Rires*] et quand vous ne l'avez pas remercié et que vous n'avez pas été chez lui faire des courbettes, eh bien, il retarde, il bloque votre document à souhait jusqu'à ce que vous compreniez la logique du plus fort.

Ces méthodes-là, nous n'en voulons pas, car le bureaucratisme et les bureaucrates sont les pires ennemis de notre cause et en tant que tels, nous devons les combattre sans répit avec opiniâtreté dans toutes leurs manifestations.

Nos services sont sales, mal tenus, malgré les Journées révolutionnaires, malgré les Semaines révolutionnaires, bientôt les Mois révolutionnaires, les Années révolutionnaires, et les Décennies, et les Siècles révolutionnaires nous continuerons à avoir des services mal organisés, mal tenus, tant que nous n'allons pas nous mettre face à nos responsabilités en dénonçant ce qu'il faut dénoncer.

J'ai toujours cité en exemple certains services : il y en a qui sont très bien tenus, qui méritent des félicitations et chacun devra prendre exemple sur eux. Je ne voudrais pas les citer tous. Je ne voudrais pas faire de jaloux, je me contenterai simplement de citer la présidence [*Applaudissements*]. C'est ce qu'il faut faire ! Comment entrer dans un bureau révolutionnaire et trouver des chaises branlantes, non pas parce qu'elles n'ont pas été achetées neuves mais parce qu'elles ont été mal utilisées.

On trouve des responsables, des cadres sales, mal vêtus, malpropres comme leurs propres documents [*Rires*]. Des dactylographes paresseux, des standardistes étourdis [*Rires*]. Cela n'est pas digne des CDR et nous devons nous corriger.

La qualité commence par l'acceptation de la vérité : regardons nos défauts, prenons-en conscience, et prenons l'engagement de nous améliorer. Mieux : en tant que révolutionnaires, nous devons toujours marquer la différence.

Il y aurait beaucoup à dire contre les anciens qui disent qu'ils sont mobilisés au sein de l'UNAB, ou qu'ils sont maintenant dans la révolution mais interdisent à leurs enfants d'aller aux réunions CDR ; contre les maris qui empêchent leurs femmes d'aller à des réunions CDR. Cela aussi doit être dénoncé [*Applaudissements*]. Ou qui les terrorisent !

Maintenant, nous devons passer à une organisation beaucoup plus consciente. Si aux premiers jours de la révolution, notre mobilisation était un enthousiasme, une euphorie, une fête, de plus en plus nous devons nous organiser beaucoup plus scientifiquement, beaucoup plus méthodiquement, nous corriger à chaque fois pour avancer ! Nous avons en exemple les échecs de certaines organisations de type CDR sous d'autres cieux les Comités révolutionnaires. Partout où il y a eu des échecs, c'est que la réaction a tendu victorieusement des pièges contre ces autres organisations dans certains pays. Nous devons avoir conscience de nos faiblesses.

C'est pourquoi nous devons continuellement lutter. Nous devons lutter et nous devons avoir à l'esprit que les Comités de défense de la révolution, c'est le courage, le courage politique et surtout le courage face à nos responsabilités. Nous ne sommes pas CDR simplement pour crier des slogans. Nous sommes CDR pour conscientiser, pour poser des actes, pour produire. C'est pourquoi nous devons bannir de nos manifestations les slogans creux, les slogans lassants, inutilement répétitifs et finalement irritants. On arrive à des manifestations, on vous crie 25 fois « La Patrie ou la mort, nous vaincrons ! » : ça commence à être un peu trop ! [*Rires*] surtout quand ce n'est même pas accompagné d'une belle explication militante. C'est une répétition. Non ! Les CDR-magnétophone, de côté ! [*Applaudissements*] On improvise des slogans pour meubler le temps. Alors, « Les voleurs, à bas ! Les menteurs, à bas ! À bas ! » [*Rires*] Ce n'est pas bon ! Nous devons marquer la différence avec les troupes d'animation folklorique. À certains spectacles, on trouve des scènes grossièrement montées où des camarades se livrent à des danses parfois obscènes, cela également n'est pas révolutionnaire. La révolution doit avoir sa pudeur [*Applaudissements*].

Il importe que nous critiquions le manque d'organisation dans nos manifestations. Si dans certains domaines, des victoires ont été remportées, ce n'est pas le cas dans d'autres domaines. Non ! Certaines cérémonies sont lassantes et sans donner raison aux ambassadeurs qui sont souvent absents de nos cérémonies, je comprends néanmoins qu'ils ne veulent pas venir ! Eh

bien, il faut écarter, et c'est très important, les formes de louanges qui sont des expressions de réflexes mal étouffés en nous, mal éteints. Par exemple, cette chanson : « Oh CNR, Thomas Sankara qu'il soit toujours le président », ce n'est pas bon [*Applaudissements*] parce que, quand on est président, on est président. On est président, ou on ne l'est pas [*Applaudissements*]. Il faut que nous soyons clairs. Cette chanson n'est pas bonne. À ce rythme, dans un an, dans deux ans, eh bien nous allons nous retrouver dans certains festivals avec certaines troupes qui sont beaucoup plus entraînées à cela, et puis, peut-être, qui n'auront que ça à faire.

Les Comités de défense de la révolution, c'est la production ! Certes s'il faut des thèmes de mobilisation, s'il faut des slogans ? Oui ! Il faut des slogans ! S'il faut des images, des symboles de la révolution, pour comprendre ! Oui ? Il en faut. Nous n'hésiterons pas ! Mais nous ne devons pas mettre la forme avant le fond, et la révolution ne se mesurera pas au nombre de slogans et au nombre de ténors, de stentors dans les cris. Ce sera à autre chose, ce sera à la production. Il faut produire, il faut produire et c'est pourquoi, je salue le mot d'ordre de : « Deux millions de tonnes de céréales. »

Notre pays produit suffisamment de quoi nous nourrir. Nous pouvons dépasser même notre production. Malheureusement, par manque d'organisation, nous sommes encore obligés de tendre la main pour demander des aides alimentaires. Ces aides alimentaires qui nous bloquent, qui inspirent, qui installent dans nos esprits cette habitude, ces réflexes de mendiant, d'assisté, nous devons les mettre de côté par notre grande production ! Il faut réussir à produire plus, produire plus parce qu'il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés.

À la fête de la Tabaski, à Pâques, à Noël, quand dans les familles, on abat les coqs, les dindons, les moutons, on le fait parce qu'on est sûr qu'on a nourri le coq, le dindon, le mouton. On peut l'abattre quand on veut. À Noël, à Pâques, à la Pentecôte ou même pendant le carême. On est libre. Celui qui ne vous a pas nourris ne peut rien exiger de vous. Or, nous sommes là, à nous faire nourrir chaque jour, chaque année et nous disons : « À bas l'impérialisme ! » Eh bien la reconnaissance du ventre est là [*Rires, applaudissements*]. Si dans notre expression, nous, révolutionnaires, ne voulons pas être reconnaissants, ou en tout cas, si nous voulons mettre de côté toutes les formes de domination, le ventre sera là qui, lui, risque de prendre le chemin de droite, de la réaction et de la cohabitation pacifique [*Applaudissements*] avec tous ceux qui nous oppriment à travers les graines de céréales déversées ici.

Ne consommons que ce que nous contrôlons ! Il y en a qui demandent ; « Mais où se trouve l'impérialisme ? » Regardez dans vos assiettes quand vous

mangez : les grains de riz, de maïs, de mil importés, c'est ça l'impérialisme. N'allez pas plus loin [*Applaudissements*]. Donc, camarades, nous devons nous organiser pour produire ici et nous pouvons produire plus qu'il n'en faut.

On dit que c'est la sécheresse qui a fait que notre production a baissé. Le ministère de l'agriculture est là, qui témoigne que même pendant la sécheresse, la production de coton n'a fait qu'augmenter. Pourquoi cela ? Eh bien, parce que la Sofitex [Société burkinabè des fibres textiles] paye. Eh bien, nous allons changer de méthodes. Oui, il faut changer de méthodes. Mais la production, ne se limite pas seulement aux céréales. Il faut produire dans tous les domaines, à l'usine, dans les bureaux et j'invite chacun à la production intellectuelle. La conférence nationale des CDR a félicité, et elle a raison, tous ceux qui ont écrit, qui ont produit quelque chose sur le plan littéraire, artistique, et dans tous les autres domaines. C'est ça la production, nous sommes des révolutionnaires !

J'ai lu dans un télex, dans une dépêche d'agence, que lors d'un tournoi de tennis de table, le Burkina Faso a été battu par le Nigeria, par le Liberia. J'ai trouvé cela très bien. Il faut que nous soyons encore battus. Mais si nous sommes battus, c'est la faute de ceux qui ne nous ont pas organisés les années passées. Par contre, si dans les années à venir, nous sommes battus, camarades, ce sera de notre faute [*Applaudissements nourris*]. Il faut donc produire, produire et encore produire.

Sur le plan international, beaucoup de choses positives sont dites mais non écrites. Prenons l'exemple des Tribunaux populaires de la révolution : qui peut nous citer un livre écrit par un Burkinabè sur les TPR. Le peu qui ait été écrit, a été écrit par des étrangers, des étudiants, des professeurs d'université, des chercheurs... Pourtant, il y a de grands enseignements que les TPR sont en train de nous donner, que nous ferions mieux de consigner précieusement dans des livres.

Demandez à la radiodiffusion, si elle a encore l'enregistrement du 14^e TPR ? Elle vous dira que la bande, la cassette a été utilisée pour enregistrer le dernier tube de je ne sais quelle vedette.

Ce n'est pas normal. Nous n'avons pas ce réflexe de protéger notre capital intellectuel. Il faut produire davantage. Et puis après tout, nous battons le record en matière de littératures clandestines. C'est au Burkina Faso quand même qu'il y a le plus de tracts, vous le savez très bien ! Cela prouve que nous savons lire et écrire... Mamadou et Bineta² sont devenus grands, il y a très longtemps. Ils commencent à être vieux [*Rires, applaudissements*]. Mais camarades, il est important que nous revenions en d'autres occasions sur ce qui n'est pas fait, sur ce qui doit se faire. L'unité, l'unité dans nos rangs ! Unité-

critique-autocritique-unité. Bannissons de nos rangs tous les louvoiements, les calculs insidieux perceptibles et imperceptibles qui se trament ; les mots d'ordre téléguidés et télécommandés. Heureusement, la conférence nous a permis de constater que l'unité s'est renforcée. Ce qui prouve que des éléments sains de tous bords ont œuvré consciemment, loyalement, afin que l'unité se consolide. C'est une victoire [*Applaudissements*].

Camarades, je vous félicite tous pour l'effort fourni, je vous félicite surtout pour les efforts que vous avez fournis avant cette conférence.

Tout ce que nous avons réalisé au Burkina Faso, sous la révolution, nous l'avons réalisé grâce aux CDR en premier lieu. Nous avons construit des maisons, des écoles, des dispensaires, des routes, des ponts et des barrages. Nous avons fait de la production intellectuelle, artistique. Bref, nous avons marqué des points. Nous avons sur le plan économique, financier, budgétaire, réalisé des sacrifices, des efforts et chacun de nous a payé le prix qu'il fallait payer. Je sais que les retenues salariales ne plaisent à personne. Qui, en ce bas monde, est prêt à donner une partie de son salaire, sauf lorsque la nécessité le commande ?

L'univers dans lequel nous évoluons, les forces qui nous entourent ne sont pas pour favoriser un développement indépendant comme le nôtre. Au contraire, tous les pièges nous seront tendus pour que nous soyons obligés de nous prostituer afin d'avoir un semblant de développement. « Compter d'abord sur nos propres forces » doit cesser d'être un slogan, cela doit nous habiter. Et il faut savoir que nous avons pour principe de toujours compté sur nos propres forces. Parfois cela est dur et nous entendons çà et là des sirènes défaitistes nous chanter les louanges de l'aide. Assistance, non ! Coopération, oui ! Nous avons besoin de la coopération avec tous les peuples du monde entier, mais l'assistance qui développe en nous la mentalité d'assisté, nous n'en voulons vraiment pas [*Applaudissements*].

C'est pourquoi nous avons fourni, et fournissons des efforts. Ces efforts ont été combattus, dénaturés. Il y a des gens qui ont raconté : « Oui ! Voilà avec la révolution, les salaires sont bas, le pouvoir d'achat est bas, il y a des gens qui n'ont plus que 20 francs par mois, pourquoi ? À cause du 12^e de salaire, à cause des 12 %, à cause des retenues. » Quand même, camarades, c'est une insulte grossière ! Nous ne pouvons nous laisser prendre à ce piège-là. Quand quelqu'un a 20 francs par mois parce qu'on lui a retenu un 12^e de salaire, 12 % de son salaire, qu'est-ce que cela veut dire ? Ceux qui ont seulement 20 francs par mois parce que nous leur avons retenu 12 %, nous allons leur restituer 100 % de leur salaire. Ils auront donc à la fin de mois 22,40 francs. Mathématiquement c'est ça ! Qu'on ne nous dise pas que le salaire des gens a disparu du fait de l'effort populaire d'investissement [EPI] ou des autres

retenues ! Les salaires ont disparu à cause de la bière, des brochettes, du luxe insultant, des habitudes de consommation [*Applaudissements*]. Ceux qui roulent dans des voitures hypothéquées, ceux qui jonglent, ceux qui vont chez les marabouts pour multiplier l'argent, ce sont ceux-là qui n'ont plus leur pouvoir d'achat !

Mais néanmoins, la révolution est faite pour nous et nos efforts sont là pour nous tous. C'est pourquoi d'ores et déjà, je vous annonce que nous devons nous mobiliser pour les réunions budgétaires qui se tiendront. Informer largement nos militants que ces réunions budgétaires seront toujours dans la même direction que ce qui a été fait jusque-là, et en particulier que ces réunions budgétaires auront pour but de souligner les efforts réalisés au profit du peuple. C'est pourquoi, à compter du prochain budget, eh bien, il n'y aura plus d'EPI [*Applaudissements*]. Je vois que vous n'êtes pas contents parce que les salaires seront rétablis. Je le sais. Mais je vous comprends. N'est-ce pas camarades ? [« Oui ! »] La franchise vous a manqué. Le courage de vos opinions vous a manqué. Eh bien ! Nous rétablirons ces salaires parce que les efforts que nous avons réalisés nous permettent de le faire. Nous voulons être francs envers notre peuple. Ne rien lui promettre que nous ne puissions lui donner [*Applaudissements*]. Il y a des pays où l'on promet des augmentations de salaires et on ne paye pas les salaires. Nous, nous vous avons promis de retenir vos salaires ; nous les avons retenus oui ou non ? [« Oui ! »] Alors nous avons tenu parole ! [*Applaudissements*].

Ce n'est pas pareil, c'est la différence. Lorsque nous disons que nous retenons les salaires, nous les retenons, et cela peut se constater, et si parmi vous il y a un seul dont le salaire n'a pas été retenu, par erreur, qu'il se signale au ministère du budget [*Rires*]. Ces efforts, le Conseil national de la révolution entend les canaliser pour un meilleur développement de notre pays. Cela est possible, cela est faisable grâce à notre cohésion, au coude à coude. Mais après cette première conférence nationale des CDR, nous devons apprendre à combattre nos ennemis, sans peur, sans pitié, sans faiblesse, sans sensiblerie inutile ! Toutes les fois que nous nous laisserons attendrir par leurs larmes, c'est nous qui perdrons.

Moussa Ngom³ a versé des larmes et il a fait pleurer d'autres personnes. Mais lorsque des enfants sont morts ici, à l'hôpital, parce qu'il n'y avait pas de médicaments à 1 000 francs seulement pour les soigner, chacun a compris que 6 milliards et quelques francs, c'était 6 millions et quelque de fois qu'on aurait pu acheter des médicaments pour soigner des enfants. Les larmes de Moussa Ngom ne peuvent pas nous attendrir [*Applaudissements*] et si parmi vous il y a des cœurs sensibles, inutilement sensibles, sensibles aux effets de la bourgeoisie, de la réaction, de la contre-révolution, qu'ils fassent l'effort de se lever.

Camarades, je félicite tous ceux qui sont venus de loin notamment de l'étranger, en dehors du Burkina Faso, pour participer à cette conférence. Je leur souhaite un bon retour dans les pays, où la recherche du savoir, en tout cas la recherche d'une capacité de produire davantage pour leur pays les aura conduits. Je leur souhaite de transmettre à leurs camarades qui y sont, le message du Conseil national de la révolution et les résolutions de cette première conférence nationale des CDR à laquelle eux-mêmes ont pris part.

Je souhaite bon retour à ceux qui sont venus de nos provinces lointaines ou proches. Bon retour dans leur foyer. Bon retour dans leur province pour transmettre le message du Conseil national de la révolution et des Comités de défense de la révolution. Je leur souhaite ce bon retour en les exhortant à la prudence, pour que les accidents auxquels nous avons assisté ne se reproduisent plus, pour que ces accidents ne nous fassent pas perdre des militants, que ces accidents ne nous fassent pas perdre du matériel. Il faut profiter de l'occasion pour dire que nous, Comités de défense de la révolution, nous avons mal entretenu le matériel jusque-là. Nous avons cassé les voitures, les motopompes, les groupes électrogènes, les machines à écrire, les haut-parleurs, les micros, et même les armes. Cela n'est pas normal. Désormais, une meilleure gestion de notre matériel devra se faire comme forme de respect de notre peuple parce que ce matériel a été acquis par le peuple, il appartient au peuple, nous devons bien le garder et ceux qui cassent les voitures doivent savoir qu'ils cassent les voitures du peuple, qu'ils méprisent et insultent le peuple.

Je renouvelle mes félicitations au secrétariat général national des Comités de défense de la révolution pour les efforts importants déployés. Le secrétariat général national des CDR qui malgré l'adversité, l'ingratitude, le dénigrement, évolue avec efficacité. Une efficacité qui, chaque jour s'améliore [*Applaudissements*]. Eh bien, notre première conférence nationale des CDR va connaître sa fin, mais elle ouvre en même temps la porte pour d'autres conférences nationales, d'autres congrès, pour un approfondissement de notre révolution, pour une radicalisation de notre révolution. Alors, je vous invite d'ores et déjà à réfléchir puissamment sur les combats futurs. Je vous invite aussi à pratiquer réellement le bon militantisme, le vrai militantisme, le militantisme conscient et conséquent.

Je déclare close la première conférence nationale des CDR du Burkina.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie [*Applaudissements, slogans*].

quartier de Baya-Dombia, à Bangui, faisant plus de 50 victimes.

2. NdE : *Mamadou et Bineta* : Livre d'apprentissage de la lecture largement utilisé en Afrique de l'Ouest coloniale (André Davesne, 1^{re} édition 1932).

3. NdE : Moussa Ngom (1954-2015) est un célèbre auteur-compositeur gambien.

© Van Muysen, «Thomas Sankara,
vainqueur de la course cycliste
organisée entre lui et ses ministres,
le jour où la Haute Volta est
devenue le Burkina Faso ». Archives
Jeune Afrique.

LES PEUPLES NOIRS DOIVENT ASSUMER LEUR PROPRE HISTOIRE ET CONTRIBUER À LA CIVILISATION DE L'UNIVERSEL

OUAGADOUGOU, 21 AVRIL 1986

Ce discours est extrait d'un document intitulé « Symposium international en vue de la création de l'Institut des peuples noirs (IPN), Ouagadougou, 21-26 avril 1986 ». Thomas Sankara rend un vibrant hommage à Cheikh Anta Diop. Historien, anthropologue, égyptologue et homme politique sénégalais, il a participé à l'élaboration d'une conscience africaine libérée de tout complexe face à la vision européenne du monde. C'est ainsi qu'il a montré que les prémices de la civilisation sont nés en Afrique, et que les premiers pharaons d'Égypte étaient noirs. Il est ainsi à l'origine du courant dit « afrocentriste », comme courant historique. C'est le seul discours connu où il rend hommage à un éminent intellectuel noir. En général il se réfère plutôt au marxisme qu'au panafricanisme. Il est vrai qu'à l'époque, les jeunes intellectuels africains de la FEANF se complaisaient dans les querelles opposant les différents courants qui se réclamaient du marxisme, prosoviétique, prochinois, pro-albanais, plutôt que de s'imprégner du panafricanisme.

Est-ce à dire que Thomas Sankara n'était pas panafricain ? Pour affirmer le contraire, les panafricanistes d'aujourd'hui se réfèrent surtout au discours de l'OUA sur la dette du 29 juillet 1987. S'il n'emploie guère le mot, Thomas Sankara s'en réclame dans une interview¹.

Thomas Sankara appelle régulièrement à l'unité de l'Afrique, mais sans grande illusion, du fait du peu d'empressement de ses pairs. Il avait engagé un processus de fusion avec le Ghana², qu'il évoque dans plusieurs discours. Et par deux fois, les armées de ces deux pays ont organisé des manœuvres communes, en novembre 1983 et en mars 1985. Rawlings et Sankara se retrouvent sur les mêmes positions, que ce soit face à Houphouët-Boigny lors des réunions

régionales, ou face à Khadafi lorsqu'il s'agit de lui demander d'honorer ses promesses.

Pour Thomas Sankara la mission de l'Institut des peuples noirs (IPN) est de répondre à la question : « Qu'est-ce que les peuples noirs ont fait, peuvent et doivent encore faire pour assumer leur propre histoire et contribuer par cela à la civilisation de l'universel ? » L'Institut doit refléter le symbole des peuples noirs de leur « volonté commune à préserver leurs identités culturelles, leurs génies créateurs et leur dignité ». Mais il y a aussi, tout au long de ce discours, une insistance à ce qu'ils ne se contentent pas de vivre renfermés sur eux-mêmes, mais plutôt de s'ouvrir à la rencontre des autres peuples.

L'IPN a eu beaucoup de mal à réunir les financements nécessaires à son fonctionnement. Le dynamisme qui a suivi le lancement ne dura guère. L'IPN a commencé à vivre relativement modestement. Il ne fut pas supprimé à la mort de Sankara, mais continua à vivre sans moyen pendant quelques années, grâce à la passion de quelques personnes pour finalement devoir être fermé dans l'indifférence.



Messieurs les invités !

Messieurs les honorables séminaristes !

Camarades militantes et militants de la RDP !

Avant toute chose, je voudrais, comme il se doit, rendre un hommage, un hommage mérité à Cheikh Anta Diop.

Au moment même où nous travaillons à l'organisation de ce symposium, alors qu'il était inscrit sur notre liste à la place qui lui revient de droit, parmi les personnalités du monde noir, le grand défenseur des peuples d'Afrique, des peuples noirs, l'imminent homme de culture, le professeur Cheikh Anta Diop s'éteignait à Dakar. Toute l'Afrique combattante le pleurait et le pleure encore. Toute l'Afrique intellectuelle et culturelle le regrette et le monde scientifique constate avec une profonde amertume le vide qu'il laisse. S'il est normal et juste de lui rendre tout l'hommage vénéré que mérite ce grand africain, Cheikh Anta Diop, il ne serait guère suffisant de le pleurer. On ne pleure pas les grands hommes. Cheikh Anta Diop était un géant. Le meilleur hommage que nous puissions lui rendre c'est de nous engager à continuer avec le même courage, la même sincérité, avec les mêmes compétences l'œuvre qu'il a

entreprise avec tant d'amour et de respect pour les peuples et les civilisations noirs. Et nous pensons sincèrement, en ce moment solennel du symposium qui s'ouvrira bientôt, que l'Institut des peuples noirs à travers ses idéaux, est tout indiqué pour lui rendre hommage, le préserver de la déperdition, de la transfiguration et de l'oubli de l'image que le monde moderne doit garder de lui. Un gage et un pari supplémentaires pour le succès total de l'entreprise pour laquelle vous êtes, nous sommes ici réunis. Pour cet engagement nouveau, pour cette détermination, pour ce défi que nous nous lançons à nous-mêmes, de protéger l'œuvre de Cheikh Anta Diop au bénéfice non seulement des peuples noirs, mais de l'humanité, je vous invite à observer une minute de silence dans le recueillement et à envisager la forme de combat qui doit être le nôtre.

Partis de nos continents, de nos pays, de nos îles respectifs, nous avons accepté de nous réunir aujourd'hui à Ouagadougou, capitale de la terre libre du Burkina Faso pour une cause, un but qui peut-être fera enfin souffler sur nos têtes, sur leurs têtes, sur ceux qui, comme disait Aimé Césaire « n'ont jamais inventé ni la poudre ni la boussole..., mais qui connaissent bien les tréfonds de la souffrance, le vent de l'espoir ».

En effet, aujourd'hui nous nous sommes réunis pour essayer ensemble, sans exclusive, de réfléchir sur l'idée, sur le projet de création d'un Institut des peuples noirs. Projet audacieux ; pari redoutable, on s'en doute !

Mesdames, Messieurs, chers invités, honorables séminaristes, militantes et militants de la révolution démocratique et populaire du Burkina Faso !

Quand il nous est venu à l'idée la création d'un cadre de rencontre de tous les peuples noirs de cette planète, nous ne nous sommes pas une minute mépris de la hardiesse de la tâche. Mais nous avions aussi à cœur et à l'esprit comme un leitmotiv le slogan de nos plus jeunes militants, les pionniers : « Oser lutter, savoir vaincre. » Alors nous avons vu que nous pouvions arracher des montagnes pour qu'enfin, tous les peuples noirs du monde puissent enfin se connaître dans un cadre, un lieu où se ressourcer.

Il était à notre sens devenu impérieux pour que devant l'histoire, les peuples noirs, l'Afrique et ce qu'on appelle la diaspora noire, répondent tous ensemble à cette question – et c'est à mon avis cette question-là – qui fonde l'IPN et sa mission : qu'est-ce que les peuples noirs ont fait, peuvent et doivent encore faire pour assumer leur propre histoire et contribuer par cela à la civilisation de l'universel ?

En effet, Mesdames, Messieurs, Honorables invités à ce symposium, militantes et militants, que sommes-nous pour nous-mêmes Noirs et pour les autres ? Le

cliché est tout tiré : peuple de souffrances, peuple de brimades et d'humiliations, peuple qui vit encore l'éclatement intérieur de sa personnalité du fait de l'outrage qui fêle sa conscience d'être humain du fait de la malédiction, de la pigmentation à jamais noire de sa peau.

C'est ainsi que nous entendons que les peuples noirs concernés qui sont en Afrique ou qui en sont partis ont une origine commune, un fond commun que constitue pour eux le patrimoine culturel d'origine vers lequel les ramène leur lutte contre l'esclavage, contre la colonisation, contre l'apartheid, pour les droits civiques, pour l'indépendance politique et économique... Mais aujourd'hui, et je m'adresse tout particulièrement à vous Messieurs les invités, honorables séminaristes, les peuples noirs vous regardent. Le monde entier est tourné vers vous, vers le symposium pour lequel vous êtes venus souvent de si loin. Car l'histoire enfin donne raison aux Peuples noirs de s'organiser et de développer autour d'initiatives communes déjà existantes, tant en Afrique-Mère que dans les pays de la diaspora, leur solidarité active. C'est dans ce cadre que l'Institut des peuples noirs devrait être dans la conscience des peuples noirs géographiquement dispersés dans un espace éclaté, un symbole réunificateur, le symbole de leur volonté commune à préserver leurs identités culturelles, leurs génies créateurs et leur dignité.

C'est pourquoi, l'Institut des peuples noirs ne sera pas clos, ni sur lui-même, ni sur son objet, c'est-à-dire les peuples noirs. Il sera ouvert aux autres peuples. C'est la condition primordiale pour les peuples noirs de réapprécier leur patrimoine historique, de redéfinir leur identité totale dans le monde contemporain. L'Institut des peuples noirs, ses objectifs, ce sera à notre sens toujours s'affirmer et participer au dialogue des cultures, c'est pour nous la compréhension entre les peuples quelle que soit leur couleur.

Confiant en ces réflexions riches et fructueuses qui se dégageront de vos travaux au cours de votre symposium que je souhaite franc et loyal, Messieurs les invités, honorables séminaristes, il importe que jamais ne quitte les esprits que l'œuf qui devrait éclore doit être le creuset de rencontres, d'échanges et de coopération loyale entre les peuples du monde entier.

Pour ce faire, vous devez, au cours de vos présentes assises, vous départir de l'enthousiasme et de la passion qui découvrirait toutes les bonnes causes et intentions du projet. Vous devriez vous inspirer plutôt de prudence, de précautions pour ne tenir compte que des intérêts des peuples noirs et des autres peuples pour l'Institut des peuples noirs, pour ses préfigurations qui doivent nécessairement être adossées à des principes et orientations formulés, consentis et acceptés par le plus grand nombre possible.

Messieurs les invités, honorables séminaristes, le Burkina Faso n'est que l'humble initiateur d'un projet, d'une idée collective avant tout démocratique, voire universelle, par conséquent dénationalisée, dépersonnalisée pour devenir le cheval de bataille de tous ceux qui ont de tout temps entretenu, par quelque moyen que ce soit, l'espoir de voir l'unité culturelle des peuples noirs à travers un cadre de réflexion commune. À cela, il conviendrait de rendre hommage aux martyrs, aux combats politiques, artistiques, scientifiques, littéraires de tous ceux qui ont cru, croient à l'avènement de la « civilisation de l'universel » c'est-à-dire à l'amour et à la solidarité.

Messieurs les invités, honorables séminaristes, c'est à cette réflexion que vous êtes conviés, vous qui avez accepté, malgré les distances, malgré les emplois de temps très souvent chargés, d'apporter votre inestimable concours – j'en suis d'ores et déjà persuadé – à l'édification d'un idéal commun.

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le symposium international pour la création de l'Institut des peuples noirs.

La Patrie ou la mort nous vaincrons !

1. NdE : Voir l'interview de Mongo Beti (<http://thomassankara.net/interview-de-thomassankara-realisee-par-mongo-beti/>). Il dit notamment à propos du panafricanisme : « Il nous appartient, il appartient aux patriotes africains, de lutter partout et toujours pour sa concrétisation. » Mongo Beti (1932-2001) est un écrivain et essayiste camerounais, anticolonialiste puis opposant aux régimes néocolonialistes de son pays. Un de ses ouvrages *Main basse sur le Cameroun*, publié en 1972 est interdit par le gouvernement français jusqu'en 1976. Il a fondé, avec Odile Tobner, la revue *Peuples Noirs, Peuples africains*. Réfugié en France, il rentre au Cameroun en 1991.

2. Il déclare à l'occasion du 3^e anniversaire de la révolution : « Le peuple du Ghana qui, avec nous, cherche chaque jour, chaque instant, chaque moment, les voies les meilleures pour la communion, la fusion l'intégration de nos possibilités, de nos ressources. »

DÉVELOPPEMENT PRÊT-À-PORTER : NON ! DÉVELOPPEMENT SUR MESURE : OUI !

4 AOÛT 1986

Ce qui frappe dans les discours de Thomas Sankara, c'est la clarté, la cohérence et la ténacité. D'où la force de conviction dont celui-ci est un bon exemple. Ces qualités le différencient clairement des autres présidents autoproclamés « révolutionnaires ». Thomas Sankara clame haut et fort ses choix politiques, indépendance nationale et développement autocentré. Mais il veut s'en donner les moyens et appelle sans cesse le peuple à se mobiliser pour assumer ces choix et s'efforce de le convaincre. L'effort à produire est immense.

Il faut créer des filières, les rationaliser, transformer la production nationale sur place en produits finis à commercialiser et à consommer sur le marché national, au détriment des importations. Dans ce discours, plus longuement encore que lors du discours du 4 août 1985, et de façon plus précise, il insiste sur la nécessité de changer les mentalités et de se libérer des influences culturelles étrangères qui limitent l'écoulement des produits locaux sur le marché intérieur. C'est la seule façon d'offrir des débouchés aux paysans et aux artisans qui peuvent augmenter considérablement leur production. Il faut donc « lutter contre la domination extérieure aux plans culturel, social, économique et politique ».

Il revient longuement sur l'aliénation culturelle qui résulte de la domination de son pays, héritage de la colonisation, qui pousse les couches moyennes et supérieures à rechercher leur modèle de consommation — quand ce ne sont pas les modèles tout court de prêts à porter — en Occident et plus particulièrement en France. Or, les couches moyennes ou supérieures sont les seules qui disposent des moyens de consommer des produits locaux.

Le Plan populaire de développement (PPD) est terminé et le plan quinquennal vient d'être lancé. Élaboré après une vaste concertation nationale décentralisée, il a été construit en arbitrant entre les besoins venus des profondeurs du pays et les choix nationaux, les moyens disponibles et le choix politique de ne pas dépendre

de l'aide extérieure. Il faut donc mobiliser les ressources internes et s'appuyer sur les efforts consentis par les populations locales responsabilisées¹. On sait que la population fut mobilisée, tout au long de la révolution, pour participer au développement. Le pays pouvait ainsi disposer d'une main-d'œuvre abondante souvent gratuite. Mais il fallait convaincre qu'il n'y a pas d'autre voie possible. Et c'est ce qu'il fait dans ce discours comme dans beaucoup d'autres.

Thomas Sankara annonce la suppression du corps des agents du PPD, constitué d'agents dégagés, souvent de la fonction publique pour différentes raisons (absentéisme, indiscipline, action contre-révolutionnaire), obligés de travailler pour de maigres rétributions, de l'ordre de 25 à 50 % des salaires qu'ils recevaient auparavant. Nous avons vu que la réforme de l'éducation nationale qu'il annonce ici ne sera pas appliquée.

La révolution a désormais un bilan chiffré que Thomas Sankara délivre à cette occasion non sans fierté. Un bilan qui n'a pu être atteint que grâce à une organisation efficace et une participation active du peuple encadré par les CDR. Il termine son discours par un vibrant appel à la paix. Sans doute a-t-il été traumatisé par la guerre de Noël avec le Mali, encore dans les mémoires. La leçon a-t-elle été comprise ? Toujours est-il que la tension est retombée assez rapidement. Mais cela ne sera que passager. Quoi qu'il en soit, Thomas Sankara montre ici qu'il reste un militaire pacifiste.



Camarades,

Chers amis invités, permettez-moi tout d'abord de saluer l'esprit de communion qui aujourd'hui, au Burkina Faso, unit des hommes et des femmes venus de tout horizon pour dire, pour rire et chanter avec un peuple, la joie, la joie de la victoire, la joie d'être libre, la joie de clamer sa dignité quand autour de soi les vertus s'abattent.

En effet, comment ne pas nous réjouir devant tant et tant d'honneur que nous font les amis venus de toute part, ces nombreux artistes, dont les chants mélodieux, les rythmes envoûtant, ont consacré Ouagadougou et le 4 août comme une festivité majeure, non seulement dans notre sous-région mais au-delà de cette zone. Comment ne pas applaudir ces artistes aux muscles puissants, aux valeurs sûres, qui sont venus dans la joie, dans l'amitié et la fraternité se battre pour des victoires de tous, des victoires de l'Afrique, des victoires aussi de l'amitié avec les peuples.

Comment ne pas saluer et remercier tous ceux qui, hommes de plume ou de la caméra, se sont retrouvés ici à Ouagadougou pour entendre, pour voir, mais surtout nous l'espérons pour témoigner des vertus de notre peuple, mais aussi des vertus de tous peuples qui décident de prendre son destin en main ?

Comment ne pas saluer ces délégations gouvernementales de si haut niveau venus de pays voisins et même de pays lointains pour vivre avec nous ces courts instants de bonheur, ces courts instants de joie immense, la joie de tout un peuple ?

Comment ne pas saluer notre illustre hôte, le camarade Museveni², qui pour sa première sortie a choisi de visiter le Burkina Faso, a choisi de venir vivre, en témoin privilégié, ce dont nous sommes capables mais aussi voir ce que les prolongements d'une action déjà entreprise en Ouganda, permettent de réaliser ?

Comment ne pas nous féliciter que parmi nous se trouve aujourd'hui celui-là même qui, sacrifiant sa propre vie, son propre confort, a décidé d'aller contre les bouffons comme les Idi Amin, mais également leurs suppôts, l'impérialisme et le colonialisme qui l'ont installé, maintenu et entretenu ?

Mais, chers amis et camarades, comment aussi ne pas nous souvenir de tous ceux qui, malheureusement, ne sont pas parmi nous, de tous ceux qui dans le combat quotidien ont fait le sacrifice suprême et donc ne seront pas là pour compter les victoires avec nous alors même que, de nous tous, ils ont certainement été les plus méritants parce qu'ils en ont été les acteurs principaux, et qu'ils nous lèguent le droit, la possibilité d'évaluer ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont initié. À leur mémoire à la mémoire de tous ceux qui, ici au Burkina Faso, sont tombés pour la dignité et la liberté de notre peuple, à la mémoire de tous ceux qui, en Afrique, sont tombés pour la liberté, pour la dignité et pour l'amitié entre les peuples, je vous demande d'observer une minute de silence.

[Minute de silence]

Je vous remercie.

Camarades,

Le 4 août est devenu depuis trois ans, le plus grand et le plus beau jour pour notre peuple.

Le 4 août notre peuple chante ses victoires.

Le 4 août notre peuple danse au rythme de ses transformations et à la cadence de ses efforts.

Mais le 4 août c'est aussi le moment d'arrêt pour faire le bilan. Les longues

énumérations des victoires ne correspondent plus à l'étape actuelle de notre combat révolutionnaire. Il y a deux ans encore nous étions surpris et émerveillés par nos propres résultats qui semblaient relever du miracle !

Aujourd'hui le Burkina révolutionnaire a dompté le miracle.

Nos résultats sont concrets. Insister là-dessus peut faire croire à un manque de confiance, en nous-mêmes, au moment où c'est justement la confiance en soi qui s'affirme comme l'acquis fondamental de notre peuple au cours des trois années passées.

C'est la confiance en soi qui nous a permis de prouver que ce n'est pas du nombre de médecins dont on dispose dans un pays que dépend la réussite d'une opération commando. Comme la vaccination commando qui en quinze jours a immunisé plus de 2,5 millions enfants ne se défait de tout ce qui anesthésie la pensée, de tout ce qui corrompt et entretient des habitudes acquises dans la vieille société néocoloniale.

Camarades,

Voilà une exigence de la lutte concrète et réelle. Comment s'y soustraire sans apparaître tel le révolutionnaire verbeux, mais craintif et timoré dès que l'on touche à son confort quotidien.

Lorsqu'une société a pris conscience que l'ordre culturel réactionnaire exige la révolution, cette société ne peut plus, ne doit plus tolérer les vestiges qui imposent une opération chirurgicale en profondeur. Une telle société se dicte à elle-même la mission de lutter contre la domination étrangère aux plans culturel, social, économique et politique.

Sur le plan culturel : Dans le cadre de notre lutte et de notre pratique anti-impérialiste, c'est de nos mentalités que nous devons extirper les schémas de penser qui, s'ils affirment s'appliquer à notre peuple font malheureusement des détours à l'étranger vers des espaces culturels totalement différents de nos réalités, quand ce ne sont pas des centres culturels bourgeois capitalistes porteurs du fléau de la domination impérialiste. Notre anti-impérialisme concret et conséquent sera d'abord la toilette de nos mentalités pour nous débarrasser des réflexes de néocolonisés préoccupés de se conformer à des normes culturelles que la domination étrangère nous a imposées.

Sous-développés nous le sommes. Nous ne le sommes que dans notre esprit d'abord. Mais, camarades, par rapport à qui, par rapport à quoi sommes-nous sous-développés ?

Nous ne devons pas nous laisser imposer un rythme de marche, un modèle de société que les censeurs impérialistes ont créé pour dompter notre peuple.

Ne permettons plus jamais, à l'impérialisme de continuer de nous abuser. Ne

lui permettons plus de fabriquer chez nous des hommes et des femmes qui, abdiquant toute responsabilité historique, admettent et encouragent que l'on ne réussit dans la société que lorsque l'on peut prouver que l'on est le plus conforme à l'aristocratie étrangère. La culture que notre petite bourgeoisie impose criminellement à notre peuple, c'est la culture occidentale. L'adoption de cette culture occidentale si elle a des mérites, ne peut être un enrichissement que si elle est librement donc sélectivement vécue. Il nous faut alors nous protéger contre la domination culturelle.

Camarades,

Pour l'étape nouvelle qui s'ouvre à nous, le mot d'ordre culturel anti-impérialiste sera : se blinder contre les agressions culturelles.

Sachons donc tirer profit des bienfaits et des mérites des autres cultures. Cela nous épargnera de devoir réinventer la roue au prix de précieux efforts. Mais que plus jamais personne ne se sente de complexe pour n'avoir pu faire comme le bourgeois de Paris ou le gentleman de Londres si ce n'est le jeune frétilant de l'*American way of life*.

Sur le plan social : Le but fondamental de toute révolution sociale est de changer les conditions de vie et de travail des masses populaires. La révolution ne saurait changer ces conditions sans s'attaquer aux maux de la société. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'action sociale entreprise par le Conseil national de la révolution. Ces maux que sont la délinquance juvénile, la mendicité, la prostitution qui sont les produits d'un système d'organisation sociale contre lequel nous luttons. Nous ne saurons nous contenter de le dénoncer sans appliquer la thérapeutique nécessaire à ces maux.

Certes, d'autres avant nous en ont parlé. Mais la différence entre eux et nous sera que nous, révolutionnaires, nous passerons à l'action. C'est pourquoi le Conseil national de la révolution a déclenché une action vigoureuse à laquelle tout Burkinabè, tous ceux qui vivent avec nous sont conviés et nous devons tous y participer ne serait-ce qu'en changeant notre mentalité de façon à accepter les marginalisés que sont les délinquants, les mendiants, les prostituées. Ils n'ont pas choisi leur sort. Ils sont des victimes d'un système, des produits d'une organisation sociale égoïste et injuste. Or, la révolution, à la place de l'individualisme et de l'égoïsme, développe la solidarité agissante, la fraternité de classe entre tous les membres de la société. Ce n'est point normal que certains aient une existence garantie et cherchent même à l'agréments et qu'une autre fraction du peuple, longtemps marginalisée, cherche encore un droit à l'existence.

Sur le plan économique : La domination étrangère que nous dénonçons tant,

n'a d'autre but que l'occupation économique de notre pays. Faire de notre pays un marché organisé et contrôlé pour les seuls intérêts des capitalistes qui ont épuisé ailleurs toutes les voies de réaliser de nouveaux profits. Voilà l'essence même de l'impérialisme présent chez nous.

Certes nous ne saurions nous replier sur nous-mêmes en nous imposant une autarcie suicidaire. Des biens nous sont nécessaires que nous ne saurions, à cette étape de notre révolution, nous procurer autrement qu'en les important. Les échanges commerciaux et financiers nous sont nécessaires. Mais entre cette nécessité de rapports économiques avec l'extérieur, limités au strict nécessaire et la caporalisation économique de notre peuple, il y a un pas qu'il nous faut cesser de franchir chaque jour comme nous l'avons fait jusque-là allègrement. Cessons de livrer notre peuple pieds et poings liés aux marchands de faux bonheur, de fausse coopération, à tous ceux-là qui nous inondent régulièrement des produits de leur société de consommation et nous gavent des gadgets superflus, voire dangereux de leur système capitaliste.

Allons-nous continuer à tourner le dos à nos immenses possibilités agricoles, minières, industrielles pour ne respecter que ce qui vient de chez les autres ?

Dans les provinces du KénéDougou, du Bam, du Poni, de la Comoé, du Boulgou et de la Kossi, de valeureux paysans sont obligés d'abandonner aux avaries de riches et abondantes productions excédentaires en fruits, légumes et céréales.

Chaque saison des cultures qui s'annoncent bonnes est cependant pour eux le cauchemar de l'effort non rétribué, des invendus et de l'autodestruction du résultat d'un labeur cependant fort harassant.

Nos campagnes, dans les provinces de l'Oudalan, du Séno, du Sanmatengâ, de la Gnagna, du Yatenga, regorgent d'énormes possibilités en élevage de tout genre auxquelles nous préférons la charcuterie des supermarchés pour y acheter du filet bien emballé et étiqueté, mais sans doute pas plus riche en calories dont nos organismes ont besoin. Nous les abandonnons, nous-mêmes à ne pratiquer qu'un élevage archaïque et contemplatif.

Sur toute l'étendue de notre territoire, nos braves artisans émerveillent le visiteur par la variété et la robustesse de leurs produits faits main, expression véritable et authentique de notre culture. Eux non plus n'échappent pas à ce cauchemar de l'abandon et du boycott. Il est inadmissible que d'autres viennent nous révéler les trésors de notre artisanat et que ça soit nous-mêmes qui leur offrons le ridicule spectacle de nègres évolués se ruant sur la pacotille et la camelote d'une industrie pour marchés d'Outre-mer.

Que peuvent-ils, ces Burkinabè travailleurs et courageux, comme le souhaite notre discours d'orientation politique, si ceux de leurs compatriotes qui

possèdent le pouvoir d'achat garanti par les salaires et le revenu d'activités tertiaires refusent de savoir que les boîtes de conserves, de fruits, de légumes, de viandes, de boissons importées sont loin d'avoir la valeur des produits locaux !

Que peuvent nos travailleurs si les nantis burkinabè organisent, encouragent et entretiennent l'importation de produits concurrentiels, négligent les méfaits de cette extraversion de dominés.

En effet, même s'il ne le formule pas avec la rigueur de l'académisme bourgeois, le travailleur producteur burkinabè est plus ou moins dépité par le sort que la minorité de privilégiés lui fait chaque fois qu'elle lui impose la concurrence déloyale des produits importés. Ces importations, en résorbant le chômage des autres, contribuent à résoudre leurs crises sociales, à enrichir leurs capitalistes, à renforcer objectivement des pouvoirs qui ne daignent même pas nous témoigner leurs reconnaissances. Au contraire, après nous avoir pillés, ils nous écrasent méchamment sans même craindre de tuer leurs poules aux œufs d'or qu'est notre marché. Ceux qui organisent le boycott de l'économie du Burkina Faso, c'est la petite bourgeoisie du Burkina Faso.

Camarades,

Voilà un terrain sur lequel durant les années à venir notre anti-impérialisme sera mis à l'épreuve de la vérité. Faciliter des importations ou aider à produire ici ce que nos conditions nous permettent de produire. Les capitaux financiers faciles, mais combien compromettants seront là pour nous tenter. En suscitant chez nous la boulimie des capitaux, des prêts, des crédits, nos prétendus « généreux amis qui nous veulent du bien » ne nous diront jamais ce que demain nous allons devoir connaître comme désarroi pour résoudre la question des remboursements. J'en veux pour preuve l'abondante prose pleurnicharde lyrico-comico-dramatique qui se développe autour de la dette de l'Afrique.

Camarades,

Notre anti-impérialisme va être mis au pied du mur. Nos réflexes de consommateurs devront être révisés, quant à nos goûts, nos couleurs, nos habitudes. Ce sera un geste hautement patriotique et révolutionnaire que de consommer burkinabè, ce sera une lucidité patriotique et révolutionnaire, un anti-impérialisme vrai que de sélectionner les crédits dont nous avons besoin sur la base de la construction d'une économie indépendante : réellement débarrassée de la domination étrangère. Il s'agira, camarades, d'entrevoir notre développement non selon les modèles imposés de l'extérieur, non selon les rêves petits bourgeois de vouloir reproduire ici et pour soi le cadre de l'autre rive de la Seine, ou des stations d'hiver. Il s'agira plutôt de construire un Faso nouveau, mais à la mesure de nos moyens, des limites que nous pouvons nous

fixer sans pessimisme mais sans optimisme de lunatique.

Camarades,

À partir de maintenant, consciemment, nous allons proclamer : « Développement prêt-à-porter : Non ! Développement sur mesure : Oui. »

Sur le plan politique, liquider la domination étrangère c'est nous éduquer quotidiennement sur les modes de pénétration de conquête, d'installation et d'exploitation de l'impérialisme chez nous. La subtilité, la ruse, la fourberie, et le cynisme de l'impérialisme ne doivent plus continuer à avoir raison de nous, de notre bonne foi, de notre honnêteté, de notre naïveté et de notre faiblesse organisationnelle. Liquider la domination étrangère, c'est organiser et conscientiser les masses populaires pour qu'elles démasquent désormais l'impérialisme quel que soit son manteau, c'est armer politiquement les masses populaires pour qu'elles résistent avec esprit de suite et sans défaitisme, aux attaques, aux agressions de l'impérialisme. Il faut que le pouvoir soit assuré par les masses populaires conscientisées car l'impérialisme craint les masses populaires comme le feu a peur des flots d'eau. C'est pourquoi, nos structures doivent être renforcées pour qu'elles jouent chacune son rôle. Davantage d'enfants conscientisés au sein des pionniers car les enfants c'est l'avenir, car les enfants c'est tout un programme, lorsqu'ils rient, lorsqu'ils s'égayent, lorsqu'ils courent et chantent, les enfants nous imposent un programme de demain. Ils nous imposent de savoir comment les maintenir heureux et joyeux aujourd'hui, et surtout comment faire en sorte que demain leur conserve la joie, le rire et le bonheur. L'enfant c'est un programme révolutionnaire.

Il nous faut mobiliser davantage de femmes au sein de l'Union des femmes du Burkina, plus encore de militants à perfectionner au sein des Comités de défense de la révolution et d'avantage d'anciens à engager dans le combat au sein de l'union nationale des anciens du Burkina.

Camarades,

D'autres combats s'ouvrent à nous. Ces combats sont essentiellement la réforme de notre éducation. La réforme de notre école dont la nécessité est clamée par tous depuis maintenant des décennies et dont nous avons perçu l'urgence à travers les débats récents, devra se faire afin que serve à former le Burkinabè de demain, conscient de son identité et du devenir de sa Patrie, une école au service d'un peuple. Pour se faire l'école nouvelle devra avant exclure avec détermination la dimension de la domination étrangère qui nous a inoculé les tares aujourd'hui décriées et qui freinent le développement de notre Burkina Faso.

Notre fonction publique devra refléter notre dévouement aux masses

populaires. Elle devra être essentiellement caractérisée par les règles d'efficacité, de justice et d'universalité.

En effet le peuple burkinabè qui a désormais décidé de prendre sa destinée en main ne saura tolérer plus longtemps la loi de la minorité privilégiée qui lui impose son style un style petit bourgeois loin de ses aspirations véritables.

Mes camarades, nous engageons le plan quinquennal, plan quinquennal pour lequel notre peuple tout entier a participé à la réflexion, à la conception, à l'élaboration. Aujourd'hui il nous appartient de dire comment nous allons vivre le plan quinquennal, et surtout comment nous allons faire pour que les cinq années à venir soient cinq années de victoire sur nous-mêmes et aussi sur ceux qui ici ou ailleurs ont pensé que des pays comme les nôtres étaient définitivement condamnés.

C'est pourquoi quelques réflexions me paraissent nécessaires. Il me paraît nécessaire, d'abord de parler de la discipline dans nos forces armées populaires. Les forces armées populaires du Burkina Faso, si elles ont été valeureuses, si elles ont été méritantes sur tous les champs de bataille où nous les avons engagés, militaires ou champs de bataille de production, doivent garder à l'esprit que l'armée est au service du peuple. L'armée doit défendre et protéger le peuple. C'est pourquoi nos soldats doivent plus que jamais s'armer de discipline, de discipline révolutionnaire pour accepter les instructions et les ordres qui leurs sont donnés, en les comprenant comme une des nécessité de s'aguerrir et de s'organiser au profit de notre peuple. Mais également les chefs militaire doivent avoir à l'esprit qu'il leur faut faire preuve de compétence technique, mais également et surtout alliée à cette compétence technique, la conscience politique révolutionnaire qui permettra aux hommes de les suivre sans aucune équivoque, et sans aucune réserve.

C'est également la courtoisie et le rôle essentiel des forces de sécurité. L'année dernière à cette même place, j'évoquais cette question de courtoisie dans les forces armées, dans les forces de sécurité. Et j'insistais pour inviter nos forces de sécurité à témoigner à notre peuple et à ses amis toute l'attention nécessaire.

Mais aujourd'hui il me faut vous inviter à passer à l'action, à plus de fermeté car malheureusement dans nos rangs, dans les rangs de nos forces de sécurité existent encore des hommes, des caméléons qui ont réussi à conserver un manteau trompeur, mais à voler les biens du peuple, les privilèges et les statuts du peuple afin de terroriser et d'exploiter le peuple, de terroriser et d'exploiter les amis de notre peuple. Ceux-là devront être combattus, ils devront être, sans aucune équivoque, éjectés de nos rangs. Car ils sont des ennemis du peuple.

Des mauvais fonctionnaires continuent d'exister et c'est pourquoi il existe le laxisme, la paresse, le trafic d'influence, le népotisme, l'arrivisme,

l'opportunisme, bien que ces maux, ici au Burkina, soient nettement moindres par rapport à ce qui existe ailleurs. Nous, révolutionnaires, devons les dénoncer et les combattre, parce que, si ailleurs on peut tolérer des détournements et impunément, ici au Burkina Faso, au nom du peuple, nous devons sévir. Et nous sévrons parce que nous savons que ces sanctions ne seront point de l'arbitraire. Parce que nous savons aussi que des systèmes ont été mis en place, des structures ont été mises en place, pour examiner et analyser les cas, afin d'éviter les règlements de compte, afin d'éviter les mesures injustes, les mesures arbitraires.

C'est pourquoi je renouvelle à chacun, que la possibilité vous est donnée d'écrire et de dénoncer ces mauvais fonctionnaires précisément à la présidence du Faso pour que nous continuions cette œuvre de purification que nous avons entreprise grâce à des militants courageux qui n'ont cessé de nous écrire dans ce sens.

Je voudrais également dire aux commerçants, ces opérateurs économiques d'une manière générale, qu'ils occupent une place importante dans notre pays, qu'ils occupent une place importante dans notre économie. Le Conseil révolutionnaire économique et social est là pour témoigner que chaque fois, nous leur avons accordé une attention, et c'est pourquoi nous continuons de leur dire : ce pays, ils doivent le construire en tant que Burkinabè. Ils le construiront selon les règles qui seront édictées. À l'heure actuelle, sont édictées des règles qui sont en leur faveur, des règles qui leur permettent d'avoir une activité saine et bénéfique, mais des règles qui permettent également au peuple de profiter des bienfaits de leur dynamisme.

Certains d'entre eux méritent notre félicitation et nous n'avons cessé de le faire. Nous les avons encouragés, nous les avons distingués parmi tant et tant d'autres. C'est pourquoi nous continuons d'observer avec beaucoup de satisfaction que nombreux d'entre eux qui avaient déserté le pays y reviennent avec la conviction, avec l'assurance que le Burkina Faso ne se construit pas contre les Burkinabè, mais pour les Burkinabè et seuls les ennemis de notre pays peuvent trouver refuge ailleurs.

Mais c'est aussi le lieu de parler de nos relations avec le monde entier. Les relations du Burkina Faso avec le monde entier sont bâties sur l'amitié, l'amitié entre notre peuple et les autres peuples, l'amitié et la coopération avec tous les peuples, les échanges fructueux et mutuellement avantageux.

Ces relations nous commandent, non seulement d'élargir le cercle de nos amis à partir des plus proches, mais de les rechercher loin, plus loin encore, ceux qui peuvent et veulent coopérer avec notre peuple et surtout lorsque leurs autorités, leurs gouvernants sont tournés tout entier vers les intérêts des

peuples. C'est pourquoi, camarades, nous ne pouvons manquer de saluer et d'encourager toutes les actions qui ont été entreprises en direction du pays frère, du peuple frère du Mali. Tant et tant de choses ont été dites sur ce conflit malheureux qui a opposé le Mali et le Burkina Faso. Notre peuple quant à lui, sait tout ce qu'il perd chaque instant, chaque moment qu'il doit consacrer à faire la guerre. Notre pays sait, notre peuple sait tout ce qu'il doit payer comme prix et tout ce qu'il doit investir pour obtenir la paix, parce que la paix n'a justement point de prix.

C'est pourquoi aussi nous encourageons tous les militants, notamment les CDR, qui le long de la frontière, ou à partir de Ouagadougou et des autres villes de notre pays ont tissé avec le peuple frère du Mali une amitié qui ne demande qu'à se consolider.

En effet, le 3 janvier 1986, seulement quelques instants, quelques heures après l'arrêt des hostilités entre le Mali et le Burkina Faso, je vous invitais chacun à avoir un ami malien et cela est un devoir permanent.

Nous le disons parce que nous avons confiance, parce que, aussi, nous avons conscience que cette zone contestée qui a été objet de litige entre le Mali et le Burkina Faso, est peuplée d'hommes et de femmes dont la seule préoccupation est de vivre heureux. Et le rôle, la mission du Burkina Faso en direction de ces hommes, est de les aider à avoir logements, santé, nourriture, éducation, bonheur. Mais si c'est le Mali qui doit pouvoir leur garantir ce bonheur, tant mieux. Le Burkina Faso ne pourra qu'applaudir mieux, si le Mali peut au-delà de cette région, aider d'autres régions du Burkina Faso, nous applaudirons et nous sommes dans l'attente de tout ce que le Mali pourra faire en notre faveur. C'est cela notre mission.

C'est pourquoi aussi nous n'avons pas hésité à la tribune de l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine, à déclarer que le Burkina Faso ne veut point la guerre, que le Burkina Faso ne veut point des armes, que le Burkina Faso ne veut point de l'armement et le Burkina Faso est prêt à céder une importante quantité de sa minuscule quantité d'armes en faveur de tout combat juste. Un combat comme celui dirigé contre l'apartheid est un combat juste et c'est le seul qui vaille. Et nous espérons et nous souhaitons que d'autres suivrons dans cet exemple, notamment pour faire taire les armes entre les peuples africains, et pour les diriger contre les ennemis des peuples africains, les ennemis des peuples tout entier.

[Applaudissements]

Camarades,

Il nous faut déplorer que tout au long de cette année qui s'est écoulée bien des gens au Burkina Faso aient encore continué de croire que l'on peut indéfiniment et impunément défier la révolution. Ceux-là nous ont placés dans l'obligation de leur dire de façon ferme donc de les sanctionner, que la révolution est sacrée, que la révolution ne doit point subir la provocation. Si leur nombre décroît, malheureusement quelques irréductibles persistent et qui nous mettent dans l'indélicate position de devoir dire ce que la révolution réserve comme mesure répressive. Parce que la révolution est pour protéger les peuples et non pour sanctionner. Mais chaque fois que nous l'avons fait, chaque fois que nous avons été contraints de le faire, nous l'avons fait dans le seul intérêt de notre peuple. C'est pourquoi, nous savons que chacun nous comprendra lorsque certains éléments dits de gauche, certains éléments dits révolutionnaires, mais en réalité contre-révolutionnaires, se sont mis dans la position d'être sanctionnés, nous avons dû sanctionner tout en tendant la main et nous continuons de le faire.

Mais également, nous demandons à chaque militant, à tous les militants, de comprendre que lorsque la révolution applique sa clémence, sa magnanimité cela n'est point faiblesse, bien au contraire, cela est l'application d'une ligne claire, cela est l'application du respect des peuples, cela est l'application de la conviction que nous pouvons transformer chacun pour peu que nous en ayons la volonté et la détermination. C'est pourquoi nous allons prendre en cet anniversaire, une fois de plus des mesures de clémence en faveur de nombreuses personnes qui ont fauté contre la révolution, mais que nous espérons, saurons retrouver le chemin de la réconciliation avec le peuple révolutionnaire du Burkina Faso.

C'est pourquoi aussi, nous commençons par supprimer le cadre particulier des agents du PPD. Ces agents PPD... [*Applaudissements*]... ce cadre des agents PPD sera supprimé parce que comme nous l'avons constaté, comme les militants l'ont constaté, nombreux d'entre eux ont compris ce qu'était le travail et ce qu'était le respect du peuple.

Camarades, nous fêtons notre anniversaire et nous savons que certains le fêtent avec nous. C'est notamment le peuple du Ghana. Le peuple du Ghana qui, avec nous, cherche chaque jour, chaque instant, chaque moment, les voies les meilleurs pour la communion, la fusion, l'intégration de nos possibilités, de nos ressources. Le peuple du Ghana fête l'anniversaire de notre révolution parce cet anniversaire est également son anniversaire, parce que cette révolution est également sa révolution, parce que tout entier ce peuple est lui aussi tendu vers

un avenir, vers un objectif qui est le nôtre, qui est le même que celui que nous poursuivons aux côtés d'autres peuples dans le monde. C'est pourquoi cet anniversaire, ici au Burkina, est également l'anniversaire là-bas au Ghana, c'est-à-dire notre Ghana.

Nous remercions tous les pays qui sont venus fêter avec nous.

Nous remercions tous ceux qui sont venus célébrer cet anniversaire avec nous. Nous les remercions en leur demandant également de continuer à maintenir ces liens étroits, ce vecteur indispensable, entre les peuples qui nous permet chaque jour de démontrer que notre révolution va de l'avant

Camarades !

En avant pour le plan quinquennal de développement populaire,

En avant pour l'indépendance économique,

En avant pour l'indépendance politique et culturelle,

En avant pour la libération de l'Afrique,

En avant pour l'Afrique aux Africains,

En avant pour le pouvoir réel au peuple digne, au peuple qui lutte.

La Patrie ou la mort. Nous vaincrons !

Je vous remercie.

1. Voir Djilali Benamrane, *Sankara, leader africain*, Paris, L'Harmattan, 2016.

2. NdE : Youweri Museveni prend le pouvoir en Ouganda, le 26 janvier 1986, à la suite d'une insurrection armée en promettant. Il est alors considéré comme un dirigeant progressiste. Thomas Sankara et Youweri Museveni entretiennent de très bonnes relations.

APPEL DE GAOUA SUR LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

17 OCTOBRE 1986

Gaoua est une ville du sud du Burkina Faso située à environ 450 kilomètres de Ouagadougou. Ce discours, qui fut édité en brochure, est à rapprocher de celui qui présentait le projet de réforme de l'éducation du 16 février 1986. Nous avons vu qu'elle avait été refusée pour sa radicalité, son coût très élevé et l'inquiétude qu'elle avait suscitée chez les parents. Ces derniers craignent que l'introduction de nombreux enseignements pratiques et la participation des élèves à la production n'entraînent une baisse du niveau des élèves dans les matières scolaires classiques.

Ce discours, pourtant prononcé quelques huit mois après, évoque à peine la réforme, comme si Thomas Sankara avait déjà compris qu'elle ne serait pas adoptée. Lors du discours de clôture de la 2^e conférence nationale des CDR, en avril 1986, il en parle encore comme une réforme à adopter absolument, ce qui n'est plus le cas ici. Il ne traite donc ici ni de la réforme de l'éducation, ni des moyens mis à sa disposition, mais se consacre à « l'absence de conscience responsable chez tous les acteurs de l'éducation, c'est-à-dire les parents d'élèves, les enseignants et les élèves ». Et tout le discours n'est qu'un long développement sur les comportements de chacune de ces catégories qu'il faut changer, accompagné d'annonces de mesures pour y mettre fin.

Thomas Sankara évoque la « présence massive d'enseignants non qualifiés », parmi lesquels les « enseignants révolutionnaires ». De quoi s'agit-il ? En mars 1984, le syndicat des instituteurs, le SNEAHV, appelle à la grève à la suite de l'arrestation de trois de ses dirigeants. Le CNR décide de les licencier, s'appuyant sur un rapport des services de sécurité, présentant la grève comme faisant partie d'un complot. Valère Somé, dirigeant de l'ULCR, m'a affirmé bien après, qu'il avait longuement discuté avec Sankara pour le convaincre de revenir sur cette décision. Philippe Ouedraogo, dirigeant du PAI, m'a confié s'être laissé trop facilement convaincre de l'existence d'un complot. Reste qu'il est bien difficile, faute de compte rendu de réunion, de vérifier les positions des

uns et des autres.

Quoiqu'il en soit, Thomas Sankara, devant l'ampleur des licenciements, a souhaité revenir sur cette décision. Les membres du PAI, lui auraient demandé de reporter à plus tard la réintégration des licenciés arguant qu'un dirigeant révolutionnaire ne peut se dédire d'un jour à l'autre, sous peine de perdre son autorité. On le verra plus loin, il s'apprêtait à le faire en août 1987. Mais il va se trouver confronter à la fronde de toutes les autres organisations membres du CNR, toutes créées d'ailleurs après cet épisode.

Les grévistes furent donc remplacés, après une formation pour le moins sommaire, par ces « enseignants révolutionnaires », plus révolutionnaires qu'enseignants, avec souvent pour seul diplôme le BEPC, et par des étudiants effectuant le Service national populaire.

Tous les acteurs de l'éducation sont pointés du doigt. Les CDR ne sont pas épargnés, particulièrement ceux des élèves. Leurs présences dans les établissements avaient remis en cause l'autorité et les structures hiérarchiques, transformant de fond en comble la vie dans les établissements. Il arrivait que des CDR d'élèves fassent le procès d'enseignants, parfois pour absentéisme ou une supposée incompétence, mais aussi pour divergence politique. Thomas Sankara n'aura de cesse de dénoncer les déviations des CDR. Mais dans d'autres circonstances, pourtant, il appelle lui-même les CDR à dénicher et sanctionner les ennemis de la révolution.



Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire, camarades enseignants, camarades parents d'élèves, camarades élèves,

Nous voici encore une fois à la rentrée scolaire, plus exactement en période de rentrée scolaire, tant il est vrai que les problèmes posés ne sont jamais des problèmes d'un jour ni même de quelques semaines.

De nombreuses difficultés nous assaillent aujourd'hui encore, difficultés matérielles et morales qui ont abusé d'une certaine démission des uns et des autres pour s'imposer en phénomène cyclique.

Une chose est au moins sûre : la rentrée scolaire ne laisse personne indifférent au Burkina Faso, même si les intérêts qu'elle charrie ou engage sont forcément divergents, parfois même antagoniques. Il y a les intérêts du commerçant de fournitures scolaires ou du commerçant promoteur, ou du fondateur d'école, il y a les intérêts des parents d'élèves – hélas encore formulés au niveau individuel

et isolé – et bien sûr l'intérêt de l'État, gestionnaire de la société globale.

Cependant, c'est que, au-delà de cette diversité et de cette concurrence apparentes, la rentrée scolaire, par son objet, masque des enjeux autrement plus importants. Peut-on, en effet, parler de rentrée scolaire sans poser la question de savoir qui rentre, où il rentre et pourquoi il rentre, et qui en sortira ?

Les réponses à ces questions sont simples, du moins directes, et nous ramènent au problème fondamental de l'éducation en général et de l'enseignement en particulier dans notre pays.

Nous suivrons la démarche suivante pour parler de cette si importante question de la qualité de l'enseignement. Nous verrons tour à tour : 1° : Quelle est la situation qualitative de notre enseignement ? 2° : Quelles sont les causes de la baisse de qualité de l'enseignement ? 3° : Quels sont nos devoirs de responsabilité pour plus de qualité dans notre enseignement ? 4° : Enfin, enseignement de qualité : nécessité vitale de la révolution démocratique et populaire.

Premièrement donc, quelle est la situation qualitative de notre enseignement ? Je ne reviendrai pas sur les rapports dialectiques entre l'école et la société que j'avais rappelés lorsque j'introduisais le débat national et populaire sur le document relatif au projet de réforme scolaire.

Le lieu géométrique, le centre commun des préoccupations de l'État, et des parents, est, ou devrait être, l'enfant, chacun d'entre nous ayant vérifié, ou pouvant comprendre cette vérité historique selon laquelle « l'enfant est le père de l'homme », c'est-à-dire l'avenir de la société.

Je sais que vous avez compris pourquoi le Conseil national de la révolution, qui lutte pour construire l'avenir, qui se bat pour l'avènement d'une société nouvelle burkinabè, s'occupe et se préoccupe de l'enfant.

Il ne me paraît pas utile de dresser une liste exhaustive de toutes les mesures stratégiques et tactiques prises depuis le 4 août 1983 pour permettre à nos continuateurs, je veux parler des enfants, d'accomplir leur rôle historique. Le thème du troisième anniversaire de la révolution démocratique et populaire, « L'enfant et le plan quinquennal » a situé éloquemment le contenu de la portée du choix du Conseil national de la révolution en la matière.

Dans l'immédiat, et ce malgré les efforts déployés çà et là, force est de constater, de reconnaître, qu'il reste beaucoup, sinon tout à faire, tant sur le nombre des enfants à éduquer que sur le contenu de cette éducation.

Aujourd'hui, chacun d'entre nous se félicite ou se réjouit, et je vous comprends, du plafonnement des frais de scolarité, certains manifestent leur satisfaction légitime pour l'accroissement visible du taux de scolarisation, fruit

de la prise de conscience et de la mobilisation populaire.

Par contre, chaque parent, chaque responsable s'inquiète de la détérioration tendancielle et continuelle de la qualité de l'enseignement, telle que le révèle le faible niveau des élèves, ces dernières années.

Il s'agit là d'une situation extrêmement grave qui préoccupe au plus haut point notre direction politique, et qui doit préoccuper tout militant de la révolution démocratique et populaire. Comment ne pas comprendre que toute indifférence ou complaisance vis-à-vis de ce problème est un crime collectif, les enfants étant notre propre avenir. Comment ne pas comprendre que sans un sursaut de rectification nous courons à notre ruine, car si l'école ne produit pas la vraie société burkinabè, elle produira la société des hommes non dignes, non intègres.

Face à cette dégradation continue et dangereuse de notre enseignement, dans son aspect le plus significatif, il faut qu'en révolutionnaires conséquents nous situions les responsabilités et assumions pleinement les nôtres. Pour cela, il nous faut procéder à un diagnostic profond et précis de la situation de l'enseignement actuel, afin de nous donner les chances de lui trouver une thérapeutique appropriée.

Quel constat peut-on alors faire de notre système éducatif ?

Je sais que chacun d'entre nous l'a déjà établi, du reste, les conclusions de la première conférence des Comités de défense de la révolution et le large débat national ont montré le désir unanime de changer l'école et le système éducatif. Cette position est politiquement juste, et économiquement rationnelle car il n'y a, dans la situation actuelle, aucun motif de fierté.

Au niveau de l'État, les charges, en termes financiers, sont très lourdes, et les résultats, en termes d'efficacité et d'efficience, dérisoires. Aussi, pendant ces trois dernières années, en moyenne 17 à 20 % du budget de l'État ont été alloués à l'enseignement au seul titre des salaires versés aux enseignants, soit plus de dix milliards de nos francs.

Or, nous savons tous que cette charge, aussi importante qu'elle puisse paraître, ne représente qu'un aspect du problème, car elle ne prend pas en compte les dépenses multiformes des parents, aux moins égales à celles de l'État. C'est donc dire que nous avons dépensé pendant la période considérée plus de vingt milliards de francs pour l'éducation de nos enfants. Posons-nous maintenant la question de savoir quels résultats nous ont rapportés de si lourds investissements ? À ce niveau, point n'est besoin d'être un expert pour reconnaître le taux élevé de déperdition d'une classe à une autre, et surtout pour fustiger et répudier la mauvaise qualité des rares produits finis ou semi-finis de notre école.

Par exemple, nous observons avec beaucoup d'amertume aujourd'hui, qu'un élève qui termine le cours moyen sait à peine lire et comprendre un texte. Il est même établi que si cet élève, en fin de cours moyen, quitte l'école pendant deux ou trois années, il redevient un analphabète complet, alors que théoriquement tout élève qui a fréquenté l'école jusqu'au cours élémentaire est censé être définitivement alphabétisé.

Sur la base de cette constatation, si nous comparons les deux termes ou pôles contradictoires de notre action actuelle, en matière d'éducation, accroissement continu des dépenses d'une part, et d'autre part baisse vertigineuse du niveau des élèves, nous ne pouvons alors éviter de nous demander si nous ne sommes pas en train de financer l'analphabétisme en croyant de bonne foi le combattre.

Mais ce faible niveau des élèves, aussi injuste et inexplicable qu'il est, ne caractérise pas toute la carence du système éducatif incriminé, qui fait peu cas du minimum de civisme à même d'intégrer socialement l'enfant. Voilà pourquoi ils sont nombreux, ceux qui attribuent les déviances sociales observées chez les enfants à cette école exogène et inadaptée : impolitesse, désobéissance et indiscipline, grossièreté et malpropreté, malhonnêteté et délinquance. Quelles sont les causes de la baisse de qualité de l'enseignement ? De nombreuses et ténébreuses raisons sont évoquées pour justifier cet état de fait. Pêle-mêle, on cite :

- la présence massive d'éléments non qualifiés (à défaut de pouvoir dire non désirés) dans l'enseignement. Et aussitôt en rangs serrés, l'anathème est jeté sur les enseignants révolutionnaires et une apologie romantique à l'adresse des instituteurs de William Ponty¹ ;
- le surnombre des élèves dans les salles de classe est une excuse toute faite ;
- l'absence ou l'anachronisme des méthodes étant un argument absolu.

Bien d'autres raisons sont décrites dans des épanchements de cœur, les uns plus pathétiques que les autres. Mais toutes ces raisons se ramènent à trois causes, trois causes qui sont :

- primo : la non-définition d'une méthode correcte, ce qui dans notre cas, signifie la réforme de l'école ;
- secundo : le manque de moyens importants, c'est-à-dire des enseignants, des infrastructures et un environnement idoine ;
- tertio : l'absence de conscience responsable chez tous les acteurs de l'éducation, c'est-à-dire les parents d'élèves, les enseignants et les élèves.

J'ai choisi de limiter mon propos à cette dernière cause, à savoir : la conscience des hommes. L'homme est la machine la plus complexe, la plus performante du monde, qui dispose d'un centre pluridimensionnel, et,

autonome et personnel de commandement, de conception, de stimulation et de régulation qui s'appelle la conscience. L'homme, c'est aussi le génie le plus apte à l'organisation. C'est pourquoi, malgré des moyens pédagogiques insignifiants et une définition achevée de type d'école, la qualité des hommes, conséquence de leur degré de conscience, peut être un palliatif autorisant des résultats forts brillants. À l'inverse, l'abondance de moyens et l'affinement de la théorie éducative sans cependant des hommes consciencieux, ne sont que ruine de la société. Je ne vous parlerai donc que de l'homme, c'est-à-dire de chacun de nous.

Dans d'autres circonstances, j'évoquerais et développerais les questions relatives à la nécessité de la réforme scolaire et des moyens complémentaires à engager pour notre école. À cette occasion également, nous verrons que l'homme sera la clé universelle à nos interrogations. Parce que les moyens dépendent des hommes et la réforme, si nécessaire, ne sera que l'œuvre des hommes. Mais le chemin de l'école nouvelle passe par la transformation de nos mentalités et de nos comportements. Ce qui exige de nous une véritable croisade contre la démission collective qu'a été notre ponce-pilatisme lorsqu'il s'est agi de réfléchir et de proposer une réforme de notre école après avoir décrié la présente.

Camarades, un mal ravage notre jeunesse scolarisée, et un grand malheur s'abattra sur notre peuple, et si nous n'engagions le juste combat pour conjurer ce sort que ne mérite pas notre révolution. Adopter une attitude d'indifférence serait œuvrer, et ce de façon active, au sabotage de l'avenir, à l'assassinat, à l'holocauste même de nos enfants sans défense. Face à notre culpabilité silencieuse, leur innocence clamera demain notre oppression ; nos penchants égoïstes étoufferont en eux tout germe de solidarité. Ainsi donc, même l'enfant dont les résultats scolaires permettent de dire aujourd'hui qu'il est sur la voie du succès sera broyé par la vie de demain, parce que nous n'aurons pas su créer, préserver et développer aujourd'hui les règles d'une société saine et solidaire pour les générations à venir.

Pour obtenir la qualité de l'enseignement, il faut que les protagonistes jouent correctement leur rôle. Je veux parler du devoir des enseignants, des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes. Ce n'est pas toujours le cas malheureusement.

Que peut-on dire des mauvais enseignants ?

Il est à observer que dans toute sa pyramide, l'enseignement renferme de nombreux phénomènes qui prennent leur propre éducation coloniale ou néocoloniale comme une fin en soi, et montrent de ce fait une incapacité

révoltante à adapter l'appris et l'acquis au vécu.

Ces mêmes phénomènes manifestent une absence d'intérêt pour leur métier, ce qui se traduit dans ce domaine comme un manque total d'amour pour l'enfant à former. Il est vrai que de nombreux enseignants ne voient pas l'enfant à l'école mais simplement leur salaire, et il est regrettable qu'ils ne s'acquittent même pas correctement du travail correspondant à ce salaire. Pire, ces braves camarades ou messieurs (j'avoue ici franchement mon embarras), pour éviter que le travail, perçu comme une contrainte, ne finisse par leur inculquer une conscience professionnelle, ces braves-là, dis-je, vont trouver un abri inexpugnable dans la déchéance et l'activisme extrascolaire.

Aujourd'hui, la désorganisation des cours est plus le fait des enseignants que celui de l'État : la moindre occasion de manifestation, quelle qu'en soit la nature ou la durée, est prétexte irréfutable pour libérer les élèves, c'est-à-dire pour se libérer soi-même. Et l'on voit les récréations qui n'en finissent pas, les activités CDR étant évoqués à tout propos par ceux qui n'y prennent même pas part pour expliquer une fuite criminelle des responsabilités.

Si l'on ajoute à cette déplorable situation l'affairisme et le laxisme qui se sont substitués avec un rare succès aux vertus théologales de l'enseignement, l'on comprend aisément le sens de la dégénérescence. Les aides alimentaires ont développé des vocations de gestionnaires chez certains. Après avoir enseigné aux élèves qu'il ne faut jamais voler et que l'honnêteté est la mère des vertus, des enseignants s'occupent des vivres de l'école qu'ils manipulent avec dextérité en les dirigeant vers leur cuisine familiale ou en les vendant, pendant que la cantine scolaire sert aux enfants des mets peu appétissants. Les cotisations au profit de l'école sont utilisées à d'autres fins. Les mères de famille ont coutume d'entendre à midi les enfants dire avec beaucoup d'anxiété dans la gorge « maman le maître a dit d'amener 25 francs le soir sinon on n'entre pas en classe ».

Certains enseignants sont devenus de véritables hommes d'affaires, usuriers, possédant bars, buvettes, commerce de vivres, commerce de bois, etc. Les journaux envoyés gratuitement aux enfants de même que certaines fournitures scolaires se retrouvent en vente à nos fameuses « librairies par terre ».

Les préparations de la classe sont bâclées ou simplement ignorées. Pour se donner le moins de travail, l'on réduit du simple au dixième le nombre des devoirs, les rares devoirs étant eux-mêmes corrigés à la hâte. Peu d'enseignants demandent conseils et suggestions à leurs collègues pour leur travail. Combien ne se sont-ils pas retrouvés le jour de l'inspection avec des leçons non préparées ?

Des institutrices sont souvent plus préoccupées par les comptes d'exploitation

de leur « *dani glacé*² » ou de leur « *lembourджи*³ » que par la préparation des cours et la correction des cahiers.

Des pratiques immorales et indignes d'un formateur sont souvent rencontrées : viol des élèves, avortements clandestins, etc. Des enseignants sont passés maîtres dans cet art, et il leur est devenu objectivement difficile de jouer leur rôle premier. D'où les mesures administratives qui les ont frappés. Qu'ils ne s'en prennent qu'à eux-mêmes, car ils sont responsables de leurs forfaits. Des enseignantes tombent amoureuses de leurs élèves, non d'un amour sain et admirable, mais plutôt de ces liaisons coupables à la lisière de la perversion.

Le choc est dur pour les enfants qui, témoins, sont brutalisés, traumatisés. L'obstacle à la communication pédagogique est alors créé. Ces enseignants deviennent pratiquement inutiles. L'administration sévit. Un torrent de larmes se déclenche. Quel dilemme !

En début d'année, les places dans les établissements sont simplement vendues.

Lorsque les élèves, par une élévation de leur sens moral et de leur niveau politique tentent de dénoncer ces faits, les enseignants crient au scandale déclarant que depuis qu'il y a les CDR dans les établissements, les professeurs ne sont plus respectés comme il se doit. Et ils s'emploient à faire taire les élèves à coups de mauvaises notes.

Aujourd'hui encore, il existe hélas une catégorie d'enseignants irresponsables. C'est surtout eux qui sont à la base des échecs scolaires. Le plus grave est que leurs responsabilités sont voilées par le fait qu'ils ont réussi à transférer à d'autres enseignants des promotions entières d'enfants qu'ils ont mal instruits, mal formés, dévoyés sûrement.

Les efforts titanesques des enseignants responsables qui tentent de sauver ces malheureux enfants arrivent trop tard, débouchent fatalement sur des échecs. Il n'y a plus que tristesse et abattement chez ceux dont la conscience est encore vivante.

Agents cupides, ils ne doivent être perçus que comme des voleurs de l'État, et des rongeurs et des déprédateurs de notre budget national. Ce sont de mauvais fonctionnaires. La première conférence des commissions du peuple chargées des secteurs ministériels [CCPM] les a dénoncés à Ouahigouya. Il faut les combattre avec tous les raticides de la gamme des sanctions dont dispose notre fonction publique. Sur un plan social, ces paresseux ne sont rien d'autre que des parasites véhiculant, en plus de nombreux vices, de l'oisiveté. Il faut s'en méfier, il faut les détruire sinon les fuir.

Sur le plan de leur vie politique, ce sont des opportunistes, des imposteurs, des tartuffes. Ils ne croient plus aux discours, ils ne croient pas plus au discours d'orientation politique qu'à une calebassée de *dolo*⁴, un verre de bière ou de

whisky, un mégot de cigarette, un bon d'essence... De tels enseignants développent toutes sortes d'ingéniosités, et de stratagèmes pour éviter les inspections, les contrôles, les séances de recyclage. Certains vont jusqu'à l'intimidation politique, le trafic d'influence pour échapper à la rigueur de l'inspecteur.

Mais ces inspecteurs eux-mêmes, les conseillers itinérants et tous les autres pédagogues, formateurs des formateurs, ont-ils toujours et tous pris leurs responsabilités, au lieu de rôder autour du ministre de l'éducation nationale pour obtenir un stage ou simplement jongler pour la reconnaissance d'une équivalence d'un diplôme scabreusement négocié ? N'ont-ils pas généralement préféré les centres de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, sans égard pour une couverture rationnelle des circonscriptions scolaires ! N'ont-ils pas souvent fuit la fermeté dans la formation des maîtres pour ne s'aliéner personne ! Ils ont donc abâtardi la noble mission de formateur des formateurs.

Maintenant, de la responsabilité des parents d'élèves.

Est-il besoin de rappeler la part de responsabilité d'un père et d'une mère dans l'éducation d'un enfant ? Il s'agirait là d'un simple truisme, si tant il est vrai que l'enfant naît et se développe d'abord dans une famille, et que celle-ci copartage son éducation avec toutes les institutions jusqu'à sa majorité. Or, que constatons-nous aujourd'hui ?

Les parents ne s'occupent en général de la scolarité des enfants qu'à la rentrée pour leur trouver une place, et au moment des résultats scolaires pour savoir si leurs enfants sont renvoyés ou pas de l'école.

Entre les deux extrêmes, peu de parents s'intéressent réellement de savoir ce que fait l'enfant à l'école, si à la maison il révise ses leçons ou prépare ses devoirs, s'il comprend et suit les enseignements. Peut-il en être autrement si beaucoup de parents continuent de rentrer tard le soir au moment où l'enfant est déjà au lit, pour repartir le matin après le départ des enfants pour l'école ?

L'éducation d'un enfant nécessite une collaboration étroite entre les parents et l'enseignant. Il n'est pas nécessaire d'être scolarisé soi-même pour stimuler un enfant, s'intéresser à son travail, l'encourager à réussir. Nous l'avons dit, les élèves sont trop nombreux dans les classes, et il est difficile à un maître de les encadrer tous. C'est vrai, ce sont donc les parents qui doivent donc apporter leur contribution pour que la tâche soit réalisable, obliger l'enfant à se pencher quotidiennement sur ses leçons.

Les parents d'élèves, premiers responsables de l'éducation des enfants, affichent bien souvent des comportements purs d'inconscients. Beaucoup entretiennent des maîtresses et des foyers parallèles, soumettant femme et

enfants restés à la maison à une vie de misère morale et matérielle.

Des enfants manquent du minimum pour aller à l'école (crayons, cahiers, livres, sac, chaussures) alors qu'il n'est pas établi que leurs parents ne peuvent pas les leur procurer.

En revanche, ces parents battent perpétuellement leurs enfants exigeant d'eux le maximum dans leur travail en classe ou à la maison sans leur donner le minimum pour ce faire.

Pour beaucoup de parents, l'enfant une fois à la maison ne doit parler ni de livre, ni de cahier. Ce sont les parents eux-mêmes qui les leur retirent pour ensuite leur confier des travaux pénibles dépassant leurs capacités physiques. Après tout cela, l'enfant s'endort, exténué, sans avoir appris ses leçons. S'ensuivent les mauvaises notes, puis l'échec scolaire, et au bout, la marginalisation sociale.

On refuse aux enfants de vivre leur époque en les enfermant dans la maison, en leur refusant le temps du délassement. Pour nos parents d'élèves commerçants, les enfants sont vendeurs de boutiques, convoyeurs de véhicules à la place des personnes que leurs parents avares refusent d'embaucher, ce qui aurait permis à ces derniers d'avoir un salaire.

Il est certes recommandé de faire travailler les enfants après les classes, mais des proportions devront être respectées. Cela ne devrait pas se faire au détriment du travail à l'école.

Souvent, pour se donner bonne conscience, des parents d'élèves se retrouvent dans des associations. Si de telles organisations sont à saluer, il faut toutefois en déplorer l'inorganisation, l'immobilisme, l'inefficacité et l'inanité. Nous avons horreur des associations de parents d'élèves qui ne se manifestent qu'à l'occasion des anniversaires, des fins d'années, des fêtes, mais sans bilan. Toute association pour être crédible, doit vivre pleinement et assumer ses responsabilités. Si l'association des parents d'élèves existe à cause des élèves, elle doit veiller à l'éducation de ces derniers. Qu'il s'agisse d'améliorer le cadre de vie des enfants, en réalisant par-ci une clôture d'école, par-là des latrines, ou qu'il s'agisse d'aider à la qualité de l'enseignement en soutenant les bons enseignants, en exprimant aux mauvais la juste réprobation, et en exigeant des élèves le respect de leurs devoirs. De tels comportements courageux seront pour chacun de nous bien plus bénéfiques que les trafics d'influence, les manipulations de listes d'inscrits pour la rentrée et de candidats à repêcher de la part de dirigeants de ces associations de parents d'élèves, plus portés vers l'affairisme et en mal de pouvoir dynastique que de dévouement à la cause de tous.

Voyons enfin la responsabilité des élèves.

Si les élèves ont le droit de se plaindre de la mauvaise qualité de l'enseignement dispensé, ils doivent savoir qu'une grande part de la baisse de la qualité de l'enseignement leur revient également. Certains d'entre eux sont passés champion dans la pratique de l'école buissonnière, aussi bien au primaire qu'au secondaire. Les leçons ne sont plus apprises, les devoirs ne sont plus exécutés, et parce qu'ils ont désormais le droit de s'exprimer à travers leur CDR, ils essaient souvent d'utiliser ce droit-là pour camoufler leur paresse.

Ils se croient autorisés, sous ce couvert, à avoir des attitudes irrespectueuses vis-à-vis de leurs enseignants. Des élèves interpellés pendant les cours, quittent les classes sans la permission de leur professeur. Les activités parascolaires prennent le pas sur les cours.

Nos lycées et collèges sont souvent le théâtre des méfaits de l'alcool, de la cigarette, et même, de la drogue. Les robes prêt-à-porter, les bijoux et grosses ceintures, les pantalons à pinces, la mode provocatrice, la bamboula hebdomadaire, sont devenus les préoccupations principales des élèves au prix d'une prostitution occasionnelle qui tend à devenir un fléau dans nos villes. Que dire alors du sport que les élèves désertent par bandes entières, témoins les 3 000 exemptés de sport aux épreuves du BEPC de 1985. Que l'on ne s'étonne pas que nos enfants ne soient plus capables de soutenir le moindre effort physique.

Les élèves se contentent d'être présents de temps en temps dans les classes, ils n'ont plus le temps de se consacrer à leurs études et beaucoup comptent sur l'heure de la négociation avec les enseignants pour avoir les points nécessaires afin de passer en classe supérieure ou réussir un examen. À la maison, d'interminables séances pour ingurgiter du thé ou danser sans rythme à la faveur d'une lueur blafarde et complice, dans l'ambiance d'une musique qui, pour être non conformiste, multiplie les décibels ou persiste dans l'harmonie des tempos. Au mur, la large photo d'une vedette au regard éthéré, en fait, un délinquant produit par le show-business du capitalisme immoral. C'est le début de l'idolâtrie.

Par couples ou par groupes, des mineures dans les bras de non majeurs, célèbrent une messe qui n'est que la compétition à qui défera le plus les règles de retenue morale. La société permissive prend ainsi naissance ; l'irresponsabilité de demain s'incruste chez ces jeunes esprits ; les volutes d'une plante prétendue paradisiaque font le reste. Que pourra-t-on alors faire, plus tard, pour rectifier une telle inconduite chez ces futurs hommes quand ils entreront en production ? Les avertissements, les blâmes, les suspensions, les dégagements et les licenciements n'y feront rien. Des inconscients sont nés. Au

vu et au su d'enseignants tolérants et lascifs et les regards démissionnaires de parents qui se vantent que leurs enfants soient éveillés ! Oui, éveillés, mais éveillés à la perdition.

Si j'ai fait le tour des différents partenaires de l'éducation, c'est pour permettre de comprendre que chacun à son niveau est également responsable de la mauvaise qualité de notre enseignement éducatif et de notre système d'école : les parents par leur égoïsme, leur indifférence et leur insouciance, les enseignants par leur paresse, leur inconscience et leur affairisme, les élèves par leur paresse, leur indiscipline et leur mauvaise conduite.

Voilà décrits nos comportements inadmissibles. La qualité de notre système éducatif déterminera la valeur des hommes que nous mettrons demain au service de notre peuple. C'est pour cela qu'il est important et urgent que chacun de nous se ressaisisse. Que faut-il faire ? Quels sont donc nos devoirs de responsabilités pour plus de qualité dans l'enseignement ?

Des devoirs attendent chacun de nous. Ils exigent de nous plus d'effort, plus de sacrifices. Ils exigent de nous plus d'abnégation et de volonté de réussir.

Ce que nous attendons des enseignants.

Chaque enseignant devra se mettre à la hauteur de ce que les parents d'élèves et les élèves, en un mot la société, sont en droit d'attendre de lui. Le laxisme, la paresse, l'affairisme, l'immoralité, seront énergiquement combattus.

Il importe pour l'enseignant que ses connaissances pédagogiques soient constamment remises à jour et que ses cours soient minutieusement préparés. Les documents pédagogiques qui sont élaborés à leur intention par les services techniques ne sont pas de trop. Chaque enseignant, partout où il se trouve, a l'obligation de chercher à se les procurer et à s'en inspirer dans son travail quotidien.

Les conseillers pédagogiques et les inspecteurs sont appelés à déployer tous les moyens possibles pour l'encadrement des enseignants. Les moyens qui sont progressivement mis à leur disposition doivent y contribuer et doivent les arracher ainsi des tâches administratives. Nos pédagogues devront mettre un point d'honneur à mériter que leur service sorte la quintessence de la connaissance de l'école de l'enfant et des méthodes d'enseignement, mais aussi devront-ils relever tous les défis de chez nous et hors de chez nous pour produire au profit de notre peuple le *nec plus ultra* de la projection de l'école de demain.

Quant aux directeurs d'école, ils devront avoir le souci constant de faire de leurs établissements des cadres agréables de vie. Propreté et embellissement favorisent sûrement les œuvres de l'esprit, et l'exercice physique contribue au

développement harmonieux d'un corps sain. Au-delà de toute chose, c'est l'amour des enfants, lequel se confond avec l'amour du peuple, qui doit prédominer chez tous les enseignants.

Quand il le faudra, nous sanctionnerons. Nous tiendrons désormais compte, dans la notation et l'avancement des enseignants, de leurs résultats aux examens scolaires.

Les écoles ayant des résultats catastrophiques aux examens seront appelés à se justifier et les enseignants recevront, s'ils le méritent, des sanctions appropriées.

Les conseillers et inspecteurs seront appelés à répondre des mauvaises prestations des enseignants puisqu'ils sont chargés de leur encadrement. De même, des distinctions aux yeux du peuple, félicitations, récompenses touchant à la carrière, seront attribuées aux enseignants méritants compte tenu du rendement de leurs écoles.

Chacun sera jugé désormais à la lumière des résultats obtenus, et non plus uniquement sur la base d'un bulletin de notes superficiellement rempli, et dont les appréciations ne correspondent généralement pas à la réalité de la pratique professionnelle. Les enseignants ne seront plus promus exclusivement sur la base de diplômes qu'ils ont personnellement décrochés et pour la préparation desquels ils ont, dans bien des cas, sacrifié leurs élèves.

Les parents d'élèves, les militants des CDR ont le devoir de dénoncer, lors de leurs assemblées générales, les enseignants grossièrement coupables, et d'en rendre compte aux ministères chargés de l'éducation et au secrétariat général national des CDR qui enquêteront et séviront. Les enseignants devront rappeler périodiquement aux parents d'élèves leurs devoirs vis-à-vis des élèves. Lorsqu'un élève sera constamment sale, mal habillé, sans le minimum de fournitures, ne connaissant pas ses leçons et n'ayant pas fait ses devoirs, ses parents seront appelés à s'expliquer et à recevoir, s'ils le méritent, les sanctions appropriées par le truchement des institutions habilitées.

Que doivent faire les parents d'élèves ? Les parents ont le devoir d'assurer à leurs enfants l'alimentation, l'habillement, les soins médicaux, les fournitures scolaires indispensables. C'est leur premier devoir familial et leurs revenus doivent servir à cela avant toute autre chose. Nos enfants doivent être simples mais propres et bien portants. De plus, les parents ont le devoir d'aimer leurs enfants et de les guider dans leur apprentissage de la vie. Il leur revient d'éveiller le sens civique de leurs enfants et de faire preuve de rigueur dans le suivi des enfants à la maison, leur donner l'amour du travail bien fait. Puisqu'il s'agit plus de former des hommes que de fabriquer des robots aptes à des fonctions précises, veillons à ce que l'enfant, dès aujourd'hui, apprenne et pratique la règle des règles, à savoir le respect de son peuple, c'est-à-dire le

souci permanent d'être utile à soi-même en étant utile à toute la société, lutter avec les masses pour avoir droit à célébrer les victoires avec elles, vouer un respect sans bornes à l'homme. Il faut savoir vivre chez nous, avec nous, pour nous.

Et pour cela, nos enfants doivent vivre dans un climat familial sain car c'est surtout l'exemple des parents qui éduque.

Des dispositions seront prises par les ministères concernés, éducation nationale, Enseignement supérieur et recherche scientifique, Essor familial et de la solidarité nationale, secrétariat général national des CDR, pour repérer dans nos écoles les enfants mal soignés, et réaliser les enquêtes nécessaires pour situer les responsabilités des parents. Des parents verront venir à eux des agents de ces institutions pour s'enquérir des raisons de la mauvaise tenue de leurs enfants. Des sanctions disciplinaires et pécuniaires seront prises contre les parents insouciants et négligents pour rétablir les enfants dans leurs droits.

Lorsque l'on prend la lourde responsabilité de mettre un enfant dans ce monde dont on connaît pourtant les exigences, on doit assumer son rôle jusqu'au bout. Nous ne permettrons plus que ceux qui s'enivrent d'alcool, s'empiffrent de bonnes choses et s'intoxiquent au tabac, abandonnent des êtres fragiles et non responsables à la compassion des autres. Enfin, que doivent faire les enfants ?

Les élèves, la révolution est avant tout, discipline et travail. L'élève paresseux ou indiscipliné qui ne respecte ni ses professeurs, ni l'administration de l'établissement, ni le besoin de tranquillité des élèves studieux, qui arrive en retard, joue de ruse pour échapper au cours, donne des signes de dépravation, n'est jamais à jour pour ses devoirs et ses leçons, et a une moyenne lamentable en fin d'année, cet élève-là n'est pas un révolutionnaire.

Il mérite d'être exclu des CDR. L'école ne saurait non plus le garder ; tout au moins sans une rééducation appropriée.

Il sera exigé désormais des délégués et militants CDR des établissements, de grandes qualités de travail, de discipline, de ponctualité, de respect de la hiérarchie. Un délégué CDR doit être un exemple à suivre au sein de son établissement. La formation politique et l'instruction vont de pair. Il est impossible de mener l'un au détriment de l'autre. Le délégué CDR qui n'est pas sérieux, appliqué et soigné au travail, ne peut rien exiger de ses camarades comme dévouement révolutionnaire. Celui qui bafoue l'autorité d'un enseignant servant correctement le peuple, celui-là ne peut obtenir à son tour de ses camarades la correction dans leur vie militante, ni le respect des principes tels le centralisme démocratique.

Nos élèves doivent continuer et accentuer leur formation politique et

idéologique au sein du mouvement des pionniers, au sein de leurs CDR. Mais ce militantisme doit contribuer à renforcer leur ardeur au travail, à renforcer leur discipline au sein des établissements, sinon il n'aura pas atteint son objectif.

Tous les élèves devront savoir qu'ils ont obligation de résultats, et de bons résultats. Ils doivent mériter les sacrifices consentis pour eux par la société, donner le bon exemple d'enfant travailleur, patriote, soucieux de son avenir. Il leur sera demandé plus de devoirs à réaliser en classe ou à emporter à la maison. Cela ne devra pas être confondu avec la pratiques des pensums ou d'autres brimades inutiles, mais comme des exercices qui forgent la mémoire, le raisonnement et éduquent le futur travailleur. Ce ne sera point du goût de tous, je le sais, mais nous ne pouvons pas attendre que nos petits élèves deviennent des adultes, que, confrontés alors aux difficultés de la vie, ils regrettent leurs caprices d'aujourd'hui pour s'exclamer : « Ah ! Si j'avais su ! » Ils doivent être tous exemplaires par leur conduite, leur comportement à l'égard de leurs parents, enseignants et camarades. Ils doivent pratiquer la courtoisie, l'assistance aux autres, le goût de l'effort et de la saine émulation. Mais les élèves qui n'auront pas fourni de bons résultats, alors qu'ils en avaient les moyens, seront sanctionnés, tout comme les indisciplinés. Les vacances leur seront confisquées au profit des périodes de rattrapage, de production et de rééducation.

L'enseignement de qualité est une nécessité vitale de la révolution démocratique et populaire.

Pour nous, éduquer un enfant sous la RDP, c'est le former, le rendre utile à lui-même, à la société, c'est-à-dire l'aider à s'adapter, à se transformer, à s'améliorer au contact des situations nouvelles, voulues ou imposées. C'est l'amener à savoir apporter sa contribution de travailleur conscient, capable de juger et d'agir, de s'engager et de participer à la construction nationale avec le peuple.

Éduquer un enfant sous la RDP, c'est former un partisan du peuple doté d'un sens de patriotisme, de civisme et de bonne moralité, prêt et apte à accomplir les tâches qui concourent au bonheur du peuple. C'est former un homme conscient des responsabilités qui l'attendent, un formateur, un agent de développement.

L'éducation s'intéresse donc à l'enfant dans toute sa dimension physique, affective et intellectuelle. L'action éducative est permanente et le séjour à l'école n'en est qu'une séquence, mais une séquence très importante.

L'école doit certes apprendre à lire, à écrire, mais l'école doit surtout apprendre à l'enfant à compter, non pas compter ses doigts en rêvant, mais

compter sur ses propres forces.

Mettre un enfant à l'école, c'est donc investir. C'est un investissement en argent, en temps et en espoir, et comme tel, il doit être rentabilisé. L'échec n'est pas permis, et s'il se réalisait, après un investissement de vingt milliards de francs environ, nous aurons failli à notre devoir vis-à-vis des 80 % d'enfants qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, et aussi vis-à-vis des 20 % d'enfants privilégiés, immolés sur l'autel de notre démission et de notre irresponsabilité.

Nous apprécierons la rentabilité de notre système, non pas par les résultats d'une sélection à outrance, mais par les fruits d'une formation complète de l'enfant, telle que nous la souhaitons dans notre éducation. La qualité du niveau que nous recherchons ne saurait être le fait d'une forte sélection.

Tout en combattant l'enseignement au rabais, nous combattons l'élitisme, solution de facilité et d'injustice qui nous ôterait le droit de nous dire serveurs du peuple.

Les sanctions que nous infligerons n'auront pas pour but de condamner les fautifs à ne plus pouvoir se rattraper ou s'éduquer. Ce seront des sanctions graduelles et éducatives pour permettre à chacun de mieux se pénétrer de ses devoirs dans la société, et de saisir l'occasion offerte pour redresser sa conduite.

Aux parents d'élèves défaillants, il leur sera rappelé avec fermeté que la paternité et la maternité sont des responsabilités. Celui qui produit un délinquant nuit à toute la société. Cette société-là a donc le droit d'interférer dans les relations entre les parents et leurs fils pour l'intérêt de tous.

Aux enseignants exemplaires, le temps, les moyens et le cadre seront trouvés pour leur donner la part de formation qui leur a fait défaut, que cette formation manquante soit technique ou relève des devoirs sociaux vis-à-vis de notre peuple. Les élèves, eux aussi, bénéficieront de cette même rigueur pour progresser.

Camarades, bien d'enseignants, de parents d'élèves et d'élèves sont méritants et irréprochables. Ceux-là, nous les connaissons aussi. Les propos que nous tenons ici, s'ils ne leur sont pas adressés, devront cependant rester pour eux stimulants, pour les aider à persévérer dans la juste voie et à défendre leurs nobles vertus sociales, pour lesquelles ils ont jusque-là combattu inlassablement et seuls. Ils se réjouiront que l'appel que je lance renforce leurs rangs par d'autres hommes qui abhorrent la médiocrité et le vice.

Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire,

L'une des tâches les plus urgentes à résoudre par notre révolution sous peine de se retourner en son contraire, est bien celle de l'éducation de nos enfants. Il faut apprendre à l'enfant à être d'abord et avant tout un être social, c'est-à-dire

un homme et non un individu.

Il faut que l'école nouvelle et l'enseignement nouveau concourent à la naissance de patriotes et non d'apatrides. Mettre un enfant à l'école doit cesser d'être perçu comme un simple placement comptable, si tant est vrai que la transformation continue des sociétés, qui incombe aux générations successives, comporte des éléments quantifiables et non qualifiables.

Une telle mission, dans toute la plénitude de sa noblesse, implique des tâches concrètes et des sacrifices qui nous interpellent tous. Si l'amélioration des comportements individuels est une solution à court terme, la restructuration totale de notre système éducatif nous semble être conforme à l'édification d'une société engagée dans une gestion planifiée. Faut-il le rappeler, la victoire que nous devons gagner sera le fait des hommes. Développons la conscience des acteurs de l'éducation de nos enfants et le reste nous sera donné par surcroît.

Que n'a-t-on pas dit sur nos nouveaux enseignants dont les limites en pédagogie sont réelles et objectives !

Mais il est injuste de ne voir comme cause de la baisse de la qualité de l'enseignement que les enseignants révolutionnaires ou ceux du Service national populaire. Parce que, même dans les écoles où les éléments du SNP n'enseignent pas, le niveau baisse. Avant l'introduction de ces éléments dans le corps enseignant, le niveau baissait déjà. Dans beaucoup d'autres pays où n'existe pas le SNP, le niveau ne cesse de baisser.

Cessons aussi de pratiquer la politique de l'autruche en invoquant comme leitmotiv la réforme, car ce n'est pas tant la réforme que le sérieux, la rigueur avec lesquels elle est appliquée qui importent. N'oublions jamais que la prétention plus ou moins justifiée que nous affichons d'avoir été bien formés tient à la droiture, à l'abnégation, au goût du travail bien fait de certains maîtres dont nous nous souvenons, plus qu'au syllabaire ou à l'histoire de « nos ancêtres les Gaulois » que nous apprenions par cœur.

C'est une nouvelle approche de l'éducation que nous souhaitons aborder. Nous ne sommes pas ici uniquement pour écouter et repartir. Chacun d'entre nous est ici en acteur et non en spectateur. J'invite chaque haut commissaire dans sa province à organiser des meetings autour de la qualité de l'enseignement, afin de sensibiliser les militants autour de leur participation active à l'œuvre d'éducation. J'invite aussi les inspecteurs d'enseignement, les chefs d'établissements à organiser à leur tour des rencontres avec les enseignants pour débattre de la stratégie à mettre en place et des actions concrètes pour combattre les maux que nous avons dénoncés, et raviver le niveau de

conscience professionnelle, l'esprit d'initiative et de créativité. J'invite les CDR, les conseils d'administration ministériels (CAM), les structures de l'Union nationale du Burkina, de l'Union des femmes du Burkina, les associations de parents d'élèves, à dégager les tâches qui sont les leurs pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement. J'invite également les élèves à organiser dans leurs établissements des réunions autour de leurs responsabilités dans la baisse actuelle du niveau de l'enseignement.

Chacun d'entre nous, à partir de cet appel de Gaoua, devra entreprendre une œuvre de sensibilisation. À chaque niveau, une stratégie doit être élaborée pour rehausser le niveau en amenant chacun à jouer son rôle. C'est une tâche permanente.

Camarades,

Il s'agit bel et bien d'une lutte politique. Avant-hier, le colonialisme, hier le néocolonialisme et aujourd'hui l'impérialisme nous ont piégés. Ils ont créé malicieusement un cadre de corrosion de nos mentalités. Ils nous ont arrachés d'un univers logique et harmonieux et nous ont poussés vers un monde qui, nous le savons, restera inadapté pour nous.

Cependant, dans la marche forcée qui nous est imposée par l'irrésistible séduction de la domination étrangère, nous perdons nos énergies pour avoir trop bandé nos muscles qui éclatent, nous perdons nos âmes pour avoir voulu n'être plus nous-mêmes. La jungle de la société capitaliste, sa philosophie d'injustice et d'exploitation de l'homme par l'homme créent pour chacun de nous les alibis, l'absolution anticipée, le blanc-seing du dédouanement. Alors nous voilà lancés à corps perdu dans la lutte égoïste pour des plaisirs qui ne constituent qu'une illusion de bonheur, et pour cela nous écrasons, et notre prochain, et les valeurs de notre peuple. Dans ce capharnaüm de mœurs dissolues, l'homme devient réellement un loup pour l'homme. L'horloge de la société se détraque, et le bon état de quelques pièces ne suffit plus à assurer un fonctionnement correct. Il n'y a plus d'obligation de qualité par la société, plus de discipline collective et individuelle pour y parvenir : la bête prend le dessus sur l'homme et le troupeau, insensiblement, remplace la collectivité des êtres pensants. Nos enfants naissant et grandissant dans un tel milieu s'exercent eux aussi à la vie débridée, à l'extinction des valeurs.

Camarades, enseignants, parents d'élèves et élèves,

C'est au prix d'une violence sur nos mauvaises habitudes et nos pratiques irresponsables, mais aussi d'une victoire sur nous-mêmes que nous remplirons notre mission historique de préparer une relève sûre et de former selon la morale et l'éthique révolutionnaire les bâtisseurs du Burkina Faso de demain.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

1. NdE : L'école normale William Ponty est l'école normale de l'Afrique occidentale française. Elle porte le nom du nom du gouverneur général.
2. NdE : Glace fabriquée par les femmes et vendues dans la rue.
3. NdE : Boisson traditionnelle à base de gingembre.
4. NdE : Bière de mil.

THOMAS SANKARA S'ADRESSE À FRANÇOIS MITTERRAND

OUAGADOUGOU, 17 NOVEMBRE 1986

Après des débuts très difficiles, nous l'avons vu, les rapports franco-burkinabè vont connaître un moment de détente après la guerre du Mali. Les nouveaux accords de coopération sont signés en février 1986. Thomas Sankara va se rendre, dans la foulée, deux fois en France. C'est lors du premier voyage qu'il va rencontrer François Mitterrand en tête à tête pour la première fois.

Le président français se rend au Burkina en novembre 1986. C'est la première visite d'un président français depuis 1972 ! La majorité est passée à droite et Jacques Chirac est devenu Premier ministre, ouvrant une période de cohabitation.

Les films Thomas Sankara, l'homme intègre de Robin Shuffield et Capitaine Thomas Sankara de Christophe Cupelin ont rendu cet échange célèbre. Mais ces films n'ont repris que deux séquences. Dans la première, Thomas Sankara, debout, d'un ton solennel, s'en prend à François Mitterrand pour avoir autorisé les visites de Jonas Savimbi et de Pieter Botha, en le toisant d'un regard très sévère. Savimbi, soutenu par l'Afrique du Sud, dirigeait une guérilla contre le gouvernement angolais de l'époque. Pieter Botha était le Premier ministre d'Afrique du Sud. Les deux films reprennent un court extrait de la réponse de François Mitterrand. D'un ton paternel, tapotant l'épaule de Sankara qui sourit, il lui dit : « Et je trouve que dans certains jugements, il a le tranchant d'une belle jeunesse et le mérite d'un chef d'État totalement dévoué à son peuple. J'admire ses qualités qui sont grandes, mais il tranche trop ; à mon avis, il va plus loin qu'il ne faut. » Ces films ont fait le tour du monde. François Mitterrand reste impassible. Jamais un président africain n'a osé un tel affront. Nombreux sont les commentaires, qui voient là l'incident à la suite duquel la décision aurait été prise de se débarrasser de Thomas Sankara. En réalité, la France a d'autres motifs d'en vouloir à Thomas Sankara, comme nous le verrons plus loin. Et ce serait aussi dédouaner

un peu vite l'entourage de Jacques Chirac qui rappela à ses côtés Jacques Foccart¹ et Charles Pasqua !

François Mitterrand va répondre très longuement à toutes les critiques², délaissant le discours qu'il avait préparé. En habile manœuvrier, il feint de ne pas s'offusquer. Il entreprend de détendre l'atmosphère et répond point par point aux différentes critiques que vient de lui asséner Thomas Sankara. Sankara assis, les yeux baissés, laisse échapper un sourire de satisfaction. Mitterrand semble vouloir montrer qu'il sait manier l'humour, qu'il ne se formalise pas plus que ça de cette libre parole. Et il finit même par lui rendre hommage.

Cet échange a inspiré l'écrivain Jacques Jouet qui en a tiré la pièce de théâtre Sankara et Mitterrand³. Et sans disposer des textes des échanges qui n'étaient alors pas disponibles mais uniquement à partir de l'écho qu'il a eu de cette joute verbale.



Permettez-moi de m'adresser à notre illustre hôte, M. François Mitterrand, et à son épouse Madame Danielle Mitterrand.

Monsieur le président, lorsqu'il y a de cela quelques années, vous passiez par ici, ce pays s'appelait la Haute-Volta. Depuis, bien des choses ont changé et nous nous sommes proclamés Burkina Faso. C'est là tout un programme dans lequel est inscrit le code de l'honneur et de l'hospitalité. Et c'est pour cette raison que nous sommes sortis pour vous souhaiter la bienvenue ici, au Burkina Faso, à l'occasion de votre brève escale à Ouagadougou.

C'est la malédiction pour celui chez qui jamais l'on ne frappe, celui chez qui jamais ne passe et ne s'arrête le voyageur assoiffé et affamé. Au contraire, et c'est notre cas, le voyageur s'est arrêté chez nous et, lorsque après la gorgée d'eau rafraîchissante⁴, des forces sont venues, il a engagé le discours avec nous pour mieux nous connaître, pour mieux nous comprendre et emporter avec lui, chez lui, des souvenirs de chez nous.

Monsieur le président, il est difficile de dissocier l'homme d'État que vous êtes de l'homme tout court. Mais je voudrais dire avec insistance que nous accueillons ici François Mitterrand. Et c'est bien pour cette raison que chacun ici vous a témoigné, à sa manière, sa satisfaction, sa joie de saluer celui qui est venu pour voir et témoigner de sa bonne foi, de son objectivité, que quelque chose se fait quelque part sous le soleil d'Afrique, au Burkina Faso.

Le Burkina Faso est un chantier, un vaste chantier. Le temps ne nous a pas

permis d'aller rendre visite et hommage à ces nombreux travailleurs ici et là, qui, chaque jour, s'entêtent à transformer le monde, à transformer un univers aride, difficile. Les victoires qu'ils viennent de remporter déjà nous permettent de dire que nous sommes loin du mythe du travail de Sisyphe. En effet, il faut mettre une pierre sur une autre, recommencer et encore recommencer. C'est dans ces conditions qu'aujourd'hui le Burkina Faso est fier d'avoir fait passer le taux de scolarisation de 10 % à près de 22 %, grâce à ces nombreuses écoles, à ces nombreuses classes que nous avons construites de nos mains, ici et maintenant. Nous avons pu réaliser de nombreux barrages, de nombreuses petites retenues d'eau qui, si elles ne sont pas de la taille de ces grands ouvrages dont on parle tant dans le monde, ont leurs mérites, et nous inspirent des motifs légitimes, je crois, de fierté.

C'est encore avec le courage de nos bras et la foi de nos cœurs que nous avons construit dans chaque village du Burkina Faso un poste de santé primaire. C'est avec détermination que nous avons vacciné des millions et des millions d'enfants de ce pays et des pays voisins. La liste serait longue, mais, hélas, elle ne suffirait pas à représenter un pas, un seul pas de notre programme vaste et ambitieux. C'est donc dire que la route est longue et très longue.

Monsieur François Mitterrand, venant au Burkina Faso, ce sont ces réalités que nous souhaitons que vous puissiez connaître. C'est cela que nous souhaitons que vous puissiez rapporter en France, et ailleurs. Dans le tumulte des luttes, dans la cacophonie des agressions, il est utile que des témoignages justes, sains et appropriés disent ce qui est. Et en vous choisissant comme interprète et porte-parole, nous voulons également souligner les combats constants qui ont animé votre carrière politique, votre vie tout court. Ces combats-là, nous les connaissons et ils nous inspirent également nous autres du Burkina Faso.

Vous aimez à parler, avec parfois entêtement dans certains milieux réfractaires, du droit des peuples. Vous aimez à parler, avec une lucidité que nous avons appréciée, de la dette. Vous aimez à parler également de la coopération, du tiers-monde. C'est bien. Lorsque nous avons appris que Monsieur François Mitterrand allait fouler le sol du Burkina Faso, nous nous sommes dit que si le raisonnement nous écartait de l'élégance des propos, le sens du noble combat je veux parler des joutes oratoires saurait nous rapprocher, tant nous apprécions ceux chez qui le discours s'éloigne du négoce, des tractations, des combines et des magouilles.

Au Berri (province française), je crois, votre nom Mitterrand signifie terrain moyen ou peut-être mesureur de grains ? Dans tous les cas : homme de bon

sens. Bon sens proche de ces hommes qui sont liés à la terre, la terre qui ne ment jamais. Qu'il s'agisse du grain, qu'il s'agisse du terrain, nous pensons que la constante est que vous resterez vous-même lié au terroir. C'est pourquoi, parlant du droit des peuples, thème qui vous est cher, nous disons que nous avons écouté, apprécié les appels que vous avez lancés et que vous avez répétés après mai 1981.

Nous suivons et apprécions aussi chaque jour, les actes comme ils sont posés. La France est engagée avec les autres peuples du monde dans la lutte pour la paix et c'est pourquoi, à l'heure où nous nous rencontrons aujourd'hui, il convient de rappeler que d'autres, ailleurs, ignorent, et pour combien de temps, cette paix.

Il s'agit d'abord des Palestiniens. Les Palestiniens, des hommes et des femmes qui errent de part en part, bohémiens du sionisme. Ces hommes et ces femmes qui sont contraints de chercher refuge, ces hommes et ces femmes pour qui la nuit est une succession de cauchemars et le jour, une avalanche d'obus.

La paix, c'est aussi le Nicaragua. Vous-même, dans un de vos discours, disiez avec force le soutien que vous apportiez au Nicaragua contre les minages de son port, contre toutes les actions qui sont dirigées, de l'extérieur, contre les Nicaraguayens. Vous-même, dans vos nombreux entretiens avec le commandant Ortega, avez eu à plaindre ce peuple qui n'en finit pas de souffrir et qui n'en finit pas de subir des actions de barbares qui ne sont pas venus de très loin, parce qu'ils sont Nicaraguayens, mais qui sont fortement appuyés par d'autres.

La paix, c'est aussi l'Iran et l'Irak. Combats fratricides complexes, incompréhensibles ; où l'on ne sait plus qui est dans quel camp, tant les imbrications sont nombreuses. Mais où l'on peut retenir simplement que ces armes dont les cliquetis signifient la mort chantent aussi la tristesse pour les femmes, les enfants, les vieillards, ces armes-là, sont fournies chaque jour par ceux qui se nourrissent du sang des autres, par ceux qui jubilent lorsque le fer tue et que le feu brûle.

La paix dans le monde, c'est également cette région tourmentée du sud de l'Afrique. Comme si par un sort quelconque on y avait concentré des éléments incompatibles dans un cafouillage et dans des affrontements qui chaque jour se multiplient et s'agrandissent. Il n'y a pas longtemps, nous avons été consternés par la mort de Samora Machel. En même temps, nous y avons vu un message, une indication : la nécessité de lutter contre un ordre barbare, inique, rétrograde ; de lutter contre un ordre que les peuples civilisés, et nous comptons la France parmi ces peuples-là, ont le devoir de combattre pied à pied, qu'il s'agisse de sanctions économiques, qu'il s'agisse de mesures

politiques et diplomatiques, qu'il s'agisse également de combats militaires directs et ouverts contre le racisme, l'apartheid en Afrique du Sud.

C'est dans ce contexte, Monsieur François Mitterrand, que nous n'avons pas compris comment des bandits, comme Jonas Savimbi, des tueurs comme Pieter Botha, ont eu le droit de parcourir la France si belle et si propre. Ils l'ont tachée de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang. Et tous ceux qui leur ont permis de poser ces actes en porteront l'entière responsabilité ici et ailleurs, aujourd'hui et toujours.

Nous savons que de nombreux débats ont été engagés autour de cette question, et nous connaissons les positions des uns et des autres. Mais enfin, pour nous la tristesse est immense. Ces hommes-là n'ont pas le droit de parler de compatriotes morts pour la paix parce qu'ils ne connaissent pas la paix. Ceux qui sont morts pour la paix sont en train de reposer en paix et ensemble, chaque jour, nous faisons en sorte que leur mémoire se perpétue grâce aux actes que nous essayons chacun de poser dans ce sens-là.

La paix dans le monde, c'est aussi la République arabe sahraouie démocratique, où et nous ne comprenons pas le peuple sahraoui, n'a toujours pas pu, n'a toujours pas trouvé comment s'autodéterminer, parce que des oppositions fortement soutenues, appuyées, s'intercalent, s'interposent. La paix c'est, également dans cette région, la Libye bombardée, des maisons détruites mais surtout un carnage inutile qui n'aura même pas permis à leurs auteurs d'aboutir, d'arriver à leurs fins, tout en privant ceux-là de leurs plus proches parents, de leurs amis, et de leurs réalisations.

La paix, c'est aussi le Tchad. Le Tchad, pour lequel les constructions et les destructions se succèdent. Le Tchad pour lequel les opérations, les expéditions aussi se succèdent. Le Tchad ne trouvera jamais la paix, le bonheur et le développement par conséquent, tant que les Tchadiens eux-mêmes n'auront pas eu le loisir de se choisir une voie, et un chemin de construction nationale.

Pour toutes ces « zones de tempêtes », et pour bien d'autres, je crois, Monsieur le président, que vos efforts ne peuvent qu'être d'un puissant secours, en raison de l'importance de votre pays ; en raison aussi de l'implication directe ou indirecte, de votre pays dans ces zones-là. Je voudrais vous assurer que pour notre part, au Burkina Faso, nous sommes tout à fait disposés à tendre la main, à prêter notre concours à qui nous le demandera, pour peu que le combat que nous devons mener soit un combat qui nous rappelle la France de 1789. C'est pour cette raison que je voudrais vous dire que le Burkina Faso est prêt à signer avec la France un accord de défense, pour permettre à toutes ces armes que vous possédez de venir stationner ici, afin de continuer là-bas à Pretoria où la paix nous réclame.

Monsieur le président, je voudrais continuer à m'adresser à l'homme. Vous parlez beaucoup, souvent, de la dette, du développement de nos pays, des difficultés que nous rencontrons dans des forums internationaux comme la rencontre des Grands (les « sept pays industrialisés ») à Tokyo. Vous y auriez défendu notre cause, nous vous en savons gré. Nous vous demandons de continuer à le faire, parce que, aujourd'hui, nous sommes victimes des erreurs, des conséquences des autres.

L'on veut nous faire payer doublement des actes pour lesquels nous n'avons pas été engagés. Notre responsabilité n'a été nullement engagée dans ces prêts, ces endettements d'hier. Ils nous ont été conseillés et octroyés dans des conditions que nous ne connaissons plus. Sauf qu'aujourd'hui, nous devons subir et subir. Mais pour nous, ces questions ne se résoudreont jamais par des incantations, des jérémiades, des supplications et des discours.

Au contraire, ces détours risquent d'avoir la lourde conséquence d'endormir la conscience des peuples qui doivent lutter pour s'affranchir de cette domination, de ces formes de domination. Vous-même avez écrit quelque part dans les nombreuses pages que vous avez offertes à la littérature française que tout prisonnier aspire à la liberté, que seul le combat libère.

Ensemble, organisons-nous et barrons la route à l'exploitation, ensemble organisons-nous, vous de là-bas et nous d'ici, contre ces temples de l'argent. Aucun autel, aucune croyance, aucun livre saint ni le Coran ni la Bible ni les autres, n'ont jamais pu réconcilier le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité. Et si Jésus lui-même a dû prendre le fouet pour les chasser de son temple, c'est bien parce qu'ils n'entendent que ce langage.

Monsieur le président, parlant de la coopération entre la France et le tiers-monde, mais principalement entre la France et le Burkina Faso, je voudrais vous dire que nous accueillons à bras ouverts tous ceux qui, passant par ici, acceptent de venir contribuer avec nous à la réussite de ce vaste chantier qu'est le Burkina Faso.

En ce sens, la France sera toujours la bienvenue chez nous. Elle sera toujours la bienvenue dans des formes qu'il nous convient d'imaginer plus souples et qui rapprocheront davantage Français et Burkinabè. Nous ne demandons pas une aide qui éloignerait les Burkinabè des Français, ce serait une condamnation face à l'Histoire. Nous ne demandons pas, comme cela a été le cas déjà, que des autorités françaises viennent s'acoquiner avec des autorités burkinabè, africaines, et que seulement quelques années plus tard, l'opinion française, à travers sa presse se répande en condamnations de ce qui s'appelait aide, mais qui n'était que calvaire, supplice pour les peuples.

Il y a quelque temps, une certaine idée était née en France, que l'on nommait le cartiérisme⁵. Le cartiérisme, hélas, a pu s'imposer à cause aussi de l'incapacité d'Africains qui n'ont pas su valoriser la coopération entre la France et les pays africains.

C'est donc dire que les torts sont partagés. Dans notre *Chant de la victoire*, notre hymne national, ceux-là, qui portent l'entière responsabilité ici, en Afrique, nous les appelons les valets locaux. Parce que soumis à un maître, ils exécutaient ici sans comprendre des actes, des ordres qui allaient contre leur peuple.

Monsieur le président, vous avez écrit quelque part qu'à l'heure actuelle, l'aide de la France baisse. Et que, hélas, ajoutiez-vous, cette aide évolue au gré des ambitions politiques de la France et comble de malheur « pour le comble », pardon, avez-vous dit et souligné ce sont les capitalistes qui en profitent. Eh bien, nous croyons que cela est également juste. Vous l'auriez écrit, je crois, dans cet ouvrage *Ma part de vérité*. Cette parcelle de vérité est une vérité. Ce sont effectivement les capitalistes qui en profitent, et nous sommes prêts pour qu'ensemble nous luttons contre eux.

Monsieur le président, nous avons hâte de vous entendre, de vous entendre nous dire ce que vous retenir de ces quelques heures passées au Burkina Faso. De vous entendre aussi nous dire ce que signifie ce périple qui finit ici au Burkina Faso. En six jours, vous aurez parcouru une bonne partie de l'Afrique ; le septième jour, vous vous reposerez.

Nous voulons avoir une pensée pour tous ceux qui, en France, œuvrent sincèrement pour rapprocher des peuples lointains comme ces peuples d'Afrique, comme ce peuple du Burkina Faso, avec ce peuple français, courageux et aux grandes valeurs. Nous voulons penser, nous voulons adresser nos pensées à tous ceux qui, là-bas, sont chaque jour meurtris dans leur chair, dans leur âme, parce que çà et là un Noir, un étranger, en France, aura été victime d'une action barbare sans égard pour sa dignité d'homme.

Nous savons qu'en France beaucoup de Français souffrent de voir cela. Vous avez vous-même dit clairement ce que vous pensiez de certaines décisions récentes, comme ces expulsions de nos frères maliens. Nous sommes blessés qu'ils aient été expulsés et nous vous sommes reconnaissants de n'avoir pas cautionné de telles décisions, de tels actes révolus.

Les immigrés en France, s'ils y sont pour leur bonheur, comme tout homme en quête d'horizons, de rivages meilleurs, ils aident et construisent également la France pour les Français. Une France qui, comme toujours, a accueilli sur son sol les combattants de la liberté de tous les pays.

Ici, au Burkina Faso, des Français luttent de façon sérieuse aux côtés des Burkinabè, bien souvent dans des organisations non gouvernementales. Bien que toutes ces organisations non gouvernementales, il faut le dire, ne représentent pas pour nous des institutions fréquentables – certaines sont purement et simplement des officines condamnables – il y en a de grand mérite. Et celles-là nous permettent de mieux connaître la France, de mieux connaître les Français. Nous pensons également à ceux-là. Nous pensons aussi à tous ceux qui comptent sur une action conjugquée, pour un monde meilleur.

Chaque année, de façon rituelle, et avec la précision d'un métronome, vous allez à Solutré. Vous y allez de façon constante, et l'observation de ces actes répétitifs nous enseigne qu'il faut prendre « le grand vent de l'effort, la halte de l'amitié et l'unité de l'esprit ». Cela aussi, c'est vous qui l'avez écrit. Je vous l'emprunte. Nous espérons que vous emporterez avec vous, en France, ce sentiment de l'amitié et que votre halte à Ouagadougou aura été une halte de l'amitié.

C'est pour cela que je voudrais vous demander, Monsieur le président, Madame, Messieurs, de lever nos verres pour boire à l'amitié entre le peuple français et le peuple du Burkina Faso. Boire à l'amitié et à l'union de luttes contre ceux qui, ici, en France et ailleurs, nous exploitent et nous oppriment. Pour le triomphe de causes justes, pour le triomphe d'une liberté plus grande, pour le triomphe d'un plus grand bonheur.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons ! Merci.

1. Jacques Foccart est à l'origine des réseaux françafricains créés, rappelons-le, à la demande de De Gaulle. Contraint d'accorder les indépendances en Afrique, de Gaulle lui donna comme mission de préserver les intérêts français sur le continent.

2. Voir le discours complet de Thomas Sankara et la réponse de François Mitterrand : <http://thomassankara.net/seul-le-combat-peut-liberer-notre/>.

3. <http://thomassankara.net/texte-integral-du-texte-de-la-piece-de-theatre-mitterrand-et-sankara-de-jacques-jouet/>.

4. NdE : « L'eau de bienvenue » est offerte aux étrangers arrivant dans un village.

5. NdE : Courant d'idées de la fin des années 1950 qui considère que les colonies coûtent cher et qu'il faut s'occuper en priorité de la métropole.

NOUS VOULONS UN BURKINA FASO DE BONHEUR ET D'ABONDANCE

JANVIER 1987

Ce discours, prononcé à la radio, a été publié dans le numéro 680 du 2 janvier 1987 du quotidien Sidwaya. Outre les rappels récurrents à la mobilisation et au travail pour permettre au Burkina de se développer et de déjouer les tentatives de déstabilisation, deux thèmes ressortent de ce discours.

D'abord la reconnaissance d'un certain nombre d'incompréhensions et l'appel à l'unité politique et au rassemblement pour mettre fin aux « combats groupusculaires ». Une allusion au débat interne entre les différentes organisations marxistes membres du CNR, alors qu'un processus d'unification est engagé. Il reviendra longuement sur ces sujets dans les mois qui ont suivi.

D'autre part, il lance un appel particulier aux femmes, en tant que principales consommatrices, comme actrices essentielles de l'application du mot d'ordre « Consommons burkinabè ». Les journées de l'homme au marché ont joué surtout un rôle symbolique, pour inciter les hommes à ne pas sous-estimer le coût des denrées alimentaires. Il en revient donc ici à un rôle classique de la femme chargée de faire les courses et de nourrir la famille, rôle qui n'est pas en réalité remis en cause. Mais il le transforme en un acte militant essentiel pour la révolution, tant ce mot d'ordre est important pour acquérir l'indépendance économique et politique. C'est la suite directe du discours du 3^e anniversaire de la révolution.

Il convient aussi de souligner ici, que ce sont souvent les femmes qui se sont mobilisées pour créer des coopératives de conservation de produits issus de l'agriculture, conserve de tomates, confitures de fruits, produits issus du karité, sans oublier le tissage dont nous avons déjà parlé.



Le message que je lance cette année aux Burkinabè à la veille de l'année 1987, c'est avant toute chose que nous puissions nous souvenir de tous ceux-là

qui ont, de près ou de loin, directement ou indirectement, contribué à la réalisation où à l'initiation de tout ce qui aujourd'hui fait notre fierté en 1986 et qui constitue un tremplin pour le bonheur de 1987. Ils ne sont plus là. Emportés par la mort, ils nous ont quittés avant le terme qui devait leur permettre de savourer les fruits de leurs efforts. Nous devons toujours penser à eux et nous rappeler que les victoires que nous remportons sont les victoires collectives de tous les Burkinabè et non de quelques-uns. Et même s'ils sont absents, ils ont également leurs parts. Nous devons donc rendre hommage à la mémoire de nos disparus.

Je voudrais saluer tous ceux aussi qui ont accepté par abnégation de supporter tout ce que la révolution comporte d'exigences. L'année 1986 a été très difficile pour nous. Elle a été difficile sur le plan politique, elle a été difficile au plan de la sécurité à l'intérieur comme à l'extérieur. Cela a donc porté un coup sur notre économie et sur notre moral. Cela nous a amené à sentir de façon pénible la vie au Burkina Faso et tout ce que nous envisagions pour notre peuple durant l'année 1986 a fait l'objet de beaucoup d'incompréhensions. Incompréhensions autour des mesures esquissées ou prises. Mais grâce à la lutte de chacun de nous, grâce à notre lutte collective, nous avons triomphé et nous avons réussi à faire en sorte que nous puissions rester un peuple, un pays, un État à part. Un pays où l'on connaît un redémarrage. Tous ceux qui sont revenus au Burkina, après trois ou quatre ans, reconnaissent ces changements qui sont quotidiens mais qui malheureusement ne vont pas à la vitesse, à la cadence des exigences de notre peuple. Nous y veillerons. Nous avons réussi ensemble à échapper à ces tourments qui sont là autour de nous et qui parfois nous amènent à douter de l'avenir. Je veux féliciter donc tous les Burkinabè pour les efforts qu'ils ont déployés et leur dire que l'année 1987 doit être une année de consolidation, d'organisation et de plus grand développement. Ce sera la première année de notre plan quinquennal, ne l'oublions pas. Ce sera une année où nos acquis économiques devront nous permettre de faire un bond encore plus grand, encore plus important par la conduite de nos grands projets, par la réalisation de nos petites entreprises, par l'organisation du travail.

L'année 1987 devra également être une année sociale meilleure, par plus d'harmonie, par plus de pureté dans notre vie, en débarrassant notre société de ses fléaux, de ses taches, des différentes lèpres que sont la délinquance, les dépravations diverses, la prostitution, etc.

L'année 1987 devra être une année de consolidation politique. Nous avons besoin de forces politiques, nous avons besoin de nous unir davantage. Nous avons fait l'expérience de nos combats groupusculaires. Nous avons fait l'expérience de nos escapades individuelles et nous réalisons aujourd'hui ce que

chacun de nous vaut. Et nous avons compris aussi que nous sommes infiniment petits par rapport à l'ensemble. Nous avons compris ce que chacun de nous attend des autres et la nécessité pour nous de nous unir davantage comme cela est en train de se réaliser chaque jour par expérience, par le vécu au niveau de l'instance, de la direction.

Il nous faut plus de mobilisation et c'est dans cette mobilisation que nous pourrons organiser les Burkinabè pour plus de travail. Toute peine mérite un salaire et celui qui veut un salaire n'aura qu'à s'en donner la peine. Nous organiserons le travail. Nous inviterons chacun à accepter de se donner un peu plus de peine. Que ceux qui ont déjà des emplois soient encore plus efficaces, plus attachés à leur travail pour que nous dégagions des ressources qui serviront aux autres Burkinabè. Que ceux qui attendent un emploi sachent valoriser ces nouveaux emplois qui seront créés pour eux, et que la vie appartienne aux Burkinabè tout entier.

Nous voulons un Burkina Faso de bonheur, d'abondance et c'est pourquoi pour l'année qui s'ouvre, je voudrais surtout compter sur les femmes, sur ces épouses, ces ménagères, elles qui sont à la maison, elles qui nous servent à manger, elles qui regardent comment nous vivons pour qu'elles soient les gardiennes vigilantes de cette économie d'indépendance, de cette politique d'indépendance permanente de bonheur. Ce n'est que lorsque les Burkinabè accepteront de valoriser leurs richesses, si petites soient-elles, ce n'est que lorsque les Burkinabè accepteront d'avoir un mieux-être chez eux en faisant l'effort d'organisation que nous pourrons ainsi dire que nous avons créé un monde où il fait très bon vivre. Nos épouses, nos ménagères, nos mères, elles, n'ont pas besoin de *kiti*, de *Zattu*, de *raabo*¹ pour savoir ce qu'il faut servir à la famille. Quelles que soient les décisions que nous prendrions, elles seules peuvent mettre en application quotidiennement, le mot d'ordre « Consommer burkinabè » pour plus de bonheur au Burkina Faso.

Je voudrais souhaiter à chacun et à tous une bonne et heureuse année. Tous ceux qui vivent au Burkina Faso avec nous, par amitié pour nous ou bien simplement parce que leurs missions les ont conduits dans ce pays-là, je voudrais leur souhaiter de passer une bonne année, de continuer à comprendre qu'ils sont en train de vivre des années exaltantes de leur vie ou de leur carrière parce qu'ils sont en train d'assister à la naissance d'un peuple, ils sont en train de voir sortir un peuple du cocon et devenir chaque jour un peuple fort, un peuple sûr de lui-même. Ils auront été des témoins privilégiés.

Je voudrais adresser mes vœux à tous ceux, de par le monde, tous les États, tous les régimes qui ont pour le Burkina Faso, pour notre peuple un respect qui ne s'est jamais démenti, et qui coopèrent avec nous dans l'amitié sincère. Je

voudrais surtout saluer tous ces peuples qui aujourd'hui ont fait en sorte que le nom de Burkina Faso a fait plusieurs fois le tour de la Terre, à tel point que nous le retrouvons jusque dans les îles les plus lointaines, les plus méconnues. Je voudrais remercier tous ceux-là et leur dire que nous saurons mériter aussi leur confiance. Je voudrais comme chaque année saluer aussi le peuple du Ghana, le peuple frère du Ghana avec lequel nous célébrons chaque année au 31 décembre l'anniversaire de cette révolution que conduisent des camarades au Ghana pour le bien-être du peuple ghanéen et dans la perspective d'une union entre Ghanéens et Burkinabè et d'une plus grande unité entre les peuples du monde, les peuples d'Afrique d'abord. Je souhaite donc à tous les Burkinabè où qu'ils soient, des villes et des campagnes, les malades comme les biens portants, tous ceux qui m'auront entendu, bonne et heureuse année. La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

1. Ces termes ont été introduits dans le langage administratif pour remplacer ceux issus de la langue française à savoir respectivement *loi*, *décret* et *arrêté*.

DÉCLARATION DES BIENS DE THOMAS SANKARA

19 FÉVRIER 1987

La Commission du peuple chargée de la prévention contre la corruption (CPPC) avait notamment pour objectif de « procéder à l'inventaire et au contrôle périodique du patrimoine de toute personne, notamment à l'occasion d'une nomination à des hautes fonctions ». Thomas Sankara fut le premier à paraître devant cette commission, le 19 février 1987. Le compte rendu de cette première séance note que le même jour ont comparu le secrétaire général des CDR, Pierre Ouedraogo, la ministre du budget, Adèle Ouédraogo, et une dizaine d'autres personnes. Selon l'article 2 du zatu (décret ou ordonnance) portant sur sa création, la CPPC a pour mission : « de participer aux côtés des masses populaires à l'application ferme des mots d'ordre de lutte contre la corruption ; de donner au président du Faso un avis motivé après enquête de la moralité pour la nomination à des fonctions de responsabilité ; de contribuer à développer chez les militants, en particulier chez ceux qui exercent des responsabilités politiques et administratives un style de vie et une morale révolutionnaires exemplaires ; d'examiner des dénonciations de corruption ou de trafic d'influence pour la mise en œuvre d'une répression vigoureuse. »

La lutte contre la corruption est une des actions les plus emblématiques de la révolution burkinabè. La CPPC vient dans ce domaine compléter les TPR qui avaient commencé à juger les anciens dignitaires des régimes précédents.

Nous n'avons pas de document à notre disposition, faisant état d'autres déclarations. On peut se demander pour quelles raisons, cette commission fut mise en place si tardivement. Selon certains témoignages recueillis, il semble que durant cette période, Thomas Sankara commençait à avoir des doutes sur l'intégrité de certains responsables. Ce pourrait être une hypothèse sur les raisons de la mise en place effective de cette CPPC.

Après sa mort, le Front populaire qui a pris le pouvoir avec Blaise Compaoré a tenté de salir Thomas Sankara. Des hommes de main, après avoir torturé un de ses frères, découvrirent effectivement une somme d'argent, environ 80 millions de

francs CFA, chez sa belle famille. Selon ses proches il s'agissait d'une caisse noire du CNR réservée aux missions secrètes, de toute façon bien moins importante que celle existant chez les autres présidents de la région¹.

Il est intéressant de noter que la charte de la transition, adoptée à l'unanimité des représentants des forces vives du pays, aux lendemains de l'insurrection qui a chassé Blaise Compaoré du pouvoir le 31 octobre 2014, fait obligation aux membres des organes de la transition de faire une déclaration de leurs biens à la prise et à la fin de leurs fonctions. Si les dirigeants ont effectivement fait des déclarations, Luc Marius Ibriga, nommé contrôleur général d'État à la tête de l'Autorité supérieure de contrôle d'État s'est plaint depuis de ne pas avoir les moyens de procéder à la vérification de ses déclarations. L'exercice a recommencé après les élections, mais la presse a publié de nombreux articles mettant en doute la sincérité des déclarations.



Camarades membres de la première CPPC, camarade président, je vais vous communiquer lecture de mes biens, assuré que vous ferez mener des enquêtes, toutes les enquêtes ici et partout, pour vérifier la véracité, assuré surtout que les militants du Burkina, partout où ils se trouvent, ici ou ailleurs, aideront la vérité à se manifester, si par hasard, je venais à oublier un texte, si volontairement je venais à tenter de me soustraire à cette obligation de dire la vérité, toute la vérité... [*Rires dans la salle*].

En matière de biens immobiliers, je citerai d'abord un réfrigérateur, je signale qu'il est en panne [*Rires dans la salle*]. Cet appareil n'est pas actuellement à ma disposition. Il a été prêté à un couple d'amis, parce que de par mes fonctions, j'ai reçu ce matériel au palais de la présidence. Je possède également deux téléviseurs avec magnétoscope qui sont installés à mon domicile et dans mon salon de travail. J'ai également installé un téléviseur à mon lieu de travail, parce que j'ai souvent besoin, partout où je me trouve, d'être à l'écoute des nouvelles du monde [*Rires dans la salle*]. À titre personnel, je possède un salon complet et une bibliothèque qui devrait être livrée incessamment. Peut-être d'ici la fin du mois. C'est une commande personnelle. Je possède également trois guitares sèches. Je les cite parce que je leur attribue beaucoup de valeur.

Comme biens immobiliers, je possède une villa à la cité BND, au secteur 2. Elle a été acquise par engagement auprès de la BND-B sur prêt n° 313/109-862 en décembre 1976. Je suis soumis à un remboursement en 120 mensualités et à ce jour, il reste à payer à la banque la somme de 678 824 francs

que je règle par des mensualités de 31 944 francs, ainsi que je pourrai vous le prouver par les documents de la BNDB [Banque nationale de développement du Burkina] que je détiens ici. Cette maison est actuellement occupée par un parent, qui je l'espère, me paiera ce qu'il me doit [*Rires dans la salle*]. Je dis cela parce que j'ai l'intention de me dessaisir de cette maison, et nous établirons entre lui et moi, un contrat en bonne et due forme. Nous possédons un terrain au secteur 7 non mis en valeur ce jour, que mon épouse avait déjà acquis. Nous possédons un terrain dans mon village, non mis en valeur. Il avait été saisi par les CDR [*Rires dans la salle*]. Selon les dernières nouvelles, les CDR l'ont restitué en nous invitant à investir sur cette nouvelle parcelle. Ils l'avaient retiré parce que nous n'y avons pas investi pendant un certain nombre d'années. Donc nous avons reçu sommation de la part des CDR de réaliser quelque chose sur le terrain. Je m'acquitterai également de cette obligation que me font les CDR de mon village.

Nous possédons une voiture de marque Mitsubishi, acquise en 1978. Elle a été régulièrement dédouanée en dix-huit mensualités auprès du trésorier-payeur général. J'ai ici la décision du ministère des finances de février 1979 qui m'avait accordé la possibilité de m'acquitter de ces charges douanières. Je pourrai vous lire la lettre. Et également l'attestation du trésorier-payeur général qui prouve que j'ai régulièrement payé toutes ces traites douanières. Je possède deux vélos de course, un vélo de dame et un vélo pour enfant. Nous n'avons ni actions ni effets de commerce. Nous avons deux salaires : mon salaire (confère la fiche de solde émise par la direction de l'intendance militaire) révèle un net de 138 736 francs CFA par mois [*Rires dans la salle*]. Mon épouse a un salaire de 192 698 francs CFA. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous partageons les charges et mon épouse s'occupe des charges courantes de ménage et moi je m'occupe des grosses dépenses et aussi surtout des obligations sociales, notamment les incessants secours à des amis et autres personnes qui le demandent.

Je possède un compte en banque à la BICIA-B et un compte à la Caisse nationale d'épargne. À la BICIA-B, mon compte est créditeur de 353 665 francs CFA. Je précise que cette somme a été gelée parce que nous avons réalisé une commande, des commandes nouvelles qui devraient être payées, dès le mois de décembre. Malheureusement, le menuisier auprès de qui nous avons passé la commande n'a pas encore livré ce que nous attendons. Et nous attendons par conséquent qu'il nous livre pour que nous payions. À ce moment-là, bien sûr, le compte va tendre vers... À la Caisse nationale d'épargne, je possède donc un compte, qui, je crois, depuis 1979 n'a pas été mouvementé. Je n'ai pu faire des retraits mais je n'ai pas fait de dépôt non plus,

et la Caisse nationale d'épargne révèle que je dispose de 69 792 francs CFA. Malheureusement, je ne suis pas en règle pour jouir de ce compte parce que j'ai égaré les documents du fait de mes nombreux déménagements incessants et répétés [*Rires dans la salle*]. Mon épouse a un compte créditeur à la BICIA-B de 43 037 francs CFA. Évidemment ce compte est régulièrement mouvementé en retraits, vu nos charges familiales, les scolarités également. À la BICIA-B, elle est également détentrice d'un compte créditeur de 63 646 francs CFA. Nous avons chacun une alliance en or qui a de la valeur. Mon épouse possède d'autres bijoux, chaînes et bracelets, mais je voudrais préciser tout de suite et me tenir à la disposition de la CPPC, que ces bijoux ainsi que nous l'avons inventorié, nous n'avons pas pu chiffrer la valeur, parce que ce sont généralement des bijoux en imitation or, donc ces bijoux, les bijoutiers ne peuvent leur attribuer de valeurs, sauf à l'achat. Une fois que vous les avez achetés, ces bijoux que l'on appelle généralement de la pacotille perdent leur valeur. Mais je le cite quand même parce que des camarades militants ont dit avoir vu mon épouse avec du diamant à la télé. Je précise qu'il n'en est rien. Mais nous tenons ces bijoux à la disposition de la commission pour toute expertise.

Je voudrais citer des dons, mais demander à la commission de ne point en révéler les donateurs pour des raisons d'État.

J'ai reçu un don de 400 000 francs CFA, un don de 20 000 000 francs CFA, un don de 75 000 000 francs CFA, un don de 350 000 000 francs CFA et un don de 400 000 000 francs CFA [*Vacarme de surprise et d'ahurissement dans la salle*]. Pour toutes ces valeurs, ces sommes d'argent, tout en remerciant les généreux donateurs, j'ai déposé ces sommes auprès du Budget national, soit auprès d'institutions de l'État qui pourront faire la preuve de ces dépôts.

J'ai reçu également des voitures qui ont été toutes cédées au parc de l'État. J'ai reçu donc une BMW, une Alpha Roméo, une Cressida Toyota, une Mitsubishi également, mais j'ai reversé tous ces véhicules au parc automobile de l'État.

Mon épouse a reçu 5 000 000 francs CFA une fois, 5 000 000 francs CFA une deuxième fois, puis 10 000 000 francs CFA. Ces sommes ont été cédées à la Caisse de solidarité révolutionnaire, puis au restaurant des femmes. Voilà, camarade président, camarades membres de la commission, la déclaration que j'ai voulu faire.

Je n'ai pas cité certains biens qui sont tellement périssables qu'il m'a été difficile de les évaluer. Je pense à l'habillement, je pense à la bibliothèque également que je n'ai pu évaluer, des livres que j'ai en assez grand nombre, soit achetés par moi-même, soit offerts par des personnes, des amis, des étrangers, etc. Je suis à votre disposition camarade président pour toute

question que vous jugerez utile.

-
1. Pierre Péan, *L'Argent noir : Corruption et sous-développement*, Paris, Fayard, 1988, p. 249-250.

LA LIBÉRATION DE LA FEMME, UNE EXIGENCE DU FUTUR

8 MARS 1987

Ce discours est sans doute l'un des plus importants qu'ait jamais prononcé Thomas Sankara. On retrouve, rassemblé ici, ce qui a fait de lui un grand dirigeant politique. Un homme d'action, sensible, magnant l'humour avec dextérité, proche de son peuple et nourri de théorie marxiste en dehors de tout dogmatisme.

On note à ce propos la référence au livre d'Engels sur l'origine de la famille, mais aussi l'influence des féministes. Il rend aussi hommage à la maternité, lui qui s'est toujours senti très proche de sa mère. Pétri de culture générale, il est imprégné de la réalité de la pauvreté qu'affrontent les habitants de son pays. Un discours d'une grande intensité, fruit d'un important travail, dans lequel transparaissent une solide formation politique et un esprit de synthèse de tout ce qui le nourrit.

La description qu'il fait de la vie des femmes de son pays, d'une grande sensibilité, montre aussi une parfaite connaissance de la réalité doublée d'une véritable empathie. Cela n'a pas empêché, ses assassins de le traiter de misogynne le jour de sa mort, à la radio !

Point fort de l'élaboration de la politique en faveur des femmes, une assemblée, rassemblant plusieurs milliers de femmes, issues de l'ensemble du pays, se tient à Ouagadougou du 1^{er} au 8 mars 1985. Elles adoptent une multitude de recommandations et résolutions touchant la vie économique, mais aussi, entre autre, l'abolition du mariage forcé, de l'excision, de l'obligation de la dot, du lévirat¹, et d'un âge minimum légal pour le mariage, etc.

Parmi les autres mesures adoptées par le régime révolutionnaire, signalons la création de l'Union des femmes burkinabè, avec une section dans chaque CDR de base, l'interdiction de la prostitution, l'institution du service militaire obligatoire pour les femmes aussi, la journée des hommes au marché à vocation pédagogique pour qu'ils connaissent le prix des denrées et l'organisation d'importantes campagnes d'alphabétisation qui leur sont réservées. Thomas

Sankara préconisa même l'institution d'un salaire vital, directement prélevé sur le salaire du mari, mais cette mesure ne fut pas appliquée à cause de la forte résistance qu'elle rencontrait.

Les efforts ont porté tout autant sur la promotion de l'égalité que sur l'accès des femmes à l'indépendance économique, ce qui dénotait une claire conscience au plus haut niveau de l'État que ces deux aspects étaient intimement liés. Le gouvernement favorisa la création de groupements féminins, et, dans la cadre du développement de la production nationale, il multiplia les formations des femmes dans l'artisanat. Mais surtout, l'obligation faite aux salariés de porter le Faso Dan Fani, un habit fait de coton local tissé sur place, permet de développer le tissage traditionnel. Et dans de nombreuses cours, en ville notamment, les femmes s'étaient mises à tisser ces habits, fières d'acquérir ainsi leur indépendance économique. La transition et le gouvernement élu par les premières élections qui suivirent la chute de Blaise Compaoré ont remis le Faso Dan Fani au goût du jour.

Si certaines mesures n'ont pu guère être appliquées, très en avance sur leur temps, il n'en reste pas moins que la libération de la femme semblait sur les rails. C'est d'ailleurs parmi les femmes que Thomas Sankara était le plus populaire. Rares sont celles qui ne gardent pas une certaine nostalgie de l'époque. L'Homme intègre, le film de Robin Shuffield, contient un long témoignage d'une femme qui se termine par cette phrase qui en dit long : « On se marrait ! »



Il n'est pas courant qu'un homme ait à s'adresser à tant et tant de femmes à la fois. Il n'est pas courant non plus qu'un homme ait à suggérer à tant et tant de femmes à la fois, les nouvelles batailles à engager.

La première timidité de l'homme lui vient dès le moment où il a conscience qu'il regarde une femme. Aussi, camarades militantes, vous comprendrez que malgré la joie et le plaisir que j'ai à m'adresser à vous, je reste quand même un homme qui regarde en chacune de vous, la mère, la sœur ou l'épouse. Je voudrais également que nos sœurs ici présentes, venues du Kadiogo, et qui ne comprennent pas la langue française étrangère dans laquelle je vais prononcer mon discours soient indulgentes à notre égard comme elles l'ont toujours été, elles qui, comme nos mères, ont accepté de nous porter pendant neuf mois sans rechigner². Camarades, la nuit du 4 août a accouché de l'œuvre la plus

salutaire pour le peuple burkinabè. Elle a donné à notre peuple un nom et à notre pays un horizon.

Irradiés de la sève vivifiante de la liberté, les hommes burkinabè, humiliés et proscrits d'hier, ont reçu le sceau de ce qu'il y a de plus cher au monde : la dignité et l'honneur. Dès lors, le bonheur est devenu accessible et chaque jour nous marchons vers lui, embaumés par les luttes, prémices qui témoignent des grands pas que nous avons déjà réalisés. Mais le bonheur égoïste n'est qu'illusion et nous avons une grande absente : la femme. Elle a été exclue de cette procession heureuse.

Si des hommes sont déjà à l'orée du grand jardin de la révolution, les femmes elles, sont encore confinées dans leur obscurité dépersonnalisante, devisant bruyamment ou sourdement sur les expériences qui ont embrassé le Burkina Faso et qui ne sont chez elles pour l'instant que clameurs.

Les promesses de la révolution sont déjà réalités chez les hommes. Chez les femmes par contre, elles ne sont encore que rumeurs. Et pourtant c'est d'elles que dépendent la vérité et l'avenir de notre révolution : questions vitales, questions essentielles puisque rien de complet, rien de décisif, rien de durable ne pourra se faire dans notre pays tant que cette importante partie de nous-mêmes sera maintenue dans cet assujettissement imposé durant des siècles par les différents systèmes d'exploitation. Les hommes et les femmes du Burkina Faso doivent dorénavant modifier en profondeur l'image qu'ils se font d'eux-mêmes à l'intérieur d'une société qui, non seulement, détermine de nouveaux rapports sociaux mais provoque une mutation culturelle en bouleversant les relations de pouvoir entre hommes et femmes, et en condamnant l'un et l'autre à repenser la nature de chacun. C'est une tâche redoutable mais nécessaire, puisqu'il s'agit de permettre à notre révolution de donner toute sa mesure, de libérer toutes ses possibilités et de révéler son authentique signification dans ces rapports immédiats, naturels, nécessaires, de l'homme et de la femme, qui sont les rapports les plus naturels de l'être humain à l'être humain.

Voici donc jusqu'à quel point le comportement naturel de l'homme est devenu humain et jusqu'à quel point sa nature humaine est devenue sa nature.

Cet être humain, vaste et complexe conglomerat de douleurs et de joies, de solitude dans l'abandon, et cependant berceau créateur de l'immense humanité, cet être de souffrance, de frustration et d'humiliation, et pourtant, source intarissable de félicité pour chacun de nous ; lieu incomparable de toute affection, aiguillon des courages même les plus inattendus ; cet être dit faible mais incroyable force inspiratrice des voies qui mènent à l'honneur ; cet être, vérité charnelle et certitude spirituelle, cet être-là, femmes, c'est vous ! Vous, berceuses et compagnes de notre vie, camarades de notre lutte, et qui de ce fait,

en toute justice, devez-vous imposer comme partenaires égales dans la convivialité des festins des victoires de la révolution.

C'est sous cet éclairage que tous, hommes et femmes, nous nous devons de définir et d'affirmer le rôle et la place de la femme dans la société.

Il s'agit donc de restituer à l'homme sa vraie image en faisant triompher le règne de la liberté par-delà les différenciations naturelles, grâce à la liquidation de tous les systèmes d'hypocrisie qui consolident l'exploitation cynique de la femme.

En d'autres termes, poser la question de la femme dans la société burkinabè d'aujourd'hui, c'est vouloir abolir le système d'esclavage dans lequel elle a été maintenue pendant des millénaires. C'est d'abord vouloir comprendre ce système dans son fonctionnement, en saisir la vraie nature et toutes ses subtilités pour réussir à dégager une action susceptible de conduire à un affranchissement total de la femme.

Autrement dit, pour gagner un combat qui est commun à la femme et à l'homme, il importe de connaître tous les contours de la question féminine tant à l'échelle nationale qu'universelle et de comprendre comment, aujourd'hui, le combat de la femme burkinabè rejoint le combat universel de toutes les femmes, et au-delà, le combat pour la réhabilitation totale de notre continent.

La condition de la femme est par conséquent le nœud de toute la question humaine, ici, là-bas, partout. Elle a donc un caractère universel.

LA LUTTE DE CLASSES ET LA QUESTION DE LA FEMME

Nous devons assurément au matérialisme dialectique d'avoir projeté sur les problèmes de la condition féminine la lumière la plus forte, celle qui nous permet de cerner le problème de l'exploitation de la femme à l'intérieur d'un système généralisé d'exploitation. Celle aussi qui définit la société humaine non plus comme un fait naturel immuable mais comme une *antiphysis*.

L'humanité ne subit pas passivement la puissance de la nature. Elle la prend à son compte. Cette prise en compte n'est pas une opération intérieure et subjective. Elle s'effectue objectivement dans la pratique, si la femme cesse d'être considérée comme un simple organisme sexué, pour prendre conscience au-delà des données biologiques, de sa valeur dans l'action.

En outre, la conscience que la femme prend d'elle-même n'est pas définie par sa seule sexualité. Elle reflète une situation qui dépend de la structure économique de la société, structure qui traduit le degré de l'évolution technique et des rapports entre classes auquel est parvenue l'humanité.

L'importance du matérialisme dialectique est d'avoir dépassé les limites

essentiels de la biologie, d'avoir échappé aux thèses simplistes de l'asservissement à l'espèce, pour introduire tous les faits dans le contexte économique et social. Aussi loin que remonte l'histoire humaine, l'emprise de l'homme sur la nature ne s'est jamais réalisé directement, le corps nu. La main avec son pouce préhensif déjà se prolonge vers l'instrument qui multiplie son pouvoir. Ce ne sont donc pas les seules données physiques, la musculature, la parturition par exemple, qui ont consacré l'inégalité de statut entre l'homme et la femme. Ce n'est pas non plus l'évolution technique en tant que telle qui l'a confirmée. Dans certains cas, et dans certaines parties du globe, la femme a pu annuler la différence physique qui la sépare de l'homme.

C'est le passage d'une forme de société à une autre qui justifie l'institutionnalisation de cette inégalité. Une inégalité secrétée par l'esprit et par notre intelligence pour réaliser la domination et l'exploitation concrétisées, représentées et vécues désormais par les fonctions et les rôles auxquels nous avons soumis la femme.

La maternité, l'obligation sociale d'être conforme aux canons de ce que les hommes désirent comme élégance, empêchent la femme qui le désirerait de se forger une musculature dite d'homme.

Pendant des millénaires, du paléolithique à l'âge du bronze, les relations entre les sexes furent considérées par les paléontologues les plus qualifiés de complémentarité positive. Ces rapports demeurèrent pendant huit millénaires sous l'angle de la collaboration et de l'interférence, et non sous celui de l'exclusion propre au patriarcat absolu à peu près généralisé à l'époque historique !

Engels a fait l'état de l'évolution des techniques mais aussi de l'asservissement historique de la femme qui naquit avec l'apparition de la propriété privée, à la faveur du passage d'un mode de production à un autre, d'une organisation sociale à une autre.

Avec le travail intensif exigé pour défricher la forêt, faire fructifier les champs, tirer au maximum parti de la nature, intervient la parcellisation des tâches. L'égoïsme, la paresse, la facilité, bref le plus grand profit pour le plus petit effort émergent des profondeurs de l'homme et s'érigent en principes. La tendresse protectrice de la femme à l'égard de la famille et du clan devient le piège qui la livre à la domination du mâle. L'innocence et la générosité sont victimes de la dissimulation et des calculs crapuleux. L'amour est bafoué. La dignité est élaboussée. Tous les vrais sentiments se transforment en objets de marchandage. Dès lors, le sens de l'hospitalité et du partage des femmes succombe à la ruse des fourbes.

Quoique consciente de cette fourberie qui régit la répartition inégale des

tâches, elle, la femme, suit l'homme pour soigner et élever tout ce qu'elle aime. Lui, l'homme, surexploite tant de don de soi. Plus tard, le germe de l'exploitation coupable installe des règles atroces, dépassant les concessions conscientes de la femme historiquement trahie.

L'humanité connaît l'esclavage avec la propriété privée. L'homme maître de ses esclaves et de la terre devient aussi propriétaire de la femme. C'est là la grande défaite historique du sexe féminin. Elle s'explique par le bouleversement survenu dans la division du travail, du fait de nouveaux modes de production et d'une révolution dans les moyens de production.

Alors le droit paternel se substitue au droit maternel ; la transmission du domaine se fait de père en fils et non plus de la femme à son clan. C'est l'apparition de la famille patriarcale fondée sur la propriété personnelle et unique du père, devenu chef de famille. Dans cette famille, la femme est opprimée. Régnant en souverain, l'homme assouvit ses caprices sexuels, s'accouple avec les esclaves ou hétéaires. Les femmes deviennent son butin et ses conquêtes de marché. Il tire profit de leur force de travail et jouit de la diversité du plaisir qu'elles lui procurent.

De son côté, dès que les maîtres rendent la réciprocité possible, la femme se venge par l'infidélité. Ainsi le mariage se complète naturellement par l'adultère. C'est la seule défense de la femme contre l'esclavage domestique où elle est tenue. L'oppression sociale est ici l'expression de l'oppression économique.

Dans un tel cycle de violence, l'inégalité ne prendra fin qu'avec l'avènement d'une société nouvelle, c'est-à-dire lorsque hommes et femmes jouiront de droits sociaux égaux, issus de bouleversements intervenus dans les moyens de production ainsi que dans tous les rapports sociaux. Aussi le sort de la femme ne s'améliorera-t-il qu'avec la liquidation du système qui l'exploite.

De fait, à travers les âges et partout où triomphait le patriarcat, il y a eu un parallélisme étroit entre l'exploitation des classes et la domination des femmes. Certes, avec des périodes d'éclaircies où des femmes, prêtresses ou guerrières ont crevé la voûte oppressive. Mais l'essentiel, tant au niveau de la pratique quotidienne que dans la répression intellectuelle et morale, a survécu et s'est consolidé. Détrônée par la propriété privée, expulsée d'elle-même, ravalée au rang de nourrice et de servante, rendue inessentielle par les philosophes Aristote, Pythagore et autres et les religions les plus installées, dévalorisée par les mythes, la femme partageait le sort de l'esclave qui dans la société esclavagiste n'était qu'une bête de somme à face humaine.

Rien d'étonnant alors que, dans sa phase conquérante, le capitalisme, pour lequel les êtres humains n'étaient que des chiffres, ait été le système économique qui a exploité la femme avec le plus de cynisme et le plus de

raffinement. C'était le cas, rapporte-t-on, chez ce fabricant de l'époque, qui n'employait que des femmes à ses métiers à tisser mécaniques. Il donnait la préférence aux femmes mariées et parmi elles, à celles qui avaient à la maison de la famille à entretenir, parce qu'elles montraient beaucoup plus d'attention et de docilité que les célibataires. Elles travaillaient jusqu'à l'épuisement de leurs forces pour procurer aux leurs les moyens de subsistance indispensables.

C'est ainsi que les qualités propres de la femme sont faussées à son détriment, et tous les éléments moraux et délicats de sa nature deviennent des moyens de l'asservir. Sa tendresse, l'amour de la famille, la méticulosité qu'elle apporte à son œuvre sont utilisés contre elle, tout en se parant contre les défauts qu'elle peut avoir.

Ainsi, à travers les âges et à travers les types de sociétés, la femme a connu un triste sort : celui de l'inégalité toujours confirmée par rapport à l'homme. Que les manifestations de cette inégalité aient pris des tours et contours divers, cette inégalité n'en est pas moins restée la même.

Dans la société esclavagiste, l'homme esclave était considéré comme un animal, un moyen de production de biens et de services. La femme, quel que fût son rang, était écrasée à l'intérieur de sa propre classe, et hors de cette classe même pour celles qui appartenaient aux classes exploiteuses.

Dans la société féodale, se basant sur la prétendue faiblesse physique ou psychologique des femmes, les hommes les ont confinées dans une dépendance absolue de l'homme. Souvent considérée comme objet de souillure ou principal agent d'indiscrétion, la femme, à de rares exceptions près, était écartée des lieux de culte.

Dans la société capitaliste, la femme, déjà moralement et socialement persécutée, est également économiquement dominée. Entretienue par l'homme lorsqu'elle ne travaille pas, elle l'est encore lorsqu'elle se tue à travailler. On ne saurait jeter assez de lumière vive sur la misère des femmes, démontrée avec assez de force qu'elle est solidaire de celle des prolétaires.

DE LA SPÉCIFICITÉ DU FAIT FÉMININ

Solidaire de l'homme exploité, la femme l'est.

Toutefois, cette solidarité dans l'exploitation sociale dont hommes et femmes sont victimes et qui lie le sort de l'un et de l'autre à l'Histoire, ne doit pas faire perdre de vue le fait spécifique de la condition féminine. La condition de la femme déborde les entités économiques en singularisant l'oppression dont elle est victime. Cette singularité nous interdit d'établir des équations en nous abîmant dans les réductions faciles et infantiles. Sans doute, dans l'exploitation,

la femme et l'ouvrier sont-ils tenus au silence. Mais dans le système mis en place, la femme de l'ouvrier doit un autre silence à son ouvrier de mari. En d'autres termes, à l'exploitation de classe qui leur est commune, s'ajoutent pour les femmes des relations singulières avec l'homme, relations d'opposition et d'agression qui prennent prétexte des différences physiques pour s'imposer.

Il faut admettre que l'asymétrie entre les sexes est ce qui caractérise la société humaine, et que cette asymétrie définit des rapports souverains qui ne nous autorisent pas à voir d'emblée dans la femme, même au sein de la production économique, une simple travailleuse. Rapports privilégiés, rapports périlleux qui font que la question de la condition de la femme se pose toujours comme un problème.

L'homme prend donc prétexte de la complexité de ces rapports pour semer la confusion au sein des femmes et tirer profit de toutes les astuces de l'exploitation de classe pour maintenir sa domination sur les femmes. De cette même façon, ailleurs, des hommes ont dominé d'autres hommes parce qu'ils ont réussi à imposer l'idée selon laquelle au nom de l'origine de la famille et de la naissance, du « droit divin », certains hommes étaient supérieurs à d'autres. D'où le règne féodal. De cette même manière, ailleurs, d'autres hommes ont réussi à asservir des peuples entiers, parce que l'origine et l'explication de la couleur de leur peau ont été une justification qu'ils ont voulue « scientifique » pour dominer ceux qui avaient le malheur d'être d'une autre couleur. C'est le règne colonial. C'est l'apartheid.

Nous ne pouvons pas ne pas être attentifs à cette situation des femmes, car c'est elle qui pousse les meilleures d'entre elles à parler de guerre des sexes alors qu'il s'agit d'une guerre de clans et de classes à mener ensemble dans la complémentarité tout simplement. Mais il faut admettre que c'est bien l'attitude des hommes qui rend possible une telle oblitération des significations et autorise par-là toutes les audaces sémantiques du féminisme dont certaines n'ont pas été inutiles dans le combat qu'hommes et femmes mènent contre l'oppression. Un combat que nous pouvons gagner, que nous allons gagner si nous retrouvons notre complémentarité, si nous nous savons nécessaires et complémentaires, si nous savons enfin que nous sommes condamnés à la complémentarité.

Pour l'heure, force est de reconnaître que le comportement masculin, fait de vanités, d'irresponsabilités, d'arrogances et de violences de toutes sortes à l'endroit de la femme, ne peut guère déboucher sur une action coordonnée contre l'oppression de celle-ci. Et que dire de ces attitudes qui vont jusqu'à la bêtise et qui ne sont en réalité qu'exutoires des mâles opprimés espérant, par leurs brutalités contre leur femme, récupérer pour leur seul compte une

humanité que le système d'exploitation leur dénie.

La bêtise masculine s'appelle sexisme ou machisme, toute forme d'indigence intellectuelle et morale, voire d'impuissance physique plus ou moins déclarée qui oblige souvent les femmes politiquement conscientes à considérer comme un devoir la nécessité de lutter sur deux fronts.

Pour lutter et vaincre, les femmes doivent s'identifier aux couches et classes sociales opprimées : les ouvriers, les paysans...

Un homme, si opprimé soit-il, trouve un être à opprimer : sa femme. C'est là assurément affirmer une terrible réalité. Lorsque nous parlons de l'ignoble système de l'apartheid, c'est vers les Noirs exploités et opprimés que se tournent et notre pensée et notre émotion. Mais nous oublions hélas la femme noire qui subit son homme, cet homme qui, muni de son *passbook* (laissez-passer), s'autorise des détours coupables avant d'aller retrouver celle qui l'a attendu dignement, dans la souffrance et dans le dénuement.

Pensons aussi à la femme blanche d'Afrique du Sud, aristocrate, matériellement comblée sûrement, mais malheureusement machine de plaisir de ces hommes blancs lubriques qui n'ont plus pour oublier leurs forfaits contre les Noirs que leur enivrement désordonné et pervers de rapports sexuels bestiaux.

En outre, les exemples ne manquent pas d'hommes pourtant progressistes, vivant allègrement d'adultère, mais qui seraient prêts à assassiner leur femme rien que pour un soupçon d'infidélité. Ils sont nombreux chez nous, ces hommes qui vont chercher des soi-disant consolations dans les bras de prostituées et de courtisanes de toutes sortes ! Sans oublier les maris irresponsables dont les salaires ne servent qu'à entretenir des maîtresses et enrichir des débits de boisson. Et que dire de ces petits hommes eux aussi progressistes qui se retrouvent souvent dans une ambiance lascive pour parler des femmes dont ils ont abusé. Ils croient ainsi se mesurer à leurs semblables hommes, voire les humilier quand ils ravissent des femmes mariées.

En fait, il ne s'agit là que de lamentables mineurs dont nous nous serions même abstenus de parler si leur comportement de délinquants ne mettait en cause et la vertu et la morale de femmes de grande valeur qui auraient été hautement utiles à notre révolution.

Et puis tous ces militants plus ou moins révolutionnaires, beaucoup moins révolutionnaires que plus, qui n'acceptent pas que leurs épouses militent ou ne l'acceptent que pour le militantisme de jour et seulement de jour ; qui battent leurs femmes parce qu'elles se sont absentées pour des réunions ou des manifestations de nuit. Ah ! Ces soupçonneux, ces jaloux ! Quelle pauvreté d'esprit et quel engagement conditionnel, limité ! Car n'y aurait-il que la nuit

qu'une femme déçue et décidée puisse tromper son mari ? Et quel est cet engagement qui veut que le militantisme s'arrête avec la tombée de la nuit, pour ne reprendre ses droits et ses exigences que seulement au lever du jour !

Et que penser enfin de tous ces propos dans la bouche des militants plus révolutionnaires les uns que les autres sur les femmes ? Des propos comme « bassement matérialistes, profiteuses, comédiennes, menteuses cancanières, intrigantes, jalouses, etc., etc. » Tout cela est peut-être vrai des femmes mais sûrement aussi vrai pour les hommes ! Notre société pourrait-elle pervertir moins que cela lorsqu'avec méthode, elle accable les femmes, les écarte de tout ce qui est censé être sérieux, déterminant, c'est-à-dire au-dessus des relations subalternes et mesquines !

Lorsqu'on est condamné, comme les femmes le sont, à attendre son maître de mari pour lui donner à manger, et recevoir de lui l'autorisation de parler et de vivre, on n'a plus, pour s'occuper et se créer une illusion d'utilité ou d'importance, que les regards, les reportages, les papotages, les jeux de ferraille, les regards obliques et envieux suivis de médisance sur la coquetterie des autres et leur vie privée. Les mêmes attitudes se retrouvent chez les mâles placés dans les mêmes conditions.

Des femmes, nous disons également, hélas, qu'elles sont oubliées. On les qualifie même de têtes de linottes. N'oublions jamais cependant qu'accaparée, voire tourmentée par l'époux léger, le mari infidèle et irresponsable, l'enfant et ses problèmes, accablée enfin par l'intendance de toute la famille, la femme, dans ces conditions, ne peut avoir que des yeux hagards qui reflètent l'absence, et la distraction de l'esprit. L'oubli, pour elle, devient un antidote à la peine, une atténuation des rigueurs de l'existence, une protection vitale.

Mais des hommes oublieux, il y en a aussi, et beaucoup ; les uns dans l'alcool et les stupéfiants, les autres dans diverses formes de perversité auxquelles ils s'adonnent dans la course de la vie. Cependant, personne ne dit jamais que ces hommes-là sont oublieux. Quelle vanité, quelles banalités !

Banalités dont ils se gargarisent pour marquer ces infirmités de l'univers masculin. Car l'univers masculin dans une société d'exploitation a besoin de femmes prostituées. Celles que l'on souille et que l'on sacrifie après usage sur l'autel de la prospérité d'un système de mensonges et de rapines, ne sont que des boucs émissaires.

La prostitution n'est que la quintessence d'une société où l'exploitation est érigée en règle. Elle symbolise le mépris que l'homme a de la femme. De cette femme qui n'est autre que la figure douloureuse de la mère, de la sœur ou de l'épouse d'autres hommes, donc de chacun de nous. C'est en définitive, le mépris inconscient que nous avons de nous-mêmes. Il n'y a de prostituées que

là où existent des « prostitués » et des proxénètes.

Mais qui donc va chez la prostituée ?

Il y a d'abord des maris qui vouent leurs épouses à la chasteté pour décharger sur la prostituée leur turpitude et leurs désirs de stupres. Cela leur permet d'accorder un respect apparent à leurs épouses tout en révélant leur vraie nature dans le giron de la fille dite de joie. Ainsi sur le plan moral, on fait de la prostitution le symétrique du mariage. On semble s'en accommoder, dans les rites et coutumes, les religions et les morales. C'est ce que les pères de l'Église exprimaient en disant qu'« il faut des égouts pour garantir la salubrité des palais ».

Il y a ensuite les jouisseurs impénitents et intempérants qui ont peur d'assumer la responsabilité d'un foyer avec ses turbulences et qui fuient les charges morales et matérielles d'une paternité. Ils exploitent alors l'adresse discrète d'une maison close comme le filon précieux d'une liaison sans conséquences.

Il y a aussi la cohorte de tous ceux qui, publiquement du moins et dans les lieux bien-pensants, vouent la femme aux gémonies. Soit par un dépit qu'ils n'ont pas eu le courage de transcender, perdant confiance ainsi en toute femme déclarée alors *instrumentum diabolicum*, soit également par hypocrisie pour avoir trop souvent et péremptoirement proclamé contre le sexe féminin un mépris qu'ils s'efforcent d'assumer aux yeux de la société dont ils ont extorqué l'admiration par la fausse vertu. Tous nuitamment échouent dans les lupanars de manière répétée jusqu'à ce que parfois leur tartufferie soit découverte.

Il y a encore cette faiblesse de l'homme que l'on retrouve dans sa recherche de situations polyandriques. Loin de nous, toute idée de jugement de valeur sur la polyandrie, cette forme de rapport entre l'homme et la femme que certaines civilisations ont privilégiée. Mais dans les cas que nous dénonçons, retenons ces parcs de gigolos cupides et fainéants qu'entretiennent grassement de riches dames.

Dans ce même système, au plan économique la prostitution peut confondre prostituée et femme mariée « matérialiste ». Entre celle qui vend son corps par la prostitution et celle qui se vend dans le mariage, la seule différence consiste dans le prix et la durée du contrat.

Ainsi en tolérant l'existence de la prostitution, nous ravalons toutes nos femmes au même rang : prostituées ou mariées. La seule différence est que la femme légitime tout en étant opprimée en tant qu'épouse bénéficie au moins du sceau de l'honorabilité que confère le mariage. Quant à la prostituée, il ne reste plus que l'appréciation marchande de son corps, appréciation fluctuant au gré des valeurs des bourses phallogocratiques.

N'est-elle qu'un article qui se valorise ou se dévalorise en fonction du degré de flétrissement de ses charmes ? N'est-elle pas régie par la loi de l'offre et de la demande ? La prostitution est un raccourci tragique et douloureux de toutes les formes de l'esclavage féminin. Nous devons par conséquent voir dans chaque prostituée le regard accusateur braqué sur la société tout entière. Chaque proxénète, chaque partenaire de prostituée remue un couteau dans cette plaie purulente et béante qui enlaidit le monde des hommes et le conduit à sa perte. Aussi, en combattant la prostitution, en tendant une main secourable à la prostituée, nous sauvons nos mères, nos sœurs et nos femmes de cette lèpre sociale. Nous nous sauvons nous-mêmes. Nous sauvons le monde.

LA CONDITION DE LA FEMME AU BURKINA

Si dans l'entendement de la société, le garçon qui naît est un « don de Dieu », la naissance d'une fille est accueillie, sinon comme une fatalité, au mieux comme un présent qui servira à produire des aliments et à reproduire le genre humain.

Au petit homme on apprendra à vouloir et à obtenir, à dire et être servi, à désirer et prendre, à décider sans appel. À la future femme, la société, comme un seul homme et c'est bien le lieu de le dire, assène, inculque des normes sans issue. Des corsets psychiques appelés vertus créent en elle un esprit d'aliénation personnelle, développent dans cette enfant la préoccupation de protection et la prédisposition aux alliances tutélaires et aux tractations matrimoniales. Quelle fraude mentale monstrueuse !

Ainsi, enfant sans enfance, la petite fille, dès l'âge de 3 ans, devra répondre à sa raison d'être : servir, être utile. Pendant que son frère de 4, 5 ou 6 ans jouera jusqu'à l'épuisement ou l'ennui, elle entrera, sans ménagement, dans le processus de production. Elle aura, déjà, un métier : assistante-ménagère. Occupation sans rémunération bien sûr car ne dit-on pas généralement d'une femme à la maison qu'elle « ne fait rien » ? N'inscrit-on pas sur les documents d'identité des femmes non rémunérées la mention « ménagère » pour dire que celles-ci n'ont pas d'emploi ? qu'elles « ne travaillent pas ? »

Les rites et les obligations de soumission aidant, nos sœurs grandissent, de plus en plus dépendantes, de plus en plus dominées, de plus en plus exploitées avec de moins en moins de loisirs et de temps libre.

Alors que le jeune homme trouvera sur son chemin les occasions de s'épanouir et de s'assumer, la camisole de force sociale enserrera davantage la jeune fille, à chaque étape de sa vie. Pour être née fille, elle paiera un lourd tribut, sa vie durant, jusqu'à ce que le poids du labeur et les effets de l'oubli de

soi physiquement et mentalement la conduisent au jour du grand repos. Facteur de production aux côtés de sa mère dès ce moment, plus sa patronne que sa maman, elle ne sera jamais assise à ne rien faire, jamais laissée, oubliée à ses jeux et à ses jouets comme lui, son frère.

De quelque côté que l'on se tourne, du plateau central au nord-est où les sociétés à pouvoir fortement centralisé prédominent, à l'ouest où vivent des communautés villageoises au pouvoir non centralisé ou au sud-ouest, terroir des collectivités dites segmentaires, l'organisation sociale traditionnelle présente au moins un point commun : la subordination des femmes. Dans ce domaine, nos 8000 villages, nos 600000 concessions et notre million et plus de ménages, observent des comportements identiques ou similaires. Ici et là, l'impératif de la cohésion sociale définie par les hommes est la soumission des femmes et la subordination des cadets.

Notre société, encore par trop primitivement agraire, patriarcale et polygamique, fait de la femme un objet d'exploitation pour sa force de travail et de consommation, pour sa fonction de reproduction biologique.

Comment la femme vit-elle cette curieuse double identité : celle d'être le nœud vital qui soude tous les membres de la famille, qui garantit par sa présence et son attention l'unité fondamentale et celle d'être marginalisée, ignorée ? Une condition hybride s'il en est, dont l'ostracisme imposé n'a d'égal que le stoïcisme de la femme. Pour vivre en harmonie avec la société des hommes, pour se conformer au diktat des hommes, la femme s'enferrera dans une ataraxie avilissante, négativiste, par le don de soi.

Femme-source de vie mais femme-objet. Mère mais servile domestique. Femme-nourricière mais femme-alibi. Taillable aux champs et corvéable au ménage, cependant figurante sans visage et sans voix. Femme-charnière, femme-confluent mais femme en chaînes, femme-ombre à l'ombre masculine.

Pilier du bien-être familial, elle est accoucheuse, laveuse, balayeuse, cuisinière, messagère, matrone, cultivatrice, guérisseuse, maraîchère, pileuse, vendeuse, ouvrière. Elle est une force de travail à l'outil désuet, cumulant des centaines de milliers d'heures pour des rendements désespérants.

Déjà aux quatre fronts du combat contre la maladie, la faim, le dénuement, la dégénérescence, nos sœurs subissent chaque jour la pression des changements sur lesquels elles n'ont point de prise. Lorsque chacun de nos 800000 émigrants mâles s'en va, une femme assume un surcroît de travail. Ainsi, les deux millions de Burkinabè résidant hors du territoire national ont contribué à aggraver le déséquilibre de la sex-ratio qui, aujourd'hui, fait que les femmes constituent 51,7 % de la population totale. De la population résidante potentiellement active, elles sont 52,1 %.

Trop occupée pour accorder l'attention voulue à ses enfants, trop épuisée pour penser à elle-même, la femme continuera de trimer : roue de fortune, roue de friction, roue motrice, roue de secours, grande roue.

Rouées et brimées, les femmes, nos sœurs et nos épouses, paient pour avoir donné la vie. Socialement reléguées au troisième rang, après l'homme et l'enfant, elles paient pour entretenir la vie. Ici aussi, un tiers-monde est arbitrairement arrêté pour dominer, pour exploiter.

Dominée et transférée d'une tutelle protectrice exploiteuse à une tutelle dominatrice et davantage exploiteuse, première à la tâche et dernière au repos, première au puits et au bois, au feu du foyer mais dernière à étancher ses soifs, autorisée à manger que seulement quand il en reste ; et après l'homme, clé de voûte de la famille, tenant sur ses épaules, dans ses mains et par son ventre cette famille et la société, la femme est payée en retour d'idéologie nataliste oppressive, de tabous et d'interdits alimentaires, de surcroît de travail, de malnutrition, de grossesses dangereuses, de dépersonnalisation et d'innombrables autres maux qui font de la mortalité maternelle une des tares les plus intolérables, les plus indicibles, les plus honteuses de notre société.

Sur ce substrat aliénant, l'intrusion des rapaces venus de loin a contribué à fermenter la solitude des femmes et à empirer la précarité de leur condition.

L'euphorie de l'indépendance a oublié la femme dans le lit des espoirs châtrés. Ségréguée dans les délibérations, absente des décisions, vulnérable donc victime de choix, elle a continué de subir la famille et la société. Le capital et la bureaucratie ont été de la partie pour maintenir la femme subjuguée. L'impérialisme a fait le reste.

Scolarisées deux fois moins que les hommes, analphabètes à 99 %, peu formées aux métiers, discriminées dans l'emploi, limitées aux fonctions subalternes, harcelées et congédiées les premières, les femmes, sous les poids de cent traditions et de mille excuses ont continué de relever les défis successifs. Elles devaient rester actives, coûte que coûte, pour les enfants, pour la famille et pour la société. Au travers de mille nuits sans aurores.

Le capitalisme avait besoin de coton, de karité, de sésame pour ses industries et c'est la femme, ce sont nos mères qui en plus de ce qu'elles faisaient déjà se sont retrouvées chargées d'en réaliser la cueillette. Dans les villes, là où était censée être la civilisation émancipatrice de la femme, celle-ci s'est retrouvée obligée de décorer les salons de bourgeois, de vendre son corps pour vivre ou de servir d'appât commercial dans les productions publicitaires.

Les femmes de la petite bourgeoisie des villes vivent sans doute mieux que les femmes de nos campagnes sur le plan matériel. Mais sont-elles plus libres, plus émancipées, plus respectées, plus responsabilisées ? Il y a plus qu'une question à

poser, il y a une affirmation à avancer. De nombreux problèmes demeurent, qu'il s'agisse de l'emploi ou de l'accès à l'éducation, qu'il s'agisse du statut de la femme dans les textes législatifs ou dans la vie concrète de tous les jours, la femme burkinabè demeure encore celle qui vient après l'homme et non en même temps.

Les régimes politiques néocoloniaux qui se sont succédé au Burkina n'ont eu de la question de l'émancipation de la femme que son approche bourgeoise qui n'est que l'illusion de liberté et de dignité. Seules les quelques femmes de la petite bourgeoisie des villes étaient concernées par la politique à la mode de la « condition féminine » ou plutôt du féminisme primaire qui revendique pour la femme le droit d'être masculine. Ainsi la création du ministère de la condition féminine, dirigée par une femme fut-elle chantée comme une victoire.

Mais avait-on vraiment conscience de cette condition féminine ? Avait-on conscience que la condition féminine c'est la condition de 52 % de la population burkinabè ? Savait-on que cette condition était déterminée par les structures sociales, politiques, économiques et par les conceptions rétrogrades dominantes et que par conséquent la transformation de cette condition ne saurait incomber à un seul ministère, fût-il dirigé par une femme ?

Cela est si vrai que les femmes du Burkina ont pu constater après plusieurs années d'existence de ce ministère que rien n'avait changé dans leur condition. Et il ne pouvait en être autrement dans la mesure où l'approche de la question de l'émancipation des femmes qui a conduit à la création d'un tel ministère alibi, refusait de voir et de mettre en évidence, afin d'en tenir compte, les véritables causes de la domination et de l'exploitation de la femme. Aussi ne doit-on pas s'étonner que malgré l'existence de ce ministère, la prostitution se soit développée, que l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi ne se soit pas amélioré, que les droits civiques et politiques des femmes soient restés ignorés, que les conditions d'existence des femmes en ville comme en campagne ne se soient nullement améliorées.

Femme-bijou, femme-alibi politique au gouvernement, femme-sirène clientéliste aux élections, femme-robot à la cuisine, femme frustrée par la résignation et les inhibitions imposées malgré son ouverture d'esprit ! Quelle que soit sa place dans le spectre de la douleur, quelle que soit sa façon urbaine ou rurale de souffrir, elle souffre toujours.

Mais une seule nuit a porté la femme au cœur de l'essor familial et au centre de la solidarité nationale.

Porteuse de liberté, l'aurore consécutive du 4 août 1983 lui a fait écho pour qu'ensemble, égaux, solidaires et complémentaires, nous marchions côte à côte, en un seul peuple.

La révolution d'août a trouvé la femme burkinabè dans sa condition d'être assujettie et exploité par une société néocoloniale fortement influencée par l'idéologie des forces rétrogrades. Elle se devait de rompre avec la politique réactionnaire, prônée et suivie jusque-là en matière d'émancipation de la femme, en définissant de façon claire une politique nouvelle, juste et révolutionnaire.

NOTRE RÉVOLUTION ET L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME

Le 2 octobre 1983, le Conseil national de la révolution a clairement énoncé dans son discours d'orientation politique l'axe principal du combat de libération de la femme. Il s'y est engagé à travailler à la mobilisation, à l'organisation et à l'union de toutes les forces vives de la nation, et de la femme en particulier. Le discours d'orientation politique précisait à propos de la femme :

Elle sera associée à tous les combats que nous aurons à entreprendre contre les diverses entraves de la société néocoloniale et pour l'édification d'une société nouvelle. Elle sera associée à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution dans l'organisation de la vie de la nation tout entière.

Le but de cette grandiose entreprise, c'est de construire une société libre et prospère où la femme sera l'égale de l'homme dans tous les domaines. Il ne peut y avoir de façon plus claire de concevoir et d'énoncer la question de la femme et la lutte émancipatrice qui nous attend.

La vraie émancipation de la femme c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productrices, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui force la considération et le respect de l'homme.

Cela indique clairement, camarades militantes, que le combat pour la libération de la femme est avant tout votre combat pour le renforcement de la révolution démocratique et populaire. Cette révolution qui vous donne désormais la parole et le pouvoir de dire et d'agir pour l'édification d'une société de justice et d'égalité, où la femme et l'homme ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. La révolution démocratique et populaire a créé les conditions d'un tel combat libérateur. Il vous appartient désormais d'agir en toute responsabilité pour, d'une part, briser toutes les chaînes et entraves qui

asservissent la femme dans les sociétés arriérées comme la nôtre, et pour, d'autre part, assumer la part de responsabilité qui est la vôtre dans la politique d'édification de la société nouvelle au profit de l'Afrique et au profit de toute l'humanité.

Aux premières heures de la révolution démocratique et populaire, nous le disions déjà : « L'émancipation tout comme la liberté ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes d'avancer leurs revendications et de se mobiliser pour les faire aboutir. » Ainsi notre révolution a non seulement précisé l'objectif à atteindre dans la question de la lutte d'émancipation de la femme, mais elle a également indiqué la voie à suivre, les moyens à mettre en œuvre et les principaux acteurs de ce combat. Voilà bientôt quatre ans que nous œuvrons ensemble, hommes et femmes, pour remporter des victoires et avancer vers l'objectif final.

Il nous faut avoir conscience des batailles livrées, des succès remportés, des échecs subis et des difficultés rencontrées pour davantage préparer et diriger les futurs combats. Quelle œuvre a été réalisée par la révolution démocratique et populaire dans l'émancipation de la femme ?

Quels atouts et quels handicaps ?

L'un des principaux acquis de notre révolution dans la lutte pour l'émancipation de la femme a été sans conteste la création de l'Union des femmes du Burkina [UFB]. La création de cette organisation constitue un acquit majeur parce qu'elle a permis de donner aux femmes de notre pays un cadre et des moyens sûrs pour victorieusement mener le combat. La création de l'UFB est une grande victoire parce qu'elle permet le ralliement de l'ensemble des femmes militantes autour d'objectifs précis, justes, pour le combat libérateur sous la direction du Conseil national de la révolution. L'UFB est l'organisation des femmes militantes et responsables, déterminées à travailler pour transformer [la réalité], à se battre pour gagner, à tomber et retomber, mais à se relever chaque fois pour avancer sans reculer.

C'est là une conscience nouvelle qui a germé chez les femmes du Burkina, et nous devons tous en être fiers. Camarades militantes, l'Union des femmes du Burkina est votre organisation de combat. Il vous appartient de l'affûter davantage pour que ses coups soient plus tranchants et vous permettent de remporter toujours et toujours des victoires. Les différentes initiatives que le gouvernement a pu entreprendre depuis un peu plus de trois ans pour l'émancipation de la femme sont certainement insuffisantes, mais elles ont permis de faire un bout du chemin au point que notre pays peut se présenter aujourd'hui à l'avant-garde du combat libérateur de la femme. Nos femmes participent de plus en plus aux prises de décision, à l'exercice effectif du

pouvoir populaire.

Les femmes du Burkina sont partout où se construit le pays, elles sont sur les chantiers : le Sourou, le reboisement, la vaccination-commando, les opérations « Villes propres », la bataille du rail, etc. Progressivement, les femmes du Burkina prennent pied et s'imposent, battant ainsi en brèche toutes les conceptions phallogocratiques et passéistes des hommes. Et il en sera ainsi jusqu'à ce que la femme au Burkina soit partout présente dans le tissu social et professionnel. Notre révolution, durant les trois ans et demi, a œuvré à l'élimination progressive des pratiques dévalorisantes de la femme, comme la prostitution et les pratiques avoisinantes comme le vagabondage et la délinquance des jeunes filles, le mariage forcé, l'excision et les conditions de vie particulièrement difficiles de la femme.

En contribuant à résoudre partout le problème de l'eau, en contribuant aussi à l'installation des moulins dans les villages, en vulgarisant les foyers améliorés, en créant des garderies populaires, en pratiquant la vaccination au quotidien, en incitant à l'alimentation saine, abondante et variée, la révolution contribue sans nul doute à améliorer les conditions de vie de la femme burkinabè.

Aussi, celle-ci doit-elle s'engager davantage dans l'application des mots d'ordre anti-impérialistes, à produire et consommer burkinabè, en s'affirmant toujours comme un agent économique de premier plan, producteur comme consommateur des produits locaux.

La révolution d'août a sans doute beaucoup fait pour l'émancipation de la femme, mais cela est pourtant loin d'être satisfaisant. Il nous reste beaucoup à faire.

Pour mieux réaliser ce qu'il nous reste à faire, il nous faut d'avantage être conscients des difficultés à vaincre. Les obstacles et les difficultés sont nombreux. Et en tout premier lieu l'analphabétisme et le faible niveau de conscience politique, toutes choses accentuées encore par l'influence trop grande des forces rétrogrades dans nos sociétés arriérées.

Ces deux principaux obstacles, nous devons travailler avec persévérance à les vaincre. Car tant que les femmes n'auront pas une conscience claire de la justesse du combat politique à mener et des moyens à mettre en œuvre, nous risquons de piétiner et finalement de régresser.

C'est pourquoi, l'Union des femmes du Burkina devra pleinement jouer le rôle qui est le sien. Les femmes de l'UFB doivent travailler à surmonter leurs propres insuffisances, à rompre avec les pratiques et le comportement qu'on a toujours dit propres aux femmes et que malheureusement nous pouvons vérifier encore chaque jour par les propos et comportements de nombreuses femmes. Il s'agit de toutes ces mesquineries comme la jalousie,

l'exhibitionnisme, les critiques incessantes et gratuites, négatives et sans principes, le dénigrement des unes par les autres, le subjectivisme à fleur de peau, les rivalités, etc. Une femme révolutionnaire doit vaincre de tels comportements qui sont particulièrement accentués chez celles de la petite bourgeoisie. Ils sont de nature à compromettre tout travail de groupe, alors même que le combat pour la libération de la femme est un travail organisé qui a besoin par conséquent de la contribution de l'ensemble des femmes.

Ensemble nous devons toujours veiller à l'accès de la femme au travail. Ce travail émancipateur et libérateur qui garantira à la femme l'indépendance économique, un plus grand rôle social et une connaissance plus juste et plus complète du monde.

Notre entendement du pouvoir économique de la femme doit se départir de la cupidité vulgaire et de la crasse avidité matérialiste qui font de certaines femmes des bourses de valeurs spéculatrices, des coffres-forts ambulants. Il s'agit de ces femmes qui perdent toute dignité, tout contrôle et tout principe dès lors que le clinquant des bijoux se manifeste ou que le craquant des billets se fait entendre. De ces femmes, il y en a malheureusement qui conduisent des hommes aux excès d'endettement, voire de concussion, de corruption. Ces femmes sont de dangereuses boues gluantes, fétides, qui nuisent à la flamme révolutionnaire de leurs époux ou compagnons militants. De tristes cas existent où des ardeurs révolutionnaires ont été éteintes et où l'engagement du mari a été détourné de la cause du peuple par une femme égoïste et acariâtre, jalouse et envieuse.

L'éducation et l'émancipation économique, si elles ne sont pas bien comprises et utilement orientées, peuvent être sources de malheur pour la femme, donc pour la société. Recherchées comme amantes, épousées pour le meilleur, elles sont abandonnées dès que survient le pire. Le jugement répandu est impitoyable pour elles : l'intellectuelle se « place mal » et la richissime est suspecte. Toutes sont condamnées à un célibat qui ne serait pas grave s'il n'était pas l'expression même d'un ostracisme diffus de toute une société contre des personnes, victimes innocentes parce qu'elles ignorent tout de « leur crime et de leur tare », frustrées parce que chaque jour est un éteignoir à une affectivité qui se mue en acariâtrie ou en hypocondrie. Chez beaucoup de femmes le grand savoir a provoqué des déboires et la grande fortune a nourri bien des infortunes.

La solution à ces paradoxes apparents réside dans la capacité des malheureuses instruites ou riches à mettre au service de leur peuple leur grande instruction, leurs grandes richesses. Elles n'en seront que plus appréciées, voire adulées par tant et tant de personnes à qui elles auront apporté un peu de joie. Comment

alors pourraient-elles se sentir seules dans ces conditions ? Comment ne pas connaître la plénitude sentimentale lorsque l'on a su faire de l'amour de soi et de l'amour pour soi, l'amour de l'autre et l'amour des autres ?

Nos femmes ne doivent pas reculer devant les combats multiformes qui conduisent une femme à s'assumer pleinement, courageusement et fièrement afin de vivre le bonheur d'être elle-même, et non pas la domestication d'elle par lui.

Aujourd'hui encore, et pour beaucoup de nos femmes, s'inscrire sous le couvert d'un homme demeure le quitus le plus sûr contre le qu'en-dira-t-on oppressant. Elles se marient sans amour et sans joie de vivre, au seul profit d'un goujat, d'un falot démarqué de la vie et des luttes du peuple. Bien souvent, des femmes exigent une indépendance sourcilieuse, réclamant en même temps d'être protégées, pire, d'être sous le protectorat colonial d'un mâle. Elles ne croient pas pouvoir vivre autrement.

Non ! Il nous faut redire à nos sœurs que le mariage, s'il n'apporte rien à la société et s'il ne les rend pas heureuses, n'est pas indispensable, et doit même être évité. Au contraire, montrons-leur chaque jour les exemples de pionnières hardies et intrépides qui dans leur célibat, avec ou sans enfants, sont épanouies et radieuses pour elles, débordantes de richesses et de disponibilité pour les autres. Elles sont même enviées par les mariées malheureuses pour les sympathies qu'elles soulèvent, le bonheur qu'elles tirent de leur liberté, de leur dignité et de leur serviabilité.

Les femmes ont suffisamment fait la preuve de leurs capacités à entretenir une famille, à élever des enfants, à être en un mot responsables sans l'assujettissement tutélaire d'un homme. La société a suffisamment évolué pour que cesse le bannissement injuste de la femme sans mari. Révolutionnaires, nous devons faire en sorte que le mariage soit un choix valorisant et non pas cette loterie où l'on sait ce que l'on dépense au départ mais rien de ce que l'on va gagner. Les sentiments sont trop nobles pour tomber sous le coup du ludisme.

Une autre difficulté réside aussi sans aucun doute dans l'attitude féodale, réactionnaire et passive de nombreux hommes qui continuent de par leur comportement, à tirer en arrière. Ils n'entendent pas voir remettre en cause des dominations absolues sur la femme au foyer ou dans la société en général. Dans le combat pour l'édification de la société nouvelle qui est un combat révolutionnaire, ces hommes de par leurs pratiques, se placent du côté de la réaction et de la contre-révolution. Car la révolution ne saurait aboutir sans l'émancipation véritable des femmes.

Nous devons donc, camarades militantes, avoir clairement conscience de

toutes ces difficultés pour mieux affronter les combats à venir.

La femme tout comme l'homme possède des qualités mais aussi des défauts et c'est là sans doute la preuve que la femme est l'égale de l'homme. En mettant délibérément l'accent sur les qualités de la femme, nous n'avons pas d'elle une vision idéaliste. Nous tenons simplement à mettre en relief ses qualités et ses compétences que l'homme et la société ont toujours occultées pour justifier l'exploitation et la domination de la femme.

Comment allons-nous nous organiser pour accélérer la marche en avant vers l'émancipation ?

Nos moyens sont dérisoires, mais notre ambition, elle, est grande. Notre volonté et notre conviction fermes d'aller de l'avant ne suffisent pas pour réaliser notre pari. Il nous faut rassembler nos forces, toutes nos forces, les agencer, les coordonner dans le sens du succès de notre lutte. Depuis plus de deux décennies l'on a beaucoup parlé d'émancipation dans notre pays, l'on s'est beaucoup ému. Il s'agit aujourd'hui d'aborder la question de l'émancipation de façon globale, en évitant les fuites des responsabilités qui ont conduit à ne pas engager toutes les forces dans la lutte et à faire de cette question centrale une question marginale, en évitant également les fuites en avant qui laisseraient loin derrière, ceux et surtout celles qui doivent être en première ligne.

Au niveau gouvernemental, guidé par les directives du Conseil national de la révolution, un plan d'action cohérent en faveur des femmes, impliquant l'ensemble des départements ministériels, sera mis en place afin de situer les responsabilités de chacun dans des missions à court et moyen termes. Ce plan d'action, loin d'être un catalogue de vœux pieux et autres apitoiements devra être le fil directeur de l'intensification de l'action révolutionnaire. C'est dans le feu de la lutte que les victoires importantes et décisives seront remportées.

Ce plan d'action devra être conçu par nous et pour nous. De nos larges et démocratiques débats devront sortir les audacieuses résolutions pour réaliser notre foi en la femme. Que veulent les hommes et les femmes pour les femmes ? C'est ce que nous dirons dans notre plan d'action.

Le plan d'action, de par l'implication de tous les départements ministériels, se démarquera résolument de l'attitude qui consiste à marginaliser la question de la femme et à déresponsabiliser des responsables qui, dans leurs actions quotidiennes, auraient dû et auraient pu contribuer de façon significative à la résolution de la question. Cette nouvelle approche multidimensionnelle de la question de la femme découle de notre analyse scientifique, de son origine, de ses causes et de son importance dans le cadre de notre projet d'une société nouvelle, débarrassée de toutes formes d'exploitation et d'oppression. Il ne

s'agit point ici d'implorer la condescendance de qui que ce soit en faveur de la femme. Il s'agit d'exiger au nom de la révolution qui est venue pour donner et non pour prendre, que justice soit faite aux femmes.

Désormais l'action de chaque ministère, de chaque comité d'administration ministériel sera jugée en fonction des résultats atteints dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action, au-delà des résultats globaux usuels. À cet effet, les résultats statistiques comporteront nécessairement la part de l'action entreprise qui a bénéficié aux femmes ou qui les a concernées. La question de la femme devra être présente à l'esprit de tous les décideurs à tout instant, à toutes les phases de la conception, de l'exécution des actions de développement. Car concevoir un projet de développement sans la participation de la femme, c'est ne se servir que de quatre doigts, quand on en a dix. C'est donc courir à l'échec.

Au niveau des ministères chargés de l'éducation, on veillera tout particulièrement à ce que l'accès des femmes à l'éducation soit une réalité, cette réalité qui constituera un pas qualitatif vers l'émancipation. Tant il est vrai que partout où les femmes ont accès à l'éducation, la marche vers l'émancipation s'est trouvée accélérée. La sortie de la nuit de l'ignorance permet en effet aux femmes d'exprimer, et d'utiliser les armes du savoir, pour se mettre à la disposition de la société. Du Burkina Faso, devraient disparaître toutes les formes ridicules et rétrogrades qui faisaient que seule la scolarisation des garçons était perçue comme importante et rentable, alors que celle de la fille n'était qu'une prodigalité.

L'attention des parents pour les filles à l'école devra être égale à celle accordée aux garçons qui font toute leur fierté. Car, non seulement les femmes ont prouvé qu'elles étaient égales à l'homme à l'école quand elles n'étaient pas tout simplement meilleures, mais surtout elles ont droit à l'école pour apprendre et savoir, pour être libres.

Dans les futures campagnes d'alphabétisation, les taux de participation des femmes devront être relevés pour correspondre à leur importance numérique dans la population, car ce serait une trop grande injustice que de maintenir une si importante fraction de la population, la moitié de celle-ci, dans l'ignorance.

Au niveau des ministères chargés du travail et de la justice, les textes devront s'adapter constamment à la mutation que connaît notre société depuis le 4 août 1983, afin que l'égalité en droits entre l'homme et la femme soit une réalité tangible. Le nouveau code du travail, en cours de confection et de débat devra être l'expression des aspirations profondes de notre peuple à la justice sociale et marquer une étape importante dans l'œuvre de destruction de l'appareil néocolonial. Un appareil de classe, qui a été façonné et modelé par les régimes

réactionnaires pour pérenniser le système d'oppression des masses populaires et notamment des femmes. Comment pouvons-nous continuer d'admettre qu'à travail égal, la femme gagne moins que l'homme ? Pouvons-nous admettre le lévirat et la dot réduisant nos sœurs et nos mères au statut de biens vulgaires qui font l'objet de tractations ? Il y a tant et tant de choses que les lois moyenâgeuses continuent encore d'imposer à notre peuple, aux femmes de notre peuple. C'est juste, qu'enfin, justice soit rendue.

Au niveau des ministères chargés de la culture et de la famille, un accent particulier sera mis sur l'avènement d'une mentalité nouvelle dans les rapports sociaux, en collaboration étroite avec l'Union des femmes du Burkina. La mère et l'épouse sous la révolution ont des rôles spécifiques importants à jouer dans le cadre des transformations révolutionnaires. L'éducation des enfants, la gestion correcte des budgets familiaux, la pratique de la planification familiale, la création d'une ambiance familiale, le patriotisme sont autant d'atouts importants devant contribuer efficacement à la naissance d'une morale révolutionnaire et d'un style de vie anti-impérialiste, prélude à une société nouvelle.

La femme, dans son foyer, devra mettre un soin particulier à participer à la progression de la qualité de la vie. En tant que Burkinabè, bien vivre, c'est bien se nourrir, c'est bien s'habiller avec les produits burkinabè. Il s'agira d'entretenir un cadre de vie propre et agréable car l'impact de ce cadre sur les rapports entre les membres d'une même famille est très important. Un cadre de vie sale et vilain engendre des rapports de même nature. Il n'y a qu'à observer les porcs pour s'en convaincre.

Et puis la transformation des mentalités serait incomplète si la femme de type nouveau devait vivre avec un homme de type ancien. Le réel complexe de supériorité des hommes sur les femmes, où est-il le plus pernicieux mais le plus déterminant si ce n'est dans le foyer où la mère, complice et coupable, organise sa progéniture d'après des règles sexistes inégalitaires ? Ce sont les femmes qui perpétuent le complexe des sexes, dès les débuts de l'éducation et de la formation du caractère.

Par ailleurs à quoi servirait notre activisme pour mobiliser le jour un militant si la nuit, le néophyte devait se retrouver aux côtés d'une femme réactionnaire démobilisatrice !

Que dire des tâches de ménage, absorbantes et abrutissantes, qui tendent à la robotisation et ne laissent aucun répit pour la réflexion !

C'est pourquoi, des actions doivent être résolument entreprises en direction des hommes et dans le sens de la mise en place, à grande échelle, d'infrastructures sociales telles que les crèches, les garderies populaires, et les

cantines. Elles permettront aux femmes de participer plus facilement au débat révolutionnaire, à l'action révolutionnaire.

L'enfant qui est rejeté comme le raté de sa mère ou monopolisé comme la fierté de son père devra être une préoccupation pour toute la société et bénéficier de son attention et de son affection.

L'homme et la femme au foyer se partageront désormais toutes les tâches du foyer.

Le plan d'action en faveur des femmes devra être un outil révolutionnaire pour la mobilisation générale de toutes les structures politiques et administratives dans le processus de libération de la femme.

Camarades militantes, je vous le répète, afin qu'il corresponde aux besoins réels des femmes, ce plan fera l'objet de débats démocratiques au niveau de toutes les structures de l'UFB.

L'UFB est une organisation révolutionnaire. À ce titre, elle est une école de démocratie populaire régie par les principes organisationnels que sont la critique et l'autocritique, le centralisme démocratique. Elle entend se démarquer des organisations où la mystification a pris le pas sur les objectifs réels. Mais cette démarcation ne sera effective et permanente que si les militantes de l'UFB engagent une lutte résolue contre les tares qui persistent encore, hélas, dans certains milieux féminins. Car il ne s'agit point de rassembler des femmes pour la galerie ou pour d'autres arrière-pensées démagogiques électoralistes ou simplement coupables.

Il s'agit de rassembler des combattantes pour gagner des victoires ; il s'agit de se battre en ordre et autour des programmes d'activités arrêtés démocratiquement au sein de leurs comités dans le cadre de l'exercice bien compris de l'autonomie organisationnelle propre à chaque structure révolutionnaire. Chaque responsable UFB devra être imprégnée de son rôle, dans sa structure, afin de pouvoir être efficace dans l'action. Cela impose à l'Union des femmes du Burkina d'engager de vastes campagnes d'éducation politique et idéologique de ses responsables, pour le renforcement sur le plan organisationnel des structures de l'UFB à tous les niveaux.

Camarades militantes de l'UFB, votre union, notre union, doit participer pleinement à la lutte des classes aux côtés des masses populaires. Les millions de consciences endormies, qui se sont réveillées à l'avènement de la révolution représentent une force puissante. Nous avons choisi au Burkina Faso, le 4 août 1983, de compter sur nos propres forces, c'est-à-dire en grande partie sur la force que vous représentez, vous les femmes. Vos énergies doivent, pour être utiles, être toutes conjuguées dans le sens de la liquidation des races des

exploiteurs, de la domination économique de l'impérialisme.

En tant que structure de mobilisation, l'UFB devra forger au niveau des militantes une conscience politique aiguë pour un engagement révolutionnaire total dans l'accomplissement des différentes actions entreprises par le gouvernement pour l'amélioration des conditions de la femme. Camarades de l'UFB, ce sont les transformations révolutionnaires qui vont créer les conditions favorables à votre libération. Vous êtes doublement dominées par l'impérialisme et par l'homme. En chaque homme somnole un féodal, un phallocrate qu'il faut détruire. Aussi, est-ce avec empressement que vous devez adhérer aux mots d'ordre révolutionnaires les plus avancés pour en accélérer la concrétisation et avancer encore plus vite vers l'émancipation. C'est pourquoi, le Conseil national de la révolution note avec joie votre participation intense à tous les grands chantiers nationaux et vous incite à aller encore plus loin pour un soutien toujours plus grand, à la révolution d'août qui est avant tout la vôtre.

En participant massivement aux grands chantiers, vous vous montrez d'autant plus méritantes que l'on a toujours voulu, à travers la répartition des tâches au niveau de la société, vous confiner dans des activités secondaires. Alors que votre apparente faiblesse physique n'est rien d'autre que la conséquence des normes de coquetterie et de goût que cette même société vous impose parce que vous êtes des femmes.

Chemin faisant, notre société doit se départir des conceptions féodales qui font que la femme non mariée est mise au ban de la société, sans que nous ne percevions clairement que cela est la traduction de la relation d'appropriation qui veut que chaque femme soit la propriété d'un homme. C'est ainsi que l'on méprise les filles-mères comme si elles étaient les seules responsables de leur situation, alors qu'il y a toujours un homme coupable. C'est ainsi que les femmes qui n'ont pas d'enfants, sont opprimées du fait de croyances surannées alors que cela s'explique scientifiquement et peut être vaincu par la science.

La société a par ailleurs imposé aux femmes des canons de coquetterie qui portent préjudice à son intégrité physique : l'excision, les scarifications, les taillages de dents, les perforations des lèvres et du nez. L'application de ces normes de coquetterie reste d'un intérêt douteux. Elle compromet même la capacité de la femme à procréer et sa vie affective dans le cas de l'excision. D'autres types de mutilations, pour moins dangereuses qu'elles soient, comme le perçage des oreilles et le tatouage n'en sont pas moins une expression du conditionnement de la femme, conditionnement imposé à elle par la société pour pouvoir prétendre à un mari.

Camarades militantes, vous vous soignez pour mériter un homme. Vous vous percez les oreilles, et vous vous labourez le corps pour être acceptées par des hommes. Vous vous faites mal pour que le mâle vous fasse encore plus mal !

Femmes, mes camarades de luttes, c'est à vous que je parle : vous qui êtes malheureuses en ville comme en campagne, vous qui ployez sous le poids des fardeaux divers de l'exploitation ignoble, « justifiée et expliquée » en campagne ; vous qui, en ville, êtes censées être des femmes heureuses, mais qui êtes au fond tous les jours des femmes malheureuses, accablées de charges, parce que tôt levée, la femme tourne en toupie devant sa garde-robe se demandant quoi porter, non pour se vêtir, non pour se couvrir contre les intempéries mais surtout, quoi porter, pour plaire aux hommes, car elle est tenue, elle est obligée de chercher à plaire aux hommes chaque jour ; vous les femmes à l'heure du repos, qui vivez la triste attitude de celle qui n'a pas droit à tous les repos, celle qui est obligée de se rationner, de s'imposer la continence et l'abstinence pour maintenir un corps conforme à la ligne que désirent les hommes ; vous le soir, avant de vous coucher, recouvertes et maquillées sous le poids de ces nombreux produits que vous détestez tant, nous le savons, mais qui ont pour but de cacher une ride indiscrete, malencontreuse, toujours jugée précoce, un âge qui commence à se manifester, un embonpoint qui est trop tôt venu. Vous voilà chaque soir obligées de vous imposer une ou deux heures de rituel pour préserver un atout, mal récompensé d'ailleurs par un mari inattentif, et pour le lendemain recommencer à peine à l'aube.

Camarades militantes, hier à travers les discours, par la direction de la mobilisation et l'organisation des femmes (DMOF) et en application du statut général des CDR, le secrétariat général national des CDR a entrepris avec succès la mise en place des comités, des sous-sections et des sections de l'Union des femmes du Burkina.

Le commissariat politique chargé de l'organisation et de la planification aura la mission de parachever votre pyramide organisationnelle par la mise en place du bureau national de l'UFB. Nous n'avons pas besoin d'administration au féminin pour gérer bureaucratiquement la vie des femmes ni pour parler sporadiquement en fonctionnaire cauteleux de la vie des femmes. Nous avons besoin de celles qui se battront parce qu'elles savent que sans bataille, il n'y aura pas de destruction de l'ordre ancien et construction de l'ordre nouveau. Nous ne cherchons pas à organiser ce qui existe, mais bel et bien à le détruire, à le remplacer.

Le bureau national de l'UFB devra être constitué de militantes convaincues et déterminées dont la disponibilité ne devra jamais faire défaut, tant l'œuvre à

entreprendre est grande. Et la lutte commence dans le foyer. Ces militantes devront avoir conscience qu'elles représentent aux yeux des masses l'image de la femme révolutionnaire émancipée, et elles devront se comporter en conséquence.

Camarades militantes, camarades militants, en changeant l'ordre classique des choses, l'expérience fait de plus en plus la preuve que seul le peuple organisé est capable d'exercer le pouvoir démocratiquement.

La justice et l'égalité qui en sont les principes de base permettent à la femme de démontrer que les sociétés ont tort de ne pas lui faire confiance au plan politique comme au plan économique. Ainsi la femme exerçant le pouvoir dont elle s'est emparée au sein du peuple est à même de réhabiliter toutes les femmes condamnées par l'histoire.

Notre révolution entreprend un changement qualitatif, profond de notre société. Ce changement doit nécessairement prendre en compte les aspirations de la femme burkinabè. La libération de la femme est une exigence du futur, et le futur, camarades, est partout porteur de révolutions. Si nous perdons le combat pour la libération de la femme, nous aurons perdu tout droit d'espérer une transformation positive supérieure de la société. Notre révolution n'aura donc plus de sens. Et c'est à ce noble combat que nous sommes tous conviés, hommes et femmes.

Que nos femmes montent alors en première ligne ! C'est essentiellement de leur capacité, de leur sagacité à lutter et de leur détermination à vaincre, que dépendra la victoire finale. Que chaque femme sache entraîner un homme pour atteindre les cimes de la plénitude. Et pour cela que chacune de nos femmes puisse dans l'immensité de ses trésors d'affection et d'amour trouver la force et le savoir-faire pour nous encourager quand nous avançons et nous redonner du dynamisme quand nous flanchons. Que chaque femme conseille un homme, que chaque femme se comporte en mère auprès de chaque homme. Vous nous avez mis au monde, vous nous avez éduqués et vous avez fait de nous des hommes.

Que chaque femme – vous nous avez guidés jusqu'au jour où nous sommes – continue d'exercer et d'appliquer son rôle de mère, son rôle de guide. Que la femme se souvienne de ce qu'elle peut faire, que chaque femme se souvienne qu'elle est le centre de la terre, que chaque femme se souvienne qu'elle est dans le monde et pour le monde, que chaque femme se souvienne que la première à pleurer pour un homme, c'est une femme. On dit, et vous le retiendrez, camarades, qu'au moment de mourir, chaque homme interpelle, avec ses derniers soupirs, une femme : sa mère, sa sœur, ou sa compagne.

Les femmes ont besoin des hommes pour vaincre. Et les hommes ont besoin des victoires des femmes pour vaincre. Car, camarades femmes, aux côtés de chaque homme, il y a toujours une femme. Cette main de la femme qui a bercé le petit de l'homme, c'est cette même main qui bercera le monde entier.

Nos mères nous donnent la vie. Nos femmes mettent au monde nos enfants, les nourrissent à leurs seins, les élèvent et en font des êtres responsables.

Les femmes assurent la permanence de notre peuple, les femmes assurent le devenir de l'humanité ; les femmes assurent la continuation de notre œuvre ; les femmes assurent la fierté de chaque homme.

Mères, sœurs, compagnes,

Il n'y a point d'homme fier tant qu'il n'y a point de femme à côté de lui. Tout homme fier, tout homme fort, puise ses énergies auprès d'une femme ; la source intarissable de la virilité, c'est la féminité. La source intarissable, la clé des victoires se trouvent toujours entre les mains de la femme. C'est auprès de la femme, sœur ou compagne que chacun de nous retrouve le sursaut de l'honneur et de la dignité.

C'est toujours auprès d'une femme que chacun de nous retourne pour chercher et rechercher la consolation, le courage, l'inspiration pour oser repartir au combat, pour recevoir le conseil qui tempérera des témérités, une irresponsabilité présomptueuse. C'est toujours auprès d'une femme que nous redevenons des hommes, et chaque homme est un enfant pour chaque femme. Celui qui n'aime pas la femme, celui qui ne respecte pas la femme, celui qui n'honore pas la femme, a méprisé sa propre mère. Par conséquent, celui qui méprise la femme méprise et détruit le lieu focal d'où il est issu, c'est-à-dire qu'il se suicide lui-même parce qu'il estime n'avoir pas de raison d'exister, d'être sorti du sein généreux d'une femme.

Camarades, malheur à ceux qui méprisent les femmes ! Ainsi à tous les hommes d'ici et d'ailleurs, à tous les hommes de toutes conditions, de quelque case qu'ils soient, qui méprisent la femme, qui ignorent et oublient ce qu'est la femme, je dis : « Vous avez frappé un roc, vous serez écrasés. »

Camarades, aucune révolution, et à commencer par notre révolution, ne sera victorieuse tant que les femmes ne seront pas d'abord libérées. Notre lutte, notre révolution sera inachevée tant que nous comprendrons la libération comme celle essentiellement des hommes. Après la libération du prolétaire, il reste la libération de la femme. Camarades, toute femme est la mère d'un homme. Je m'en voudrais en tant qu'homme, en tant que fils, de conseiller et d'indiquer la voie à une femme. La prétention serait de vouloir conseiller sa mère. Mais nous savons aussi que l'indulgence et l'affection de la mère, c'est

d'écouter son enfant, même dans les caprices de celui-ci, dans ses rêves, dans ses vanités. Et c'est ce qui me console et m'autorise à m'adresser à vous.

C'est pourquoi, camarades, nous avons besoin de vous pour une véritable libération de nous tous. Je sais que vous trouverez toujours la force et le temps de nous aider à sauver notre société.

Camarades, il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée. Que jamais mes yeux ne voient une société, que jamais, mes pas ne me transportent dans une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sorties de leurs entrailles d'opprimées.

Camarades, en avant pour la conquête du futur. Le futur est révolutionnaire. Le futur appartient à ceux qui luttent.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

1. Obligation faite à une femme de se remarier avec un membre de la famille de son mari à la suite du décès de celui-ci.

2. NdE : La mention suivante figure dans la brochure dans laquelle ce discours a été retranscrit : « Intervention en langue nationale moré pour assurer les femmes qu'une traduction suivra, à leur intention. »

UN FRONT UNI CONTRE LA DETTE

ADDIS-ABEBA, 29 JUILLET 1987

Ce discours, prononcé à Addis Abeba aux travaux de la vingt-cinquième conférence au sommet des pays membres de l'OUA, intégralement filmé, traduit dans de nombreuses langues, est le plus connu de ceux de Thomas Sankara. Il semble improviser et apparaître en grande forme, radieux, heureux de faire la leçon à ses pairs, que l'on voit tantôt incrédules, gênés, hilares aussi par moment devant tant d'humour. Certains y voient un discours prémonitoire puisqu'il déclare : « Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence. » D'autres s'en saisissent comme la preuve que Thomas Sankara était panafricaniste.

Le Burkina était pourtant alors peu endetté, le service de la dette n'étant à l'époque que de 2,5 % du PNB. Mais Thomas Sankara sentait le danger arriver. Il décrit très clairement le mécanisme qui a piégé les pays du tiers-monde par la dette, devenue un instrument de domination particulièrement efficace. Elle a servi de prétexte pour imposer des politiques libérales, détruisant les services publics pour faire des économies, et obligeant les pays endettés à développer les cultures d'exportation pour faire rentrer des devises et rembourser les dettes. Fidel Castro avait aussi appelé, dans un discours à La Havane en juillet 1985, au non-paiement de la dette et à la constitution d'un front du refus latino-américain et caribéen. Dès juillet 1986, Cuba avait suspendu les remboursements.

En 1987, le FMI commençait à lancer ses programmes d'ajustement structurel. Le Burkina avait entamé des négociations avec la Banque mondiale pour le prolongement du chemin de fer qui relie Abidjan à Ouagadougou jusque dans le nord du pays, pour désenclaver la région, et permettre l'exploitation du manganèse. L'exploitation du manganèse a été jugée à l'époque non rentable par les « experts ». Le FMI et la Banque mondiale ont refusé les prêts. Le pays se lançait alors dans la « bataille du rail ». Depuis l'exploitation du chemin de fer a été privatisée au profit du groupe Bolloré. La Banque mondiale a accordé un prêt à la Côte d'Ivoire qui sera reversé à Bolloré pour réhabiliter le tronçon construit jusqu'à Kaya pendant la révolution¹ ! Voilà ce que déclarait Thomas

Sankara en 1987 : « Nous avons dit au FMI : ce que vous nous demandez nous l'avons déjà fait. Nous avons réduit les salaires, assaini l'économie, vous n'avez rien à nous enseigner. Or, à chaque fois que nous parlons FMI, il nous faut fournir toujours de nouveaux gages pour lui demander la carte d'entrée. Il nous est apparu que ce qu'il cherche va bien au-delà d'un contrôle de gestion et que ce dont il s'agit n'est autre chose qu'un contrôle politique². »

L'auto-ajustement, décrit ici, pratiqué par le Burkina n'avait rien à voir avec celui imposé par le FMI pour qui la privatisation des entreprises publiques constituait un dogme. Le problème de la dette n'est plus cantonné aux pays du tiers-monde. Le mécanisme est partout le même. Imposer aux populations de payer les gabegies des dirigeants corrompus et les dérives bancaires du libéralisme. La crise grecque toute proche en est une véritable démonstration.

Environ dix ans après son assassinat, le mouvement altermondialiste a fait de Thomas Sankara une référence. Depuis, c'est autour du 15 octobre, date de son assassinat, que les campagnes internationales des différents réseaux engagés dans la lutte contre la dette illégitime, se regroupent pour des actions internationales coordonnées qui marquent des temps forts de la lutte pour l'annulation de la dette.



Monsieur le président,

Messieurs les chefs des délégations,

Je voudrais qu'à cet instant nous puissions parler de cette autre question qui nous tiraille : la question de la dette, la question de la situation économique de l'Afrique. Autant que la paix, elle est une condition importante de notre survie. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir vous imposer quelques minutes supplémentaires pour que nous en parlions.

Le Burkina Faso voudrait dire tout d'abord sa crainte. La crainte que nous avons c'est que les réunions de l'OUA se succèdent, se ressemblent mais qu'il y ait de moins en moins d'intéressement à ce que nous faisons.

Monsieur le président,

Combien sont-ils les chefs d'État qui sont ici présents alors qu'ils ont dûment appelés à venir parler de l'Afrique en Afrique ?

Monsieur le président,

Combien de chefs d'État sont prêt à bondir à Paris, à Londres, à Washington

lorsque là-bas on les appelle en réunion mais ne peuvent pas venir en réunion ici à Addis Abeba en Afrique ? Ceci est très important [*Applaudissements*].

Je sais que certains ont des raisons valables de ne pas venir. C'est pourquoi je voudrais proposer, Monsieur le président, que nous établissions un barème de sanctions pour les chefs d'État qui ne répondent pas présents à l'appel. Faisons en sorte que par un ensemble de points de bonne conduite, ceux qui viennent régulièrement, comme nous par exemple [*Rires*], puissent être soutenus dans certains de leurs efforts. Exemple : les projets que nous soumettons à la Banque africaine de développement [BAD] doivent être affectés d'un coefficient d'africanité [*Applaudissements*]. Les moins africains seront pénalisés. Comme cela tout le monde viendra aux réunions.

Je voudrais vous dire, Monsieur le président, que la question de la dette est en question que nous ne saurions occulter. Vous-même vous en savez quelque chose dans votre pays où vous avez dû prendre des décisions courageuses, téméraires même. Des décisions qui ne semblent pas du tout être en rapport avec votre âge et vos cheveux blancs [*Rires*]. Son Excellence le président Habib Bourguiba qui n'a pas pu venir mais qui nous a fait délivrer un important message donne cet autre exemple à l'Afrique, lorsque en Tunisie, pour des raisons économiques, sociales et politiques, il a dû lui aussi prendre des décisions courageuses.

Mais, Monsieur le président, allons-nous continuer à laisser les chefs d'État chercher individuellement des solutions au problème de la dette avec le risque de créer chez eux des conflits sociaux qui pourraient mettre en péril leurs stabilités et même la construction de l'unité africaine ? Ces exemples que j'ai cités, il y en a bien d'autres, méritent que les sommets de l'OUA apportent une réponse sécurisante à chacun de nous quant à la question de la dette.

Nous estimons que la dette s'analyse d'abord de par son origine. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont prêté de l'argent, ce sont eux qui nous ont colonisés. Ce sont les mêmes qui géraient nos économies. Ce sont les colonisateurs qui endettaient l'Afrique auprès des bailleurs de fond, leurs frères et cousins. Nous sommes étrangers à la dette. Nous ne pouvons donc pas la payer.

La dette c'est encore le néocolonialisme ou les colonialistes qui se sont transformés en « assistants techniques ». En fait, nous devrions dire en assassins technique. Et ce sont eux qui nous ont proposé des sources de financement, des « bailleurs de fonds ». Un terme que l'on emploie chaque jour comme s'il y avait des hommes dont le « bâillement » suffirait à créer le développement chez d'autres. Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des dossiers et des montages financiers alléchants. Nous nous

sommes endettés pour cinquante ans, soixante ans et même plus. C'est-à-dire que l'on nous a amenés à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus.

La dette sous sa forme actuelle, est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers. Faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. Ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser.

Monsieur le président,

Nous avons écouté et applaudi le Premier ministre de Norvège lorsqu'elle est intervenue ici même. Elle a dit, elle qui est européenne, que toute la dette ne peut pas être remboursée. Je voudrais simplement la compléter et dire que la dette ne peut pas être remboursée. La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise. Non, Monsieur le président, ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue [*Applaudissements*].

Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang. C'est notre sang qui a été versé.

On parle du plan Marshall qui a refait l'Europe économique. Mais l'on ne parle pas du plan africain qui a permis à l'Europe de faire face aux hordes hitlériennes lorsque leurs économies étaient menacées, leurs stabilités étaient menacées. Qui a sauvé l'Europe ? C'est l'Afrique. On en parle très peu. On en parle si peu que nous ne pouvons, nous, être complices de ce silence ingrat. Si les autres ne peuvent pas chanter nos louanges, nous avons au moins le devoir de dire que nos pères furent courageux et que nos anciens combattants ont sauvé l'Europe et finalement ont permis au monde de se débarrasser du nazisme.

La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements. Lorsqu'on nous parle

de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue de façon subite. La crise existe de tout temps et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leurs droits face aux exploiters.

Il y a crise aujourd'hui parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique. Il y a crise parce que face à ces richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos et les bas-quartiers. Il y a crise parce que les peuples partout refusent d'être dans Soweto face à Johannesburg. Il y a donc lutte et l'exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s'inquiéter.

On nous demande aujourd'hui d'être complices de la recherche d'un équilibre. Équilibre en faveur des tenants du pouvoir financier. Équilibre au détriment de nos masses populaires. Non ! Nous ne pouvons pas être complices. Non ; nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples. Nous ne pouvons pas les accompagner dans leurs démarches assassines.

Monsieur le président,

Nous entendons parler de clubs – Club de Rome, Club de Paris, Club de Partout. Nous entendons parler du Groupe des Cinq, des Sept, du Groupe des Dix, peut-être du Groupe des Cent. Que sais-je encore ? Il est normal que nous ayons aussi notre club et notre groupe. Faisons en sorte que dès aujourd'hui Addis Abeba devienne également le siège, le centre d'où partira le souffle nouveau du Club d'Addis Abeba contre la dette. Ce n'est que de cette façon que nous pourrons dire aujourd'hui, qu'en refusant de payer, nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse mais au contraire dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est.

Du reste les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique. Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun. Donc notre club parti d'Addis Abeba devra également dire aux uns et aux autres que la dette ne saura être payée. Quand nous disons que la dette ne sera pas payée ce n'est point que nous sommes contre la morale, la dignité, le respect de la parole. Nous estimons que nous n'avons pas la même morale que les autres. La Bible, le Coran, ne peuvent pas servir de la même manière celui qui exploite le peuple et celui qui est exploité. Il faudra qu'il y ait deux éditions de la Bible et deux

éditions du Coran [*Applaudissements*].

Nous ne pouvons pas accepter leur morale. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle de dignité. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle du mérite de ceux qui paient et de perte de confiance vis-à-vis de ceux qui ne paieraient pas. Nous devons au contraire dire que c'est normal aujourd'hui que l'on préfère reconnaître que les plus grands voleurs sont les plus riches. Un pauvre quand il vole ne commet qu'un larcin, une peccadille tout juste pour survivre et par nécessité. Les riches, ce sont eux qui volent le fisc, les douanes. Ce sont eux qui exploitent le peuple.

Monsieur le président,

Ma proposition ne vise pas simplement à provoquer ou à faire du spectacle. Je voudrais dire ce que chacun de nous pense et souhaite. Qui, ici, ne souhaite pas que la dette ne soit purement et simplement effacée ? Celui qui ne le souhaite pas peut sortir, prendre son avion et aller tout de suite à la Banque mondiale payer [*Applaudissements*].

Je ne voudrais pas que l'on prenne la proposition du Burkina Faso comme celle qui viendrait de la part de jeunes sans maturité, sans expérience. Je ne voudrais pas non plus que l'on pense qu'il n'y a que les révolutionnaires à parler de cette façon. Je voudrais que l'on admette que c'est simplement l'objectivité et l'obligation.

Je peux citer dans les exemples de ceux qui ont dit de ne pas payer la dette, des révolutionnaires comme des non-révolutionnaires, des jeunes comme des vieux. Je citerai par exemple : Fidel Castro. Il a déjà dit de ne pas payer. Il n'a pas mon âge même s'il est révolutionnaire. Également François Mitterrand a dit que les pays africains ne peuvent pas payer, que les pays pauvres ne peuvent pas payer. Je citerai Madame le premier ministre de Norvège. Je ne connais pas son âge et je m'en voudrais de le lui demander [*Rires et applaudissements*]. Je voudrais citer également le président Félix Houphouët-Boigny. Il n'a pas mon âge. Cependant il a déclaré officiellement et publiquement qu'au moins pour ce qui concerne son pays, la dette ne pourra être payée. Or, la Côte d'Ivoire est classée parmi les pays les plus aisés d'Afrique. Au moins d'Afrique francophone. C'est pourquoi, d'ailleurs, il est normal qu'elle paie plus sa contribution ici [*Applaudissements*].

Monsieur le président,

Ce n'est donc pas de la provocation. Je voudrais que très sagement vous nous offriez des solutions. Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous

faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence ! Par contre, avec le soutien de tous, dont j'ai grand besoin, [*Applaudissements*] avec le soutien de tous, nous pourrons éviter de payer. Et en évitant de payer nous pourrons consacrer nos maigres ressources à notre développement.

Et je voudrais terminer en disant que nous pouvons rassurer les pays auxquels nous disons que nous n'allons pas payer la dette, que ce qui sera économisé n'ira pas dans les dépenses de prestige. Nous n'en voulons plus. Ce qui sera économisé ira dans le développement. En particulier nous éviterons d'aller nous endetter pour nous armer car un pays africain qui achète des armes ne peut l'avoir fait que contre un Africain. Ce n'est pas contre un Européen, ce n'est pas contre un pays asiatique. Par conséquent nous devons également, dans la lancée de la résolution de la question de la dette, trouver une solution au problème de l'armement.

Je suis militaire et je porte une arme. Mais Monsieur le président, je voudrais que nous nous désarmions. Parce que moi je porte l'unique arme que je possède. D'autres ont camouflé les armes qu'ils ont [*Rires et applaudissements*].

Alors, chers frères, avec le soutien de tous, nous pourrons faire la paix chez nous.

Nous pourrons également utiliser ses immenses potentialités pour développer l'Afrique parce que notre sol et notre sous-sol sont riches. Nous avons suffisamment de quoi faire et nous avons un marché immense, très vaste du nord au sud, de l'est à l'ouest. Nous avons suffisamment de capacité intellectuelle pour créer ou tout au moins prendre la technologie et la science partout où nous pouvons les trouver.

Monsieur le président,

Faisons en sorte que nous mettions au point ce Front uni d'Addis Abeba contre la dette. Faisons en sorte que ce soit à partir d'Addis Abeba que nous décidions de limiter la course aux armements entre pays faibles et pauvres. Les gourdins et les coutelas que nous achetons sont inutiles. Faisons en sorte également que le marché africain soit le marché des Africains. Produire en Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique. Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous produisons au lieu de l'importer.

Le Burkina Faso est venu vous exposer ici la cotonnade, produite au Burkina Faso, tissée au Burkina Faso, cousue au Burkina Faso pour habiller les Burkinabè. Ma délégation et moi-même, nous sommes habillés par nos tisserands, nos paysans. Il n'y a pas un seul fil qui vienne d'Europe ou

d'Amérique [*Applaudissements*]. Je ne fais pas un défilé de mode mais je voudrais simplement dire que nous devons accepter de vivre africain. C'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne.

Je vous remercie, Monsieur le président.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons ! [*Longs applaudissements*]

1. Voir *La Lettre du Continent*, n° 594.

2. Cité dans *Le Monde diplomatique*, mai 1987.

NOUS PRÉFÉRONS UN PAS AVEC LE PEUPLE QUE DIX PAS SANS LE PEUPLE

BOBO-DIOULASSO, 4 AOÛT 1987

Dans ce discours, Thomas Sankara évoque à peine le bilan impressionnant des réalisations de la révolution. Il préfère un discours plutôt théorique nous donnant l'occasion de mieux juger de ses qualités de dirigeant politique révolutionnaire. Cette année, les paysans ont bénéficié de nombreuses décisions en leur faveur : garantie et augmentation des prix aux producteurs, création de nouveaux circuits de commercialisation, comme la chaîne de magasins Faso Yaar, pour distribuer les produits locaux et contrôler les prix. Plusieurs initiatives politiques ont été prises pour tenter d'intégrer les paysans au processus révolutionnaire. En règle générale, les paysans soutiennent plutôt la révolution, surtout depuis qu'ils ont compris que, cette fois, le pouvoir s'est engagé pour améliorer leurs conditions de vie. Mais en certains endroits, les chefs coutumiers mènent campagne contre la révolution qui s'attaque à leurs privilèges.

Thomas Sankara veut créer une « alliance stratégique » entre la paysannerie et la « classe ouvrière et la petite bourgeoisie intellectuelle ». L'Union nationale des paysans du Burkina est créée en mars 1987.

De leurs côtés, les syndicats ont repris les activités revendicatives après la libération de leurs dirigeants en janvier 1987. Réunis en un symposium national du 28 avril au 2 mai 1987 à Ouagadougou, les paysans sont instrumentalisés contre les syndicats à l'occasion du 1^{er} mai, alors que les CDR tentent de prendre la tête des syndicats, lors de congrès qu'ils poussent à organiser. Certains dirigeants syndicaux sont remis en prison. Thomas Sankara n'évoque pourtant pas ces événements. Mais il le fait à l'occasion d'une question posée lors d'une rencontre avec des « gens du peuple » en direct à la radio.

L'essentiel du discours porte donc sur les questions politiques. Comme lors de tout processus révolutionnaire, des contradictions internes sont nées. En bon dialecticien¹, il les reconnaît comme inéluctables, et souhaite s'en saisir pour aller de l'avant.

Le 4 août 1983, seuls le PAI et l'ULCR intègrent le CNR. Mais un an plus tard, le divorce est consommé avec le PAI, à la suite de divergences politiques. Plusieurs organisations se créent qui vont intégrer le CNR. Toutes ont signé, en mai 1985, une déclaration dans laquelle elles s'engagent à l'unification. Mais les discussions traînent. Thomas Sankara prône un parti révolutionnaire, rassembleur, ouvert au débat, alors que la plupart de ceux qui vont faire alliance avec Blaise Compaoré contre lui, souhaitent au contraire une nouvelle épuration se retranchant avec dogmatisme derrière la rhétorique marxiste. Sankara dénonce aussi les « opportunistes », ceux qui ont rejoint la révolution pour se faire une place, avoir des postes de responsabilité et en tirer profit pour leurs intérêts personnels. Ses ennemis se sentent visés.

Il reconnaît aussi la nécessité de faire une pause. Il faut convaincre et non imposer. « Il faut rectifier », dit-il. Or, le terme « rectification » fut justement celui employé par les amis de Blaise Compaoré après l'assassinat de Sankara, pour signifier qu'ils voulaient poursuivre la révolution, qu'il fallait améliorer et se débarrasser de ses erreurs. On sait ce qu'il en est advenu : la fin de la révolution, le retour au libéralisme économique, la soumission au plan d'ajustement structurel imposé par le FMI et la Banque mondiale, le retour dans le giron des pays occidentaux dont le Burkina deviendra l'un des meilleurs alliés.



Honorables invités de l'Union soviétique, du Togo, du Bénin, du Niger, du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, de l'Angola, de l'Éthiopie, de la République arabe sahraouie démocratique, de la Libye, de l'Algérie, de l'Iran, de Cuba, de France, d'Italie,

Chers amis du Burkina Faso venus du Sénégal, de la Belgique et de l'Espagne, Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire,

Aujourd'hui, 4 août 1987, nous célébrons le quatrième anniversaire de notre révolution, la révolution d'août, la révolution démocratique et populaire. Pour ce rendez-vous de la joie et de l'allégresse, nos pas se sont laissés guider par nos cœurs. Et nos cœurs nous ont conduits à Bobo-Dioulasso. Bobo-Dioulasso, ville historique et pétulante dont le nom est définitivement lié à l'Afrique des luttes anticoloniales, l'Afrique des unités, l'Afrique des fédérations, en somme au panafricanisme vivifiant.

Merci à tous ceux qui sont venus, merci à tout Burkinabè d'un jour, ou Burkinabè de toujours. Merci à tous ceux, qui n'ont pu effectuer le

déplacement pour Bobo-Dioulasso, mais qui sûrement communient avec nous dans la simplicité, dans la discrétion voulue ou subie, mais dans la solennité et dans la dignité.

Merci à tous ceux qui sont aujourd'hui dans l'impossibilité de fêter avec nous en comptant la maladie, les privations diverses, entretenant stoïquement l'espoir de jours meilleurs. Merci à tous ceux qui ne sont plus là et qui cependant avaient le droit de savourer les délices de nos victoires. À la mémoire de tous ces militants qui nous ont quittés prématurément, observons une minute de silence... Je vous remercie.

Camarades, le quatrième anniversaire de notre révolution est placé sous le signe de notre dynamique paysannerie. La paysannerie, la communauté de ceux qui résolvent pour tous quotidiennement et concrètement la question concrète de la nourriture.

Oui, c'est cette paysannerie qui sort des limbes du Moyen Âge, de l'arriération et qui, dans des conditions précaires, réalise tant bien que mal, chaque année, ce pari. Cette paysannerie, notre paysannerie, est la fraction la plus importante de notre peuple. C'est cette fraction qui a subi et continue de subir avec le plus d'intensité l'exploitation des vestiges des forces de type féodal et de l'impérialisme. C'est cette fraction qui a le plus souffert des maux que nous avons hérités de la société coloniale : l'analphabétisme, l'obscurantisme, la paupérisation, les brimades diverses, les maladies endémiques, la famine...

Ce n'est donc point une surprise si notre paysannerie est aujourd'hui une force désireuse de transformations, désireuse de transformations révolutionnaires. Car seule la révolution, en renversant l'ordre ancien, peut satisfaire les aspirations légitimes de la paysannerie. Pour répondre à ce désir légitime et mobiliser toutes ces énergies disponibles, la révolution démocratique et populaire a fait de cette paysannerie une force politique organisée, en créant l'Union nationale des paysans du Burkina [UNPB].

Cette force politique doit se placer sur l'axe du renforcement du processus révolutionnaire en donnant naissance à un engagement conscient dans la révolution au niveau de chaque paysan pauvre. Au cours de l'année écoulée, beaucoup d'initiatives heureuses ont été développées dans le sens de l'accomplissement de cette tâche. Cette tâche, dont l'importance et la complexité sont grandes, va nécessiter que nous y revenions à une autre occasion au cours de l'an 5 de notre révolution pour la définir plus amplement et plus profondément.

La célébration de l'an 4 sous le thème de la paysannerie doit marquer le départ pour un paysan de type nouveau, correspondant à la société nouvelle en

cours d'édification. Il ne s'agit pas pour nous de célébrer le type de paysan arriéré, résigné, naïf, soumis à l'obscurantisme et conservateur farouche. Il s'agit de célébrer la naissance du paysan nouveau, responsable et responsabilisé, un homme qui s'ouvre au futur en s'armant de technologies nouvelles.

Du reste, l'application croissante du mot d'ordre « Produire et consommer burkinabè » contribue déjà à façonner cette nouvelle image du paysan, grand acteur et bénéficiaire de cette politique d'édification d'une économie nationale indépendante issue de la deuxième conférence nationale des Comités de défense de la révolution.

Aussi, l'exécution du premier plan quinquennal de développement populaire, qui participe de cette politique économique nouvelle, devra-t-elle être pour tous, l'occasion d'apprendre à réaliser pour nous-mêmes ce dont nous avons besoin et à améliorer constamment la qualité du travail. Le plan quinquennal ne devra donc être exécuté dans le seul souci de pouvoir un jour faire une compilation de statistiques.

Le terme paysan devra grâce à ces transformations intégrales et à ces effets induits cesser d'être le terme péjoratif que l'on tonnait aujourd'hui pour devenir synonyme de respect, respect dû au combattant digne et fier qui défend les causes justes et qui assume avec succès et au niveau voulu, sa part dans la production sociale en tant que membre du grand corps qu'est le peuple.

Dans ce combat, les paysans ne devront pas être seuls. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie intellectuelle révolutionnaire devront assumer leurs responsabilités historiques en œuvrant avec sacrifice et abnégation à la réduction de l'écart entre la ville et la campagne.

La classe ouvrière et la petite bourgeoisie intellectuelle révolutionnaire doivent donc considérer cette célébration comme un jalon important dans le cadre du renforcement de leur alliance stratégique avec la paysannerie. C'est aujourd'hui la fête des paysans et c'est donc aussi la fête de leurs alliés, symbolisés par notre emblème, l'emblème de la révolution démocratique et populaire.

Camarades, aujourd'hui, il nous faut jeter un regard sur les quatre années de révolution, non pas tellement pour relever mécaniquement nos victoires, bien qu'une fierté légitime nous y pousse, mais pour en tirer les enseignements afin de mieux éclairer notre marche vers le progrès.

Nous avons entrepris et réalisé de nombreuses transformations matérielles en faveur des masses. Ces résultats, nous ne les devons pas à des matériaux supplémentaires ou exceptionnels. Nous les devons à l'action des hommes. Ces hommes, qui hier étaient résignés, muets, fatalistes et attentistes, sont

aujourd'hui debout et engagés pour la lutte révolutionnaire concrète sur les divers chantiers. Les victoires enregistrées sont le fruit de leur travail, la projection sur le concret de leur génie créateur et de leur enthousiasme révolutionnaire.

Ces résultats sont la preuve que notre révolution est populaire, car elle puise dans les masses sa richesse, sa force et son invincibilité. C'est pourquoi nous devons saluer tant de courage et d'abnégation, tant de sacrifices et de dévouement de la part des militants de la révolution démocratique et populaire.

Ce salut que nous leur adressons n'est pas un salut de complaisance. Les résultats atteints s'expliquent scientifiquement. La force, qu'elle soit d'origine musculaire ou produite par des machines, est mesurable, comparable et donc substituable. D'autres l'ont montré avant nous et nous n'avons fait que l'appliquer à nos réalités concrètes. Cette application a nécessité que l'homme burkinabè cesse d'être la reproduction sur le plan des mentalités de l'individu culturellement aliéné et politiquement asservi, modelé pour perpétuer la domination impérialiste dans les pays nouvellement indépendants.

Pour la société nouvelle, il nous faut un peuple nouveau, un peuple avec son identité propre, un peuple qui sait ce qu'il veut, qui sait s'imposer et qui sait ce qu'il faut pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé.

Notre peuple, après quatre années de révolution, est l'amorce de ce peuple nouveau. Le recul sans précédent enregistré par le fatalisme est un indice tangible à cet effet. Tout le peuple burkinabè croit à un avenir meilleur. Et à ce niveau, nous avons même réussi à convaincre des réactionnaires d'hier, qui, pris dans l'engrenage de la marche de l'histoire, regardent avec optimisme l'avenir avec nous, oubliant qu'hier encore ils prêchaient la soumission à l'impérialisme et la mendicité perpétuelle comme moyens pour développer ce pays. La construction de la Patrie a renforcé la conscience collective de la nécessité de compter sur nos propres forces en rejetant farouchement le mimétisme servile et à-plat-ventrisme humiliant et dégénérescent.

Camarades militantes et militants, assurément l'année politique qui s'achève à ce quatrième anniversaire a été une année mouvementée. Sans revenir sur les détails des contradictions qui sont apparues, ni sur la qualité des solutions pour les résoudre, il convient de retenir la leçon principale de cette expérience.

La révolution démocratique et populaire a besoin d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de vaincus, d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de soumis qui subissent leur destin.

Depuis le 4 août 1983, le Burkina Faso révolutionnaire s'est imposé sur la scène africaine et internationale surtout et avant tout grâce à son génie

intellectuel, aux vertus morales et humaines des dirigeants et des masses organisées. Nous avons vaincu des adversités et des animosités sordides, solides et armées jusqu'aux dents. Nous avons su être fermes dans la défense des principes sans jamais céder à la rage. Nous nous sommes défendus sans haine dans le respect de la dignité des autres, parce que la dignité est une valeur sacrée au Burkina.

L'essentiel pour nous aujourd'hui est de retenir ces diverses formes d'adversités et d'en tirer les leçons pour nous fortifier, car les combats à venir seront certainement plus durs et plus complexes.

Durant les quatre ans de révolution, nous n'avons en effet cessé d'affronter la réaction et l'impérialisme. Les complots les plus sordides ont été ourdis pour nuire à notre action ou, pire, pour renverser notre révolution. L'impérialisme et la réaction sont restés farouchement opposés aux transformations qui s'opèrent chaque jour dans notre pays et remettent en cause leurs intérêts.

Or, notre peuple ne cesse depuis quatre ans de faire la preuve qu'avec la révolution il est possible de mettre fin à l'exploitation, de sortir de la misère et de créer le bonheur à la force de nos poignets et de nos cœurs. Ceux qui vivent grassement de l'exploitation des autres ont été contre notre combat et le seront davantage demain.

Que n'a-t-on fait, que ne fait-on aujourd'hui même pour arrêter notre marche en avant ! Les sabotages économiques, les campagnes de dénigrement, la corruption, les provocations de toutes sortes, les chantages comme les menaces sont autant de manœuvres de l'ennemi qu'il nous a été donné de connaître et d'affronter durant ces quatre années de luttes révolutionnaires.

L'adversité nous l'avons aussi connue de l'intérieur de notre Burkina Faso bien-aimé, dans nos propres rangs ; dans le camp de la révolution. Des idées et des pratiques erronées se sont en effet développées au sein des masses et des révolutionnaires et ont causé du tort à la révolution. Il nous a fallu les combattre malgré la relative fragilité de nos rangs. Il y a eu de révoltantes volte-face ; des affrontements ont suivi des provocations. Il y a eu des déchirements, mais rien n'est jamais définitif.

L'opportunisme, nous l'avons connu et nous l'avons vu à l'œuvre. Il travaille sous diverses formes à la renonciation de la lutte révolutionnaire, à l'abandon de la défense intransigeante des intérêts du peuple au profit d'une recherche frénétique d'avantages personnels et égoïstes. La défense conséquente de notre orientation révolutionnaire nous a imposé de combattre toute idée ou tout comportement contraire à l'approfondissement de la révolution.

Pour avoir choisi cette voie plutôt que celle plus facile de la démagogie, nous avons dû subir diverses attaques plus calomnieuses les unes que les autres

provenant aussi bien d'ennemis classiques que d'éléments issus des rangs mêmes de la révolution, d'impatients développant un zèle douteux de néophytes, quand ce n'est pas une frénésie de calculateurs aux ambitions personnelles non cachées.

L'opportunisme comme la contre-révolution sont des ronces habituelles sur la route de la révolution. Et jusqu'à ce que la révolution atteigne ses objectifs finaux de création d'une société nouvelle où n'existe pas l'exploitation de l'homme par l'homme, l'opportunisme se manifestera toujours en chemin à un moment ou un autre à la faveur de circonstances diverses ou sous des formes extrêmement variées allant de la manifestation la plus droitière à l'expression la plus gauchiste et radicalisée.

Les difficultés du combat, les exigences de l'engagement, l'âpreté de la lutte des classes ont amené des camarades à désertir purement et simplement les rangs ou à opérer des fuites en avant quand ce n'est pas pour se tromper purement et simplement de cible.

D'autres caressent le rêve de raccrocher [leurs gants], mais se font des scrupules sur la manière de le faire. Aussi, cherchent-ils à théoriser d'avance sur leur abandon du combat révolutionnaire. Et c'est ainsi qu'ont circulé et circulent encore de nombreuses théories et idées toutes imbues d'opportunisme.

Tout cela a contribué à constituer des éléments d'adversité contre lesquels il a fallu se battre pour avancer. Nous continuons de penser que cette transformation des mentalités est loin d'être achevée. Il y a encore beaucoup d'entre nous qui se réfèrent aux normes étrangères pour évaluer leur vie sociale, économique et culturelle. Ils sont au Burkina Faso et ils refusent de vivre notre réalité concrète.

Croire que les échecs, les défaites, la récupération par la bourgeoisie, les impasses mortelles, les trahisons ne guettent et n'ont guetté que les autres révolutions.

Notre révolution, tout comme les autres, est constamment menacée de tous les dangers contre-révolutionnaires. Il nous faut en être conscients, parfaitement conscients et nous engager résolument dans la défense permanente de la ligne juste qui mène vers l'objectif final. Il nous faut surtout être conscient que ces problèmes naissent de façon dialectique de l'exacerbation de la lutte des classes et qu'au contraire, leur inexistence traduirait en réalité l'étouffement sournois de la lutte révolutionnaire au profit de la conciliation des classes.

Camarades, il nous faut aujourd'hui prendre le temps de tirer les leçons et

enseignements de notre action passée pour enrichir notre théorie et notre pratique de la révolution et nous engager davantage dans la lutte de façon organisée, plus scientifique et plus résolue.

Les tâches qui nous attendent sont nombreuses et complexes. Les ennemis de notre peuple et de sa révolution redoublent d'ardeur et d'ingéniosité pour nous barrer la route. Et il nous faudra plus de courage, plus de conviction et plus de détermination pour poursuivre la marche en avant. Mais cette conviction, cette détermination découleront en partie de ce que nous aurons tiré comme enseignement des quatre années de luttes. Et c'est pourquoi, il nous faut, il nous faudra faire, de l'an 5 de notre révolution, une année de bilan ; une année d'action idéologique et politique scientifiquement organisée. Oui, il nous faut ce bilan.

En quatre ans de révolution, nous avons opéré d'importantes transformations révolutionnaires. Nous avons jeté les bases de la résolution de nombreux problèmes qui se posent à notre peuple. Nous avons beaucoup agi, partout, dans les différents secteurs de la société. Nous avons donné l'impression de tout vouloir changer et tout de suite. Des critiques nous ont été faites çà et là et nous les comprenons fort bien. Du reste, nous constatons pour notre part que d'autres tâches importantes ont été négligées ou minimisées. Il nous faudra consacrer plus particulièrement l'an 5 à l'exécution de ces tâches-là qui sont d'ordre politique, idéologique et organisationnel.

L'approfondissement de notre révolution et les succès futurs de notre action politique dépendront de la justesse avec laquelle nous aurons résolu dans notre pays les questions organisationnelles et d'orientation idéologique. La révolution ne saurait se poursuivre et atteindre ses objectifs sans organisation d'avant-garde à même de guider notre peuple dans tous les combats, sur tous les fronts. La construction d'une telle organisation doit requérir désormais beaucoup d'engagement de notre part.

Sur la base des actions déjà entreprises pour trouver des solutions à la question organisationnelle, il s'agira pour les révolutionnaires de notre pays de conjuguer leurs efforts pour vaincre les tares et les insuffisances que nous portons tous. L'unité des révolutionnaires est assurément une étape par laquelle il nous faut passer pour aller plus en avant dans l'exécution de la tâche d'organisation de l'avant-garde. Je me réjouis de constater qu'à ce quatrième anniversaire de notre révolution les bases sont jetées quant à la réalisation d'une unité réelle, d'une unité militante de l'ensemble des forces révolutionnaires de notre pays.

Mais gardons-nous de faire de l'unité une univocité asséchante, paralysante et stérilisante. Au contraire, préférons-lui l'expression plurielle, diversifiée, et enrichissante de pensées nombreuses, d'actions diverses ; pensées et actions

riches de mille nuances, toutes tendues courageusement et sincèrement dans l'acceptation de la différence, le respect de la critique et de l'autocritique, vers le même, le seul objectif radieux qui ne saurait être rien d'autre que le bonheur de notre peuple.

Camarades, les tâches idéologiques, politiques et organisationnelles dont nous devons nous acquitter sont de grande importance pour le renforcement de notre révolution, pour soutenir l'adhésion massive et consciente des masses à la politique révolutionnaire que nous continuerons de mener. Il faudra un travail politique et idéologique persévérant et rigoureusement poursuivi pour convaincre les masses et les arracher ainsi à toutes sortes de conceptions moyenâgeuses qui freinent leur engagement total dans l'œuvre d'édification de la société nouvelle.

Si la révolution est répression des exploiters, des ennemis, elle ne peut être pour les masses que persuasion pour un engagement conscient et déterminé.

Ces tâches idéologiques et politiques de notre révolution sont le devoir de tous les révolutionnaires et de la direction politique d'abord. La direction politique de notre révolution devra se renforcer et gagner davantage en efficacité et en rigueur dans l'exécution de la mission qui est la sienne. L'an 5 nous invite à jeter toutes les énergies dans le combat organisationnel, la consolidation politique et idéologique, la prééminence de la direction politique.

Cependant, à propos d'organisation politique structurelle, ce qui est ainsi dit exclut que, par la précipitation, nous nous lancions dans des élaborations théoriques, des architectures séduisantes pour l'esprit mais sans intérêt pour la vie quotidienne des masses.

Profitons de l'expérience des autres révolutions que l'histoire des peuples nous offre en enseignement. En particulier, tenons compte de l'expérience de ceux qui comme nous – et ils sont nombreux – ont dû se doter d'organisations diverses et unies ou d'unique organisations diverses tout en organisant et en défendant le pouvoir d'État âprement et dignement conquis.

Évitons donc les élaborations éthérées qui donnent naissance à des organigrammes théoriques sans fonctionnalité, sans intérêt pour les masses ; simplement destinées à la contemplation de quelques rêveurs, zélateurs qui voudraient se faire plaisir.

Au contraire, notre révolution est d'abord une révolution qualitative ; une transformation qualitative des esprits qui se traduit dans la construction concrète de la société nouvelle burkinabè. C'est la qualité de la vie qui est en train de changer au Burkina et cela est la conséquence de l'évolution qualitative

des esprits.

Le mythe de l'enrichissement sans foi ni loi selon les expériences de la jungle capitaliste des années d'après-guerre s'est définitivement évanoui au Burkina. Notre Patrie est un chantier où le critère de moralité, le souci de justice sociale, le respect des droits fondamentaux à une vie, à une existence toujours meilleure, ne sont pas de vains mots mais se matérialisent dans la pratique sociale de chacun de nous.

La spécificité de notre révolution, son exemplarité et son rayonnement tiennent à ces valeurs cardinales que nous avons su défendre farouchement jusque-là. Il faut continuer à rester des révolutionnaires c'est-à-dire surtout des hommes de chair, de sang, des hommes de sentiments et des hommes d'émotions pures.

C'est vrai. Dans le proche passé, nous avons parfois commis des erreurs. Cela ne devra plus se produire sur la terre sacrée du Faso. Il doit y avoir de la place dans le cœur de chacun de nous pour ceux qui ne sont pas encore parfaitement en harmonie avec le discours d'orientation politique et les objectifs de notre plan quinquennal. Ce sera à nous d'aller à eux et de les gagner à la cause révolutionnaire du peuple.

La révolution ne cherche pas des raccourcis. Elle impose à tous de marcher ensemble dans la même volonté de pensée et d'action.

C'est pourquoi le révolutionnaire doit être un perpétuel pédagogue et un perpétuel point d'interrogation. Si les masses ne comprennent pas encore, c'est de notre faute. Il faut prendre le temps d'expliquer et le temps de convaincre les masses pour agir avec elles et dans leurs intérêts.

Si les masses comprennent mal, c'est encore de notre faute. Et il faut rectifier, nuancer, il faut s'adapter aux masses et non vouloir adapter les masses à ses propres désirs, à ses propres rêves. Les révolutionnaires n'ont pas peur de leurs fautes. Ils ont le courage politique de les reconnaître publiquement, car c'est un engagement à se corriger, à mieux faire. Nous devons préférer un pas ensemble avec le peuple plutôt que de faire dix pas sans le peuple.

Il faut encore beaucoup de travail politique pour élargir plus les rangs des militantes et des militants. Il reste encore des milliers de camarades à mobiliser, à réorganiser et à conscientiser pour l'action révolutionnaire. Cette action sera de plus un travail de consolidation et d'approfondissement des acquis incontestables de notre révolution.

Après quatre années, l'effort de réflexion critique sur ce qui a été fait doit être décuplé et nous devons refuser les bilans sommaires, triomphalistes et dangereux à terme. Persévérance, tolérance, critique des autres, critique de nous-mêmes, voilà le difficile combat, le combat révolutionnaire.

En tant que révolutionnaires, nous avons choisi la voie difficile qui implique que nous nous dépassions, que nous nous surpassions nous-mêmes individuellement et collectivement. D'autres voies plus faciles, plus expéditives existent, mais elles ne produisent que des illusions et laissent des lendemains amers. Tout cela, nous le réaliserons grâce à nos structures révolutionnaires dans les services, les villes, les villages, c'est-à-dire : grâce à nos Comités de défense de la révolution, grâce à l'Union nationale des pionniers, grâce à l'Union nationale des anciens du Burkina, grâce à l'Union nationale des paysans du Burkina. Les structures devront être perfectionnées, parachevées. Celles dont la construction requiert plus, davantage de nos efforts quotidiens, recevront notre attention tout au long de l'an 5 de notre révolution.

Camarades, chers amis des pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie, je voudrais au nom de notre peuple et du Conseil national de la révolution, vous réitérer tous nos remerciements pour le soutien que vous apportez à cette lutte et vous redire aussi notre désir sincère et notre volonté d'entretenir les relations les plus cordiales avec les peuples de vos pays respectifs. Le Burkina Faso, terre de paix et de dignité, sera toujours du côté où se défendent la fraternité et la solidarité militantes et agissantes.

Camarades militantes et militants de la province du Houët, vous avez, par votre mobilisation et votre ardeur au travail, fait de ce quatrième anniversaire de notre révolution une étape repère sur ce long chemin du combat de notre peuple pour un avenir radieux. Je vous en félicite et vous encourage à redoubler de vigilance et d'ardeur combattante pour remporter des succès encore plus éclatants.

Camarades militantes, camarades militants de la révolution démocratique et populaire, la révolution n'est ni tristesse, ni amertume. Elle est au contraire enthousiasme et fierté de tout un peuple qui se prend en charge et découvre ainsi sa dignité. Et c'est pourquoi je vous invite à la fête ; la fête qui est la conclusion logique du travail bien fait et le départ pour de nouveaux combats exigeants et pleins de promesses.

Camarades, je vous invite à vous engager pour l'an 5, je vous invite à vous mettre debout, tous ensemble, pour que cette marche que nous avons entreprise soit encore plus accélérée mais connaisse en même temps la pause, la pause sur un certain nombre de réalisations ; pause dont nous avons besoin pour consacrer nos efforts aux tâches d'organisations politiques et idéologiques.

Je vous invite à poser le pas. Le pas dans cette année nouvelle qui commence, cette année qui sera une année de luttes, une année qui permettra à notre révolution de s'ancrer davantage, de s'offrir aux peuples du monde entier

comme une contribution à la quête de l'Humanité pour un bonheur que les ennemis des peuples lui refusent et que nous, peuples, avons le devoir de construire ici aujourd'hui, maintenant et pour tous.

Pour l'unité avec le Ghana ! [*Cris de « En avant »* !]

Pour une paysannerie consciente, organisée et mobilisée ! [*Cris de « En avant »* !]

Pour le renforcement de l'Union nationale des paysans du Burkina !

[« *En avant* » !]

Pour la réduction de l'écart entre la ville et la campagne ! [« *En Avant* » !]

Produisons ! [« *Burkinabè* » !]

Consommons ! [« *Burkinabè* » !]

Vivre avec les masses !

Vaincre avec les masses !

La Patrie ou la mort, nous vaincrons ! Je vous remercie.

1. La dialectique, intégrée au marxisme, veut que ce sont les contradictions et les luttes pour les dépasser qui font avancer le monde.

NOUS AVONS BESOIN D'UN PEUPLE DE CONVAINCUS, PLUTÔT QU'UN PEUPLE DE VAINCUS

TENKODOGO¹, 2 OCTOBRE 1987

La lutte politique entre les différentes organisations s'est exacerbée depuis le précédent discours. Le 21 août, Thomas Sankara signe une circulaire demandant de « réexaminer les demandes de reprise d'agents sanctionnés pour leurs actes et propos contre la révolution ». Les différentes organisations engagées dans le processus d'unification, qui s'opposent à l'ouverture, vont prendre prétexte de cette circulaire, pour organiser la fronde contre Thomas Sankara. L'ULCR, l'organisation de Valère Somé, partisan de l'ouverture, est aussi visée, bien qu'opposée à la dissolution des différentes organisations comme préalable à l'unification. Ce sont ces mêmes organisations qui s'opposent à l'élargissement de la base politique de la révolution et qui ont comploté pour chasser des directions syndicales, les militants des partis marxistes dans l'opposition, et y place des militants CDR qu'ils contrôlent.

Lors d'une conférence nationale des étudiants quelques jours après, plusieurs orateurs s'en prennent à l'ouverture. Alors que des communiqués des CDR demandent que soit exécuté Touré Soumane, dirigeant syndical, membre du PAI, Thomas Sankara s'y oppose et propose même sa libération. Il ne sera pas suivi. Les attaques redoublent. Les opposants à Thomas Sankara ont pris le contrôle de nombreux CDR dans les villes. La tension politique est vive. Ce même 2 octobre, le représentant des étudiants renouvellera publiquement ces attaques.

Un autre problème va aggraver la tension. Le ministre de l'intérieur, Ernest Ouedraogo cousin de Thomas Sankara, veut mettre en place la Force d'intervention du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité (FIMATS), une unité de la gendarmerie qui doit se consacrer à la sécurité intérieure alors que celle de Thomas Sankara est assurée à tour de rôle par différents corps de l'armée à tour de rôle. Blaise Compaoré s'y oppose frontalement. Il en profite pour faire repousser ce projet lors d'un conseil des

ministres où Thomas Sankara est absent. Ce dernier avait en effet décidé de prendre un peu de distance avec la gestion du gouvernement. Il souhaitait se consacrer à la résolution des « problèmes organisationnels », c'est-à-dire à la création du parti politique.

La ville est inondée de tracts. L'objectif, de ce qui pourrait constituer les prémices d'un véritable complot, apparaîtrait clairement, avec le recul, de monter Blaise Compaoré et Thomas Sankara l'un contre l'autre. Il y est peu question de politique. Ces tracts déversent plutôt des flots d'insultes, d'attaques personnelles et vont jusqu'à évoquer des questions intimes. Un climat malsain s'installe à Ouagadougou.

Les rapports entre les deux amis se détériorent considérablement. Plusieurs témoins ont fait état d'une incapacité de dialogue voir de vives disputes entre les deux hommes. Les tentatives de réconciliation échouent.

Dans la dernière période, plusieurs amis de Thomas Sankara le préviennent qu'un complot se trame et se proposent de neutraliser Blaise Compaoré. Il refuse, menaçant tous ceux qui tenteraient de le faire. Les périodes d'intense activité alternent alors avec des moments dépressifs.

Ce discours témoigne d'une période difficile. Thomas Sankara continue à argumenter pour l'ouverture. Mais l'agressivité domine. Le ton de ce discours reflète surtout une forte exaspération. Certes il n'est pas habitué à ce qu'on s'oppose à lui, mais il sait aussi que la plupart de ceux qui le font ne sont pas sincères. Son rêve commence à s'évanouir.



Camarades militantes et militants de la révolution démocratique et populaire, chers amis du Burkina Faso,

Aujourd'hui nous célébrons le 4^e anniversaire de notre guide ; notre guide d'action révolutionnaire, notre guide idéologique, le discours d'orientation politique (DOP).

Tenkodogo a été choisi pour abriter ces manifestations, pour concentrer les pensées des Burkinabè, pour recevoir les sentiments et les vœux de nos amis. Tenkodogo a été retenu pour matérialiser tant de réflexions de quatre ans d'action révolutionnaire, de quatre ans de lutte. Je voudrais féliciter les militantes et les militants de la province du Boulgou qui se sont mobilisés ensemble pendant des nuits, pendant des jours pour permettre que le quatrième anniversaire du DOP reçoive l'éclat de nos intérêts et qu'en même

temps il traduise la marche radieuse de notre peuple vers le bonheur.

Les militantes et militants de la province du Boulgou sont méritants à plus d'un titre, eu égard à tout ce qui a pu se tramer pour barrer la route à leurs initiatives, à leurs efforts pour décourager leurs sacrifices et faire échouer cette manifestation grandiose qu'est le quatrième anniversaire du discours d'orientation politique.

Nos camarades de la province de Boulgou avec leurs structures révolutionnaires nous donnent là des raisons d'espérer, de croire, d'avoir confiance en l'avenir, d'avoir confiance en nos masses quel que soit le lieu où elles se trouvent sur le plan géographique. La province du Boulgou nous permet aussi de croire aux transformations miraculeuses, aux bonds en avant avec le peuple, toujours avec le peuple, sans fuite en avant. La province du Boulgou nous accueille dans des conditions qui font d'elle une province exemplaire à plus d'un titre ; une province méritoire à plus d'un titre ; non seulement de par ses réalisations socio-économiques mais surtout de par sa mobilisation politique et conséquente, ferme et déterminée.

S'il y a eu échec à Tenkodogo, s'il y a eu échec dans la province du Boulgou, c'est bel et bien l'échec de ceux qui ont tenté de quelque manière que ce soit, à droite comme à gauche, de perturber la marche de la révolution, croyant pouvoir abuser des masses populaires, tromper les militants, se servir de l'obscurité artificiellement créée par eux pour dominer les militants.

La révolution est invincible. Elle vaincra en ville comme en campagne. Elle vaincra au Burkina Faso parce que déjà au Boulgou, elle est victorieuse.

Camarades, à l'adresse de toutes les masses populaires de la province du Boulgou, je voudrais simplement dire merci. Merci pour votre accueil enthousiaste ; merci d'avoir fait commencer ces manifestations par cette pluie bienfaisante. Un ancien me rappelait il y a quelques instants que le premier anniversaire du DOP a été célébré sous la pluie. Aujourd'hui aussi, nous célébrons le quatrième anniversaire du DOP sous la pluie. Cela est un élément heureux. Et nos masses paysannes sur lesquelles nous comptons, nos masses paysannes qui font de la pluie un élément matériel fondamental de notre système agricole, ne nous démentiront certainement pas.

C'est, hélas, parmi ceux qui manipulent à tort et à travers la phrase révolutionnaire que la pluie est symbole de perturbation de la fête, de perturbation de la « bamboula ». Chez le paysan, la pluie est joie, la pluie est espoir, la pluie est victoire et allégresse. Nous sommes avec notre peuple, nous luttons avec notre peuple en nous démarquant de toutes les idées erronées. C'est pourquoi nous sommes à Tenkodogo dans l'allégresse sous la pluie au

quatrième anniversaire du DOP.

Camarades, le discours d'orientation politique, notre guide d'action révolutionnaire est à la disposition des Burkinabè ; il est à la disposition de tous les révolutionnaires. Notre guide joint son apport au mouvement de l'humanité pour réaliser un grand bonheur, pour lutter contre les forces de domination, pour lutter contre les forces d'oppression. C'est pourquoi, il est normal que nous nous situions dans un cadre international. C'est pourquoi, il est normal que le DOP soit pour nous un trait d'union, une affirmation de notre appartenance à cette lutte collective de toute l'humanité, l'humanité des masses populaires, l'humanité des peuples en lutte.

Nous saluons par conséquent le soutien qualitatif, le soutien fraternel et amical des peuples voisins qui, d'une façon ou d'une autre, se sont associés à nous, franchissant les frontières artificielles qui nous séparent pour tendre la main à une réalité concrète qu'est le cœur des Burkinabè. Du Togo sont venus des Togolais, amis du Burkina. Nous leur disons merci. Du Ghana sont venus des Ghanéens, militant avec nous pour la révolution africaine. Frères dans le combat, dans les victoires, ils acceptent aussi de vivre nos échecs qui sont autant d'indications pour nous tous pour aller toujours de l'avant. Nous souhaitons la bienvenue à ces amis, nous souhaitons la bienvenue à tous les autres amis tant ils sont nombreux et tant il est inutile de les énumérer.

Le discours d'orientation politique s'impose à nous comme guide. Il est l'œuvre collective des Burkinabè. Il est la réflexion collective de tous ceux qui se sont engagés consciemment dans la révolution démocratique et populaire. C'est pourquoi, le discours d'orientation politique doit être notre référence, notre étoile polaire qui nous guide et nous indique le chemin. Cette étoile qui nous évite de nous égarer. Le discours d'orientation politique est venu nous enseigner que nous devons aller au-delà de la simple révolte, par une démarche scientifique, par une démarche rigoureuse, méthodique, pour formuler de manière précise d'où nous sommes venus et où nous allons. Faute de quoi, notre révolution se serait simplement limitée à un élan subjectif, à un élan de révoltés qui n'aurait connu que des lendemains de feux de paille, c'est-à-dire une mort lente, du fait d'un manque de souffle, le souffle qui permet à une révolution d'aller toujours de l'avant, d'éclairer et de réchauffer.

Le guide d'action révolutionnaire nous rassemble, nous éduque et nous appelle à nous discipliner dans les rangs de la révolution. C'est en s'appuyant sur le discours d'orientation politique que nous remettrons sur le droit chemin ceux-là qui ont failli, ceux-là qui se sont égarés.

Le discours d'orientation politique nous réchauffe et nous fournit la chaleur,

cette chaleur qui permet aux timorés de reprendre pied dans la lutte et d'avoir confiance en la révolution. C'est pourquoi nous devons constamment nous référer au discours d'orientation politique. Constamment nous devons non seulement en ouvrir les pages, les lire, les comprendre, mais surtout les appliquer aux réalités concrètes qui nous entourent ; les réalités qui évoluent, qui changent, qui se transforment, parce que notre nature est matérielle. Elle n'est pas une idée en l'air. Une idée que nous pouvons décrire au gré de nos rêves, au gré de nos visions.

Le discours d'orientation politique a un passé. Il a déjà quatre ans d'existence. C'est beaucoup pour un pays comme le nôtre. Mais s'il a un passé, le discours d'orientation politique a aussi un présent, c'est celui d'aujourd'hui : le regroupement de tous les révolutionnaires. Il a surtout un avenir. Quel est l'avenir du discours d'orientation politique ?

L'avenir du discours d'orientation politique doit être le fruit des efforts des révolutionnaires ; efforts pour l'approfondir, efforts pour nous mettre toujours à la hauteur des combats qui se présentent à nous, efforts pour rendre le discours d'orientation politique toujours à l'avant des combats qui se mènent à présent, afin de donner aux révolutionnaires les réponses aux questions théoriques et pratiques qu'ils se posent devant les multiples problèmes qui nous assaillent. Le discours d'orientation politique se veut aussi rassembleur, rassembleur des révolutionnaires. C'est-à-dire que c'est autour du discours d'orientation politique en l'affinant de façon conséquente, en l'approfondissant de façon responsable que les révolutionnaires pourront transformer la réalité au Burkina Faso pour le peuple burkinabè.

Car notre révolution n'est pas un concours de rhétorique. Notre révolution n'est pas un affrontement de phrases. Notre révolution n'est pas simplement l'affichage d'étiquettes qui sont autant de signes que les manipulateurs cherchent à établir comme des clés, comme des laissez-passer, comme des faire-valoir. Notre révolution est et doit être en permanence l'action collective des révolutionnaires pour transformer la réalité et améliorer la situation concrète des masses de notre pays. Notre révolution n'aura de valeur que si, en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés et en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabè sont, grâce à la révolution, un peu plus heureux, parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décents, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. Notre révolution n'aura de raison d'être que si elle peut répondre concrètement à ces

questions.

Tant que la révolution ne sera pas en mesure d'apporter bonheur matériel et moral à notre peuple, elle sera simplement l'activité d'un ramassis d'un certain nombre de personnes avec plus ou moins de mérite, mais qui représentent tout simplement des momies, qui représentent tout simplement un rassemblement statique de valeurs décadentes, incapables de mouvoir et de faire mouvoir la réalité ; incapables de transformer cette réalité. La révolution, c'est le bonheur. Sans le bonheur nous ne pouvons pas parler de succès. Notre révolution doit répondre concrètement à toutes ces questions.

C'est pourquoi, il est indispensable que le discours d'orientation politique soit connu de tous et joue son rôle éveilleur et rassembleur. Il va sans dire que tout au long de notre action, nous rencontrons des difficultés. Nous avons déjà connu des difficultés dans nos rangs et hors de nos rangs. Ces difficultés-là ne doivent pas nous arrêter. Ces difficultés-là ne doivent pas nous décourager. Ces difficultés ne doivent pas être un frein, un obstacle insurmontable pour nous. Au contraire, elles nous enseignent tout simplement que c'est bel et bien sur le terrain de la lutte révolutionnaire que nous nous situons, c'est-à-dire affronter chaque jour des obstacles qui ont empêché d'autres de réaliser le bonheur qu'ils promettaient. Parce qu'eux s'en tenaient à leurs discours et ne s'engageaient pas dans l'action avec le peuple et pour le peuple.

Le discours d'orientation politique est celui autour duquel nous nous réunirons, celui autour duquel nous renforcerons notre cohésion, celui à partir duquel nous expliquerons, nous discuterons nos désaccords, nos divergences, nos points de vue parce que l'objectif est un et reste le même. Toute divergence qui n'est pas en mesure de se résoudre dans le cadre du discours d'orientation politique à l'heure actuelle au Burkina Faso, est une divergence qui concerne des objectifs purement et simplement différents. Si les objectifs sont identiques, le discours d'orientation politique se chargera de réaliser la convergence des méthodes d'action.

Notre unité se fera en faveur de notre peuple. Notre unité ne se fera pas comme un match de football auquel se livreraient des équipes brillantes peut-être, émérites certainement, mais offrant un spectacle, juste le temps de 90 minutes, avec éventuellement des prolongations, et peut-être se terminant par des tirs de pénalités. Non, notre unité se fera en luttant avec le peuple et sous l'appréciation du peuple. C'est-à-dire que nous nous réunirons en révolutionnaires et seuls les révolutionnaires viendront à cette unité.

Qui alors sera révolutionnaire ? Sera révolutionnaire celui-là qui dans ses actes, dans sa pratique mais également dans sa conscience arrivera à prendre une position efficace, indiscutable, incontestable dans le cadre de notre combat

qui est concret. Ce combat est par exemple la construction de retenues d'eau par centaines, par milliers ; ce combat est la pose des rails avec nos bras pour réussir la bataille du rail, la gagner ; ce combat, est l'ouverture de routes, la construction de postes de santé, la dispense d'une partie de notre savoir à nos frères, à nos camarades qui n'ont pas eu la chance d'accéder à l'instruction.

C'est là que nous verrons les révolutionnaires. Nous les verrons dans les combats économique, social, sanitaire, culturel... Livrer combat ailleurs serait inutile. Il faut faire la différence entre les combats utiles pour nous et les autres combats... Les combats qui nous intéressent, ce sont ceux qui nous permettent d'être chaque jour plus heureux, ceux qui permettent de rendre notre peuple indépendant en luttant farouchement contre l'impérialisme.

Nous verrons les révolutionnaires lorsqu'il s'agira de dire non aux produits que l'impérialisme nous déverse dessus pour exercer la domination capitaliste sur notre peuple. Seront révolutionnaires ceux-là qui auront choisi de composer avec la rigueur des transformations ; ceux-là qui auront choisi le devoir d'abandonner des habitudes de vie, de consommation pour vivre avec les masses. Tout le monde n'est pas apte à vivre conséquemment notre mot d'ordre : « Consommons burkinabè ». Ils sont nombreux ceux qui ne consomment burkinabè qu'avec le langage et gardent leur langue et leur bouche pour réellement se délecter et consommer « impérialiste ». Ceux-là ne sont pas révolutionnaires. Ce sont ceux-là que nous allons démasquer. Ce sont ceux-là qu'il faut mettre à l'écart.

Nos paysans au Burkina Faso ne gagneront jamais la bataille de leur libération tant que nous, consommateurs des villes ne serons pas disposés à boire des boissons produites à partir de leurs récoltes par exemple. Pourquoi veut-on nous imposer la consommation de produits venus de loin ?

Cela est très grave et inacceptable. Cela est en plus criminel quand ce sont des camarades, des révolutionnaires qui sont vecteurs de cette imposition, vecteurs de cette domination. Ceci veut dire que ces camarades-là n'ont pas compris la profondeur et l'intérêt de leur discours de haut niveau et de grande qualité. Ceci veut dire qu'il y a nécessité de débat. Et retournons au discours d'orientation politique. Consultons de nouveau le discours d'orientation politique, il nous indiquera la voie. Elle est unique et nous conduit à un objectif : le bonheur de notre peuple.

Notre unité se fera donc dans le combat, dans la lutte, par le respect scrupuleux de nos statuts et de nos méthodes de travail. Il faut que nous soyons fermement organisés autour de nos statuts. Des statuts clairs mettront en évidence les complots et les intrigues que les révolutionnaires conséquents combattront avec une rage légitime. Notre unité se fera également autour du

programme des révolutionnaires du Burkina Faso dans l'application de l'éthique révolutionnaire, la morale révolutionnaire.

La morale révolutionnaire nous indiquera quels sont nos droits mais surtout quels sont nos devoirs. La morale révolutionnaire nous indiquera quelle est la pratique sociale que nous devons avoir pour que les masses nous apprécient positivement ou négativement, pour que les masses chaque jour viennent à nous, non pas parce que nous les aurons vaincues mais parce que nous les aurons convaincues par l'exemple. Il faut que le discours d'orientation politique nous ouvre cette porte. Cette porte, elle existe déjà dans chaque ligne, dans chaque page de notre DOP. Faisons-en le meilleur usage qui soit.

Notre révolution est une révolution qui ne peut se démarquer des lois scientifiques qui existent déjà et qui régissent toutes les révolutions. Et c'est quand nous manquons d'appliquer ces lois scientifiques que nous nous égarons. Sans théorie révolutionnaire point de révolution. Il faut que nécessairement un jour notre révolution rencontre, aussi loin qu'elle sera avancée, d'autres révolutions par l'application de la théorie révolutionnaire, par l'approfondissement de notre discours d'orientation politique.

Nous avons connu des difficultés, il ne faut pas s'en cacher. Des difficultés qui ont amené des affrontements çà et là. Des affrontements entre des éléments tout aussi bons, valables et engagés dans le processus révolutionnaire. Tous ceux-là sont des éléments auxquels nous devons faire confiance. C'est chaque fois que nous nous enfermons dans l'idée que seul un noyau, seul un groupe est valable, et que tout le reste n'est que lamentations et échecs que nous nous isolons. C'est-à-dire que nous compromettons notre révolution.

L'objectif de la révolution n'est pas de disperser les révolutionnaires. L'objectif de la révolution est de consolider nos rangs. Nous sommes 8 millions de Burkinabè, nous devons avoir 8 millions de révolutionnaires. Et aucun révolutionnaire n'a le droit de dormir tant que le dernier des réactionnaires au Burkina Faso n'aura pas été en mesure d'expliquer conséquemment le discours d'orientation politique. Ce ne sont pas les réactionnaires qui doivent faire l'effort pour comprendre. Ce sont les révolutionnaires qui doivent faire l'effort pour leur faire comprendre. Le réactionnaire a choisi sa position de réactionnaire. Le révolutionnaire a choisi sa position de révolutionnaire, c'est-à-dire de mouvement vers les autres pour les gagner à lui. S'il n'arrive pas à convaincre les réactionnaires à adhérer à la révolution, la réaction se développera dans le monde.

Par conséquent, le devoir de tout révolutionnaire, c'est d'éviter que la révolution ne se replie sur elle-même ; que la révolution ne commence à se scléroser ; que la révolution ne commence à se rétrécir en peau de chagrin.

Ainsi de 1 000, nous ne serons que 500 ; de 500 nous ne serons plus que deux. Or, notre révolution démocratique et populaire est une révolution qui se démarque de tout regroupement de sectes ou regroupement sectaire. Il faut que chaque jour nous constations que du mouvement pionnier jusqu'à l'UNAB nous avons davantage de militants.

Bien sûr, tout le monde ne sera pas au même niveau. Ce serait de l'utopie, ça serait un rêve que de penser que tout le monde sera au même niveau d'engagement et de compréhension. Mais il appartient aux révolutionnaires chaque jour de ne point se décourager, de ne point se lasser, d'accepter l'effort physique, moral et intellectuel pour aller vers les autres. Ce qui exige bien souvent que nous fassions violence sur nous-mêmes : expliquer et encore expliquer. Lénine disait une chose que nous oublions souvent : « À l'origine de toute révolution, il y a la pédagogie. » Ne l'oublions jamais. Et l'art d'enseigner, c'est la répétition. Il faut répéter, et encore répéter.

Le discours d'orientation politique nous indique également la nécessité de la fermeté pour pouvoir nous situer de façon responsable dans la lutte des classes qui nous interpelle. Le 4 août 1987 à Bobo-Dioulasso, je vous invitais à renforcer la lutte révolutionnaire pour gagner davantage de révolutionnaires à notre révolution. Je vous invitais à comprendre que nous avons besoin d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de vaincus. Un peuple de vaincus est une succession interminable de prisons. C'est-à-dire la nécessité de trouver en permanence des gardiens de prisons. Quand nous aurons mis quatre millions de Burkinabè en prison, il nous faudra en trouver deux fois quatre pour garder ces prisons.

Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas savoir sévir contre ceux qui croient que la révolution est synonyme de faiblesse, ceux qui confondent le débat démocratique dont nous avons besoin avec la condescendance et le sentimentalisme. Ceux-là récolteront ce qu'ils auront semé. S'il faut les sanctionner, ils seront sanctionnés. Que ce soit au Burkina ou hors du Burkina. Nous savons que nous serons parfois incompris. Mais nous savons aussi que la sanction est éducation. Il faut sanctionner ceux qui ont tort, ceux qui se mettent en travers de la révolution afin de gêner la révolution.

Nous reviendrons à eux quand le temps nous permettra de le faire. Du reste, nous l'avons prouvé, nous n'avons jamais jeté l'anathème définitivement sur qui que ce soit. Nous avons toujours tenté de repêcher ceux que nous pouvions repêcher. Et nous le ferons chaque fois que les conditions seront réunies. Ne demandez pas que l'on coure et que l'on se gratte en même temps. Ne demandez pas que l'on s'occupe de ceux qui sont déjà très loin en avant et qu'en même temps l'on s'arrête pour s'occuper de ceux qui tirent en arrière

comme les réfractaires à notre action et les tractés...

Nous devons avoir le courage d'examiner calmement tout cela en face. C'est pourquoi il faut que chaque militant comprenne que tout Burkinabè doit avoir l'éducation politique conséquente. L'éducation politique, c'est d'abord que ceux qui ont été pour la sanction sans convaincre agencent méthodiquement leur argumentation. Convaincre celui-là qui a été sanctionné, faire des observations sur son éconduite, sur ses manquements et lui donner des conseils qui lui permettront de se racheter.

Éduquons notre peuple. Éduquons ceux-là que nous sanctionnons par un débat démocratique. Nous verrons par la suite, en tant que révolutionnaires, si le sanctionné a fait amende honorable et peut être racheté. Le meilleur rachat, c'est celui qu'on développe soi-même ; ce n'est pas celui que les autres développent. C'est reconnaître ses fautes et s'engager solennellement à ne plus jamais les recommettre. C'est aussi pratiquer chaque jour une vie de révolutionnaire ayant reconnu ses fautes. Dans ces conditions, les révolutionnaires apprécieront et prendront une décision en faveur de celui-là qui aura été sanctionné.

Mais il faut d'abord que partout où sont nos structures, elles commencent par poser des questions sur tous les révolutionnaires. Et à partir d'aujourd'hui 2 octobre 1987, nous invitons le peuple du Burkina, les militants du Burkina à s'organiser parce que le Conseil national de la révolution va leur demander d'avoir à apprécier tous les révolutionnaires au travail. Il appartiendra aux CDR de dire sur les lieux de travail ou dans les secteurs géographiques qu'elle est la pratique sociale, révolutionnaire de tel ou tel militant.

Camarades, la révolution ne peut confier le pouvoir d'État, ne peut confier le pouvoir tout court, ne peut confier la possibilité d'agir qu'à ceux qui veulent le faire en faveur de notre peuple. Nous ne pouvons pas appeler à quelque responsabilité que ce soit, à quelque niveau que ce soit ceux-là qui œuvrent contre notre peuple. Désormais, nul ne pourra être nommé responsable à quelque niveau que ce soit si préalablement nos CDR et nos autres structures n'ont pas eu à se prononcer sur ce camarade.

Périodiquement, nous retournerons à la base pour savoir si tel camarade est un bon militant. Que pensez-vous de tel camarade ? Est-il un bon militant ? Assiste-t-il à vos veillées débats ? Participe-t-il concrètement à vos conférences ? Participe-t-il à vos travaux d'intérêt commun ?

Participe-t-il à la résolution des problèmes de son secteur ou de son service ? Est-il exemplaire ? Arrive-t-il à l'heure ? Respecte-t-il les mots d'ordre du Conseil national de la révolution ? C'est-à-dire lutte-t-il conséquemment contre l'impérialisme ? Cela se verra désormais grâce aux yeux, aux oreilles que

constituent les sens infaillibles de notre peuple.

Ces notes seront démocratiques et populaires. Et alors nous pourrions dire à chacun, directeur, chef de service, responsable : « Camarade, tout au long de l'année, vous avez eu un comportement conforme au discours d'orientation politique, conforme aux statuts, conforme au programme, conforme à l'éthique révolutionnaire. » Ou bien, nous pourrions dire : « Camarade, nous avons le regret de vous dire que vous avez été en porte-à-faux, en contradiction avec vos engagements révolutionnaires. » Et nous prendrions les mesures qui s'imposent.

Cela veut dire que désormais, tous ceux qui ont subi une sanction – licenciés, délogés, suspendus – doivent être convoqués par les CDR pour savoir ce qu'ils sont devenus, ce qu'ils font pour la révolution. Celui qui ne fait rien, fait quelque chose contre la révolution. Pour la révolution, chacun doit répondre devant les structures populaires. Parce qu'il y a certains qui croient, mais ils ont tort, que dès lors que la sanction a été prise contre eux, ils sont devenus des ennemis de la révolution et qu'ils doivent agir comme ennemis de la révolution. La sanction a été prise, mais la révolution a toujours besoin d'eux. Parce que la sanction suprême c'est de faire disparaître son ennemi. Or la révolution offre l'avantage aux sanctionnés d'être encore avec nous pour voir, pour entendre, pour comprendre afin de se racheter. Donc tous doivent être effectivement suivis ; pas forcément pour être repris, mais pour que nous sachions exactement ce qu'ils font pour la révolution.

Le discours d'orientation politique est à la disposition de tous. Personne ne peut vivre sur le dos de notre peuple en se disant qu'il a été mis à l'écart. Celui qui s'est mis à l'écart sera retrouvé par le peuple qui reçoit mission d'agir, de rechercher, d'éduquer tous ceux qui ont essayé de se terrer dans quelque trou que ce soit. C'est ainsi que nous pourrions être sûrs que nous avons fait des efforts pour éduquer, car certains sanctionnés disent qu'ils ont été mis à l'écart...

Combien sont-ils à participer aux travaux d'intérêt commun ? Combien sont-ils à apporter leur contribution à l'avancée de la révolution ?

Camarades, la révolution est constamment victorieuse. La révolution maîtrisant la situation peut se permettre le rachat des uns et des autres. C'est pourquoi, en ce quatrième anniversaire du discours d'orientation politique, je voudrais vous annoncer deux mesures : la première mesure est la mise en liberté des détenus qui, de par leurs comportements sociaux, ont eu à porter préjudice à notre peuple par des actes, des crimes, par des délits de droit commun contre des hommes, des femmes, des biens de notre peuple. Nous

allons les mettre en liberté parce que nous les avons observés dans le travail de réinsertion sociale. Réinsertion sociale qui se fait tous azimuts et doit être poursuivie. Pour nous révolutionnaires, notre victoire, c'est la disparition des prisons.

Pour les réactionnaires, leur victoire est la construction d'un maximum de prisons. Telle est la différence entre eux et nous. Nous mettrons en liberté 88 personnes. Le ministère de la justice publiera les noms de ces 88 personnes qui, sur les chantiers, ont eu un comportement correct au travail.

Chaque jour, elles ont compris qu'elles ont fauté et que le travail libère. Bien sûr, il y aura toujours des éléments qui n'auront pas su profiter de cette mesure de clémence de la révolution. Et naturellement, ils retourneront d'où ils sont sortis. Mais je suis convaincu que la plupart d'entre eux, peut-être tous, sauront profiter de cet acte de clémence pour que nous puissions en libérer d'autres encore.

La deuxième mesure concerne les éleveurs. Depuis longtemps nous avons pratiqué un impôt qui a pesé sur les éleveurs. Le Conseil national de la révolution décide tout simplement de supprimer cet impôt-là. Nous le supprimons, non pas que les caisses de l'État soient pleines. Nous supprimons cet impôt parce qu'il nous dessert et traumatise inutilement notre peuple. Il démobilise cette fraction de la paysannerie que sont nos éleveurs. Il porte préjudice à notre économie en perturbant notre élevage. Par conséquent, nous le supprimons.

Nous invitons les structures concernées, le ministère de l'agriculture et de l'élevage, le secrétariat d'État à l'élevage, le ministère de la question paysanne et toutes les autres structures à faire en sorte que nous tirions plus de profit de cet acte de suppression d'impôt, plutôt que d'avoir à constater une situation administrative et budgétaire devenue difficile. J'invite donc le personnel des services des impôts à imaginer d'autres formes de mobilisation de nos ressources pour que nous puissions construire mieux encore notre Faso.

Mais il ne faut pas que la joie de certains soit la tristesse des autres. Par conséquent que chacun de nous tous, éleveurs directs, ceux vivant de l'élevage ou tirant profit de l'élevage soit en amont ou en aval, soit parce que nous sommes derrière les bœufs ou devant les bœufs, soit parce que nous sommes sous les bœufs, tire profit de la mesure. Et je vous remercie camarades, du soutien que vous apporterez à cette mesure.

Enfin, camarades, le discours d'orientation politique nous a été présenté traduit en langues nationales : fulfuldé, dioula et mooré. C'est là un moyen d'atteindre davantage de personnes, davantage de Burkinabè. Je voudrais féliciter tous ceux qui ont contribué à ce travail. Un travail intellectuel qui a

certainement demandé beaucoup d'effort, beaucoup de travail, beaucoup de réflexion pour adapter, traduire des concepts parfois nouveaux dans notre milieu et les rendre également accessibles, sans pédantisme. Je les félicite car ils ont fait œuvre utile. Je félicite également tous ceux qui ont eu l'initiative de cette opération de traduction du DOP.

Je félicite par avance tous ceux qui, chaque jour, font un travail pour que notre peuple soit davantage alphabétisé : ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de la question paysanne. C'est leur contribution directe à l'enrichissement du DOP. Le DOP traduit en langues nationales n'aura aucun intérêt si les paysans ne savent pas le lire, parce qu'ils n'ont pas appris à lire. Ils restent des aveugles. Et par conséquent, offrir le DOP non traduit en langues nationales à un analphabète, c'est insulter un aveugle en lui donnant une lampe torche. L'aveugle a d'abord besoin de voir, ensuite de lampe torche pour mieux voir. Donnons à tous les analphabètes la capacité de lire, ensuite nous leur donnerons de la lecture saine et de la lecture utile comme le DOP traduit en langues nationales.

Camarades du Boulgou², je renouvelle mes félicitations au haut commissaire et au PRP [Pouvoir révolutionnaire provincial]. Je renouvelle mes félicitations au Comité de défense de la révolution de la province, je renouvelle mes félicitations à la section provinciale de l'Union nationale des anciens du Burkina. Je renouvelle mes félicitations à la section provinciale de l'Union des femmes du Burkina. Je renouvelle mes félicitations à l'Union nationale des paysans du Boulgou et je n'oublie pas les pionniers qui nous agrémentent cette fête, et qui nous montrent également que l'avenir est plein d'espoir.

Je n'oublie pas ces travailleurs, notamment cet ingénieur qui, au cours des travaux, s'est gravement blessé en construisant le monument du 2 octobre à Tenkodogo. Malgré sa blessure, il est revenu immédiatement après quelques soins sur le chantier pour se préoccuper de la finition correcte de ce monument. Le miracle est venu. Le monument, en quelques jours, a été mis sur pied. Et les langues fourchues de nos ennemis ont été coupées en quatre. Nous féliciterons désormais plus souvent par décoration comme nous venons de le faire ceux qui auront brillé par leur travail.

Camarades, ce matin à l'inauguration du monument du 2 octobre, le camarade ministre d'État vous a déjà sensibilisés sur la signification de ce symbole. Je suis persuadé qu'il a mis en chacun de vous un levain qui vous prédispose à aller encore plus loin. Et c'est pourquoi, il m'est aisé, il m'est facile, il m'est agréable de vous dire aujourd'hui :

Camarades, en avant pour mille anniversaires du DOP !

En avant pour un DOP encore plus profond, encore plus rassembleur malgré tout ce qui aura pu nous diviser !

- 1. NdE : Ville située à 185 km au sud-est de Ouagadougou.
- 2. NdE : Nom de la province où ce discours a été prononcé.

© Pascal Maitre, « Interview de
Thomas Sankara par Sennen
Andriamirado, rédacteur en chef de
l'hebdomadaire *Jeune Afrique* dans
un hôtel parisien », février 1986.
Archives *Jeune Afrique* Paris.

NE PAS PERMETTRE À QUELQUES INDIVIDUS DE SE JOUER DE TOUT UN PEUPLE

OUAGADOUGOU, 15 OCTOBRE 1987

Le soir du 15 octobre 1987, Thomas Sankara devait participer à une réunion de l'OMR. Ce document a été retrouvé, sous forme manuscrite, il y a quelques années par le journaliste Denis de Montgolfier, et authentifié par plusieurs sources différentes.

Mi-octobre, la crise perdurait au sein du CNR. Sankara avait convoqué cette réunion où il devait prononcer ce discours. Il souhaite se recentrer sur les militaires en qui il a plus confiance, un milieu qu'il comprend mieux, susciter un débat entre eux, un sursaut. Sans doute souhaite-t-il éviter que les affrontements politiques ne se règlent par des affrontements armés. Peu de temps auparavant il avait demandé à tous les militaires de sortir de l'UCB, l'organisation politique alors la plus influente, dans laquelle nombreux étaient ceux qui s'opposaient à lui. La dispersion des militaires dans différentes organisations politiques rendait la situation dangereuse et entraînait des divisions au sein de l'armée. Chacun tentait de s'allier à tel ou tel officier.

La situation est particulièrement grave. Thomas Sankara explique très clairement que la plupart de ceux qui complotent contre lui évoquent des divergences politiques, qu'ils sont incapables d'expliciter clairement. En réalité, ils souhaitent juste pouvoir agir à leur guise pour leurs propres intérêts. Ils utilisent leurs positions au sein de la direction de la révolution pour des agissements contre-révolutionnaires. On note aussi la réprobation de Thomas Sankara, toujours très à cheval sur la morale, envers leur pratiques sociales.

La découverte de ce discours anéantit toute l'argumentation du Front populaire qui avait pris le pouvoir après sa mort. Selon les nouveaux dirigeants, en effet, Thomas Sankara préparait l'assassinat de Blaise Compaoré prévu lors d'une réunion le 15 octobre au soir. Pour appuyer cette thèse ils vont organiser des

Assises nationales pour un bilan des quatre années de révolution en janvier 1988 et publie un Mémorandum sur les événements du 15 octobre en mars 1988. Aucune voix ne peut alors s'élever pour contredire la thèse officielle. Le pays vit la période la plus noire de son histoire. Les partisans de Thomas Sankara sont en exil à l'étranger ou enfermés et torturés dans les geôles du nouveau pouvoir. Certains y perdront la vie.

On notera une nouvelle fois un cours de dialectique qui ravirait les idéologues marxistes. Et il propose de nouvelles initiatives pour dépasser la crise. Il semble cette fois résolu à une épuration, ce qu'il se refusait à faire jusqu'ici, dans les rangs de la révolution, non pas pour divergences politiques, mais plutôt pour écarter ceux qui utilisent leur position personnelle pour leurs propres intérêts, se cachant derrière une surenchère verbale dogmatique.

Thomas Sankara souffre durant cette période. Il vit des moments dépressifs, entrecoupés de moments combatifs. Il sent que tout ce qu'il a construit, avec son peuple, tout ce en quoi il a tellement cru, ce pour quoi il a tellement donné se dérobe sous ses pieds. Il se sent seul, incompris. Dans le documentaire de Robin Shuffield, Thomas Sankara l'homme intègre. il déclare : « Je me sens comme un cycliste qui est sur une crête et qui ne peut s'arrêter de pédaler sinon il tombe. »

Sankara apparaît ici déterminé, clairvoyant, énergique et semble avoir repris le dessus. C'est un dirigeant combatif qui a beaucoup mûri qui sera lâchement assassiné ce jour-là !



Chers camarades,

Le prestige de la révolution et la confiance que les masses lui vouent ont subi un grand choc. Les conséquences en sont une remarquable perte d'enthousiasme révolutionnaire chez les militants, une sérieuse diminution de l'engagement, de la détermination et de la mobilisation à la base, enfin, la méfiance, la suspicion et partout, le fractionnisme au sommet.

Quelles en sont les causes ?

Il y a d'une part ce qui pourrait nous diviser et qui relèverait des questions profondes de fonctionnement des structures, d'organisation de la vie interne du CNR, des positions idéologiques et il y a d'autre part les questions de rapports humains entre les acteurs, animateurs que nous sommes tous. Mais, pour importantes que soient les questions organisationnelles et idéologiques, elles se

rèvelent dans notre cas avoir moins déterminé la situation présente. En effet, toute organisation connaît en son sein, un affrontement des contraires puis une unité de ces mêmes contraires. L'unité des contraires est toujours éruditionnelle, elle n'est jamais donnée une fois pour toute, elle est relative et temporaire. « *L'unité des contraires est en conséquence absolue, exactement comme le développement et le mouvement sont absolus.* » C'est pourquoi l'équilibre est lui-même temporaire. Il peut être à tout moment remis en cause. Il nous revient de travailler à l'assurer, à le préserver le plus longtemps possible, à le rétablir chaque fois qu'il aura été menacé, voire rompu.

Dans le cas des questions fondamentales organisationnelles et idéologiques, nous avons bénéficié du fait que chaque fois que nous avons estimé devoir émettre un point de vue différent du mien, défendre une position contraire à la mienne, vous l'avez fait en toute liberté et en toute confiance. Je l'ai adopté et appliqué, de même que les conseils, suggestions et recommandations. Du reste, et en règle générale, la résolution des questions entre les hommes est toujours aisée dès lors que règne la confiance. En effet, l'objectivité s'impose dès que vit la confiance. C'est dire que tant que la révolution sera régie par des principes, le débat franc, la critique et l'autocritique suffiront à dissiper tout malentendu, tout désaccord pourvu que s'impose la confiance.

Travaillons donc à développer la confiance et préservons-la de toute critique, de toute menace. À l'inverse des questions de principes, dont la résolution s'appuie aisément sur la confiance, les problèmes de rapports humains, subjectifs ne connaissent rien d'autre comme solution que la confiance totale. En cela, les intrigues de certains éléments de nos rangs ont fait plus de torts, plus de ravages en quelques mois, que les années des plus farouches affrontements politiques et idéologiques entre le CNR et des organisations adversaires de gauche.

Prenant leur appartenance au CNR comme la garantie inattaquable de leur label de révolutionnaire, ces éléments se sont crus la voie royale ouverte pour la réalisation de leur vision de la société, de la place qu'ils entendent y jouer, du rôle qu'ils s'y assignent. D'un côté la surenchère verbale de gauche, de l'autre une pratique de voyou. Tout cela dans la tranquille assurance que le CNR les prémunit contre toute attaque et que le parlementarisme de ce même CNR leur a ouvert des droits de minorité de blocage.

Ces droits, ils les utiliseront abusivement pour couvrir tous ces comportements licencieux indignes d'un militant révolutionnaire, mais que personne ne leur opposera sous peine d'être soupçonné de vouloir s'opposer au CNR. C'est de l'opportunisme !

À l'intérieur, le souci de ne perdre aucun militant, surtout les nouveaux

venus, a plutôt nui à la fermeté et annihilé toute rigueur contre ce que chacun constatait comme étant de l'indiscipline et un discrédit préjudiciable à terme à l'autorité du CNR.

Tout le monde est témoin du dilettantisme, de la légèreté qui ont caractérisé les comportements d'éléments de cet acabit, et émaillé leur pratique sociale et militante. Le titre de membre du CNR a été utilisé par eux pour influencer les masses à des fins personnelles contraires aux intérêts de la révolution. Mais le plan criminel de leurs attitudes, c'est la paralysie de la direction qu'ils ont provoqué en travaillant sans relâche à créer l'impression qu'ils se sont identifiés à certains dirigeants imminents incontestés parce que respectables et respectés.

Dès lors, et sous ce couvert, ils pouvaient imposer et leurs caprices et leurs indisciplines sans crainte d'aucune mesure. Ils se sont autorisés toutes sortes de pratiques sociales, couverts qu'ils se sont estimés de l'immunité de « proches copains » de tels ou tels dirigeants. Leurs positions élevées dans les structures du CNR aidant, positions tirées non d'un mérite établi mais d'une répartition arithmétique entre groupes au CNR, ils ont de fait maquillé de vraisemblance leurs intrigues.

La révolution a beaucoup souffert de ces éléments-là. Incapables d'élever le niveau des débats, ils l'ont tiré en arrière. Ils l'ont rabaissé. Redoutant l'unité comme étant la fin de leurs « droits princiers de naissance », ils ont démobilisé partout où il y avait ne serait-ce qu'une certaine adhésion, et ailleurs ils ont jeté de l'huile sur le feu de la division.

Progressivement démasqués dans leurs pratiques, et objectivement et inexorablement engagés sur la pente qui les mène à leur perte, ils recourent de façon de plus en plus grossière mais de plus en plus assassine à la division de nos rangs, à l'opposition artificielle des dirigeants. Ainsi, ils détournent l'attention vers d'hypothétiques dissensions au sommet, pendant qu'ils se dérobent à leur devoir de ressaisissement et d'autocritique.

Ne cherchons pas loin. Le malaise actuel est la conséquence des comportements criminels non dénoncés parfois, non promis, toujours. S'il y a opposition, ce n'est nullement entre ceux-là que l'on indexe « *les dirigeants historiques* ». S'il y a opposition, c'est bel et bien entre ces éléments intolérables, incompatibles avec la rigueur révolutionnaire et la fermeté qui nous est dictée par l'obligation de toujours approfondir le processus déclenché depuis le 4 août 1983.

Le résultat de ce travail égoïste, lutter rien que pour soi au point de compromettre l'intérêt général, est que nous sommes affaiblis, en tout cas sérieusement ébranlés. Les rumeurs les plus folles ont embrasé les masses. L'opinion s'en émeut et s'en inquiète. La panique généralisée prédispose aux

actions les plus insensées... que faire quand on est à ce point désespéré !

Gagnée par l'inquiétude généralisée, la direction politique se retrouve désemparée du fait que l'origine du mal est diffuse, et que la thèse de l'opposition – quelques dirigeants de premiers plan – ne convainc pas, quoique commode aux regards de la tradition de lutte aux sommets chez les vieilles gardes politiques d'ici. D'ailleurs, ceux-là mêmes qui ont donné pour être des responsables en querelle s'interrogent vainement sur ce qui pourrait être le motif de leur opposition. Le danger, c'est que l'on est obligé de s'inventer une explication et une justification plausible, tant il est répété partout qu'il n'y a « pas d'entente entre les dirigeants ».

Jamais un point d'antagonisme ne nous a opposés. Qu'il y ait eu divergence sur des points donnés, cela est courant. Même la liberté, la confiance des débats entre nous qui exclut toute inutile retenue et faux tabous, n'ont pas relevé un quelconque antagonisme qui justifierait ou expliquerait une si subite et hypothétique mais persistante rumeur d'opposition.

Ces rumeurs, aidées par le désarroi généralisé ont réveillé les possibles de toute sorte d'opposition à la révolution : les accompagnateurs de la RDP aujourd'hui dégénérés, les tribalistes, les réactionnaires de la droite brute qui reprennent espoir...

Même nos ennemis à l'extérieur retrouvent leur agressivité depuis longtemps émuée par nos victoires éclatantes, et poussent à l'audace des débris d'opposants réveillés pour la circonstance.

Camarades, nous ne pouvons pas permettre à quelques individus de se jouer de tout le peuple, faire condamner le CNR dans notre patrie et auprès des peuples qui jusque-là respectent notre lutte. Nous ne pouvons pas et ne devons pas laisser quelques éléments irresponsables faire planer sur notre révolution, le spectre des déchirements tels ceux du Yémen¹. Nous ne pouvons et ne devons pas les laisser pervertir cette révolution avec des conséquences telle l'impasse de Grenade². Nous ne pouvons pas fermer les yeux ou nous embarrasser devant les manquements de quelques intrigants lorsque tout le pays est menacé par la guerre civile à la manière du Liban et du Tchad.

Nous sommes responsables devant notre peuple, mais aussi responsables devant le mouvement progressiste international du devenir de cet espoir qu'a suscité la révolution du 4 août 1983.

Cessons de nous lamenter à quatre ou devant une situation nationale si triste. Notre sincérité n'excuse pas notre coupable sentiment d'impuissance qui traduit plus le défaitisme. Je comprends que nous soyons choqués d'être qualifiés de ce que nous ne sommes pas, d'être accusés de ce que nous n'avons

pas fait.

Je propose :

1° Que nous allions aux masses pour leur démontrer notre cohésion par des meetings de dénonciations et de condamnation des courants divisionnistes, en ridiculisant comme il le mérite, ceux qui jusque-là ont prêché avec plus ou moins de bonheur dans les eaux de la révolution troublés par eux. Il y a urgence que nous sortions, que nous parlions, que nous rassurions notre peuple. Il y a urgence.

2° Éliminons de nos rangs les fauteurs de troubles. Toutes les luttes sociales ont connu des aventuriers frauduleusement introduits. L'histoire immédiate ou l'histoire lointaine se sont chargées de les éliminer. Notre révolution avancera en se purifiant. Nous ne perdrons rien à assumer le carnage révolutionnaire sentimentalement ressenti, dans le cas d'éventuelles séparations ne sera jamais rien par rapport à ce que nous endurons en ces jours, ni ce que notre peuple souffre en ces circonstances.

Je proposerai des sanctions.

3° Dans les meilleurs délais, il nous faudra mettre en place :

- Les statuts du CNR, corrigés au regard de ce que nous enseignent nos difficultés présentes et prévisibles, l'acceptation et l'assimilation de la plateforme et des récents du CNR seront un critère éloquent à l'adhésion à sa ligne.
- Le programme économique, politique, social et militaire du CNR autour duquel nous rassemblerons les révolutionnaires sur la base de leurs mérites à contribuer au bonheur réel de notre peuple.
- Le code d'éthique révolutionnaire qui décrira la conduite sociale la plus exemplaire vers laquelle chacun de nous devra s'efforcer de tendre.

À l'aide de ces éléments et grâce à une vie organisationnelle qui devra se départir de l'amicalisme, par un fonctionnement plus efficace de la commission de vérification, par des bilans périodiques sur ce que notre action a apporté ou non au peuple, nous parviendrons à faire du CNR actuel et de toute autre forme que prendrait la direction politique nationale, un véritable état-major où n'entrent que les meilleurs des meilleurs, les révolutionnaires les plus sûrs.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons.

1. NdE : À l'époque, le Yémen était coupé en deux. Le Yémen du Sud appelé République démocratique populaire du Yémen était dirigé par un parti se réclamant du marxisme. Les divergences en son sein entraînaient une instabilité politique.

2. NdE : Depuis 1979, la Grenade, située dans les Caraïbes, était dirigée par le révolutionnaire Maurice Bishop qui s'était rapproché de Cuba. Des dissensions au sein du parti au pouvoir ont conduit à son arrestation et son exécution en octobre 1983.

VERS LA VÉRITÉ ET LA JUSTICE SUR L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA ?

Les premières versions de l'assassinat de Sankara ont été rapportées essentiellement par le journaliste Sennen Andriamirado, d'abord par des articles dans *Jeune Afrique*, dès novembre 1987, puis dans un ouvrage¹ publié un peu plus tard. Valère Somé², proche collaborateur et ami de Thomas Sankara, complètera cette version peu après.

Le seul rescapé de cette réunion, Alouna Traoré, désormais régulièrement interviewé, confirme inlassablement cette version.

Thomas Sankara venait de commencer une réunion avec ses collaborateurs. Des soldats sont arrivés en arme. Il serait sorti les mains en l'air, et aurait déclaré alors « C'est à moi qu'ils en veulent. » L'autopsie du corps, dont les résultats n'ont été rendus public à Ouagadougou, qu'en octobre 2015, confirment cette version. Le corps de Sankara était criblé de balles, dont une sous une aisselle, confirmant qu'il aurait été froidement assassiné. Les militaires ont tiré sur lui puis sur les autres participants à la réunion. Valère Somé cite nommément trois membres du commando. Le caporal Maïga, garde du corps de Blaise Compaoré, Hyacinthe Kafando, et le caporal Nadié qui aurait touché en premier Thomas Sankara d'une rafale.

En novembre 2001, un article dans l'hebdomadaire burkinabè *Bendré*, donne les initiales des membres du commando qui seraient au nombre de six, tous des militaires burkinabè. En 2002, un avocat de M^{me} Sankara, maître Dieudonné Kounkou³, révèle leurs noms. Il s'agit de Ouedraogo Arzoma Otis, Nabié N'Soni, Nacolma Wanpasba, Ouedraogo Nabons-mendé, Tondé Kabré Moumouni et Hyacinthe Kafando, tous des militaires sous le commandement de Gilbert Diendéré qui dirigeait alors les commandos de Po. Gilbert Diendéré avait été élevé au rang de chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur française lors d'un séjour en France en mai 2008. C'est le même Diendéré qui a été arrêté, en octobre 2015, après une tentative de putsch.

Voilà pour les faits. Une instruction a cependant été ouverte, après l'insurrection burkinabè d'octobre 2014, confiée à un juge militaire. Il a procédé à une centaine d'auditions. Les noms des inculpés ont été rendus publics. Plusieurs de ceux déjà cités n'apparaissent pas car ils sont décédés

depuis, mais d'autres militaires viennent compléter la liste des membres du commando ainsi que le général Diendéré, numéro deux du régime de Blaise Compaoré. Figurent aussi dans cette liste les responsables de la rédaction du certificat de décès, déclarant que Thomas Sankara était mort de « mort naturelle ». Toutes ces personnes ont été arrêtées, sauf Blaise Compaoré et Hyacinthe Kafando, le présumé chef du commando, tous les deux sous mandats d'arrêt internationaux. L'enquête n'est pas terminée au moment où nous écrivons ces lignes en avril 2017.

Mais très vite l'hypothèse d'un complot extérieur a fait son apparition. Des travaux de chercheurs, une analyse géopolitique de la région et des intérêts en jeu à l'époque, et surtout plusieurs nouveaux témoignages sont venus plus récemment conforter cette hypothèse.

Thomas Sankara est de la trempe des grands leaders du tiers-monde qui remettaient en cause la mainmise de l'occident sur les richesses des pays du Sud, et dénonçaient l'impérialisme. Ses succès pouvaient déstabiliser les régimes de la région. Les populations des pays voisins commençaient à regarder du côté du Burkina Faso qui réussissait à mettre en place, avec succès, un nouveau modèle de développement autocentré. L'admiration pour ce jeune leader qui disait crûment la vérité aux anciens colonisateurs ne cessait de gagner du terrain.

PLUSIEURS LIBÉRIENS AFFIRMENT AVOIR ÉTÉ PRÉSENTS SUR LES LIEUX

La participation de Libériens à cet assassinat est évoquée depuis de nombreuses années. Stephen Ellis – un chercheur qui a travaillé sur la guerre au Liberia, aujourd'hui décédé – cite plusieurs sources pour appuyer cette thèse, dans un ouvrage paru en 1999⁴ et réédité en 2007. Questionné par mes soins, il m'a déclaré que les Libériens avaient sécurisé le lieu où Thomas Sankara et ses compagnons avaient été assassinés.

En 2008, Prince Johnson, ex-seigneur de la guerre et ancien mercenaire, s'est exprimé d'abord devant la Commission vérité et réconciliation du Liberia. Il a déclaré ensuite à un journaliste de RFI : « *La seule option pour notre formation, rester au Burkina puis aller en Libye, était de répondre positivement à la requête de Blaise, c'est-à-dire se débarrasser de Thomas Sankara qui était contre notre présence au Burkina.* » Il affirme aussi qu'ils étaient soutenus par la Côte d'Ivoire d'Houphouët Boigny.

Une chercheuse américaine, Carina Ray, dans un article⁵ publié en janvier 2008, rapporte que de nombreux forums dont *Liberian Democratic*

Future's (LDF), *Perspective* ou *Liberian Mandingo Association of New York* confirment la version de l'assassinat de Sankara en échange de l'aide du Burkina et de la Libye à Charles Taylor⁶ et ses hommes, pour prendre le pouvoir au Liberia. Elle cite cependant aussi une autre version qui affirme que Sankara aurait été tué avant que Taylor n'arrive au Burkina.

Devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) où il était jugé, Charles Taylor a déclaré le 25 août 2009⁷ ne pas avoir participé à l'assassinat car il était encore en détention au Ghana, affirmant que les archives de ce pays pourraient l'attester. Pourtant, comme nous le verrons, plusieurs Libériens affirment le contraire. Le ministre de l'intérieur durant la révolution, Ernest Nongma Ouedraogo, m'a personnellement déclaré que Taylor était bien à Ouagadougou avant le 15 octobre 1987 mais sous un autre nom, affirmant même savoir où il logeait.

En juillet 2009, la chaîne de télévision italienne publique RAI 3 a diffusé un documentaire réalisé par le journaliste d'investigation, Silvestro Montanaro, parti enquêter au Liberia⁸. Plusieurs anciens proches compagnons de Charles Taylor : Momo Jiba, ex-aide de camp du président Taylor, Cyril Allen, ex-chef du parti de Taylor et ex-président de la compagnie pétrolière nationale, Moses Blah, ex-vice-président du Liberia durant quelques années, et Prince Yormie Johnson, témoignent longuement de leur participation à l'assassinat de Thomas Sankara. Thomas Sankara aurait refusé de les aider⁹. Ils convinrent de l'éliminer contre l'assurance d'être aidés.

Momo Jiba et Cyril Allen affirment même que c'est Blaise Compaoré qui aurait lui-même tiré sur Sankara à la tombée de la nuit ! Un témoignage précise que ce serait vers 18 heures que Blaise Compaoré se serait rendu sur les lieux¹⁰, ce qui nous rapproche de l'heure de la tombée de la nuit.

Comme on le voit tout ceci reste à éclaircir.

IMPLICATION DES ÉTATS-UNIS

Les témoignages du documentaire de Silvestro Montanaro évoquent aussi, et de façon concordante, la participation américaine à ce complot. Pour quelle raison ? « *Sankara ne plaisait pas aux Américains, il parlait de nationaliser les ressources de son pays pour les utiliser en faveur de son peuple ; en fait, c'était un socialiste. Et ils décidèrent de l'éliminer* », déclare l'un d'eux.

Ces Libériens n'acceptent de se livrer un peu plus en caméra cachée que lorsqu'ils pensent qu'ils ne sont pas filmés. Tous vont dans le même sens. Ils font deux révélations importantes qui seront confirmées peu après. D'une part, ils affirment que la CIA a aidé Charles Taylor à s'évader d'une prison

américaine où il était détenu, d'autre part que Charles Taylor était chargé d'infiltrer les mouvements révolutionnaires africains.

Coïncidence ? Charles Taylor a raconté durant son procès son évasion rocambolesque. Selon une dépêche de l'AFP du 15 juillet 2009 : *« J'appelle cela une libération parce que je ne me suis pas évadé »*, va-t-il déclaré devant le TSSL. Il était détenu en 1985 à la prison du comté de Plymouth dans l'attente d'une extradition vers le Liberia, qu'il avait fui après avoir été accusé, en 1983, d'avoir détourné 900 000 dollars. L'accusé a expliqué qu'un gardien avait fait irruption, le 15 septembre 1985, dans sa cellule dans un quartier de haute sécurité puis l'avait conduit dans une aile moins surveillée. *« Deux autres détenus se trouvaient là »*, a poursuivi Charles Taylor. *« On s'est approché de la fenêtre. Ils ont pris un drap et l'ont attaché aux barreaux. Nous sommes sortis à l'extérieur. Une voiture nous attendait... Je n'ai rien payé. Je ne connaissais pas ces personnes qui m'ont récupéré »*, a assuré l'accusé.

Dans une dépêche de l'AFP datée du 22 décembre 2008, on peut lire :

Un parlementaire américain en visite à Monrovia a admis lundi devant la presse libérienne que les États-Unis avaient pris part à la « déstabilisation » du Liberia, avant et pendant la série de guerres civiles, et avaient eu « tort » de le faire.

« Les Américains ont aidé à renverser William Tolbert [assassiné en 1980 durant le coup d'État sanglant de Samuel Doe] parce qu'il ne faisait pas ce qu'ils [les Américains] voulaient », avait déclaré M. Simpson, comparaisant devant la Commission vérité et réconciliation du Liberia. *« Samuel Doe et Charles Taylor ont connu le même sort parce qu'ils ont refusé de prendre leurs ordres auprès de Washington. »*

Et plus récemment, le *Boston Globe*, dans son numéro daté du 12 janvier 2012, révèle que Charles Taylor a bien travaillé pour la CIA et le Pentagone à partir du début des années 1980 ! Le journal a obtenu ces révélations auprès de la US Defense Intelligence Agency.

ET LA FRANCE ?

En France, les autorités tardent souvent longtemps à reconnaître leurs agissements passés. Après une campagne de près de quatre ans menée par le réseau international « Justice pour Sankara, justice pour l'Afrique », soutenue par quelques députés, le président de l'Assemblée nationale a enfin répondu à une demande de mise en place d'une commission d'enquête sur l'assassinat de

Thomas Sankara, déposée par des députés Verts et du Front de gauche. Dans un courrier daté du 7 juillet 2015, tout en affirmant « *souhaiter que la lumière soit faite sur cette affaire* », Claude Bartolone a répondu par la négative : « *Une telle commission d'enquête n'aurait aucun pouvoir pour conduire des investigations dans un autre État* » et déclaré que « *la procédure judiciaire désormais ouverte au Burkina* » lui semble « *l'instrument juridique le plus approprié pour rechercher les responsables de cette affaire* ». Claude Bartolone feint d'ignorer que son objet serait justement d'enquêter en France et non au Burkina. Pourtant, les questions des députés qui ont rédigé la demande sont précises :

Nous devons répondre aux questions suivantes : pourquoi Thomas Sankara a-t-il été assassiné ? Comment cet assassinat a-t-il été rendu possible ? Quel rôle ont joué les services français et les dirigeants français de l'époque ? La DGSE savait-elle ce qui se tramait et a-t-elle laissé faire ?

Or, en octobre 2016, lors d'une conférence de presse à Ouagadougou, les avocats des familles des victimes du 15 octobre 1987, dévoilent que le juge burkinabè, François Yaméogo a lancé une commission rogatoire pour demander à la France la levée du secret défense. Les arguments de Claude Bartolone sont caducs. « *L'instrument juridique le plus approprié* », selon lui, interpelle donc la France, à la suite de près de deux années d'enquête. Jusqu'à quand les autorités françaises comptent-elles se réfugier dans le déni pour refuser toute collaboration dans cette enquête ?

Cyril Allen, un des témoins du documentaire cité plus haut affirme :

Le piano fut accordé par les Américains et les Français. Il y avait un homme de la CIA à l'ambassade des États-Unis au Burkina qui travaillait en étroite contact avec le chef des services secrets de l'ambassade française, eux ont pris les décisions les plus importantes.

Relancé par le documentariste par la phrase « *Ensuite la CIA et les services secrets français...* », il le coupe et ajoute : « *Et les services secrets français décidèrent de mettre hors-jeu Sankara. Ainsi sont les faits.* »

Le 23 février 2012, une émission de la France-Inter, intitulée *Rendez-vous avec M. X*, a été consacrée à la mort de Thomas Sankara. M. X, présenté comme un ancien membre des services secrets français, explique que, lors du retour au pouvoir de la droite en 1986, ouvrant une nouvelle période de cohabitation, des présidents africains ont appelé Jacques Foccart – l'homme de l'ombre à la tête des réseaux africains chargé de défendre les intérêts français en Afrique –

pour lui demander de les débarrasser de Thomas Sankara. À leur tête, Houphouët-Boigny, le président de la Côte d'Ivoire, voisine du Burkina, l'allié privilégié de la France dans la région. Répondant à la question : « *Les services français ont-ils joué un rôle ?* », M. X. répond :

Comment pourrait-il en être autrement ? L'Afrique est truffée d'agents, des anciens qui travaillent directement pour des dirigeants africains ou des compagnies. Il y a ceux qui sont en activité et qui veillent à préserver nos intérêts là-bas.

Le journaliste français, François Hauter, grand reporter au *Figaro*, se livre à un témoignage pour le moins troublant, lors d'une conférence-débat organisée à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar dans le cadre des activités du prix Albert Londres. Il est contacté en 1987 par Guy Penne, le conseiller Afrique de François Mitterrand qui lui demande d'écrire un article hostile à Thomas Sankara. Mais ce n'est pas tout. Il va le mettre en contact avec l'amiral Lacoste qui appelle la direction des renseignements généraux et lui propose de rencontrer le chef des opérations africaines. Le journaliste conclut ainsi son témoignage : « *C'est la plus importante manipulation à laquelle je n'ai jamais assisté dans toute ma carrière de journaliste.* »

L'historien Stephen Ellis m'a personnellement déclaré en 2001 :

Charles Taylor était aussi en contact avec Michel Dupuch, ancien conseiller de Chirac à l'Élysée, à l'époque ambassadeur en Côte d'Ivoire. Un homme d'affaire français, Robert de Saint-Pai, servait d'intermédiaire. Saint-Pai est maintenant décédé.

Le soutien de la France à Charles Taylor est encore souligné dans *Le syndrome Foccart* de Jean-Pierre Bat publié en 2012.

Les réseaux ne se contentent pas d'intervenir pour déstabiliser le régime. Il faut aussi montrer à Blaise Compaoré qu'il bénéficiera du soutien du nouveau gouvernement français. Aussi cette information dévoilée par *Jeune Afrique* en 1998, vient confirmer les approches entreprises auprès de Blaise Compaoré avant octobre 1987 :

À cette époque, numéro deux d'une révolution à laquelle il ne croit plus, de plus en plus proche d'Houphouët, grâce auquel il fit la connaissance de sa future femme, le beau Blaise rencontra son homologue français, alors Premier ministre, via le président ivoirien et Jacques Foccart qui lui présente l'état-major de la droite française, en particulier Charles Pasqua.

Quelques années plus tard, en 1992, Blaise Compaoré remet l'Étoile d'or du Nahouri, la plus haute distinction du Burkina Faso, à Jacques Foccart ! Ne faut-il pas voir là un signe de reconnaissance pour services rendus !

LE COMLOT

L'hypothèse d'un faisceau d'intérêts convergents – des États-Unis, de la France, de la Côte d'Ivoire, de la Libye et des compagnons de Charles Taylor – ne résulte donc pas d'un « fantasme », comme l'a déclaré en 2015 l'ambassadeur français au Burkina, mais s'appuie bien sur de nombreux éléments. On cite aussi, çà et là, le Togo qui aurait envoyé à Ouagadougou, à l'époque, un général de gendarmerie avec quelques hommes.

Restait à déterminer sur qui s'appuyer à l'intérieur du Burkina. Un voyage de Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire va constituer une excellente opportunité. Au cours d'une réception, il fait la rencontre de Chantale Terrasson de Fougères. Elle fait partie d'un groupe de jeunes filles du lycée de Yamoussoukro, chargées de rendre leurs séjours agréables aux présidents ou aux autres personnalités importantes. Elle est la fille du docteur Jean Kourouma Terrasson, une figure de la Côte d'Ivoire, proche d'Houphouët-Boigny. Tout va aller très vite puisque le mariage est célébré le 29 juin 1985, à peine six mois après leur rencontre. Entre-temps, Blaise Compaoré, très amoureux, se rend régulièrement en Côte d'Ivoire pour la rejoindre. Houphouët-Boigny s'implique personnellement dans la réussite de la noce. Il affrète son avion personnel pour transporter le couple sur les lieux du mariage. Il leur offre de nombreux cadeaux, dont une importante somme d'argent, on parle de 500 millions de francs CFA, pour que sa jeune protégée franco-ivoirienne puisse continuer à mener le train de vie auquel elle aspire. Dans un pays en pleine révolution, où la population est appelée à vivre selon ses moyens et à compter sur ses propres forces !

Désormais, les conditions sont réunies pour préparer le complot. Bernard Doza¹¹, qui a recueilli ce témoignage, écrit :

Houphouët débloque alors des fonds énormes – le secrétaire général de la présidence, Coffie Gervais, parle de 5 milliards de francs CFA – pour développer une guerre de tracts tous azimuts qui déchirera le Burkina au cours du mois de juin 1987.

Les leaders de la révolution se déchirent, les Libériens entrent en action. La Libye aurait fourni du matériel de renseignement. Blaise Compaoré sait

pouvoir compter sur Gilbert Diendéré pour exécuter le coup.

Comme nous l'avons vu, il reste bien des zones d'ombre à éclaircir. Les témoignages des Libériens doivent être confirmés par de nouvelles enquêtes. En avril 2017, la France se refuse à toute investigation se retranchant derrière le déni¹². Une attitude qui ne fait que confirmer l'hypothèse de la complicité, voire de la participation de la France à un complot.

Mais l'affaire Sankara est revenue à la une de l'actualité durant la transition. La presse française, jusqu'ici très discrète sur la question, s'en est saisie depuis l'exhumation des corps de Thomas Sankara et des personnes assassinées avec lui, en mai 2015. Elle ne rejette plus l'hypothèse d'un complot.

Les premières archives consultées, dont l'accès est qualifié par le chercheur Vincent Hiribarren de « *compliqué, long et restreint* »¹³ ne laissent rien transparaître. Mais le temps nous éloigne de la date de l'assassinat. Les résistances pour empêcher de connaître la vérité vont peu à peu s'estomper. On peut s'attendre à de nouvelles révélations, et nous l'espérons à l'exhumation de documents probants, et à ce que des journalistes d'investigation ou des chercheurs se lancent sur les nombreuses pistes ouvertes qui n'ont pour l'instant pas été explorées.

Des révélations pourraient aussi venir du Burkina où l'enquête est en cours. Le juge François Yaméogo semble ne pas ménager sa peine pour connaître la vérité. En lançant, en octobre 2016, une commission rogatoire et en interpellant la France par une demande de levée de secret défense, il démontre sa volonté de rechercher toute la vérité, et confirme que l'hypothèse d'une participation française au complot ne peut pas être écartée. Aucune réponse officielle n'est venue du gouvernement mais M. Bartolone, alors président de l'Assemblée nationale, de passage au Burkina Faso, en mars 2017, a déclaré, en réponse à une question d'un journaliste : « *Nous sommes favorables à ce que la justice française puisse répondre à toutes les demandes qui émaneront de la justice du Burkina Faso pour qu'il n'y ait le moindre doute sur les relations qui doivent exister, y compris sur ce dossier, entre la France et le Burkina* »¹⁴. La commission rogatoire, si elle était acceptée, un juge français devrait être nommé pour poursuivre l'enquête en France. Quant à la levée du secret défense, s'il constituerait une avancée importante, il ne serait pas suffisant. En effet, de nombreuses affaires montrent que, même le secret défense levé, de nombreux obstacles se dressent encore sur le chemin de la vérité, y compris pour obtenir les documents permettant de connaître la vérité.

De leurs côtés, les militants du réseau international Justice pour Sankara, justice pour l'Afrique, poursuivent leurs mobilisations. Ils ont pris la suite de la campagne internationale « Justice pour Thomas Sankara » qui avait porté

l'affaire au comité des droits de l'homme de l'ONU en 2003. Depuis plusieurs années, ils font signer des pétitions, organisent des conférences de presse en France et au Burkina, interpellent les parlementaires français relayant des courriers de députés du Burkina Faso, participent à de nombreux débats, collaborent avec des chercheurs, et diffusent des informations sur l'évolution du dossier¹⁵. Toutes les possibilités doivent être explorées pour obtenir la vérité. Elle finira par émerger, pour que la justice puisse intervenir, pour soulager la famille, mais aussi pour que la vérité historique prenne le pas sur les hypothèses, pour dénoncer les responsables, pour qu'il soit de plus en plus difficile, voir impossible d'assassiner des dirigeants qui œuvrent sincèrement pour le bien-être de leur peuple, même s'ils doivent porter atteinte aux intérêts des plus puissants.

-
1. Sennen Andriamirado, *Il s'appelait Sankara. Chronique d'une mort violente*, Paris, Jeune Afrique, 1989.
 2. Valère Somé, *Thomas Sankara. L'espoir assassiné*, Paris, L'Harmattan, 1990.
 3. Dieudonné Nkounkou, *L'affaire Thomas Sankara, le juge et le politique*, Paris, NK, 2002.
 4. Stephen Ellis, *The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, Londres, Hurst & Co, 1999.
 5. Voir www.pambazuka.org/en/category/features/45420.
 6. NdE : Charles Taylor est le chef du National Patriotic Front of Liberia (NPFL) qui lance une attaque au Liberia en 1989. C'est le début d'une guerre civile particulièrement meurtrière (plusieurs centaines de milliers de morts) qui va durer jusqu'en 1997 et se prolonger en Sierra Leone jusqu'en 2002. Président du Liberia de 1997 jusqu'en 2003, désavoué et poursuivi par la communauté internationale, il a été jugé par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et condamné en 2012 à cinquante ans de prison.
 7. Voir www.sc-sl.org/page/27602.
 8. Silvestro Montanaro, « E quel giorno uccisero la felicità » (« Ce jour-là, ils ont tué la Félicité »), RAI 3, 2009.
 9. Voir les retranscriptions des interviews, extraites du films.
 10. Ludo Martens, *Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè*, Bruxelles, EPO, 1989, p. 62-65
 11. Bernard Doza, *Liberté confisquée. Le complot franco-africain*, Paris, BibliEurope, 1991.
 12. Pouria Amirshai, député des Français de l'étranger et ancien membre du Parti socialiste, a demandé en mars 2017 à François Hollande d'ouvrir les archives françaises concernant la mort de Thomas Sankara.
 13. *Le Monde*, 13 mars 2017, www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/ouvrons-les-archives-sur-le-meurtre-de-thomas-sankara_5093727_3212.html#p2QzFhj6tyWAl510.99.
 14. *Burkina 24*, 22 mars 2017, <https://burkina24.com/2017/03/22/dossier-thomas-sankara-la-verite-doit-triomphe-claude-bartolone/>.
 15. Pour plus d'information voir <http://thomassankara.net/category/francais/actualites/justice>

CHRONOLOGIE

	1990
Madagascar de Thomas Sankara à Yako.	
Proclamation de l'indépendance.	
Blaise Yandéogo est élu avec 99,99 % des suffrages exprimés.	
Émeutes populaires contre le régime de Maurice Yandéogo. Lamizana est porté au pouvoir.	
Après avoir obtenu le DEPC, Thomas rejoint le concours d'entrée au PMK qu'il intègre à la rentrée.	
Thomas Sankara intègre l'Académie militaire d'Antsirabé à Madagascar.	
Fin de la formation à Antsirabé. À la rentrée suivante, Sankara va être affecté au service civique à Madagascar une année supplémentaire pour recevoir un complément de formation.	
Création de la LIPAD.	
Sankara rentre en Haute-Volta et est affecté à Bobo Dioulasso pour y former une compagnie de jeunes recrues.	
À la suite d'une crise parlementaire le président, le général Lamizana, suspend la constitution et dissout l'Assemblée nationale.	
Thomas Sankara est affecté à la compagnie de génie de Ouagadougou.	
Militants militaires entre le Mali et la Haute-Volta pour une bande de terre. Thomas Sankara réussit une percée avec ses hommes.	
Le journal reçoit l'insérence officielle comme chef d'État à Madagascar.	
Lamizana annonce la création d'un parti unique, le Mouvement national pour le renouveau.	
Grève générale et opération ville morte pour appuyer des revendications salariales et pour exiger le retrait du projet de création d'un parti unique.	
Sankara prend la direction du GNEC à Po.	
Création de l'Organisation communiste voltaïque.	
Adoption d'une nouvelle constitution par référendum avec 92,7 % de oui.	
Thomas Sankara et Blaise Compaoré effectuent ensemble un stage au centre de formation de parachutistes à Rabat au Maroc.	
Déclaration des syndicats appelant « les travailleurs à se démarquer de tous les hommes politiques et de toutes les formations politiques rétrogrades au place ».	
Élections législatives. Victoire du RDA.	
Blaise Compaoré devient l'adjoint de Sankara à Po.	
Élection présidentielle. Après avoir été mis en ballottage, Aboubacar Lamizana est élu au second tour avec 56,2 % des suffrages des votants.	
Création du Parti communiste révolutionnaire voltaïque.	
Le capitaine d'aviation Jerry Rawlings est porté au pouvoir pour la première fois au Ghana et remet le pouvoir à un civil élu, le docteur Aducci, peu de temps après.	
Mariage de Thomas Sankara avec Mariam Séré.	
Création de l'Union de lutte communiste.	
Démocrates opposent au Tchad les FAN d'Hissène Habré et les FAP de Goukouni Oueddei et déchirent la capitale, relançant un conflit ancien qui va durer plusieurs années. Ce dernier va faire appel à la Libye du colonel Kadhafi.	
États d'État du CMRPN dirigé par le colonel Sayé Zebo.	
Thomas Sankara est nommé à l'état-major à la division opérationnelle. Il est promu capitaine. Blaise Compaoré prend la direction du GNEC de Po.	
Naissance du premier fils de Sankara, Philippe, à Ouagadougou.	
Il a depuis accepté d'être secrétaire d'État à l'information.	
Prise du pouvoir de Rawlings au Ghana après un nouveau coup d'État. Il s'attaque résolument à la corruption.	
Thomas Sankara démissionne de son poste de secrétaire d'État chargé de l'information. Blaise Compaoré et Henri Zongo démissionnent du CMRPN.	
Thomas Sankara est mis aux arrêts à Dédougou, Blaise Compaoré à Fara près de Bobo et Henri Zongo à Ouagadougou.	
Naissance du deuxième fils de Sankara, Auguste, à Ouagadougou.	

Jean-Baptiste Ouédraogo est placé à la tête du pays par un nouveau coup d'État militaire. Le lieutenant-colonel Nicolas Bédouin et Pierre Chavrier, ex-ministre de l'Intérieur du CNMRPN, est abattu d'une balle dans le dos.	
Dé France, Jean-Pierre Cot est démissionné du ministère de la coopération.	
Lingani devient Premier ministre de Haute Volta.	
Manifestation de patsch contre le CSD par un groupe de militaires.	
Objets de Sankara au Niger et en Libye.	
Sankara déploie une intense activité diplomatique durant le sommet des non-alignés à New Delhi.	
Séjour de Sankara en Corée du Nord.	
Bréparant meeting à Ouagadougou où apparaissent les divergences entre Sankara et Jean-Baptiste Ouédraogo.	
30mer de Kadafi en Haute Volta.	
Vidant: Christian Niucei, ministre français de la coopération et du développement et signature d'une convention de coopération.	
Grand meeting de Sankara à Bobo Dioulasso.	
Aénuée de Guy Panno, conseiller de François Mitterrand aux affaires africaines. Blaise Compaoré se déclare en rébellion.	
A formation de Sankara. Blaise Compaoré s'enfuit à Po.	
Bo: 25 ans et la jeunesse manifestent à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso pour demander la libération de Sankara.	
E30me manifestation organisée par le RDA et l'UNDE.	
Réunion du CSD. Les militaires se scindent plus nettement en deux camps.	
Préniers de Jean-Baptiste Ouédraogo où il annonce les prochaines libérations, la rédaction d'un avant projet de Constitution et le retour des militaires dans le casern.	
Elaboration des détenus dont Sankara et Jean-Baptiste Lingani qui sont assignés en résidence sur veillée.	
Jeuné s'organise à partir de la base des commandos de Po autour de Blaise Compaoré en liaison avec Sankara.	
El y a des de Goukouni Oueddei entrent au Tchad de par la Libye, soutenues par les troupes libyennes.	
Prémière rencontre du PAI avec Sankara et Lingani pour mettre au point la stratégie et confier des tâches aux militaires du PAI.	
31 juillet: début de l'assaut des commandos de Po sur Ouagadougou.	
2e manifestation de l'assaut.	
Les commandos du CNEC dirigés par Compaoré montent de Po vers Ouagadougou, rencontrent des militants civils qui les guident dans la ville. Ils investissent la ville, portent Sankara à la tête de l'État.	
Grande manifestation populaire de soutien au nouveau régime.	
Nouvelle manifestation populaire de soutien au CNR.	
Participation du colonel Samé Yoram Gabriel et du commandant Fidel Québré au sein du Conseil de l'entente.	
Le Forces armées d'opération Manta, une intervention militaire d'urgence pour soutenir Hissen Habré.	
Réunion du CNR pour décider de la constitution du gouvernement.	
24 juillet: le gouvernement du CNR est constitué. On y compte 5 membres du PAI LIPAD, trois membres de l'ex-ULC et les trois militaires qui, avec Sankara, seront appelés les 4 chefs historiques de la révolution.	
Visite de Jacques Huntziger, secrétaire international du Parti socialiste, suivie d'une visite de trois jours de Christian Niucei, ministre de la coopération. La France affirme officiellement sa non-ingérence et Sankara demande une relecture des accords de coopération. Visite d'une délégation du Burkina conduite par Thomas Sankara au Niger.	
A3: épitative de militants de la LIPAD, des salariés de la Voltaec (devenue depuis Sonabel), la compagnie d'électricité, desistent le directeur général et mettent en place un conseil provisoire de gestion.	
16: directeur de la télévision, Serge Théophile Balima est réquisitionné par les salariés de la télévision à l'initiative de la LIPAD qui ne le jugent pas assez révolutionnaire et souhaitent des changements plus importants dans les programmes. Visite de Thomas Sankara au Mali. Accord pour soumettre le différend frontalier à la Cour internationale de justice de La Haye et création d'une commission mixte de coopération.	
Sankara rencontre Jerry Rawlings, chef d'État du Ghana, à Po.	
Sankara part pour la 10e conférence France-Afrique où il va se faire remarquer. Il a auparavant enregistré le discours d'orientation politique qui est prononcé à la radio et la télévision.	
Meeting de soutien au CNR, après le refus de Sankara d'assister au dîner offert aux chefs d'État pour protester contre le fait d'avoir été accueilli par Guy Panno.	
Manifestation de politiciens des anciens régimes qui sont placés en résidences sur veillées dans leurs villages natus.	
Création des TPR.	
20: sommet de Niamey, la Côte d'Ivoire refuse de confier la présidence de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest à la Haute Volta, alors qu'elle lui revient. Sankara annonce la levée du veto empêchant l'adhésion du Mali à l'Union monétaire ouest-africaine, qui permettra au Mali d'y entrer le 1er juin 1984.	
Création des CDR des services et des CDR des communes.	
14: Haute Volta est élue membre permanent du Conseil de sécurité pour deux ans.	
Ménuées militaires conjointes du Ghana et de la Haute Volta.	
Création de la Caisse de solidarité révolutionnaire dont les fonds doivent être constitués de contributions volontaires en vue de recourir les populations situées du Nord du pays.	
Visite du président du Niger, Seyni Rountché à Ouagadougou.	
Dénonciation armés, encastrés par la LIPAD, investissent les bâtiments des postes et télécommunications et sequentent le directeur et les cadres techniques accusés de malversation.	
Signature d'un accord de coopération scientifique, économique et technique avec Cuba.	
Déclatère de la 17e Semaine nationale de la culture.	
24: le président angolais Eduardo dos Santos à Ouagadougou.	
Visite de Sankara au Togo. Il signifie à Kadafi qu'il désapprouve son action au Tchad. Réduction des indemnités	

des fonctionnaires de 25 à 30 %.	Le général Lamizana et ses collaborateurs immédiats pour
Début des premières assises des TPR qui doivent juger la mauvaise gestion. Lamizana sera acquitté.	le général Lamizana et ses collaborateurs immédiats pour
Vincent Signé, garde du corps de Sankara, de passage en France est bloqué à l'aéroport par les autorités françaises qui veulent le poursuivre en justice pour des délits de droit commun. Sankara intervient personnellement pour le faire libérer.	la France est bloqué à l'aéroport par les autorités françaises qui veulent le poursuivre en justice pour des délits de droit commun. Sankara intervient personnellement pour le
Vijard de Sankara au Bénin.	
30 janv. 1984. Accord de coopération avec le Bénin, signé à Ouagadougou, après la mise en place de la première grande commission mixte bémbo-voltaïque qui fait suite au voyage de Sankara dans ce pays.	
Vijard secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuellar, à Ouagadougou.	
Épuration des cadres obligatoires au profit de la chefferie.	
Visite officielle de Rawlings à Ouagadougou.	
Les premiers quartiers sont mis en place pour permettre les nouveaux lotissements.	
Arrivée. Volu reconnaît la RASD.	
Adoption d'un décret de réduction des loyers applicable à partir du 1 ^{er} avr..	
Émission des enveloppes spéciales pour frais de mission.	
Envoi d'un enseignant du SNEAHV à la suite de l'arrestation de 3 personnes accusées de subversion.	
Le CNR décide le licenciement des enseignants grévistes après avoir pris connaissance d'un rapport des services de sécurité présentant cette grève comme faisant partie d'un complot contre-révolutionnaire.	
Sankara convoque un conseil des ministres pour tenter de revenir sur le licenciement des enseignants grévistes, mais le conseil se réunit à 14h00 sans qu'un seul soit licencié.	
Voyage de Sankara en Algérie où il rencontre le président Chadli Bendjedid.	
Le conseil des ministres adopte le programme de construction des cités du 1 ^{er} août afin de loger les fonctionnaires.	
Visite officielle d'une délégation de la Haute Volta conduite par Sankara en RASD qui accueille sa première visite d'un chef d'État.	
Création du quotidien <i>Sihiruju</i> .	
Évacuation des distributions de parcelles sous l'égide de CDR de quartier.	
Début des assises des TPR devant juger l'ex-président Fay. Zerbo et d'autres membres du CMLPN. Sayé Zerbo est condamné à quinze ans d'emprisonnement dont sept avec sursis et à la confiscation de ses biens jusqu'à concurrence du montant de sa peine pécuniaire.	
Envoi d'un envoi des travaux d'aménagement de la vallée de Boukou dont l'objectif est l'irrigation de 40 000 hectares.	
Sankara écrit aux organisations révolutionnaires leur demandant de faire des propositions pour unifier leurs forces.	
La LIPAD répond en formulant des critiques sur l'absence de statut du CNR, l'absence de démocratie en son sein, la prépondérance des militaires et l'improvisation dans ses décisions.	
Le conseil des ministres fixe la date du 20 mai pour commémorer la journée anti-impérialiste de la jeunesse en commémoration des manifestations de mai 1983 demandant la libération de Sankara, et demande au ministre de la jeunesse et des sports Ibrahim Koné de se concerter avec le secrétaire général des CDR. Mais l'entente n'aura pas lieu.	
Manifestation réussie organisée par le ministère de la jeunesse et des sports.	
Écluse la manifestation organisée par le secrétariat des CDR. Première crise ouverte avec le PAI. Le ministre de la jeunesse et des sports est limogé pour avoir voulu organiser la commémoration des manifestations de mai 1983 en dehors des CDR.	
Annulation d'une visite de Sankara en Côte d'Ivoire et rendue à Abidjan.	
Annnonce qu'un complot dirigé par le colonel Didier Ouédraogo a été déjoué. Publication des statuts provisoires des CDR.	
Visite de Blaise Compaoré à Paris. La Haute-Volta espère alors que les accords de coopération pourront être signés avec la France pour août 1984.	
Trigondie des locaux du seul quotidien privé, <i>L'Observateur</i> .	
Trois hommes accusés d'avoir fomenté un complot sont fusillés : le colonel Didier Ouédraogo, le lieutenant Moumouni Ouédraogo, Barnabé Kaboré, Anatole Tiendrébègo et Adama Ouédraogo. Sur les 26 comploteurs présumés, 15 sont acquittés et 4 condamnés à vingt ans de prison.	
Voyage du président Eyadéma du Togo à Ouagadougou.	
50 ^{ème} anniversaire de participation au sommet de l'Entente qui devait se tenir à Yamoussoukro et celui-ci est ajourné.	
20 ^{ème} anniversaire de Sankara en Éthiopie, Madagascar, Mozambique, Congo, Burundi, Tanzanie, Zambie, Angola, Sao Tomé et Principe.	
Début du procès de Gérard Kango Ouédraogo, dirigeant politique de droite, devant les TPR pour détournement de fonds. Il est condamné à une forte amende et à plusieurs années d'emprisonnement.	
Entraînement l'instauration d'une épreuve politico-idéologique dans les concours d'accès à la fonction publique.	
Éjection des organisations membres du CNR. L'espérance est vive. Les militaires admettent difficilement les critiques de la LIPAD et lui reprochent son comportement lors des marches de mai.	
Création de l'UREBA. Moïse Traoré, membre de l'ULC, est nommé directeur général.	
Création du Service national populaire (Sermapo). Un décret annonce que le 4 août est désormais le jour de la fête nationale en remplacement du 11 déc.	
Sankara écrit au président de l'OUA pour annoncer la décision de la Haute Volta de boycotter les Jeux olympiques de Los Angeles pour les violations répétées de la charte des Nations unies à propos de l'Afrique du Sud, notamment de la part de la Grande-Bretagne qui participe à des rencontres de rugby avec l'Afrique du Sud.	
1 ^{re} rencontre institutionnelle de Sankara avec les femmes.	
Immigration du Soud du 4 août construit par la République populaire de Chine à la suite d'un accord conclu avant la révolution.	
Publication d'un décret changeant le nom du pays en Burkina Faso. À cette occasion, le pays adopte un nouveau drapeau, un nouvel hymne nationale, le « Dytonié », « chant de la victoire » et une nouvelle devise, « La Patrie ou la mort, nous vaincrons », identique à celle de Cuba.	

40	Anniversaire de la révolution. De grandes festivités sont organisées à Ouagadougou. Le capitaine Jerry Rawlings, ex le seul chef d'État présent.	
41	Assassinat du commandant Aminadou Sawadogo. Les auteurs de l'assassinat n'ont toujours pas été identifiés.	
42	Ordonnance portant sur la réglementation agricole et forestière. La terre appartient désormais à l'État.	
43	Création du PUCP par le regroupement de petits groupes d'intellectuels.	
44	Le pays est administrativement découpé en 30 provinces et 250 départements.	
45	La solution du premier gouvernement révolutionnaire. Les ministres sont affectés comme chefs de projet pour la construction de logements.	
46	21 gouvernement du CNR. Le PAI n'en fait plus partie.	
47	Suppression de la réforme scolaire « néocoloniale » selon le terme employé par Sankara.	
48	45 000 cadres CDR dans les différents secteurs de l'Ouagadougou.	
49	Dispositifs frais de scolarité, de 10 000 à 1 000 F CFA dans le primaire et de 70 000 ou 85 000 à 45 000 F CFA dans le secondaire.	
50	Dispute des « Maris au marché ». Les hommes doivent aller faire le marché pour se rendre compte du prix de la nourriture.	
51	Yacouba Sigué est nommé chef de la sécurité du territoire.	
52	Visite de Sankara au Cap Vert, au Nicaragua et à Cuba. À l'issue de ce voyage, il n'est pas autorisé à atterrir à Adina alors qu'il est invité par le leader afro-américain André Young et doit se poser à New York.	
53	Visite du Mohamed Abdelaziz, président de la RASD. Blaise Compaoré conduit une délégation du Burkina Faso en CP-93 et en Côte du Nord.	
54	Expression de l'impôt de capitation. Lancement du TPR qui va s'étaler sur 15 mois dont les objectifs ont été déterminés dans les provinces.	
55	Meeting à Harlem devant la communauté afro-américaine.	
56	Discours de Sankara à la tribune de la 29 ^e session des Nations unies.	
57	Lancement de la Régie nationale des transports en commun dite « X9 ». Les autobus font leur apparition à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso. D'autres vont relier les principales villes entre elles.	
58	Sankara devient président de la CEAO à l'occasion du 40 ^e anniversaire de cette communauté. Arrestation à Bamako de Mohamed Diawara, homme d'affaires ayant emprunté à la CEAO, avec la complicité de son secrétaire général, la somme de 6,5 milliards qu'il n'arrivait pas à rembourser. Il est transféré à Ouagadougou où il sera jugé devant les TPR. Moussa N'Gom et Moussa Diakité, impliqués dans cette affaire, seront arrêtés en nov. 1984.	
59	Moussa Diallo et Adama Touré (deux dirigeants du PAI) sont suspendus de la fonction publique et arrêtés.	
60	Arrestation de Moussa Ngom, secrétaire général de la CEAO, et de Moussa Diakité, contrôleur financier du Fosted. Ils seront aussi jugés devant les TPR.	
61	Visite en Chine d'une délégation conduite par Sankara.	
62	Immatriation d'une carte de circulation sur les routes goudonnées afin de pouvoir financer leur entretien.	
63	Le 1 ^{er} janvier au sommet de l'OUA à Addis Abeba, il se bat pour la reconnaissance de la RASD.	
64	Clôture de la session budgétaire pour 1985. Il se dégage un déficit prévisionnel de 10 milliards de francs CFA.	
65	Sankara propose alors de convoquer une conférence nationale sur le budget pour le 3 déc..	
66	Lancement de l'opération « 7 000 villages, 7 000 terrans de terres ».	
67	22 ^e anniversaire entre Houphouët-Boigny et Sankara à l'occasion d'un sommet de la CEDEAO.	
68	Lancement de l'opération « Vaccination commando » sur l'ensemble du pays. Elle va durer 15 jours. Environ 2,56 millions d'enfants seront vaccinés contre la rougeole, la méningite et la fièvre jaune. L'OMS citera cette opération en exemple.	
69	Protester contre l'insuffisance de financement de la part de la France au projet de barrage de la Komoingna, le ministre des finances convoque les banques pour leur signifier le blocage des transferts de fonds des entreprises vers la France.	
70	Conférence nationale sur le budget à la maison du peuple. Elle se tient de 20 h 30 à 8 heures du matin. Elle adopte des retenues sur les salaires pour combler le déficit budgétaire. La CSV refuse d'y participer. Les autres syndicats n'y prennent pas la parole.	
71	Conduct France-Afrique à Djumbura boycotté par le Togo.	
72	Lancement de la Semaine nationale des arts et de la culture à Ouagadougou.	
73	Visite de Sankara au Ghana à l'occasion du 2 ^e anniversaire de la révolution ghanéenne.	
74	Sankara annonce à la radio la gratuité des logements pour l'année 1985 et le lancement d'un programme de construction de logements.	
75	Lancement d'un vaste programme de réboisement.	
76	Sigauwe Touré accuse le CNR de puiser dans les caisses de la Sécurité sociale au cours d'une séance de TPR où il est convoqué comme témoin. Il est incarcéré quelques jours plus tard pour près de deux ans.	
77	Visite de Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire. Rencontre avec Chantal Terrason de Fougères qui deviendra sa femme.	
78	28 juin 85 et 10 autres syndicats de base signent une déclaration commune avançant des revendications. Ils se plaignent aussi de la remise en cause des libertés syndicales. Les signataires seront suspendus de la fonction publique, certains seront arrêtés comme Hubert Yanéogo, secrétaire du Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (Syntsa), le 3 février 1985 et Sami Ouattara, secrétaire général du Syndicat national de l'agriculture (Synagri) le 13 février 1985.	
79	Lancement de la « bataille du rail ». La population est appelée à venir participer à la construction de la prolongation de la ligne du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou vers le nord du pays.	
80	Un énorme endommagement la suite hôtelière que devait occuper Sankara à Yamoussoukro durant le sommet du Conseil de l'économie.	
81	23 ^e conférence entre Houphouët-Boigny et Sankara à Yamoussoukro à l'occasion du sommet des pays du Conseil de l'économie qui rassemble le Bénin, le Togo, le Niger, le Burkina et la Côte d'Ivoire. Sankara est acclamé par la population.	
82	Paul Boina, ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, est reçu à Paris par Roland Dumas. Houphouët-Boigny approuve cette tentative de dialogue mais Sankara envoie un télégramme de protestation à François Mitterrand.	

Léon D'Arba Diallo et d'Adama Touré, dirigeants de la LIPAD. Mais Ibrahim Koné, un autre dirigeant de ce parti, est arrêté peu après.	
Conférence nationale pour la promotion de la femme avec 3 000 déléguées.	
Mikhaïl Gorbatchev prend la tête du Parti communiste d'Union soviétique. Il amorce le processus de rupture qui conduira à la chute du mur et à l'écroulement du système des pays dits socialistes.	
Militaires militaires communes avec le Ghana.	
Signature du procès pour juger les responsables de détournements de la CEAO. Seul Mohamed Diawara est présent dans le box des accusés, mais il est rejoint le 20 mars par Moussa Ngom et Moussa Diakité. Ils seront condamnés à la confiscation de leurs biens jusqu'à concurrence de leur condamnation pécuniaire et à plusieurs années d'emprisonnement.	
Parvenement des « trois luttes » : lutte contre la coupe abusive du bois, contre les feux de brousse et contre la dégradation des animaux.	
Assassinat à Abidjan de l'homme d'affaire Valentin Kienka dont l'adjoint, Macaire Ouedraogo, fut candidat à la présidence de l'ex-Mali en 1976.	
12 révision burkinabè met en garde le gouvernement de Côte d'Ivoire contre les crimes dont sont victimes les Burkinabè. La presse ivoirienne déclare que l'attentat est l'œuvre de tueurs à gages.	
L'administrateur des relations extérieures du Burkina demande à la Côte d'Ivoire qu'elle fasse la lumière sur l'attentat à la place d'accusations gratuites. Le gouvernement ivoirien déclare n'avoir de leçon à recevoir de personne. Le Burkina rappelle son ambassadeur à Abidjan.	
Sommet des chefs d'État du Bénin, du Ghana, du Burkina et de la Libye représentée par le commandant Abdel Salam Jalloud. Aucun accord n'en sort.	
LES CDR interrompent le meeting des syndicats à la Boule du travail.	
Explosion d'un entrepôt de poudre à Bobo Dioulasso.	
ELCIB et le Groupe des communistes burkinabè (GCB), deux organisations nouvellement créées entrent au CNR. Lancement du Mouvement national des pionniers.	
Explosion d'un dépôt de munitions à Ouagadougou qui fait 3 morts et 4 blessés.	
Également des travaux du barrage de la Komprengui.	
Mariage de Blaise Compaoré avec Chantal Tournon de l'Angère.	
8 jour en place du Conseil révolutionnaire économique et social dont la présidence est confiée à Kader Cissé membre de FOLC.	
Libération de Gérard Kango Ouedraogo, Jean-Baptiste Ouedraogo et Mare Garango qui sont placés en résidence surveillée. Remise de peine d'un an pour Saye Zerbé.	
SINELATV et du Syndicat.	
Dissolution du 2 ^e gouvernement révolutionnaire. Les ministres sont affectés comme chefs de projets dans les champs collectifs.	
Manifestation devant les ambassades des États-Unis, de l'UEA et de Corée du Sud pour dénoncer leur soutien à l'Afrique du Sud.	
Voyage de Sankara en Corée du Nord avec des escales obligatoires en Roumanie et en URSS.	
50 membres du Conseil de l'entente à Yamoussoukro consacrent aux problèmes de sécurité.	
Meeting à Ouagadougou durant lequel Sankara, de retour du sommet de Yamoussoukro, se plaint des complots contre le Burkina et appelle, en termes à peine voilés, les autres peuples à faire la révolution chez eux.	
Création de l'UFB.	
Création d'un comité central et d'un bureau politique du CNR.	
Création des TPR, des TPD et des TPC dans les villages et quartiers.	
Débat de Kadiri au Burkina.	
Lancement d'un recensement de la population. Le dernier d'avant de 1975.	
Début de la guerre de Noël entre le Mali et le Burkina pour un litige frontalier. Réunion à Yamoussoukro des ministres des affaires étrangères de l'ANPAD à l'initiative d'Houphouët-Boigny.	
Hostiles pays acceptent le cessez-le-feu.	
Création du PPD.	
	1981
Jour malines sont tués de 5 à 42 % au profit de l'ÉPI.	
Mouvement de solidarité avec le peuple indien à Ouagadougou.	
8 jour de solidarité avec le peuple indien à Bobo Dioulasso.	
Accord de paix et de réconciliation signé entre le Burkina et le Mali.	
Proclamation du Burkina en République populaire du Congo.	
Libération de tous les prisonniers de guerre indiens.	
Signature de nouveaux accords de coopération.	
Sankara participe à Paris à la conférence « Sylvia » sur l'arbre et la forêt et prononce son discours intitulé : « Sauver l'arbre, l'environnement et la vie tout court ».	
Lancement de l'opération « Alphabétisation commença ». Il s'agit d'alphabétiser en langues nationales 35 000 adultes, parmi les plus actifs occupant des responsabilités dans les groupements villageois.	
Mise en place des TPC.	
Vendredi Sankara à Paris où il rencontre François Mitterrand pour la première fois depuis son accession au pouvoir, à l'occasion du Sommet de la francophonie, quelques jours après la signature des nouveaux accords de coopération.	
Mise d'Houphouët-Boigny à Ouagadougou.	
Le Burk et l'ÉPI remportent la majorité aux élections législatives en France.	
Emmanuel Mitterrand nomme Jacques Chirac Premier ministre.	
26-27 mars la CEAO présidé par Sankara à Ouagadougou, le Burkina ayant obtenu la présidence de cette communauté en octobre 1981.	
Signature de la 1 ^{re} conférence nationale des CDR qui va durer jusqu'au 4 avr.	
Cheministe burkinabè rencontre Jacques Chirac et Jacques Foccart.	
22 réunion au FNPN en présence de personnalités venues de différents pays.	
Ensemble des travaux d'aménagement de la vallée du fleuve.	

Yamir Arafat est reçu à Ouagadougou avec les honneurs dus à un chef d'Etat.	
Vite à Ouagadougou de Michel Aurillac, nouveau ministre français de la coopération.	
L'UGB, l'ULCR, le CGB, et l'OMR signent une déclaration commune s'engageant à œuvrer au sein du CNR pour l'édification d'une organisation unique d'avant garde.	
Déclarations des sud-africains contre la Zambie, le Zimbabwe et le Botswana.	
Échecs d'évasion de 4 conjurés du complot de l'année précédente qui sont exécutés.	
Naissance du journal satirique <i>L'Intima</i> . Sankara rentre précipitamment du sommet de la CEDEAO de Lagos à la suite de rumeurs de coup d'Etat.	
L'UGB dénonce les termes de l'accord signé le 17 mai.	
Lancement du 1 ^{er} plan quinquennal de développement de l'Etat couvrant la période 1986-1990.	
Dissolution du 3 ^e gouvernement révolutionnaire.	
Visite officielle de Daniel Ortega, président du Nicaragua au Burkina Faso.	
Prise de place du 4 ^e gouvernement après la désormais traditionnelle dissolution intervenue en août. Valère Somé y fait son entrée comme ministre de l'enseignement supérieur.	
Départ de Sankara pour une visite officielle au Zimbabwe.	
Visite de Sankara en Ouganda.	
L'Exécutif général des CDR dissout le bureau national des Comités d'université et le Comité d'université de Ouagadougou contrôlé par l'ULCR ce qui va entraîner une crise. Un compromis ne sera trouvé qu'au retour de Sankara.	
Discours de Sankara au 9 ^e sommet du Mouvement des pays non alignés à Harare (Zimbabwe).	
1 ^{re} Conférence des commissions du peuple chargées de secteurs ministériels qui rassemblent cadres des ministères et représentants des CDR de ces mêmes ministères. La conférence adopte une série de mesures pour améliorer le fonctionnement des administrations.	
Tentative de coup d'Etat au Togo dans lequel sont impliqués le Ghana et le Burkina.	
Sankara conduit une délégation du Burkina de près de 50 personnes en voyage officiel en URSS pendant une semaine. Peu après, le Burkina votera avec l'URSS à une assemblée de l'ONU à propos de l'Afghanistan.	
Discours de Sankara aux enseignants, dénommé l'appel de Sankara.	
Adoption d'un nouveau statut des agents du public (fonctionnaires et agents des établissements publics).	
Élection de Soumane Touré, secrétaire général de la CGV, membre de la direction de l'AI.	
Bienvenue rencontre avec Fidel Castro à Cuba. Sankara se rend au Nicaragua et prend la parole à Managua pour le 25 ^e anniversaire de la fondation du Front sandiniste de libération nationale et le 10 ^e anniversaire de la mort au combat de son principal fondateur, Carlos Fonseca. Sankara parle au nom des 100 délégations étrangères présentes.	
Sankara est décoré de l'Ordre de Carlos Fonseca. Au retour, nouvel arrêt à Cuba pour des entretiens avec Fidel Castro.	
Visite de Mitterrand au Burkina Faso. C'est là que se tient la fameuse joute verbale entre les deux présidents. Les deux en détermination sont libérées peu avant.	
Burkina soutient la résolution 41/41 A de l'ONU qui inscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes et reconnaît ainsi son droit à l'indépendance.	
Les députés de droite à l'Assemblée nationale demandent que cesse l'aide française au Burkina Faso en représailles de son vote à l'ONU.	
Visite de Jacques Foccart au Burkina Faso.	
22 ^e forum internationale de justice, saisie après la guerre de Noël, rend son verdict qui est accepté par les deux parties et met fin définitivement au conflit.	
Somprétexte de la découverte d'un complot en provenance du Togo, Sankara annule un sommet de réconciliation entre le Ghana, le Burkina et le Togo qui devait se tenir dix jours après.	
1 ^{er} 3 ^e février scission au sein de l'ULCR autour de Kader Cissé et Moïse Traoré. Soupçonnés de corruption, ils avaient été limogés de leurs responsabilités, mais avaient rejoint le camp de Blaise Compaoré. Selon Valère Somé, ils devaient être exclus de l'ULCR le 1 ^{er} février 1987.	
Élection de la commission du peuple chargée de la corruption.	
Burkina rétablit le visa pour les Français qui souhaitent se rendre au Burkina. Les Tchadiens, avec l'appui de la France attaquent avec succès une importante base aérienne libyenne. Le conflit va reprendre de l'ampleur et les troupes tchadiennes vont remporter plusieurs victoires.	
À l'occasion de la journée de la femme, Sankara prononce un important discours sur le thème de la libération de la femme.	
30 ^e grandes chefs d'Etat des pays membres d'Afrique à Nanney.	
20 ^e anniversaire national du mouvement coopératif.	
20 ^e conférence nationale des CDR. Sankara annonce l'interdiction d'importer des fruits et légumes. Les CDR prêtent serment de se mobiliser pour « l'édification d'une économie nationale indépendante en produisant et consommant burkinabè ».	
Sankara annonce la création de l'UNPB.	
Les syndicats dans l'unité signent une déclaration commune avant des revendications et critiquent certains éléments de la politique du CNR en matière de logement et d'éducation.	
24 ^e CSD envoie une plainte au Bureau international du travail pour violation du droit syndical.	
25 ^e organisations syndicales signent une déclaration commune « Synthèse des préoccupations des travailleurs ».	
29 ^e anniversaire national des paysans à Ouagadougou.	
1 ^{er} organisations syndicales annulent le meeting constant de la présence sur place de nombreux militaires. Le CNR organise au propre commémoration. La CGB critique le CNR.	
Le ministre de l'administration territoriale, Ernest Nongma Nuedaogo, comme les syndicats de réunir leur congrès.	
Des incidents éclatent à l'université entre les militants de l'ULCR et de l'UGB à l'occasion des journées anti-impérialistes.	
Sankara met en demeure les partis de se dissoudre à la date du 13 juin.	
20 ^e nouvelle arrestation de Touré Soumane. Des communistes CDR iront même jusqu'à demander qu'il soit fusillé.	

De nombreuses autres arrestations suivront parfois accompagnées de torture. Elles permettront ainsi aux militaires CDR, téléguidentés par Pierre Ouédraogo, et à ceux de l'UCB, souvent les mêmes, de pouvoir prendre la direction de certains syndicats ce que la rectification ne remettra pas en cause. Une réunion du bureau politique du CNR se tient juste après l'arrestation de Touré Soumane. Blaise Compaoré y renchérit en préconisant celles de Philippe Ouédraogo et d'Adama Touré, tous deux dirigeants du PAI. De nombreuses autres arrestations vont toucher les milieux syndicaux proches du PAI et du PCRV.

Campagne de recouvrement des arriérés d'impôts. Blaise Compaoré et Pierre Ouédraogo séjournent ensemble dans le sud-est du Mali.

Émigration d'Adama Touré.

L'ULCR signe un communiqué protestant contre ces arrestations. Dans une réunion du comité central du CNR qui s'ensuit, de nombreux présents, membres de l'OMR, du GCB et de l'UCB qui soutiendront par la suite la rectification, demandent l'exécution de Touré Soumane. L'intervention de Sankara est alors déterminante pour lui sauver la vie.

Le jugement de 19 magistrats membres du SAMAB.

Le PAM, dans une longue déclaration, rompt les discussions engagées avec le CNR pour protester contre cette nouvelle vague d'arrestations.

Réunion des organisations membres du CNR, OMR, ULCR, GCB, UCB. Sankara propose la dissolution des organisations, la mise en place d'un comité provisoire pour la construction d'un parti et donne une semaine aux autres organisations pour se prononcer.

Autours d'une très longue réunion interne à l'UCB qui dure toute la nuit, Thomas Sankara propose la dissolution des organisations dans le CNR en vue de la création du parti mais nombreux sont les présents qui veulent exclure l'ULCR pour créer une structure qui devrait remplacer le CNR. Il propose pour répondre aux mécontentements d'accélérer encore les réformes. On lui reproche d'autre part de ne pas suffisamment consulter les instances de l'UCB. Thomas Sankara menace alors de démissionner devant l'avalanche des critiques. La réunion se termine sur un accord pour que les discussions continuent y compris avec l'ULCR mais hors du CNR. Mais Sankara ne participera plus aux réunions de l'UCB.

Épouvantable réunion des organisations membres du CNR. Le plan d'unification des organisations est adopté.

Les représentants de membres de l'ANC et d'Afrique du Nord se pressent à l'appareil d'atterrissage de Bamako.

Nouvelle réunion des organisations membres du CNR. Décision est prise de reprendre les discussions sur la plateforme politique et de mettre en place un comité d'organisation provisoire pour le parti.

Sankara assiste à Addis-Abeba aux travaux de la 25^e conférence au sommet des pays membres de l'OUA. Il y prononce un discours important contre la dette. Il annonce aussi qu'il se rendra en Libye pour œuvrer à une solution véritable au Tchad alors qu'Omar Bongo, président de la commission chargée de trouver une solution, menace de démissionner.

À l'issue de la conférence de l'OUA, Sankara se rend en Libye pour engager des discussions avec le colonel Kadhafi et tenter de trouver une solution pour mettre fin au conflit avec le Tchad.

Discours de Sankara est le début d'une offensive politique. Il annonce une pause.

Conférence nationale des étudiants. L'ULCR refuse d'y participer et subit des attaques du bureau national des étudiants dominés par l'UCB. Des orateurs s'en prennent en termes à peine voilés à la politique d'ouverture qu'a prônée le président le 4 août 1987.

Valère Somé se plaint par courrier des attaques contre l'ULCR et déclare vouloir boycotter la prochaine réunion sur l'unification des organisations. Sankara réussit à le convaincre de venir à une table ronde. Une explication a lieu et le processus est finalement relancé.

Thomas Sankara invite les différents ministres à reprendre les enseignements licenciés et certains fonctionnaires dégoûtés. Il propose la libération de Touré Soumane mais il n'est pas suivi.

Thomas Sankara crée autour de lui un cabinet spécial afin d'être mieux secondé et de rationaliser ses méthodes. Il souhaite ainsi répondre aux accusations d'improvisation et de prises de décisions non suffisamment réfléchies. Il souhaite prendre du recul par rapport aux tâches gouvernementales pour se consacrer à des réflexions plus politiques. On y trouve tous ceux qui seront tués avec lui le 15 oct., Paulin Bamouni, l'adjutant Christophe Saba, Bonaventure Compaoré, Frédéric Kiendé, Patrice Zagré et Alouana Traoré qui sera le seul rescapé.

Première réunion du conseil des ministres avant sa dissolution. Une déclaration de Thomas Sankara laisse entendre que des dissensions existent entre lui et Compaoré.

Blaise Compaoré est en visite en Libye où il a une séance de travail avec Jerry Pandling et Yasser Muezzem.

Réunion particulièrement tendue de l'OMR. Il y est question des tracts orduriers qui circulent en ville et s'en prennent à Sankara et à sa famille. Sankara déclare que leurs auteurs sont présents. Blaise Compaoré s'emporte alors et se plaint que la réunion ait été convoquée pour l'accuser.

Réunion de l'OMR où est décidé le retrait de tous les ministres de l'UCB.

Composition du nouveau gouvernement qui compte de nombreux membres de l'UCB. Sankara, conformément à sa décision de se détacher des tâches gouvernementales, demande à Blaise Compaoré d'en assurer la composition. Valère Somé et Basile Guissou n'en font pas partie.

Réunion de l'OMR qui adopte les nouveaux statuts.

Départ d'un voyage officiel de Sankara en Libye.

Le conseil des ministres présidé par Blaise Compaoré étudie le projet de réorganisation du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité comprenant notamment la création de la FIMATS.

Réunion de l'OMR sur le préambule des nouveaux statuts et sur la journée du 2 sept.

Le bureau politique du CNR décide de se doter d'un programme politique qui doit servir de base de travail à l'unification des organisations membres du CNR. Blaise Compaoré y exprime son opposition à la création de la FIMATS.

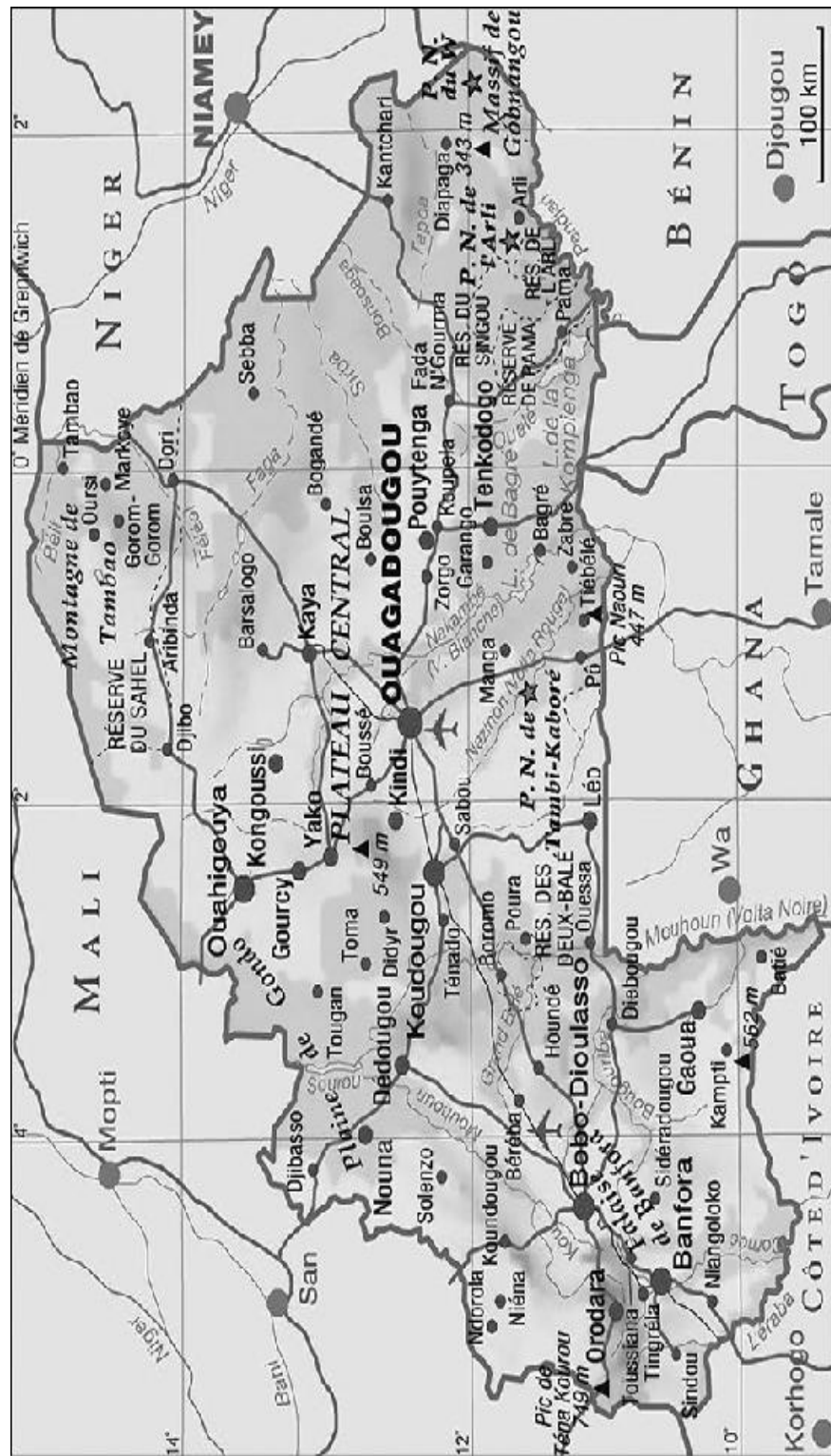
Sankara confie la rédaction de ce programme à Valère Somé.

Réunion des quatre « chefs historiques » Sankara leur propose de repartir ensemble mais il n'est pas suivi.

Célébrations du 1^{er} anniversaire du DOP à Tenkodogo dans une atmosphère lourde. On craint un attentat. Le représentant des étudiants critique l'ouverture politique prônée par Sankara.

Le pouvoir révolutionnaire provincial du Houët déclare à Bobo Dioulasso avoir apprécié le discours du représentant des étudiants le 2 oct. Le même jour, réunion de l'OMR qui discute de la composition de son

secrétariat.	
Réunion du conseil des ministres présidé par Blaise Compaoré en l'absence de Sankara.	
Discours de Sankara à l'occasion du 20 ^e anniversaire de l'assassinat de Che Guevara en Bolivie. Il propose une réunion aux trois autres « chefs historiques ». Lingani decline l'invitation. Sankara se plaint de la situation créée après le meeting de Tenkodogo. Devant le silence des deux autres, il se lève et claque la porte. Il téléphonera le soir à son ami pour s'en excuser. Le mémorandum sur les événements du 15 oct. affirme que le président aurait mis des troupes en alerte en donnant l'ordre à Ousseini Compaoré d'arrêter Blaise Compaoré et Henri Zongo, ce qu'il aurait refusé.	
Conférence panafricaine anti-apartheid à Ouagadougou, où sont représentés 29 pays et 40 organisations. Discours de clôture de Sankara.	
Henri Zongo, Jean-Baptiste Lingani et Blaise Compaoré se rencontrent.	
Le secrétaire général des CDR publie un communiqué où il déclare accepter l'auto-critique du représentant des étudiants, auteur du discours du 2 oct. .	
Réunion de l'OMR qui entérine la décision de retrait de tous les militaires de l'OGCB.	
Conseil des ministres présidé pour la première fois depuis le remaniement par Sankara en l'absence de Blaise Compaoré. Le conseil entérine la création de la FIMATIS. Réunion tenue des militaires chargés de la sécurité.	
Assassinat de Thomas Sankara et de sept de ses collaborateurs.	1987
Chute du mur de Berlin.	
Échec des négociations de Charles Taylor soutenu par le Libye de Kadhafi, le Burkina de Blaise Compaoré, le Togo et la Côte d'Ivoire d'Houphouët Boigny déclenchent la guerre au Libéria. La guerre va durer jusqu'en 2003.	



BIBLIOGRAPHIE

- Andriamirado, Sennen (1987), *Sankara le Rebelle*, Paris, Jeune Afrique Livres.
- Andriamirado, Sennen (1989), *Il s'appelait Sankara, Chronique d'une mort violente*, Paris, Jeune Afrique Livres.
- Asche, Helmut (1994), *Le Burkina Faso contemporain. L'expérience d'un auto-développement*, Paris, L'Harmattan.
- Balima, Serge-Albert (1996), *Légendes et histoires des peuples du Burkina Faso*, Paris, Jeune Afrique.
- Bamouni, Babou Paulin (1986), *Burkina Faso. Processus de la révolution*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- Banégas, Richard (1993), *Insoumissions populaires et révolution au Burkina Faso*, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire/Institut d'études politiques de Bordeaux.
- Bazié, Jean-Hubert (1985-1986), *Chronique du Burkina*, t. 1, Imprimerie de la direction générale de la presse écrite, Burkina Faso.
- Benamrane, Djilali (2016), *Sankara, leader africain*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Bonzi, Guindé (2015), *Souvenirs de la révolution des moments de la révolution sankariste vue par un adolescent*, Paris, L'Harmattan.
- Compaoré, André Roch (2015), *Politiques de Thomas Sankara et de Blaise Compaoré et enseignements de l'Église catholique*, Paris, L'Harmattan.
- Collectif (1985), « Le Burkina Faso », *Politique africaine*, n° 20, Paris, Karthala.
- Collectif (1989), « Retour au Burkina », *Politique africaine*, n° 33, Paris, Karthala.
- Doawara, Youssouf (2015), *Dernière entrevue avec Thomas Sankara président du Burkina Faso (9-10 octobre 1987) à la veille d'un assassinat programmé*, L'Harmattan Burkina.
- Doza, Bernard (1991), *Liberté confisquée. Le complot franco-africain*, Paris, BibliEurope.
- Englebert, Pierre (1987), *La Révolution burkinabè*, Paris, L'Harmattan.
- Gakunzi David (présenté par) (1991), *Thomas Sankara, oser inventer l'avenir. La parole de Sankara (1983-1987)*, Paris, Pathfinder/L'Harmattan.
- Guissou, Basile (1995), *Burkina Faso : un espoir en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- Kaboré, Roger Bila (2002), *Histoire politique du Burkina Faso (1919-2000)*, Paris, L'Harmattan.
- Kyelem de Tambela, Apollinaire J. (2011), *Thomas Sankara et la révolution au Burkina Faso : une expérience de développement autocentré*, L'Harmattan Burkina.
- Labazée, Pascal (2000), *Entreprises et entrepreneurs au Burkina Faso*, Paris, Karthala.
- Lejeal, Frédéric (2002), *Le Burkina Faso*, Paris, Karthala/L'Harmattan.
- Madiega, Yénouyaba Georges et Oumarou Nao (dir.) (2003), *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, 2 t., Paris, Karthala/PUO.
- Martens, Ludo (1989), *Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè*, Bruxelles, EPO.
- Nkounkou, Dieudonné (2002), *L'affaire Thomas Sankara, le juge et le politique*, Paris, NK.
- Otayek, René et col. (dir.) (1996), *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, Paris, Karthala.

- Otayek, René (1997), « L'Église catholique au Burkina Faso, un contre-pouvoir à contretemps de l'histoire », dans François Constantin et Christian Coulon (dir.), *Religion et démocratie en Afrique*, Paris, Karthala.
- Ouattara, Vincent (2006), *L'Ère Compaoré. Crimes, politique et gestion du pouvoir*, Paris, Klanba, 2006.
- Pondi, Jean-Emmanuel (2015), *Thomas Sankara et l'émergence de l'Afrique au 21^e siècle*, Yaoundé, Afric'Éveil.
- Sankara, Thomas (2007), *Thomas Sankara parle. La révolution au Burkina Faso de 1983-1987*, Londres, Pathfinder.
- Savonnet, Claudette-Guyot (1986), *État et sociétés au Burkina : Essai sur le politique africain*, Paris, Karthala.
- Sawadogo, Alfred Yambangba (2001), *Le Président Thomas Sankara, chef de la révolution burkinabè : 1983-1987, Portrait*, Paris, L'Harmattan.
- Somé, Valère (1990), *Thomas Sankara. L'espoir assassiné*, Paris, L'Harmattan.
- Sylla, Ndongo Samba (2012), *Redécouvrir Sankara, martyr de la liberté*, Douala, Afric'Avenir.
- Tarrab Gilbert et Chris Goëne (1989), *Femmes et pouvoir au Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan.
- Touré, Adama Abdoulaye (2001), *Une vie de militant, ma lutte du collège à la révolution de Thomas Sankara*, Ouagadougou, Hamaria.
- Zagré, Pascal (1994), *Les Politiques économiques du Burkina Faso, une tradition d'ajustement structurel*, Paris, Karthala.
- Ziegler, Jean, « Entretiens avec Jean-Philippe Rapp » (1986), *Sankara : un nouveau pouvoir africain*, Lausanne, Pierre Marcel Favre/ABC.

FILMOGRAPHIE

- Baraka, *Sur les traces de Thomas Sankara, héritage en partage*, Studios Baraka, France, 2009.
- Balufu Bakupa-Kanyinda, *Thomas Sankara*, South Productions/Scolopendra Productions/Channel Four TV, 1991.
- Christophe Cupelin, *Capitaine Thomas Sankara*, Laïka Films, 2012.
- Gbaka-Brédé dit GauZ, *Quand Sankara...*, Elokaproduct, 2006.
- Tristan Goasguen et Yann Manuguerra, *Thomas Sankara, la révolution assassinée*, Coopérative Altermedia, 2011.
- Thuy-Tiên Ho, *Fratricide au Burkina. Thomas Sankara et la Françafrique*, RFO/ICTV Productions, 2007.
- Thuy-Tiên Ho, *Une révolution rectifiée*, ICTV Solférino Images/Quartier Latin/Collectif Orchidées, 2011.
- Cedric Ido, *Tivaaga*, Bizibi Productions, 2013.
- Didier Mauro, *Capitaine Thomas Sankara, requiem pour un président assassiné*, Planète/Collectif Orchidées, 1987.
- Silvestro Montanaro, « E quel giorno uccisero la felicità », *C'era una volta*, RAI 3, 2013.
- Robin Shuffield, *Thomas Sankara l'homme intègre*, Zorn Production International/Arte France/France 3, 2007.
- Baoui Jean Camille Ziba, *Sankara dans mes rimes*, Association Semfilm, 2009.

SITES INTERNET

AUTRES DISCOURS

- « Discours devant le congrès du Syndicat unique voltaïque des enseignants du secondaire et du supérieur », 10 décembre 1982, <http://thomassankara.net/.discours-prononce-devant-le-congres-du-suveess-le-10-decembre-1982>.
- « Déclaration du 4 août 1983 », <http://thomassankara.net/la-declaration-du-4-aout-1983/>.
- « Thomas Sankara évoque une agression imminente contre la révolution voltaïque », 28 octobre 1983, <http://thomassankara.net/thomas-sankara-evoque-une-agression-imminente-contre-la-revolution-voltaique-27-octobre-1983/>.
- « Discours à Harlem », 2 octobre 1984, <http://thomassankara.net/notre-maison-blanche-se-trouve-dans-notre-harlem-noir-1-discours-a-harlem-le-2-octobre-1984//>
- « Discours à Harlem », 3 octobre 1984, <http://thomassankara.net/.notre-maison-blanche-se-trouve-dans-le-harlem-noir-2-3-octobre-1984/>.
- « La RDP est au service des autres peuples », 11 septembre 1985, <http://thomassankara.net/la-revolution-burkinabe-est-au/>.
- « Sauver l'arbre, l'environnement et la vie tout court », 5 février 1986, <http://thomassankara.net/sauver-larbre-lenvironnement-et-la-vie-tout-court-5-fevrier-1986/>.
- « Clôture conférence CEAO-ANAD », avril 1986, <http://thomassankara.net/allocation-du-president-thomas-sankara-president-en-exercice-sortant-de-la-conference-des-chefs-detats-de-la-ceao-de-lanad-et-du-liptako-gourma-4-avril-1986/>.
- « Nous devons soutenir le Nicaragua », 27 août 1986, <http://thomassankara.net/.nous-devons-soutenir-le-nicaragua-27-aout-1986/>.
- « Nous devons accumuler des victoires » (sommet des non-alignés d'Harare), septembre 1986, <http://thomassankara.net/nous-devons-accumuler-des-victoires-3-septembre-1986/>.
- « Hommage à Samora Machel », 19 octobre 1986, <http://thomassankara.net/.hommage-a-sa-mora-machel-19-octobre-1986/>.
- « La lutte du Nicaragua est aussi notre lutte », 8 novembre 1986, <http://thomassankara.net/la-lutte-du-nicaragua-est-aussi-la-notre-8-novembre-1986/>.
- « Hommage à Che Guevara », 8 octobre 1987, <http://thomassankara.net/hommage-a-che-guevara-8-octobre-1987/>.

INDEX DES SIGLES ET DES ORGANISATIONS

- African National Congress (ANC) 133, 168
- Beti, Mongo 281
- Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) 33, 35, 55, 64, 114, 129, 452, 453, 456
- Comités de défense de la révolution (CDR) 14, 17, 18, 23, 27, 28, 29, 91, 92, 93, 109, 136, 93, 94, 95, 96, 99, 104, 139, 140, 140, 140, 144, 159, 146, 187, 147, 189, 193, 197, 204, 205, 217, 235, 224, 205, 206, 208, 257, 257, 305, 257, 290, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 300, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 277, 278, 306, 345, 306, 347, 308, 311, 312, 316, 318, 319, 320, 323, 353, 347, 381, 397, 400, 408, 413, 454, 422, 423, 424, 23, 24, 455, 456, 457, 458, 462, 463, 464
- Commission du peuple chargée de la prévention contre la corruption 345
- Commission du peuple chargée de la prévention contre la corruption (CPPC) 345, 346, 348
- Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) 110, 217, 218, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 261, 265, 458, 460, 461
- Confédération générale du travail du Burkina (CGTB) 17
- Confédération syndicale burkinabè (CSB) 140, 459, 464
- Confédération syndicale voltaïque (CSV) 140, 257, 459, 463
- Conseil de l'entente 77, 217, 245, 246, 454, 459, 461
- Conseil de salut du peuple (CSP) 33, 34, 35, 36, 37, 39, 44, 45, 50, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 69, 70, 73, 74, 124, 131, 143, 453
- Conseil national de la révolution (CNR) 14, 18, 19, 23, 70, 77, 78, 79, 81, 86, 91, 93, 94, 95, 96, 100, 101, 104, 105, 110, 113, 114, 122, 123, 126, 128, 129, 136, 139, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 154, 174, 175, 176, 186, 187, 199, 207, 208, 209, 210, 213, 235, 240, 246, 270, 273, 277, 278, 293, 294, 305, 306, 307, 339, 346, 370, 371, 375, 379, 398, 408, 423, 425, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 454, 455, 456, 457, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 466
- Conseil provisoire de salut du peuple (CPS) 33
- Effort populaire d'investissement (EPI) 27, 277, 461
- Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) 27, 281
- Force d'intervention du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité (FIMATS) 413, 466, 467
- Front populaire 346, 431
- Groupe des communistes burkinabè (GCB) 460, 462, 464
- Institut des peuples noirs (IPN) 153, 281, 282, 283, 284, 285, 462
- Ligue patriotique pour le développement (LIPAD) 140, 451, 454, 455, 456, 457, 459
- Organisation de l'unité africaine (OUA) 24, 49, 133, 134, 281, 300, 387, 388, 389, 457, 458, 465
- Organisation des militaires révolutionnaires (OMR) 19, 431, 464
- Parti africain de l'indépendance (PAI) 17, 18, 33, 70, 77, 122, 139, 140, 257, 305, 306, 398, 413, 453, 454, 456, 457, 458, 463, 464
- Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV) 17, 464
- Plan populaire de développement (PPD) 25, 26, 458, 461
- Programme populaire de développement (PPD) 197, 208, 218, 289, 290, 301
- Rassemblement démocratique africain (RDA) 121, 123, 452, 453
- RDP [révolution démocratique et populaire] 144, 147, 148, 150, 175, 180, 198, 200, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 219, 282, 320, 321, 435
- South West Africa People's Organization (SWAPO) 49, 105, 168
- Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEAHV) 143, 305, 455, 460
- Tribunaux populaire de la révolution (TPR) 249, 261
- Tribunaux populaires de conciliation (TPC) 109, 461
- Tribunaux populaires de la révolution (TPR) 109, 110, 112, 113, 114, 117, 129, 191, 202, 203, 217, 246, 262, 265, 275, 345, 455, 456, 457, 458, 459, 461
- Union des communistes burkinabè (UCB) 431, 460, 462, 464, 465, 466, 467
- Union des femmes du Burkina (UFB) 224, 260, 261, 297, 323, 353, 371, 372, 377, 378, 379, 381, 426, 461
- Union des luttes communistes reconstruites (ULCR) 17, 70, 77, 139, 305, 398, 413, 457, 460, 462, 463, 464, 465
- Union des luttes communistes (ULC) 33, 454
- Union nationale des anciens du Burkina (UNAB) 260, 272, 408, 421, 426
- Union nationale des paysans du Boulgou 426
- Union nationale des paysans du Burkina (UNPB) 397, 399, 408, 409, 464
- Union nationale des pionniers 259, 408, 426
- Union révolutionnaire des banques (UREBA) 144, 457

De gauche à droite : les musiciens
Humanist, Kizito et Smockey et les
membres du Balai citoyen de Paris.